

Bundesversammlung

Assemblée fédérale

Assembla federale

Assamblea federala



III/2020

2297-0681

Résumé des délibérations

Première partie

Session d'automne 2020

5e session de la 51e législature
du lundi 7 au vendredi 25 septembre 2020

Séances du Conseil national:
7, 8, 9 (II), 10 (II), 14, 15, 16 (II), 17 (II), 21, 22, 23 (II), 24 (II) et 25 septembre
(19 séances)

Séance du Conseil des Etats:
7, 8, 9, 10, 14, 15, 16, 17, 21, 22, 23, 24 (II) e 25 septembre (14 séances)

Séance de l'Assemblée fédérale (Chambres réunies):
23 septembre

Le résumé des délibérations est publié après chaque session. Il renseigne sur l'état des affaires en cours de traitement dans les conseils législatifs ou liquidées pendant la session. Ce périodique comprend deux parties. La première contient un aperçu général de tous les objets ainsi que des informations détaillées sur les objets du Conseil fédéral. La deuxième partie contient une liste alphabétique des interventions parlementaires, des informations détaillées sur ces interventions (texte, proposition du Conseil fédéral et décision) ainsi qu'une liste des questions avec mention de leur liquidation.

Table des matières

Aperçu général	3
Objets du Parlement	88
Objets du Conseil fédéral	89
Initiatives des cantons	107
Initiatives parlementaires	123
Pétitions	182
Initiatives populaires pendantes	187
Initiatives populaires annoncées	189
Commissions parlementaires	191
Dates des sessions 2020	194
Dates des sessions 2021	195

Abréviations

CE	Conseil des Etats
CN	Conseil national
Ip.	Interpellation
Ip.u.	Interpellation urgente
Mo.	Motion
Po.	Postulat
Q	Question
QU	Question urgente

CIP	Commission des institutions politiques
CPE	Commission de politique extérieure
CPS	Commission de la politique de sécurité
CSEC	Commission de la science, de l'éducation et de la culture
CSSS	Commission de la sécurité sociale et de la santé publique
CTT	Commission des transports et des télécommunications

Groupes

BD	Groupe BD
CEg	Groupe PDC/PEV/PVL
G	Groupe écologiste
RL	Groupe libéral- radical
S	Groupe socialiste
V	Groupe de l'Union démocratique du Centre
PBD	Groupe du Parti bourgeois démocrate

Commissions

CAJ	Commission des affaires juridiques
CCP	Commission des constructions publiques
CdF	Commission des finances
CdG	Commission de gestion
CEATE	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie
CER	Commission de l'économie et des redevances

Délégations et commissions communes

AELE/PE	Délégation AELE / Parlement européen
APF	Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie
CGra	Commission des grâces
CJ	Commission judiciaire
CRed	Commission de rédaction
DA	Délégation administrative
DéICdG	Délégation des commissions de gestion
DF	Délégation des finances
DCE	Délégation auprès du Conseil de l'Europe
DSN	Délégation de surveillance des NLFA
OSCE	Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE
OTAN	Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (membre associé)
RehaKo	Commission de réhabilitation
UIP	Délégation auprès de l'Union interparlementaire

Présentation du titre des objets

N	103/07.031	n	Navigation maritime. Conventions
			Titre de l'objet
			Premier conseil chargé de l'examen (n : Conseil national, é : Conseil des Etats)
			Numéro d'objet (année, numéro d'ordre)
			Numéro courant de la session. Ce numéro renvoie à la partie générale du résumé, en remplacement d'un numéro de page
Etat de l'objet :	E examiné par le Conseil des Etats N examiné par le Conseil national NE ou EN examiné par les deux conseils • a fait l'objet d'un examen pendant la session * nouvel objet x liquidé + décidé de donner suite à l'initiative parlementaire ou cantonale		

Les informations qui se trouvent dans le *Résumé des délibérations* sont également disponibles sur Internet (www.parlament.ch), dans la banque de données "Curia Vista".

Les textes des interventions qui étaient imprimés dans la deuxième partie jusqu'à la session d'hiver 2006 y figurent aussi.

Editeur : Services du Parlement
3003 Berne
Tél. 058/322 97 31
Fax 058/322 96 20

Aperçu général

Objets du parlement

Divers

- x **1/20.010 én**
Délégation AELE/Parlement européen. Rapport
- x **2/20.011 né**
Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. Rapport
- x **3/20.012 né**
Délégation parlementaire auprès du Conseil de l'Europe. Rapport
- x **4/20.013 né**
Délégation auprès de l'Union interparlementaire. Rapport
- x **5/20.014 né**
Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Rapport
- x **6/20.015 né**
Délégation suisse auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Rapport
- x **7/20.020 né**
Activités des délégations non permanentes instituées par les Commissions de politique extérieure. Rapport de la 50e législature
- x **8/20.021 né**
Activités des délégations permanentes chargées des relations avec les parlements des Etats limitrophes. Rapport de la 50ème législature
- * **9/20.077 n**
Garantir la mise en oeuvre effective du signalement des intérêts
- x* **10/20.190 é**
Immunité du procureur général de la Confédération Michael Lauber. Demande de levée
- x **11/20.209 n**
Assermentation

Chambres réunies

- x **12/20.204 cr**
Tribunal fédéral. Renouvellement intégral 2021-2026
- x **13/20.206 cr**
Autorité de surveillance du Ministère public de la Confédération. Election d'un membre
- * **14/20.210 cr**
Procureur(e) général(e) de la Confédération. Election
- x* **15/20.211 cr**
Procureur général extraordinaire de la Confédération. Election
- * **16/20.212 cr**
Tribunal fédéral. Présidence et vice-présidence 2021-2022
- * **17/20.213 cr**
Tribunal administratif fédéral. Présidence et vice-présidence 2021-2022
- * **18/20.214 cr**
Tribunal fédéral. Election d'un(e) juge suppléant(e)

- * **19/20.215 cr**
Tribunal administratif fédéral. Election d'un membre

Objets du Conseil fédéral

Département des affaires étrangères

- 20/19.073 é**
Mesures de promotion civile de la paix et de renforcement des droits de l'homme. Loi
- N **21/20.005 n**
Traitement des données personnelles par le DFAE. Loi
- x **22/20.033 n**
Stratégie de coopération internationale 2021-2024
- N **23/20.037 n**
FIPOI. Aide financière à l'UIT à Genève
- N **24/20.045 n**
Traités internationaux conclus en 2019. Rapport
- * **25/20.073 é**
La Suisse et les conventions du Conseil de l'Europe. Douzième rapport

Département de l'intérieur

- EN **26/11.030 é**
6e révision de l'AI. Deuxième volet
- EN **27/15.075 é**
Loi sur les produits du tabac
- N **28/18.037 n**
Pour combler les lacunes de l'assurance-accidents. Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la motion 11.3811 (Darbellay)
- NE **29/18.079 n**
Pour des soins infirmiers forts (initiative sur les soins infirmiers). Initiative populaire
- EN **30/18.092 é**
Loi sur les allocations pour perte de gain. Allocation de maternité en cas de séjour prolongé du nouveau-né à l'hôpital
- 31/18.093 é**
Caisses de pension. Placements à long terme dans les technologies d'avenir et création d'un fonds à cet effet. Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la motion 13.4184 (Graber Konrad)
- x **32/19.021 n**
Loi sur les stupéfiants. Modification
- N **33/19.046 n**
Loi fédérale sur l'assurance-maladie. Modification (Mesures visant à freiner la hausse des coûts, 1er volet)
- 34/19.050 é**
Stabilisation de l'AVS (AVS 21)
- E **35/19.057 é**
LAVS. Modification (Utilisation systématique du numéro AVS par les autorités)
- 36/19.080 é**
LAVS. Modification (modernisation de la surveillance)
- 37/19.083 n**
Oui à l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine - Oui aux approches de recherche qui favorisent la sécurité et le progrès. Initiative populaire

- NE **38/20.030 né**
Encouragement de la culture pour la période de 2021 à 2024
- N **39/20.046 n**
LAMal. Rémunération du matériel de soins
- 40/20.047 n**
Sécurité sociale. Convention avec la Bosnie et Herzégovine
- x* **41/20.056 én**
LPP. Placement de fonds du domaine du libre passage de l'institution supplétive auprès de la Trésorerie fédérale
- * **42/20.060 n**
Loi sur les stupéfiants. Modification (Médicaments à base de cannabis)
- * **43/20.068 n**
Oui à la protection des enfants et des jeunes contre la publicité pour le tabac (enfants et jeunes sans publicité pour le tabac). Initiative populaire
- * **44/20.069 n**
Protection des mineurs dans les secteurs du film et du jeu vidéo. Loi
- * **45/20.071 é**
Circulation des espèces de faune et de flore protégées. Loi. Modification

Département de justice et police

- x **46/17.059 n**
Loi sur la protection des données. Révision totale et modification d'autres lois fédérales
- E **47/18.043 é**
Harmonisation des peines et adaptation du droit pénal accessoire au nouveau droit des sanctions
- EN **48/18.069 é**
CC. Modification (Droit des successions)
- EN **49/18.070 é**
Pour plus de transparence dans le financement de la vie politique (initiative sur la transparence). Initiative populaire
- x **50/18.071 é**
Terrorisme et crime organisé. Convention du Conseil de l'Europe
- x **51/19.032 é**
Mesures policières de lutte contre le terrorisme. Loi
- 52/19.043 é**
Lutte contre l'usage abusif de la faillite. Loi
- NE **53/19.048 n**
Code de procédure pénale. Modification
- N **54/19.063 n**
Loi sur l'entraide pénale internationale. Révision de l'article 1
- x **55/19.067 é**
Loi sur les précurseurs de substances explosibles
- x **56/19.069 n**
Droits des citoyens. Accord avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
- EN **57/19.081 é**
CC. Changement de sexe à l'état civil

58/19.084 n

Entraide judiciaire en matière pénale. Accord avec l'Indonésie

- E **59/20.016 é**
Référendum obligatoire pour les traités internationaux ayant un caractère constitutionnel. Modification de l'art. 140 de la Constitution
- N **60/20.025 n**
Développement de l'acquis de Schengen. Système d'information Schengen (SIS)
- 61/20.026 é**
Code de procédure civile. Modification
- x **62/20.027 é**
Développement de l'acquis de Schengen. Système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS)
- 63/20.034 n**
Loi sur le droit international privé. Modification
- E **64/20.048 é**
Arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques. Approbation
- x **65/20.049 én**
Constitutions des cantons de Glaris, de Thurgovie et de Genève. Garantie
- * **66/20.061 n**
Désignation des juges fédéraux par tirage au sort (initiative sur la justice). Initiative populaire
- * **67/20.063 n**
Loi sur les étrangers et l'intégration. Modification
- * **68/20.070 n**
Développement de l'acquis de Schengen. Approbation et mise en oeuvre des échanges de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise des règlements (UE) 2019/817 et 2019/818 relatifs à l'établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE
- * **69/20.072 én**
Transfert de la commune bernoise de Clavaleyres

Département de la défense, de la protection de la population et des sports

- EN **70/17.028 é**
Loi sur la sécurité de l'information
- x **71/20.031 é**
Message sur l'armée 2020

Département des finances

- NE **72/11.047 n**
Loi sur l'impôt anticipé. Modification (stimulation du marché suisse des capitaux)
- E **73/14.054 é**
Assurance tremblement de terre obligatoire. Classement de la motion no 11.3511
- EN **74/15.049 é**
Loi sur la réforme de l'imposition des entreprises III
- EN **75/15.073 é**
Loi sur les services financiers (LSFin) et loi sur les établissements financiers (LEFin)

- N 76/17.056 n**
Pour que les contribuables soumis partiellement à l'impôt à l'étranger puissent faire valoir les déductions générales et les déductions sociales. Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la motion 14.3299
- EN 77/18.034 é**
Loi sur l'impôt fédéral direct (imposition équilibrée des couples et de la famille)
- x 78/18.061 n**
Double imposition. Convention entre la Suisse et l'Arabie saoudite
- NE 79/19.044 n**
Loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent. Modification
- EN 80/19.045 é**
Loi relative à la vignette autoroutière. Modification
- 81/19.071 é**
Loi sur les finances. Modification (Simplification et optimisation de la gestion des finances)
- x 82/19.074 n**
Adaptation du droit fédéral aux développements de la technologie des registres électroniques distribués. Loi
- x 83/19.079 n**
Programmes "SUPERB" et "Systèmes ERP D/ar". Crédits d'engagement
- 84/20.003 é**
Compte d'Etat 2019
- x 85/20.023 n**
FMI. Adhésion aux Nouveaux accords d'emprunt modifiés
- *N 86/20.032 n**
Alléger les impôts sur les salaires, imposer équitablement le capital. Initiative populaire
- * 87/20.041 né**
Budget 2021 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2022-2024
- *N 88/20.042 né**
Budget 2020. Supplément II
- N 89/20.043 n**
Octroi d'une garantie à la Banque nationale suisse dans le cadre d'un prêt au Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du FMI
- E 90/20.050 é**
Message sur les immeubles du DFF 2020
- N 91/20.051 n**
Procédures électroniques en matière d'impôts. Loi
- 92/20.059 n**
Loi sur les banques. Modification (Insolvabilité, garantie des dépôts, ségrégation)
- * 93/20.062 é**
Loi sur les placements collectifs. Limited Qualified Investor Fund (L-QIF)
- * 94/20.064 é**
Reprise et mise en oeuvre du règlement (UE) 2019/1896 du Parlement européen et du Conseil relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements (UE) no 1052/2013 et (UE) 2016/16 24, avec une modification de la loi sur l'asile

- * 95/20.065 n**
Doubles impositions. Convention avec le Koweït
- * 96/20.066 n**
Doubles impositions. Convention avec le Bahreïn
- * 97/20.067 n**
Allégements administratifs et mesures destinées à soulager les finances fédérales. Loi
- * 98/20.075 né**
Loi sur les cautionnements solidaires liés au COVID-19
- 99/21.003 é**
Compte d'Etat 2020
- 100/21.007 né**
Budget 2021. Supplément I
- 101/21.041 né**
Budget 2022 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2023-2025
- 102/21.042 né**
Budget 2021. Supplément II

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

- x 103/18.096 n**
Pour une eau potable propre et une alimentation saine - Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactiques. Initiative populaire
- x 104/19.025 n**
Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse. Initiative populaire
- NE 105/19.037 n**
Stop à l'îlot de cherté – pour des prix équitables. Initiative populaire et contre-projet indirect
- NE 106/19.065 n**
Loi sur les EPF. Modification
- x 107/19.070 é**
Loi sur la HEFP
- x 108/19.072 é**
Coopération et mobilité internationales en matière de formation. Loi. Révision totale
- NE 109/19.076 n**
Loi sur le tarif des douanes. Modification (Suppression des droits de douane sur les produits industriels)
- 110/19.085 é**
Loi sur les embargos. Modification
- 111/20.022 é**
Politique agricole à partir de 2022 (PA22+)
- EN 112/20.024 é**
Groupe de la Banque mondiale et Banque africaine de développement. Augmentation de capital
- EN 113/20.028 é**
Encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pendant les années 2021 à 2024
- E 114/20.052 é**
Paquet Horizon 2021–2027
- x* 115/20.057 né**
LACI. Financement additionnel de l'assurance-chômage
- * 116/20.074 n**
Engagements conditionnels pour l'encouragement de l'offre de logements 2021-2027. Crédit-cadre

- * **117/20.076 né**
Loi COVID-19 sur les loyers commerciaux

Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

- x **118/17.044 é**
Nuisances sonores dues au trafic aérien. Indemnités fondées sur les droits de voisinage. Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la motion 08.3240
- x **119/17.071 n**
Révision totale de la loi sur le CO2 pour la période postérieure à 2020
- N **120/18.077 n**
Loi sur l'aménagement du territoire. Révision partielle. 2ème phase
- x **121/19.077 é**
Indemnité forfaitaire octroyée pour la taxe sur la valeur ajoutée perçue sur la redevance de réception de radio et de télévision. Loi
- x **122/19.078 é**
Programme de la législature 2019-2023
- x **123/20.001 né**
Rapport de gestion du Conseil fédéral 2019
- x **124/20.029 n**
Stratégie énergétique 2050. Instrument de promotion de la recherche SWEET
- EN **125/20.038 é**
Train de mesures en faveur des médias
- N **126/20.044 n**
Infrastructure ferroviaire, tâches systématiques de ce domaine et contributions d'investissement en faveur des installations privées de triage et de transbordement pour les années 2021 à 2024. Financement
- E **127/20.053 é**
Transport régional de voyageurs. Prorogation du crédit-cadre de cautionnement
- N **128/20.054 n**
Loi sur l'aviation. Modification
- x* **129/20.055 én**
Loi urgente sur le soutien des transports publics durant la crise du Covid-19

Chancellerie fédérale

- NE **130/20.006 né**
Motions et postulats des conseils législatifs 2019. Rapport
- x* **131/20.058 né**
Loi fédérale sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de coronavirus (COVID-19) (Loi COVID-19)

Initiatives des cantons

- x **132/16.318 é**
Argovie. Abolition de la pénalisation du mariage
- + **133/15.301 é**
Bâle-Campagne. Nouvelle augmentation des effectifs du Corps des gardes-frontière et répartition adéquate des ressources entre les régions

- x **134/18.324 é**
Bâle-Campagne. Pour une structure tarifaire adéquate et un financement couvrant l'intégralité des coûts supportés par les hôpitaux pédiatriques
- 135/19.307 é**
Bâle-Campagne. Assurance suisse contre les tremblements de terre
- 136/20.313 é**
Bâle-Campagne. Participation aux séances parlementaires pendant le congé de maternité
- 137/20.319 é**
Bâle-Campagne. Frapper les billets d'avion d'une taxe sur le kérosène
- x **138/18.301 é**
Bâle-Ville. Supprimer l'imposition de la valeur locative (art. 7 LHID et art. 21 al. 1 let. b LIFD)
- x **139/18.314 é**
Bâle-Ville. Maintien du service public. Contre la fermeture d'offices de poste de quartier
- x **140/18.322 é**
Bâle-Ville. Pour un financement couvrant l'intégralité des coûts supportés par les hôpitaux pédiatriques
- 141/20.307 é**
Bâle-Ville. Taxe sur les billets d'avion et engagement en faveur d'un impôt international sur le kérosène
- 142/08.316 é**
Berne. Interdiction des jeux vidéo violents
- + **143/16.317 é**
Berne. Modification de l'article 285 du Code pénal suisse. Peine privative de liberté en cas de violence contre les fonctionnaires
- x **144/18.317 é**
Berne. Pas de libre-échange pour l'huile de palme en provenance de Malaisie
- 145/19.316 é**
Berne. Echange de données financières à l'intérieur du pays
- 146/19.319 é**
Berne. Contribution à la réalisation des objectifs climatiques. Eliminer les mauvaises incitations au choix du mode de transport et taxer les billets d'avion
- 147/09.332 é**
Fribourg. Interdiction des jeux vidéo violents
- x **148/18.320 é**
Fribourg. Exclusion de l'huile de palme et de ses dérivés des discussions de libre-échange entre la Suisse et la Malaisie
- 149/19.315 é**
Fribourg. Introduction d'une taxe incitative sur le trafic aérien
- 150/12.306 n**
Genève. Durcissement des sanctions pour les infractions commises contre les autorités et les fonctionnaires
- + **151/14.311 é**
Genève. Résolution pour une modification des articles 189 et 190 du Code pénal et une redéfinition de la notion juridique de viol

- x **152/18.302 é**
Genève. L'abolition de l'imposition de la valeur locative en Suisse
- x **153/18.311 é**
Genève. Pour un moratoire fédéral sur l'importation, l'exploration et l'exploitation de gaz de schiste en Suisse
- x **154/18.312 é**
Genève. Pour le maintien de l'emploi et d'un vrai service universel à la Poste
- 155/18.319 é**
Genève. En finir avec l'utilisation du glyphosate en Suisse
- x **156/18.321 é**
Genève. La détention administrative d'enfants doit cesser!
- E **157/19.304 é**
Genève. Urgence climatique. Prélevons une taxe incitative sur le trafic aérien
- 158/19.306 é**
Genève. Pour le maintien à Genève de l'actualité télévisuelle
- 159/19.308 é**
Genève. Pour une prise en charge des frais médicaux lors de grossesses interrompues avant la treizième semaine
- 160/19.309 é**
Genève. Stop à l'augmentation des primes d'assurance-maladie en 2020
- E **161/19.312 é**
Genève. Pour le développement d'un système de vote électronique en mains publiques au niveau national ou intercantonal
- 162/19.313 é**
Genève. Traité de libre-échange avec le Mercosur. Genève doit s'engager pour un référendum
- 163/19.317 n**
Genève. Pour faciliter la lutte contre le harcèlement sexuel
- 164/19.318 é**
Genève. Intégrer aux prestations de l'assurance obligatoire des soins la prise en charge des soins dentaires consécutifs à des traitements médicaux
- 165/20.303 é**
Genève. Pour une diminution de 50 pour cent du quota d'importation des vins étrangers
- 166/20.304 é**
Genève. Plus de force aux cantons. Informations complètes aux cantons pour une prise de position pertinente dans la procédure d'approbation des primes d'assurance-maladie
- 167/20.305 é**
Genève. Pour des réserves justes et adéquates
- 168/20.306 é**
Genève. Pour des primes conformes aux coûts
- 169/20.308 é**
Genève. Pour une véritable politique fédérale de l'accueil extrafamilial pour enfants
- 170/20.309 é**
Genève. Un moratoire sur la 5G (et la 4G plus) en Suisse
- 171/20.311 é**
Genève. Pour une action efficace en faveur de la santé publique. Limiter la teneur en sucre des boissons industrielles et des aliments transformés
- 172/20.318 é**
Genève. Des assureurs-maladie responsables et solidaires, afin que les assureurs actifs dans l'assurance obligatoire des soins fassent preuve de solidarité envers la population suisse concernant les tests de dépistage du Covid-19
- * **173/20.321 é**
Genève. Déduction des contributions d'entretien versées aux enfants adultes
- + **174/17.314 é**
Jura. Offices de poste. Améliorer la qualité du réseau et renforcer le rôle des autorités communales dans la distribution territoriale
- x **175/17.320 é**
Jura. Primes LAMal impayées. Pour une obligation d'affiliation à l'assureur-maladie désigné par le canton lors du paiement des actes de défaut de biens par ce dernier
- 176/18.308 é**
Jura. Glyphosate et principe de précaution
- x **177/18.325 é**
Jura. Exclure l'huile de palme des accords de libre-échange avec l'Indonésie et la Malaisie
- 178/19.302 é**
Jura. Sortir les produits agricoles de l'accord avec le Mercosur dans l'intérêt de l'agriculture jurassienne
- 179/19.320 é**
Jura. Stopper une évolution scandaleuse des prix des médicaments
- 180/20.310 é**
Jura. Guichets de vente des entreprises de transport ferroviaire. Transparence et délai d'annonce de fermeture des points de vente
- * **181/20.320 é**
Jura. Les cantons doivent avoir la possibilité de légiférer sur le droit et la durée d'un congé parental ou d'un congé paternité
- * **182/20.325 é**
Jura. Création d'un fonds fédéral d'aide aux sociétés sportives, culturelles et de loisirs lourdement impactées par les mesures prises pour lutter contre la propagation du coronavirus (Covid-19)
- * **183/20.326 é**
Jura. Pour que les bénéfices des investissements directs de la BNS retournent à la population suisse
- * **184/20.327 é**
Jura. Pour un encadrement du prix des masques chirurgicaux et du gel hydroalcoolique en période de situation extraordinaire
- * **185/20.328 é**
Jura. Pour des primes correspondant aux coûts

- * **186/20.329 é**
Jura. Pour des réserves équitables et adéquates
- * **187/20.330 é**
Jura. Pour plus de force aux cantons
- 188/19.310 é**
Lucerne. Pour une taxe CO2 sur les billets d'avion
- * **189/20.323 é**
Lucerne. Femmes politiques en congé maternité
- 190/20.314 é**
Neuchâtel. Pour un moratoire sur l'installation des réseaux mobiles 5G millimétrique
- 191/20.315 é**
Neuchâtel. Pour introduire la possibilité pour les cantons de créer ou non une institution cantonale, régionale ou intercantonale d'assurance-maladie
- 192/20.316 é**
Neuchâtel. Pour un référendum sur l'accord de libre-échange avec le Mercosur
- 193/20.317 é**
Neuchâtel. Pour introduire une taxe sur les billets d'avion
- * **194/20.331 é**
Schaffhouse. Manque à gagner des hôpitaux. La Confédération doit participer aux coûts
- x **195/18.315 é**
Soleure. Desserte postale
- 196/20.312 é**
Soleure. État civil. Les émoluments doivent couvrir les coûts
- 197/08.334 é**
St-Gall. Révision du Code pénal
- 198/09.313 é**
St-Gall. Mieux protéger les enfants et les jeunes contre la violence dans les jeux vidéo et les médias
- x **199/16.307 n**
St-Gall. Modification de la loi sur les étrangers. Renforcement des contraintes et de l'application de la législation en vigueur concernant l'intégration, l'aide sociale, la scolarité obligatoire et les sanctions pénales
- 200/18.300 é**
St-Gall. Ne pas subventionner le tourisme d'achat
- EN **201/18.305 é**
St-Gall. Les primes ne doivent pas servir à financer les commissions versées aux intermédiaires
- x **202/18.309 é**
St-Gall. Pour un financement couvrant l'intégralité des coûts supportés par les hôpitaux et cliniques pédiatriques
- 203/19.300 é**
St-Gall. Pas de prescription pour les crimes les plus graves
- E **204/19.305 é**
St-Gall. Taxe sur les billets d'avion d'un montant égal à celui d'une taxe sur le CO2 prélevée sur le kérosène
- 205/09.314 é**
Tessin. Révision de l'article 135 CP
- + **206/14.301 é**
Tessin. Réexaminer les peines prévues aux articles 285 et 286 du Code pénal suisse
- + **207/15.320 é**
Tessin. Possibilité de demander systématiquement un extrait du casier judiciaire d'un citoyen de l'Union européenne déposant une demande de permis de séjour (1)
- + **208/15.321 é**
Tessin. Possibilité de demander systématiquement un extrait du casier judiciaire d'un citoyen de l'Union européenne déposant une demande de permis de séjour (2)
- + **209/16.306 n**
Tessin. Garantir une offre étendue de services à bande ultralarge sur tout le territoire national
- + **210/17.304 é**
Tessin. Pour des routes plus sûres, des mesures maintenant!
- 211/18.306 é**
Tessin. Lutte contre le dumping salarial. Créer les conditions pour empêcher les licenciements de substitution
- + **212/18.326 é**
Tessin. Obligation d'informer les employés victimes d'abus salariaux
- 213/19.301 é**
Tessin. Durcissement des peines prévues au Livre 2, Titre 5, du Code pénal
- 214/20.300 é**
Tessin. Renforcer la participation des cantons en leur fournissant des informations complètes afin qu'ils puissent prendre position de manière éclairée lors de la procédure d'approbation des primes d'assurance-maladie
- 215/20.301 é**
Tessin. Pour des réserves équitables et adéquates. Restitution des réserves excessives dans l'assurance-maladie
- 216/20.302 é**
Tessin. Pour des primes conformes aux coûts et une réelle compensation des primes encaissées en trop
- * **217/20.322 é**
Tessin. Pour une extension de la protection contre le licenciement à la fin du congé de maternité
- + **218/16.312 é**
Thurgovie. Exécution de l'obligation de payer les primes. Modification de l'article 64a de la loi fédérale sur l'assurance-maladie
- 219/18.316 é**
Thurgovie. Suppression de la franchise-valeur dans le tourisme d'achat
- x **220/18.318 é**
Thurgovie. Pour un financement couvrant l'intégralité des coûts supportés par les hôpitaux et cliniques pédiatriques
- 221/19.303 é**
Thurgovie. Coûts d'intégration
- 222/11.312 é**
Vaud. Pétition de la Fédération suisse des fonctionnaires de police

223/13.308 é

Vaud. Ouvrir le service civil aux femmes sur une base volontaire

•N 224/18.323 n

Vaud. Modifier les dispositions légales permettant d'instaurer un contrôle institutionnel des entreprises et entités privées

225/18.310 é

Valais. Energie hydraulique. Pour un assouplissement de la loi fédérale sur la protection des eaux

226/19.314 é

Valais. Pour une taxe environnementale sur les billets d'avion

227/10.302 é

Zoug. Interdiction des jeux vidéo violents

228/19.311 é

Zoug. Exercer un mandat politique en cas de maternité. Modification de la législation fédérale

*** 229/20.324 é**

Zurich. Moratoire sur la fermeture des offices de poste jusqu'à la présentation et l'approbation d'une planification des offices à l'échelle suisse

Initiatives parlementaires

Conseil national

Initiatives des groupes

NE 230/13.419 n

Groupe BD. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation

231/13.473 n

Groupe BD. Etablir un lien automatique entre l'âge de la retraite et l'espérance de vie

NE 232/13.420 n

Groupe G. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation

•x 233/19.404 n

Groupe G. Frein au CO2

234/20.403 n

Groupe G. État de droit, souveraineté et neutralité de la Suisse. Faire toute la lumière sur l'affaire Cryptoleaks en instituant une commission d'enquête parlementaire

235/20.429 n

Groupe G. Ordonnance Covid-19 de l'Assemblée fédérale. Mise en oeuvre de l'article 102 de la Constitution sur la sécurité de l'approvisionnement

236/20.430 n

Groupe G. Ordonnances de nécessité. Contrôle abstrait des normes

*** 237/20.467 n**

Groupe G. Conseil du climat. Création dans notre démocratie, en réponse à la crise climatique, d'une nouvelle institution dont les membres seront tirés au sort

NE 238/13.418 n

Groupe GL. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation

N 239/13.468 n

Groupe GL. Mariage civil pour tous

240/20.453 n

Groupe GL. Chaque voix doit avoir le même poids. Pour des élections équitables du Conseil national

NE 241/09.503 n

Groupe RL. Supprimer les droits de timbre par étapes et créer des emplois

NE 242/13.421 n

Groupe S. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation

243/20.404 n

Groupe S. Affaire Cryptoleaks. Instituer une commission d'enquête parlementaire pour déterminer la complicité du Service de renseignement et d'autres autorités et la responsabilité politique du Conseil fédéral

244/20.417 n

Groupe S. Indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail. L'augmenter pour les bas et les moyens revenus en cas de crise de longue durée

245/18.466 n

Groupe V. Approbation du droit non contraignant par l'Assemblée fédérale

246/19.479 n

Groupe V. Nécessité de réformer la surveillance du Ministère public de la Confédération

247/19.500 n

Groupe V. Cautionnement de navires de haute mer. Commission d'enquête parlementaire

248/20.440 n

Groupe V. Supprimer la cotisation AC obligatoire pour les indépendants

249/20.418 n

C-CED. Création d'une Délégation des affaires juridiques (DélAJ)

Initiatives des commissions

•N 250/18.469 n

CdF-CN. Renforcer les compétences de contrôle et de surveillance dans la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct

251/20.400 n

CSEC-CN. Egalité salariale. Transmission des résultats de l'analyse à la Confédération

•x 252/17.442 n

CSSS-CN. Pour une gestion cantonale de l'admission et un renforcement de l'autonomie contractuelle

+ 253/18.402 n

CSSS-CN. Etudes sur la remise contrôlée de cannabis. Créer un article relatif aux projets pilotes

NE 254/19.401 n

CSSS-CN. Pour un renforcement des soins infirmiers, une sécurité des patients accrue et une meilleure qualité des soins

255/19.497 n

CSSS-CN. Améliorer l'efficacité de la fondation Promotion Santé Suisse

***+ 256/20.459 n**

CSSS-CN. Prolongation de la réglementation transitoire des produits du tabac dans la loi sur les denrées alimentaires

- NE 257/13.467 n**
CEATE-CN. Energie d'ajustement. Obligation de prendre en charge les coûts pour un approvisionnement sûr en électricité
- N 258/20.401 n**
CEATE-CN. Aide aux installations photovoltaïques sans consommation propre
- + **259/20.433 n**
CEATE-CN. Développer l'économie circulaire en Suisse
- 260/20.434 n**
CEATE-CN. Valorisation écologique lors du renouvellement des concessions hydrauliques
- + **261/17.494 n**
CER-CN. Suppression de l'impôt anticipé sur les obligations et les papiers monétaires suisses
- 262/20.432 n**
CER-CN. Affecter à l'AVS les bénéfices que la BNS tire des intérêts de pénalité (taux négatifs)
- + **263/19.431 n**
CIP-CN. Versement du défraiement pour nuitées uniquement aux députés ayant effectivement passé une nuit hors du domicile
- + **264/20.437 n**
CIP-CN. Améliorer la capacité d'action du Parlement en situation de crise
- + **265/20.438 n**
CIP-CN. Utilisation des compétences en matière de droit de nécessité et contrôle du droit de nécessité édicté par le Conseil fédéral en temps de crise
- + **266/13.466 n**
CAJ-CN. Compensation des frais de justice avec les indemnités pour tort moral allouées en raison de mesures de contrainte illicites
- 267/19.433 n**
CAJ-CN. Etendre au harcèlement obsessionnel ("stalking") le champ d'application des dispositions du CP relatives aux délits
- 268/19.496 n**
CAJ-CN. Abrogation des dispositions du code civil relatives aux fiançailles
- Initiatives des députés**
- + **269/03.424 n**
Abate. Actes d'ordre sexuel avec des enfants. Allongement de la peine prévue par l'article 187 CP
- + **270/19.429 n**
Addor. Exonération de la taxe militaire pour les gardes suisses
- 271/19.454 n**
Addor. Pour des élèves tête nue dans les écoles publiques
- NE 272/17.412 n**
Aebischer Matthias. Egalité des chances dès la naissance
- + **273/18.434 n**
(Amherd) Bregy. Punir enfin le pédopédage en ligne
- N 274/19.415 n**
Arslan. Donner la parole aux jeunes. Le droit de vote dès 16 ans est un premier pas dans la vie politique active
- + **275/16.498 n**
Badran Jacqueline. Soumettre les infrastructures stratégiques du secteur énergétique à la lex Koller
- 276/19.464 n**
Barrile. Regroupement familial. Supprimer toute discrimination subie en raison du droit interne
- x 277/19.424 n**
Bendahan. Introduire une taxation du chiffre d'affaires effectué en Suisse par les géants d'Internet lorsque les bénéfices réalisés en Suisse n'y sont manifestement pas imposés
- x 278/19.426 n**
Bendahan. Imposer à 70 pour cent la part du revenu qui dépasse 10 millions de francs suisses
- 279/20.427 n**
Bendahan. Introduire en Suisse une assurance générale de revenu sans effet de seuil par le biais d'un impôt négatif
- * **280/20.472 n**
Bertschy. Congé parental de deux fois quatorze semaines – mêmes chances sur le marché du travail pour les deux parents
- + **281/15.479 n**
Bourgeois. Stop au bradage ruineux du sucre! Pour la sauvegarde de l'économie sucrière indigène
- + **282/17.438 n**
Brand. Halte aux doublets procéduraux pour les touristes de la criminalité
- 283/19.409 n**
Bregy. Droit de recours des organisations. David contre Goliath
- * **284/20.471 n**
Bregy. Politique en matière de technologie et d'innovation. Accompagner, promouvoir et soutenir les changements structurels
- 285/20.423 n**
Brunner. Fonctionnement du Parlement en situation extraordinaire. Introduire des possibilités de flexibilisation adaptées à la situation
- + **286/16.484 n**
Burkart. Assouplir les conditions encadrant le télétravail
- 287/20.456 n**
Candinas. Loi fédérale sur les résidences secondaires. Supprimer les restrictions inutiles et fâcheuses en matière de démolition et de reconstruction de logements créés selon l'ancien droit
- x 288/19.428 n**
Cattaneo. Impôt anticipé. Mettre un terme au "stationnement" de l'argent des épargnants, des PME et du marché des capitaux dans les caisses fédérales
- 289/17.520 n**
(Chiesa) Marchesi. Impôt fédéral direct. Adapter la déduction des primes de l'assurance-maladie à la réalité
- + **290/18.406 n**
Chiesa. Nationalités des parlementaires. Transparence

- 291/20.425 n**
Christ. Créer les conditions d'une participation numérique aux séances du Parlement
- * **292/20.470 n**
Cottier. Un titre neutre pour les initiatives populaires afin d'assurer la libre formation de l'opinion
- 293/19.508 n**
Crottaz. Modification des bases légales pour permettre à Swissmedic de pouvoir enregistrer des dosages et conditionnements de médicaments, même si la demande ne provient pas du fabricant
- 294/20.419 n**
Dandrès. Délai d'épreuve en cas de défaut de paiement
- 295/20.449 n**
Dandrès. Adhésion au bail du conjoint du locataire
- 296/20.450 n**
Dandrès. Attribution du logement de la famille en cas de décès du locataire
- 297/17.522 n**
(Derder) Feller. Adapter l'impôt sur la fortune et supprimer l'imposition de l'outil de travail
- 298/19.436 n**
(Derder) Wasserfallen Christian. Autoriser Innosuisse à soutenir des projets d'innovation dans les entreprises (sans passer par un établissement de recherche)
- + **299/16.442 n**
Dobler. Les employés de start-up détenant des participations dans l'entreprise doivent être libérés de l'obligation de saisir leur temps de travail
- + **300/17.410 n**
Dobler. Les données étant le bien le plus précieux des entreprises privées, il convient de régler leur restitution en cas de faillite
- + **301/15.455 n**
Egloff. Empêcher les sous-locations abusives
- + **302/16.451 n**
Egloff. Bonne foi dans le droit du bail. Contestation du loyer initial limitée aux cas dans lesquels le locataire a conclu le bail par nécessité
- + **303/17.493 n**
Egloff. Loyers usuels dans la localité ou dans le quartier. Instaurer des critères à valeur probante
- + **304/17.526 n**
(Egloff) Walliser. Rendre possible la densification de l'urbanisation en fixant des priorités dans l'inventaire ISOS
- 305/19.506 n**
Eymann. Rabais sur les cartes journalières en faveur des écoles
- + **306/16.459 n**
Feller. Droit du bail. Autoriser la signature reproduite par un moyen mécanique
- 307/17.406 n**
Feller. Pour un partenariat social moderne
- + **308/17.448 n**
Feller. Elévation du seuil du chiffre d'affaires permettant aux associations sportives et culturelles de ne pas être assujetties à la TVA
- x **309/17.461 n**
Feller. Mentionner dans la loi les tâches du Haras national suisse
- 310/17.491 n**
Feller. Modernisation des modalités de calcul du rendement admissible en droit du bail
- NE **311/13.422 n**
Fiala. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation
- 312/19.492 n**
Fiala. Système de milice sous pression. Trouver des solutions viables
- 313/20.448 n**
Fischer Roland. Pour une prévoyance vieillesse respectueuse du climat
- 314/18.437 n**
(Flückiger Sylvia) Herzog Verena. Renforcer les soins palliatifs. Alléger la charge pesant sur les structures hospitalières en mettant les maisons de soins palliatifs sur un pied d'égalité avec les maisons de naissance
- + **315/15.485 n**
Frehner. Transparence sur les coûts des hôpitaux
- 316/19.457 n**
(Frehner) Walliser. Adapter l'entretien après le divorce au contexte actuel
- 317/19.487 n**
(Frehner) Glarner. Simplifier la procédure d'asile. Dépôt de requêtes à la frontière dans le respect de l'interdiction du refoulement
- 318/19.472 n**
Friedl Claudia. Equilibre des sexes dans les représentations parlementaires
- + **319/16.504 n**
Giezendanner. Garantie de l'approvisionnement en sang et gratuité du don de sang
- 320/19.443 n**
Girod. Promouvoir les énergies renouvelables de manière uniforme. Accorder une rétribution unique également pour le biogaz, la petite hydraulique, l'éolien et la géothermie
- x **321/19.437 n**
Glarner. Sessions spéciales. Pas de rémunération pour les sessions ayant pour but de traiter les objets qui n'ont pas pu être examinés lors des sessions ordinaires
- x **322/19.470 n**
Gmür Alois. Instauration d'une consigne sur les boisons en canettes et en bouteilles
- x **323/19.427 n**
(Golay) Amaudruz. Aux cantons de recouvrer les primes d'assurance-maladie impayées
- + **324/14.453 n**
Gössli. Achat de nouveaux logements. Pour des règles contraignantes en matière de responsabilité
- + **325/16.432 n**
Graf-Litscher. Principe de la transparence dans l'administration. Faire prévaloir la gratuité de l'accès aux documents officiels

- 326/18.455 n**
Grossen Jürg. Accorder la qualité de personne exerçant une activité lucrative indépendante en tenant compte de la volonté des parties
- 327/19.412 n**
Grossen Jürg. LRTV. Pas de double imposition des communautés de travail
- x **328/19.460 n**
Grossen Jürg. Enfin une incitation à assurer une représentation équilibrée des sexes sur les listes électorales
- 329/19.488 n**
Grossen Jürg. Tarification de la mobilité. Récompenser les comportements responsables
- * **330/20.462 n**
Grossen Jürg. Le titre des lois doit correspondre à leur contenu
- 331/19.405 n**
Grüter. Halte à la perception abusive de la TVA sur les impôts et autres taxes qui grèvent les carburants
- 332/17.407 n**
Gschwind. Pour un partenariat social moderne
- 333/16.496 n**
(Guhl) Siegenthaler. Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires. Adaptation des peines prévues à l'article 285 CP
- x **334/17.482 n**
(Guhl) Hess Lorenz. Système de santé. Transmission systématique d'une copie de la facture au patient
- x **335/19.410 n**
Gutjahr. Abolir le monopole partiel de la CNA
- 336/20.452 n**
Heer. Droit de nécessité. Pas sans le Parlement
- 337/19.465 n**
(Heim) Barrile. Assurer l'approvisionnement de la population en médicaments et en vaccins en créant une pharmacie populaire
- + **338/17.483 n**
Herzog Verena. Allocations familiales ajustées au pouvoir d'achat
- 339/20.412 n**
Hess Erich. Renoncer au versement de rentes pour enfants à l'étranger
- N **340/09.528 n**
Humbel. Financement moniste des prestations de soins
- + **341/16.419 n**
Humbel. Dispositifs médicaux figurant sur la liste des moyens et appareils. Instaurer la concurrence sur les prix
- + **342/12.502 n**
Hutter Markus. Droit du contrat d'entreprise. Pour des délais de réclamation équitables
- + **343/18.421 n**
Jans. Inscrire dans la loi la recherche agronomique adaptée au site
- 344/19.430 n**
Jans. Pesticides aux effets nuisibles avérés. Protection systématique de l'eau souterraine, potable, de rivière et de lac
- x **345/19.483 n**
Jans. Contre la réduction des prestations complémentaires des victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance et de placements extrafamiliaux
- * **346/20.461 n**
Jauslin. Faire enfin en sorte que tous les membres de l'Assemblée fédérale aient accès à tous les documents des commissions
- NE **347/15.451 n**
Joder. Renforcer les Commissions de gestion
- + **348/12.495 n**
Jositsch. Détention provisoire en cas de risque de récidive qualifié
- + **349/12.497 n**
Jositsch. Décisions de mise en détention. Personnes habilitées à recourir
- x **350/19.403 n**
Kälin. Prévoir que les futurs projets de loi devront être assortis d'un bilan carbone
- x **351/19.440 n**
Kälin. Listes électorales paritaires
- 352/20.441 n**
Kamerzin. Soutenir la transition énergétique en facilitant et en accélérant la construction d'infrastructures de production d'énergie renouvelable
- 353/20.442 n**
Kamerzin. Parlement sans papier
- x **354/13.411 n**
Kessler. Remboursement des médicaments onéreux. Empêcher une sélection des risques
- + **355/15.434 n**
(Kessler) Weibel. Octroyer le congé de maternité au père en cas de décès de la mère
- 356/20.447 n**
Klopfenstein Broggini. Pour l'interdiction de la distribution gratuite de sacs à usage unique
- * **357/20.466 n**
Klopfenstein Broggini. Les finances de la Confédération sous le prisme du climat
- + **358/16.500 n**
Knecht. Analyse obligatoire de la qualité de la réglementation dans le rapport explicatif destiné à la consultation
- + **359/12.419 n**
Leutenegger Filippo. Whistleblowing. Admettre la licéité d'un acte délictueux commis au nom de la sauvegarde d'intérêts supérieurs
- *+ **360/16.438 n**
(Leutenegger Oberholzer) Piller Carrard. Entreprises fédérales et entreprises liées à la Confédération. Pour des rétributions appropriées et pour la fin des salaires excessifs
- 361/12.409 n**
Lohr. Contribution d'assistance. Rémunération des prestations d'aide fournies par des proches
- + **362/17.453 n**
Lohr. Décisions de l'OFSP concernant la liste des spécialités. Droit de recours des assureurs-maladie

- 363/19.416 n**
Lüscher. Pour une meilleure appréciation des circonstances prises en compte par les conducteurs de véhicules du service du feu, du service de santé, de la police ou de la douane lors de courses d'urgence
- 364/19.485 n**
Lüscher. Dépolitisation de l'élection du procureur général de la Confédération
- * **365/20.460 n**
Mäder. Planification des sessions lors de situations extraordinaires au sens de la loi sur les épidémies
- N** **366/11.482 n**
Markwalder. Personnes travaillant à temps partiel. Des prestations LPP plutôt que l'aide sociale
- + **367/15.409 n**
Markwalder. Protection du secret professionnel des juristes d'entreprise
- 368/20.455 n**
Markwalder. Frais pour l'accueil extrafamilial. Déduction fiscale de 25 000 francs au maximum par enfant et par an
- x **369/19.444 n**
Marti Min Li. Sanctions en cas d'inégalités salariales
- 370/20.451 n**
Marti Samira. La pauvreté n'est pas un crime
- x **371/18.490 n**
Masshardt. Règles applicables aux voyages organisés par des lobbies. Pour plus de transparence
- x **372/18.492 n**
Masshardt. Voyages organisés par des lobbies. Pour plus de transparence
- x **373/19.461 n**
Masshardt. Mieux concilier vies professionnelle et familiale. Droit à une réduction, pour les pères et les mères, du taux d'occupation après la naissance ou l'adoption
- 374/19.503 n**
Masshardt. Améliorer la concordance avec neuf conseillers fédéraux
- 375/19.434 n**
Matter Thomas. Exclure les réfugiés dits écologiques ou climatiques de la notion de réfugié figurant dans la loi sur l'asile
- + **376/11.411 n**
Meier-Schatz. Créer une allocation d'assistance pour les personnes qui prennent soin d'un proche
- + **377/11.412 n**
Meier-Schatz. Permettre aux personnes qui s'occupent d'un proche de prendre un congé de repos
- + **378/18.475 n**
(Merlini) Markwalder. Résiliation du bail en cas de besoin du bailleur ou de ses proches. Simplifier la procédure
- 379/19.462 n**
Meyer Mattea. Protéger les parlementaires contre la corruption. Pas de mandats exagérément rétribués
- 380/19.501 n**
Molina. Graves violations des droits de l'homme et corruption de politiciens de haut rang. Création d'une base légale permettant des sanctions ciblées
- * **381/20.464 n**
Molina. Liberté économique pour tous
- 382/19.504 n**
Munz. Rabais sur les cartes journalières en faveur des écoles
- 383/16.493 n**
Nantermod. Droit d'auteur. Pas de redevance pour les espaces privés des hôtels, des logements de vacances, des hôpitaux et des prisons
- 384/17.514 n**
Nantermod. Rendement abusif. Limiter l'article 269 CO aux cas de pénurie
- 385/17.515 n**
Nantermod. Rendement abusif. Limiter l'article 270 CO aux cas de pénurie
- 386/18.429 n**
Nantermod. Participation aux coûts. Permettre un compte d'épargne-santé
- 387/18.443 n**
Nantermod. Renforcer le don d'organes grâce à la carte d'assuré
- 388/18.486 n**
Nantermod. Rendons les franchises élevées accessibles à tous
- 389/18.487 n**
Nantermod. LAMal. Plus de transparence des prix, pour une meilleure concurrence
- * **390/20.463 n**
Nantermod. LSAMal. Participation aux excédents
- N** **391/12.491 n**
Neirynck. Prolongation du délai d'ajournement de la rente AVS
- 392/19.477 n**
Nicolet. Accords commerciaux. Renforcer le rôle démocratique du Parlement
- + **393/16.461 n**
Nidegger. CEDH et casier judiciaire, réparation "in integrum". Adapter la loi sur le Tribunal fédéral
- 394/19.502 n**
Nussbaumer. Modification de la loi sur l'énergie nucléaire. Protection contre les stratégies de "ring-fencing" des exploitants de centrales nucléaires
- x **395/17.454 n**
(Pantani) Quadri. Modification de la loi sur la surveillance des marchés financiers
- 396/19.438 n**
(Pantani) Quadri. Nullité du transfert d'un manteau d'actions
- 397/19.459 n**
Piller Carrard. Améliorer le système d'avance des pensions alimentaires
- 398/20.454 n**
Piller Carrard. Lutte contre la pauvreté des enfants
- + **399/12.463 n**
(Poggia) Golay. Partie plaignante dans la procédure pénale. Compléter une lacune de la loi

- + **400/12.492 n**
(Poggia) Golay. Accès au Tribunal fédéral. Abolir une inégalité de traitement injustifiée entre les victimes
- x **401/13.426 n**
(Poggia) Golay. Renouvellement tacite des contrats de services. Améliorer l'information et la protection des consommateurs et des consommatrices
- + **402/13.441 n**
(Poggia) Golay. Procédure civile. Mettre sur un pied d'égalité les actions relevant des assurances complémentaires à la LAA et à la LAMal
- 403/20.413 n**
Prelicz-Huber. L'accueil extrafamilial et parascolaire, prestation de service public
- 404/20.439 n**
Prelicz-Huber. Pour une généralisation du débat libre au Conseil national
- + **405/16.470 n**
Regazzi. Aligner l'intérêt moratoire appliqué par la Confédération sur les taux du marché
- + **406/16.488 n**
Regazzi. Codifier le trust dans la législation suisse
- 407/19.482 n**
Regazzi. Exempter les PME du paiement de l'impôt sur les médias
- 408/19.486 n**
Regazzi. Lutter enfin efficacement contre la pédocriminalité sur Internet
- 409/20.426 n**
Regazzi. Soutien au secteur touristique touché par la crise du coronavirus. Inciter fiscalement les contribuables à passer leurs vacances en Suisse
- 410/13.438 n**
Reimann Lukas. Créer un cadre légal pour la vente de snus
- x **411/18.476 n**
Reynard. Liens d'intérêts des parlementaires. Pour une déclaration transparente
- x **412/19.406 n**
Reynard. Prolonger la durée de protection contre le licenciement des femmes au retour de leur congé maternité
- x **413/19.452 n**
Reynard. Etablir une liste noire des entreprises qui ne respectent pas l'égalité salariale entre femmes et hommes
- x **414/19.453 n**
Reynard. Egalité salariale entre femmes et hommes. Pour que la loi soit efficace pour la majorité des salariées et des salariés
- + **415/13.430 n**
Rickli Natalie. Responsabilité en cas de mise en liberté conditionnelle et de décision d'allègement de l'exécution d'une peine
- + **416/13.463 n**
Rickli Natalie. Interner les criminels récidivistes
- x **417/16.460 n**
Rickli Natalie. Suppression de l'aide transitoire prévue pour les membres des Chambres fédérales
- 418/16.483 n**
(Rickli Natalie) Geissbühler. Viol. Durcir les peines
- 419/18.467 n**
(Rickli Natalie) Rutz Gregor. Les mariages d'enfants ou de mineurs ne doivent pas être reconnus en Suisse
- * **420/20.469 n**
Riniker. Taxe d'exemption de l'obligation de servir. Exonérer les personnes qui ont accompli toutes leurs obligations dans la protection civile
- 421/19.505 n**
Roduït. Rabais sur les cartes journalières en faveur des écoles
- 422/19.510 n**
Roduït. Pour éviter un déni de démocratie
- N **423/13.478 n**
Romano. Introduire des allocations en cas d'adoption d'un enfant
- 424/16.501 n**
Romano. Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires. Adaptation des peines prévues à l'article 285 CP
- 425/20.428 n**
Romano. Covid-19. Favoriser l'émergence de capitaux et de revenus pour relancer l'économie
- + **426/16.448 n**
Rösti. Garantir l'auto-approvisionnement en électricité d'origine hydraulique pour faire face à l'actuelle baisse des prix de l'électricité
- 427/20.457 n**
Roth Pasquier. Utiliser sans délai tout le potentiel des prestations économiques des pharmaciens
- + **428/17.423 n**
Rutz Gregor. Obligation de collaborer à la procédure d'asile. Possibilité de contrôler les téléphones mobiles
- + **429/17.525 n**
Rutz Gregor. Rendre possible la densification de l'urbanisation en excluant les contradictions et les conflits entre objectifs dus à l'inventaire ISOS
- 430/19.478 n**
Rutz Gregor. Instaurer la culture de l'aveu pour améliorer la sécurité collective
- 431/20.431 n**
Rutz Gregor. Montant des indemnités allouées en cas de vidéoconférences
- 432/19.473 n**
Rytz Regula. Déclarer les revenus provenant des mandats et activités non soumis à l'obligation de signaler les intérêts, sur le modèle de ce qui se fait à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
- 433/19.491 n**
Rytz Regula. Renforcer la confiance dans l'administration et le Parlement en documentant l'"empreinte législative"
- 434/19.489 n**
(Schenker Silvia) Feri Yvonne. Garantie des buts sociaux
- N **435/17.518 n**
(Schilliger) Schneeberger. Pour une concurrence à armes égales

- 436/19.456 n**
Schneeberger. Les prestations versées à des fins de prévention sont une tâche importante des fondations patronales de bienfaisance
- 437/20.415 n**
Schneeberger. Travail dominical. Établir la clarté
- 438/20.424 n**
Schneider Meret. Simplifier la réglementation pour lutter contre le gaspillage alimentaire
- 439/18.445 n**
(Semadeni) Munz. Référendum facultatif pour le soutien des Jeux olympiques par la Confédération
- * **440/20.473 n**
Siegenthaler. Réguler le marché du cannabis pour mieux protéger la jeunesse et les consommateurs
- 441/20.406 n**
Silberschmidt. Les entrepreneurs qui versent des cotisations à l'assurance-chômage doivent être assurés eux aussi contre le chômage
- x **442/19.422 n**
(Sommaruga Carlo) Piller Carrard. Pour la promotion de par la législation suisse du système d'étiquetage du type Nutri-Score pour les denrées alimentaires transformées
- x **443/19.423 n**
(Sommaruga Carlo) Jans. Travailleurs détachés. Étendre le champ d'application de la responsabilité solidaire au secteur tertiaire
- 444/19.474 n**
(Sommaruga Carlo) Friedl Claudia. Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Approbation par l'Assemblée fédérale
- + **445/17.523 n**
(Stamm) Walliser. Autoriser le double nom en cas de mariage
- N **446/12.453 n**
(Steiert) Schneider Schüttel. Exonération fiscale de l'indemnité forfaitaire en matière d'aide et de soins à domicile
- 447/20.443 n**
Suter. Radars acoustiques pour lutter contre le bruit inutile des véhicules
- 448/20.444 n**
Suter. Prendre enfin des mesures efficaces contre les motocycles bruyants
- 449/20.445 n**
Suter. Inscrire le cyberharcèlement dans le code pénal
- + **450/19.407 n**
Töngi. Membres de l'Assemblée fédérale. Renoncer aux voyages en avion au profit des voyages en train
- x **451/19.408 n**
Töngi. Employés de la Confédération. Renoncer aux voyages en avion au profit des voyages en train
- 452/19.507 n**
Trede. Rabais sur les cartes journalières en faveur des écoles
- * **453/20.465 n**
Tuena. Placement sécurisé pour les personnes présentant un danger pour l'État
- + **454/16.428 n**
Vogler. Article 420 du Code civil. Changer de paradigme
- + **455/16.429 n**
Vogler. Adapter l'article 420 du Code civil
- + **456/16.458 n**
Vogler. Majoration échelonnée du loyer. Non aux formules inutiles
- 457/18.489 n**
Vogt. Loi sur l'infrastructure des marchés financiers. Sanctions en cas d'indications fausses ou incomplètes dans les offres publiques d'achat
- * **458/20.468 n**
Walti Beat. Juges fédéraux. Renforcer l'indépendance judiciaire en interdisant les contributions d'élus et les dons aux partis
- 459/19.411 n**
Wasserfallen Christian. LRTV. Pas de double imposition des communautés de travail
- 460/19.441 n**
Wasserfallen Flavia. Harcèlement sexuel au travail. Consultation externe
- x **461/19.442 n**
Wasserfallen Flavia. Augmenter l'indemnité maximale due à la victime en cas de harcèlement sexuel au travail
- 462/19.463 n**
Wehrli. Réaliser un programme Jeunesse et Alimentation
- 463/17.480 n**
(Weibel) Bäumlle. Urgences hospitalières. Taxe pour les cas bénins
- x **464/20.416 n**
Weichelt-Picard. Ordonnance Covid-19 de l'Assemblée fédérale. Dispositions de la loi du 13 mars 1964 sur le travail relatives au temps de travail et de repos dans les hôpitaux
- 465/18.446 n**
Wermuth. Plus de démocratie. Référendum constructif
- 466/18.478 n**
Wermuth. Vérifiabilité des procédures de naturalisation. Procès-verbal obligatoire
- x **467/19.466 n**
Wermuth. Agir maintenant en faveur de l'accueil extra-familial pour enfants
- x **468/19.495 n**
Wobmann. Pas de charges supplémentaires pour les usagers de la route tant que les heures d'embouteillage ne diminuent pas
- x **469/18.468 n**
(Zanetti Claudio) Grüter. Vote électronique. Suspender les travaux

Conseil des Etats

Initiatives des commissions

- + **470/14.401 é**
CdG-CE. Prévoir des dispositions pénales efficaces pour poursuivre le crime organisé (révision de l'art. 260ter CP)

- E 471/17.400 é**
CER-CE. Imposition du logement. Changement de système
- 472/19.402 é**
CER-CE. Analyse d'impact de la réglementation indépendante
- E 473/19.475 é**
CER-CE. Réduire le risque de l'utilisation de pesticides
- 474/20.436 é**
CER-CE. Instauration d'une délégation parlementaire permanente auprès de l'OCDE
- + **475/17.443 é**
CIP-CE. Entreprises et établissements fédéraux ou liés à la Confédération. Pour des rétributions appropriées
- EN 476/19.400 é**
CIP-CE. Plus de transparence dans le financement de la vie politique
- 477/20.402 é**
CIP-CE. Motions de commission visant à modifier des ordonnances ou des projets d'ordonnances. Accélération de la mise en oeuvre
- * **478/20.458 é**
CIP-CE. Exigences de domicile pour les réfugiés dans les domaines de l'AVS et de l'AI
- 479/17.498 é**
CAJ-CE. Contre-projet indirect à l'initiative populaire "Entreprises responsables - pour protéger l'être humain et l'environnement"

Initiatives des députés

- + **480/12.450 é**
Abate. Modification de l'article 555 alinéa 1 CC. Héritiers inconnus et sommation publique
- EN 481/15.438 é**
Berberat. Pour une réglementation destinée à instaurer de la transparence en matière de lobbyisme au Parlement fédéral
- 482/20.405 é**
Chiesa. Impôt à la source et déductions sociales
- 483/20.420 é**
Chiesa. Produits de base protégeant la santé de la population. Exonération de la TVA
- 484/20.421 é**
Chiesa. Permettre aux personnes imposées d'après la dépense d'exercer une activité lucrative
- 485/20.422 é**
Chiesa. Ne pas priver de l'imposition d'après la dépense les étrangers mariés à des Suisses
- + **486/17.409 é**
Dittli. Préciser la notion d'abus dans la surveillance des assurances
- EN 487/16.411 é**
Eder. Surveillance de l'assurance-maladie. Garantir la protection de la personnalité
- + **488/18.479 é**
Engler. Soutenir la transformation numérique de la presse
- + **489/16.414 é**
Grabner Konrad. Introduire un régime de flexibilité partielle dans la loi sur le travail et maintenir des modèles de temps de travail éprouvés
- + **490/18.430 é**
(Hêche) Levrat. Pour une meilleure coordination et une amélioration des procédures de désendettement des particuliers
- + **491/16.408 é**
Jositsch. Actes d'ordre sexuel avec des enfants de moins de 16 ans. Instaurer des peines planchers
- 492/18.473 é**
(Lombardi) Rieder. Inscription dans la Constitution d'un article sur les médias
- + **493/14.470 é**
Luginbühl. Renforcer l'attractivité de la Suisse pour les fondations
- + **494/18.428 é**
Minder. Interdire le versement d'indemnité de départ aux cadres dirigeants des entreprises de la Confédération et des entreprises liées à la Confédération
- 495/19.498 é**
Minder. Pour des votes publics et transparents au Conseil des États
- 496/19.499 é**
Minder. Indemniser équitablement les rapporteurs des commissions
- x 497/18.427 é**
Müller Damian. Oui au vote électronique, mais la sécurité doit primer la vitesse
- 498/20.446 é**
Müller Damian. Dégraisser le Parlement en simplifiant l'examen du programme de la législature
- EN 499/16.403 é**
Müller Philipp. Regroupement familial. Même régime pour les personnes à protéger et les personnes admises à titre provisoire
- + **500/17.456 é**
Noser. Réduire sensiblement la charge fiscale grevant les participations de collaborateur remises par les start-up et les entreprises familiales
- + **501/18.458 é**
Rieder. Motions. Procédure d'élimination des divergences
- + **502/19.414 é**
Rieder. Interdiction faite aux membres de commissions parlementaires d'accepter des mandats rémunérés
- 503/20.414 é**
Rieder. Création d'une Délégation des affaires juridiques (DéIAJ)
- * **504/20.474 é**
Sommaruga Carlo. Réforme pour des autorités de poursuite pénale fédérales renforcées et plus efficaces
- + **505/19.413 é**
Wicki. LRTV. Pas de double imposition des communautés de travail

Interventions personnelles

Conseil national

Motions adoptées par le Conseil des Etats

- x **19.3138 é Mo.**
Conseil des Etats. Croisières fluviales suisses. Egalité des chances((Janiak) Müller Damian)
- x **19.3633 é Mo.**
Conseil des Etats. Créer un bureau de médiation pour les droits de l'enfant(Noser)
- E **19.3708 é Mo.**
Conseil des Etats. Vélos électriques équipés d'une assistance au pédalage jusqu'à 25 kilomètres à l'heure. Adaptation des bases légales(Schmid Martin)
- E **19.3742 é Mo.**
Conseil des Etats. Installations de production d'électricité renouvelable. Autoriser un endettement temporaire du fonds alimenté par le supplément pour réduire les listes d'attente(Müller Damian)
- E **19.3750 é Mo.**
Conseil des Etats. Autonomie énergétique du patrimoine immobilier de la Confédération(Français)
- x **19.3957 é Mo.**
Conseil des Etats. Pour un financement couvrant l'intégralité des coûts supportés par les hôpitaux pédiatriques pour des prestations efficaces(CSSS-CE)
Voir objet 18.309 Iv. ct. St-Gall
Voir objet 18.318 Iv. ct. Thurgovie
Voir objet 18.322 Iv. ct. Bâle-Ville
Voir objet 18.324 Iv. ct. Bâle-Campagne
- E **19.3958 é Mo.**
Conseil des Etats. Imposition des cigarettes électroniques(CSSS-CE)
Voir objet 15.075 OCF
- x **19.4119 é Mo.**
Conseil des Etats. Améliorer la sécurité des médicaments en pédiatrie en réduisant les erreurs de médication grâce aux outils électroniques(Stöckli)
- x **19.4120 é Mo.**
Conseil des Etats. Plus de temps pour les soins aux enfants et aux adolescents(Müller Damian)
- x **19.4270 é Mo.**
Conseil des Etats. Allocation de maternité pour les indépendantes. Allocation d'exploitation((Maury Pasquier) Baume-Schneider)
Voir objet 19.4110 Mo. Marti Min Li
- E **19.4371 é Mo.**
Conseil des Etats. Les entreprises de la Confédération partiellement privatisées ne doivent plus être soumises à la surveillance du Contrôle fédéral des finances(Ettlin Erich)
- E **19.4372 é Mo.**
Conseil des Etats. Ne plus pénaliser fiscalement les produits financiers verts(Noser)
- x **19.4373 é Mo.**
Conseil des Etats. Assurer durablement le trafic par le nord de Kandersteg et du Valais en cas d'événement majeur ou de travaux d'évacuation à Mitholz(Rieder)
- E **19.4381 é Mo.**
Conseil des Etats. Conditions-cadres pour les véhicules utilitaires moins polluants(CTT-CE)

- E **19.4382 é Mo.**
Conseil des Etats. Clarifier le recours à la location de services par l'administration fédérale(CdG-CE)
- E **19.4404 é Mo.**
Conseil des Etats. Inclure les chiens d'assistance pour les enfants et les adolescents dans l'assurance-invalidité(Müller Damian)
- E **19.4562 é Mo.**
Conseil des Etats. Permettre le sauvetage aérien même par mauvais temps(Dittli)
- E **20.3008 é Mo.**
Conseil des Etats. Projets d'agglomération. Adaptation des périmètres(CTT-CE)

Interventions des groupes

- 19.3264 n Mo.**
Groupe BD. Renforcer l'efficacité énergétique des bâtiments
- 19.3426 n Mo.**
Groupe BD. Eviter que les chômeurs de plus de 55 ans n'arrivent en fin de droits
- 19.3445 n Mo.**
Groupe BD. Indemniser équitablement le conjoint ou le partenaire enregistré d'un exploitant agricole en cas de divorce
- 19.3446 n Mo.**
Groupe BD. Etendre l'allocation de maternité à la conjointe ou à la partenaire enregistrée d'un exploitant agricole
- 19.3712 n Po.**
Groupe BD. LPP. Garantir les prestations de vieillesse en abaissant l'âge de constitution de l'épargne
- 19.4038 n Po.**
Groupe BD. Avantages du modèle de prévoyance-temps
- 19.4053 n Mo.**
Groupe BD. Introduction d'un ratio entre le nombre d'infirmiers et le nombre de patients. Une nécessité qualitative et économique
- 19.4055 n Mo.**
Groupe BD. Garantie de la qualité des soins. Surveiller les indicateurs de qualité également dans le domaine des soins ambulatoires
- 18.4112 n Ip.**
Groupe C. Participation du Parlement aux décisions portant sur du droit souple. Absence de ligne claire du Conseil fédéral
- 19.3131 n Mo.**
Groupe C. Redevance de radio-télévision due par les communautés de travail. Combler la lacune législative
- 19.3435 n Po.**
Groupe C. Votations populaires. Le Conseil fédéral doit informer le peuple correctement
- 19.3768 n Mo.**
Groupe C. Textes de loi nouveaux ou modifiés. Examen systématique de leurs effets sur les familles
- 19.4239 n Ip.**
Groupe C. Stagnation économique. Les politiques doivent entrer en jeu

- 19.4240 n Mo.**
Groupe C. Anticiper dès le programme de la législature 2019-2023 les difficultés économiques et sociales qu'engendrera inévitablement la future politique monétaire et de taux d'intérêt
- 19.4355 n Po.**
Groupe C. Déchets plastiques. Les réutiliser au lieu de les exporter, et surtout éviter d'en produire
- 18.4233 n Mo.**
Groupe G. Renoncer à mettre en vigueur la lex Beznau
- 19.3030 n Mo.**
Groupe G. Information sur les publicités en lien avec le transport aérien: "Attention, ce produit nuit gravement au climat"
- 19.3504 n Mo.**
Groupe G. Urgence biodiversité. Renforcer le plan d'action Biodiversité Suisse dès maintenant
- 19.3543 n Ip.**
Groupe G. Nouvelle répartition des tâches. Ne pas faire des économies sur la réduction des primes
- 19.3544 n Ip.**
Groupe G. Face à l'urgence climatique, que propose le Conseil fédéral pour empêcher une hausse de température de 1,5 degré?
- 19.4620 n Ip.**
Groupe G. Adapter le frein à l'endettement au contexte actuel des taux d'intérêt et financer le tournant climatique
- x **20.3380 n Po.**
Groupe G. Pour une prévention des crises sanitaires liées à nos modes de vie
- 20.3381 n Mo.**
Groupe G. Lutter contre la pauvreté infantile
- 20.3382 n Mo.**
Groupe G. Programme d'impulsion Covid dans les domaines de l'énergie et de la biodiversité
- 20.3383 n Mo.**
Groupe G. Le Conseil fédéral s'engage au niveau international en faveur de l'introduction d'une taxe sur le kérosène
- 20.3384 n Po.**
Groupe G. Plan directeur pour le trafic aérien. Établir de nouvelles règles du jeu pour le secteur de l'aviation
- 20.3385 n Mo.**
Groupe G. Lancer un programme d'impulsion Covid pour renforcer la résilience de l'économie et de la société
- 20.3387 n Po.**
Groupe G. Exploration des pistes d'intervention de la BNS dans la crise du Covid-19
- x* **20.3959 n Ip.u.**
Groupe G. Titre suit
- * **20.4136 n Mo.**
Groupe G. Immatriculer à partir de 2025 uniquement des voitures de tourisme et des véhicules utilitaires légers propulsés par des énergies non fossiles
- 19.3546 n Ip.**
Groupe GL. Voir dans la protection du climat un moteur de prospérité économique et sociale
- x **18.3783 n Po.**
Groupe RL. Accroître l'efficacité de la Confédération au moyen de l'automatisation intelligente des processus au sein de l'administration
- 18.4180 n Mo.**
Groupe RL. Compte épargne-soins. Instrument financier du XXI^e siècle
- 18.4181 n Mo.**
Groupe RL. Davantage de concurrence d'un point de vue qualitatif et quantitatif dans le secteur hospitalier grâce à une liberté de choix pour les patients
- 19.4004 n Mo.**
Groupe RL. Entreprises proches de la Confédération. Clarifier les responsabilités
- 19.4050 n Mo.**
Groupe RL. Autoriser l'édition génomique, technologie qui profite à la protection de l'environnement
- 19.4052 n Po.**
Groupe RL. Assurer la mobilité de demain
- 19.4463 n Mo.**
Groupe RL. Modernisation de la prévoyance individuelle. Autoriser les versements dans le troisième pilier du partenaire non actif
- 20.3236 n Mo.**
Groupe RL. Covid-19. Prévoir une déduction pour autofinancement afin de renforcer les entreprises après la crise
- 20.3237 n Mo.**
Groupe RL. Réseau de téléphonie mobile. Créer dès à présent les conditions générales propices à un déploiement rapide
- x **20.3238 n Ip.**
Groupe RL. Covid-19. Réexamen du système des réserves obligatoires
- 20.3239 n Mo.**
Groupe RL. Covid-19. Investir de manière ciblée dans la recherche et le développement
- x **20.3240 n Po.**
Groupe RL. Covid-19. Création d'un centre d'innovation dans l'administration fédérale
- x **20.3241 n Po.**
Groupe RL. Covid-19. Assurer l'approvisionnement du pays en médicaments, vaccins et matériel médical
- x **20.3242 n Po.**
Groupe RL. Coronavirus. Tirer les bons enseignements de la crise
- N **20.3243 n Mo.**
Groupe RL. Covid-19. Accélérer le processus de numérisation dans le domaine de la santé
- x **20.3880 n Ip.**
Groupe RL. Virus coronaire. Utilisation des crédits résiduels
- * **20.4062 n Mo.**
Groupe RL. Pour un service citoyen. Poursuivre le développement du système de milice et garantir les effectifs

- * **20.4063 n Mo.**
Groupe RL. Faire la lumière sur la protection du climat, la sécurité énergétique et l'exploitation des infrastructures grâce à l'exploration du sous-sol
- x **18.3747 n Ip.**
Groupe S. L'Agenda 2030, cadre de référence pour la politique intérieure et extérieure de la Suisse
19.3022 n Ip.
Groupe S. Protection du climat. C'est maintenant qu'il faut agir
19.3023 n Ip.
Groupe S. Réductions individuelles des primes. L'arrêt du Tribunal fédéral montre la voie à suivre
19.3040 n Mo.
Groupe S. Mise en oeuvre des recommandations de l'évaluation de la LAVI. Renforcer les droits des victimes
19.3989 n Mo.
Groupe S. Moratoire sur l'augmentation des primes de l'assurance-maladie
19.4408 n Mo.
Groupe S. Faire cesser les crimes contre l'humanité dans la région du Xinjiang ou geler l'accord de libre-échange avec la Chine
20.3200 n Po.
Groupe S. Pour le versement d'une indemnité de chômage partiel aux personnes travaillant à l'heure pour des particuliers
20.3201 n Mo.
Groupe S. Travail d'importance systémique. Une reconnaissance s'impose
20.3202 n Mo.
Groupe S. Coronavirus. Ne pas reporter les coûts de la pandémie sur les primes
20.3203 n Mo.
Groupe S. Prélever une contribution de solidarité sur les fortunes supérieures à un milliard de francs pour lutter contre la crise du coronavirus
- x **20.3204 n Ip.**
Groupe S. Contrôles lors de l'entrée sur le territoire national
- x **20.3205 n Mo.**
Groupe S. Coûts des tests du coronavirus. Prise en charge rétroactive
- * **20.3947 n Mo.**
Groupe S. Davantage de solidarité de la part des entreprises bénéficiaires durant la crise de la Covid-19
- x* **20.3958 n Ip.u.**
Groupe S. Titre suit
- x **18.3757 n Mo.**
Groupe V. Affecter les milliards de l'asile à l'assainissement de l'AVS
18.4124 n Mo.
Groupe V. Moratoire immédiat sur une extension du réseau EAR
18.4125 n Ip.
Groupe V. Comment le Conseil fédéral s'est-il préparé au possible ralentissement de l'économie suisse, et quelles conséquences celui-ci aurait-il sur le marché de l'emploi?
- 18.4126 n Ip.**
Groupe V. Rendre l'agriculture plus efficace en simplifiant la réglementation
- 19.3026 n Ip.**
Groupe V. Mandat donné par le Parlement au Conseil fédéral de ne conclure avec l'UE aucun accord qui limite la souveraineté de la Suisse ou qui prévoit la reprise de normes européennes
- 19.3032 n Mo.**
Groupe V. Non au versement par la Suisse des indemnités de chômage des frontaliers de l'UE!
- 19.3034 n Mo.**
Groupe V. Détention pour motif de sûreté des personnes de retour du djihad
- 19.3035 n Mo.**
Groupe V. Assurance-maladie "light" pour les personnes dont le statut de séjour est précaire
- 19.3542 n Ip.**
Groupe V. Accord institutionnel avec l'UE. Le Conseil fédéral remet à nouveau sa décision, plutôt que de dire franchement non
- 19.3717 n Mo.**
Groupe V. La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays. Renvoyer l'accord institutionnel à l'UE
- 19.3995 n Ip.**
Groupe V. Violence à l'encontre des femmes. Mettre un terme à une tolérance mal placée
- 19.4005 n Mo.**
Groupe V. Halte à l'expansion de l'islam radical en Suisse!
- 19.4006 n Ip.**
Groupe V. Quelle charge les nombreux immigrés européens représentent-ils, en particulier dans la perspective de la récession qui s'annonce?
- 19.4007 n Ip.**
Groupe V. L'immigration de masse met en péril nos assurances sociales
- 19.4008 n Ip.**
Groupe V. Liste mise à jour de tous les paiements et contributions de la Suisse à l'UE
- 19.4412 n Ip.**
Groupe V. Où sont les immigrés peu qualifiés en provenance de l'UE?
- 19.4413 n Ip.**
Groupe V. Monitoring relatif à l'exécution de l'obligation d'annoncer les postes vacants. Un échec bien camouflé
- 20.3053 n Ip.**
Groupe V. Conséquences des arrêts Dublin contestables rendus par le Tribunal administratif fédéral
- 20.3054 n Po.**
Groupe V. Réseau à haute tension transnational. Installation de déphaseurs aux frontières
- 20.3055 n Mo.**
Groupe V. Non à un accord Horizon Europe qui serait soumis à la clause guillotine voulue par l'UE
- 20.3105 n Ip.**
Groupe V. Menace de vague migratoire venue de Turquie. La Suisse est-elle préparée cette fois-ci?

- x **20.3198 n Mo.**
Groupe V. Covid-19. Lever l'état d'urgence, renoncer aux mesures relevant du planisme et du centralisme et rétablir l'ordre constitutionnel
Voir objet 20.3224 Mo. Salzmann
- 20.3199 n Mo.**
Groupe V. Suspension de l'accord sur la libre circulation des personnes pour lutter contre le Covid-19 et défendre les travailleurs de notre pays
- 20.3567 n Mo.**
Groupe V. Pour un moratoire de cinq ans sur les tâches et les dépenses
- N **20.3825 n Mo.**
Groupe V. Indemnisation des indépendants touchés par les mesures liées au coronavirus
- 20.3826 n Mo.**
Groupe V. Pour des cotisations à l'assurance-chômage adaptées au risque
- * **20.3985 n Mo.**
Groupe V. Accord institutionnel. Ne pas se précipiter sans avoir clarifié les questions en suspens
Voir objet 20.3991 Mo. Germann
- * **20.3986 n Mo.**
Groupe V. Classer le dossier de l'accord institutionnel Suisse-UE
Voir objet 20.3993 Mo. Salzmann
- * **20.3987 n Mo.**
Groupe V. Pour une pratique cohérente vis-à-vis des immigrants illégaux (sans-papiers)
- * **20.3988 n Mo.**
Groupe V. Covid-19. Des tests rapides au lieu d'une mise en quarantaine sévère
- 20.3245 n Mo.**
C-CED. Biens essentiels. Réduire notre dépendance économique
Voir objet 20.3268 Mo. Häberli-Koller
- N **20.3263 n Mo.**
C-CED. Coronavirus. Tirer les enseignements de la pandémie pour le système de santé suisse
- 20.3300 n Mo.**
C-CED. Respect du frein à l'endettement et activation de la clause de sauvegarde
Voir objet 20.3285 Mo. Juillard
- 20.3314 n Mo.**
C-CED. Protection des droits démocratiques et amélioration de la "préparation numérique"
- * **20.4001 n Ip.**
C-CED. L'économie a besoin de solutions praticables

Interventions des commissions

- 19.3975 n Mo.**
CdF-CN. Améliorer l'égalité fiscale en ce qui concerne le flux de marchandises du petit trafic frontalier
Voir objet 17.3360 Po. CdF-CN
- 20.3470 n Mo.**
CdF-CN. Ne pas inscrire les dépenses extraordinaires liées au Covid-19 dans le compte d'amortissement prévu par le frein à l'endettement

- x **20.3468 n Mo.**
CPE-CN. Assurer les résultats de la coopération suisse au développement en Amérique centrale et aux Caraïbes
- x **20.3469 n Po.**
CPE-CN. Mesures pour enrayer la propagation des zoonoses et lutter contre leurs causes
- * **20.3932 n Po.**
CPE-CN. Rapport sur la mise en oeuvre des normes environnementales et sociales adoptées en 2016 par le Groupe de la Banque mondiale
- * **20.3933 n Po.**
CPE-CN. Incitations fiscales pour un commerce international durable
- x **20.3464 n Mo.**
CSEC-CN. Fonds supplémentaires pour le patrimoine culturel bâti et pour le soutien à court terme de l'économie régionale
- N **20.3917 n Mo.**
CSEC-CN. Reconsidérer la mise en oeuvre de l'ordonnance Covid-19 accueil extrafamilial pour enfants du 20 mai 2020
Voir objet 20.3912 Mo. CSEC-CE
- N **20.3918 n Mo.**
CSEC-CN. Renforcer la mobilité et les échanges linguistiques des apprentis et apprenties
- x* **20.3927 n Po.**
CSEC-CN. Pas de suppression des contributions fédérales en faveur des établissements de recherche d'importance nationale
- x* **20.3928 n Po.**
CSEC-CN. Feuille de route pour la coopération et la mobilité internationales qui succéderont à Erasmus plus
- x* **20.3929 n Mo.**
CSEC-CN. Ordonnance sur l'encouragement du sport. Modification des dispositions relatives aux prêts garantissant l'exploitation des ligues de football et de hockey sur glace
- x **20.3013 n Mo.**
CSSS-CN. Traitement de données personnelles dans le cadre de la LAMal. Sécurité juridique dans la perspective de la future loi fédérale sur la protection des données
Voir objet 19.3960 Mo. CIP-CN
- N **20.3452 n Mo.**
CSSS-CN. Pour le dépôt de factures électroniques dans le dossier électronique du patient
- x **20.3453 n Po.**
CSSS-CN. Autorisation simplifiée de médicaments et de vaccins
- N **20.3454 n Mo.**
CSSS-CN. Modification de la loi sur l'assurance-chômage
- x **20.3455 n Mo.**
CSSS-CN. 5G. Mesures d'accompagnement accélérées dans le domaine de la santé
- x **20.3456 n Po.**
CSSS-CN. Effets médicamenteux indésirables. Pour une meilleure sécurité et une meilleure protection juridique

- x **20.3466** *n* Mo.
CSSS-CN. Poursuite du versement de l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail
- x **20.3467** *n* Mo.
CSSS-CN. Les indépendants directement ou indirectement touchés doivent continuer d'avoir droit à l'allocation pour perte de gain
- x* **20.3913** *n* Po.
CSSS-CN. Améliorer l'efficacité du Nutri-Score
- *N **20.3914** *n* Mo.
CSSS-CN. Gestion de l'admission des psychologues pratiquant la psychothérapie
- * **20.3935** *n* Mo.
CSSS-CN. Atténuer les conséquences économiques de l'épidémie de Covid-19 pour les entreprises du secteur de l'événementiel
- * **20.3936** *n* Mo.
CSSS-CN. Prix des médicaments. Freiner la hausse des coûts en éliminant les incitations négatives, tout en préservant la qualité et la sécurité de l'approvisionnement
- * **20.3937** *n* Mo.
CSSS-CN. Evaluation d'une rémunération des pharmaciens basée sur les prestations
- * **20.3939** *n* Po.
CSSS-CN. Garantir un approvisionnement de la population suisse en médicaments et vaccins qui soit durable et de qualité
- 20.3010** *n* Mo.
CEATE-CN. Combattre la disparition des insectes
Voir objet 19.3968 Mo. CEATE-CN
- 20.3461** *n* Mo.
CEATE-CN. Protection des infrastructures critiques
- * **20.3938** *n* Po.
CEATE-CN. Conséquences de l'autorisation de l'équithérapie en zone agricole
Voir objet 18.2022 Pét. ippoterapia
- * **20.3940** *n* Mo.
CEATE-CN. Plus de plastique recyclé dans les emballages en plastique pour les boissons et les produits de nettoyage
- * **20.3957** *n* Po.
CEATE-CN. Réduire la base de calcul pour les véhicules commerciaux émettant 0 gramme de CO₂ par kilomètre lors de leur utilisation
- x **20.3004** *n* Mo.
CTT-CN. Importation de chlore en Suisse exclusivement dans des wagons-citernes RID plus
- 20.3465** *n* Mo.
CTT-CN. Épuiser les contributions inscrites au budget pour le soutien au trafic combiné de marchandises pendant la crise du Covid-19
- *N **20.3915** *n* Mo.
CTT-CN. Faire passer à 80 mégabits par seconde la vitesse minimale de connexion à Internet dans le cadre du service universel
- *N **20.3916** *n* Mo.
CTT-CN. Ne pas appliquer à l'aéromodélisme la réglementation de l'UE relative aux drones
- * **20.3934** *n* Mo.
CTT-CN. Crise existentielle des autocaristes privés. Nécessité de régler d'urgence les cas de rigueur!
- 20.3012** *n* Po.
CER-CN. Objectifs de développement durable pour la Banque nationale suisse
- * **20.3920** *n* Mo.
CIP-CN. Monitoring des candidatures aux postes vacants sous l'angle de la communauté linguistique et du canton de provenance des candidats
- * **20.3921** *n* Po.
CIP-CN. Rapport sur le respect des instructions concernant la promotion du plurilinguisme
- * **20.3924** *n* Mo.
CIP-CN. Réfugiés victimes de violences. Prestations de soutien au sein des centres fédéraux pour requérants d'asile
- * **20.3925** *n* Mo.
CIP-CN. Pas d'interruption d'un apprentissage en cours à l'échéance d'une longue procédure d'asile. Permettre aux demandeurs d'asile déboutés de terminer leur formation en cours

Interventions des députés

- x **18.4021** *n* lp.
Addor. La procréation médicalement assistée, un luxe réservé aux riches?
- x **18.4022** *n* Mo.
Addor. Augmenter la vitesse autorisée sur les tronçons autoroutiers qui le permettent
- 19.3163** *n* Po.
Addor. BNS. Revoir la répartition des bénéfices selon la réalité des chiffres
- 19.3301** *n* Mo.
Addor. Déchéance systématique de la nationalité pour les "voyageurs" du djihad doubles nationaux!
- 19.3305** *n* Mo.
Addor. Déchéance de la nationalité suisse. Pas seulement pour les djihadistes doubles nationaux
- 19.3306** *n* Mo.
Addor. Pas de droit au retour pour les "voyageurs" du djihad!
- 19.3308** *n* Po.
Addor. Inverser la tendance à l'augmentation du nombre des médecins étrangers
- 19.3309** *n* Mo.
Addor. Pour une redevance radio-télévision respectueuse du principe de l'équivalence
- 19.3310** *n* Mo.
Addor. Des incitations fiscales pour une vraie politique nataliste en Suisse
- 19.3356** *n* Mo.
Addor. Rémunération du défenseur d'office et du conseil juridique gratuit dans les causes de longue durée
- 19.3433** *n* Mo.
Addor. Pour une procédure de comparution immédiate en Suisse

- 19.3466 n Mo.**
Addor. Renforçons la démocratie directe. In dubio pro populo!
- 19.3566 n Mo.**
Addor. Interdire aux producteurs et aux distributeurs d'énergie au bénéfice de concessions ou de monopoles ou en mains publiques d'intervenir sur le marché de l'installation
- 19.3662 n Mo.**
Addor. Des prestations d'aide au placement aussi pour les chômeurs seniors en fin de droits
- 19.4164 n Mo.**
Addor. La procréation médicalement assistée ne doit pas être un luxe réservé aux riches
- 19.4244 n Po.**
Addor. Moins de bureaucratie pour les cadres de milice de notre armée!
- 19.4300 n Mo.**
Addor. Du vin suisse dans nos bistrots!
- 19.4303 n Ip.**
Addor. Revoir les contingents d'importation de vins?
- 20.3025 n Ip.**
Addor. Mettre fin aux conflits d'intérêts à la Cour européenne des droits de l'homme?
- 20.3039 n Mo.**
Addor. Le quotient familial pour supprimer la pénalisation fiscale du mariage
- 20.3040 n Po.**
Addor. Le fédéralisme différencié ou asymétrique, une idée pour la Suisse?
- x **20.3180 n Ip.**
Addor. Les dispositions pénales de l'ordonnance 2 Covid-19 dénuées d'une base légale suffisante?
- 20.3228 n Ip.**
Addor. La responsabilité internationale de la Chine engagée dans la pandémie de Covid-19?
- 20.3230 n Mo.**
Addor. Le fédéralisme comme outil de gestion de crise
- 20.3232 n Mo.**
Addor. Les nôtres d'abord!
- 20.3264 n Mo.**
Addor. Moratoire sur les permis de frontaliers
- x **20.3332 n Mo.**
Addor. Restaurer immédiatement la liberté de célébrer des offices religieux
- 20.3365 n Mo.**
Addor. La Suisse, un pays de cash qui doit le rester
- 20.3367 n Mo.**
Addor. Non au flicage des clients des établissements publics!
- N **20.3388 n Mo.**
Addor. Amendes d'ordre. Protéger les agents verbalisateurs
- x **20.3403 n Ip.**
Addor. Mesures d'approvisionnement en biens médicaux importants pour la lutte contre la pandémie de Covid-19
- x **20.3404 n Ip.**
Addor. Statistiques des décès imputables au Covid-19
- 20.3515 n Mo.**
Addor. Une réforme de la Cour européenne des droits de l'homme pour garantir son indépendance
- 20.3856 n Ip.**
Addor. Interdire le voile aux guichets de la Poste et des CFF?
- * **20.3968 n Ip.**
Addor. Octroi de permis d'introduction à titre professionnel d'armes de collection
- * **20.3980 n Ip.**
Addor. Mali. L'aide au développement à l'heure des comptes
- * **20.4117 n Ip.**
Addor. Covid-19 et renseignement
- * **20.4209 n Mo.**
Addor. Interdire le voile aux guichets de l'administration fédérale et des entreprises majoritairement détenues par la Confédération
- * **20.4224 n Po.**
Addor. Mettre vraiment en oeuvre l'initiative pour l'interdiction à vie des délinquants dangereux
- 19.3272 n Mo.**
Aebi Andreas. Initiative d'exportation. Le secteur agricole ne peut pas faire cavalier seul
- 19.4225 n Mo.**
Aebi Andreas. Moratoire sur les OGM. Prolongation
- 19.4600 n Mo.**
Aebi Andreas. Améliorations structurelles contribuant à la réalisation d'objectifs écologiques. Traitement simplifié des requêtes
- 20.3573 n Ip.**
Aebi Andreas. Mesures visant à préserver l'estivage des moutons malgré les grands prédateurs
- x **18.3903 n Po.**
Aebischer Matthias. Aide directe aux médias. Examiner les possibilités de financement, par exemple au moyen d'un système de bons
- 19.4153 n Po.**
Aebischer Matthias. Promouvoir la formation continue dans les PME
- 19.4331 n Mo.**
Aebischer Matthias. Low Flight Network. Acheter le réseau, créer les bases légales et assurer le financement, afin de permettre le sauvetage aérien même par mauvais temps
Voir objet 19.4329 Mo. Amstutz
Voir objet 19.4330 Mo. Burkart
Voir objet 19.4332 Mo. Candinas
- 19.4425 n Mo.**
Aebischer Matthias. Interdire l'importation de produits de la pelleterie issus d'animaux maltraités
- 19.4427 n Mo.**
Aebischer Matthias. Dettes fiscales des victimes des mesures de coercition à des fins d'assistance. Pour une remise d'impôt

- 19.4470 n Ip.**
Aebischer Matthias. Mobilité. Étendre la collecte de données aux enfants
- 20.3050 n Mo.**
Aebischer Matthias. Équivalence des diplômes de la formation professionnelle supérieure
- * **20.3963 n Ip.**
Aebischer Matthias. Investissement pour le futur. Bons de formation continue pour encourager les travailleurs peu qualifiés
- x **18.3841 n Ip.**
Aeschi Thomas. Pacte de l'ONU sur les migrations. Quelles exigences le Conseil fédéral mettra-t-il en oeuvre?
- x **18.3877 n Ip.**
Aeschi Thomas. La Suisse verse une contribution de cohésion d'un milliard de francs alors que des tricheurs soulagent les caisses de l'Union européenne de quelque 150 milliards d'euros?
- 18.4296 n Ip.**
Aeschi Thomas. Manque de transparence dans la procédure de consultation relative à l'accord-cadre avec l'UE
- 18.4321 n Ip.**
Aeschi Thomas. Enterrer l'accord Suisse-UE du 7 décembre 2018, pour négocier un accord de libre-échange moderne complété par des accords de reconnaissance mutuelle, mais libre de contraintes institutionnelles
- 19.3212 n Ip.**
Aeschi Thomas. Faire la lumière sur les comités mixtes Suisse-UE
- 19.3213 n Ip.**
Aeschi Thomas. Office fédéral de la justice. Analyse du droit non contraignant compris dans l'accord-cadre institutionnel
- 19.4074 n Mo.**
Aeschi Thomas. Etats non coopératifs. Suspendre immédiatement l'aide au développement
- 19.4493 n Ip.**
Aeschi Thomas. Le DFAE ignore-t-il les décisions parlementaires concernant le budget (forum de l'ONU sur les réfugiés) et les prescriptions légales (milliard de cohésion)?
- 19.4263 n Mo.**
Amaudruz. Pains et produits de boulangerie d'origine étrangère. Déclaration claire également pour les produits vendus en vrac
- 19.4511 n Mo.**
Amaudruz. Mesures contre la criminalité transfrontalière
- 20.3565 n Ip.**
Amaudruz. Crédits cautionnés dans le contexte du virus coronaire
- 20.3775 n Ip.**
Amaudruz. Papyrus. Confiance ou défaillance?
- * **20.4077 n Ip.**
Amaudruz. LAMal. Soins pour des assurés résidant à l'étranger
- * **20.4197 n Ip.**
Amaudruz. Remise de masques d'hygiène aux personnels de santé pendant la crise Covid. Mise en danger des personnels de soins et des patients
- 19.3322 n Mo.**
(Ammann) Müller-Altermatt. Travail volontaire. Exonérer les indemnités jusqu'à la limite annuelle fixée pour l'AVS
- 19.3643 n Po.**
(Ammann) Müller-Altermatt. Trains de nuit. Rendre ce moyen de transport plus attrayant et développer l'offre
- 19.4329 n Mo.**
(Amstutz) Hurter Thomas. Low Flight Network. Achever le réseau, créer les bases légales et assurer le financement, afin de permettre le sauvetage aérien même par mauvais temps
Voir objet 19.4330 Mo. Burkart
Voir objet 19.4331 Mo. Aebischer Matthias
Voir objet 19.4332 Mo. Candinas
- 19.4519 n Po.**
Andrey. Investissements. Utilisation dès 2025 d'indices de référence favorables au climat
- 20.3325 n Ip.**
Andrey. Comptabilité de la BNS
- x **20.3352 n Po.**
Andrey. Améliorer la décision politique grâce à des données de qualité
- 20.3642 n Po.**
Andrey. Promouvoir le coworking régional
Voir objet 20.3622 Po. Kamerzin
Voir objet 20.3638 Po. Graf-Litscher
Voir objet 20.3639 Po. Vincenz
Voir objet 20.3640 Po. Guggisberg
Voir objet 20.3641 Po. Studer
Voir objet 20.3643 Po. Gredig
- 20.3660 n Ip.**
Andrey. Catégorie de risques financiers liés à la perte de biodiversité
- 20.3854 n Ip.**
Andrey. Recourir aux crédits Covid-19 pour investir dans la transition énergétique
- * **20.4096 n Ip.**
Andrey. Finance durable
- x **18.3953 n Ip.**
Arslan. Partis représentés au Parlement et groupes parlementaires. Pourquoi le Conseil fédéral ne les traite-t-il pas tous de la même manière?
- x **18.4065 n Ip.**
Arslan. Vie nocturne dans les villes suisses et protection contre le bruit dans l'espace public
- 18.4294 n Mo.**
Arslan. Instauration d'un registre suisse des implants
- 18.4390 n Ip.**
Arslan. Perte des allocations de maternité pour cause de participation à une séance parlementaire
- 18.4397 n Ip.**
Arslan. Inégalités sociales dans le domaine de l'éducation

- 18.4398 n Po.**
Arslan. Concilier le droit commercial de l'OMC et les prescriptions des traités internationaux sur le développement durable
- 19.3068 n Po.**
Arslan. Changement climatique dans les régions en développement. Pour l'égalité entre hommes et femmes
- 19.3368 n Po.**
Arslan. Déduction pour les pendulaires qui ne recourent pas à un moyen de transport utilisant des énergies fossiles
- 19.3378 n Po.**
Arslan. Pour protéger le climat, comment la Suisse peut-elle atteindre l'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici 2030?
- 19.3389 n Ip.**
Arslan. Arabie saoudite. Le Conseil fédéral fait-il fi du respect des droits de l'homme prévu par la Constitution?
- 19.3512 n Ip.**
Arslan. CFF. Mettre fin à la réduction drastique des prestations et aux discriminations envers les aînés
- 19.3526 n Ip.**
Arslan. Turquie. Mettre un terme à la persécution ciblée des Alevites et à la répression dont ils font l'objet
- 19.3585 n Ip.**
Arslan. L'ampleur des violences sexuelles envers les femmes est choquante. Il est temps d'agir!
- 19.3615 n Ip.**
Arslan. Pour l'égalité des migrantes
- 19.3874 n Ip.**
Arslan. Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes. Décision de la Commission européenne d'exclure les organisations d'entraide suisse
- 19.3920 n Mo.**
Arslan. Réduction des primes de l'assurance-maladie. Contributions équitables des cantons
- 19.4026 n Ip.**
Arslan. Destitution par le gouvernement turc de maires kurdes démocratiquement élus
- 19.4057 n Ip.**
Arslan. Impliquer les femmes dans la prévention de l'extrémisme violent
- 19.4279 n Mo.**
Arslan. Nécessité de rembourser le recours à des intermédiaires dans les cabinets médicaux et en ambulatoire
- 19.4370 n Ip.**
Arslan. Création d'une conférence interorganismes d'évaluation des risques et de planification de la sécurité en matière de prévention de la violence à l'encontre de victimes particulièrement exposées
- 19.4533 n Ip.**
Arslan. Aéroports de Genève et de Zurich. Situation des réfugiées
- 19.4578 n Ip.**
Arslan. Requérants d'asile déboutés et perception prolongée de l'aide d'urgence
- x **20.3361 n Ip.**
Arslan. Permettre l'exercice de la religion malgré la crise du coronavirus
- 20.3390 n Ip.**
Arslan. Éviter une vague de pauvreté en Suisse
- 20.3400 n Mo.**
Arslan. Autoriser les événements culturels sous conditions pendant la crise du coronavirus
- 20.3406 n Mo.**
Arslan. La crise du coronavirus ne doit pas compromettre l'octroi de titres de séjour ni les naturalisations
- 20.3063 n Ip.**
Atici. Niveau de formation scolaire minimal
- 20.3064 n Ip.**
Atici. Soutenir les entreprises d'apprentissage engagées socialement
- 20.3580 n Ip.**
Atici. Informations officielles des autorités dans des langues non nationales pour l'intérêt général
- 20.3742 n Mo.**
Atici. Création de mécanismes de plainte informels pour les victimes de profilage racial ou ethnique et extension du mandat du Service de lutte contre le racisme
- * **20.3961 n Ip.**
Atici. Pandémie dans les régions frontalières. Solutions bilatérales et trilatérales satisfaisantes
- * **20.3962 n Ip.**
Atici. Contribution à l'élargissement de l'UE. Promotion de la formation et de l'intégration sociale des Roms dans l'est et le sud-est de l'Europe
- * **20.4031 n Mo.**
Atici. Pour une prolongation de la protection des locataires de longue date contre les congés
- x **20.3349 n Ip.**
Badertscher. Sécurité alimentaire à l'échelle mondiale
- x **20.3350 n Ip.**
Badertscher. Étendre le champ d'application de l'article 35e de la loi sur la protection de l'environnement à d'autres matières premières et produits
- x **20.3351 n Ip.**
Badertscher. Produits chimiques nocifs. Pourquoi le Conseil fédéral tolère-t-il dans les denrées alimentaires la présence de résidus de produits phytosanitaires interdits?
- x **20.3718 n Ip.**
Badertscher. Labels et normes des produits. Transparence et aperçu général
- 20.3835 n Mo.**
Badertscher. Pas de résidus toxiques de produits phytosanitaires interdits dans les denrées alimentaires importées
- * **20.4002 n Mo.**
Badertscher. Immatriculation des véhicules utilisés pour le transport des animaux de rente. Tenir compte des exigences de la protection des animaux
- * **20.4104 n Mo.**
Badertscher. Extension du champ d'application de l'article 35e de la loi sur la protection de l'environnement à la viande et aux produits à base de viande
- * **20.4246 n Ip.**
Badertscher. Crise dans le nord-ouest et le sud-ouest du Cameroun

- x **18.3905 n Ip.**
Badran Jacqueline. Conséquences du changement de système d'imposition de la valeur locative du logement habité par le propriétaire sur les prix immobiliers et les recettes fiscales
- x **18.3921 n Mo.**
Badran Jacqueline. Pour une participation de la BNS à la lutte contre le changement climatique et par là même à la stabilité du système financier
- x **18.4003 n Ip.**
Badran Jacqueline. Légalité de Crowdfhouse
- 18.4214 n Mo.**
Badran Jacqueline. Immeubles de l'Administration fédérale des douanes. Pas de ventes déraisonnables entraînant des coûts élevés pour la Confédération
- 18.4218 n Mo.**
Badran Jacqueline. Rétribution unique plus importante pour les installations photovoltaïques en façade (verticales)
- 18.4293 n Ip.**
Badran Jacqueline. Ampleur et effets des déductions fiscales pour l'assainissement énergétique des bâtiments
- 19.3339 n Ip.**
Badran Jacqueline. A quel point la Suisse est-elle concernée par les affaires Cum Ex et Cum Cum?
- 19.3453 n Ip.**
Badran Jacqueline. Protection de l'environnement, de la nature et du climat. Coûts engendrés par l'inaction
- 19.3808 n Mo.**
Badran Jacqueline. Immeubles de la Confédération. Redonner consistance au droit de préemption accordé aux cantons et aux communes
- 19.3809 n Po.**
Badran Jacqueline. Etablir un rapport sur les effets des prescriptions sur la présentation des comptes applicables à l'immobilier dans le cadre de la LPP
- 19.4170 n Ip.**
Badran Jacqueline. Faut-il réexaminer l'efficacité des règles régissant les droits sportifs?
- 19.4552 n Ip.**
Badran Jacqueline. Publicité pour l'achat de biens immobiliers en Suisse faite à l'étranger par Crowdfhouse afin de contourner la lex Koller
- 20.3438 n Ip.**
Badran Jacqueline. Obligation d'effectuer des versements supplémentaires comme condition aux cautionnements de crédits pour Swiss et les entreprises connexes
- 20.3441 n Ip.**
Badran Jacqueline. Contrôles temporaires des investissements
- 20.3699 n Ip.**
Badran Jacqueline. Comment s'assure-t-on que les pesticides importés sont conformes aux exigences légales?
- 20.3726 n Ip.**
Badran Jacqueline. Russie et infractions potentielles. Le classement de la procédure était-il vraiment la seule solution?

- 20.3803 n Ip.**
Badran Jacqueline. Gestion des biens immobiliers de la Confédération. Bases de calcul justifiant la vente plutôt que la conservation
- 19.4033 n Mo.**
(Barazzone) Maitre. Urgence humanitaire en Méditerranée. Pour que la Suisse soit solidaire du mécanisme coordonné de répartition post-débarquements
Voir objet 19.4034 Mo. Mazzone
Voir objet 19.4035 Mo. Sommaruga Carlo
Voir objet 19.4036 Mo. Quadranti
Voir objet 19.4037 Mo. Fluri
- 19.4078 n Mo.**
(Barazzone) Regazzi. Suppression de l'impôt sur la fortune et introduction d'un impôt cantonal sur les gains en capital mobilier. Taux maximum de 10 pour cent
- 18.4270 n Ip.**
Barrile. Monument officiel commémorant les victimes suisses du nazisme. Position du Conseil fédéral
- 19.3270 n Mo.**
Barrile. Interdire l'utilisation en public de symboles extrémistes, racistes et incitant à la haine
- 19.3318 n Po.**
Barrile. Médicaments protégés par un brevet. Mesures visant à freiner la hausse des coûts
- N **19.4290 n Mo.**
Barrile. Garantir les prestations médicales à tous les enfants
- 19.4520 n Ip.**
Barrile. Respect du devoir de diligence par les entreprises suisses implantées dans le Turkestan oriental
- 20.3394 n Mo.**
Barrile. Pour la formation de davantage de médecins en Suisse
- 20.3808 n Mo.**
Barrile. Procédure de naturalisation. Contre la discrimination des étrangers âgés
- 20.3814 n Mo.**
Barrile. Naturalisation. Devoirs d'information et de conseil des autorités
- 20.3820 n Po.**
Barrile. Plan d'action national contre les crimes de haine anti-LGBTQ
- 20.3821 n Mo.**
Barrile. Pour une mise en oeuvre effective de la loi sur le travail en milieu hospitalier
- 20.3829 n Ip.**
Barrile. Concevoir à nouveau le système de santé comme un service public
- 20.3830 n Ip.**
Barrile. Sensibilisation aux problèmes de dépression et autres maladies psychiques dans les écoles
- 20.3870 n Ip.**
Barrile. La Suisse, refuge des "guérisseurs d'homos"
- 18.4304 n Mo.**
(Bauer) Feller. Enquêtes de la Comco. La présomption d'innocence doit prévaloir
- 20.3189 n Po.**
Baumann. Optimiser la sécurité alimentaire

- 20.3235 n Mo.**
Baumann. Marchés alimentaires lors de pandémies
- 20.3294 n Mo.**
Baumann. Économie forestière durable. Il faut promouvoir la fonction protectrice de la forêt pour l'être humain et le climat en utilisant du bois de la région pour le chauffage
- 20.3299 n Mo.**
Baumann. Améliorer les conditions de production et d'écoulement des succédanés de viande
- 20.3310 n Mo.**
Baumann. Agriculture suisse respectueuse du climat
- 20.3549 n Ip.**
Baumann. Politique agricole 2022 plus. Pour un plafonnement efficace des paiements directs
- 20.3551 n Ip.**
Baumann. Promouvoir une agriculture diversifiée
- 20.3653 n Mo.**
Baumann. Pour un plan de mesures visant à réduire la consommation de viande
- 20.3714 n Ip.**
Baumann. Nutrition et promotion de la santé. Pour une réduction de la consommation de viande
- 20.3767 n Ip.**
Baumann. Risque accru de cancers infantiles dus aux pesticides
- * **20.4175 n Ip.**
Baumann. Drainage. Écoulement de polluants et d'impuretés dans les eaux de surface
- * **20.4176 n Ip.**
Baumann. La promotion des ventes de viande suisse va-t-elle à l'encontre des objectifs de sécurité alimentaire prévus par la Constitution?
- * **20.4177 n Ip.**
Baumann. Résidus multiples de pesticides dans les denrées alimentaires
- *x **18.4055 n Ip.**
Bäumle. Utilisation du réseau. Pour un traitement égal de toutes les technologies de stockage, sans discrimination des agents de stockage
- 19.3816 n Ip.**
Bäumle. Les moteurs à essence à injection directe sont-ils encore plus dangereux que ceux au diesel?
- 19.4145 n Mo.**
Bäumle. Plan d'action Protection du climat. Exemplarité de la Confédération
- * **20.4039 n Ip.**
Bäumle. Que fait le Conseil fédéral contre le braconnage apparemment répandu du lynx ?
- * **20.4040 n Mo.**
Bäumle. Octroyer des allègements fiscaux et prévenir les faillites
- * **20.4121 n Mo.**
Bäumle. Pour une concurrence équitable entre prestataires de services financiers. Privatiser Postfinance et abolir l'interdiction qui lui est faite d'octroyer des crédits et des hypothèques
- * **20.4122 n Ip.**
Bäumle. Lutter contre la transmission du SRAS CoV-2 par aérosol
- * **20.4204 n Ip.**
Bäumle. Prévention du SARS-CoV-2 et lutte contre ce virus. Stratégie et mesures en vue de protéger les personnes
- 20.3700 n Po.**
Bellaïche. Examiner la faisabilité d'un don volontaire de données personnelles anonymisées, en vue d'un usage d'intérêt public
- *x **18.4032 n Po.**
Bendahan. Positionner la Suisse comme leader dans le domaine de l'intelligence artificielle et du "machine learning"
- *x **18.4034 n Mo.**
Bendahan. Renforcer la qualité de la réinsertion professionnelle
- *x **18.4035 n Mo.**
Bendahan. Inciter les employeurs à remettre des personnes qualifiées sur le marché de l'emploi
- *x **18.4037 n Mo.**
Bendahan. Pour un centre de compétences dans le domaine de l'intelligence artificielle au sein de l'administration fédérale
- 18.4338 n Mo.**
Bendahan. Donner les mêmes moyens de surveillance contre les personnes soupçonnées de fraude fiscale que contre celles bénéficiant de prestations des assurances sociales
- 18.4364 n Mo.**
Bendahan. Pour plus de transparence dans la formation des prix
- 19.3490 n Mo.**
Bendahan. Pas de répercussion négative sur les consommateurs ou sur les employés de l'automatisation des transactions
- 19.3828 n Mo.**
Bendahan. Introduire une autorité de médiation permettant aux victimes des défaillances des services clients de faire respecter leurs droits sans effort disproportionné
- 19.3829 n Po.**
Bendahan. Pour une meilleure transparence des services clients
- 19.3830 n Mo.**
Bendahan. Pour un droit des consommateurs à avoir accès à une personne réelle ayant compétence pour agir lors d'un contact avec une grande entreprise fournissant un service clients
- 19.3832 n Po.**
Bendahan. Les locataires ne doivent pas payer le surcoût énergétique des bâtiments qui n'auront pas encore été assainis en 2035
- 19.3833 n Po.**
Bendahan. Créer de bonnes incitations au système de franchises de l'assurance-maladie obligatoire pour une meilleure santé publique et une plus grande efficience

- 19.4027 n Po.**
Bendahan. Encourager la production de bières artisanales, à cent pour cent locale et respectueuse de l'environnement
- 19.4217 n Po.**
Bendahan. Affecter une part du fonds Forta pour des alternatives à la voiture individuelle pour atteindre des points clés du réseau de transports publics
- 19.4218 n Mo.**
Bendahan. Mettre fin aux aberrations écologiques et économiques de la tarification des trajets en avion
- 19.4576 n Mo.**
Bendahan. Eviter une perte de valeur disproportionnée des achats effectués d'avance liés aux dates limites imprimées sur les bons
- 19.4577 n Ip.**
Bendahan. Quelle surveillance existe-t-il sur le risque de transfert de données interne aux assureurs
- 19.4580 n Mo.**
Bendahan. Mandater des hautes écoles pour effectuer des recherches sur l'e-voting à l'aide du Fonds national suisse de la recherche scientifique
- 19.4581 n Po.**
Bendahan. Allouer les ressources initialement prévues pour l'e-voting à l'encouragement à la participation politique des jeunes
- 20.3373 n Mo.**
Bendahan. Instaurer un mécanisme d'aide directe pour les entreprises afin d'éviter des faillites
- 20.3866 n Po.**
Bendahan. Bilan sur la contribution au bien commun des entreprises dans le giron de la Confédération
- 20.3871 n Po.**
Bendahan. Elaborer un indice analogue au PIB mais mesurant la contribution au bien commun, dans la logique du "Bonheur national brut"
- x **20.3883 n Ip.**
Bendahan. Le Conseil fédéral connaît-il et accepte-t-il le risque causé par le soutien offert par la BNS aux entreprises multinationales sans contrôle démocratique?
- * **20.4215 n Po.**
Bendahan. Etudier l'évolution future des inégalités de revenu et de fortune en suisse
- 19.3584 n Ip.**
Bertschy. Violences sexuelles envers les femmes. Pourquoi la Confédération ne dispose-t-elle pas de chiffres fiables?
- 19.3849 n Mo.**
Bertschy. Assurer l'égalité des chances dans la vie professionnelle par un congé de 14 semaines pour chaque parent
- 19.4343 n Po.**
Bertschy. Accueil extrafamilial des enfants. Affecter les aides financières de la Confédération à la réduction des tarifs en faveur des parents qui travaillent
- 19.4344 n Ip.**
Bertschy. Aides financières de l'Etat. Mettre fin aux dysfonctionnements de l'économie et à la destruction de l'environnement
- 19.4480 n Ip.**
Bertschy. À quel point la trajectoire de réduction fixée par le Conseil fédéral pour l'azote est-elle ambitieuse?
- x **19.4481 n Ip.**
Bertschy. Al. La croyance en la guérison miraculeuse est-elle compatible avec l'établissement d'expertises médicales pluridisciplinaires?
- 20.3876 n Ip.**
Bertschy. Imposition individuelle. Le Conseil fédéral n'a-t-il pas examiné la situation dans sa globalité?
- 20.3879 n Po.**
Bertschy. Le protectionnisme doit faire place à la concurrence. Pour une libéralisation du notariat à l'échelle suisse
- 20.3896 n Ip.**
Bertschy. Azote. Des inégalités de traitement entre secteurs économiques?
- x **18.3773 n Mo.**
(Bigler) Vitali. Gérer la productivité de l'administration fédérale
- x **18.3792 n Mo.**
(Bigler) Wasserfallen Christian. L'OFEV doit mettre en oeuvre les recommandations du Contrôle fédéral des finances
- 19.4316 n Mo.**
(Bigler) Feller. Garantir la sécurité du droit pour les fondations et les associations d'utilité publique
- 20.3059 n Mo.**
Binder. Réseau ferroviaire. Maintenir les liaisons directes entre la région économique de Baden et les grands centres urbains
- x **20.3297 n Po.**
Binder. Groupe d'experts chargé de dresser un bilan de la pandémie de coronavirus et d'en tirer des conclusions
- 20.3435 n Ip.**
Binder. Institution d'une cellule de crise "Coronavirus et économie" en vue d'un rétablissement rapide et durable de notre économie durant et après la crise du coronavirus
- x **20.3650 n Po.**
Binder. Rapport sur les activités du Hezbollah en Suisse
- 20.3904 n Mo.**
Binder. Création urgente des bases légales permettant aux parlementaires de participer à distance aux séances du Parlement
- * **20.3977 n Ip.**
Binder. Mauvaise planification des CFF et conséquences pour la Confédération, les cantons et les CFF
- * **20.4011 n Ip.**
Binder. Bien-être et droits de l'enfant. Adapter d'urgence la réglementation Covid-19 applicable aux enfants en quarantaine
- * **20.4128 n Ip.**
Binder. Droits et bien-être, en cas de quarantaine, des personnes nécessitant une prise en charge. Adapter d'urgence la réglementation Covid-19 de l'OFSP

- * **20.4143 n Ip.**
Binder. Condamnations unilatérales d'Israël prononcées par l'ONU. Que fait la Suisse ?
- * **20.4145 n Po.**
Binder. Améliorer la transparence, la cohérence et la coordination des votes de la Suisse dans les organes de l'ONU
- * **20.4217 n Ip.**
Binder. Établir une expertise des activités des Frères musulmans en Suisse
- * **20.4250 n Ip.**
Binder. Coronavirus. Davantage différencier les prescriptions en matière de quarantaine
- 20.3323 n Mo.**
Bircher. Détentions administratives fondées sur le droit des étrangers. Surveillance des personnes libérées
- 20.3327 n Mo.**
Bircher. Maintien de la détention administrative pour les étrangers condamnés
- x **20.3540 n Mo.**
Bircher. Indemnités de chômage partiel. Assurer une exécution uniforme dans les communes et les entreprises proches des communes
- * **20.4053 n Mo.**
Bircher. Retrait de l'autorisation de séjour ou d'établissement pour cause de révocation du statut de réfugié
- * **20.4064 n Mo.**
Bircher. Non à l'accueil de requérants d'asile provenant des camps incendiés
- * **20.4200 n Mo.**
Bircher. Effets de l'Agenda d'intégration et de la crise du coronavirus sur les coûts sociaux. Pour une prolongation de la participation de la Confédération aux frais de l'aide sociale
- x **18.4040 n Mo.**
Birrer-Heimo. Respecter la protection des eaux
- 18.4399 n Po.**
Birrer-Heimo. Assurer l'acceptation de l'argent liquide à long terme
- 19.3367 n Po.**
Birrer-Heimo. Faire la lumière sur les rabais fiscaux et leurs conséquences
- 19.4597 n Mo.**
Birrer-Heimo. Économie circulaire. Amélioration et étiquetage de la réparabilité des produits
- 20.3840 n Mo.**
Birrer-Heimo. Pour une assurance épidémie ou pandémie obligatoire
- 20.3846 n Po.**
Birrer-Heimo. Préciser dans la loi les obligations incombant à l'assureur en cas d'épidémie ou de pandémie
- x **20.3853 n Ip.**
Birrer-Heimo. Encourager la transparence des importations en provenance de régions non autonomes, occupées ou annexées
- x **20.3891 n Ip.**
Birrer-Heimo. Obligation de recourir au numérique pour les clients captifs?
- * **20.4023 n Ip.**
Birrer-Heimo. Utilisation de pesticides à des fins professionnelles. Axer la délivrance de permis sur la réduction des risques
- * **20.4073 n Ip.**
Birrer-Heimo. Masques. Déclaration de conformité et fiabilité des informations
- 18.4154 n Po.**
Borloz. La liaison ferroviaire entre la Suisse romande et Berne mérite d'être plus rapide entre Lausanne et Fribourg
- 18.4155 n Po.**
Borloz. 200 000 personnes méritent de pouvoir utiliser une installation existante pour rejoindre rapidement la ville fédérale en train
- 20.3357 n Mo.**
Borloz. Déclassement du vin AOC. Eviter une crise sans précédent dans la vitiviniculture suite au Covid-19
- 20.3730 n Mo.**
Borloz. Encourager la production d'électricité indigène en rendant possible l'accès au réseau électrique
- 20.3855 n Po.**
Borloz. Bas-Valais et Est vaudois doivent se rapprocher de Berne par une liaison ferroviaire rapide
- 19.3048 n Mo.**
Bourgeois. Assurer la transparence au sujet des denrées alimentaires importées sur de longues distances par des moyens de transport générant d'importantes émissions d'équivalents CO2
- 19.3653 n Mo.**
Bourgeois. Transparence et coordination dans l'exploitation et le développement des réseaux de distribution et de transport d'électricité
- 19.3924 n Mo.**
Bourgeois. Meilleure exploitation du potentiel de rénovation grâce à la révision du droit du bail
- 19.4243 n Mo.**
Bourgeois. Renforcement du photovoltaïque
- 20.3520 n Po.**
Bourgeois. Micro-taxe. Analyse
- x **20.3521 n Ip.**
Bourgeois. Impact environnemental généré à l'étranger
- * **20.4095 n Mo.**
Bourgeois. Production de sucre indigène à préserver
- 19.3242 n Mo.**
(Brand) de Courten. Assurance-maladie. Enfin instaurer la transparence dans le domaine ambulatoire
- 19.3287 n Mo.**
Bregy. Taxes d'incitation. Utilisation conforme à leur affectation
- 19.3464 n Mo.**
Bregy. Égalité de traitement des couples dont les deux conjoints perçoivent un revenu, dont l'un sous la forme d'une rente
- 19.3613 n Mo.**
Bregy. Héliports hospitaliers. Revenir sur un projet de réglementation inutile

- 19.3644 n Po.**
Bregy. Inscrire les itinéraires cyclables touristiques dans une loi relative aux voies cyclables
- 19.3781 n Po.**
Bregy. Chargement des voitures sur le train entièrement financé par la Confédération
- 20.3182 n Mo.**
Bregy. Attaques à l'explosif contre les distributeurs de billets
- 20.3295 n Mo.**
Bregy. Baisse des contingents tarifaires. Pour d'avantage de vin suisse
- x **20.3354 n Ip.**
Bregy. Protéger les produits de proximité
- 20.3857 n Mo.**
Bregy. Mise en place d'un système incitatif de remboursement des crédits Covid-19
- x **20.3342 n Ip.**
Brélaz. Les réserves de distribution des bénéfices et les fonds propres de la BNS
- x **20.3663 n Ip.**
Brélaz. La Comco court-circuite l'OFEN, le Conseil fédéral et la protection du climat!
- 20.3029 n Ip.**
Brenzikofer. Abus de médicaments psychotropes
- 20.3287 n Mo.**
Brenzikofer. Redémarrage de l'aviation. Interdire une augmentation des capacités du trafic aérien
- 20.3288 n Po.**
Brenzikofer. Abonnements pour différentes communautés tarifaires
- 20.3289 n Ip.**
Brenzikofer. Qu'apporte le WEF à la population suisse?
- 20.3386 n Mo.**
Brenzikofer. Covid-19 et protection contre le congé. Prolonger les délais de paiement du loyer pour les locaux commerciaux
- 20.3776 n Po.**
Brenzikofer. Création d'un service de médiation indépendant pour les requérants d'asile
- * **20.4247 n Ip.**
Brenzikofer. Efforts de simplification du système tarifaire de la part des transports publics. La Confédération doit accélérer le rythme.
- 19.3376 n Mo.**
Büchel Roland. Agir de manière conséquente face au retour de djihadistes et face à la promotion du terrorisme
- 20.3773 n Ip.**
Büchel Roland. Taxe d'immigration comme entrée d'argent pour la Confédération
- 18.4355 n Po.**
Buffat. Protégeons le Chasseron
- 19.3243 n Mo.**
Buffat. Annulation automatique d'une poursuite payée
- 19.3561 n Mo.**
Buffat. Exiger de meilleures connaissances linguistiques lors de la naturalisation et de l'octroi d'autorisations d'établissement
- 20.3777 n Mo.**
Buffat. Exemplarité et solidarité de la Confédération avec les travailleuses et travailleurs indigènes. De la parole aux actes
- * **20.4210 n Mo.**
Buffat. Augmentation de la sécurité pour les cyclistes
- 19.3353 n Ip.**
Bulliard. Mesures permettant aux régions de montagne de s'adapter au changement climatique
- 19.3358 n Ip.**
Bulliard. Examen préalable des publicités par Swissmedic
- 19.3806 n Mo.**
Bulliard. Encourager le bénévolat dans le sport par une déduction fiscale
- 19.3900 n Po.**
Bulliard. Imposition des pensions alimentaires. Etablir les conséquences fiscales d'un régime d'imposition plus juste
- 19.3902 n Po.**
Bulliard. Fonds pour des mesures d'adaptation au changement climatique
- 19.4349 n Mo.**
Bulliard. Mettre en place un plan d'action national efficace pour enfin protéger les enfants contre la progression rapide de la violence pédosexuelle sur Internet
- 19.4632 n Mo.**
Bulliard. Inscrire l'éducation sans violence dans le CC
- 20.3183 n Mo.**
Bulliard. Atténuer les conséquences de la crise du coronavirus dans les régions de montagne
- 20.3184 n Mo.**
Bulliard. La Confédération doit compenser une partie des crédits-relais coronavirus
- 20.3185 n Po.**
Bulliard. Protection des enfants contre la violence dans l'éducation
- 20.3548 n Mo.**
Bulliard. Représentations diplomatiques suisses. Suspendre le licenciement de membres du personnel local
- 20.3772 n Mo.**
Bulliard. Statistiques des enfants témoins de violence domestique
- * **20.4241 n Ip.**
Bulliard. Certification des oeuvres de bienfaisance comme condition pour l'attribution de subventions
- x **18.3908 n Ip.**
Burgherr. Comment le Conseil fédéral réagit-il aux tours de passe-passe des autorités allemandes en matière de politique de l'asile?
- x **18.4071 n Po.**
Burgherr. Politique d'asile plus humaine, plus efficace et moins coûteuse grâce à une stratégie d'"aide sur place"
- 18.4115 n Mo.**
Burgherr. Réduire les frais engagés par la Confédération

- 18.4298 n Po.**
Burgherr. La Confédération ne devrait pas faire concurrence aux entreprises et aux start-up
- 19.3387 n Ip.**
Burgherr. Coûts croissants de l'asile
- 19.3388 n Mo.**
Burgherr. Contre les oppositions abusives en matière de construction
- 19.3392 n Mo.**
Burgherr. Transformation des bâtiments agricoles. Accroître la marge de manoeuvre
- 19.3886 n Po.**
Burgherr. Renforcer le droit de la concurrence dans le système de santé
- 19.3887 n Po.**
Burgherr. Rendre obligatoires les appels d'offres pour les prestations d'intérêt général dans le système de santé
- 19.3888 n Ip.**
Burgherr. Coûts engendrés par les délinquants violents issus de l'immigration
- 19.3889 n Ip.**
Burgherr. Les taux d'intérêts faibles faussent le budget de l'Etat
- 19.4361 n Mo.**
Burgherr. Mettre à profit la baisse des charges d'intérêt de la dette pour aider les générations futures
- 19.4625 n Po.**
Burgherr. Critique du paternalisme d'État
- N **20.3197 n Mo.**
Burgherr. Réexamen du système des réserves obligatoires
- x **20.3652 n Ip.**
Burgherr. Mise en oeuvre de la clause relative au niveau des prix dans la nouvelle loi sur les marchés publics. Mise en vigueur anticipée et état des travaux préparatoires
- x **20.3791 n Ip.**
Burgherr. Covid-19. Conséquences sur le marché du travail en Suisse
- x **20.3860 n Ip.**
Burgherr. Promotion du télétravail et liberté entrepreneuriale
- 20.3861 n Mo.**
Burgherr. Solidarité de la part de tous plutôt que des deniers publics ne profitant qu'à une minorité
- * **20.4157 n Mo.**
Burgherr. Moderniser les évaluations du personnel dans l'administration fédérale
- * **20.4158 n Ip.**
Burgherr. Economie comportementale. Manipulation de l'État ?
- * **20.4159 n Po.**
Burgherr. Dresser un bilan de la politique énergétique
- 19.4330 n Mo.**
(Burkart) Fluri. Low Flight Network. Acheter le réseau, créer les bases légales et assurer le financement, afin de permettre le sauvetage aérien même par mauvais temps
 Voir objet 19.4329 Mo. Amstutz
 Voir objet 19.4331 Mo. Aebischer Matthias
 Voir objet 19.4332 Mo. Candinas
- x **18.4056 n Mo.**
Candinas. Soulager les familles et les entreprises. Des allocations de formation professionnelle pour tous les jeunes de moins de 18 ans
- x **18.4069 n Ip.**
Candinas. Assurance-maladie. Réduction des primes pour les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée
- 18.4198 n Ip.**
Candinas. Inspection fédérale des installations à courant fort. Emoluments inéquitable
- 18.4358 n Mo.**
Candinas. Langue des documents remis dans le cadre des procédures cantonales
- 19.3044 n Ip.**
Candinas. Appartient-il au SECO de concurrencer les entreprises privées?
- 19.3530 n Mo.**
Candinas. Atténuer les effets négatifs de la loi sur les résidences secondaires
- 19.3867 n Ip.**
Candinas. Arrêts de bus dans les cantons et les communes. Mise en oeuvre de la loi sur l'égalité pour les handicapés
- 19.4332 n Mo.**
Candinas. Low Flight Network. Acheter le réseau, créer les bases légales et assurer le financement, afin de permettre le sauvetage aérien même par mauvais temps
 Voir objet 19.4329 Mo. Amstutz
 Voir objet 19.4330 Mo. Burkart
 Voir objet 19.4331 Mo. Aebischer Matthias
- 19.4338 n Mo.**
Candinas. Introduire un extrait complet à l'échelle nationale du registre des poursuites
- 19.4339 n Mo.**
Candinas. Protection des aéroports nationaux contre les drones
- 19.4340 n Ip.**
Candinas. Les adjudications "in-state" sont-elles licites pour des prestations également proposées sur le marché?
- 19.4443 n Mo.**
Candinas. Plan d'action pour augmenter la part des transports publics dans le trafic global
 Voir objet 19.4444 Mo. Graf-Litscher
 Voir objet 19.4445 Mo. Schaffner
 Voir objet 19.4446 Mo. Töngi
- 19.4563 n Ip.**
Candinas. Logements à prix abordable ou d'utilité publique sur les biens-fonds de la Confédération

- 19.4564 n Ip.**
Candinas. Financement stable des médias de service public (SSR et 34 radios et télévisions bénéficiant de la redevance)
- 19.4565 n Ip.**
Candinas. Quels offices, instituts et autres services fédéraux ont des règlements régissant les émoluments qui pénalisent les régions périphériques de la Suisse?
- 20.3331 n Mo.**
Candinas. Créer un fonds souverain pour stabiliser et renforcer l'économie
Voir objet 20.3416 Mo. Rieder
- 20.3401 n Ip.**
Candinas. La mise en place d'un extrait du registre des poursuites à l'échelle nationale engendrerait-elle réellement une forte charge de travail supplémentaire?
- * **20.4234 n Mo.**
Candinas. Cessons de diaboliser la construction hors des zones à bâtir
- 18.4409 n Mo.**
Cattaneo. Plus de sécurité pour les cyclistes. Fixer dans la loi la distance latérale de dépassement
- 19.3851 n Po.**
Cattaneo. Manque d'effectifs de la protection civile. Il faut trouver une solution à ce problème préoccupant
- 19.4631 n Po.**
Cattaneo. Réseau de pistes cyclables sûres et rapides entre les agglomérations du pays
- * **20.4089 n Mo.**
Cattaneo. Encourager le développement du secteur agrivoltaïque
- x **18.3721 n Ip.**
Chevalley. Halte à la tromperie des sacs oxodégradables
- x **18.4007 n Po.**
Chevalley. Etendre la disponibilité des pièces de rechange pour prolonger la durée de vie des objets
- 19.3263 n Mo.**
Chevalley. Interdiction d'importation et de transit de trophées de chasse issus d'animaux figurant dans les annexes I à III de la CITES
- 19.3641 n Mo.**
Chevalley. Une étiquette CO2 pour les denrées alimentaires non transformées
- 19.4489 n Po.**
Chevalley. Rapport sur les mesures de réinsertion professionnelle pour les 50 ans et plus
- 19.4596 n Mo.**
Chevalley. Économie circulaire. Etiquetage de la durée de vie minimale des produits
- 20.3110 n Po.**
Chevalley. On ne jette pas des produits neufs. Halte au gaspillage!
- x **20.3620 n Ip.**
Chevalley. Des "obligations-catastrophes" pour couvrir des dommages d'origine nucléaire
- x **20.3785 n Ip.**
Chevalley. Les usines d'incinération des ordures ménagères touchent la RPC pour de l'énergie qui n'est pas issue de la biomasse. A quand la fin de cette arnaque?
- x **20.3793 n Ip.**
Chevalley. L'ISOS et la protection des monuments, des sites et des paysages ne doivent pas servir à empêcher la nécessaire mise en oeuvre de la stratégie énergétique
- * **20.4211 n Po.**
Chevalley. Critères d'application du droit sur le génie génétique
- 19.3052 n Mo.**
(Chiesa) Marchesi. Preuve des connaissances linguistiques des personnes exerçant une profession médicale (médecins, médecins-dentistes, chiropraticiens, pharmaciens, vétérinaires)
- 19.3109 n Mo.**
(Chiesa) Marchesi. Médecine du trafic. Promouvoir et stimuler la formation
- 19.3985 n Mo.**
(Chiesa) Marchesi. Saint-Gothard. Péage pour les voitures étrangères
- 20.3113 n Mo.**
Christ. Passer du système de retrait au système d'adhésion pour limiter la publicité dans les boîtes aux lettres
- x **20.3581 n Ip.**
Christ. Pacte vert européen. Pour une collaboration de la Suisse au projet de restauration du trafic ferroviaire transfrontalier de nuit et à grande vitesse, comprenant la création d'une billetterie internationale
- x **20.3778 n Ip.**
Christ. Pertinence de la 5G en matière de durabilité, de numérisation et de protection de l'environnement
- 20.3779 n Mo.**
Christ. Aide aux médias et offensive sur le plan de la formation. Bons destinés aux adolescents et aux jeunes adultes pour l'accès aux médias
- * **20.4017 n Ip.**
Christ. Importance des drones pour la Suisse en tant que pôle de recherche et pôle économique
- x **20.3326 n Mo.**
Clivaz Christophe. Relancer le tourisme en offrant à la population suisse la gratuité des transports publics et du transport des bagages vers les destinations touristiques
- 20.3328 n Po.**
Clivaz Christophe. Stratégie nationale en faveur de l'amélioration de la desserte en transports publics vers les régions touristiques
- 20.3405 n Ip.**
Clivaz Christophe. Programme national de recherche Covid-19 (PNR 78). Quelle place pour les sciences humaines et sociales?
- x **20.3727 n Po.**
Clivaz Christophe. Mesurer la durabilité environnementale de l'économie circulaire à l'aide de l'indicateur "Retained Environmental Value"
- 20.3774 n Ip.**
Clivaz Christophe. L'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire est-elle infiltrée par le lobby nucléaire?

- 20.3847 n Ip.**
Clivaz Christophe. Bagages non accompagnés transportés par les CFF. Par la route ou par le rail?
- * **20.4087 n Po.**
Clivaz Christophe. Comment répondre à la contamination de nos eaux potables liée au chlorothalonil et comment financer les assainissements nécessaires?
- * **20.4088 n Po.**
Clivaz Christophe. Particules fines émises par l'abrasion des pneus et le freinage. Trouver des solutions pour lutter contre leurs conséquences sanitaires néfastes
- * **20.4185 n Po.**
Clivaz Christophe. Favoriser l'utilisation de masques réutilisables
- * **20.4186 n Ip.**
Clivaz Christophe. Pandémie de Covid-19 et surdité. Y a-t-il un besoin d'action?
- N **20.3127 n Mo.**
Cottier. Suisse et Royaume-Uni. Passer de la stratégie "mind the gap" à la stratégie "build the bridge"
- * **20.3994 n Ip.**
Cottier. Soutien aux autorités cantonales lorsqu'elles font face à de nouvelles formes de criminalité
Voir objet 20.3995 Ip. Hurni
- 19.3608 n Mo.**
Crottaz. Réintroduction de l'utilisation de l'amiante. Les risques pour la santé sont trop importants pour la justifier par des raisons purement esthétiques et économiques
- 19.3800 n Mo.**
Crottaz. La Suisse doit signer la Convention internationale de Hong Kong pour un recyclage sûr et écologiquement rationnel de ses navires en fin de vie
- 19.3801 n Ip.**
Crottaz. Pour une stratégie en matière de médicaments chers
- 19.3802 n Ip.**
Crottaz. Mucoviscidose. A quand un traitement pour tous les patients éligibles, avant la détérioration de la fonction pulmonaire?
- 19.3803 n Mo.**
Crottaz. Pour une protection des cotisations au deuxième pilier après la naissance d'un enfant
- x **20.3317 n Ip.**
Crottaz. Sages-femmes. Demande de révision du paragraphe 3.2 de la fiche d'information nommée "Prise en charge des coûts des prestations ambulatoires à distance dans le cadre de la pandémie de Covid-19"
- 20.3257 n Mo.**
Dandrès. Pour un soutien social et cohérent aux indépendantes et aux salariées frappées par la crise
- 20.3739 n Ip.**
Dandrès. Distribution matinale et dominicale des journaux. Pour un service universel sans dumping
- 20.3884 n Ip.**
Dandrès. Franchissement des frontières durant les mesures pour lutter contre la pandémie de Covid-19
- * **20.4026 n Ip.**
Dandrès. Valeurs patrimoniales de l'ancien Roi d'Espagne. Quelles mesures ont été prises par le Conseil fédéral pour s'assurer du respect du cadre légale et la restitution d'éventuels biens mal acquis?
- * **20.4036 n Ip.**
Dandrès. Quelles mesures pour assurer un soutien accru et de qualité pour les chômeur-euse-s confronté-e-s à la crise?
- * **20.4065 n Mo.**
Dandrès. La Suisse doit oeuvrer à la résolution des litiges collectifs de travail au sein de l'ONU
- * **20.4243 n Ip.**
Dandrès. Remboursement des vols de rapatriement
- 19.4058 n Ip.**
de Courten. Prise en charge par l'assurance-maladie des prestations des podologues. Quand le Conseil fédéral entend-il mettre en oeuvre les décisions du Parlement?
- 19.4551 n Po.**
de Courten. Réduire les coûts de la santé et les primes en supprimant des réglementations bureaucratiques inutiles dans le domaine des soins médicaux
- 20.3115 n Ip.**
de Courten. Publicité interdite pour protéger la jeunesse. La législation doit suivre le rythme de l'innovation technologique
- x **20.3262 n Ip.**
de Courten. Covid-19. Malgré les garanties accordées par la Confédération, Swiss a attribué des mandats d'entretien et de maintenance à des entreprises à l'étranger au lieu de les confier à des entreprises concurrentielles actives dans les aéroports suisses
- 18.4237 n Po.**
de la Reussille. Plus de transparence au sujet du portefeuille de Compenswiss
- 19.3258 n Mo.**
de la Reussille. TVA sur les produits phytosanitaires
- 19.3440 n Po.**
de la Reussille. Gestion des CFF. Un salaire indécent pour le directeur général, des mesures d'économies pour les salariés
- 19.3980 n Ip.**
de la Reussille. Suspension de l'aide suisse à l'UNRWA
- 19.3981 n Ip.**
de la Reussille. Catastrophe environnementale en Amazonie et accord avec les pays du Mercosur
- 19.4030 n Ip.**
de la Reussille. La Poste Suisse aux ordres d'un pays étranger?
- x **20.3031 n Ip.**
de la Reussille. Récompenses financières pour certains médecins
- 20.3173 n Mo.**
de la Reussille. Protection de la santé des travailleurs et travailleuses. Pour une ratification de la Convention no 187 de l'OIT sur le cadre promotionnel de la sécurité et la santé au travail

- 20.3174 n Mo.**
de la Reussille. Taxer les millionnaires pour donner des moyens aux collectivités et sauver les emplois
- x **20.3175 n Ip.**
de la Reussille. Suspension des Etats-Unis des instances de l'ONU
- 20.3557 n Ip.**
de la Reussille. Répression des mouvements démocratiques en Turquie
- 20.3604 n Ip.**
de la Reussille. Refuser le plan de guerre des Etats-Unis au Proche-Orient
- * **20.3989 n Ip.**
de la Reussille. Menaces du gouvernement des Etats-Unis contre la justice internationale
- * **20.4004 n Ip.**
de la Reussille. S'adapter aux nouvelles formes de criminalité?
- x **20.3371 n Ip.**
de Montmollin. Soutenir la vitiviniculture suite à l'effondrement des ventes de vins durant la pandémie de Covid-19
- x **20.3675 n Ip.**
de Montmollin. Sécurisation de l'espace aérien. Impact sur la politique extérieure de la Suisse
- * **20.4055 n Ip.**
de Montmollin. Inciter la création de places de crèches en entreprises
- * **20.4086 n Ip.**
de Montmollin. Budget pour la mobilité et les échanges linguistiques des apprentis
- * **20.4181 n Po.**
de Montmollin. Renforcer l'attractivité de la Suisse pour les MICE et les grands événements
- 20.3079 n Ip.**
de Quattro. Les entreprises medtech en danger
- x **20.3177 n Ip.**
de Quattro. La menace de faillite plane sur les entreprises horticoles
- x **20.3178 n Ip.**
de Quattro. Aide aux start-up
- x **20.3179 n Mo.**
de Quattro. Assouplir le bouclage des frontières pour permettre aux spécialistes ou techniciens de l'UE ou de pays tiers de se rendre en Suisse pour une courte durée
- x **20.3330 n Ip.**
de Quattro. Un effort supplémentaire pour les PME
- 20.3542 n Po.**
de Quattro. Un centre de compétence pour gérer l'après-Covid-19
- 20.3543 n Po.**
de Quattro. Rendre plus efficace la gestion de crise
- * **20.3943 n Ip.**
de Quattro. Grippe et Covid-19. Un cocktail explosif pour la santé publique
- * **20.4000 n Ip.**
de Quattro. Des tests au lieu de la quarantaine
- 19.3882 n Mo.**
(Derder) Nantermod. Autorisation de séjour pour les Etats tiers. Adapter le système aux besoins des secteurs de pointe
- x **18.4039 n Mo.**
Dettling. Accorder la même importance aux terres agricoles qu'aux forêts
Voir objet 18.3869 Mo. Ettlin Erich
- 19.3017 n Mo.**
Dettling. Renoncer à construire le centre fédéral pour requérants d'asile à Wintersried
- 19.4591 n Ip.**
Dettling. Obligation d'épandre le lisier à l'aide d'un pendillard. Les conséquences ont-elles été étudiées dans leur ensemble?
- x **20.3348 n Ip.**
Dettling. La fermeture des établissements de restauration en raison du coronavirus met fortement à mal le marché de la viande de veau
- 20.3392 n Mo.**
Dettling. Crise du coronavirus. Préparer un plan global pour rééquilibrer le budget de la Confédération et stabiliser les assurances sociales
Voir objet 20.3414 Mo. Salzmann
- 20.3794 n Mo.**
Dettling. Mettre un terme au copinage dans les entreprises liées à la Confédération (lex Pardini)
- x **18.3812 n Po.**
Dobler. Car postal Suisse SA est une société du groupe La Poste Suisse. Cette affiliation est-elle adéquate?
- x **18.3996 n Mo.**
Dobler. Médicaments non soumis à ordonnance. Autoriser les commandes par télépharmacie
- 19.4606 n Po.**
Dobler. Evaluer les conséquences socioéconomiques d'une interdiction générale de transporter des fonds pendant la nuit en Suisse
Voir objet 19.4607 Po. Feller
Voir objet 19.4608 Po. Gysin Greta
Voir objet 19.4609 Po. Hurter Thomas
- x **20.3615 n Ip.**
Dobler. Promouvoir les directives anticipées pour renforcer l'autodétermination des patients
- x **20.3688 n Ip.**
Dobler. Égalité de traitement pour la livraison de médicaments. Assimiler la vente à distance à un service de livraison à domicile
- N **20.3695 n Mo.**
Dobler. Doper le recyclage du plastique pour développer l'économie circulaire
- x **20.3797 n Po.**
Dobler. Testament et mandat pour cause d'incapacité. Examiner a) la possibilité d'établir l'acte sous forme numérique et b) les autres mesures à prendre pour éviter la discrimination de certains groupes de la population
- x **20.3839 n Ip.**
Egger Kurt. La Comco avance-t-elle l'ouverture du marché du gaz?

- * **20.4106 n Ip.**
Egger Kurt. Procédure simplifiée pour la consommation propre d'énergie solaire
- 19.3430 n Ip.**
Egger Mike. Votations sur les accords bilatéraux et sur Schengen. Les citoyens ont-ils été trompés?
- 19.3444 n Mo.**
Egger Mike. Asile. Compensation des dépenses occasionnées par l'aide d'urgence versée aux personnes déboutées
- 19.3998 n Mo.**
Egger Mike. Favoriser l'intégration des réfugiés reconnus au sein des communes
- 19.3999 n Mo.**
Egger Mike. Plateformes de communication en matière d'usage abusif des assurances sociales
- 19.4020 n Ip.**
Egger Mike. Soutien de la diversité pour les médias électroniques
- 19.4075 n Ip.**
Egger Mike. Des mesures efficaces pour réduire les coûts de la santé
 Voir objet 19.4076 Ip. Marti Samira
- 19.4353 n Ip.**
Egger Mike. Dublin IV. Le libre choix du lieu de domicile octroyé de fait aux demandeurs d'asile remet en cause leur intégration
- 20.3782 n Mo.**
Egger Mike. SOS chômage des jeunes. Soulager les entreprises formatrices
- 20.3832 n Ip.**
Egger Mike. Questions relatives à la loi et à l'ordonnance sur les amendes d'ordre
- x **20.3887 n Ip.**
Egger Mike. La Suisse contribuera-t-elle à l'aide au développement pour l'Union européenne?
- 18.4286 n Mo.**
(Egger Thomas) Candinas. Emplacement de la boîte aux lettres à la limite de la propriété
- 19.3085 n Mo.**
(Egger Thomas) Gmür Alois. Utilisation des excédents non budgétés de la Confédération
- 19.3494 n Mo.**
(Egger Thomas) Candinas. Renforcer la recherche en faveur d'une économie alpestre moderne
- 19.3732 n Mo.**
(Egger Thomas) Candinas. Aide au logement dans les régions de montagne et les espaces ruraux
- x **18.3855 n Mo.**
Estermann. Pour une meilleure prise en compte de la santé dans le secteur de la téléphonie mobile (2)
- x **18.3856 n Mo.**
Estermann. Pour une meilleure prise en compte de la santé dans le secteur de la téléphonie mobile (1)
- x **18.4043 n Mo.**
Estermann. Achat d'ampoules. Le client doit à nouveau pouvoir choisir!
- 18.4302 n Mo.**
Estermann. Prescription hors étiquette de médicaments. Instaurer le principe du double contrôle
- 19.3315 n Mo.**
Estermann. Assurance-maladie "light". Une option meilleur marché?
- 19.3394 n Ip.**
Estermann. Système de santé suisse. Comparaison avec l'Allemagne
- 19.3395 n Ip.**
Estermann. Risques et opportunités liés au "Lehrplan 21"
- 19.4305 n Mo.**
Estermann. Réduire drastiquement la remise d'antidépresseurs en Suisse
- 20.3190 n Mo.**
Estermann. Faire entrer l'hymne national suisse au Palais fédéral
- 20.3191 n Mo.**
Estermann. Réduire le nombre d'avortements tardifs en Suisse
- x **20.3570 n Ip.**
Estermann. Coronavirus. Structure du chômage des étrangers
- 20.3645 n Po.**
Estermann. Système immunitaire vs vaccins
- N **18.3835 n Mo.**
Eymann. Création d'un programme national de recherche sur la maladie d'Alzheimer
- 18.4203 n Mo.**
Eymann. Création d'une infrastructure de données moderne contenant des données de patients structurées en vue d'encourager la recherche sur l'être humain
- 19.3857 n Mo.**
Eymann. Pour une force opérationnelle contre la résistance aux antibiotiques
- 19.4200 n Mo.**
Eymann. Maintien du financement de départ prévu pour 2017-2020 qui vise à augmenter le nombre de places de formation en médecine humaine
- 19.4202 n Mo.**
Eymann. Mesures destinées à réduire les 80 pour cent de déperdition énergétique dans le secteur des bâtiments
- 19.4326 n Mo.**
Eymann. Lutte contre l'antibiorésistance. Organiser une conférence ministérielle internationale en Suisse pour créer des conditions générales favorables à la recherche
 Voir objet 19.4327 Mo. Heim
 Voir objet 19.4328 Mo. Reimann Lukas
- 19.4510 n Mo.**
Eymann. Institution d'une Madame Climat ou d'un Monsieur Climat afin de promouvoir la réduction des émissions de CO₂
- x **20.3502 n Mo.**
Eymann. Pour une levée ou un assouplissement rapide de l'interdiction d'organiser des foires et des congrès

- x **20.3819 n Ip.**
Eymann. Organisation en Suisse de manifestations internationales pour partager les expériences dans la maîtrise de la pandémie de coronavirus
- * **20.4150 n Ip.**
Eymann. Adaptation du cadre légal applicable aux nouvelles technologies génétiques : quand le Conseil fédéral prendra-t-il des mesures ?
- x **20.3482 n Ip.**
Farinelli. Fermeture des postes-frontières et contrôles aux frontières. Effet sur la criminalité
- x **18.3744 n Mo.**
(Fässler Daniel) Rechsteiner Thomas. Libérer les autorités du registre du commerce du paiement d'émoluments pour les publications officielles faites dans la FOSC
- x **18.3963 n Mo.**
(Fässler Daniel) Bregy. Bois suisse. Avenir de l'approvisionnement, de la transformation et de l'utilisation
- x **18.3799 n Po.**
Fehlmann Rielle. Sous-estimation de la consommation de tabac en Suisse. C'est le moment d'y remédier!
- x **18.4086 n Mo.**
Fehlmann Rielle. Politique de réduction des risques en prison. Les disparités entre cantons perdurent
- 19.3284 n Mo.**
Fehlmann Rielle. Remboursement des substituts nicotiques par les caisses-maladie. Pourquoi attendre encore?
- 19.3285 n Mo.**
Fehlmann Rielle. Prix des médicaments. Exemple de la saga Lucentis versus Avastin. Quand la Suisse prendra-t-elle enfin des mesures?
- 19.3482 n Ip.**
Fehlmann Rielle. Plurilinguisme au sein de l'administration fédérale. Immobilisme, voire recul préoccupant
- 19.3671 n Mo.**
Fehlmann Rielle. Pour une affectation des excédents de la Confédération au fonds de compensation AVS
- 19.4169 n Ip.**
Fehlmann Rielle. Principe de précaution. Quelle application par le Conseil fédéral dans les domaines de l'alimentation, des cosmétiques et des objets usuels?
- 19.4307 n Ip.**
Fehlmann Rielle. L'ambulatorio avant le stationnaire. Un principe nié dans les faits!
- 19.4308 n Ip.**
Fehlmann Rielle. Projet d'adaptation des sites de production SSR. Quelles conséquences sur la diversité et la couverture médiatique en Suisse alémanique et en Suisse romande?
- 19.4603 n Mo.**
Fehlmann Rielle. Remise d'impôt pour les victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance
- 20.3176 n Mo.**
Fehlmann Rielle. Covid-19. Pour une meilleure reconnaissance des soins à domicile publics
- 20.3558 n Po.**
Fehlmann Rielle. Au-delà du Covid-19, allons-nous agir pour réduire l'obésité?
- 20.3657 n Po.**
Fehlmann Rielle. Pour un respect intégral des droits des personnes handicapées
- 20.3693 n Mo.**
Fehlmann Rielle. Un bureau de l'égalité dans chaque canton
- x **20.3781 n Ip.**
Fehlmann Rielle. Situation post-Covid-19 et alimentation saine
- * **20.4113 n Po.**
Fehlmann Rielle. Pour une loi qui concrétise la Convention d'Istanbul (protection contre la violence faites aux femmes)
- * **20.4212 n Ip.**
Fehlmann Rielle. Les médicaments Avastin et Lucentis font encore parler d'eux
- x **18.3723 n Ip.**
Feller. Par qui et comment la filiale Publibike de Car postal, elle-même société de la Poste, est-elle financée?
- 18.4108 n Ip.**
Feller. Qui contrôle que la Poste respecte le cadre légal applicable aux tarifs de distribution des colis, en général et dans le cas du contrat conclu avec Amazon?
- 18.4164 n Ip.**
Feller. Financement de Publibike par Car postal et La Poste Suisse SA
- 19.3425 n Mo.**
Feller. Autoriser les véhicules automobiles de plus de 3,5 tonnes affectés au transport de fonds à circuler de nuit
- 19.4067 n Mo.**
Feller. Adapter Via sicura pour que les services d'urgence puissent accomplir leur travail dans les conditions requises par leur mission, y compris lorsque la vitesse est limitée à 30 kilomètres à l'heure
Voir objet 19.4068 Mo. Rochat Fernandez
- 19.4432 n Ip.**
Feller. Protection des personnes et des biens lors des transports de fonds en Suisse. Est-il judicieux qu'un seul canton dispose d'une réglementation?
- 19.4607 n Po.**
Feller. Evaluer les conséquences socioéconomiques d'une interdiction générale de transporter des fonds pendant la nuit en Suisse
Voir objet 19.4606 Po. Dobler
Voir objet 19.4608 Po. Gysin Greta
Voir objet 19.4609 Po. Hurter Thomas
- 20.3249 n Mo.**
Feller. Lutte contre la propagation du coronavirus. Autoriser les pharmacies à réaliser des tests sérologiques
- 20.3250 n Mo.**
Feller. Clarifier la fonction de la réserve pour distributions futures dans le bilan de la BNS

- 20.3251 n Mo.**
Feller. Ordonnance sur les marchés publics. Abroger l'article 24 pour faire respecter le principe "pacta sunt servanda"
 Voir objet 20.3266 Mo. Gapany
- x **20.3252 n Ip.**
Feller. N'est-il pas discriminatoire de qualifier sans aucune différenciation toutes les personnes de plus de 65 ans de "vulnérables"?
- 20.3278 n Mo.**
Feller. Tenir compte de la situation particulière des écoles d'équitation pendant la crise sanitaire liée au Covid-19
- x **20.3629 n Ip.**
Feller. Les prescriptions du Conseil fédéral en vue de protéger la santé de la population en lien avec le coronavirus valent-elles pour toutes et tous?
- * **20.4075 n Mo.**
Feller. Encourager les projets de construction et de rénovation des hôtels en Suisse
- * **20.4147 n Ip.**
Feller. Pourquoi les états financiers mensuels de l'AVS, de l'AI et des APG ne sont-ils soudainement plus publiés?
- * **20.4148 n Mo.**
Feller. Autoriser la Centrale de compensation à continuer de publier les états financiers mensuels de l'AVS, de l'AI et des APG
- * **20.4198 n Mo.**
Feller. Actualisation de la liste des régions à risque élevé d'infection au coronavirus en concertation avec les pays voisins
- * **20.4199 n Mo.**
Feller. Garantir la transparence des hypothèses et des modalités de calcul des primes de l'assurance maladie obligatoire
- x **18.3880 n Mo.**
Feri Yvonne. Monitoring de la pauvreté
- 18.4228 n Po.**
Feri Yvonne. Garantir à tous l'accès à la contraception
- 19.3119 n Po.**
Feri Yvonne. Mieux protéger les enfants en optimisant la collecte des données disponibles sur les atteintes à leur bien-être
- 19.3241 n Mo.**
Feri Yvonne. Poursuivre d'office les menaces contre les enfants
- 19.3677 n Mo.**
Feri Yvonne. Des bourses pour faire reculer la pauvreté
- 19.4016 n Po.**
Feri Yvonne. Violence sexuelle à l'égard des enfants sur Internet. Que fait l'Office fédéral de la police?
- 19.4407 n Po.**
Feri Yvonne. Quels résultats l'intégration effective par le travail dans l'assurance-invalidité donne-t-elle pour les personnes atteintes d'un dommage durable à la santé?
- 19.4430 n Mo.**
Feri Yvonne. Améliorer la protection des travailleurs domestiques assurant une prise en charge
- 20.3057 n Po.**
Feri Yvonne. Comprendre et combattre la myopie des enfants
- x **20.3229 n Ip.**
Feri Yvonne. Harmonisation et uniformisation de l'aide sociale
- 20.3231 n Mo.**
Feri Yvonne. Programme de détection précoce des atteintes au bien-être des enfants
- x **20.3233 n Ip.**
Feri Yvonne. Pandémie de maladie à coronavirus. Aider les travailleurs du sexe
- x **20.3488 n Ip.**
Feri Yvonne. Implants médicaux
- x **20.3489 n Ip.**
Feri Yvonne. Renforcer la voix des patients dans la politique de la santé
- x **20.3490 n Ip.**
Feri Yvonne. Améliorer l'information du patient
- 20.3683 n Mo.**
Feri Yvonne. Allocations pour enfant sous condition de ressources
- 20.3684 n Po.**
Feri Yvonne. Mesures de prévention de la pauvreté
- 20.3687 n Mo.**
Feri Yvonne. Campagne sur les médias sociaux pour sensibiliser les enfants et les jeunes au harcèlement et au cyberharcèlement
- 20.3690 n Mo.**
Feri Yvonne. Modification indispensable de la norme pénale contre les désagréments causés à un enfant en le confrontant à un acte d'ordre sexuel
- * **20.3971 n Po.**
Feri Yvonne. Partage du déficit. Analyse
- * **20.3972 n Po.**
Feri Yvonne. Révision de la responsabilité parentale après une séparation ou un divorce. Évaluation
- * **20.4082 n Ip.**
Feri Yvonne. Adoption des directives médico-éthiques. Introduire des procédures claires et transparentes
- * **20.4083 n Ip.**
Feri Yvonne. Couverture sanitaire universelle
- * **20.4084 n Mo.**
Feri Yvonne. Non à l'accueil de requérants d'asile provenant des camps incendiés
- 18.4119 n Mo.**
Fiala. Réduire la souffrance des animaux grâce à l'obligation de castration des chats libres de leurs déplacements
- 18.4169 n Ip.**
Fiala. L'attribution d'une identité numérique doit rester une prérogative de l'Etat
- 20.3098 n Ip.**
Fiala. Coronavirus. Un Parlement virtuel serait-il une solution?

- 20.3187 n Ip.**
Fiala. Le reporting sur les risques comme instrument de gestion. La gestion des risques en Suisse ne souffre-t-elle pas d'un défaut d'approche globale?
- x **20.3661 n Ip.**
Fiala. Conséquences de la crise du coronavirus pour les enfants et les jeunes
- 20.3676 n Ip.**
Fiala. Sauvegarder les technologies clés et les innovations en Suisse, pour la Suisse
- * **20.4034 n Mo.**
Fiala. Interdire l'importation de duvet issu de la plumaison à vif
- * **20.4035 n Mo.**
Fiala. LP. Remise des actes de défaut de biens par voie électronique
- * **20.4054 n Ip.**
Fiala. Ralentissement de la numérisation des chemins de fer
- * **20.4180 n Ip.**
Fiala. Affaire Crypto. Des conséquences durables pour la Suisse?
- 19.4622 n Ip.**
Fischer Roland. Clarifications concernant l'accord-cadre avec l'UE. Il faut aller de l'avant!
- 20.3539 n Ip.**
Fischer Roland. Le frein à l'endettement est-il vraiment approprié dans les périodes de crise?
- 20.3704 n Ip.**
Fischer Roland. La Banque nationale suisse est-elle liée par l'Accord de Paris sur le climat?
- 20.3705 n Mo.**
Fischer Roland. Faire toute la lumière sur l'impact de la place financière suisse sur le changement climatique
- 20.3798 n Mo.**
Fischer Roland. Obligations vertes en faveur du climat et de la biodiversité
- * **20.4153 n Po.**
Fischer Roland. Appliquer les principes de la RPT dans la gestion des épidémies et des pandémies
- * **20.4196 n Ip.**
Fischer Roland. Groupe de travail sur les risques financiers liés à des facteurs naturels
- * **20.4213 n Mo.**
Fischer Roland. Soumettre l'accord-cadre au Parlement avant la fin 2020
- 20.3121 n Ip.**
Fivaz Fabien. Statut précaire du corps intermédiaire dans les hautes écoles
- 20.3353 n Ip.**
Fivaz Fabien. Starlink. Quelles sont nos marges de manoeuvre pour contrôler les constellations de satellites?
- x **20.3363 n Po.**
Fivaz Fabien. Stratégie Suisse numérique après le coronavirus
- x **20.3768 n Ip.**
Fivaz Fabien. Intoxication des enfants par du sol pollué. Le Conseil fédéral retire la révision de l'OSites alors que des enfants continuent à jouer dans des jardins potentiellement contaminés au plomb
- 20.3828 n Po.**
Fivaz Fabien. Eclairage public et sécurité routière. Aller au-delà des clichés
- * **20.3999 n Ip.**
Fivaz Fabien. Soutien aux autorités cantonales lorsqu'elles font face à de nouvelles formes de criminalité
- * **20.4155 n Ip.**
Fivaz Fabien. Véhicules hybrides rechargeables (PHEV): quel impact pour les véhicules qui ne sont jamais chargés ?
- x **18.4009 n Po.**
Flach. Légaliser le cannabis et générer de la substance fiscale en faveur de l'AVS et de l'AI
- 18.4343 n Ip.**
Flach. Risques climatiques égale risques financiers. La pratique de l'OFAS doit être adaptée
- 18.4344 n Mo.**
Flach. Abolir le délit de blasphème. La norme pénale antiraciste et la protection contre l'atteinte à l'honneur et contre l'injure sont suffisantes
- 19.3267 n Ip.**
Flach. La pratique du service SCPT est-elle conforme à la loi en ce qui concerne les obligations des fournisseurs de services de communication dérivés?
- 19.3485 n Po.**
Flach. Epuiser les potentiels de protection du climat que recèle la navigation
- 19.3818 n Po.**
Flach. Réduire, remplacer ou recycler les matières plastiques au lieu de les incinérer ou de les exporter par millions de tonnes
- 19.3819 n Mo.**
Flach. Investissements des caisses de pension. Garantir la transparence sur les risques financiers liés au changement climatique
- 19.3893 n Mo.**
Flach. Faire en sorte qu'il soit possible d'utiliser librement l'identité électronique suisse dans l'UE
- 19.4317 n Mo.**
Flach. Atténuer l'effet des interruptions de l'activité professionnelle en mettant en place un système flexible de rentes AVS anticipées
- 19.4319 n Mo.**
Flach. Urgence humanitaire en Méditerranée. Pour que la Suisse soit solidaire du mécanisme coordonné de répartition postdébarquements
- 19.4567 n Po.**
Flach. Banques de données de la Confédération et des cantons et protection des données. Une vue d'ensemble s'impose
- 19.4573 n Mo.**
Flach. Libéraliser la protection des emblèmes

- 20.3682 n Po.**
Flach. Réfléchissons au lieu de construire. Accompagnons le développement des infrastructures d'une réduction des pics d'affluence pour un trafic plus efficace
- 20.3689 n Mo.**
Flach. Empêcher l'intimidation et la désinformation auprès des débiteurs par des maisons de recouvrement peu sérieuses
- x **20.3805 n Ip.**
Flach. L'Office fédéral de la statistique pourrait-il réunir et publier sous une forme appropriée les données des maîtres d'ouvrage publics relatives à leurs bâtiments et ouvrages?
- x **20.3838 n Ip.**
Flach. Les solutions amiables et cantonales seront-elles prises en compte dans le cadre des exonérations de loyer?
- 20.3848 n Ip.**
Flach. Le service civil pourrait mieux soutenir la population en situation d'urgence
- 19.4221 n Mo.**
(Flückiger Sylvia) Wobmann. Plus de places de stationnement aux abords des gares et des accès autoroutiers
- 19.3223 n Mo.**
Fluri. Séjour hors du lieu de domicile pendant la semaine. Domicile fiscal
- 19.4037 n Mo.**
Fluri. Urgence humanitaire en Méditerranée. Pour que la Suisse soit solidaire du mécanisme coordonné de répartition post-débarquements
 Voir objet 19.4033 Mo. Barazzone
 Voir objet 19.4034 Mo. Mazzone
 Voir objet 19.4035 Mo. Sommaruga Carlo
 Voir objet 19.4036 Mo. Quadranti
- 19.4604 n Mo.**
Fluri. Débits résiduels appropriés et biodiversité
- 20.3052 n Mo.**
Fluri. Abaissement des valeurs limites applicables aux pesticides. Financement des installations supplémentaires de traitement des eaux conforme au principe du pollueur-payeur
- x **20.3605 n Ip.**
Fluri. Ancrer la Stratégie Sol Suisse dans la loi sur l'aménagement du territoire
- x **20.3708 n Ip.**
Fluri. La naturalisation facilitée de la troisième génération l'est-elle vraiment?
 Voir objet 20.3707 Ip. Marra
- 20.3709 n Po.**
Fluri. Créer les conditions générales pour une logistique efficace et respectueuse de l'environnement
- * **20.4154 n Mo.**
Fluri. Biodiversité, Constitution fédérale et 30 fois plus de courant
- * **20.4226 n Po.**
Fluri. Effets de la pratique de la Confédération en matière de subventions sur la biodiversité
- x **18.3794 n Mo.**
(Frehner) Herzog Verena. LAMal. Freiner la hausse des coûts. L'argent des primes ne doit pas servir à financer des opérations chirurgicales occasionnelles
- x **18.3825 n Mo.**
(Frehner) Reimann Lukas. Importations de véhicules neufs. Suppression des entraves commerciales, facteurs de renchérissement
- 19.4114 n Mo.**
(Frehner) Reimann Lukas. Transferts de joueurs de football. Une zone de non-droit
- 19.3219 n Mo.**
(Frei) Flach. Droit de la protection de l'enfant et de l'adulte. Fixation de normes de qualité pour les expertises
- 19.3487 n Po.**
(Frei) Mettler. Dire non à la solitude. Pour un traitement politique de ce phénomène de société qu'est désormais l'isolement social
- 19.4251 n Ip.**
(Frei) Flach. Dons de sperme anonymes et pères inconnus
- x **18.3951 n Mo.**
Fridez. Exportation de matériel de guerre. De la transparence, s'il vous plaît!
- x **18.3952 n Mo.**
Fridez. Exportations d'armes. Connaître le consommateur final éventuel en cas d'exportation d'éléments d'assemblage de matériel de guerre vers un pays tiers
- x **18.3998 n Ip.**
Fridez. Industrie d'armement suisse. Etat des lieux
- x **18.3999 n Ip.**
Fridez. Drones Hermes 900 HFE. Un projet mature ou des drones de papier?
- 18.4136 n Ip.**
Fridez. Pratique des contrôles d'identité dans les bureaux de vote
- 18.4288 n Mo.**
Fridez. Les exportations d'armes à destination de l'Arabie saoudite doivent cesser
- 18.4289 n Ip.**
Fridez. Peut-on vraiment dire qu'un bien militaire a atteint la maturité d'acquisition lorsqu'il doit encore être développé pendant plusieurs années avant de pouvoir être certifié?
- 19.3688 n Mo.**
Fridez. Assurer l'accès à un dépistage médical minimum pour tous
- 19.3689 n Ip.**
Fridez. Arrêt de la vente des billets de loterie dans les bureaux de poste
- 19.3722 n Mo.**
Fridez. Donner la préférence aux alternatives efficaces plutôt qu'à la détention des mineurs dans le contexte des mesures administratives liées à la migration
- 19.3997 n Ip.**
Fridez. Ukraine. Une aide humanitaire pour construire la paix

- 19.4528 n lp.**
Fridez. Aviation suisse. Une flotte avec deux types d'avions de combat est la règle
- 19.4529 n lp.**
Fridez. Acquisition de nouveaux avions de combat et questions stratégiques
- x **20.3713 n lp.**
Fridez. Maladies liées à l'amiante. Où en est-on?
- 20.3715 n Mo.**
Fridez. Réglementation stricte pour l'exportation des pistolets au poivre
- 20.3716 n lp.**
Fridez. Menaces représentées par les missiles. Un point faible, un trou dans la protection de l'espace aérien suisse?
- x **18.3791 n lp.**
Friedl Claudia. Accords de protection des investissements. Le nombre d'accords dénoncés est supérieur à celui des nouveaux accords négociés
- x **18.3929 n Mo.**
Friedl Claudia. Contre le réchauffement climatique par des mesures préservant spécialement les cours d'eau
- x **18.3939 n Mo.**
Friedl Claudia. Mise en oeuvre de l'article 74 de la Constitution. Prélever une taxe climatique sur les billets d'avion
- 18.4245 n Mo.**
Friedl Claudia. Verser dans les trois mois la rétribution unique destinée aux petites installations photovoltaïques
- 18.4246 n Mo.**
Friedl Claudia. Prendre les mesures institutionnelles permettant de s'assurer du respect des normes de durabilité incluses dans les accords commerciaux
- 19.3343 n lp.**
Friedl Claudia. Les petites centrales hydrauliques bénéficient d'un soutien trop important
- 19.3344 n lp.**
Friedl Claudia. Les banques de développement investissent dans des technologies émettrices de CO2
- 19.3345 n lp.**
Friedl Claudia. Incidences des champs électromagnétiques sur les animaux et les plantes. Nécessité de mener des recherches
- 19.3692 n lp.**
Friedl Claudia. Mise en oeuvre de l'Agenda 2030. Prendre en compte l'égalité des sexes
- 19.3897 n Mo.**
Friedl Claudia. Agir sur les investissements des banques multilatérales de développement afin qu'ils contribuent aux objectifs de l'Accord de Paris sur le climat
- 19.4112 n lp.**
Friedl Claudia. Intégrer la biodiversité plutôt que la voir disparaître
- 19.4293 n lp.**
Friedl Claudia. Utilisation et homologation des produits phytosanitaires d'origine naturelle
- 19.4542 n lp.**
Friedl Claudia. Délivrance des visas. Des procédures inutilement compliquées et restrictives sans raison?
- 19.4543 n lp.**
Friedl Claudia. La Suisse s'est-elle fixé en matière climatique des objectifs insuffisants, susceptibles de porter atteinte et aux droits de l'homme et aux droits de l'enfant?
- 19.4544 n lp.**
Friedl Claudia. Halte aux investissements préjudiciables au climat des banques de développement
- 20.3530 n lp.**
Friedl Claudia. Objectif 15 de l'Agenda 2030 (Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable). Où en est-on?
- x **20.3827 n lp.**
Friedl Claudia. Côte d'Ivoire. Comment la Suisse peut-elle aider à garantir l'indépendance et l'impartialité de l'organe électoral?
- 20.3834 n Po.**
Friedl Claudia. Pour un affichage sur les produits permettant une amélioration de leur transparence sur le plan climatique et environnemental
- * **20.4079 n lp.**
Friedl Claudia. La moule quagga menace les écosystèmes et les zones de captage d'eau potable
- * **20.4080 n lp.**
Friedl Claudia. L'Assurance suisse contre les risques à l'exportation menace-t-elle les objectifs de politique étrangère de notre pays?
- * **20.4201 n lp.**
Friedl Claudia. Prolongation du passeport et de la carte d'identité des ressortissants suisses dans les pays sans représentation consulaire tels que l'Albanie
- 19.4527 n lp.**
Friedli Esther. Imposition de l'économie numérique. Projet de l'OCDE. Modification de principes au détriment de la Suisse
- 20.3393 n Mo.**
Friedli Esther. Pour une remise ou une réduction de la TVA en faveur des entreprises qui ont fermé sur décision du Conseil fédéral
- 20.3571 n lp.**
Friedli Esther. Indemnités de chômage et indemnités RHT versées par la Suisse à des ressortissants de l'UE
- 20.3397 n Mo.**
Funiciello. Gender budgeting. Apporter une réponse équitable à la crise
- 20.3398 n Po.**
Funiciello. Une juste gestion de la crise?
- x **20.3790 n lp.**
Funiciello. Risques spécifiques encourus par la communauté LGBTI pendant la crise du coronavirus
- * **20.4059 n Mo.**
Funiciello. Éliminer une tache aveugle. Créer une chaire d'économie féministe !

- x **20.3740 n Ip.**
Gafner. Faut-il accepter qu'une opinion défavorable dans le cas du mariage pour tous entraîne des risques pour la carrière professionnelle?
- x **20.3780 n Ip.**
Gafner. La mosquée Tulipan est-elle financée par des musulmans extrémistes et des bailleurs de fonds étrangers?
19.3124 n Mo.
Geissbühler. Bâtiments de la Confédération. Réduire la consommation d'énergie et les rejets de CO2
19.3758 n Mo.
Geissbühler. Le Conseil fédéral est chargé de créer les bases juridiques nécessaires pour que les criminels et les délinquants violents, étrangers et condamnés par un jugement entré en force purgent leur peine obligatoirement dans leur pays d'origine
19.4485 n Mo.
Geissbühler. Intention dans les cas d'infractions commises sous l'influence de la drogue ou de l'alcool
19.4486 n Mo.
Geissbühler. Organisations d'aide et de soins à domicile. Exclure les prestations de prise en charge et d'accompagnement au quotidien du champ de la TVA
- x **20.3471 n Ip.**
Geissbühler. Prendre en compte les aspects physiques, psychiques et sociaux de la santé
- x **20.3472 n Ip.**
Geissbühler. Punir les personnes qui emploient des sans-papiers
- x **20.3473 n Ip.**
Geissbühler. Détention en vue du renvoi ou de l'expulsion. Libération de condamnés
- * **20.3948 n Ip.**
Geissbühler. La fin de notre démocratie?
- * **20.3965 n Ip.**
Giacometti. Service civil – une plus-value pour la Suisse
- * **20.4071 n Ip.**
Giacometti. Réforme « Employés de commerce 2022 ». Une seule langue étrangère obligatoire ?
- * **20.4019 n Po.**
Giezendanner. Geler immédiatement le lancement du secteur d'activité des trains de nuit
19.3558 n Ip.
Girod. Récupération des appareils électroniques saisis dans les aéroports
19.3776 n Ip.
Girod. Quel avenir pour le système de mesure du bien-être de la population?
19.3291 n Po.
Glanzmann. Dialogue sur les valeurs essentielles de notre société
19.3863 n Po.
Glanzmann. Accueil extrafamilial pour enfants. Aides financières étendues
- 20.3303 n Mo.**
Glanzmann. Modification du régime des allocations pour perte de gain pour les jours de service effectués dans le cadre du service d'appui
- x **18.3842 n Ip.**
Glarner. Pacte de l'ONU sur les migrations. Participation démocratique et validité intraétatique
- x **18.3907 n Ip.**
Glarner. Lieu de séjour de certains "requérants d'asile" délinquants
- x **18.3986 n Mo.**
Glarner. Suppression des caisses de chômage privées
20.3517 n Po.
Glarner. Mettre un terme à temps à la terreur due à la mouvance d'extrême gauche en interdisant maintenant le groupe Antifa
20.3706 n Ip.
Glarner. Des extrémistes de la section suisse du groupe Antifa sont-ils formés en Syrie?
20.3845 n Mo.
Glarner. Regroupement familial. Obligation d'effectuer un test ADN
- x **18.4077 n Ip.**
Glättli. La Suisse est-elle prête à revoir ses objectifs climatiques à la hausse dans le cadre de l'Accord de Paris?
18.4389 n Ip.
Glättli. Droits de l'homme en Turquie. Faire le point sur la protection des défenseurs des droits de l'homme, les efforts de médiation au niveau diplomatique et les exportations d'armes
19.3337 n Mo.
Glättli. Obligation d'annoncer l'exportation de biens servant à la production d'armes
19.3354 n Mo.
Glättli. Mettre fin, pour des motifs écologiques également, à la promotion des ventes de viande avec des deniers publics
19.3465 n Po.
Glättli. Augmenter la part des transports publics (répartition modale) grâce à une politique des prix appropriée
19.3527 n Ip.
Glättli. La Suisse ne peut rester inactive face aux violations insoutenables des droits de l'homme en Turquie
19.3529 n Ip.
Glättli. Contrôle de l'encadrement médical des renvois forcés. Renseignements erronés fournis par le SEM
19.3868 n Ip.
Glättli. Le Service de renseignement continue d'espionner illégalement des activités politiques licites. Quelles mesures de contrôle et quelles mesures disciplinaires la Confédération prendra-t-elle?
19.3898 n Ip.
Glättli. Requérants d'asile mineurs non accompagnés dans les centres fédéraux. Respecter la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant

- 19.3899 n Ip.**
Glättli. Respect obligatoire du protocole d'Istanbul pour que la Confédération puisse enquêter efficacement sur les cas de torture. Pourquoi le SEM ne suit-il pas les recommandations de la Confédération?
- 19.3901 n Mo.**
Glättli. Mise en oeuvre de l'Accord de Paris sur le climat. Immatriculer uniquement les voitures à émissions zéro à partir de 2030
- 19.4334 n Ip.**
Glättli. Examens médicaux menés dans le cadre de la médecine du travail. Protection des données
- 20.3375 n Ip.**
Glättli. Interdire les manifestations qui se déroulent dans le respect des ordonnances Covid-19 est disproportionné
- 20.3875 n Ip.**
Glättli. Amélioration de la protection des données dans le contexte du Cloud Act
- * **20.4129 n Ip.**
Glättli. Détermination des résultats des élections et votations. Failles de sécurité
- 18.4219 n Mo.**
(Glauser) Page. Loi sur l'assurance-chômage. Délai-cadre pour les proches aidants
- * **20.4061 n Ip.**
Gmür Alois. Valorisation des labels régionaux suisses
- 19.3333 n Mo.**
(Golay) Geissbühler. Loi sur la circulation routière. Moins d'entraves à l'action de la police!
- 19.4325 n Mo.**
(Golay) Quadri. Moratoire pour limiter le nombre de frontaliers pendant deux ans
- x **18.4060 n Po.**
(Graf Maya) Schlatter. Gestion forestière et changement rapide du climat. Mesures à prendre
- x **18.4061 n Mo.**
(Graf Maya) Weichelt-Picard. Les pauses d'allaitement rémunérées doivent être financées par le régime des allocations pour perte de gain
- 18.4381 n Mo.**
(Graf Maya) Michaud Gigon. Mieux déclarer les produits alimentaires transformés pour ce qui concerne la provenance des matières premières
- 18.4382 n Mo.**
(Graf Maya) Badertscher. Plan d'action pour l'encouragement du commerce équitable
- 18.4383 n Ip.**
(Graf Maya) Trede. Absence d'une base de données recensant les dispositifs médicaux implantables
- 19.3854 n Ip.**
(Graf Maya) Trede. Bruit nocturne autour de l'aéroport de Bâle-Mulhouse et problèmes de santé
- 19.3856 n Ip.**
(Graf Maya) Trede. Risques pour la santé induits par le réchauffement climatique. Y aura-t-il une suite au plan d'action 2014-2019?
- 19.4028 n Mo.**
(Graf Maya) Porchet. Soins et accompagnement des personnes âgées. Lancer un programme national de recherche
- 19.4193 n Po.**
(Graf Maya) Wettstein. Nouvelle loi-cadre nationale sur la santé
- 19.4194 n Mo.**
(Graf Maya) Weichelt-Picard. Financement des soins aux personnes atteintes de démence
- 19.4195 n Mo.**
(Graf Maya) Wettstein. Assurance-maladie. Prévenir la double assurance et les assurances multiples
- 19.4196 n Mo.**
(Graf Maya) Prelicz-Huber. Renforcer la médecine pédiatrique en garantissant le début du traitement avant de s'entendre sur l'assurance qui prendra en charge les coûts
- 19.4289 n Mo.**
(Graf Maya) Schlatter. Davantage de fonds et de mesures en faveur des forêts suisses pour faire face aux effets du réchauffement climatique
- 19.4367 n Mo.**
(Graf Maya) Klopfenstein Broggini. Le Conseil fédéral est chargé de faire en sorte que l'interdiction des vols de nuit soit appliquée dans tous les aéroports de Suisse de la même manière qu'à l'aéroport de Zurich
- x **18.3819 n Mo.**
Graf-Litscher. Inciter les assurés à ouvrir un dossier électronique du patient
- 18.4332 n Mo.**
Graf-Litscher. Danger posé par la résistance aux antibiotiques. Utiliser le potentiel de la médecine complémentaire
- 19.3160 n Mo.**
Graf-Litscher. Cadre juridique uniforme pour la publication et l'utilisation des données et services de l'administration fédérale qui ne se rapportent pas à des personnes (loi sur le libre accès aux données publiques)
- 19.3214 n Mo.**
Graf-Litscher. Difficultés d'approvisionnement en médicaments. Garantir une gestion professionnelle
- 19.4444 n Mo.**
Graf-Litscher. Plan d'action pour augmenter la part des transports publics dans le trafic global
 Voir objet 19.4443 Mo. Candinas
 Voir objet 19.4445 Mo. Schaffner
 Voir objet 19.4446 Mo. Töngi
- x **20.3575 n Ip.**
Graf-Litscher. Pots d'échappement bruyants et moteurs rugissants. Les modifications techniques sur les voitures et les motos provoquent des bruits agaçants et inutiles
- x **20.3594 n Ip.**
Graf-Litscher. Pourquoi une baisse pareille du nombre de phytomédicaments autorisés?
- x **20.3595 n Ip.**
Graf-Litscher. Dossier électronique du patient. Des incertitudes au niveau de la certification entraînent des difficultés de lancement et des coûts supplémentaires

- x **20.3596 n Ip.**
Graf-Litscher. Dossier électronique du patient. Quels coûts supplémentaires entraîne la volte-face des autorités?
- x **20.3597 n Ip.**
Graf-Litscher. L'importation de compléments alimentaires contourne-t-elle la loi?
- 20.3638 n Po.**
Graf-Litscher. Promouvoir le coworking régional
Voir objet 20.3622 Po. Kamerzin
Voir objet 20.3639 Po. Vincenz
Voir objet 20.3640 Po. Guggisberg
Voir objet 20.3641 Po. Studer
Voir objet 20.3642 Po. Andrey
Voir objet 20.3643 Po. Gredig
- 20.3664 n Mo.**
Graf-Litscher. Prévention, traitement et suivi des épidémies et pandémies. Promouvoir la salutogenèse et prendre en compte les médecines complémentaires
- 20.3643 n Po.**
Gredig. Promouvoir le coworking régional
Voir objet 20.3622 Po. Kamerzin
Voir objet 20.3638 Po. Graf-Litscher
Voir objet 20.3639 Po. Vincenz
Voir objet 20.3640 Po. Guggisberg
Voir objet 20.3641 Po. Studer
Voir objet 20.3642 Po. Andrey
- 20.3842 n Po.**
Gredig. Seconde formation. Accroître la perméabilité du système de formation professionnelle et faciliter la reconversion à l'âge adulte
- * **20.4218 n Ip.**
Gredig. Mesures visant à encourager le télétravail dans les rapports de travail transfrontaliers, dans l'intérêt de l'économie, de la société et de l'environnement
- 19.3398 n Po.**
Grin. Imposition de la valeur locative. Une réforme équilibrée serait-elle possible?
- 19.3947 n Mo.**
Grin. Etats généraux sur la violence des jeunes
- 19.3948 n Po.**
Grin. Un rapport sur le projet "L'école à la ferme", qui est le parent pauvre de la formation!
- 19.4375 n Po.**
Grin. Pour une imposition équilibrée des couples et de la famille, passer par le quotient familial?
- 19.4507 n Mo.**
Grin. La régulation des cormorans, une urgence pour conserver la biodiversité piscicole de nos lacs, ainsi que la survie des pêcheurs professionnels!
- 19.4624 n Ip.**
Grin. La production de sucre suisse est en grand danger
- x **20.3347 n Ip.**
Grin. Investissement suisse au Burkina Faso. La prudence doit être de mise pour éviter un gâchis!
- 20.3656 n Ip.**
Grin. Conséquences de la crise du coronavirus pour les travailleurs âgés
- 20.3882 n Ip.**
Grin. Pertes de terres cultivables. Les constructions ne sont pas les seules responsables!
- * **20.3973 n Mo.**
Grin. Sauver l'économie sucrière indigène qui est en grand danger!
- * **20.4020 n Po.**
Grin. Stock de sécurité d'éthanol, une solution durable!
- * **20.4049 n Ip.**
Grin. Intensité infrasonore émise par les éoliennes, des éléments nouveaux!
- * **20.4050 n Ip.**
Grin. L'aquaculture (pisciculture) est-elle considérée comme une activité agricole?
- * **20.4107 n Ip.**
Grin. Crédits d'engagement dans le cadre des programmes en faveur du trafic d'agglomération, l'équité en question?
- x **18.3801 n Ip.**
Grossen Jürg. Dépôt de munitions de Mitholz. Qui est responsable?
- x **18.3803 n Ip.**
Grossen Jürg. Dépôt de munitions de Mitholz. Protection de la population, qui prend la responsabilité du dommage?
- x **18.3916 n Po.**
Grossen Jürg. Garantir la qualité des certificats de réduction des émissions étrangers
- x **18.3917 n Ip.**
Grossen Jürg. Médias de service public. Comment pourrait-on faire en sorte que les payeurs de la redevance aient davantage voix au chapitre?
- x **18.4075 n Ip.**
Grossen Jürg. Sécurité des investissements pour les camions électriques
- 18.4261 n Mo.**
Grossen Jürg. Mettre fin aux subventions pour les engins agricoles qui mettent en péril le climat
- 18.4384 n Ip.**
Grossen Jürg. Dépôt de munitions de Mitholz. Déplacer le problème n'est pas le résoudre. Les générations futures n'ont pas à supporter les risques
- 18.4386 n Po.**
Grossen Jürg. Imposition des revenus provenant des installations photovoltaïques
- 19.3251 n Ip.**
Grossen Jürg. Trafic routier et protection du climat. Rôle de modèle de la Confédération, sur le papier et dans les faits
- 19.3253 n Ip.**
Grossen Jürg. Innosuisse. Rendre plus efficaces les instruments de promotion à la disposition de la Confédération
- 19.3254 n Ip.**
Grossen Jürg. Quel avenir pour les installations de méthanisation des engrais de ferme?
- 19.3472 n Mo.**
Grossen Jürg. Trafic routier. Trajectoire de réduction pour le CO2

- 19.3473 n Po.**
Grossen Jürg. Risques et effets secondaires des produits utilisant des énergies fossiles
- 19.3771 n Ip.**
Grossen Jürg. Introduire une taxe sur le transit alpin pour doter la politique de transfert suisse d'un outil supplémentaire
- 19.3823 n Ip.**
Grossen Jürg. Pour que les vols avec des jets privés et d'affaires ainsi que les vols charters contribuent aussi à la protection du climat
- 19.3824 n Mo.**
Grossen Jürg. Réseau électrique suisse. Pour une totale transparence
- 19.4162 n Mo.**
Grossen Jürg. Stratégie énergétique 2050. Libéraliser la production décentralisée d'électricité
- 19.4281 n Ip.**
Grossen Jürg. Cessons d'enjoliver les choses! Quel est l'impact réel du trafic aérien sur le climat?
- 19.4282 n Mo.**
Grossen Jürg. Ne plus contraindre les personnes bien intégrées dont la demande d'asile a été rejetée à interrompre leur apprentissage
- 19.4515 n Mo.**
Grossen Jürg. Simplifier l'accès aux aides financières concernant les mesures de promotion de l'efficacité énergétique et de réduction des émissions de CO2 dans le domaine du bâtiment
- 20.3304 n Ip.**
Grossen Jürg. Axer davantage les paiements directs sur les produits végétaux plutôt qu'animaux, pour l'environnement, le climat et la santé
- 20.3495 n Mo.**
Grossen Jürg. Centrales de biomasse en Suisse. Contre leur mise en péril, et pour le maintien de leurs activités et leur développement
 Voir objet 20.3485 Mo. Fässler Daniel
- x **20.3811 n Ip.**
Grossen Jürg. Assurance-chômage. Tirer les leçons de la crise du coronavirus
- 20.3864 n Mo.**
Grossen Jürg. Développer et simplifier le télétravail
- * **20.4032 n Ip.**
Grossen Jürg. Les poissons meurent au Blausee. Les eaux souterraines ont-elles été polluées par des activités en rapport avec l'assainissement du tunnel de faîte du Lötschberg?
- * **20.4108 n Ip.**
Grossen Jürg. Écornage des animaux de rente
- 19.3914 n Po.**
(Grunder) Hess Lorenz. Trafic individuel. Mesures incitatives pour promouvoir la mobilité électrique et d'autres systèmes de propulsion pauvres en CO2
- 19.3916 n Mo.**
(Grunder) Hess Lorenz. Des transports publics gratuits pour la jeunesse
- 19.3917 n Mo.**
(Grunder) Hess Lorenz. Abandon par étapes des moteurs à combustion
- 19.3918 n Mo.**
(Grunder) Hess Lorenz. Apposer une étiquette carbone sur les denrées alimentaires
- x **18.3788 n Mo.**
Grüter. Permis de conduire et de circulation. Solution numérique
- 19.3718 n Mo.**
Grüter. Envoi de lettres. Pour que les consommateurs suisses et les sociétés de vente par correspondance puissent lutter à armes égales
- 19.4081 n Mo.**
Grüter. Pour le maintien des fréquences OUC jusqu'en 2025
- x **20.3475 n Ip.**
Grüter. Système de vote électronique de la Poste. Entre dépendances et incohérences
- x **20.3476 n Ip.**
Grüter. Coordination ONU
- * **20.4137 n Mo.**
Grüter. Le Parlement doit avoir un pouvoir souverain de décision dans les affaires en relation avec le chapitre VII de la Charte de l'ONU
- x **18.3804 n Mo.**
Gschwind. Pour que les chômeurs seniors retrouvent un emploi stable
- 18.4351 n Ip.**
Gschwind. Pour mieux contrôler les importations d'antibiotiques en Suisse par les vétérinaires étrangers
- 19.3652 n Po.**
Gschwind. Elaborer une stratégie nationale pour enrayer et réparer le dépérissement des forêts
- 20.3584 n Mo.**
Gschwind. Instituer sans délai une amnistie fiscale générale
- 18.4387 n Mo.**
Gugger. En 2019, Conseil fédéral et DDPS font de la cybersécurité une priorité absolue
- 19.4360 n Ip.**
Gugger. Nous ne devons pas vendre la sphère privée des élèves
- 19.4627 n Ip.**
Gugger. Activités chinoises visant à surveiller et à exercer une influence en Suisse
- 19.4629 n Mo.**
Gugger. Filtres de cigarettes écologiques
- 20.3374 n Mo.**
Gugger. Protéger efficacement les moins de 16 ans contre la pornographie sur Internet. #banporn4kids#
- 20.3449 n Ip.**
Gugger. L'aide publique accordée aux compagnies aériennes doit bénéficier en priorité aux créanciers en Suisse
- 20.3888 n Po.**
Gugger. Formation professionnelle adaptée à l'économie numérique de demain

- 20.3894 n Ip.**
Gugger. Produits phytosanitaires destinés à un usage privé. Quand le Conseil fédéral va-t-il enfin édicter la réglementation sévère qu'il promet depuis des années?
- * **20.4085 n Ip.**
Gugger. Du tabac à la place de chocolat pour nos recrues?
- * **20.4184 n Ip.**
Gugger. Adhérer à l'accord mondial visant à lutter contre la pollution par les matières plastiques
- 20.3109 n Mo.**
Guggisberg. Faciliter l'échange de données entre les autorités dans le cadre d'enquêtes
- 20.3553 n Ip.**
Guggisberg. Médicaments de la médecine complémentaire et phytomédicaments. Comment mettre en oeuvre des inspections auprès des fabricants qui soient proportionnées et en adéquation avec les risques?
- 20.3640 n Po.**
Guggisberg. Promouvoir le coworking régional
 Voir objet 20.3622 Po. Kamerzin
 Voir objet 20.3638 Po. Graf-Litscher
 Voir objet 20.3639 Po. Vincenz
 Voir objet 20.3641 Po. Studer
 Voir objet 20.3642 Po. Andrey
 Voir objet 20.3643 Po. Gredig
- x **20.3809 n Po.**
Guggisberg. Favoriser l'échange de données entre autorités dans le cadre des enquêtes
- 19.4260 n Mo.**
(Guhl) Hess Lorenz. Optimiser le soutien à l'énergie hydraulique par des contributions d'investissement
- x **18.3872 n Mo.**
Gutjahr. Intégrer les impôts courants dans le calcul du minimum vital
- x **18.3955 n Ip.**
Gutjahr. Lourdeurs administratives induites par la loi sur les travailleurs détachés. Décharger rapidement et efficacement les entreprises
- 19.3760 n Ip.**
Gutjahr. Commission fédérale pour les questions familiales. Examen des coûts et contrôle de qualité
- 19.4547 n Ip.**
Gutjahr. Contrôler les abus quant à la réciprocité du droit de demeurer entre la Suisse et l'UE
- x **20.3658 n Ip.**
Gutjahr. La Commission de la politique économique est-elle encore utile?
- * **20.4024 n Ip.**
Gutjahr. Optimiser à long terme le réseau des routes nationales en adaptant priorités et capacités
- * **20.4094 n Ip.**
Gutjahr. L'ordonnance sur les produits de construction est-elle tenue pour quantité négligeable dans les appels d'offres pour les bâtiments de la Confédération?
- x **18.3853 n Ip.**
Gysi Barbara. OFIT. Des externalisations discutables frappent les collaborateurs âgés de 50 ans ou plus employés de longue date
- x **18.3885 n Ip.**
Gysi Barbara. De l'autorité fiscale à l'autorité de sécurité. Conséquences de la réforme de l'AFD
- 19.3054 n Po.**
Gysi Barbara. Accorder plus d'attention à l'encadrement des personnes dépendantes
- 19.3244 n Ip.**
Gysi Barbara. Fondations collectives. Mieux gérer les risques, le manque de transparence et les conflits d'intérêts et créer le cadre nécessaire à cet effet
- 19.3640 n Mo.**
Gysi Barbara. Mettre fin à la discrimination des femmes dans l'assurance d'indemnités journalières. Instaurer des primes uniformes pour les hommes et les femmes
- 19.4228 n Mo.**
Gysi Barbara. Communication des primes de l'assurance-maladie. Fixer des règles claires pour davantage de loyauté
- 19.4455 n Po.**
Gysi Barbara. Il faut regrouper de nouveau les soins et l'accompagnement
- 20.3511 n Ip.**
Gysi Barbara. Comment continuer de promouvoir les essais cliniques sur les dispositifs médicaux et les médicaments non commerciaux?
- x **20.3512 n Ip.**
Gysi Barbara. Prise en compte inégale des valeurs patrimoniales dans le régime des prestations complémentaires
- 20.3513 n Po.**
Gysi Barbara. Se faire accompagner lors d'entretiens d'expertise
- 20.3569 n Po.**
Gysi Barbara. Participation et droits des travailleurs. Transformation numérique dans le monde du travail
- x **20.3721 n Po.**
Gysi Barbara. Etablissements médicosociaux et foyers pour personnes handicapées. Il faut tirer les leçons de la crise du coronavirus
- 20.3722 n Po.**
Gysi Barbara. Examen historique des adoptions internationales
- 20.3723 n Ip.**
Gysi Barbara. Permettre l'indemnisation du travail des proches par les contributions d'assistance en temps de crise sanitaire
- 19.4406 n Mo.**
Gysin Greta. Lutte contre la sous-enchère salariale. Plus de compétences aux cantons
- 19.4608 n Po.**
Gysin Greta. Evaluer les conséquences socioéconomiques d'une interdiction générale de transporter des fonds pendant la nuit en Suisse
 Voir objet 19.4606 Po. Dobler
 Voir objet 19.4607 Po. Feller
 Voir objet 19.4609 Po. Hurter Thomas
- 20.3119 n Po.**
Gysin Greta. Ralentir pour la santé, l'atmosphère, le climat et la sécurité

- x **20.3227 n Ip.**
Gysin Greta. Exceptions en faveur des cantons. Une possibilité importante dans la lutte contre le coronavirus
- 20.3500 n Mo.**
Gysin Greta. Meurtre passionnel. Modification du code pénal
- x **20.3510 n Ip.**
Gysin Greta. Lutte contre le tabagisme
- x **20.3526 n Mo.**
Gysin Greta. Indignité. Modification de l'article 541 du code civil
- * **20.4029 n Ip.**
Gysin Greta. Télétravail. Prendre des mesures pour assurer une meilleure réglementation et protéger la santé des employés?
- * **20.4116 n Ip.**
Gysin Greta. Octroi et renouvellement des permis de séjour. Pratiques douteuses au Tessin
- 19.4537 n Ip.**
Haab. D'où sortent les données sur lesquelles se fonde l'obligation figurant dans la nouvelle ordonnance sur la protection de l'air d'utiliser un pendillard pour l'épandage de lisier?
- 20.3021 n Mo.**
Haab. Interdire l'importation du foie gras
- 20.3296 n Ip.**
Haab. Approvisionnement en denrées alimentaires en temps de crise
- 20.3621 n Ip.**
Haab. Pour davantage d'équité grâce à la déclaration des méthodes de production agricoles
- x **20.3849 n Ip.**
Haab. L'UE durcit les prescriptions concernant l'importation d'animaux de rente provenant de Suisse
- x **18.3793 n Ip.**
(Hadorn) Fehlmann Rielle. Consommation d'alcool. Quelles sont les conséquences d'une évaluation à la hausse des risques?
- x **18.3971 n Ip.**
(Hadorn) Graf-Litscher. Aménagement de l'autoroute A1 entre Luterbach et Niederbuchsiten/SO. Un tunnel est nécessaire sur au moins une partie du tronçon comme mesure d'accompagnement
- x **18.3975 n Ip.**
(Hadorn) Jans. Centrales nucléaires suisses également équipées de clapets coupe-feu obsolètes
- 19.3125 n Ip.**
(Hadorn) Jans. Centrale nucléaire de Beznau. Ignorant une décision de l'IFSN, Axpo n'a toujours pas fait installer un système de refroidissement de secours du bassin de désactivation
- 19.3468 n Ip.**
(Hadorn) Reynard. Déclarer la guerre aux insecticides très toxiques utilisés dans les forêts suisses
- 19.3925 n Ip.**
(Hadorn) Masshardt. Interruption de l'apprentissage à cause de la loi sur l'asile?
- 19.3928 n Ip.**
(Hadorn) Fridez. Déclaration internationale concernant la protection des civils contre les armes explosives utilisées dans des régions en guerre. Quelle est la contribution de la Suisse?
- 19.4255 n Mo.**
(Hadorn) Munz. Pour une réglementation uniforme du don du corps post mortem
- 19.4257 n Mo.**
(Hadorn) Nordmann. Encouragement de l'énergie solaire. Mettre fin à la guerre des formulaires dans la procédure d'annonce selon la LAT
- x **18.3796 n Ip.**
(Hardegger) Schneider Schüttel. Véhicules plus larges, conditions de circulation plus dangereuses
- x **18.3910 n Ip.**
(Hardegger) Barrile. Médicaments et principes actifs provenant de pays industrialisés, en développement et émergents. Contrôle par Swissmedic
- 18.4146 n Mo.**
(Hardegger) Schneider Schüttel. Déclassement des vélos électriques rapides
- 18.4147 n Ip.**
(Hardegger) Munz. Groupe de travail sur la téléphonie mobile et le rayonnement. Mandat et composition
- 18.4148 n Mo.**
(Hardegger) Munz. Téléphones mobiles et autres appareils wi-fi. Réduction des rayonnements électromagnétiques et de la consommation d'énergie
- 19.3089 n Ip.**
(Hardegger) Munz. Téléphonie mobile. La 5G et les risques qu'elle présente pour la santé
- 19.3350 n Ip.**
(Hardegger) Barrile. Antibiotiques. Les organismes résistants se fauillent à travers les filtres des stations d'épuration
- 19.3351 n Ip.**
(Hardegger) Crottaz. Interventions médicales inutiles. Soutien de la Confédération aux sociétés de médecine qui élaborent des recommandations
- 19.3352 n Mo.**
(Hardegger) Barrile. Changement d'assureur-maladie malgré des retards de paiement et un acte de défaut de biens
- 19.3474 n Mo.**
(Hardegger) Nussbaumer. Augmentation du pourcentage d'immeubles loués assainis sur le plan énergétique
- 19.3475 n Po.**
(Hardegger) Seiler Graf. Réalité des coûts générés par les aéroports et les aérodromes
- 19.3477 n Ip.**
(Hardegger) Gysi Barbara. Garantie de l'indépendance des experts qui conseillent Swissmedic
- 19.3609 n Ip.**
(Hardegger) Munz. Téléphonie mobile. Qui planifie et qui assume les risques?
- 19.3729 n Ip.**
(Hardegger) Fridez. Formation privée en techniques utilisées par les services secrets au Tessin

- 19.4084 n Ip.**
(Hardegger) Seiler Graf. Gestion des créneaux horaires dans le trafic aérien. Principe de la transparence et droit de participation
- 19.4245 n Mo.**
(Hardegger) Gysi Barbara. Adapter les émoluments et les exigences afin de promouvoir les essais cliniques sur les dispositifs médicaux non commerciaux
- 19.4246 n Ip.**
(Hardegger) Munz. Antennes adaptatives et pics d'exposition. Il y a toujours des questions sans réponse
- 19.4247 n Mo.**
(Hardegger) Barrile. Garantie de la qualité dans l'assurance-maladie. Mise en oeuvre obligatoire des connaissances scientifiques
- 18.4325 n Ip.**
Heer. Etat des lieux suite à la remise de probables contrefaçons à l'ambassade d'Egypte
- 18.4326 n Ip.**
Heer. Collaboration de l'Office fédéral de la culture avec l'ambassade d'Egypte
- 18.4117 n Mo.**
(Heim) Crottaz. Utilise-t-on trop d'antibiotiques? Il faut éliminer les incitations pernicieuses
- 18.4226 n Mo.**
(Heim) Gysi Barbara. Mettre fin aux bonus liés au volume de prestations et autres "kickbacks"
- 19.3221 n Mo.**
(Heim) Barrile. Vaccins. Améliorer l'approvisionnement et simplifier l'autorisation de mise sur le marché
- 19.3577 n Mo.**
(Heim) Munz. Homo mensura. La recherche et la médecine sont-elles androcentrées?
- 19.3858 n Mo.**
(Heim) Crottaz. Créer un centre national de compétences pour la recherche sur de nouveaux antibiotiques
- 19.4131 n Mo.**
(Heim) Barrile. Garantir la sécurité de l'approvisionnement en vaccins
- 19.4238 n Ip.**
(Heim) Barrile. Primes d'assurance-maladie. Eviter l'endettement causé par des frais de recouvrement exorbitants
- 19.4286 n Po.**
(Heim) Crottaz. Garantir l'approvisionnement de la Suisse en antibiotiques et en autres médicaments importants
- * **20.3956 n Mo.**
Heimgartner. RPLP. Il ne faut pas pénaliser davantage encore les entreprises et les consommateurs pendant la crise du coronavirus
- * **20.3997 n Ip.**
Heimgartner. NLFA. L'Allemagne et l'Italie doivent respecter leurs engagements
- * **20.4056 n Ip.**
Heimgartner. Mettre au clair les problèmes d'effectif de l'armée
- x **18.4053 n Mo.**
Herzog Verena. Renforcer la protection des victimes en faisant mieux respecter les décisions judiciaires
- x **18.4054 n Mo.**
Herzog Verena. Collaboration interinstitutionnelle. Stop à l'inflation bureaucratique!
- 18.4134 n Mo.**
Herzog Verena. Professionnaliser la procédure d'admission des implants
- 19.3327 n Mo.**
Herzog Verena. Ne pas mettre en péril les salons des métiers régionaux
- 19.3906 n Mo.**
Herzog Verena. Don d'organes. Passer du régime du consentement présumé à un système d'incitation
- 19.4134 n Mo.**
Herzog Verena. Renforcer la médecine pédiatrique grâce à la recherche sur l'offre de soins et la planification de mesures visant à garantir le traitement des enfants et des adolescents
- x **20.3274 n Ip.**
Herzog Verena. Pandémie de coronavirus. Une préparation et une gestion défailtantes malgré une commission fédérale spécialisée, un nouveau plan de pandémie et des signaux d'alerte venus de Chine
- 20.3858 n Mo.**
Herzog Verena. Port obligatoire du masque en fonction du risque
- 20.3859 n Mo.**
Herzog Verena. Mettre en place des tests pour lutter contre le coronavirus. Nouvelle stratégie
- * **20.4208 n Ip.**
Herzog Verena. Plusieurs stratégies contre le coronavirus
- x **18.3836 n Mo.**
Hess Erich. Renforcer la prévoyance vieillesse individuelle
- x **18.3837 n Ip.**
Hess Erich. Appartements dans la Maison de Watteville
- 18.4347 n Ip.**
Hess Erich. Accord institutionnel Suisse-UE. Reprise automatique du droit de l'UE sans garanties et toute-puissance de la Cour de justice de l'UE
- 19.3933 n Ip.**
Hess Erich. Les city cards sont-elles illégales?
- 19.3936 n Ip.**
Hess Erich. Proportion des étrangers à l'aide sociale
- 19.3937 n Mo.**
Hess Erich. Reconnaître les Etats des Balkans comme Etats de provenance sûrs
- 19.3938 n Mo.**
Hess Erich. Pour un pilier 3a accessible à tous
- N **18.3777 n Mo.**
Hess Lorenz. LAMal. Déduction pour manque de transparence sur le montant facturé par les fournisseurs de prestations qui n'envoient pas de copie de la facture au patient

- 19.3130 n Mo.**
Hess Lorenz. Encourager la diffusion du dossier électronique du patient avec des formes particulières d'assurance
- x **18.4012 n Mo.**
(Hiltbold) Nantermod. Versement de l'AVS à l'étranger en dollars. Pourquoi pas en francs suisses ou dans la devise choisie par le bénéficiaire?
- 19.4215 n Mo.**
(Hiltbold) Bourgeois. Déclaration de l'origine et du lieu de transformation des pains et produits de boulangerie
- x **18.3976 n Mo.**
Humbel. Mise en oeuvre de la stratégie MNT. Utiliser le dossier électronique du patient pour inciter à un comportement responsable en matière de santé
- 18.4210 n Mo.**
Humbel. Systèmes d'apprentissage mis en place dans les hôpitaux pour éviter des erreurs. Protéger la confidentialité
- 19.3891 n Mo.**
Humbel. Compensation des risques dans l'assurance-maladie. Prendre en compte tous les médicaments pour les groupes de coûts pharmaceutiques
- 19.4167 n Mo.**
Humbel. Réserver aux médecins les injections d'acide hyaluronique et de Botox
- 19.4174 n Po.**
Humbel. Renforcer la médecine pédiatrique en mettant en place une stratégie nationale
- 20.3600 n Mo.**
Humbel. Accès aux expertises médico-légales pour renforcer la sécurité des patients
- x **20.3741 n Ip.**
Humbel. Améliorer la sécurité des patients et garantir la qualité des soins en concrétisant la notion de réadaptation médicale
- * **20.4188 n Ip.**
Humbel. HTA et Swiss Medical Board
- 19.4431 n Mo.**
Hurni. La démocratie directe mérite qu'on réprime la récolte frauduleuse de signatures
- 20.3114 n Ip.**
Hurni. Quels sont les investissements exacts de la BNS?
- 20.3125 n Mo.**
Hurni. Sauver la pêche professionnelle en Suisse
- 20.3307 n Ip.**
Hurni. Mise en oeuvre de la convention d'Istanbul. Plus utile que jamais?
- 20.3506 n Mo.**
Hurni. Renforcer les compétences des patients dans le dossier électronique du patient
- 20.3516 n Ip.**
Hurni. N'y a-t-il pas concurrence déloyale entre les véhicules astreints à la RPLP et ceux astreints à la RPLF?
- 20.3518 n Po.**
Hurni. Télémédecine. Etat des lieux et perspectives
- 20.3527 n Ip.**
Hurni. Les parcs d'importance nationale ne devraient-ils pas être aussi évalués à l'aune du développement durable et du climat?
- 20.3619 n Mo.**
Hurni. Les décisions d'investissements de la BNS doivent être prises depuis la Suisse
- * **20.3995 n Ip.**
Hurni. Soutien aux autorités cantonales lorsqu'elles font face à de nouvelles formes de criminalité
 Voir objet 20.3994 Ip. Cottier
- * **20.4025 n Mo.**
Hurni. Non à l'obsolescence programmée! Garantir une durée de vie d'au minimum cinq ans pour les objets électroniques
- 19.4609 n Po.**
Hurter Thomas. Evaluer les conséquences socioéconomiques d'une interdiction générale de transporter des fonds pendant la nuit en Suisse
 Voir objet 19.4606 Po. Dobler
 Voir objet 19.4607 Po. Feller
 Voir objet 19.4608 Po. Gysin Greta
- 20.3377 n Ip.**
Hurter Thomas. Conséquences de la crise du coronavirus sur le Forta
- 20.3632 n Ip.**
Hurter Thomas. Le traité conclu en 1996 à Lugano par l'Allemagne et la Suisse se transforme peu à peu en coquille vide
- 20.3017 n Ip.**
Imark. Aménagement de la ligne ferroviaire du Laufon-nais. Une planification pitoyable et de mauvaises excuses
- x **20.3728 n Ip.**
Imark. Droit international. Information correcte de l'administration fédérale
- * **20.3983 n Ip.**
Imark. Accord économique avec Taïwan
- * **20.4028 n Mo.**
Imark. Expropriation de la Place fédérale
- x **18.3974 n Mo.**
Jans. Couper les crédits aux agents majeurs du réchauffement climatique
- 18.4295 n Mo.**
Jans. Ne pas compromettre par un délai la réparation de l'injustice faite aux victimes de mesures de coercition
- 18.4297 n Mo.**
Jans. Assurer la sécurité de l'approvisionnement grâce à l'énergie photovoltaïque
- 19.3259 n Mo.**
Jans. Plan d'action pour une place financière durable
- 19.3779 n Po.**
Jans. Lancer une offensive photovoltaïque à l'armée
- 20.3815 n Ip.**
Jans. Promotion des investissements en faveur de la protection du climat
- x **20.3816 n Ip.**
Jans. Stratégie de placement adoptée par Publica pour réduire le risque climatique

- x **20.3817 n lp.**
Jans. Conséquences de l'arrêt de la centrale nucléaire de Fessenheim
- x **20.3818 n lp.**
Jans. Le mandat imparti à la Finma porte-t-il également sur l'évaluation du risque financier induit par la perte de biodiversité?
20.3851 n Mo.
Jans. Supprimer les taxes de recyclage pour le verre, le carton, le papier et les métaux
20.3852 n Mo.
Jans. Économie suisse en difficulté. Préparer l'avenir grâce à des investissements
- * **20.4205 n lp.**
Jans. Tangente est. Fait-on sans raison fi de la volonté du canton de Bâle-Ville et de la protection contre le bruit?
- x **18.3785 n lp.**
Jauslin. Libérer le trafic intérieur de l'obligation d'utiliser les aéroports douaniers
- x **18.3980 n lp.**
Jauslin. Maintien du S42 reliant la gare centrale de Zurich à Muri/AG
- x **18.3982 n lp.**
Jauslin. Arrêt dans la région du Freiamt des trains IR3091 et 3094 (Gotthard-Weekender)
18.4179 n lp.
Jauslin. L'intrication d'Electrosuisse et de l'Inspection fédérale des installations à courant fort est-elle encore adaptée aux réalités actuelles?
18.4348 n lp.
Jauslin. Aéroport de San Vittore. Ne pas mettre en péril son utilisation temporaire à cause du caractère bureaucratique de la pratique en matière d'octroi des autorisations
19.3286 n Mo.
Jauslin. Corriger le tir en matière de sécurité de l'aviation
19.3784 n Mo.
Jauslin. Assurer l'autonomie énergétique du patrimoine immobilier de la Confédération grâce au photovoltaïque
- x **20.3271 n lp.**
Jauslin. Ne pas remettre en question un projet de centrale géothermique innovant
- x **18.3914 n Mo.**
Kälin. Pas de dérogation pour les centrales nucléaires qui rejettent leur eau de refroidissement dans nos cours d'eau
- x **18.3989 n Po.**
Kälin. Examiner la conformité des grands cheptels en Suisse avec la législation sur la protection des animaux
18.4172 n Mo.
Kälin. Interdiction de l'écorne des chèvres
18.4241 n lp.
Kälin. Etude récente sur l'écorne des veaux
18.4242 n lp.
Kälin. Le commerce de poissons d'ornement cache de la souffrance animale
- 18.4372 n lp.**
Kälin. Pourquoi les femmes enceintes ne sont-elles exemptées de la participation aux coûts qu'à partir de la treizième semaine de grossesse?
- 19.3215 n lp.**
Kälin. Aquaculture. Mieux protéger les poissons
- 19.3216 n lp.**
Kälin. Actualiser la fiche d'information concernant la révision partielle d'ordonnances dans le domaine de l'énergie nucléaire
- 19.3341 n lp.**
Kälin. Qu'entreprend le Conseil fédéral pour atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2030?
- 19.3428 n Mo.**
Kälin. Nécessité d'améliorer la représentativité de l'organe consultatif du DEFR-DETEC "Transformation numérique"
- 19.3484 n lp.**
Kälin. Moins d'emballages en plastique
- 19.3617 n lp.**
Kälin. Stopper la discrimination des femmes dans les reportages sportifs et la promotion du sport
- 19.3646 n lp.**
Kälin. Violation du Pacte I de l'ONU par la Suisse
- 19.3778 n lp.**
Kälin. Don d'ovules dans des centres suisses de PMA
- 19.4456 n lp.**
Kälin. Pour une meilleure protection animale dans l'aquariophilie privée
- 19.4605 n lp.**
Kälin. La centrale nucléaire de Beznau est-elle sûre?
- 20.3514 n lp.**
Kälin. Le stockage intermédiaire de déchets radioactifs se prolonge. Quels sont les plans de la Confédération?
- x **20.3802 n lp.**
Kälin. Un lobbyiste du nucléaire dans le fauteuil de président du Conseil de l'IFSN?
- * **20.3978 n lp.**
Kälin. Des bus à la place des trains. Qui prend la décision?
- * **20.4179 n lp.**
Kälin. La quarantaine et les droits de l'enfant
- * **20.4227 n lp.**
Kälin. Quelles mesures pour plus de suffisance?
- 20.3234 n lp.**
Kamerzin. Soutenons la viticulture suisse en incitant à la vente de vins suisses
- x **20.3312 n lp.**
Kamerzin. APG pour indépendants et Covid-19. Une application illégale de l'ordonnance Voir objet 20.3311 lp. Nantermod
20.3622 n Po.
Kamerzin. Promouvoir le coworking régional Voir objet 20.3638 Po. Graf-Litscher Voir objet 20.3639 Po. Vincenz Voir objet 20.3640 Po. Guggisberg Voir objet 20.3641 Po. Studer Voir objet 20.3642 Po. Andrey Voir objet 20.3643 Po. Gredig

- 20.3654 n Mo.**
Kamerzin. Marchés publics. Mettre fin à l'inégalité entre marchés publics cantonaux/communaux et fédéraux concernant les règles de protection des travailleurs!
- * **20.3974 n Mo.**
Kamerzin. Intégrer tous les vins dans le contingentement
- 19.4019 n Mo.**
Keller Peter. S'assurer que la loi sur les prestations de sécurité privées fournies à l'étranger ne fasse plus l'objet d'interprétations susceptibles de nuire à une sécurité juridique indispensable à l'économie suisse
- 19.4144 n Mo.**
Keller Peter. Mieux protéger les forces de sécurité et les forces d'intervention. Punir plus sévèrement les curieux, les fauteurs de troubles et les auteurs d'actes de violence
- 19.3373 n Mo.**
(Kiener Nellen) Seiler Graf. Allocations pour perte de gain. Mettre le service militaire et la maternité sur un pied d'égalité
- 20.3028 n Ip.**
Klopfenstein Broggini. Le projet d'autoroute Machilly-Thonon à l'heure de l'urgence climatique
- 20.3116 n Mo.**
Klopfenstein Broggini. Agir efficacement contre la pollution lumineuse
- 20.3255 n Mo.**
Klopfenstein Broggini. Assurer la distanciation physique dans les déplacements
- 20.3379 n Mo.**
Klopfenstein Broggini. Un bilan CO2 des activités de la Confédération
- 20.3637 n Mo.**
Klopfenstein Broggini. La restauration à emporter sans déchet
- 20.3863 n Ip.**
Klopfenstein Broggini. Ces insectes dans l'ombre de la terre
- * **20.4022 n Ip.**
Klopfenstein Broggini. Comment respecter le droit constitutionnel et légal des requérant.e.s d'asile si les auditions sont menées sans la présence d'un.e représentant.e juridique ?
- * **20.4100 n Ip.**
Klopfenstein Broggini. Les insectes dans l'ombre de la terre - La fertilité des sols
- * **20.4101 n Ip.**
Klopfenstein Broggini. Les insectes dans l'ombre de la terre - Si les organismes du sol déclinaient ?
- x **18.4066 n Mo.**
(Knecht) Imark. Le projet Energy Challenge doit prendre fin
- x **18.3722 n Mo.**
Köppel. Saisie statistique des motifs d'asile
- * **20.4030 n Ip.**
Köppel. Donation par la Confédération d'un tableau de Max Liebermann
- 19.4473 n Ip.**
Kutter. Mettre à profit le potentiel des certificats de branche
- 19.4474 n Ip.**
Kutter. Promouvoir la lecture
- * **20.4207 n Ip.**
Kutter. Offensive numérique de la SRF
- * **20.4046 n Ip.**
Landoit. Mieux contrôler les biens d'armement exportés grâce à l'innovation numérique
- x **18.3860 n Ip.**
(Leutenegger Oberholzer) Meyer Mattea. Personnes morales présentant un caractère d'utilité publique. Pour une pratique d'exonération transparente
- x **18.3947 n Po.**
(Leutenegger Oberholzer) Feri Yvonne. Fiscalité et assurances sociales. Elaboration d'un rapport sur la situation des personnes vivant seules
- 20.3306 n Mo.**
Locher Benguerel. Soutenir le tourisme intérieur au moyen de bons
- * **20.3951 n Ip.**
Locher Benguerel. Revoir le soutien par la Confédération de la langue italienne dans les Grisons
- x **18.3779 n Mo.**
Lohr. Eviter les offres de soins excédentaires ou inadaptées à la charge de l'AOS dans le domaine hospitalier
- 18.4175 n Ip.**
Lohr. Une étude de l'OFSP lacunaire et sans base légale. Le Conseil fédéral mène une campagne contre les salaires des médecins
- 18.4199 n Mo.**
Lohr. La stratégie d'implantation d'Agroscope doit reposer sur des critères clairs
- 19.3794 n Mo.**
Lohr. Constituer un meilleur réservoir de personnel qualifié en Suisse en assurant une égalité de fait pour les personnes handicapées et entre hommes et femmes dans le degré tertiaire B
- 19.4070 n Mo.**
Lohr. Santé des enfants. Une stratégie nationale
- 19.4161 n Ip.**
Lohr. Promotion de la stratégie relative à la gestion du sang du patient
- 19.4454 n Ip.**
Lohr. Résolution sur la couverture sanitaire universelle. Contribution de la Suisse?
- 19.4469 n Ip.**
Lohr. Expertises AI. La désignation aléatoire des experts est-elle la solution?
- 19.4491 n Mo.**
Lohr. Améliorer la qualité et réduire les coûts du système de santé en promouvant la gestion du sang des patients
- N **19.4492 n Mo.**
Lohr. Analyses de laboratoire à la charge de l'assurance obligatoire des soins

- 19.4509 n Mo.**
Lohr. Opérer un classement sérieux et méthodique des besoins en soins pour remédier à l'inégalité de traitement systématique créée par des régimes cantonaux disparates
- 19.4534 n Mo.**
Lohr. Assurance-maladie. Garantir à la population un accès finançable à long terme aux thérapies très onéreuses
- x **20.3659 n Ip.**
Lohr. Promotion de l'activité physique pour prévenir les complications graves chez les malades du Covid-19
- 20.3662 n Ip.**
Lohr. Échange électronique de données entre les hôpitaux, les autorités cantonales et la Confédération. Quels enseignements tirer de la crise du coronavirus?
- N **20.3691 n Mo.**
Lohr. Allocation pour impotent. Pour la remise automatique d'une carte de légitimation
- 20.3437 n Mo.**
Mäder. Coûts de la pandémie de Covid-19 sur le système de santé. Accord rapide des partenaires tarifaires
- x **20.3698 n Ip.**
Mäder. Faciliter la distribution de désinfectants
- * **20.4092 n Mo.**
Mäder. Médecins exerçant dans les hôpitaux. Mettre un terme aux incitations salariales liées à des objectifs quantitatifs
- * **20.4093 n Mo.**
Mäder. Promouvoir la coordination et réduire les capacités excédentaires en définissant un maximum de six régions de santé
- 20.3318 n Ip.**
Maitre. Alors que la plupart des procédures civiles et administratives non urgentes ont été suspendues, notamment en matière d'asile, pourquoi le Conseil fédéral a-t-il créé une exception en matière de renvois?
- 20.3432 n Mo.**
Maitre. Pour un accès aux APG élargi pour les indépendants
- * **20.4013 n Ip.**
Maitre. Calcul des coûts de la santé pour l'année 2020. Les impacts du Covid-19 pourront-ils réellement être calculés sur la base de données et statistiques fiables, transparentes et objectives?
- 20.3027 n Mo.**
Marchesi. Soutien financier aux cantons frontaliers pour assurer la sécurité des frontières
- 20.3355 n Po.**
Marchesi. Secteur médicosocial. La Suisse ne doit pas dépendre de la main-d'oeuvre étrangère
- x **20.3493 n Ip.**
Marchesi. Rétablissement de la libre circulation. Les criminels libérés par l'Italie seront-ils bientôt en Suisse?
- x **20.3497 n Ip.**
Marchesi. Evolution de la criminalité pendant la période Covid-19
- x **20.3541 n Ip.**
Marchesi. Après le Covid-19, le retour des petits entrepreneurs qui saignent les PME et les artisans tessinois? Ne délivrons plus de permis
- 19.3630 n Mo.**
Markwalder. Passage rapide à l'imposition individuelle en Suisse
- 20.3320 n Po.**
Markwalder. Crise du coronavirus. Trouver rapidement des solutions pour le secteur du voyage et pour le tourisme
- 20.3322 n Mo.**
Markwalder. Ne pas interrompre l'apprentissage des requérants d'asile déjà intégrés dans le marché suisse de l'emploi
- 20.3786 n Ip.**
Markwalder. Que peut faire la Confédération pour prévenir de manière ciblée une érosion de la confiance au long des chaînes de valeur et accompagner ainsi la reprise économique?
- x **18.3873 n Ip.**
Marra. Pavillon suisse pour l'Aquarius
Voir objet 18.3874 Ip. Barazzone
Voir objet 18.3875 Ip. Fluri
- 19.3875 n Po.**
Marra. Refonte des financements pour l'insertion dans le marché du travail
- 19.4149 n Mo.**
Marra. Projet pilote pour les chômeurs de longue durée âgés
- 19.4475 n Po.**
Marra. Pour assouplir la cage dorée du frein à l'endettement
- 20.3298 n Ip.**
Marra. Quelle aide pour les sans-papiers durant la crise du Covid-19?
- 20.3707 n Ip.**
Marra. La naturalisation facilitée de la troisième génération l'est-elle vraiment?
Voir objet 20.3708 Ip. Fluri
- x **19.3574 n Po.**
Marti Min Li. Offensive pour un service public numérique
- x **20.3340 n Ip.**
Marti Min Li. Garantir la participation culturelle durant la crise
- x **20.3496 n Ip.**
Marti Min Li. Les tâches et les rôles sont-ils clairement définis dans les domaines de la cybersécurité et de la cyberdéfense?
- 20.3498 n Mo.**
Marti Min Li. Améliorer les données sur les conséquences pour l'un et l'autre sexes
- 20.3711 n Po.**
Marti Min Li. Effets de l'activité des offices des poursuites
- x **20.3712 n Ip.**
Marti Min Li. Comment assurer la protection des enfants sur Internet?

- * **20.4097 n Mo.**
Marti Min Li. Plan d'action pour améliorer la protection contre la discrimination
- * **20.4098 n Mo.**
Marti Min Li. Vie culturelle. Garantir la participation et la diversité
- 19.3063 n Mo.**
Marti Samira. Déclarer l'état d'urgence climatique
- 19.3115 n Mo.**
Marti Samira. Trafic aérien. Promouvoir l'innovation afin de réduire les émissions de CO2
- 19.3122 n Mo.**
Marti Samira. Trafic aérien. Interdire les vols intérieurs
- 19.3555 n Ip.**
Marti Samira. Renvois illégaux en Croatie. Que fait la Suisse?
- 19.3660 n Mo.**
Marti Samira. Inscrire les moyens de contraception dans le catalogue des prestations de l'assurance de base
- 20.3024 n Mo.**
Marti Samira. Situation dramatique sur l'île de Lesbos. La Suisse doit agir!
- 20.3107 n Ip.**
Marti Samira. Route migratoire des Balkans occidentaux. Et maintenant?
- 20.3799 n Po.**
Marti Samira. Améliorer les bases légales en vue de prévenir le profilage racial et ethnique
- * **20.3952 n Ip.**
Marti Samira. Des bus sur les lignes de nuit de la TNW. Les CFF laissent-ils la région de Bâle en plan?
- * **20.3953 n Ip.**
Marti Samira. Des bus sur la ligne RER S9. Les CFF laissent-ils la région de Bâle en plan?
- * **20.4236 n Ip.**
Marti Samira. Échange de données délicat avec la dictature d'Érythrée
- 19.4130 n Mo.**
Martullo. Obligation d'annoncer les places vacantes en cas de dépassement du taux de chômage. Tenir compte des différences régionales
- x **18.3918 n Mo.**
Masshardt. Stratégie climatique pour le marché financier suisse
- 19.3174 n Po.**
Masshardt. Mesures pour garantir l'avenir du système de milice
- 19.3175 n Mo.**
Masshardt. Licenciements abusifs ou injustifiés. Améliorer la protection des mères
- 19.3176 n Mo.**
Masshardt. Pas de licenciement au cours de la période d'essai durant la grossesse et après l'accouchement
- x **19.3562 n Po.**
Masshardt. Promotion des énergies renouvelables et efficacité énergétique. Un potentiel de création d'emplois
- 19.3563 n Mo.**
Masshardt. Pour une protection concrète du climat. Gérer la mobilité dans l'administration fédérale
- 19.3564 n Mo.**
Masshardt. Administration fédérale sans incidence climatique
- 19.3847 n Mo.**
Masshardt. Enfin un vrai congé parental pour mieux concilier vie familiale et vie professionnelle
- 19.4241 n Po.**
Masshardt. Meilleure protection des victimes d'infractions poursuivies sur plainte
- 19.4503 n Po.**
Masshardt. Risques financiers engendrés par les pertes de biodiversité
- x **19.4598 n Mo.**
Masshardt. Économie circulaire. Renversement de la charge de la preuve en matière de produits défectueux
- x **20.3492 n Ip.**
Masshardt. Conséquences de la crise du coronavirus sur la formation professionnelle et le chômage des jeunes
- 20.3494 n Mo.**
Masshardt. Garantir la propreté de l'eau potable
- 20.3523 n Mo.**
Masshardt. Modification de la Convention de Chicago. Il est temps d'imposer le trafic aérien
- * **20.4202 n Po.**
Masshardt. Admission aux établissements d'enseignement supérieur (universités/EPF) pour les titulaires d'une maturité professionnelle
- 20.3800 n Ip.**
Matter Michel. Est-il acceptable qu'une entreprise détenue majoritairement par la Confédération profite de sa position pour proposer des classements comparatifs sur Internet, avec prestations payantes de surcroît?
- * **20.4149 n Ip.**
Matter Michel. Investissements publics dans le vaccin contre le SARS-CoV-2
- * **20.4160 n Ip.**
Matter Michel. Le modèle « Qualimed » d'Assura. Un nouveau modèle d'assurance controversé
- x **20.3186 n Ip.**
Matter Thomas. Pandémie de Covid-19. Mesures prises par le Conseil fédéral
- x **18.4062 n Mo.**
(Mazzone) Porchet. Violences conjugales. Octroyer un permis de séjour pour protéger les victimes et respecter la Convention d'Istanbul
- x **18.4072 n Ip.**
(Mazzone) Glättli. Modification de la loi sur le blanchiment d'argent. De la clarté s'impose
- 18.4311 n Mo.**
(Mazzone) Prelicz-Huber. Droit à la vie de famille. Regroupement familial élargi et facilité pour les réfugiés
- 18.4314 n Mo.**
(Mazzone) Töngi. Rendre accessibles les logements de coopératives d'habitation aux résidents extra-européens

- 18.4330 n Mo.**
(Mazzone) Gysin Greta. Assurance-invalidité. L'intégration professionnelle doit être la priorité
- 18.4331 n Mo.**
(Mazzone) Walder. Loi sur l'asile, autorisation d'exercer une activité lucrative de certaines catégories de personnes. Les cantons doivent pouvoir décider
- 19.3165 n Mo.**
(Mazzone) Egger Kurt. Adopter un cadre législatif sur le démantèlement des navires pour assurer la responsabilité sociale et environnementale de la Suisse
- 19.3182 n Ip.**
(Mazzone) Glättli. Renvois forcés. Appliquer les recommandations de la Commission nationale de prévention de la torture
- 19.3183 n Mo.**
(Mazzone) Pasquier. Réduire l'impact de l'aviation sur le climat en mettant fin aux vols intérieurs
- 19.3521 n Po.**
(Mazzone) Ryser. Un panorama exhaustif des stages en Suisse
- 19.3523 n Mo.**
(Mazzone) Michaud Gigon. Adopter les mesures nécessaires pour connaître l'origine réelle de l'or importé en Suisse et lutter contre l'or "sale"
- 19.4034 n Mo.**
(Mazzone) Prelicz-Huber. Urgence humanitaire en Méditerranée. Pour que la Suisse soit solidaire du mécanisme coordonné de répartition post-débarquements
 Voir objet 19.4033 Mo. Barazzone
 Voir objet 19.4035 Mo. Sommaruga Carlo
 Voir objet 19.4036 Mo. Quadranti
 Voir objet 19.4037 Mo. Fluri
- 19.4301 n Ip.**
(Mazzone) Glättli. Interdiction du financement de matériel de guerre prohibé. La loi est-elle bien appliquée?
- x **18.4029 n Ip.**
(Merlini) Markwalder. Reconnaissance de l'équivalence boursière et OMC
- 19.3147 n Po.**
(Merlini) Cattaneo. Plan B du Conseil fédéral, au cas où l'Italie refuserait définitivement de signer le nouvel accord sur l'imposition des frontaliers
- x **20.3644 n Ip.**
Mettler. Sommes-nous suffisamment préparés pour faire face à une pandémie qui frapperait avant tout les enfants et les adolescents?
- 20.3843 n Po.**
Mettler. Utilité économique du système de sécurité sociale
- 20.3902 n Po.**
Mettler. Gender monitoring économique en lien avec la crise du coronavirus
- x **18.3900 n Ip.**
Meyer Mattea. Corps des gardes-frontière. Pour une amélioration du traitement des personnes soupçonnées de dissimulation intracorporelle de stupéfiants
- x **18.3981 n Ip.**
Meyer Mattea. Décision du Comité de l'ONU contre la torture. Conséquences sur les futures procédures Dublin concernant des personnes particulièrement vulnérables
- 18.4290 n Ip.**
Meyer Mattea. Dépenses excessives de l'armée suisse
- 19.3273 n Mo.**
Meyer Mattea. Promouvoir le transport ferroviaire trans-frontalier en Europe comme solution de remplacement au trafic aérien
- 19.3274 n Po.**
Meyer Mattea. Investir les excédents comptables dans la protection du climat
- 19.3275 n Po.**
Meyer Mattea. Réduction du temps consacré à l'activité rémunérée. Effets sur la réalisation des objectifs de l'accord de Paris
- 19.3479 n Mo.**
Meyer Mattea. Faire cesser les noyades de migrants en Méditerranée
- 19.3586 n Ip.**
Meyer Mattea. Violence sexuelle. Trop de femmes n'obtiennent pas justice
- 19.4186 n Po.**
Meyer Mattea. Etude sur le financement des campagnes électorales et de votation
- 19.4187 n Mo.**
Meyer Mattea. Créer un fonds de réinsertion pour les personnes exclues du marché du travail
- 19.4506 n Ip.**
Meyer Mattea. Grossesse en cas de renvoi ou d'expulsion et de détention préalable
- x **20.3319 n Mo.**
Meyer Mattea. Aide pour les indépendants. Fixer un taux minimal pour l'allocation pour perte de gain en lien avec l'épidémie coronavirale
- 19.4434 n Mo.**
Michaud Gigon. Pour une information claire lors d'achats de produits non réparables
- 19.4448 n Ip.**
Michaud Gigon. Biobanques privées. Quel contrôle pour quelles garanties pour les usagers?
- 19.4490 n Po.**
Michaud Gigon. Informer les clients sur la durabilité des investissements financiers proposés
- 20.3447 n Mo.**
Michaud Gigon. Pour la mise en place d'une ligne de production alternative et activable durant une crise sanitaire
- N **20.3448 n Mo.**
Michaud Gigon. Pour une reconstitution des réserves obligatoires d'éthanol en Suisse
- x **20.3608 n Ip.**
Michaud Gigon. Pour une déclaration plus transparente des conditions de production des denrées alimentaires importées
- x **20.3609 n Ip.**
Michaud Gigon. Quel bilan de l'assouplissement de l'étiquetage alimentaire?

- x **20.3610 n Ip.**
Michaud Gigon. Lutte contre les arnaques dans le commerce en ligne
- x **20.3618 n Ip.**
Michaud Gigon. Quelle protection des travailleuses enceintes contre le Covid-19 et d'autres pathogènes émergents?
20.3725 n Ip.
Michaud Gigon. Mise en oeuvre de la loi sur les jeux d'argent. Les mesures de protection des joueurs inscrites dans la loi sont-elles réellement exécutées?
- x **20.3889 n Mo.**
Michaud Gigon. Répartir de manière équitable les soutiens Covid à l'accueil extrafamilial
- * **20.4105 n Mo.**
Michaud Gigon. Pour un contrôle efficace du marché des masques
- x **18.3845 n Mo.**
Molina. Permettre les affectations transitoires sans bureaucratie
- x **18.4073 n Po.**
Molina. Procéder à un tour d'horizon sur l'entrepreneuriat social en Suisse
18.4200 n Ip.
Molina. Suppléments pour le lait transformé en fromage. Tromperie systématique?
18.4357 n Mo.
Molina. Le secteur de l'or en Suisse doit remplir son obligation de diligence en faveur de l'homme et de l'environnement
19.3095 n Mo.
Molina. Promouvoir l'utilisation des transports publics auprès des jeunes
19.3096 n Po.
Molina. Effets des accords de libre-échange sur le climat mondial
19.3097 n Po.
Molina. Le secteur des matières premières nuit au climat. Il faut renoncer à financer les industries minières et pétrolières
19.3192 n Ip.
Molina. Agir pour que les entreprises suisses appliquent mieux les principes directeurs de l'ONU
19.3491 n Po.
Molina. Investissements directs étrangers. Renforcer le contrôle des fusions
19.3492 n Mo.
Molina. Une stratégie de durabilité pour les liquidités de la Confédération
19.3493 n Mo.
Molina. Introduire le système de négociation de voie 1,5 dans les relations avec la Chine
19.4047 n Mo.
Molina. Sponsoring par des grandes entreprises. Eviter tout dégât d'image pour la Suisse
19.4142 n Mo.
Molina. Garantir le trafic des paiements. Ne pas menacer le rôle d'Etat hôte de la Suisse
- 19.4165 n Mo.**
Molina. Obligation de déclarer l'origine de l'or
- 19.4466 n Ip.**
Molina. Influence du gouvernement chinois en Suisse
19.4472 n Po.
Molina. Évaluation du dialogue sur les droits de l'homme mené de manière bilatérale avec la Chine
19.4579 n Mo.
Molina. Investissements nuisibles au climat. Interdire la distribution de dividendes et le rachat d'actions
- 20.3048 n Ip.**
Molina. Des milliards de dollars d'avoirs de potentats libanais dorment sur des comptes bancaires suisses. Qu'entreprend le Conseil fédéral pour que la lumière soit faite sur cette situation et que les avoirs soient restitués à la population libanaise?
- 20.3195 n Ip.**
Molina. Conséquences de la crise du coronavirus pour les pays en développement. Le Conseil fédéral est-il prêt à intervenir auprès des acteurs de la place financière suisse en vue d'un allègement de la dette des pays pauvres?
- 20.3196 n Ip.**
Molina. Recours aux technologies médicales dans la lutte contre le Covid-19. Que fait le Conseil fédéral pour que la Suisse et tous les autres États aient accès aux futurs médicaments et vaccins?
- 20.3559 n Po.**
Molina. Économie sociale, gestion participative, service public. Quelles leçons pour la Suisse?
- 20.3560 n Po.**
Molina. Viabilité du service public suisse
- 20.3561 n Mo.**
Molina. Contre la distribution des bénéfices des entreprises du service public
- 20.3562 n Mo.**
Molina. Les entreprises de la Confédération doivent servir l'intérêt général
- 20.3563 n Mo.**
Molina. Améliorer le cadre juridique relatif à la création de start-up coopératives
- x **20.3572 n Ip.**
Molina. Le tribunal suprême du Mozambique déclare le crédit de Credit Suisse nul et non avenue. Quelles sont les conséquences?
- * **20.3955 n Ip.**
Molina. Trafic de carburant en Libye. Le business suisse des matières premières alimente-t-il la guerre civile?
- * **20.4072 n Ip.**
Molina. Lien entre les banques suisses et le blanchiment d'argent. Que fait le Conseil fédéral?
- 19.3203 n Ip.**
Moret Isabelle. Frais administratifs des assurances-maladie. Quelle transparence?
- 19.3317 n Ip.**
Moret Isabelle. Assurance-maladie. Impact de la taille des effectifs des assurés sur les primes?

- 19.3424 n Ip.**
Moret Isabelle. Répartition de l'enveloppe financière pour les projets selon l'article 14 LEg. Corriger le déséquilibre géographique
- 19.3587 n Ip.**
Moret Isabelle. Violences sexuelles. Nouvelle définition du viol
- 19.3805 n Ip.**
Moret Isabelle. Systèmes d'étiquetage nutritionnel. Eviter la discrimination
- 19.4220 n Mo.**
Moret Isabelle. Stop aux allégations mensongères sur les cosmétiques
- 19.4318 n Ip.**
Moret Isabelle. Transparence de l'OFSP vis-à-vis des cantons dans le cadre de l'approbation des primes-maladie
- x **18.4052 n Mo.**
Moser. Représentation efficace des intérêts des animaux dans les procédures pénales
- 18.4408 n Mo.**
Moser. Sécurité alimentaire. Elimination de subventions pernicieuses, comme le recommande le Contrôle fédéral des finances
- 19.3029 n Ip.**
Moser. Puissances nucléaires. Profiter de la dynamique actuelle pour leur rappeler leur obligation de se dénucléariser
- 19.3379 n Ip.**
Moser. Combien de pesticides très toxiques pour l'être humain sont homologués en Suisse?
- 19.3380 n Ip.**
Moser. Des pesticides perturbant la fonction sexuelle et la reproduction chez les êtres humains sont-ils homologués en Suisse?
- 19.3381 n Mo.**
Moser. Détecter les véhicules diesels défectueux et manipulés, et éviter les interdictions cantonales de circuler liées aux poussières fines
- 19.4207 n Po.**
Moser. Renforcer la médecine pédiatrique en comblant les lacunes de l'offre de soins
- 19.4314 n Mo.**
Moser. Mieux protéger l'eau potable. Durcissement des autorisations
- 19.4321 n Mo.**
Moser. Protection internationale du climat. La Suisse doit apporter sa contribution pour que la transition climatique soit réalisée au niveau mondial
- 19.4531 n Ip.**
Moser. Suite des opérations après l'évaluation de la procédure d'homologation des produits phytosanitaires
- 19.4532 n Ip.**
Moser. Réexamen des métabolites du chlorothalonil. Conséquences
- 19.4610 n Ip.**
Moser. Protection des récoltes. Il est urgent d'agir
- 20.3897 n Po.**
Moser. Limiter les risques pour la biodiversité
- * **20.4214 n Mo.**
Moser. Contrôles officiels visant à protéger les animaux. Mettre à contribution le budget pour l'agriculture et assurer la transparence
- x **18.3920 n Mo.**
Müller Leo. Transport de médicaments vétérinaires. Pas d'excès de zèle!
- 19.4024 n Ip.**
Müller Leo. Protéger les petits épargnants des taux d'intérêt négatifs
- 19.4234 n Ip.**
Müller Leo. Communication problématique sur la réalisation des objectifs environnementaux pour l'agriculture
- 19.4235 n Ip.**
Müller Leo. Quelles sont toutes les substances qui se retrouvent dans les cours d'eau?
- 19.4264 n Mo.**
Müller Leo. Remplacer les centrales nucléaires de Mühleberg, Beznau I et II sans émettre de CO2 grâce aux exploitations agricoles
- x **20.3305 n Ip.**
Müller Leo. Approvisionnement en denrées alimentaires. Réserves obligatoires
- 18.4250 n Mo.**
(Müller Walter) Markwalder. Moderniser les mesures d'accompagnement
- 19.3603 n Mo.**
(Müller Walter) Riniker. Réduction équitable de la taxe d'exemption de l'obligation de servir pour les personnes astreintes à la protection civile
- x **18.3958 n Mo.**
Müller-Altermatt. Pour une seule et unique collecte de données par les pouvoirs publics
- x **18.3979 n Mo.**
Müller-Altermatt. Mieux protéger les travailleurs indépendants contre les risques sociaux
- 19.3206 n Ip.**
Müller-Altermatt. Médicaments vétérinaires. Sécurité du droit et de l'approvisionnement
- 19.3513 n Mo.**
Müller-Altermatt. Harmonisation et écologisation du calcul de l'imposition des véhicules à moteur
- 19.3807 n Mo.**
Müller-Altermatt. Chaîne de création de valeur du secteur musical. Relevé de données statistiques fiables
- 19.4333 n Po.**
Müller-Altermatt. Soja. Etre autosuffisant plutôt qu'importer
- 19.4595 n Mo.**
Müller-Altermatt. Économie circulaire. Meilleure disponibilité des pièces de rechange
- * **20.4235 n Po.**
Müller-Altermatt. Récupération du phosphore. Financement et risques inhérents au marché
- * **20.4237 n Po.**
Müller-Altermatt. Adapter à la pratique les dispositions sur l'administration des preuves et les auditions
- x **18.3887 n Ip.**
Munz. Jours de congé à choix pour les apprentis

- x **18.3889 n lp.**
Munz. Réforme du droit pénal en matière sexuelle et adaptations à la Convention d'Istanbul
- x **18.3890 n lp.**
Munz. Dissémination expérimentale de manioc génétiquement modifié par l'EPFZ au Nigeria. Obligations internationales de la Suisse en matière de politique de développement
- x **18.3891 n lp.**
Munz. La Confédération, partenaire fiable des organisations qui se consacrent aux enfants et aux jeunes?
18.4152 n lp.
Munz. Mettre un terme à l'importation pour l'industrie du luxe de cuirs exotiques provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements
19.3074 n lp.
Munz. Ne pas utiliser d'antibiotiques de réserve dans la médecine vétérinaire
19.3075 n lp.
Munz. La réduction prévue de l'épandage des engrais de ferme a-t-elle vraiment un impact positif sur l'environnement?
19.3076 n lp.
Munz. Tolère-t-on les défaillances humaines constatées dans la centrale nucléaire de Leibstadt?
19.3077 n lp.
Munz. Imposer enfin l'interdiction d'utiliser des pesticides aux pouvoirs publics et aux utilisateurs privés
19.3113 n lp.
Munz. Qui assume le risque que la technologie 5G fait peser sur la santé?
19.3200 n Mo.
Munz. Obligation de déclarer les peaux de reptiles
19.3295 n lp.
Munz. L'OFAG autorise un insecticide dont l'efficacité n'a pas été évaluée, allant ainsi à l'encontre des recommandations d'Agroscope
19.3296 n lp.
Munz. Pesticides dispersés par le vent. Quelle est la situation en Suisse?
19.3297 n lp.
Munz. Déclaration des produits génétiquement modifiés et procédés de détection
19.3340 n lp.
Munz. Expiration de l'homologation pour le chloridazone au sein de l'UE. La Suisse procédera-t-elle de même?
19.3455 n lp.
Munz. La protection contre le glyphosate est-elle suffisante?
19.3552 n lp.
Munz. Politique agricole 22 plus. Quelles mesures générales pour réduire significativement l'ammoniac, les nitrates et les émissions d'azote dans les eaux?
19.3611 n Po.
Munz. Halte à l'empierrement des espaces verts
19.3612 n Mo.
Munz. Faire des EPF un réseau exemplaire du développement durable et de la mise en oeuvre des bonnes pratiques
- 19.3614 n Mo.**
Munz. Promouvoir l'engagement volontaire. Adhérer au Corps européen de solidarité
- 19.3695 n lp.**
Munz. EPF, universités et Fonds national. Promouvoir les femmes de manière plus ciblée
- 19.3696 n lp.**
Munz. Rayonnement non ionisant. Devoir d'information de l'OFSP
- 19.3697 n Mo.**
Munz. Bons de formation continue pour les personnes peu qualifiées
- 19.3698 n lp.**
Munz. Rayonnement électromagnétique non ionisant. Recherche, monitoring et liberté de choisir son degré d'exposition
- 19.3699 n lp.**
Munz. Transports publics. Table ronde pour des rabais aux écoles
- 19.3700 n lp.**
Munz. La nouvelle structure de direction de l'EPFZ est-elle en adéquation avec les exigences d'une haute école moderne?
- 19.3791 n lp.**
Munz. Système d'homologation des pesticides. Un examen de l'effet cocktail à titre réactif?
- 19.4021 n lp.**
Munz. Plan sectoriel "Dépôts en couches géologiques profondes". Financement unilatéral d'un groupe d'intérêt par la Nagra
- 19.4022 n lp.**
Munz. Obligation de réduire les nitrates dans la perspective de la Politique agricole 2022 plus et de la votation sur l'initiative pour une eau potable propre
- 19.4023 n lp.**
Munz. Transport d'animaux de rente. Exécution de la législation pertinente
- 19.4087 n lp.**
Munz. Dépôt en couches géologiques profondes. Financement d'un processus participatif digne de ce nom
- 19.4088 n Mo.**
Munz. Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie par un fonds pour la formation continue
- 19.4089 n lp.**
Munz. Abattoirs. Transporter des demi-carcasses et non des animaux vivants
- 19.4204 n lp.**
Munz. Tirer les leçons du cas du chlorothalonil afin de réduire les risques liés à l'emploi de pesticides?
- 19.4205 n lp.**
Munz. Eau potable contaminée. L'homologation de produits phytosanitaires est un jalon
- 19.4411 n lp.**
Munz. Comment la Confédération soutient-elle les distributeurs d'eau et les organes d'exécution cantonaux dans leur lutte contre la pollution des eaux souterraines et de l'eau potable par les pesticides?

- 19.4494 n Ip.**
Munz. Quels sont les résultats du réexamen des produits phytosanitaires?
- 19.4496 n Ip.**
Munz. Téléphones portables. Mise en danger de la santé en raison du non-respect des valeurs DAS
- 19.4497 n Po.**
Munz. Transformation numérique et 5G en adéquation avec les objectifs climatiques
- 19.4499 n Ip.**
Munz. L'indépendance scientifique du centre de compétences de la Confédération Agroscope est-elle garantie pour ce qui est des produits phytosanitaires?
- 19.4500 n Ip.**
Munz. Pourquoi faire fusionner les instituts renommés que sont l'Eawag et le WSL?
- 20.3074 n Ip.**
Munz. Les fonds publics servent-ils à financer des brevets privés?
- 20.3091 n Mo.**
Munz. Faire enfin respecter l'interdiction des herbicides
- 20.3582 n Ip.**
Munz. Révision de la centrale nucléaire de Beznau en 2020. La sécurité est-elle assurée malgré la crise du coronavirus?
- x **20.3583 n Ip.**
Munz. Agroscope signe un mémorandum d'entente pour une agriculture sans pesticides
- 20.3589 n Mo.**
Munz. Recours abusif aux antibiotiques par des vétérinaires étrangers
- 20.3590 n Mo.**
Munz. Pour une interdiction de la baisse du prix de la viande de veau rouge
- 20.3591 n Po.**
Munz. Des instruments concrets pour la haute surveillance dans le cadre de la loi sur la protection des animaux
- x **20.3592 n Po.**
Munz. Examen de la valorisation écologique des déchets de viande et alimentaires
- 20.3593 n Mo.**
Munz. Pour une interdiction des farts fluorés nocifs dans le sport populaire
- 20.3731 n Mo.**
Munz. Atténuer le risque de pandémie à l'échelle internationale grâce à une économie et une consommation durables
- 20.3732 n Ip.**
Munz. Conseil de l'IFSN. Crédibilité de la surveillance du nucléaire
- 20.3733 n Ip.**
Munz. Renaturation des eaux. Exécution au compte-gouttes en raison de la pénurie de main-d'oeuvre
- 20.3734 n Ip.**
Munz. Fauchage et récolte. Mesures pour la protection des insectes
- * **20.4190 n Ip.**
Munz. Les conflits d'intérêts menacent-ils la stabilité du réseau d'électricité suisse?
- * **20.4191 n Ip.**
Munz. Augmenter la part de l'énergie solaire dans le bouquet énergétique standard
- * **20.4192 n Mo.**
Munz. Limiter la publicité pour la viande aux produits ayant bénéficié de programmes pour le bien-être animal
- * **20.4193 n Ip.**
Munz. Les pesticides augmentent-ils les risques de cancer et de maladie de Parkinson?
- * **20.4194 n Ip.**
Munz. Mobilité électrique. Infrastructure de recharge dans les immeubles locatifs
- * **20.4195 n Ip.**
Munz. Nouvelle méthode pour identifier les plantes issues de l'édition génomique
- N **18.3753 n Mo.**
Nantermod. Renforcer la sécurité juridique et éviter la requalification des contrats
- x **18.4038 n Mo.**
Nantermod. Hydravion et zones de protection. Autoriser des exceptions
- 18.4183 n Mo.**
Nantermod. Des procédures efficaces et équitables en droit de la concurrence
- 19.3202 n Mo.**
Nantermod. Médicaments. Baisser les coûts en autorisant les importations parallèles
- 19.3434 n Mo.**
Nantermod. Sanctions pénales. Limiter les cas de sur-sis à l'exécution des peines
- 19.3597 n Mo.**
Nantermod. CP. Délits contre la famille. Sanctionner le refus de respecter le droit aux relations personnelles
- 19.4104 n Mo.**
Nantermod. Abolir les barrières aux importations parallèles de médicaments génériques en Suisse
- 19.4526 n Ip.**
Nantermod. Révision de l'OTR2. A quand la mise en oeuvre des motions?
- 20.3067 n Mo.**
Nantermod. Réduire les émoluments en matière de poursuite et de faillite
- 20.3068 n Mo.**
Nantermod. Swissmedic. Pour une possibilité d'autosaisine par l'autorité
- 20.3120 n Po.**
Nantermod. Accès à la propriété. Analyse de l'adéquation des mesures en vigueur et des adaptations souhaitables
- x **20.3311 n Ip.**
Nantermod. APG pour indépendants et Covid-19. Une application illégale de l'ordonnance
Voir objet 20.3312 Ip. Kamerzin
- x **20.3633 n Ip.**
Nantermod. Fondation supplétive LPP. Quelle qualité de service?

- * **20.3954 n Ip.**
Nantermod. Mise en oeuvre des motions 16.3066 et 16.3068, qui décide de quoi?
- * **20.3964 n Ip.**
Nantermod. Réforme des douanes. Quelles douanes de proximité dans le district de Monthey (VS)?
- * **20.4081 n Ip.**
Nantermod. Simplification et accélération des procédures d'évaluation des technologies de la santé (ETS)
19.3142 n Mo.
Nicolet. Renégocier avec la France l'accord relatif à l'imposition des travailleurs frontaliers datant de 1983, régulièrement non respecté par le gouvernement français
19.3246 n Mo.
Nicolet. Maintenir l'offre actuelle de TGV sur la ligne Lausanne-Paris via Vallorbe
19.3249 n Mo.
Nicolet. Réduire concrètement les frais de production des exploitations agricoles et forestières en autorisant l'utilisation de carburants détaxés
19.3596 n Mo.
Nicolet. Exclure les produits agricoles, plus particulièrement les produits sensibles, des accords commerciaux avec les Etats-Unis
19.4061 n Ip.
Nicolet. Selon quels critères les priorités des actions du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes sont-elles définies?
19.4083 n Mo.
Nicolet. Garantir aux consommateurs la désignation claire du pays de provenance pour les denrées alimentaires confectionnées ou préconfectionnées à l'étranger
19.4410 n Mo.
Nicolet. Diminuer de 50 pour cent le quota d'importation des vins étrangers
19.4414 n Ip.
Nicolet. Formation OPD. Peut-on vraiment former un professionnel de l'agriculture en 250 heures?
- x **20.3525 n Po.**
Nicolet. Définir les responsabilités et les garanties relatives à l'identification claire et la traçabilité des denrées alimentaires livrées par le e-commerce
- x **20.3649 n Ip.**
Nicolet. Les CFF ne devraient-ils pas contribuer concrètement à la diminution des émissions de CO2?
- x **20.3890 n Ip.**
Nicolet. Aires d'autoroute en Suisse "officiellement" occupées par les gens du voyage. Qui décide et qui paie?
- * **20.3945 n Mo.**
Nicolet. Modifier l'Ordonnance sur le soutien du prix du lait (OSL) afin de n'accorder le supplément versé pour le lait transformé en fromage, qu'aux quantités de lait payées au minimum au prix du segment A
- * **20.4006 n Ip.**
Nicolet. Comment réduire les entraves administratives freinant le développement des énergies renouvelables?
- * **20.4021 n Ip.**
Nicolet. Drame de Morges, où sont les responsabilités ?
- N **20.3738 n Mo.**
Nidegger. Réévaluer le positionnement international et les accords de libre-échange à l'ère du duopole conflictuel Chine-Etats-Unis
Voir objet 20.3760 Mo. Chiesa
- x **18.4020 n Mo.**
Nordmann. Lutte contre le réchauffement climatique. Stratégie, agenda et mesures pour la décarbonisation de la mobilité routière
19.3575 n Mo.
Nordmann. Relever de 16 à 21 ans la limite d'âge des billets à demi-prix pour favoriser l'usage des transports publics par les jeunes
- x **20.3701 n Mo.**
Nordmann. Eviter que les chômeurs n'arrivent en fin de droits
Voir objet 20.3761 Mo. Carobbio Guscetti
- x **18.3964 n Mo.**
Nussbaumer. Rehaussement des fonds propres pondérés en fonction des risques pour les crédits et les placements dans les matières premières nocives pour le climat
19.3986 n Ip.
Nussbaumer. Stratégie de "ring-fencing" d'Alpiq Holding SA pour se dérober à sa responsabilité en matière de risques nucléaires
- x **20.3491 n Mo.**
Nussbaumer. Pour une commercialisation de l'électricité produite à l'échelle régionale grâce à une garantie d'origine régionale
20.3499 n Po.
Nussbaumer. Etablir un plan d'action pour l'économie sociale
- x **18.3769 n Po.**
Paganini. Faire profiter d'autres parties du pays de l'euphorie suscitée par les Swiss Skills
- x **20.3703 n Ip.**
Paganini. Etatisation de la mise en oeuvre des objectifs de réduction du CO2
19.3551 n Mo.
Page. Introduction de déductions fiscales incitatives sur les coûts de recherche-développement de nouveaux antibiotiques
19.3683 n Mo.
Page. Renforcement de la Division Sécurité humaine au niveau de la coopération internationale
19.3817 n Mo.
Page. Autorisation de l'aquaculture
19.4280 n Mo.
Page. Reconnaissance et formation professionnelle pour les personnes s'occupant de personnes âgées et/ou handicapées
20.3065 n Po.
Page. Nouveaux avions de combat. Une opportunité de rééquilibrage économique en Suisse romande et au Tessin!

- x **20.3366 n Ip.**
Page. Soumettre la pratique du longboard à la loi sur la circulation routière
- 20.3378 n Ip.**
Page. Avions de combat. Affaires compensatoires pour la Suisse romande
- * **20.3944 n Ip.**
Page. Autorisation de réintroduction d'un insecticide de protection de la betterave sucrière
- * **20.4005 n Mo.**
Page. Egalité de traitement pour le sucre suisse
- * **20.4045 n Ip.**
Page. Qualité de notre eau potable
- 19.3092 n Mo.**
(Pantani) Quadri. Conséquence du développement du programme Dazit. Adaptation législative et protection des opérateurs en douane suisses
- 19.3663 n Mo.**
(Pardini) Marti Min Li. Un conseil numérique, au nom du peuple!
- 20.3037 n Ip.**
Pasquier. Transport des marchandises dangereuses. La sécurité est-elle assurée?
- 20.3265 n Po.**
Pasquier. Etudier l'impact des nouvelles formes de travail sur les infrastructures dans le but d'implémenter les changements bénéfiques
- 20.3293 n Ip.**
Pasquier. Transparence sur le fret aérien
- 20.3445 n Ip.**
Pasquier. Transparence sur l'attribution des crédits Covid-19
- N **20.3696 n Mo.**
Pasquier. Monitorer le transport transalpin des marchandises dangereuses
- x **20.3901 n Ip.**
Pasquier. Pesticides dangereux pour les abeilles. Quelle est la situation?
- * **20.4007 n Ip.**
Pasquier. Comment le Conseil fédéral entend-il poursuivre sa traque aux fraudeurs à l'AdBlue?
- * **20.4038 n Mo.**
Pasquier. Les vélos ont droit à leur place dans les trains
- * **20.4114 n Mo.**
Pasquier. Des trains de nuit comme alternative au trafic aérien? Egalement au départ de Genève merci!
- x **18.3806 n Mo.**
(Pezzatti) Silberschmidt. Moderniser les règles de placement afin de renforcer la prévoyance professionnelle
- x **18.3897 n Mo.**
Pfister Gerhard. Prévoyance professionnelle. Réduire le montant des avoirs pour lesquels le contact a été rompu en simplifiant l'article sur les montants dits insignifiants
- N **18.3898 n Mo.**
Pfister Gerhard. Appliquer la loi sur les cartels de manière effective dans le secteur automobile
- x **18.3923 n Ip.**
Pfister Gerhard. Contributions versées à l'Initiative de Genève
- x **20.3824 n Po.**
Pfister Gerhard. Interdiction des activités du Hezbollah en Suisse
- * **20.4103 n Ip.**
Pfister Gerhard. Protection des investissements suisses en Pologne
- x **18.4074 n Po.**
Piller Carrard. Quel est l'impact d'une taxe sur la consommation de boissons sucrées?
- 18.4249 n Po.**
Piller Carrard. Enquête harmonisée au niveau national sur les demandes de naturalisation rejetées
- 19.3268 n Po.**
Piller Carrard. Améliorer la prévoyance professionnelle des personnes travaillant à temps partiel
- 19.3772 n Mo.**
Piller Carrard. Renforcer les rentes AVS pour lutter contre la pauvreté
- 20.3574 n Mo.**
Piller Carrard. Atténuer la crise du coronavirus pour les personnes à faibles revenus
- 20.3806 n Po.**
Piller Carrard. Investir autrement dans les structures d'accueil extrafamilial
- x **20.3807 n Ip.**
Piller Carrard. Les fécondations in-vitro remboursées par l'assurances obligatoire des soins à certaines conditions
- * **20.4251 n Po.**
Piller Carrard. Établir un rapport national sur les violences gynécologiques
- x **20.3258 n Ip.**
Pointet. Pour un déconfinement respectueux de l'environnement
- x **20.3324 n Ip.**
Pointet. Domaine privé qui devient public vraiment?
- x **20.3368 n Ip.**
Pointet. Traversée autoroutière de Morges. Encore plus d'un quart de siècle de nuisances devant nous?
- x **20.3606 n Po.**
Pointet. Quel avenir pour les installations sanitaires protégées?
- 20.3801 n Mo.**
Pointet. Un moratoire sur la construction de nouvelles usines d'incinération des ordures ménagères
- * **20.3981 n Ip.**
Pointet. En vacances à vélo!
- * **20.4051 n Ip.**
Pointet. Pistes cyclables, pourquoi un tel déclassement?
- * **20.4052 n Ip.**
Pointet. Risque-t-on de louper la transition écologique par manque de main d'oeuvre?

- 19.4508 n Po.**
Porchet. Maman sans retour. Il faut plus d'information sur les raisons pour lesquelles les femmes ne retournent pas au travail après un congé de maternité
- 20.3069 n Mo.**
Porchet. Pour le soutien à une agriculture de proximité
- 20.3092 n Mo.**
Porchet. Intégrer le genre dans la formation et la recherche médicales
- 20.3093 n Po.**
Porchet. Domaine de la santé. Mettre les lunettes de l'égalité
- x **20.3254 n Ip.**
Porchet. Quel droit à l'information pour la communauté sourde pendant la crise du coronavirus?
- x **20.3256 n Ip.**
Porchet. Quelle place pour le livre dans le soutien à la culture?
- x **20.3259 n Ip.**
Porchet. Quel impact du Covid-19 sur la santé sexuelle et reproductive?
- 20.3260 n Mo.**
Porchet. Applaudir ne suffit pas! Permettre au personnel de la santé de récupérer
- x **20.3329 n Po.**
Porchet. Prévenir l'impact sanitaire du réchauffement climatique
- 20.3483 n Mo.**
Porchet. Pour une nouvelle définition du cannabis
- x **20.3501 n Ip.**
Porchet. Les proches aidantes doivent rapidement voir leur situation s'améliorer!
- x **20.3550 n Ip.**
Porchet. Droits sexuels et autodétermination des personnes handicapées. A quand un débat national?
- x **20.3636 n Ip.**
Porchet. Quel rôle social pour nos facteurs et factrices?
- x **20.3812 n Ip.**
Porchet. Lien entre alimentation et pandémie. Quelle prévention?
- * **20.3969 n Ip.**
Porchet. Comment l'accès à l'information politique est-il assuré pour toutes et tous?
- * **20.3996 n Ip.**
Porchet. Ras-le-vol de la Blécherette
- * **20.3998 n Po.**
Porchet. Accès à la contraception. Assurer un accès à toutes et tous même en cas de crise
- * **20.4047 n Ip.**
Porchet. Spécisme. Quelles pistes pour sortir d'une société maltraitante?
- * **20.4178 n Ip.**
Porchet. Le harcèlement en milieu scolaire. Comment dire stop?
- x **18.3746 n Mo.**
Portmann. Pas de laissez-passer pour l'accès à l'assurance-chômage et aux assurances sociales suisses
- 19.4018 n Mo.**
Portmann. Libre-échange. Compensation écologique
- 20.3087 n Po.**
Portmann. Interdiction d'exportations à partir de l'étranger. Protection des intérêts suisses
- 19.4623 n Ip.**
Prelicz-Huber. Des expertises AI extrêmement problématiques
- 20.3026 n Mo.**
Prelicz-Huber. Réduire les émissions liées aux vols effectués par des conseillers fédéraux
- 20.3313 n Mo.**
Prelicz-Huber. Pandémie de coronavirus. Pas de hausse des primes d'assurance-maladie
- 20.3341 n Ip.**
Prelicz-Huber. Assurance d'indemnités journalières en cas de maladie
- 20.3364 n Mo.**
Prelicz-Huber. Indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail. Pour le versement de 100 pour cent du salaire des personnes dont le revenu ne dépasse pas 4000 francs environ
- 20.3823 n Mo.**
Prelicz-Huber. Pour une loi-cadre relative à la garantie du minimum vital
- * **20.4044 n Mo.**
Prelicz-Huber. Obligation d'avancer les prestations. Comblar les lacunes
- 20.3333 n Mo.**
Prezioso. Pour le bien de toutes et tous, ne pénalisons pas les revenus des personnes s'étant retrouvées sans travail à cause du Covid-19
- 20.3334 n Mo.**
Prezioso. Réquisitions d'urgence afin de permettre la planification de la production et la distribution des biens et services indispensables à la protection sociale et sanitaire de la population
- 20.3335 n Mo.**
Prezioso. Un impôt fédéral de solidarité sur la fortune, limité dans le temps, afin de financer partiellement les mesures de lutte contre le Covid-19 et la crise économique et sociale qu'il génère
- 20.3336 n Ip.**
Prezioso. Covid-19. Qui va payer la crise sanitaire, sociale et économique générée par la pandémie?
- 20.3337 n Ip.**
Prezioso. Covid-19 et système de santé. Non à la compétitivité pour ce qui concerne la vie
- 20.3338 n Ip.**
Prezioso. Dans l'intérêt de l'ensemble de la population, garantir l'accès aux soins et aux prestations sociales à toute la population
- 20.3339 n Mo.**
Prezioso. Régularisation collective des sans-papiers et garantie d'accès aux aides sociales à toute la population
- 20.3771 n Ip.**
Prezioso. Suisse-Colombie. S'assurer de l'utilisation des aides de la Confédération

- 20.3822 n Ip.**
Prezioso. Dette publique des pays pauvres détenue par des créanciers suisses. Montants et perspectives
- * **20.4230 n Po.**
Prezioso. Pour une enquête nationale indépendante au sujet des conséquences de la pandémie de coronavirus sur le personnel de santé
- 20.3018 n Ip.**
Pult. Bruit de tir. Dépassement des valeurs légales à Coire
- 20.3060 n Ip.**
Pult. Agriculture, industrie et communes dans les régions de montagne. Encouragement de la mobilité électrique
- x **20.3631 n Ip.**
Pult. RPLP. De quel volume de transfert de la route au rail n'a-t-on pas pu profiter à cause de la rigidité des tarifs de cette redevance?
- * **20.3949 n Po.**
Pult. Scénarios concernant la diffusion des services d'agences de presse
- * **20.3982 n Ip.**
Pult. L'aviation de loisir est-elle un obstacle à l'utilisation généralisée de robots volants?
- * **20.3984 n Po.**
Pult. Infrastructure numérique. Réduire les risques géopolitiques
- * **20.4203 n Ip.**
Pult. Dans le domaine des transports, des subventions et incitations financières sont dommageables à la biodiversité. Que font les autorités pour y remédier?
- 19.4512 n Po.**
Python. Diriger les flux financiers vers la compatibilité avec un réchauffement climatique à 1,5 degré
- x **20.3356 n Mo.**
Python. Se projeter vers l'innovation durable
- 20.3358 n Po.**
Python. Quel impact d'une vitesse générale de 40 kilomètres à l'heure et 30 kilomètres à l'heure dans l'espace urbain?
- 20.3359 n Mo.**
Python. Pour une prise en considération des coûts sur la santé et l'environnement du transport motorisé
- 20.3360 n Mo.**
Python. Pour une taxe d'importation des voitures de tourisme proportionnelle au poids
- * **20.3970 n Ip.**
Python. Quelle gestion des risques liés au numérique dans le domaine de la formation?
- * **20.4018 n Ip.**
Python. A quand une prise en compte des risques réels pour la santé et la biodiversité des molécules de synthèse toxiques?
- * **20.4076 n Mo.**
Python. Pour une adéquation au système européen d'homologation des pesticides de synthèse avec recours à des études indépendantes
- x **18.3790 n Po.**
(Quadranti) Siegenthaler. La question des pourboires face à l'essor des moyens de paiement électroniques
- 18.4157 n Mo.**
(Quadranti) Landolt. Octroi facilité de visas humanitaires
- 18.4300 n Po.**
(Quadranti) Siegenthaler. Garantir le développement harmonieux des enfants malgré des mesures de contrainte
- 19.3436 n Ip.**
(Quadranti) Landolt. La réforme des prestations complémentaires met-elle un frein aux solutions d'hébergement communautaire, pourtant avantageuses?
- 19.3682 n Ip.**
(Quadranti) Landolt. Contribution d'assistance. Éliminer les incohérences dans la réglementation scolaire
- 19.3840 n Mo.**
(Quadranti) Landolt. Interdiction de "guérir" les mineurs homosexuels
- 19.3848 n Mo.**
(Quadranti) Feri Yvonne. Assurer l'égalité des chances dans la vie professionnelle par un congé de quatorze semaines pour chaque parent
- 19.4036 n Mo.**
(Quadranti) Feri Yvonne. Urgence humanitaire en Méditerranée. Pour que la Suisse soit solidaire du mécanisme coordonné de répartition post-débarquements
Voir objet 19.4033 Mo. Barazzzone
Voir objet 19.4034 Mo. Mazzzone
Voir objet 19.4035 Mo. Sommaruga Carlo
Voir objet 19.4037 Mo. Fluri
- 19.4107 n Mo.**
(Quadranti) Hess Lorenz. Renforcer la médecine pédiatrique en tenant compte dans les tarifs de l'assurance sociale des adaptations apportées aux moyens et appareils
- x **18.3787 n Mo.**
Quadri. Pas de subsides pour ceux qui engagent des réfugiés. Aidons plutôt ceux qui engagent des citoyens suisses, trop souvent discriminés chez eux
- x **18.3824 n Mo.**
Quadri. Immigrés de l'UE. Pas plus de six mois à la charge de l'aide sociale
- x **18.3987 n Mo.**
Quadri. Dissoudre la Commission fédérale contre le racisme
- 19.3031 n Mo.**
Quadri. Redevance de radio-télévision. Rendre aux ménages le magot de 600 millions de francs
- 19.3060 n Mo.**
Quadri. Le terroriste Lojacono Baragiola doit être remis à la justice italienne
- 19.3104 n Mo.**
Quadri. Abolir la fonction de spécialiste en médecine du trafic
- 19.3480 n Mo.**
Quadri. Pas de nouvelles mesures vexatoires à l'encontre des automobilistes

- 19.3553 n Mo.**
Quadri. Nouvelle loi sur les professions médicales. Atténuer ses conséquences sur les jeunes pharmaciens
- 19.3598 n Mo.**
Quadri. Accès facile à l'aide sociale pour les djihadistes. La coupe est pleine!
- 19.4056 n Mo.**
Quadri. Modifier l'OSAMal afin d'obliger les assureurs-maladie à réduire leurs réserves excédentaires au profit des assurés
- x **19.4409 n Ip.**
Quadri. Imam de Viganello. Que sait le SEM? Pourquoi l'imam a-t-il collaboré avec le SEFRI?
- 19.4476 n Mo.**
Quadri. Non à l'augmentation exorbitante des commissions prélevées sur les opérations au guichet postal
- 19.4477 n Mo.**
Quadri. Taxe d'entrée pour les frontaliers. Si le climat est prioritaire, qu'on agisse en conséquence!
- 20.3181 n Mo.**
Quadri. Coronavirus. Pas de nouveaux permis pour les travailleurs étrangers au Tessin
- 20.3272 n Mo.**
Quadri. Crise du coronavirus. Aujourd'hui plus que jamais, l'argent du contribuable suisse doit servir au citoyen suisse
- x **20.3316 n Ip.**
Quadri. L'Italie garde ses frontières fermées mais exige que la Suisse ouvre sans restriction les siennes aux frontaliers
- x **20.3395 n Ip.**
Quadri. Le coronavirus profite aux délinquants étrangers, qui ne sont pas expulsés
- x **20.3534 n Ip.**
Quadri. OMS. La Suisse, éternel béni-oui-oui des organismes supranationaux
- x **20.3535 n Ip.**
Quadri. Tunnel de base du Ceneri, quatre mois de retard. Qu'en pense le Conseil fédéral?
- x **20.3536 n Ip.**
Quadri. Coronavirus. Augmentation des primes de l'assurance-maladie
- x **20.3743 n Ip.**
Quadri. Tous égaux devant la loi, mais certains plus que d'autres?
- x **20.3744 n Ip.**
Quadri. Crédits Covid-19 et petits malins
- x **20.3789 n Ip.**
Quadri. Suisse italienne exclue du conseil d'administration de la Poste, alors que l'hécatombe des offices de poste se poursuit
- x **20.3792 n Ip.**
Quadri. Frontières avec l'Italie. Fermeture tardive, ouverture prématurée
- * **20.4109 n Ip.**
Quadri. Caisse-maladie. 10 milliards de francs de réserves en 2019 mais les primes 2021 pourraient augmenter ?
- * **20.4110 n Ip.**
Quadri. Refuser d'accueillir les migrants de Moria, à l'exemple de l'Autriche, malgré les tentatives de manipulation de la fraction politique habituelle
- * **20.4111 n Ip.**
Quadri. Des entreprises étrangères décident-elles chez quels médecins spécialistes les patients suisses doivent aller ?
- * **20.4112 n Ip.**
Quadri. Durcir les règles pour les requérants d'asile qui enfreignent la loi ou se comportent de manière inacceptable
- * **20.4123 n Mo.**
Quadri. Assurances-maladie. La restitution des réserves excessives doit devenir obligatoire
- * **20.4124 n Mo.**
Quadri. Bye-bye Dublin ? Adieu Schengen !
- x **18.3944 n Mo.**
Regazzi. Immatriculation des véhicules. Réduction de la bureaucratie
- x **18.3945 n Mo.**
Regazzi. Commerce des émissions de CO2 des véhicules. Réduire la bureaucratie
- 19.3051 n Ip.**
Regazzi. Huawei et les défis de la 5G. Risques et chances pour la Suisse
- 19.3279 n Po.**
Regazzi. Signature ou non-signature de l'accord-cadre avec l'UE. Estimation des coûts pour la place économique suisse
- 19.3592 n Mo.**
Regazzi. Valeurs cibles applicables aux émissions de CO2 des véhicules utilitaires légers. Non au "Swiss finish"
- 19.3912 n Po.**
Regazzi. Eviter que le cadre légal ne soit un obstacle au bien-être en entreprise
- 19.4011 n Mo.**
Regazzi. La Confédération doit entièrement assumer les dégâts causés par la faune sauvage protégée (loups, lynx, ours, castors, etc.)
- 19.4105 n Po.**
Regazzi. Empêcher la diffusion en temps réel de pornographie infantile et mettre un terme à la prostitution infantile sur Internet
- 19.4539 n Mo.**
Regazzi. LPP. Ne pas limiter la liberté de choix des PME et de leurs salariés
- 20.3376 n Mo.**
Regazzi. Dérogation transitoire à l'obligation d'aviser le juge en cas de surendettement. Prolonger le délai jusqu'au 31 décembre 2021
Voir objet 20.3418 Mo. Ettlin Erich
- 20.3430 n Mo.**
Regazzi. Flexibiliser temporairement les conditions de travail
- x **20.3522 n Ip.**
Regazzi. Modifier l'ordonnance sur les frais professionnels afin de rendre le télétravail plus attrayant

- x **20.3579 n Ip.**
Regazzi. A vingt ans de l'entrée en vigueur de l'ORNI, où en sommes-nous en ce qui concerne les champs magnétiques générés par les grandes lignes de transport d'électricité et l'assainissement des installations?
- 20.3813 n Mo.**
Regazzi. Ne pas prendre en considération en tant que capitaux de tiers les crédits Covid-19 Plus pour toute la durée des cautionnements solidaires
- * **20.4118 n Ip.**
Regazzi. Qui nous protège des chiens de protection ?
- * **20.4119 n Mo.**
Regazzi. Autoriser les requérants d'asile en attente de renvoi à exercer une activité lucrative
- * **20.4120 n Ip.**
Regazzi. Soutien à l'économie. Privilégions les matières premières et les entreprises locales dans les appels d'offres publics
- x **18.3807 n Ip.**
Reimann Lukas. Aménager les centrales hydrauliques de manière à rétablir la migration des poissons d'ici 2030
- x **18.3962 n Mo.**
Reimann Lukas. Exécution du mandat du Parlement. Supprimer la double imposition des nouvelles voitures
- 18.4142 n Ip.**
Reimann Lukas. Comment le Conseil fédéral voit-il les conséquences économiques de la politique de l'argent bon marché menée par la BNS?
- 18.4346 n Po.**
Reimann Lukas. Plus d'honnêteté pour les portails de comparaison. Publication de toutes les commissions déclarées et cachées perçues par les comparateurs
- 19.3859 n Mo.**
Reimann Lukas. Renforcer les possibilités d'encouragement en matière de recherche sur la résistance aux antibiotiques
- 19.4328 n Mo.**
Reimann Lukas. Lutte contre l'antibiorésistance. Organiser une conférence ministérielle internationale en Suisse pour créer des conditions générales favorables à la recherche
Voir objet 19.4326 Mo. Eymann
Voir objet 19.4327 Mo. Heim
- 19.4583 n Mo.**
Reimann Lukas. Produits provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements. Producteurs nationaux et étrangers sur un pied d'égalité (repris tel quel de Barbara Keller-Inhelder)
- 19.4584 n Mo.**
Reimann Lukas. Suspendre l'échange automatique de renseignements avec les pays qui violent manifestement les droits de l'homme
- 19.4585 n Mo.**
Reimann Lukas. Halte à la hausse continue des primes d'assurance-maladie! Interdire pour dix ans les hausses de primes dans l'assurance obligatoire des soins (nouveau dépôt de la motion du 29 septembre 2017 non traitée par le Parlement)
- 20.3402 n Ip.**
Reimann Lukas. Base juridique insuffisante pour l'article 10f alinéa 1 de l'ordonnance 2 Covid-19
- 20.3433 n Po.**
Reimann Lukas. Réduire la dépendance à l'égard de l'étranger, retrouver davantage de souveraineté et améliorer la résistance aux crises
- 20.3434 n Mo.**
Reimann Lukas. Halte à la hausse continue des primes d'assurance-maladie! Interdire pour dix ans les hausses de primes dans l'assurance obligatoire des soins
- x **20.3439 n Ip.**
Reimann Lukas. La pénurie de médicaments met des vies en danger. Limiter efficacement les ruptures d'approvisionnement et réduire notre dépendance vis-à-vis de l'étranger
- x **20.3810 n Ip.**
Reimann Lukas. Vague d'immigration due à l'environnement économique?
- * **20.4219 n Mo.**
Reimann Lukas. Compléter le frein à l'endettement par un frein à la réglementation
- * **20.4220 n Mo.**
Reimann Lukas. Importations de véhicules neufs. Suppression des entraves commerciales, facteurs de renchérissement
- * **20.4221 n Mo.**
Reimann Lukas. Éviter que les véhicules d'occasion ne soient taxés deux fois, dans le cadre de la lutte contre la cherté des prix en Suisse
- x **18.4046 n Ip.**
Reynard. Formation continue et reconversion professionnelle. Bientôt une vraie offensive en faveur des salariés?
- x **18.4047 n Mo.**
Reynard. Et si la Confédération mettait en place une campagne de prévention contre le harcèlement et les violences sexuelles?
- x **18.4049 n Mo.**
Reynard. Harcèlement sexuel. De graves lacunes à combler
- 18.4207 n Mo.**
Reynard. Jouets connectés. Pour la sécurité de nos enfants
- 18.4271 n Mo.**
Reynard. Sécurité de l'approvisionnement. Soutenir la production supplémentaire de courant pendant l'hiver
- 18.4272 n Mo.**
Reynard. Financement par le supplément perçu sur le réseau. Délais de traitement identiques pour les rétributions uniques des grandes installations photovoltaïques et pour les contributions d'investissement pour les autres techniques
- 18.4339 n Po.**
Reynard. Fraude fiscale. Evaluer son ampleur et comparer les moyens de lutte efficaces contre ce phénomène

- 19.3058 n Mo.**
Reynard. Augmenter les sanctions en cas de licenciement des jeunes mères pour cause de maternité ou de grossesse
- 19.3059 n Mo.**
Reynard. Prolonger la durée de protection contre le licenciement des femmes au retour de leur congé maternité
- 19.3141 n Ip.**
Reynard. Examen suisse de maturité. Egalité de traitement pour les étudiantes et les étudiants
- 19.3197 n Mo.**
Reynard. Favoriser l'accès aux moyens de contraception pour les jeunes en Suisse
- 19.3198 n Mo.**
Reynard. Ressusciter les trains de nuit en Europe!
- 19.3218 n Ip.**
Reynard. Qu'attend la Suisse pour soutenir la recherche dans le domaine de la finance durable?
- 19.3226 n Mo.**
Reynard. Langue de la procédure pour les demandes d'indemnités en cas d'insolvabilité. Frais de traduction
- 19.3330 n Ip.**
Reynard. Les données des patients vont-elles être vendues au plus offrant?
- 19.3785 n Po.**
Reynard. L'illettrisme numérique conduit à l'exclusion sociale
- 19.4156 n Mo.**
Reynard. Outils numériques. Droit à la déconnexion
- 19.4198 n Mo.**
Reynard. Pour une meilleure information sur les substances à risque présentes dans les cosmétiques et objets usuels
- 19.4418 n Po.**
Reynard. Renforcer l'arsenal pénal pour lutter contre les violences domestiques
- 19.4588 n Po.**
Reynard. Traite des êtres humains. Bilan et stratégie future
- 19.4589 n Mo.**
Reynard. Rapporteur national chargé de la lutte contre la traite d'êtres humains
- 20.3015 n Mo.**
Reynard. Interdire la récolte rémunérée de signatures
- 20.3529 n Po.**
Reynard. Télétravail. Opportunités et protection des salariés et salariées
- x **20.3577 n Ip.**
Reynard. Retraites anticipées forcées au sein de la SSR
- 20.3578 n Mo.**
Reynard. Taxe d'exemption de l'obligation de servir. Pas d'application rétroactive, arbitraire et discriminatoire
- x **20.3702 n Ip.**
Reynard. L'Union européenne propose de faire de 2021 l'Année européenne du rail. Que compte faire le Conseil fédéral?
- 20.3867 n Po.**
Reynard. Évaluer la valeur de nos paysages
- 20.3869 n Po.**
Reynard. Évolutions techniques du câblage souterrain
- 20.3872 n Mo.**
Reynard. Pour une participation accrue et reconnue en faveur des étudiants et des étudiantes
 Voir objet 20.3669 Mo. Baume-Schneider
- 20.3873 n Po.**
Reynard. Le congé parental. L'avenir de notre politique familiale
- x **20.3874 n Po.**
Reynard. Accessibilité des transports publics pour les personnes en situation de handicap
- 20.3903 n Ip.**
Reynard. Norme contre les discriminations homophobes. Poursuivre l'engagement
- * **20.3975 n Ip.**
Reynard. Annuler la suppression de l'AG pour étudiantes et étudiants
- * **20.3976 n Po.**
Reynard. Prévention et reconnaissance du syndrome d'épuisement professionnel (burn-out) comme maladie professionnelle
- * **20.4012 n Ip.**
Reynard. Formation professionnelle, la Suisse latine écoutée ?
- * **20.4138 n Ip.**
Reynard. Santé des riverains à proximité des cultures spéciales
- * **20.4139 n Mo.**
Reynard. Stages. Mieux encadrer et améliorer le statut de stagiaire
- * **20.4140 n Mo.**
Reynard. Droit à l'avortement. Modifier une législation infantilisante
- * **20.4151 n Po.**
Reynard. Mise en place d'une commission de déontologie au Parlement
- * **20.4228 n Po.**
Reynard. Stress, burn-out et détérioration des conditions de travail dans les entreprises de service public
- * **20.4229 n Po.**
Reynard. Des chiffres fiables sur les violences domestiques
- 19.3783 n Mo.**
(Riklin Kathy) Gugger. Imposer les pesticides au taux de TVA normal
- 19.4351 n Po.**
(Riklin Kathy) Schneider-Schneiter. Des talents et des spécialistes pour la place technologique suisse au XXI^e siècle
- 20.3681 n Mo.**
Riniker. Pour une mise à jour du taux de réduction de la taxe d'exemption de l'obligation de servir pour les personnes astreintes à servir dans la protection civile
- x **20.3765 n Ip.**
Riniker. Remboursement du test du coronavirus. Réduction du jour au lendemain du tarif

- * **20.4060 n Ip.**
Riniker. Licenciements pour raisons médicales à l'armée. Raisons, chiffres et autres possibilités envisageables
- 19.3497 n Ip.**
(Rochat Fernandez) Aebischer Matthias. Nouveaux horaires CFF 2020. Les relations ferroviaires directes pour Paris réduites à terme aux liaisons Bâle-Paris et Genève-Paris?
- 19.3578 n Ip.**
(Rochat Fernandez) Piller Carrard. Vente des produits de maquillage pour les enfants. Une réglementation plus stricte s'impose
- 19.3921 n Ip.**
(Rochat Fernandez) Aebischer Matthias. Extension de Region Alps SA sur le trajet Saint-Maurice-Lausanne. Les CFF sont-ils toujours intéressés par le trafic régional?
- 19.4068 n Mo.**
(Rochat Fernandez) Aebischer Matthias. Adapter Via sicura pour que les services d'urgence puissent accomplir leur travail dans les conditions requises par leur mission, y compris lorsque la vitesse est limitée à 30 kilomètres à l'heure
 Voir objet 19.4067 Mo. Feller
- 19.4106 n Mo.**
(Rochat Fernandez) Crottaz. Une loi pour assurer la sécurité des convois de fonds
- 19.4155 n Ip.**
(Rochat Fernandez) Aebischer Matthias. Faciliter la combinaison train/avion comme alternative aux vols courte distance. Les CFF sont-ils intéressés par les concepts Austrian AirRail/Rail and Fly?
- x **18.3991 n Mo.**
Roduit. Redonner des moyens aux registres du commerce
- x **18.3992 n Mo.**
Roduit. Pour un registre national des faillites
- x **18.3993 n Mo.**
Roduit. Mettre fin aux faillites à répétition
- x **18.3994 n Mo.**
Roduit. Accueil extrafamilial pour enfants et cotisations AVS. Calcul du salaire déterminant
- x **18.3995 n Po.**
Roduit. Whatsapp School
- x **18.4008 n Mo.**
Roduit. Echanges internationaux d'enseignants dans un cadre mondial
- 18.4378 n Ip.**
Roduit. Prestations transitoires de l'AI
- 19.3053 n Mo.**
Roduit. Une "task force" contre les ravageurs émergents
- 19.3187 n Mo.**
Roduit. Vers une électrification de l'agriculture
- 19.3524 n Ip.**
Roduit. Un monitoring pour la loi sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées
- 19.3525 n Ip.**
Roduit. Conventions tarifaires dans le domaine de la santé. Une nouvelle pratique est-elle nécessaire?
- 19.3623 n Mo.**
Roduit. Promotion de la consommation d'eau et de jus de fruits naturels
- 19.3624 n Mo.**
Roduit. Promotion de la consommation de fruits et légumes produits localement
- 19.3815 n Mo.**
Roduit. L'antispécisme n'a pas tous les droits
- 19.3984 n Po.**
Roduit. Peut-on encore manger de la viande?
- 19.4069 n Mo.**
Roduit. Etude de cohorte suisse sur la santé des enfants et des adolescents
- 19.4151 n Mo.**
Roduit. Soins infirmiers. Donner une chance aux détenteurs d'anciens diplômes
- 19.4259 n Ip.**
Roduit. Pour une incitation réelle à produire du bois naturel suisse
- 19.4571 n Ip.**
Roduit. Est-ce aux agriculteurs de supporter les déchets des gens du voyage?
- 19.4572 n Ip.**
Roduit. Des allocations de formation pour tous les jeunes Suisses qui sont en formation
- 19.4616 n Mo.**
Roduit. Pour une structure de contrôle assurant de manière efficiente la sécurité aux frontières
- 20.3051 n Ip.**
Roduit. Nombre de mineurs suivant un traitement en raison de troubles de l'identité sexuelle
- 20.3270 n Mo.**
Roduit. Mesures urgentes Covid-19 pour la viticulture
 Voir objet 20.3411 Mo. Maret Marianne
- x **20.3369 n Ip.**
Roduit. Tests de dépistage du coronavirus. Qui paie?
 Voir objet 20.3417 Ip. Juillard
- 20.3399 n Ip.**
Roduit. Coûts supplémentaires non couverts pour les hôpitaux en raison de la pandémie Covid-19
- 20.3436 n Mo.**
Roduit. Mesures urgentes Covid-19. Soutien à la viticulture suisse par les paiements directs
- 20.3446 n Mo.**
Roduit. Prendre en considération la situation des personnes sans statut légal
- x **20.3537 n Ip.**
Roduit. Mise en oeuvre des Objectifs de développement durable de l'ONU et santé des enfants (Objectif 3, "Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge")
- 20.3538 n Ip.**
Roduit. La blockchain pour assurer la traçabilité des denrées alimentaires?

20.3634 n Mo.

Roduit. Cigarettes aromatisées. Protégeons la jeunesse

20.3898 n Po.

Roduit. Adapter les rentes LPP pour plus d'égalité

* **20.4141 n Po.**

Roduit. Pour optimiser la couverture sociale des indépendants

* **20.4144 n Ip.**

Roduit. Contribution d'estivage, pas de double peine pour les éleveurs

•x **18.3965 n Ip.**

Romano. Police fédérale et lutte contre les organisations mafieuses. La centralisation à Berne a-t-elle fait perdre le contact avec la réalité?

18.4131 n Mo.

Romano. Pas de programme Copernicus sans la Suisse

18.4159 n Mo.

Romano. Prix appliqués par les CFF. Conditions comparables pour les clients qui se trouvent dans des situations comparables

18.4160 n Mo.

Romano. L'abonnement Voie 7 des CFF doit être valable dans les principales villes de Suisse

19.3153 n Mo.

Romano. Rapport annuel sur la gestion du personnel de l'administration fédérale. Les données sur le plurilinguisme doivent être complètes et détaillées

19.3289 n Mo.

Romano. Langue de la procédure pour les demandes d'indemnités en cas d'insolvabilité. Renforcer le plurilinguisme

19.3290 n Po.

Romano. Scénarios de contrôle des frontières nationales et de modifications législatives éventuellement nécessaires. Rapport

19.3335 n Mo.

Romano. Abonnement Voie 7 (Seven 25). Extension de la plage horaire matinale jusqu'à 7 heures

19.3336 n Mo.

Romano. Création d'un abonnement Voie 5

19.3763 n Po.

Romano. Elaborer une stratégie d'accès au marché dans le secteur des services axés sur l'exportation

19.3764 n Po.

Romano. Rapport sur l'éducation à l'environnement

19.3765 n Po.

Romano. Réduction et limitation du plastique à usage unique dans le quotidien. Interventions législatives possibles

19.4203 n Mo.

Romano. Assistance judiciaire soumise à la TVA. Mettre un terme à la discrimination dans les procédures judiciaires dont les indigents et les cantons font les frais

19.4433 n Ip.

Romano. Accord de libre-échange entre l'AELE et le Mercosur. Non-respect du contingent tarifaire relatif aux vins importés?

19.4524 n Ip.

Romano. Commissions et organes extraparlimentaires. Le Conseil fédéral piétine-t-il une fois de plus la Suisse italienne et le pluralisme linguistique de la Suisse?

19.4525 n Po.

Romano. Licenciement des mères au terme de la période de protection de 16 semaines après l'accouchement

20.3269 n Ip.

Romano. Reconstitution des stocks d'éthanol pour la production de désinfectant. Privilégier les acteurs locaux

20.3273 n Mo.

Romano. Réouverture des frontières après la crise du Covid-19. Maintenir les contrôles sanitaires là où cela se justifie dans l'intérêt de la santé publique

20.3308 n Ip.

Romano. Covid-19. Créer les conditions permettant d'accélérer la diffusion du télétravail dans l'administration fédérale?

20.3315 n Mo.

Romano. Garantir et renforcer les moyens financiers mis à disposition pour la promotion des vins suisses

20.3735 n Ip.

Romano. Le Tessin et la Suisse ne finissent pas à Lugano. Il faut intégrer le district de Mendrisio dans les liaisons ferroviaires à longue distance

20.3736 n Mo.

Romano. Le Tessin et la Suisse ne finissent pas à Lugano. Il faut intégrer le district de Mendrisio dans les liaisons ferroviaires à longue distance

20.3804 n Ip.

Romano. Scènes de violence sexuelle commise sur des enfants publiées sur Internet. Instances d'alerte

* **20.4008 n Ip.**

Romano. Règles et délais applicables aux offres d'emploi. Chacun pour soi et Dieu pour tous?

* **20.4009 n Mo.**

Romano. Offre d'abonnement général pour étudiants des CFF. Garantir le respect de l'art. 15, al. 3, de la loi sur le transport des voyageurs

* **20.4010 n Mo.**

Romano. Formes de travail mobile. Adapter les bases légales afin que l'administration fédérale soit exemplaire

* **20.4090 n Ip.**

Romano. Etudes consacrées à la maîtrise du trafic dans les agglomérations. Quid de l'italien ?

* **20.4156 n Ip.**

Romano. Hezbollah. Dépôts d'explosifs et de nitrate d'ammonium en Suisse ?

19.4345 n Mo.

Rösti. Assurer durablement le trafic par le nord de Kandersteg en cas d'évènement majeur ou de travaux d'évacuation à Mitholz

20.3370 n Mo.

Rösti. Autoriser la mise sur le marché de dispositifs médicaux soumis à un régime normatif non européen

- x **20.3769 n Ip.**
Rösti. Les possibilités d'élimination thermique indigène des matériaux bitumeux de démolition contenant des HAP sont-elles suffisantes à l'échelon fédéral?
- * **20.4125 n Ip.**
Rösti. Révision de l'OAMal. Ne pas mettre inutilement en danger l'existence des hôpitaux universitaires
- 19.4424 n Mo.**
Roth Franziska. Ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées
- 19.4464 n Ip.**
Roth Franziska. Exigences pour le service de police aérienne
- 19.4465 n Ip.**
Roth Franziska. Exigences applicables à la formation des pilotes militaires
- 19.4488 n Po.**
Roth Franziska. Des modèles de financement déficients discriminent les enfants et adolescents souffrant de maladies psychiques
- 20.3261 n Ip.**
Roth Franziska. Mobilisation du service civil pendant la situation d'urgence due à la pandémie de maladie coronavirale de 2019
- 20.3568 n Ip.**
Roth Franziska. Accès à la communication améliorée et alternative
- 20.3679 n Mo.**
Roth Franziska. Définir les aires d'alimentation des zones de captage pour protéger efficacement l'eau potable
Voir objet 20.3625 Mo. Zanetti Roberto
- 20.3697 n Ip.**
Roth Franziska. Bombardier furtif F-35. Vers un partage de souveraineté avec les États-Unis
- 20.3729 n Ip.**
Roth Franziska. Prestations de psychothérapie. Égalité de traitement entre tous les patients, quelle que soit la couverture d'assurance-maladie
- 20.3865 n Mo.**
Roth Franziska. Congé payé pour les employés exerçant un mandat politique officiel
- 20.3885 n Po.**
Roth Franziska. Introduction d'une carte de légitimation nationale pour les personnes en situation de handicap
- x **20.3886 n Po.**
Roth Franziska. Violences subies par des personnes handicapées en Suisse
- * **20.4068 n Po.**
Roth Franziska. Transport pour handicapés. Un chaînon manquant dans l'offre de mobilité
- * **20.4069 n Ip.**
Roth Franziska. Procédures opaques concernant la Pharmacie de l'armée
- x **20.3172 n Ip.**
Roth Pasquier. Covid-19. Se servir des eaux usées comme source de données pour le monitoring de la circulation du virus?
- 20.3899 n Ip.**
Roth Pasquier. L'application du droit fédéral ne doit pas être une loterie
- * **20.4091 n Ip.**
Roth Pasquier. L'OFT doit revoir sa pratique en matière d'installation d'ascenseurs dans les gares ferroviaires
- * **20.4152 n Ip.**
Roth Pasquier. Taxe d'exemption de l'obligation de servir. Stop à l'inégalité de traitement!
- x **18.4085 n Po.**
(Ruiz Rebecca) Gysi Barbara. Erreurs médicales. Une meilleure place pour les patients dans les procédures en justice
- 18.4318 n Mo.**
(Ruiz Rebecca) Gysi Barbara. LAMal. Empêcher les interventions inutiles et nuisibles. Pas de conventions tarifaires sans mesurer la qualité
- 18.4319 n Mo.**
(Ruiz Rebecca) Marra. Non aux fausses actions, oui à une concurrence loyale
- 18.4220 n Ip.**
Ruppen. Oppositions d'Helvetia Nostra contre des demandes d'autorisation de construire des résidences principales. En finir avec la chasse aux sorcières!
- 18.4221 n Mo.**
Ruppen. Loi sur les résidences secondaires. Les logements inoccupés ne sont pas des résidences secondaires
- 18.4222 n Ip.**
Ruppen. Pas d'indemnités de chômage pour les frontaliers!
- 19.3397 n Mo.**
Ruppen. Faire une distinction entre les vigneron-encaveurs et les négociants en vins. Reconnaître de nouveau les vigneron-encaveurs comme producteurs
- 19.3514 n Ip.**
Ruppen. Nouvelles recommandations de la Commission fédérale pour les problèmes liés à l'alcool en matière de consommation d'alcool. Des adaptations injustifiées!
- 19.3515 n Ip.**
Ruppen. Fiche de l'OFEV sur la restauration durable. N'avons-nous pas d'autres problèmes?
- 19.3846 n Ip.**
Ruppen. Ancien dépôt de munitions de Mitholz. Un danger important également pour le trafic de transit, le chargement des voitures et le train
- 19.4304 n Mo.**
Ruppen. Assurer durablement le trafic par le nord de Kandersteg en cas d'événement majeur ou de travaux d'évacuation à Mitholz
- 20.3321 n Mo.**
Ruppen. Déduction fiscale des coûts de vacances passées en Suisse
- 20.3396 n Mo.**
Ruppen. Oui à une réglementation transitoire des soldes pour sauver le commerce de détail

- * **20.4187 n Mo.**
Ruppen. Pour une politique d'ajustement structurel active
- 19.3511 n Mo.**
Rutz Gregor. Disques de stationnement au service des citoyens
- 19.3909 n Ip.**
Rutz Gregor. L'harmonisation des impôts à l'échelle internationale fait souffler un vent contraire sur la place économique et industrielle suisse. Que fait le Conseil fédéral?
- 19.4163 n Mo.**
Rutz Gregor. Les règles de la circulation sont valables pour tous les usagers, y compris les cyclistes
- 20.3108 n Ip.**
Rutz Gregor. Perception de la redevance de radio-télévision. Le maquis procédural mis en place par Berne soulève plaintes et critiques
- x **20.3246 n Ip.**
Rutz Gregor. Politique des médias obscure. Le Conseil fédéral voit-il de nouveaux mandats pour Keystone-ATS?
- 20.3247 n Ip.**
Rutz Gregor. Redevance de radio-télévision payée par les ménages et les entreprises. Quel bilan?
- 20.3248 n Ip.**
Rutz Gregor. Politique des médias obscure. Le Conseil fédéral souhaite-t-il remplacer la publicité par la redevance à la SSR?
- 20.3444 n Ip.**
Rutz Gregor. La Confédération va-t-elle endosser la responsabilité des surcoûts provoqués par les prescriptions fédérales?
- 20.3788 n Ip.**
Rutz Gregor. Un État fédéral fouineur. Pourquoi les autorités fédérales demandent-elles à des entreprises privées des informations sur leurs budgets publicitaires?
- x **20.3844 n Mo.**
Ryser. Télétravail. Instaurer l'égalité fiscale
- * **20.4238 n Mo.**
Ryser. Covid-19. Soutenir la formation continue pendant la durée de réduction de l'horaire de travail
- * **20.4239 n Po.**
Ryser. Étudier la mise en place d'un "frein climatique" sur le modèle du frein à l'endettement
- 18.4392 n Po.**
Rytz Regula. Favoriser l'éclairage naturel dans les bâtiments d'habitation
- 18.4394 n Mo.**
Rytz Regula. Accord de libre-échange AELE-Mercosur. Critères contraignants de durabilité
- 19.3314 n Ip.**
Rytz Regula. Que va-t-il advenir des places d'atterrissage en montagne?
- 19.3862 n Mo.**
Rytz Regula. Protection du climat. Nouveau champ d'action de la stratégie touristique de la Confédération
- 19.3870 n Mo.**
Rytz Regula. Assurance-maladie. Supprimer la participation aux coûts pour les mesures de prévention
- 19.4354 n Mo.**
Rytz Regula. Procédure d'autorisation transparente pour les médicaments et les thérapies dont les prix sont élevés
- 20.3362 n Mo.**
Rytz Regula. Pour un financement équitable de la lutte contre la crise du coronavirus
- 20.3602 n Ip.**
Rytz Regula. Chiptuning de véhicules à moteur. L'OFROU maîtrise-t-il la situation?
- 20.3868 n Ip.**
Rytz Regula. Problèmes inhérents à l'homologation des pesticides. A-t-on pris conscience de leur ampleur et s'y attaque-t-on désormais rapidement et résolument?
- 20.3892 n Mo.**
Rytz Regula. Monitoring de la loi fédérale relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS
- 20.3893 n Mo.**
Rytz Regula. Convertir les cautionnements solidaires liés au Covid-19 en investissements d'avenir dans la protection du climat, l'innovation et la formation
- * **20.4245 n Mo.**
Rytz Regula. Une stratégie pour un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement
- 19.3154 n Mo.**
(Salzmann) Zuberbühler. Il faut assurer la sécurité de notre approvisionnement. RUAG Ammotec ne doit pas être vendue
- 19.3447 n Mo.**
(Salzmann) Aebi Andreas. Centre national de compétences pour l'amélioration des terres arables (amélioration des terres SDA)
- 19.3654 n Mo.**
(Salzmann) Aeschi Thomas. Personnes travaillant à leur compte. Différer la perception des intérêts moratoires dans l'AVS
- 19.3655 n Mo.**
(Salzmann) Aeschi Thomas. Pour des intérêts moratoires conformes aux conditions du marché dans l'AVS
- 19.4237 n Mo.**
(Salzmann) Aebi Andreas. Halte à la collecte de données démesurée réalisée par l'armée!
- x **18.3821 n Ip.**
Sauter. Le rapport sur la politique aéronautique est-il toujours valable?
- x **18.3822 n Mo.**
Sauter. Professions médicales. Reconnaissance de la maturité suisse comme preuve des connaissances linguistiques requises
- 19.4015 n Ip.**
Sauter. Structure tarifaire Tardoc. Vers la fin de la guerre des tarifs?
- 19.4590 n Ip.**
Sauter. Taux d'intérêt minimum. Instrumentalisation politique?

- x **20.3552 n Ip.**
Sauter. Accidents dentaires. Prise en charge des coûts
- 20.3694 n Ip.**
Sauter. Pourquoi n'y a-t-il pas encore de fiche PSIA pour la réaffectation aéronautique de l'aérodrome de Dübendorf?
- 20.3770 n Mo.**
Sauter. Introduction de l'ordonnance électronique
- 19.4445 n Mo.**
Schaffner. Plan d'action pour augmenter la part des transports publics dans le trafic global
Voir objet 19.4443 Mo. Candinas
Voir objet 19.4444 Mo. Graf-Litscher
Voir objet 19.4446 Mo. Töngi
- 20.3103 n Mo.**
Schaffner. Promotion de l'énergie solaire. Mettre les toitures des bâtiments de l'administration fédérale à la disposition de tiers
- x **20.3651 n Ip.**
Schaffner. Postes de travail décentralisés pour les collaborateurs de l'administration fédérale
- x **20.3717 n Ip.**
Schaffner. Atteindre les objectifs en matière de politique énergétique par une collaboration avec le milieu de l'économie
- * **20.4066 n Po.**
Schaffner. Mandat de service universel dans le domaine des services de paiement. Quels seront nos besoins à l'avenir?
- * **20.4067 n Ip.**
Schaffner. Audit des installations de biomasse
- * **20.4135 n Po.**
Schaffner. Que signifie l'objectif "zéro net" pour le secteur du bâtiment, et comment l'atteindre?
- 19.3903 n Po.**
(Schenker Silvia) Feri Yvonne. Office de médiation de l'assurance-invalidité
- 19.3904 n Po.**
(Schenker Silvia) Meyer Mattea. LPGA. Rapport sur les observations secrètes
- 19.4265 n Ip.**
(Schenker Silvia) Barrile. Forfaits par cas du domaine ambulatoire. Un modèle d'avenir?
- 18.4337 n Po.**
(Schilliger) Jauslin. Propriétés énergétiques des fenêtres de toit
- 19.3349 n Mo.**
(Schilliger) Bourgeois. Réduction des émissions de CO2 dans le trafic routier. Programme incitatif
- 19.3726 n Po.**
(Schilliger) Fluri. Nouveau modèle fédéral de financement des transports
- 19.3727 n Mo.**
(Schilliger) Bourgeois. Promouvoir l'économie circulaire, corriger une réglementation erronée
- * **20.4225 n Po.**
Schilliger. Le dilemme des pneus doit faire l'objet d'études interdisciplinaires
- 19.4191 n Mo.**
Schläpfer. Pas de droit de séjour en cas d'abus sexuel et de violence à l'encontre de femmes ou d'enfants
- 19.4261 n Mo.**
Schläpfer. Combattre systématiquement les mariages d'enfants
- 20.3302 n Ip.**
Schläpfer. Coronavirus. Qui paie les coûts des tests de dépistage?
- 20.3576 n Ip.**
Schläpfer. Coronavirus et nationalité des bénéficiaires de l'aide sociale
- 20.3046 n Po.**
Schlatter. Égalité de traitement sur le marché de l'emploi. L'obligation pour les officiers de l'état civil d'avoir la nationalité suisse est un anachronisme
- 20.3275 n Mo.**
Schlatter. Redémarrage de l'aviation. Pour une interdiction des vols de nuit
- 20.3276 n Mo.**
Schlatter. Redémarrage de l'aviation. Favoriser les avions efficaces
- 20.3277 n Ip.**
Schlatter. Redémarrage de l'aviation. Objectifs climatiques du Conseil fédéral
- x **20.3554 n Ip.**
Schlatter. Swisscom. Prioriser la stabilité du réseau
- x **20.3555 n Ip.**
Schlatter. F/A-18. Charge financière et dépassement des coûts
- * **20.4131 n Ip.**
Schlatter. Répression menée à l'aide d'appareils de surveillance suisses?
- * **20.4132 n Ip.**
Schlatter. Tarification de la mobilité. Pourquoi l'élaboration d'un article sur les projets pilotes prend-elle autant de temps ?
- * **20.4133 n Ip.**
Schlatter. 5G. Un modèle économique pour les CFF?
- * **20.4134 n Mo.**
Schlatter. Zones 30. Bureaucratie inutile pour les communes
- x **18.3950 n Mo.**
Schneeberger. Promouvoir le vélo électrique parmi les élèves du secondaire
- 18.4292 n Mo.**
Schneeberger. Savoir garder la mesure. En finir avec les chicanes de la procédure d'annonce de l'impôt anticipé
- 19.3565 n Mo.**
Schneeberger. Favoriser la signature électronique des contrats comme alternative à la signature manuscrite
- 19.3720 n Mo.**
Schneeberger. Prestations pour les cas de rigueur versées par les fonds de bienfaisance. Assurer le même traitement à tous les bénéficiaires de rentes

- x **20.3194 n Ip.**
Schneeberger. Comment améliorer le cadre réglementaire pour garantir la sécurité de l'approvisionnement en médicaments?
- x **20.3290 n Ip.**
Schneeberger. Évaluation de la sécurité de l'approvisionnement en médicaments. Manque de base légale
- x **20.3291 n Ip.**
Schneeberger. Ruptures d'approvisionnement en médicaments
- x **20.3292 n Ip.**
Schneeberger. Coût des médicaments en rupture de stock
- 20.3692 n Mo.**
Schneeberger. Nouvelle réglementation en matière d'imposition à la source à compter du 1er janvier 2021. Circulaire no 45 de l'AFC
- * **20.3941 n Ip.**
Schneeberger. Mauvaise planification des CFF à Bâle-Campagne
- * **20.3960 n Ip.**
Schneeberger. Préserver l'emploi, atténuer les effets de la récession et éviter les dettes supplémentaires
- * **20.4074 n Ip.**
Schneeberger. Des failles de sécurité dans les communications mobiles?
- * **20.4126 n Ip.**
Schneeberger. Sécurité et responsabilité en matière de navigation
- * **20.4127 n Ip.**
Schneeberger. Entreprises publiques. Pourquoi la Confédération et les cantons refusent-ils de mettre en oeuvre les lignes directrices de l'OCDE?
- * **20.4206 n Mo.**
Schneeberger. Actualisation de la liste des régions à risque élevé d'infection au coronavirus en concertation avec les pays voisins
- 20.3344 n Mo.**
Schneider Meret. Étourdissement et saignée dans les abattoirs. Procéder à un contrôle indépendant
- 20.3345 n Ip.**
Schneider Meret. Programme national de recherche portant sur le Covid-19. Promouvoir des méthodes sans expérimentation animale
- 20.3346 n Ip.**
Schneider Meret. Chasser sans preuve de la sûreté du tir est-il sûr, respectueux des animaux et efficace?
- 20.3647 n Mo.**
Schneider Meret. Arrêtons le gazage des poussins
- 20.3648 n Mo.**
Schneider Meret. Les porcs aussi ont le droit de dormir sur de la paille
- 20.3795 n Ip.**
Schneider Meret. Pour une intégration de l'agriculture dans la loi sur le travail
- 20.3796 n Ip.**
Schneider Meret. Dispositions relatives à l'importation des trophées de chasse en provenance de l'étranger
- * **20.4231 n Mo.**
Schneider Meret. Trophées de chasse. Des règles d'importation plus strictes pour les parties d'espèces animales menacées
- * **20.4232 n Mo.**
Schneider Meret. Mettre en place une déclaration de provenance pour les produits à base de noix de coco cueillies par des singes
- x **18.3884 n Mo.**
Schneider Schüttel. Campagne nationale "Les hommes contre la violence à l'égard des femmes"
- 18.4243 n Ip.**
Schneider Schüttel. Mise en oeuvre de la production adaptée aux conditions locales visée à l'article 104a de la Constitution
- 19.3508 n Ip.**
Schneider Schüttel. Exempter le kérosène de l'impôt sur les huiles minérales est dépassé. Modification de la Convention de Chicago
- x **19.3559 n Po.**
Schneider Schüttel. Résidus d'abrasion des pneus, source la plus importante de microplastiques. Mesures de réduction
- 19.3560 n Ip.**
Schneider Schüttel. Pour des accords sectoriels en vue de réduire la consommation de plastique
- 19.3792 n Ip.**
Schneider Schüttel. Seconde génération des victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance
- 19.3793 n Ip.**
Schneider Schüttel. Réduire le CO2. Favoriser les vélo-cargos et les vélo-taxis
- 19.3836 n Po.**
Schneider Schüttel. Échéance des aides fédérales accordées au titre de l'encouragement des logements à loyer modéré. Qu'advient-il des locataires concernés?
- 19.4230 n Ip.**
Schneider Schüttel. La réduction des risques inhérents aux pesticides va-t-elle de pair avec la réduction du volume des ventes?
- 19.4535 n Ip.**
Schneider Schüttel. Où sont les enfants sourds-aveugles et les enfants malentendants et malvoyants?
- 19.4536 n Ip.**
Schneider Schüttel. Obligation de revitaliser les cours d'eaux conformément au compromis sur l'initiative "Eaux vivantes"
- 20.3056 n Ip.**
Schneider Schüttel. Pour éviter que les cordes de balle et autres plastiques se retrouvent dans l'environnement
- 20.3123 n Ip.**
Schneider Schüttel. Réduction des articles en plastique à usage unique. Quels acteurs et quel calendrier?
- 20.3124 n Ip.**
Schneider Schüttel. Pour une responsabilité élargie des producteurs de plastiques à usage unique

- 20.3528 n Ip.**
Schneider Schüttel. Égalité entre femmes et hommes. Violation de la Constitution et de la LIFD par certains cantons et surveillance insuffisante de la part du DFF et de l'AFC
- x **20.3585 n Ip.**
Schneider Schüttel. Covid-19 et biodiversité
- 20.3586 n Mo.**
Schneider Schüttel. Installation de téléphonie mobile avec la technologie de la 5G. Conséquences des ondes millimétriques sur la nature et les personnes
- 20.3831 n Mo.**
Schneider Schüttel. Supprimer rapidement l'homologation des produits phytosanitaires toxiques et très toxiques pour les usages professionnels
- 20.3878 n Po.**
Schneider Schüttel. Crise du Covid-19. Conséquences spécifiques en fonction du sexe
- * **20.4183 n Ip.**
Schneider Schüttel. Économie et principe de précaution. Faut-il augmenter le taux de réexamen des anciens produits phytosanitaires ?
- x **20.3253 n Ip.**
Schneider-Schneiter. Coopération transfrontalière avec l'UE en situation de crise
- 20.3601 n Mo.**
Schneider-Schneiter. Accès aux grands projets d'infrastructure pour les PME suisses
- x **20.3607 n Ip.**
Schneider-Schneiter. Accès aux vaccins
- * **20.3950 n Po.**
Schneider-Schneiter. Sécurité de l'approvisionnement. Métaux des terres rares, stratégie des ressources
- * **20.3967 n Ip.**
Schneider-Schneiter. Sécurité de l'approvisionnement en électricité
- * **20.4142 n Ip.**
Schneider-Schneiter. Pour une simplification de la procédure de remboursement des vaccinations
- x **20.3440 n Po.**
Schwander. Article 185 alinéa 1 de la Constitution. Préciser la sphère de protection
- x **18.3956 n Mo.**
Seiler Graf. Exportation d'armes. Faire passer la politique étrangère avant la politique industrielle, qui n'est plus adéquate
- 18.4138 n Mo.**
Seiler Graf. Halte à l'exportation de matériel de guerre à la coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite
- 19.3788 n Mo.**
Seiler Graf. Remise du pistolet militaire uniquement aux tireurs sportifs
- 19.4080 n Po.**
Seiler Graf. Ethique militaire dans l'armée suisse. Catalogue de mesures en dix points
- 19.4227 n Mo.**
Seiler Graf. Réduction des émissions de CO2 et des pertes d'énergie pour les propriétaires et les locataires d'immeubles ainsi que pour les PME
- 20.3508 n Po.**
Seiler Graf. Renforcer le travail politique de milice en en faisant valider les acquis par les hautes écoles
- 20.3509 n Mo.**
Seiler Graf. Vols court-courriers. Stratégie de transfert
- x **20.3719 n Ip.**
Seiler Graf. Aggravation du bruit produit par les Forces aériennes en Suisse centrale
- 20.3720 n Ip.**
Seiler Graf. Le coût du cycle de vie des avions de combat est-il vraiment estimé ou s'agit-il d'une navigation financière à vue?
- * **20.4146 n Ip.**
Seiler Graf. Accès aux prestations d'assistance pour les requérants d'asile victimes de traite d'êtres humains à l'étranger pendant la période où la Confédération est responsable de leur dossier
- x **18.3966 n Po.**
(Semadeni) Gysi Barbara. Déclaration du rayonnement non ionisant
- 18.4215 n Mo.**
(Semadeni) Friedl Claudia. Frais de raccordement des panneaux photovoltaïques discrets installés dans des régions périphériques bien ensoleillées
- 19.3222 n Mo.**
(Semadeni) Birrer-Heimo. Programme d'impulsion pour la rénovation des établissements d'hébergement dans les régions de montagne
Voir objet 19.3234 Mo. Stöckli
- x **18.3902 n Mo.**
Siegenthaler. L'impôt à la source pour tous
- 19.4517 n Mo.**
Silberschmidt. Prévoir l'admission hors contingent de personnel qualifié en provenance de pays tiers pour soutenir les secteurs en pénurie de main-d'oeuvre
- 20.3833 n Mo.**
Silberschmidt. Assurer un financement durable de l'AVS pour toutes les générations. Déficits nets nuls jusqu'en 2050
- * **20.4048 n Ip.**
Silberschmidt. Améliorer les conditions cadre pour les business angels
- * **20.4078 n Mo.**
Silberschmidt. Déficit net nul en 2050. Fixer également pour l'AVS un objectif de développement durable
- x **18.3948 n Ip.**
(Sommaruga Carlo) Molina. Etat civil. Le Conseil fédéral est-il prêt à faciliter la vie administrative des Suissesses et des Suisses de l'étranger?
- N **18.3949 n Mo.**
(Sommaruga Carlo) Jans. Agriculture. Favoriser l'agriculture contractuelle entre les consommateurs et les agriculteurs
- x **18.4030 n Ip.**
(Sommaruga Carlo) Munz. Proche-Orient. Où en est la Suisse?
- x **18.4067 n Ip.**
(Sommaruga Carlo) Friedl Claudia. Esclavage et colonialisme. Le Conseil fédéral n'a-t-il rien appris?

18.4373 n Ip.

(Sommaruga Carlo) Fehlmann Rielle. Crimes de guerre en Syrie. Le Ministère public de la Confédération entravé politiquement pour agir?

18.4374 n Mo.

(Sommaruga Carlo) Wermuth. Commerce de l'or. Pour que les négociants et les prestataires de services de conseil bénéficient d'un droit de communication et soient soumis à l'obligation de communiquer figurant dans la loi sur le blanchiment d'argent

18.4380 n Ip.

(Sommaruga Carlo) Dandrès. Ministère public de la Confédération. Argent du système de corruption des époux Kirchner restitué bien trop tôt!

19.3510 n Ip.

(Sommaruga Carlo) Badran Jacqueline. Taux minimal effectif d'imposition pour les sociétés à l'échelle internationale. Comment se positionne la Suisse?

19.3728 n Ip.

(Sommaruga Carlo) Munz. Chine. Prélèvements d'organes sur des prisonniers de conscience. Que fait le Conseil fédéral?

19.3835 n Ip.

(Sommaruga Carlo) Marti Min Li. Logement. Répondre à la discrimination à l'égard des étrangers

19.3927 n Mo.

(Sommaruga Carlo) Reynard. Allocations familiales. Améliorer la situation juridique des salariés intermittents et des salariées intermittentes

19.3931 n Ip.

(Sommaruga Carlo) Reynard. Biodiversité. Quelle situation dans les jardins privés?

19.3932 n Mo.

(Sommaruga Carlo) Marti Min Li. Personnes à mobilité réduite. Des règles spéciales en matière de bail

19.3939 n Ip.

(Sommaruga Carlo) Friedl Claudia. Importations de gravier. Quel respect des standards sociaux et environnementaux?

19.4035 n Mo.

(Sommaruga Carlo) Meyer Mattea. Urgence humanitaire en Méditerranée. Pour que la Suisse soit solidaire du mécanisme coordonné de répartition post-débarquements

Voir objet 19.4033 Mo. Barazzone

Voir objet 19.4034 Mo. Mazzone

Voir objet 19.4036 Mo. Quadranti

Voir objet 19.4037 Mo. Fluri

19.4062 n Ip.

(Sommaruga Carlo) Meyer Mattea. Processus de paix. Que fait la Suisse pour renforcer la participation des femmes?

19.4192 n Mo.

(Sommaruga Carlo) Bendahan. Pour un label obligatoire pour le pain suisse

19.4364 n Mo.

(Sommaruga Carlo) Fehlmann Rielle. Extrait du casier judiciaire. Gratuité pour les jeunes

19.4365 n Mo.

(Sommaruga Carlo) Friedl Claudia. Agenda 2030. Pour que tous les habitants soient informés et se sentent concernés, le Conseil fédéral est chargé de développer une campagne continue sur les objectifs du développement durable

20.3566 n Mo.

Stadler. Crise du coronavirus. Maintenir des places d'apprentissage et prévenir le chômage des jeunes

•x **20.3635 n Ip.**

Stadler. Simplifier l'accès au compte individuel des cotisations AVS afin d'éviter les lacunes de cotisation

•x **18.3857 n Ip.**

Steinemann. Est-il légal d'enregistrer les auditions menées par une APEA ou par un curateur?

19.3429 n Ip.

Steinemann. Pourquoi, dans 99,5 pour cent des cas, le retour des Erythréens admis à titre provisoire n'est-il pas exigible?

19.3685 n Mo.

Steinemann. Statistiques sur les motifs conduisant à l'octroi de l'admission à titre provisoire

19.4012 n Ip.

Steinemann. Des citoyens suisses impliqués dans des crimes terroristes commis à l'étranger

19.4013 n Ip.

Steinemann. Arrestation d'un djihadiste suisse en Syrie

19.4479 n Ip.

Steinemann. La Cour des comptes allemande critique une application laxiste de l'accord de Schengen

20.3442 n Ip.

Steinemann. Presque 10 000 entrées sur le territoire en raison de situations d'absolue nécessité pendant le confinement

* **20.4003 n Ip.**

Steinemann. Coronavirus. Les tests positifs, un indicateur immuable?

20.3019 n Ip.

Storni. Planification des besoins des centres d'entretien CFF et disponibilité du matériel roulant

20.3044 n Ip.

Storni. Quel bilan après dix ans de mini-amnistie fiscale?

20.3188 n Po.

Storni. Analyse de l'impact du télétravail sur le monde du travail et sur les transports pendant la crise sanitaire du Covid-19. Définition de scénarios et de mesures d'incitation pour l'avenir

•N **20.3524 n Mo.**

Storni. Moins de sous-enchère sociale et plus de vérité des prix dans le transport routier. Interdire aux conducteurs professionnels de prendre leur repos hebdomadaire dans leur véhicule

•x **20.3616 n Po.**

Storni. Murs antibruit le long des autoroutes et des voies ferrées. Etude sur le potentiel de production d'énergie photovoltaïque

- * **20.4070 n Ip.**
Storni. Planification des besoins des centres d'entretien CFF. Nouveau centre à Bellinzzone/Castione
- 19.3265 n Mo.**
Streiff. Ressources pour lutter efficacement contre la traite des êtres humains
- 19.3627 n Mo.**
Streiff. Créer un musée national sur la place de la femme dans l'histoire en Suisse
- x **19.4278 n Po.**
Streiff. Mettre en place de nouveaux modèles de soins pour combler les lacunes de la couverture médicale
- 19.4569 n Ip.**
Streiff. Est-il légal de prélever des organes après un arrêt cardiaque?
- 19.4594 n Mo.**
Streiff. Économie circulaire. Étendre les délais de garantie applicables aux produits afin de prolonger la durée de vie de ceux-ci
- x **20.3617 n Ip.**
Streiff. Engagement optimal de toutes les personnes astreintes au service pour gérer les situations d'urgence
- 20.3630 n Mo.**
Streiff. Pénaliser l'exploitation du travail
- 20.3784 n Ip.**
Streiff. Prélèvement d'organes. Des mesures sont-elles prises activement pour garantir la mort cérébrale après un arrêt cardio-circulatoire?
- * **20.4015 n Po.**
Streiff. Fournir en toute transparence un logement à un demandeur d'asile débouté ne doit pas être assimilé à un crime
- * **20.4016 n Po.**
Streiff. Reconnaître l'importance systémique des institutions sociales lors de pandémies
- * **20.4216 n Mo.**
Streiff. Les êtres humains ne sont pas des choses. Interdire l'achat de services sexuels en Suisse selon l'exemple nordique
- 20.3751 n Ip.**
Strupler. Travailleurs saisonniers. Recours abusif aux prestations de la caisse de chômage
- 20.3641 n Po.**
Studer. Promouvoir le coworking régional
Voir objet 20.3622 Po. Kameron
Voir objet 20.3638 Po. Graf-Litscher
Voir objet 20.3639 Po. Vincenz
Voir objet 20.3640 Po. Guggisberg
Voir objet 20.3642 Po. Andrey
Voir objet 20.3643 Po. Gredig
- 20.3841 n Ip.**
Studer. Le service civil ne doit pas être limité en cas de crise
- x **20.3598 n Po.**
Suter. Pour un codage différencié des infirmités AI
- 20.3599 n Mo.**
Suter. Réduire le nombre d'accidents de la route. Limitation de la puissance en chevaux pour les jeunes conducteurs
- x **20.3881 n Ip.**
Suter. Mesures de chômage partiel dans le contexte de la crise du coronavirus. Lutter contre les abus
- * **20.4037 n Mo.**
Suter. Les CFF doivent promouvoir activement la combinaison train-vélo
- * **20.4233 n Mo.**
Suter. Halte aux déchets plastiques rejetés par les exploitants de centrales hydroélectriques
- * **20.4248 n Po.**
Suter. Reprise ou vente d'entreprises importantes pour le marché du travail. Garantir les emplois en Suisse
- x **18.4031 n Po.**
(Thorens Goumaz) Michaud Gigon. Information des consommateurs. Comment documenter de manière crédible la communication ou les allégations environnementales des produits?
- 19.3761 n Mo.**
(Thorens Goumaz) Python. Exclure l'usage des pesticides de synthèse par les collectivités publiques
- 19.3766 n Mo.**
(Thorens Goumaz) Girod. Finance et climat. Intégrer explicitement les risques climatiques au devoir fiduciaire
- 19.3767 n Po.**
(Thorens Goumaz) Girod. Finance et climat. Étudier l'opportunité et les modalités d'une modulation du droit de timbre basée sur des critères de compatibilité climatique
- x **18.3759 n Ip.**
Töngi. Elargir les routes aux dépens de la sécurité routière?
- 18.4260 n Ip.**
Töngi. Une cadence à la demi-heure entre Lucerne et Berne reportée aux calendes grecques?
- 18.4352 n Mo.**
Töngi. Accords de libre-échange. Faire en sorte que les dispositions de règlement des différends soient également applicables au chapitre sur le développement durable
- 18.4353 n Po.**
Töngi. Transport ferroviaire de marchandises par les entreprises liées à la Confédération et par les secteurs subventionnés
- 18.4354 n Mo.**
Töngi. Sillons supplémentaires pour le transport de voyageurs longue distance et le transport de marchandises sur l'axe du Saint-Gothard
- 19.3061 n Mo.**
Töngi. Améliorer les liaisons ferroviaires internationales
- 19.3062 n Ip.**
Töngi. Simplifier l'achat de billets de train internationaux
- 19.3256 n Ip.**
Töngi. Les coûts non couverts du trafic poids lourds s'élèvent à 1516 millions de francs par an. Comment les répartir dans le respect du principe de causalité?
- 19.3300 n Ip.**
Töngi. Cyclistes. Quelles mesures prend la Confédération pour réduire les risques d'accident dans les ronds-points?

19.3454 n Ip.

Töngi. Une augmentation considérable du prix de l'abonnement général est-elle compatible avec la promotion des transports publics?

19.3505 n Ip.

Töngi. Attribution de concessions de téléphonie mobile pour la 5G alors que les autorités chargées de délivrer les autorisations ne disposent pas des bases légales nécessaires

19.3506 n Ip.

Töngi. Projets routiers. Estimation trop positive des gains de temps dans les analyses coûts/bénéfices?

19.3590 n Ip.

Töngi. Mise en oeuvre de la loi sur la protection de l'environnement. Quid de l'information de la population?

19.3619 n Ip.

Töngi. Mégatrends et développement territorial en Suisse. Mise en oeuvre des recommandations du rapport

19.3620 n Ip.

Töngi. Pourquoi les poids lourds ne respectent-ils pas les limitations de vitesse?

19.3837 n Po.

Töngi. Des transports publics à des conditions alléchantes pour la jeunesse

19.3838 n Ip.

Töngi. Garantir en Suisse l'égalité des personnes LGBTIQ sur les plans juridique et social

19.4079 n Ip.

Töngi. Diminution des marchandises transportées par le rail. Que fait le Conseil fédéral?

19.4184 n Mo.

Töngi. Transports. Investissements au bon endroit

19.4310 n Ip.

Töngi. Un login commun pour les grands éditeurs et la SSR

19.4311 n Ip.

Töngi. Développement de l'application de mobilité des CFF. Il faut solliciter d'autres entreprises de transport et les pouvoirs publics

19.4446 n Mo.

Töngi. Plan d'action pour augmenter la part des transports publics dans le trafic global

Voir objet 19.4443 Mo. Candinas

Voir objet 19.4444 Mo. Graf-Litscher

Voir objet 19.4445 Mo. Schaffner

20.3603 n Ip.

Töngi. Violation des droits à l'égard des personnes trans- et intersexuées en Hongrie. Que fait le Conseil fédéral?

20.3737 n Po.

Töngi. Faciliter la distinction entre les investissements créant une plus-value et ceux visant au maintien de la valeur

*

20.4115 n Ip.

Töngi. Émissions d'ammoniac et de phosphore trop élevées. Comment Agroscope peut-il contribuer à résoudre le problème ?

18.4230 n Ip.

(Tornare) Aebischer Matthias. Le wi-fi gratuit dans les trains des CFF. Un minimum à l'heure de la Suisse numérique

18.4231 n Ip.

(Tornare) Molina. Droits humains au Sahara occidental

18.4232 n Ip.

(Tornare) Molina. Suisses expulsés du Sahara occidental

19.3401 n Mo.

(Tornare) Piller Carrard. Pour l'obligation du label Nutri-Score sur les emballages et dans les publicités des produits industriels

19.3402 n Ip.

(Tornare) Fridez. Pensions allouées par l'Allemagne fédérale à des Suisses proches du régime nazi

19.3753 n Ip.

(Tornare) Birrer-Heimo. Lisibilité des produits vendus sur les stands des marchés

•x **18.3909 n Ip.**

Trede. Le Conseil fédéral est-il prêt à accorder à des navires de recherche et de sauvetage le droit de battre pavillon suisse?

•x **18.4076 n Ip.**

Trede. Modifications de la largeur des véhicules et des routes. De quelles données dispose-t-on?

18.4391 n Ip.

Trede. Que pense le Conseil fédéral des "Football Leaks"?

19.3371 n Mo.

Trede. Inclure les trains de nuit dans la stratégie assignée aux CFF par leur propriétaire

19.3390 n Mo.

Trede. Laine de mérinos soumis à la pratique du "mule-sing". Obligation de déclaration

19.3616 n Mo.

Trede. Inscrire dans la loi la suppression de tous les désavantages financiers subis par les femmes en raison de leur sexe

19.3822 n Ip.

Trede. Que compte faire le Conseil fédéral pour que les hautes écoles suisses rattrapent leur retard?

19.3908 n Po.

Trede. Réchauffement des villes. Des mesures s'imposent

19.4295 n Ip.

Trede. La Confédération connaît-elle tous les métabolites des pesticides homologués? Combien d'entre eux sont jugés "non pertinents" à l'heure actuelle?

19.4324 n Mo.

Trede. Prime de marché destinée à la grande hydraulique. Ne pas constituer de réserves

19.4613 n Mo.

Trede. N5 au bord du lac de Bienne. Modification de l'arrêté sur le réseau

19.4614 n Mo.

Trede. Stratégie pour augmenter à long terme le nombre de correspondances internationales du trafic ferroviaire voyageurs

- 20.3877 n Ip.**
Trede. Approvisionnement économique du pays. Une indemnisation équitable pour les propriétaires d'infrastructures de stockage qui n'ont pas d'obligation de stockage
- x **20.3895 n Ip.**
Trede. Vélo et trafic motorisé. Campagne de sensibilisation
- x **20.3900 n Ip.**
Trede. Comment le Conseil fédéral compte-t-il s'assurer que les futures dispositions concernant les pesticides pourront être effectivement appliquées et contrôlées dans les cantons?
- * **20.4222 n Ip.**
Trede. Produits phytosanitaires toxiques pour les abeilles, les organismes aquatiques et l'homme. Quel est l'état des lieux ?
- * **20.4223 n Ip.**
Trede. Vérité des prix dans l'agriculture
- * **20.4242 n Mo.**
Trede. Emporter son vélo dans le train, y compris sur les lignes ferroviaires de nuit
- * **20.4244 n Mo.**
Trede. Autoriser les manifestations sur la Place fédérale pendant les sessions
- 19.4341 n Mo.**
Tuena. Abandon de la diffusion OUC à la fin de l'année 2024 seulement. S'en tenir à la décision prise
- 19.4342 n Mo.**
Tuena. Impôt fédéral direct. Déductibilité des abonnements des retraités pour les transports publics
- 20.3343 n Ip.**
Tuena. Réduction des risques liés au tabac. Que pense la Suisse de la position de l'OMS?
- 20.3639 n Po.**
Vincenz. Promouvoir le coworking régional
 Voir objet 20.3622 Po. Kameron
 Voir objet 20.3638 Po. Graf-Litscher
 Voir objet 20.3640 Po. Guggisberg
 Voir objet 20.3641 Po. Studer
 Voir objet 20.3642 Po. Andrey
 Voir objet 20.3643 Po. Gredig
- 19.4031 n Po.**
(Vitali) Dobler. Loi fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication. Garantir le principe de proportionnalité
- 18.4284 n Mo.**
(Vogler) Müller-Altermatt. Pour une presse suisse diversifiée qui favorise la formation démocratique de l'opinion
- 19.3140 n Ip.**
(Vogler) Müller-Altermatt. Pour que les demandeurs d'asile déboutés puissent achever leur formation en Suisse
- 19.3331 n Mo.**
(Vogler) Müller-Altermatt. Équité pour les personnes soumises à cotisation AVS sans être affiliées à une caisse de pension
- 19.3467 n Ip.**
(Vogler) Müller-Altermatt. Disparition des espèces à l'échelle planétaire. Comment mettre fin à ce phénomène et assurer le bien-être de l'humanité?
- 19.3896 n Mo.**
(Vogler) Müller-Altermatt. Plan d'action pour les produits phytosanitaires utilisés à des fins non agricoles
- 19.4252 n Mo.**
(Vogler) Müller-Altermatt. Apports nutritifs et amendement des sols. Améliorer les conditions générales pour l'utilisation du fumier
- 19.4254 n Po.**
(Vogler) Müller-Altermatt. Il faut enfin réduire de manière efficace le bruit excessif des moteurs
- x **18.3913 n Po.**
von Siebenthal. Nouvelles filières de vente pour une économie forestière et une industrie du bois fortes
- x **18.3925 n Mo.**
von Siebenthal. Soutien financier pour des mesures de protection des forêts pour l'année 2019 en matière de lutte contre le scolyte en dehors des forêts de protection
- N **18.3927 n Mo.**
von Siebenthal. Programmes éthologiques. Ne pas désavantager les exploitations à trois niveaux
- 18.4362 n Mo.**
von Siebenthal. Tirer un trait sur les thérapies brutales du siècle dernier
- 18.4363 n Mo.**
von Siebenthal. TVA pour les tour-opérateurs étrangers
 Voir objet 18.4194 Mo. Stöckli
- 19.3276 n Mo.**
von Siebenthal. Distribution du courrier postal pour tout le monde. Mettre en oeuvre dans la loi les motions 14.4091 et 14.4075, qui ont été acceptées
- 19.3724 n Mo.**
von Siebenthal. Programme SRPA. Adapter la période de pâturage à la réalité
- 19.3915 n Mo.**
von Siebenthal. Inscrire le groupe sanguin des militaires sur leur plaque d'identité pour sauver des vies
- 20.3301 n Mo.**
von Siebenthal. Grossesses à problèmes. Améliorer l'information et les conseils destinés aux femmes enceintes
- 20.3836 n Mo.**
von Siebenthal. Il faut garantir sans plus tarder la convention-programme dans le domaine de la forêt et des prestations forestières
- 20.3837 n Ip.**
von Siebenthal. Organisation de libération de la Palestine. Mettre fin aux mesures unilatérales et revenir à la table des négociations.
- x **20.3244 n Ip.**
Walder. Prise en charge des masques de protection
- x **20.3372 n Ip.**
Walder. Numérique et climat. Quelle est la stratégie de la Suisse?

- 20.3431 n Mo.**
Walder. Pour un accès aux APG élargi pour les indépendants
- 20.3564 n Po.**
Walder. Mieux concilier les buts et pratiques du FMI avec nos engagements en matière de développement durable
- * **20.3966 n Ip.**
Walder. Le Conseil fédéral compte-il réagir face aux dénis de justice en Turquie?
- * **20.3990 n Ip.**
Walder. La Suisse a-t-elle décidé d'abandonner la Cour pénale internationale (CPI)?
- * **20.4240 n Ip.**
Walder. Quel rôle la Suisse a-t-elle joué pour défendre l'état de droit, les droits humains et prévenir les violences au Belarus?
- x **18.3748 n Mo.**
Walliser. Interdire à la Poste de ramasser le vieux papier
- x **18.3852 n Mo.**
Walliser. Prescriptions concernant les émissions de CO2. Mettre fin aux inégalités de traitement et aux entraves au commerce
- 19.3027 n Mo.**
Walliser. Des allocations familiales exonérées d'impôt
- 19.3582 n Mo.**
Walliser. Interdiction de dépasser les cyclistes dans les ronds-points
- x **20.3655 n Ip.**
Walti Beat. Urgence d'une réforme LPP. A quand une décision du Conseil fédéral?
Voir objet 20.3673 Ip. Gmür-Schönenberger
- 19.4152 n Mo.**
Wasserfallen Christian. Maîtriser le virage numérique grâce à la formation continue
- 19.4400 n Mo.**
Wasserfallen Christian. Obligation d'annoncer les postes vacants. Améliorer la qualité des données de base
- 20.3391 n Mo.**
Wasserfallen Christian. Prolonger jusqu'à fin 2020 le délai de dépôt des demandes de crédit Covid-19
- * **20.3942 n Ip.**
Wasserfallen Christian. Informations concernant le Covid-19. Plus de pertinence.
- x **20.3677 n Ip.**
Wasserfallen Flavia. Soutien aux personnes adoptées dans la recherche de leurs origines
- x **20.3678 n Ip.**
Wasserfallen Flavia. La pratique d'adoption sur le territoire suisse présente-t-elle des défaillances?
- 19.4171 n Ip.**
Wehrli. Mise en oeuvre de la Stratégie nationale en matière de soins palliatifs et de celle en matière de démence pour une meilleure qualité de vie pour les personnes en fin de vie
- x **20.3724 n Po.**
Wehrli. La situation des personnes âgées dans Covid-19
- x **20.3787 n Ip.**
Wehrli. Le beurre et l'Office fédéral de l'agriculture. Épisode Covid-19
- * **20.4027 n Mo.**
Wehrli. L'après Covid-19. L'indemnisation des conséquences économiques de pandémies futures pour les prestations de soins et de prise en charge ambulatoires et stationnaires doit être réglée dans la loi
- 19.3769 n Mo.**
(Weibel) Mettler. Protéger le capital de prévoyance en cas de sortie d'un plan de prévoyance 1e
- 20.3118 n Po.**
Weichelt-Picard. Capitaux étrangers dans les entreprises suisses, registre du commerce et ayants droit économiques
- 20.3389 n Ip.**
Weichelt-Picard. Task force nationale Covid-19. Où sont les femmes?
- 20.3783 n Ip.**
Weichelt-Picard. Changement climatique. Conséquences sur la santé
- * **20.4182 n Ip.**
Weichelt-Picard. Entrée en vigueur de la loi sur les prestations transitoires pour chômeurs âgés
- * **20.4249 n Ip.**
Weichelt-Picard. Discrimination et sexisme au sein de la Banque nationale suisse
- x **18.3870 n Ip.**
Wermuth. Pour lutter contre la violence masculine, changer la vision de la masculinité
- 18.4236 n Mo.**
Wermuth. Stratégie commune en matière de recherche de provenance et de restitution de biens culturels datant de l'époque coloniale
- 19.3220 n Ip.**
Wermuth. Assistants socioéducatifs CFC. Stages indépendants de la formation professionnelle de base
- 19.3362 n Po.**
Wermuth. Mesures contre les "prix de vitrine"
- 19.3363 n Mo.**
Wermuth. Lancement d'un programme national de recherche "System change not climate change"
- 19.3366 n Mo.**
Wermuth. Prévoir un dimanche sans voitures par saison
- 19.3369 n Mo.**
Wermuth. Examen de la compatibilité des produits financiers avec la préservation du climat
- 19.3370 n Mo.**
Wermuth. Placements compatibles avec la préservation du climat
- 19.3762 n Po.**
Wermuth. Faciliter les déplacements des écoles en transports publics

- 20.3192 n Mo.**
Wermuth. Bas revenus. Relever l'indemnité pour réduction de l'horaire de travail
- 20.3193 n Mo.**
Wermuth. Coronavirus. Versement d'une aide financière unique aux personnes et aux ménages en situation financière précaire
- 20.3685 n Po.**
Wermuth. Octroi d'aides structurelles à l'industrie musicale suisse. Modalités
- 20.3686 n Ip.**
Wermuth. Rapport sur l'antisémitisme 2019 et coronavirus. Outils de lutte contre les théories conspirationnistes d'extrême droite sur Internet
- 20.3022 n Mo.**
Wettstein. Pour une participation financière de la Confédération aux mesures d'assainissement nécessaires pour assurer une qualité optimale de l'eau potable
- 20.3507 n Mo.**
Wettstein. Polluants atmosphériques des installations stationnaires dont les moyennes journalières dépassent les valeurs limites. Publication obligatoire
- 20.3646 n Po.**
Wettstein. Prendre en compte les conséquences du télétravail sur la santé
- x **20.3680 n Ip.**
Wettstein. Réduire les pics d'affluence dans les transports publics
- * **20.4130 n Ip.**
Wettstein. Données concernant l'utilisation de pesticides de synthèse en dehors de l'agriculture et les instruments visant à la réduire
- 19.4633 n Ip.**
Widmer Céline. Placements de la BNS qui nuisent au climat. Situation et risques
- 20.3766 n Ip.**
Widmer Céline. Impliquer les villes dans l'organisation de la Confédération destinée à gérer la crise du coronavirus
- 20.3850 n Mo.**
Widmer Céline. Rendre incompatible imposition d'après la dépense et exercice d'un mandat d'administrateur
- * **20.4102 n Ip.**
Widmer Céline. Sous-représentation des femmes au sein de la Banque nationale suisse
- * **20.4189 n Ip.**
Widmer Céline. Pour une place financière propre. Mesure et publication des risques liés au changement climatique
- 19.4478 n Ip.**
Wisner Priska. Disparition des insectes et rayonnements de la téléphonie mobile
- x **20.3309 n Ip.**
Wisner Priska. Promotion de la production indigène de semences et d'aliments pour animaux
- 19.4347 n Ip.**
Wobmann. Effets pernicioeux de l'immigration de masse
- 19.4368 n Ip.**
Wobmann. Questions concernant le djihadiste Damien G., alias Abu Suleiman al-Swissri
- 20.3710 n Mo.**
Wobmann. Recettes insuffisantes et sanctions imminentes "amendes". Une association toxique pour l'industrie de l'automobile, qui emploie près de 86 000 travailleurs
- 19.3189 n Mo.**
(Wüthrich) Munz. Harmoniser l'enseignement à domicile (homeschooling)
- 19.3190 n Mo.**
(Wüthrich) Reynard. Loi-cadre visant à promouvoir à l'échelon national l'accueil extrafamilial des enfants afin de favoriser la conciliation entre famille et travail, l'égalité entre femmes et hommes et l'égalité des chances pour les enfants
- 19.3194 n Mo.**
(Wüthrich) Jans. SECO. Actualiser le suivi du stress professionnel
Voir objet 19.3227 Po. Zanetti Roberto
- 19.3871 n Po.**
(Wüthrich) Reynard. Conférence nationale sur l'encouragement précoce des enfants
- 19.4284 n Po.**
(Wüthrich) Reynard. Perfectionnement et reconversion professionnelle. Instaurer un droit à un congé payé pour la formation
- 19.4285 n Mo.**
(Wüthrich) Aebischer Matthias. Offensive pour l'encouragement de la formation continue. Inscrire dans la Constitution le droit d'apprendre tout au long de la vie
- 19.4599 n Mo.**
Zuberbühler. Verser une solde adaptée à nos soldats

Conseil des Etats

Motions adoptées par le Conseil national

- N 11.3285 n Mo.**
Conseil National. Bâtiments non utilisés dans les zones agricoles. Faciliter la réaffectation à des fins de logement ou pour l'agritourisme(Groupe C)
- N 13.3213 n Mo.**
Conseil National. Même financement pour les prestations en milieu hospitalier et les prestations ambulatoires(Groupe C)
- N 15.3138 n Mo.**
Conseil National. Promouvoir l'innovation dans les PME en leur permettant de constituer des provisions pour investir dans la recherche et le développement(Badran Jacqueline)
- N 15.3399 n Mo.**
Conseil National. Accès aux marchés fermés des cantons. Procédure équitable((Caroni) Walti Beat)
- N 15.3997 n Mo.**
Conseil National. Les agriculteurs détenteurs d'animaux doivent pouvoir dormir auprès de leurs bêtes(Müller Leo)

- N 16.3103 n Mo.**
Conseil National. Supprimer également la pénalisation du mariage dans l'AVS(Groupe C)
- N 16.3166 n Mo.**
Conseil National. Liste des moyens et des appareils. Faire baisser les prix(Heim)
- N 16.3350 n Mo.**
Conseil National. Dépolitiser les paramètres techniques de la LPP(CSSS-CN)
Voir objet 14.088 OCF
- x 16.3673 n Mo.**
Conseil National. Traitement des personnes qui présentent un danger pour l'Etat(Groupe V)
- N 16.3697 n Mo.**
Conseil National. Modification de la loi sur l'aménagement du territoire(Page)
- N 16.3707 n Mo.**
Conseil National. Restaurer l'autorité des employés de l'Etat(Müller Leo)
- N 16.4017 n Mo.**
Conseil National. Possibilité de refus de réinscription au registre du commerce(Bourgeois)
- N 17.3314 n Mo.**
Conseil National. Gel exceptionnel dans les vignes et les vergers(Bourgeois)
- N 17.3325 n Mo.**
Conseil National. Egalité de traitement pour les plus de 50 ans(Groupe BD)
- N 17.3655 n Mo.**
Conseil National. Prévoir un programme éthologique pour les veaux, le jeune bétail et le jeune bétail à l'engrais(Schelbert)
- N 17.3702 n Mo.**
Conseil National. Les véritables coûts des mesures de protection contre le bruit(Grüter)
- N 17.3714 n Mo.**
Conseil National. Double imposition. Une disposition potestative visant à atténuer l'impôt sur la fortune(Chiesa)
- N 17.3748 n Mo.**
Conseil National. Procédure simplifiée pour la réaffectation de la bande d'arrêt d'urgence(lmark)
- N 17.3758 n Mo.**
Conseil National. Faillites en chaîne. Empêcher le commerce avec des entreprises surendettées(Pardini)
- N 17.3759 n Mo.**
Conseil National. Stopper les faillites en chaîne. Empêcher les champions de l'insolvabilité organisée de nuire à nouveau((Schwaab) Reynard)
- N 17.3760 n Mo.**
Conseil National. Conférer aux créanciers ordinaires une action directe en responsabilité contre les dirigeants d'une société qui leur causent un dommage(Feller)
- N 17.3888 n Mo.**
Conseil National. Fermeture de bureaux de poste dans certains lieux centraux(Grin)
- N 17.3918 n Mo.**
Conseil National. Autoriser la construction de serres sur les surfaces d'assolement(Siegenthaler)
- N 17.3938 n Mo.**
Conseil National. Offices de poste et agences postales. Planification à moyen et à long terme(Müller-Altarmatt)
- N 17.3970 n Mo.**
Conseil National. Révision de la LApEI. Etablir une réserve stratégique(CEATE-CN)
- N 17.3971 n Mo.**
Conseil National. Marché de l'électricité 2.0. Deuxième étape de la libéralisation du marché de l'électricité(CEATE-CN)
- N 17.3976 n Mo.**
Conseil National. Séparation des pouvoirs dans le cadre de la réglementation des marchés financiers(CER-CN)
- N 17.3992 n Mo.**
Conseil National. Définition du viol en droit suisse. La loi doit changer!(Fehlmann Rielle)
- x 17.3998 n Mo.**
Conseil National. La protection du climat doit enfin s'appliquer aussi au transport aérien(Grossen Jürg)
- x 17.4035 n Mo.**
Conseil National. Technologie "blockchain" et cryptomonnaies. Adapter les instruments procéduraux des autorités judiciaires et administratives(Merlini)
- x 17.4111 n Mo.**
Conseil National. Etudes sur la remise contrôlée de cannabis. Créer un article relatif aux projets pilotes(Sauter)
Voir objet 17.4112 Mo. Barrile
Voir objet 17.4113 Mo. Rytz Regula
Voir objet 17.4114 Mo. Bertschy
Voir objet 17.4210 Mo. Zanetti Roberto
- x 17.4112 n Mo.**
Conseil National. Etudes sur la remise contrôlée de cannabis. Créer un article relatif aux projets pilotes(Barile)
Voir objet 17.4111 Mo. Sauter
Voir objet 17.4113 Mo. Rytz Regula
Voir objet 17.4114 Mo. Bertschy
Voir objet 17.4210 Mo. Zanetti Roberto
- x 17.4113 n Mo.**
Conseil National. Etudes sur la remise contrôlée de cannabis. Créer un article relatif aux projets pilotes(Rytz Regula)
Voir objet 17.4111 Mo. Sauter
Voir objet 17.4112 Mo. Barrile
Voir objet 17.4114 Mo. Bertschy
Voir objet 17.4210 Mo. Zanetti Roberto
- x 17.4114 n Mo.**
Conseil National. Etudes sur la remise contrôlée de cannabis. Créer un article relatif aux projets pilotes(Bertschy)
Voir objet 17.4111 Mo. Sauter
Voir objet 17.4112 Mo. Barrile
Voir objet 17.4113 Mo. Rytz Regula
Voir objet 17.4210 Mo. Zanetti Roberto
- N 17.4123 n Mo.**
Conseil National. Publicité pour les spiritueux. Maintenir un système qui a fait ses preuves(Hess Lorenz)

- N 17.4126 n Mo.**
Conseil National. TVA. Permettre l'établissement d'un décompte semestriel même dans la méthode de décompte effective(Hess Lorenz)
- x **17.4127 n Mo.**
Conseil National. Transparence dans l'administration(Bigler)
- N 18.3068 n Mo.**
Conseil National. Intégrer les chômeurs en fin de droits dans la statistique du chômage(Grüter)
- N 18.3079 n Mo.**
Conseil National. Détention administrative en vue de l'expulsion. Permettre le bracelet électronique(Nantermod)
- N 18.3108 n Mo.**
Conseil National. Harmonisation de la procédure en cas de violation des obligations d'annonce au sens de la LDét ou de l'OLCP((Merlini) Cattaneo)
- N 18.3183 n Mo.**
Conseil National. Des prix agricoles aux prix à la consommation, des statistiques transparentes!(Glaser) Nicolet)
- N 18.3315 n Mo.**
Conseil National. Commerce international en ligne. Efficacité des procédures de contrôle de l'Administration fédérale des douanes(Bühler)
- x **18.3382 n Mo.**
Conseil National. Stratégie de développement de la recherche, de la sélection et de la vulgarisation pour le secteur agroalimentaire suisse(CER-CN)
- x **18.3390 n Mo.**
Conseil National. Suspension de la réorganisation d'Agroscope(CSEC-CN)
- N 18.3432 n Mo.**
Conseil National. Faire établir des statistiques contestées par un organisme indépendant. Un préalable indispensable au pilotage du système de santé(Thorens Goumaz)
Voir objet 18.3433 Mo. Feller
- N 18.3433 n Mo.**
Conseil National. Faire établir des statistiques contestées par un organisme indépendant. Un préalable indispensable au pilotage du système de santé(Feller)
Voir objet 18.3432 Mo. Thorens Goumaz
- N 18.3711 n Mo.**
Conseil National. Fromage. Accroître la valeur ajoutée(CER-CN)
- N 18.3718 n Mo.**
Conseil National. Calcul de la réduction pour participation (empêcher l'augmentation de la charge d'impôt sur le bénéfice résultant de l'émission d'instruments financiers par la société mère et du transfert intragroupe des instruments qui en proviennent)(CER-CN)
Voir objet 18.020 OCF
- N 18.4094 n Mo.**
Conseil National. Transactions en argent liquide. Seuil d'identification des opérations de caisse(CER-CN)
- N 18.4113 n Mo.**
Conseil National. Pour une politique étrangère consensuelle. Développer le droit souple en concertation avec le Parlement(Romano)
- x **18.4129 n Mo.**
Conseil National. Pour une réforme de la coopération au développement(Schneider-Schneiter)
- N 18.4205 n Mo.**
Conseil National. Taux réduit de TVA pour les produits d'hygiène féminine(Maire Jacques-André)
- N 18.4327 n Mo.**
Conseil National. Les intérêts négatifs de la BNS doivent profiter à l'AVS(Heer)
- N 18.4369 n Mo.**
Conseil National. Exécution des peines à l'étranger. Renforcer la coopération avec les Etats alentours(Stamm)
- N 19.3005 n Mo.**
Conseil National. Le transfert de médicaments en vente libre de la catégorie C à la catégorie B ne doit pas entraîner de coûts supplémentaires pour notre système de santé(CSSS-CN)
- x **19.3008 n Mo.**
Conseil National. Centre de compétence pour le fédéralisme. Participation au financement de base(CIP-CN)
Voir objet 18.3238 Mo. Vonlanthen
- N 19.3033 n Mo.**
Conseil National. Accroître le dynamisme de la place économique suisse(Groupe V)
Voir objet 19.3043 Mo. Germann
- x **19.3047 n Mo.**
Conseil National. Déclaration des émissions de CO2 lors de l'achat d'un billet d'avion(Bourgeois)
- N 19.3066 n Mo.**
Conseil National. Convention de 1976 contre les doubles impositions entre la Suisse et l'Italie. Dissiper les doutes concernant l'interprétation et l'application des articles 5 et 11(Romano)
- N 19.3070 n Mo.**
Conseil National. Instaurer la gratuité des prestations pendant toute la durée de la grossesse(Kälin)
- N 19.3307 n Mo.**
Conseil National. Prise en charge complète des prestations relatives à la grossesse par l'assurance-maladie obligatoire(Addor)
- N 19.3347 n Mo.**
Conseil National. Pour un droit de la propriété par étages moderne et pragmatique(Flach)
- x **19.3418 n Mo.**
Conseil National. Mesures pour réduire la sélectivité sociale(CSEC-CN)
- N 19.3448 n Mo.**
Conseil National. Mainlevée provisoire. Prendre en compte l'évolution des pratiques commerciales (numérisation)(Dobler)
- N 19.3610 n Mo.**
Conseil National. Créer l'institution nationale des droits de l'homme en appliquant une solution transitoire jusqu'au remplacement du Centre suisse de compétence pour les droits humains((Quadranti) Landolt)

- N 19.3667 n Mo.**
Conseil National. Améliorer la coordination de la lutte contre le dopage(Bourgeois)
- N 19.3694 n Mo.**
Conseil National. Conservation électronique des actes de défaut de biens(Fiala)
- N 19.3731 n Mo.**
Conseil National. Plan d'action pour les régions de montagne(Egger Thomas)
- N 19.3861 n Mo.**
Conseil National. Pour une approche systémique de la recherche sur la propagation de l'antibiorésistance dans le cadre de la stratégie One Health(Graf Maya)
- N 19.3869 n Mo.**
Conseil National. Campagne de grande envergure contre le sexisme(Rytz Regula)
- N 19.3892 n Mo.**
Conseil National. Ne pas compromettre par la fiscalité la coordination des traitements par les médecins de famille(Humbel)
- N 19.3955 n Mo.**
Conseil National. Un dossier électronique du patient pour tous les professionnels de la santé impliqués dans le processus de traitement(CSSS-CN)
Voir objet 18.2005 Pét. Session des jeunes 2017
- N 19.3965 n Mo.**
Conseil National. Base légale pour le traitement et la communication de données personnelles par les exploitants d'aéroport(CIP-CN)
- N 19.4025 n Mo.**
Conseil National. Fiscalité. Liste noire italienne pour les personnes physiques((Pantani) Quadri)
- N 19.4059 n Mo.**
Conseil National. Garantir les investissements dans le sous-sol grâce au numérique((Vogler) Müller-Altermatt)
- N 19.4072 n Mo.**
Conseil National. Pour l'instauration d'une autorité dépositaire cantonale, seul moyen de retrouver un mandat pour cause d'inaptitude(Dobler)
- x 19.4073 n Mo.**
Conseil National. Encouragement de la recherche en matière de téléphonie mobile et de rayonnement(Graf-Litscher)
- N 19.4110 n Mo.**
Conseil National. Allocation de maternité pour les indépendantes. Allocation d'exploitation(Marti Min Li)
Voir objet 19.4270 Mo. Maury Pasquier
- N 19.4313 n Mo.**
Conseil National. Fixer des flux financiers durables(Müller Leo)
- N 19.4320 n Mo.**
Conseil National. Résumer les décisions de l'AI dans un langage simple pour qu'elles puissent être comprises par les personnes concernées(Flach)
- x 19.4390 n Mo.**
Conseil National. Interlocuteur(s) en matière d'enquêtes administratives et disciplinaires(CdG-CN)
- N 19.4453 n Mo.**
Conseil National. Harmoniser le droit de l'AVS et le droit fiscal((Vitali) Schneeberger)
- N 19.4457 n Mo.**
Conseil National. Recherches sur la punaise diabolique(Kutter)
- N 19.4586 n Mo.**
Conseil National. Recours déposés contre une décision de placement à des fins d'assistance, contre une décision d'une Apea ou contre une décision au sens de l'article 439 CC. Déterminer la juridiction territoriale compétente(Reimann Lukas)
- N 19.4615 n Mo.**
Conseil National. Interdire la vente de néophytes envahissantes(Friedl Claudia)
- N 20.3005 n Mo.**
Conseil National. Transparence dans la méthode d'abattage(CSEC-CN)
Voir objet 15.499 Iv. pa. Buttet
- N 20.3006 n Mo.**
Conseil National. Garantir le maintien des archives Gosteli(CSEC-CN)
Voir objet 17.3329 Po. Fiala
- N 20.3011 n Mo.**
Conseil National. Ne pas tolérer les mariages d'enfants ou de mineurs(CAJ-CN)
- x 20.3014 n Mo.**
Conseil National. Réforme structurelle d'Agroscope. Réaffectation sans délai des gains d'efficacité à la recherche agricole(CdF-CN)
- N 20.3066 n Mo.**
Conseil National. Registre du commerce. Publier sur Zefix des informations fiables qui déploient des effets juridiques(Nantermod)
- N 20.3080 n Mo.**
Conseil National. Vélo électrique. Adapter la législation à la pratique touristique(Nantermod)
- N 20.3084 n Mo.**
Conseil National. Clarifier les règles relatives à la responsabilité civile dans le transport ferroviaire de marchandises(Borloz)
- N 20.3096 n Mo.**
Conseil National. Éviter les doublons entre les solutions sectorielles et les prestations transitoires(CSSS-CN)
- N 20.3140 n Mo.**
Conseil National. Redevance LRTV. Suppression de la double imposition des communautés de travail(CER-CN)
- x 20.3143 n Mo.**
Conseil National. Accueil de réfugiés en provenance de Grèce et réforme des accords de Dublin(CIP-CN)
Voir objet 20.2008 Pét. Schmid Jacqueline
- N 20.3450 n Mo.**
Conseil National. Utiliser la "distribution" que la BNS envisage de verser à la Confédération pour réduire l'endettement lié à la crise du coronavirus(CER-CN)
- x 20.3457 n Mo.**
Conseil National. Accord rapide concernant la prise en charge des coûts(CSSS-CN)

Interventions des commissions

- * **20.3926 é Mo.**
CPE-CE. Accorder la priorité aux soumissionnaires suisses lors de la mise en oeuvre de la stratégie de coopération internationale
- *E **20.3910 é Mo.**
CSEC-CE. Déclaration du pays de production des pains et produits de boulangerie
- x* **20.3912 é Mo.**
CSEC-CE. Reconsidérer la mise en oeuvre de l'ordonnance Covid-19 accueil extrafamilial pour enfants du 20 mai 2020
Voir objet 20.3917 Mo. CSEC-CN
- * **20.3930 é Mo.**
CSEC-CE. Stratégie relative à la conservation du patrimoine culturel de la Suisse
- * **20.3923 é Mo.**
CSSS-CE. Meilleure gestion des données dans le domaine de la santé
- *E **20.3919 é Mo.**
CER-CE. Initiative de recherche et de sélection
- * **20.3931 é Po.**
CER-CE. Orientation future de la politique agricole
- x* **20.3911 é Mo.**
CIP-CE. Registre public des activités accessoires des cadres supérieurs de l'administration fédérale
- x **20.3463 é Po.**
CAJ-CE. Introduire la culture juste dans le droit suisse
- * **20.3922 é Mo.**
CAJ-CE. Révision équilibrée des règles applicables à la fixation des loyers d'habitations et de locaux commerciaux

Interventions des députés

- x **20.3764 é Ip.**
Bauer. Serafe AG. Mépris ou incompétence?
- * **20.4169 é Mo.**
Bauer. Indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail: poursuivre sur le chemin de la simplification administrative
20.3420 é Mo.
Baume-Schneider. Prendre en considération la situation des personnes sans statut légal
20.3669 é Mo.
Baume-Schneider. Pour une participation accrue et reconnue en faveur des étudiants et des étudiantes
Voir objet 20.3872 Mo. Reynard
- x **20.3758 é Ip.**
Baume-Schneider. Une information factuelle relative à la consommation électrique liée à la digitalisation
- * **20.4164 é Ip.**
Baume-Schneider. Nécessité de donner du rythme à l'assainissement des sites contaminés « orphelins »
19.4641 é Ip.
Bischof. Bâle III final. Avantages et inconvénients
- x **20.3763 é Ip.**
Bischof. Quels sont les bénéfices de la Banque nationale à être effectivement "disponibles"?

- * **20.4255 é Ip.**
Bischof. Mettre à jour au plus vite l'accord-cadre institutionnel
20.3078 é Mo.
Burkart. Revenu provenant d'une activité indépendante dans la LAVS. Évaluer correctement la déduction de l'intérêt sur le capital propre investi
- x **20.3477 é Po.**
Burkart. Conséquences économiques, sociales et sociétales de la Stratégie Sol Suisse
- x **20.3478 é Po.**
Burkart. Paré contre tous les types de crise. Création d'un état-major de conduite opérationnel permanent à l'échelon de la Confédération
- x **20.3668 é Po.**
Burkart. Moteurs vrombissants et moto bruyantes. Effet de mode ou véritable problème?
- x **20.3283 é Ip.**
Carobbio Guscetti. Tests diagnostiques, médicaments, vaccins et autres équipements nécessaires pour combattre le coronavirus au niveau mondial. Accès et distribution équitables
20.3423 é Mo.
Carobbio Guscetti. Crise sociale due au coronavirus. Mesures d'urgence contre le risque de pauvreté
- E **20.3425 é Mo.**
Carobbio Guscetti. Il faut former plus de médecins en Suisse!
20.3503 é Mo.
Carobbio Guscetti. Meurtre passionnel. Corriger l'article 113 du code pénal
- x **20.3505 é Ip.**
Carobbio Guscetti. Eradiquer le féminicide en Suisse
- x **20.3761 é Mo.**
Carobbio Guscetti. Eviter que les chômeurs n'arrivent en fin de droits
Voir objet 20.3701 Mo. Nordmann
- x **20.3762 é Mo.**
Carobbio Guscetti. Poursuite du versement de l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail
- x **18.4080 é Mo.**
Caroni. Pour une plus grande autonomie des parties dans les assurances sociales
20.3531 é Mo.
Caroni. Pour une concurrence plus équitable avec les entreprises publiques
Voir objet 20.3532 Mo. Rieder
- x **20.3624 é Ip.**
Caroni. Les mesures destinées à lutter contre le coronavirus sont-elles les mêmes pour tout le monde?
19.4557 é Mo.
Chiesa. Calcul de contrôle de l'imposition d'après la dépense. Corriger la LHID
19.4558 é Mo.
Chiesa. Corriger la formulation erronée concernant les capitaux placés pour l'imposition d'après la dépense
- x **20.3218 é Mo.**
Chiesa. Redécouvrons notre pays, soutenons notre tourisme et nos emplois

- x **20.3219** é lp.
Chiesa. Campings. Enfants mal-aimés?
- x **20.3587** é lp.
Chiesa. Numerus clausus et perspectives de la formation des médecins
20.3760 é Mo.
Chiesa. Réévaluer le positionnement international et les accords de libre-échange à l'ère du duopole conflictuel Chine-Etats-Unis
Voir objet 20.3738 Mo. Nidegger
- x **20.3220** é lp.
Dittli. Concurrence régulée dans le système de santé suisse. État des lieux
- E **20.3221** é Mo.
Dittli. Renforcer l'efficacité du transport de marchandises sur le rail grâce à l'automatisation
- E **20.3222** é Mo.
Dittli. Transport ferroviaire de marchandises et contribution à la baisse des émissions de CO2
- x **20.3623** é lp.
Dittli. Conséquences de la politique d'intérêts négatifs sur les institutions de libre passage et l'Institution supplétive LPP
- * **20.4057** é lp.
Dittli. L'informatique de l'armée doit redevenir sûre
- EN **18.3235** é Mo.
Engler. Simplifier la TVA pour les "packages"
- x **20.3613** é lp.
Engler. Protéger le génome humain contre les abus
- x **20.3627** é lp.
Engler. Augmentation du nombre de distributeurs de billets forcés par explosion. Les "touristes criminels" profitent-ils d'un contrôle trop laxiste des frontières?
- x **18.3612** é Mo.
Ettlin Erich. La surveillance des marchés financiers doit se recentrer sur sa mission première
- x **18.3937** é Mo.
Ettlin Erich. Mieux protéger les travailleurs indépendants contre les risques sociaux
19.4635 é Mo.
Ettlin Erich. Mettre en place une pratique fiscale uniforme pour éviter une pénalisation des entreprises suisses
- E **20.3282** é Mo.
Ettlin Erich. Covid-19. Tirer les enseignements de la pandémie pour le système de santé suisse
20.3418 é Mo.
Ettlin Erich. Dérogation transitoire à l'obligation d'aviser le juge en cas de surendettement. Prolonger le délai jusqu'au 31 décembre 2021
Voir objet 20.3376 Mo. Regazzi
- x **20.3746** é lp.
Ettlin Erich. Denrées alimentaires portant une indication de provenance suisse. Prévenir une inégalité de traitement à l'exportation et une réduction de l'offre en Suisse
- * **20.4258** é lp.
Ettlin Erich. Planification hospitalière avec limitations quantitatives et quotas en fonction du type d'assurance. Certains cantons contournent-ils l'obligation de prise en charge prévue par la LAMal ?
- E **20.3485** é Mo.
Fässler Daniel. Il ne faut pas mettre en danger les installations de biomasse en Suisse, mais les maintenir et les développer
Voir objet 20.3495 Mo. Grossen Jürg
- x **20.3626** é lp.
Fässler Daniel. Pourquoi Armasuisse ne respecte pas systématiquement la politique forestière fédérale?
- E **20.3745** é Mo.
Fässler Daniel. Garantir un entretien et une exploitation durables des forêts
18.4282 é Mo.
Français. La révision de la loi sur les cartels doit prendre en compte des critères tant qualitatifs que quantitatifs pour juger de l'illicéité d'un accord
- x **20.3545** é lp.
Français. Réserves effectives de cotisations de l'employeur
- x **20.3546** é lp.
Français. Soutien aux pêcheurs professionnels face à la concurrence du cormoran
20.3749 é lp.
Français. Exigences techniques sur les machines de chantier
- * **20.4014** é lp.
Français. La branche du sucre menacée?
- * **20.4165** é lp.
Français. Citoyen suisse retenu en Arabie Saoudite - ou en est-on ?
20.3266 é Mo.
Gapany. Ordonnance sur les marchés publics. Abroger l'article 24 pour faire respecter le principe "pacta sunt servanda"
Voir objet 20.3251 Mo. Feller
- x **20.3611** é lp.
Gapany. Le virus se propage-t-il davantage une fois minuit passé?
- x **20.3628** é lp.
Gapany. Santé. Modèle de rémunération basé sur le succès de la thérapie
- * **20.4170** é lp.
Gapany. L'OFT doit revoir sa pratique en matière d'installation d'ascenseurs dans les gares ferroviaires
- x **20.3757** é lp.
Germann. Redevance de radio-télévision. Les pratiques commerciales de Serafe requièrent des éclaircissements
- x **20.3759** é lp.
Germann. Fonds pour les cas de rigueur. Indemnités pour la destruction forcée de parties de récoltes de légumes, pour les marchands ambulants et pour les fournisseurs du secteur de la restauration

- * **20.3991 é Mo.**
Germann. Accord institutionnel. Ne pas se précipiter sans avoir clarifié les questions en suspens
Voir objet 20.3985 Mo. Groupe V
- x **20.3673 é Ip.**
Gmür-Schönenberger. Urgence d'une réforme LPP. A quand une décision du Conseil fédéral?
Voir objet 20.3655 Ip. Walti Beat
- 20.3410 é Mo.**
Graf Maya. L'indemnité de chômage partiel doit atteindre 100 pour cent du salaire mensuel lorsque le revenu ne dépasse pas 4000 francs
- x **20.3413 é Ip.**
Graf Maya. Situation aux frontières. Normalisation et regroupement familial urgents
- x **20.3429 é Po.**
Graf Maya. Gestion intégrée des eaux en Suisse
- 20.3674 é Mo.**
Graf Maya. Sélection variétale. Pour une adaptation des droits de propriété intellectuelle
- x **20.3756 é Mo.**
Graf Maya. Indépendants directement ou indirectement touchés. Prolonger le droit aux allocations pour perte de gain
- * **20.4253 é Po.**
Graf Maya. Prévention et gestion des pandémies : meilleure intégration des fournisseurs de services et des organisations s'occupant de handicapés qui proposent une prise en charge sociale et des soins de longue durée
- * **20.4254 é Ip.**
Graf Maya. Pandémie de covid-19. Tenir compte des handicapés en ce qui concerne la communication et l'obligation de porter un masque
- x **18.3404 é Mo.**
Häberli-Koller. Transformer la station de recherche Agroscope en établissement autonome de droit public de la Confédération doté de la personnalité juridique
- x **19.3072 é Mo.**
Häberli-Koller. Améliorer les bases comparatives du système de connaissances des secteurs agricole et agroalimentaire suisses
- x **20.3207 é Ip.**
Häberli-Koller. Le secteur agroalimentaire est essentiel pour l'approvisionnement
- E **20.3268 é Mo.**
Häberli-Koller. Biens essentiels. Réduire notre dépendance économique
Voir objet 20.3245 Mo. C-CED
- * **20.4043 é Ip.**
Häberli-Koller. Dispositif final de Bâle III. Quelles conséquences le durcissement de la réglementation du crédit hypothécaire a-t-il sur un taux de logements en propriété déjà bas?
- x **20.3481 é Ip.**
Hefti. Lutte contre la loque européenne
- x **19.4179 é Mo.**
Hegglin Peter. Déclaration de l'origine et du lieu de transformation des pains et produits de boulangerie
- E **20.3267 é Mo.**
Hegglin Peter. Réduire le gaspillage alimentaire par des incitations et non des prescriptions supplémentaires
- x **20.3519 é Ip.**
Hegglin Peter. Données empiriques sur la loi sur la surveillance de l'assurance-maladie
- E **20.3672 é Mo.**
Hegglin Peter. Il faut continuer à promouvoir les techniques d'épandage diminuant les émissions dans l'agriculture
- x **20.3753 é Ip.**
Hegglin Peter. Le Conseil fédéral a-t-il défini une stratégie pour les matières premières?
- * **20.4099 é Po.**
Hegglin Peter. Moderniser le régime des traitements et des retraites applicable aux magistrats
- E **20.3286 é Mo.**
Herzog Eva. Promotion du transport de marchandises sur le Rhin
- E **20.3588 é Mo.**
Herzog Eva. Améliorer les données sur les conséquences pour l'un et l'autre sexes
- * **20.3946 é Mo.**
Herzog Eva. Suivi de l'évolution de la demande des clients et des activités aériennes dans le cadre de l'introduction de la taxe sur les billets d'avion
- 19.4374 é Mo.**
(Hösli) Stark. Espaces réservés aux eaux. Mieux prendre en compte la situation géographique et topographique
- 19.3570 é Po.**
Jositsch. Contrôle de la structure, de l'organisation, de la compétence et de la surveillance du Ministère public de la Confédération
- x **20.3479 é Mo.**
Jositsch. Crise du coronavirus. Création d'un fonds permettant d'encourager la formation d'apprentis et l'engagement de jeunes terminant un apprentissage
- x **20.3480 é Po.**
Jositsch. Crise du coronavirus. Élargir l'expérience professionnelle des jeunes qui terminent leur apprentissage et sont sans emploi
- x **20.3279 é Ip.**
Juillard. Après le Covid-19, quelles conséquences pour l'agriculture, la production agricole indigène en particulier?
- 20.3285 é Mo.**
Juillard. Respect du frein à l'endettement et activation de la clause de sauvegarde
Voir objet 20.3300 Mo. C-CED
- x **20.3417 é Ip.**
Juillard. Tests de dépistage du coronavirus. Qui paie?
Voir objet 20.3369 Ip. Roduit
- * **20.3979 é Ip.**
Juillard. Pour une meilleure utilisation de la Réduction de l'Horaire de travail (RHT). RHT et formation continue

- * **20.4058 é Ip.**
Juillard. RHT et recherche et développement. Ne pas feiner la recherche et le développement en cas de ralentissement économique
19.4561 é Mo.
Knecht. Ne pas rétablir systématiquement l'écoulement à l'air libre des cours d'eau
- x **20.3284 é Po.**
Knecht. Aménagement du tronçon de la vallée du Rhin du côté suisse
- x **20.3547 é Ip.**
Knecht. Campagne médiatique concernant le coronavirus
20.3415 é Mo.
Kuprecht. Appliquer un moratoire sur les projets APG et AC et les projets portant octroi d'autres prestations sociales ou d'assistance
20.3504 é Ip.
Kuprecht. Désendettement de l'AI. Comment rembourser les milliards dus à l'AVS?
20.3556 é Po.
Kuprecht. Conséquences de la crise du coronavirus sur les assurances sociales
19.3170 é Mo.
(Lombardi) Rieder. Création d'une base légale garantissant que le Parlement, le peuple et les cantons seront consultés et pourront se prononcer lors de la mise en oeuvre de l'accord institutionnel
Voir objet 19.3167 Mo. Groupe C
19.4180 é Mo.
(Lombardi) Rieder. Coûts de la santé. Rétablir la transparence
Voir objet 19.4166 Mo. Merlini
20.3411 é Mo.
Maret Marianne. Mesures urgentes Covid-19. Viticulture
Voir objet 20.3270 Mo. Roduit
- x **20.3412 é Ip.**
Maret Marianne. Tunnel du Lötschberg. Problèmes d'infiltrations
- x **20.3747 é Po.**
Maret Marianne. Coronavirus. Allocation pour perte de gain aussi pour les parents et les proches d'adultes en situation de handicap
- * **20.4256 é Ip.**
Maret Marianne. Essais pilotes de la poste, position du Conseil fédéral
- x **20.3428 é Ip.**
Mazzone. Atteintes à l'environnement et à la santé humaine causées par l'exportation de produits phytosanitaires interdits en Suisse
- x **20.3280 é Po.**
Michel. Mettre à profit le potentiel scientifique en période de crise
- x **20.3422 é Mo.**
Minder. Covid-19. Mesure pour réduire le chômage
- x **20.3905 é Ip.**
Minder. Vignette obligatoire sur les semi-autoroutes. Exception sur les tronçons proches des frontières et concernés par le tourisme
- E **20.3906 é Mo.**
Minder. Garantir l'approvisionnement du pays en cas de grandes crises
- x **20.3208 é Po.**
Müller Damian. Qualité des radiographies. Réduire les coûts de la santé et l'exposition aux rayonnements
20.3209 é Mo.
Müller Damian. Mettre en place la prescription médicale électronique. Pour le plus grand bénéfice des patients
- E **20.3210 é Mo.**
Müller Damian. Taxe sur les émissions de CO₂. Le statut privilégié des constructeurs de niche doit être aboli
20.3211 é Mo.
Müller Damian. Pour une plus grande marge de manoeuvre dans l'acquisition de dispositifs médicaux destinés à l'approvisionnement de la population suisse
- x **20.3212 é Ip.**
Müller Damian. Médicaments, vaccins et dispositifs médicaux. Qu'en est-il de la sécurité de l'approvisionnement en Suisse?
- x **20.3213 é Ip.**
Müller Damian. Diminuer la TVA d'au moins 50 pour cent pendant douze mois
- x **20.3214 é Po.**
Müller Damian. Diminuer la TVA d'au moins de 50 pour cent pendant douze mois
- x **20.3215 é Ip.**
Müller Damian. Résultats de répartition de l'AVS. Publier les projections financières
- x **20.3216 é Ip.**
Müller Damian. Révision de la LPP. Composer avec une nouvelle réalité
- x **20.3217 é Ip.**
Müller Damian. Mise en oeuvre du désendettement de l'AI. Quels pronostics?
- x **20.3281 é Mo.**
Müller Damian. Aide aux médias. Vers une libéralisation moyennant le recours à des sociétés de distribution
- E **20.3665 é Mo.**
Müller Damian. Caisses d'assurance-chômage. Améliorer la transparence
20.3670 é Mo.
Müller Damian. Le produit des intérêts négatifs dans la prévoyance professionnelle doit revenir aux assurés
- x **20.3671 é Po.**
Müller Damian. Encéphalomyélite myalgique. Aider les personnes affectées par cette maladie chronique incurable
- * **20.4171 é Ip.**
Müller Damian. Importance de la lumière du jour dans le bilan énergétique
18.4193 é Mo.
Noser. Médicaments. Automédication et réduction des coûts

- x **19.4118 é Mo.**
Noser. Stratégie offensive en matière d'imputation des impôts à la source étrangers
- 20.3225 é Mo.**
Noser. Une meilleure qualité de vie et des rentes plus sûres pour tous
- x **20.3544 é Po.**
Noser. Renforcer la résistance des entreprises suisses
- * **20.4162 é Mo.**
Noser. L'exonération fiscale pour utilité publique des personnes morales qui poursuivent des objectifs politiques est-elle justifiée?
- E **19.4560 é Mo.**
Rieder. Réduire la bureaucratie pour faciliter l'engagement de travailleurs saisonniers
- 20.3407 é Mo.**
Rieder. Production électrique issue de l'énergie hydraulique indigène. Garantir la sécurité des investissements
- 20.3416 é Mo.**
Rieder. Créer un fonds souverain pour stabiliser et renforcer l'économie
Voir objet 20.3331 Mo. Candinas
- E **20.3419 é Mo.**
Rieder. Protection des droits démocratiques et amélioration de la "préparation numérique"
- 20.3532 é Mo.**
Rieder. Pour une concurrence plus équitable avec les entreprises publiques
Voir objet 20.3531 Mo. Caroni
- * **20.4042 é Mo.**
Rieder. Octroyer des allègements fiscaux et prévenir les faillites
- * **20.4173 é Ip.**
Rieder. Campagne nationale de promotion des compétences (désormais indispensables) en matière de traitement des données (« data literacy »)
- x **20.3206 é Mo.**
Salzmann. Déduction de l'impôt fédéral direct des provisions constituées pour compenser les pertes engendrées par la crise du coronavirus
- x **20.3224 é Mo.**
Salzmann. Covid-19. Lever l'état d'urgence, renoncer aux mesures relevant du planisme et du centralisme et rétablir l'ordre constitutionnel
Voir objet 20.3198 Mo. Groupe V
- x **20.3414 é Mo.**
Salzmann. Crise du coronavirus. Préparer un plan global pour rééquilibrer le budget de la Confédération et stabiliser les assurances sociales
Voir objet 20.3392 Mo. Dettling
- x **20.3862 é Mo.**
Salzmann. Indemnisation des indépendants touchés par les mesures liées au coronavirus
- * **20.3993 é Mo.**
Salzmann. Classer le dossier de l'accord institutionnel Suisse-UE
Voir objet 20.3986 Mo. Groupe V
- * **20.4163 é Ip.**
Salzmann. Révision de l'OAMal. Ne pas mettre inutilement en danger l'existence des hôpitaux universitaires
- 19.3734 é Mo.**
Schmid Martin. Législation sur les produits chimiques. Combler les lacunes pour renforcer la place industrielle suisse
- x **20.3752 é Po.**
Schmid Martin. Renforcer le positionnement de la Suisse en tant que pôle de biotechnologie et de production pharmaceutique
- 20.3424 é Mo.**
Sommaruga Carlo. Pour l'interdiction de l'importation de marchandises issues du travail forcé
- x **20.3426 é Ip.**
Sommaruga Carlo. Pour une économie responsable, bienveillante et durable. Favoriser les indicateurs et les politiques en faveur du bien-être
- x **20.3427 é Ip.**
Sommaruga Carlo. Importations israéliennes en provenance des colonies israélienne en Palestine. Pourquoi tant d'intransparence consolidant une situation violant le droit international?
- 20.3754 é Mo.**
Sommaruga Carlo. Adoption d'une procédure fédérale pour que les musées de Suisse participent à la restitution des biens culturels enlevés à l'époque coloniale
- x **20.3755 é Ip.**
Sommaruga Carlo. Racisme. Le Conseil fédéral doit enfin envoyer un signal contre le racisme historique, implicite et sous-jacent en Suisse
- x **20.3907 é Ip.**
Sommaruga Carlo. Pour une collecte harmonisée des données fiscales cantonales permettant des évaluations complètes de la politique fiscale de la Confédération, notamment en matière d'amnistie
- 20.3908 é Mo.**
Sommaruga Carlo. Pour un nouvel élan dans la mise en oeuvre effective des droits politiques par voie électronique
- * **20.4167 é Ip.**
Sommaruga Carlo. Israël/Palestine: Clarification nécessaire de la position de la Suisse
- * **20.4174 é Ip.**
Sommaruga Carlo. FMI. Demande de crédit de la Bolivie violant les règles démocratiques approuvé par la délégation suisse. Clarifier les faits, assurer la transparence et respecter les directives internes suisses
- * **20.4252 é Mo.**
Sommaruga Carlo. Pour un bouclier légal et technique contre les effets extra-territoriaux de sanctions unilatérales d'Etats tiers
- x **20.3421 é Ip.**
Stark. Marché des médicaments. Créer un cadre favorable pour un approvisionnement durable
- x **20.3612 é Ip.**
Stark. Coronavirus. Assurer le succès du suivi de l'épidémie et du traçage des contacts en prenant des mesures claires, en les appliquant systématiquement et en les communiquant

- * **20.4041 é Ip.**
Stark. Optimiser à long terme le réseau des routes nationales en adaptant priorités et capacités
- * **20.4168 é Mo.**
Stark. Sucre suisse. Lutte à armes égales
18.4194 é Mo.
Stöckli. TVA pour les tour-opérateurs étrangers
Voir objet 18.4363 Mo. von Siebenthal
19.3234 é Mo.
Stöckli. Programme d'impulsion pour la rénovation des établissements d'hébergement dans l'Arc alpin
Voir objet 19.3222 Mo. Semadeni
- x **20.3226 é Ip.**
Thorens Goumaz. Passage de la RPC à la RU. Une solution pour les agriculteurs pionniers du solaire, qui ont été désavantagés?
- x **20.3408 é Po.**
Thorens Goumaz. Comment répondre à la contamination de nos eaux potables liée au chlorothalonil et comment financer les assainissements nécessaires?
- x **20.3614 é Ip.**
Thorens Goumaz. Économie circulaire et construction. Comment promouvoir le réemploi dans le bâtiment?
- x **20.3666 é Po.**
Thorens Goumaz. Quelles mesures de protection pour les transporteurs de fonds en Suisse?
20.3667 é Mo.
Thorens Goumaz. Promouvoir l'économie circulaire et la gestion durable des ressources grâce à des "Innovation green deals"
- * **20.4161 é Ip.**
Thorens Goumaz. Politique agricole PA22+: comment concilier les mesures écologiques avec un bon degré de rendement agricole et d'auto-provisionnement alimentaire ?
- x **20.3223 é Po.**
Vara. Aides financières pour l'école à journée continue. Il est temps d'aller de l'avant
- x **20.3750 é Po.**
Vara. Adaptation des forêts au réchauffement climatique. Quid de la biodiversité?
- * **20.3992 é Ip.**
Vara. Néonicotinoïdes dans la culture de betterave à sucre : pas de marche arrière !
- * **20.4166 é Po.**
Vara. Pesticides de synthèse: tumeurs cérébrales et maladies respiratoires des enfants
19.4403 é Mo.
Wicki. Pour le retrait du permis de conduire avec sursis
- x **20.3748 é Mo.**
Wicki. Institutionnaliser l'examen critique des décisions prises par le Conseil fédéral en période de crise
- E **20.3409 é Mo.**
Würth. Marchés publics. Tenir compte de la sécurité et de la fiabilité des chaînes d'approvisionnement
- x **20.3533 é Ip.**
Würth. Rétablissement de la répartition constitutionnelle des compétences au sortir de la situation extraordinaire

- x **20.3909 é Ip.**
Würth. Brexit sans accord. Analyse des lacunes, possibilités d'action et planification
- * **20.4257 é Po.**
Würth. Évolution démographique et cohésion nationale
19.3705 é Mo.
Zanetti Roberto. Indemniser la prise en charge temporaire par des tiers de proches exigeant des soins ou une assistance
- E **20.3625 é Mo.**
Zanetti Roberto. Définir les aires d'alimentation des zones de captage pour protéger efficacement l'eau potable
Voir objet 20.3679 Mo. Roth Franziska
- * **20.4172 é Ip.**
Zopfi. Retards dans la mise en œuvre des mesures d'assainissement écologique des centrales hydrauliques

Pétitions

- E **506/14.2023 é**
ACAT-Suisse. Signature et ratification de la Charte sociale européenne
561/18.2031
Amis de la Nature Suisse. Elucider la disparation des insectes
- N **507/19.2027**
Andreas Dummermuth. Instauration d'une consigne sur les bouteilles en PET
- E **508/17.2016**
Anja Gonseth, Corinne Lüscher, Liv Morgenthaler. Interdire la vente de produits à base d'huile de palme issue d'une production non durable
509/20.2014
Appel du 4 mai. Pour un redémarrage humaniste, local et durable
- * **510/20.2015**
Artur Terekhov. Soumettre les juges fédéraux à l'obligation stricte de signaler leurs intérêts
- * **511/20.2016**
Association culturelle des Azerbaïdjanais en Suisse. Association culturelle des Azerbaïdjanais en Suisse. Arrêtez l'agression arménienne
551/18.2018
Association des petits paysans. Les nouvelles techniques de génie génétique doivent être soumises à la loi sur le génie génétique
- E **586/18.2027**
Association Nakba-2018. Pour une véritable politique suisse pour la paix au Moyen-Orient
573/18.2009
Association Suisse des Locataires ASLOCA. Non aux loyers abusifs
587/19.2033
Association Un apprentissage - Un avenir. Un apprentissage – Un avenir
512/20.2007
Bassola Sandro. Modification de la loi sur les épidémies

- 513/19.2017**
Campax. Bloody unfair - baissez la taxe sur les tampons!
- 514/19.2032**
Catalunya peuple d'Espagne (CPDE). Fermeture de la fausse ambassade catalane à Genève
- N 562/19.2028**
Conseil Rhénan. Aménagement de liaisons de transport dans la zone frontalière franco-germano-suisse du Rhin supérieur
- 516/19.2008**
fair fish. Halte à la pollution plastique!
- x 572/18.2021**
Fédération Suisse de Pêche FSP. Protection des poissons à la place de turbines mortelles
- 517/13.2034 é**
Fischer Eugen Theodor. Protection du patrimoine suisse. Dissolution
- 518/19.2029**
Flüeler Meinrad. Mesures d'encouragement pour les voitures solaires et les voitures électriques
- N 519/19.2022**
Frei Daniel. Réglementer la formation des chauffeurs de taxi au moyen d'une loi fédérale
- E 521/19.2018**
Gesellschaft Schweiz-Palästina GSP. Gaza – les crimes de guerre doivent être jugés
- 522/20.2009**
Greenpeace Suisse. Covid-19 : le soutien apporté à l'économie doit tenir compte du climat !
- * 523/20.2021**
Greenpeace Suisse. Protéger le climat – réguler la place financière !
- 524/19.2024**
Groupe de Saint-François. Art. 116 LEI. Non punissabilité pour celles et ceux qui ont agi pour des raisons humanitaires
- 525/15.2035 é**
Groupe SAM. Amélioration de la situation des producteurs de lait
- E 526/19.2016 é**
Güner Gültekin. Suppression de l'enseignement obligatoire d'une troisième langue à l'école
- 527/20.2006**
Heinzelmann Regula. Lever les fermetures des frontières décidées dans le cadre de l'ordonnance 2 COVID-19
- * 528/20.2012**
Herren Mireille (Prodémocratie). Non à l'application SwissCovid!
- 529/16.2014 é**
HEV Schweiz. Abolir la valeur locative
- x 564/18.2022**
ippoterapia. Équithérapie en zone agricole
- * 530/20.2020**
Jonathan Levy. Libération et restitution de fonds provenant d'Indonésie
- x 552/19.2014**
Klett Notburga. Stop à la 5G en Suisse!
- E 553/16.2003 é**
Komitee der Arbeitslosen und Armutsbetroffenen. Pour un cadre législatif national dans le domaine de l'aide sociale
- 554/17.2022 n**
Ligue Suisse contre la vivisection – Benjamin Frei. Interdire les expériences sur des primates
- 555/17.2021**
Liniger Hansrudolf. Pour un assainissement de l'AVS
- 556/19.2034**
mediCuba-Suisse. Unblock Cuba
- * 557/20.2011**
Meier Daniel. Modification de la loi sur les documents d'identité
- N 558/15.2021**
Müller Edgar. Faire de la loi sur les forêts une loi sur le paysage naturel
- N 559/17.2005**
Müller Edgar. Prévenir la consommation d'alcool précoce chez les jeunes
- E 560/19.2007 é**
Müller Edgar. Protection de la jeunesse au travail : de la cohérence, svp !
- *E 563/20.2019**
Patrick Jetzer. Pas de transformation des ordonnances d'urgence en droit fédéral urgent
- 565/17.2018**
Pietro und Renate Spaltro. Assurance-maladie. Fixer les primes en fonction du revenu
- 566/19.2023**
Raymond Durussel. Regroupement familial par "voie ascendante"
- 567/20.2010**
Rüst-Hehli Klausfranz. Droits et devoirs prévus par la convention relative aux droits de l'enfant. Préciser le droit suisse en conséquence
- E 568/17.2007 é**
Rutz Hans Rudolf. Augmentation automatique de l'âge de la retraite à 67(/70) ans. Modification de loi
- E 569/17.2008 é**
Rutz Hans Rudolf. Bonification AVS pour l'accueil extrafamilial des enfants de parents divorcés. Modification de loi
- 570/17.2003 é**
Rutz Rudolf. Prévoyance professionnelle: pour une meilleure protection en cas de perte d'emploi après 60 ans
- 571/20.2008**
Schmid Jacqueline. Protection des enfants et des jeunes en fuite
- 574/18.2030**
Schweizerzeit. Non au Pacte mondial des Nations Unies sur les migrations
- E 531/12.2070 é**
Session des jeunes 2012. Vieillesse de la population et AVS

- E 532/14.2034 é**
Session des jeunes 2014. Complément d'article 261bis CP à propos de la discrimination raciale
- 533/15.2029**
Session des jeunes 2015. Transparence des dispositions de protection des données dans les conditions générales de vente
- 534/16.2016**
Session des jeunes 2016. Dépénalisation régulée de la consommation de cannabis
- 535/18.2003**
Session des jeunes 2017. Abolir l'INégalité face à l'adoption!
- 536/18.2005**
Session des jeunes 2017. Numérisation et santé
- 537/18.2006**
Session des jeunes 2017. Remaniement de la taxe sur la valeur ajoutée en faveur de l'AVS
- 538/18.2007**
Session des jeunes 2017. Stop aux cadeaux des labos
- 539/19.2000**
Session des jeunes 2018. Waste less - réduction des emballages dans le commerce de détail
- N 540/19.2001**
Session des jeunes 2018. Vers des entreprises responsables grâce à une transparence accrue
- 541/19.2002**
Session des jeunes 2018. Prévention Jeunes queer
- N 542/19.2003**
Session des jeunes 2018. Revendication MERSI
- E 543/19.2004 é**
Session des jeunes 2018. Chèque éducation
- x 544/19.2005**
Session des jeunes 2018. Financement initial pour les transports publics automatisés
- E 545/19.2006**
Session des jeunes 2018. Quelle obligation de servir pour l'avenir ?
- 546/20.2001**
Session des jeunes 2019. Transparence salariale pour plus d'égalité salariale
- 547/20.2002**
Session des jeunes 2019. Pour l'égalité salariale maintenant!
- 548/20.2003**
Session des jeunes 2019. Nous avons besoin des journaux, sauvons leur peu
- 549/20.2004**
Session des jeunes 2019. Obligation de déclaration sur les appareils électroniques
- 550/20.2005**
Session des jeunes 2019. Protection des données dans le milieu de la santé
- E 520/18.2020**
Société pour les peuples menacés (SPM). Protéger les droits fondamentaux des Tibétains et des Tibétaines, en Suisse aussi!
- 575/20.2000**
Solidaritätsnetz. Pour en finir avec les morts en Méditerranée!
- 576/19.2031**
Solidarité sans frontières. La solidarité n'est pas un crime
- E 577/18.2029**
Solifonds. Engagement de la Suisse en faveur du respect des droits de l'homme au Brésil
- 578/19.2021**
Swissveg und Verein gegen Tierfabriken Schweiz. Halte au subventionnement de la publicité pour la viande
- * 579/20.2018**
Tier im Fokus. Droits fondamentaux pour les porcs
- N 580/19.2025**
UmverkehrR. Oui à la taxe sur les billets d'avion
- E 515/18.2013**
Union Démocratique Fédérale (UDF). Transfert de l'ambassade suisse de Tel-Aviv à Jérusalem
- * 581/20.2013**
Vasella Lorenzo. Protéger les êtres humains, pas les moteurs
- N 582/18.2011 n**
Vegane Gesellschaft Schweiz. Les poussins ne sont pas des déchets
- 583/19.2030**
Ventouri Anastasia-Natalia. Protection pour les enfants victimes d'aliénation
- N 584/15.2038 n**
Verein 50plus outIn work Schweiz. Pour en finir avec la discrimination liée à l'âge sur le marché du travail
- E 585/15.2039 é**
Verein 50plus outIn work Schweiz. Pour que la LPP ne désavantage plus les personnes plus âgées
- 588/19.2015**
WIAP AG Ltd SA. Réaliser des économies d'énergie grâce à la méthode des vibrations résonnantes
- * 589/20.2017**
Winterhalder Christoph. Réduire le bruit émis par les voitures et les motos

Objets du parlement

Divers

x 1/20.010 *én* Délégation AELE/Parlement européen. Rapport

CN/CE *Commission de politique extérieure*

08.09.2020 Conseil des Etats. Pris acte

17.09.2020 Conseil national. Pris acte

x 2/20.011 *né* Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. Rapport

CN/CE *Commission de politique extérieure*

08.09.2020 Conseil des Etats. Pris acte

17.09.2020 Conseil national. Pris acte

x 3/20.012 *né* Délégation parlementaire auprès du Conseil de l'Europe. Rapport

CN/CE *Commission de politique extérieure*

08.09.2020 Conseil des Etats. Pris acte

17.09.2020 Conseil national. Pris acte

x 4/20.013 *né* Délégation auprès de l'Union interparlementaire. Rapport

CN/CE *Commission de politique extérieure*

08.09.2020 Conseil des Etats. Pris acte

17.09.2020 Conseil national. Pris acte

x 5/20.014 *né* Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Rapport

CN/CE *Commission de politique extérieure*

08.09.2020 Conseil des Etats. Pris acte

17.09.2020 Conseil national. Pris acte

x 6/20.015 *né* Délégation suisse auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Rapport

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

08.09.2020 Conseil des Etats. Pris acte

17.09.2020 Conseil national. Pris acte

x 7/20.020 *né* Activités des délégations non permanentes instituées par les Commissions de politique extérieure. Rapport de la 50^e législature

CN/CE *Commission de politique extérieure*

08.09.2020 Conseil des Etats. Pris acte

17.09.2020 Conseil national. Pris acte

x 8/20.021 *né* Activités des délégations permanentes chargées des relations avec les parlements des Etats limitrophes. Rapport de la 50^{ème} législature

CN/CE *Commission de politique extérieure*

08.09.2020 Conseil des Etats. Pris acte

17.09.2020 Conseil national. Pris acte

9/20.077 *n* Garantir la mise en oeuvre effective du signallement des intérêts

CN *Bureau*

x 10/20.190 *é* Immunité du procureur général de la Confédération Michael Lauber. Demande de levée

CN *Commission de l'immunité*

CE *Commission des affaires juridiques*

11.08.2020 CAJ-CE. Levée de l'immunité

24.08.2020 Cdi-CN. Levée de l'immunité

x 11/20.209 *n* Assermentation

CN *Bureau*

Chambres réunies

x 12/20.204 *cr* Tribunal fédéral. Renouvellement intégral 2021-2026

V *Commission judiciaire*

1. Réélection des juges ordinaires

23.09.2020 Assemblée fédérale (Chambres réunies). Escher Elisabeth, Hohl Fabienne, Marazzi Luca, Kiss Christina, Zünd Andreas, Seiler Hans Georg, Aubry Girardin Florence, Jacquemoud-Rossari Laura, Donzallaz Yves, Maillard Marcel, Niquille Martha, von Werdt Nicolas, Herrmann Christian, Stadelmann Thomas, Glanzmann Lucrezia, Denys Christian, Chaix François, Schöbi Felix, Kneubühler Lorenz, Heine Alexia, Parrino Francesco, Rüedi Yves, Bovey Gégory, Haag Stephan, Jametti Monique, Moser-Szeless Margit, Wirthlin Martin, May-Canellas Marie-Chantal, Viscione Daniela, Muschietti Giuseppe, Abrecht Bernard, Hänni Julia, Beusch Michael, Koch Sonja, Müller Thomas, van de Graaf Beatrice, Merz Laurent.

2. Réélection des juges suppléants

23.09.2020 Assemblée fédérale (Chambres réunies). Pont Veuthey Marie-Claire, Weber Richard, Benz Rolf, De Rossa Gisimundo Federica, Griesser Yvona, Berger Markus, Lötscher Cordula, Wasser-Keller Beata, Truttmann Aileen, Bechaalany Sarah, Hofmann Yann, Kölz Christian.

3. Election complémentaire d'un juge ordinaire

23.09.2020 Assemblée fédérale (Chambres réunies). Christoph Hurtni, originaire de Fräschel (FR), domicilié à Spiegel bei Bern.

4. Election complémentaire de 6 juges suppléants

23.09.2020 Assemblée fédérale (Chambres réunies). Christine Arndt, originaire de Buchs (AG), domiciliée à Horgen; Céline Courbat, originaire de Basse-Allaine (JU), domiciliée à Lausanne; Jeremias Fellmann, originaire de Sursee (LU), domicilié à Luzern; Matthias Kradolfer, originaire de Kradolf-Schönenberg (TG), domicilié à Weinfelden; Vincent Martenet, originaire de Neuchâtel, domicilié à Saint-Sulpice und Catherine Reiter, originaire de Widnau (SG), domiciliée à Widnau.

x 13/20.206 cr Autorité de surveillance du Ministère public de la Confédération. Election d'un membre

V Commission judiciaire

Pour le reste de la période administrative 2019-2022: Monsieur Marc Thommen, originaire de Bâle, domicilié à Zumikon (ZH).

14/20.210 cr Procureur(e) général(e) de la Confédération. Election

V Commission judiciaire

x 15/20.211 cr Procureur général extraordinaire de la Confédération. Election

V Commission judiciaire

Monsieur Stefan Keller, originaire de Buchberg (SH), domicilié à Sachseln (OW).

16/20.212 cr Tribunal fédéral. Présidence et vice-présidence 2021-2022

V Commission judiciaire

17/20.213 cr Tribunal administratif fédéral. Présidence et vice-présidence 2021-2022

V Commission judiciaire

18/20.214 cr Tribunal fédéral. Election d'un(e) juge suppléant(e)

V Commission judiciaire

19/20.215 cr Tribunal administratif fédéral. Election d'un membre

V Commission judiciaire

Objets du Conseil fédéral

Département des affaires étrangères

20/19.073 é Mesures de promotion civile de la paix et de renforcement des droits de l'homme. Loi

Message du 13 décembre 2019 visant à compléter la loi fédérale sur des mesures de promotion civile de la paix et de renforcement des droits de l'homme en vue de la création d'une institution nationale des droits de l'homme (INDH) (FF 2020 493)

CN/CE Commission de politique extérieure

1. Loi fédérale sur des mesures de promotion civile de la paix et de renforcement des droits de l'homme (FF 2020 517)

21/20.005 n Traitement des données personnelles par le DFAE. Loi

Message du 15 janvier 2020 concernant la loi fédérale sur le traitement des données personnelles par le Département fédéral des affaires étrangères (FF 2020 1279)

CN/CE Commission des institutions politiques

1. Loi fédérale sur le traitement des données personnelles par le Département fédéral des affaires étrangères (FF 2020 1309)

21.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

x 22/20.033 n Stratégie de coopération internationale 2021-2024

Message du 19 février 2020 sur la stratégie de coopération internationale 2021-2024 (stratégie CI 2021-2024) (FF 2020 2509)

CN/CE Commission des finances

CN/CE Commission de politique extérieure

1. Arrêté fédéral concernant le financement de mesures de promotion de la paix et de la sécurité humaine pour les années 2021 à 2024 (FF 2020 2599)

15.06.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

15.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

21.09.2020 Conseil national. Adhésion

2. Arrêté fédéral concernant le financement de la coopération au développement dans les États d'Europe de l'Est pour les années 2021 à 2024 (FF 2020 2601)

15.06.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

15.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

21.09.2020 Conseil national. Adhésion

3. Arrêté fédéral concernant le financement de la coopération au développement et de l'aide humanitaire pour les années 2021 à 2024 (FF 2020 2603)

15.06.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

15.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

21.09.2020 Conseil national. Adhésion

4. Arrêté fédéral concernant le financement de la coopération économique au développement pour les années 2021 à 2024 (FF 2020 2605)

15.06.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

15.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

21.09.2020 Conseil national. Adhésion

23/20.037 n FIPOI. Aide financière à l'UIT à Genève

Message du 22 avril 2020 relatif à l'octroi à la Fondation des immeubles pour les organisations internationales d'un prêt destiné au financement de la démolition et la reconstruction du bâtiment du siège de l'Union internationale des télécommunications (UIT) à Genève (FF 2020 4165)

CN/CE Commission de politique extérieure

CN/CE Commission des finances

1. Arrêté fédéral relatif à l'octroi à la FIPOI d'un prêt destiné au financement de la démolition et la reconstruction du bâtiment du siège de l'UIT à Genève (FF 2020 4187)

21.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

24/20.045 n Traités internationaux conclus en 2019. Rapport

Rapport du 27 mai 2020 sur les traités internationaux conclus en 2019 (FF 2020 5003)

CN/CE Commission de politique extérieure

21.09.2020 Conseil national. Pris acte

25/20.073 é La Suisse et les conventions du Conseil de l'Europe. Douzième rapport

Douzième rapport du 11 septembre 2020 sur la Suisse et les conventions du Conseil de l'Europe (FF 2020 7827)

CN/CE Commission de politique extérieure

Département de l'intérieur

26/11.030 é 6e révision de l'AI. Deuxième volet

Message du 11 mai 2011 relatif à la modification de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (6e révision, du deuxième volet) (FF 2011 5301)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

Voir objet 12.3971 Po. CSSS-CN

3. Loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) (6e révision de l'AI, deuxième volet) (Projet de la CSSS-N du 11.10.2012)

12.12.2012 Conseil national. Entrer en matière et renvoi à la commission.

27/15.075 é Loi sur les produits du tabac

Message du 11 novembre 2015 concernant la loi fédérale sur les produits du tabac (LPTab) (FF 2015 8557)

Message du 30 novembre 2018 concernant la loi fédérale sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques (Loi sur les produits du tabac, LPTab) (FF 2019 899)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

Voir objet 19.3958 Mo. CSSS-CE

1. Loi fédérale sur les produits du tabac (LPTab) (FF 2015 8645)

09.06.2016 Conseil des Etats. Discussion

14.06.2016 Conseil des Etats. Renvoi au Conseil fédéral

08.12.2016 Conseil national. Adhésion au renvoi au Conseil fédéral

26.09.2019 Conseil des Etats. Classement

2. Loi fédérale sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques (Loi sur les produits du tabac, LPTab) (FF 2019 977)

26.09.2019 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

28/18.037 n Pour combler les lacunes de l'assurance-accidents. Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la motion 11.3811 (Darbellay)

Rapport du 28 mars 2018 relatif au classement de la motion 11.3811 Darbellay «Pour combler les lacunes de l'assurance-accidents» (FF 2018 2407)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

19.03.2019 Conseil national. Décision modifiant le projet

La motion 11.3811 n'est pas classée.

Voir objet 11.3811 Mo. Darbellay

29/18.079 n Pour des soins infirmiers forts (initiative sur les soins infirmiers). Initiative populaire

Message du 7 novembre 2018 relatif à l'initiative populaire «Pour des soins infirmiers forts (initiative sur les soins infirmiers)» (FF 2018 7633)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

CN Commission de la science, de l'éducation et de la culture

Voir objet 19.401 Iv. pa. CSSS-CN

1. Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire fédérale «Pour des soins infirmiers forts (initiative sur les soins infirmiers)» (FF 2018 7655)

16.12.2019 Conseil national. Début des délibérations

17.12.2019 Conseil national. Décision conforme au projet

17.12.2019 Conseil national. Prolongation de délai

Jusqu'au 07.05.2021.

19.12.2019 Conseil des Etats. Prolongation de délai

Jusqu'au 07.05.2021.

20.03.2020 Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 18 juillet 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

30/18.092 é Loi sur les allocations pour perte de gain. Allocation de maternité en cas de séjour prolongé du nouveau-né à l'hôpital

Message du 30 novembre 2018 relatif à la modification de la loi sur les allocations pour perte de gain (Allocation de maternité en cas de séjour prolongé du nouveau-né à l'hôpital) (FF 2019 141)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

1. Loi fédérale sur les allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité (Loi sur les allocations pour perte de gain, LAPG) (FF 2019 173)

02.03.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

15.09.2020 Conseil national. Divergences

31/18.093 é Caisses de pension. Placements à long terme dans les technologies d'avenir et création d'un fonds à cet effet. Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la motion 13.4184 (Graber Konrad)

Rapport du Conseil fédéral du 30 novembre 2018 concernant le classement de la motion 13.4184 du conseiller aux États Graber du 12 décembre 2013 (Caisses de pension. Placements à long terme dans les technologies d'avenir et création d'un fonds à cet effet) (FF 2019 365)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

Voir objet 13.4184 Mo. Graber Konrad

x 32/19.021 n Loi sur les stupéfiants. Modification

Message du 27 février 2019 concernant la modification de la loi sur les stupéfiants (essais pilotes avec du cannabis) (FF 2019 2497)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes (Loi sur les stupéfiants, LStup) (FF 2019 2527)

10.12.2019 Conseil national. Entrée en matière

02.06.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

09.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

23.09.2020 Conseil national. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7495; Délai référendaire 14.01.2021

33/19.046 n Loi fédérale sur l'assurance-maladie. Modification (Mesures visant à freiner la hausse des coûts, 1er volet)

Message du 21 août 2019 concernant la modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (Mesures visant à freiner la hausse des coûts, 1^{er} volet) (FF 2019 5765)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (Mesures visant à freiner la hausse des coûts, 1^{er} volet) (FF 2019 5869)

2. Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (Mesures visant à freiner la hausse des coûts, volet 1a) (Projet de la CSSS-N du 26.05.2020)

08.06.2020 Conseil national. Début des délibérations

18.06.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

09.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

34/19.050 é Stabilisation de l'AVS (AVS 21)

Message du 28 août 2019 relatif à la stabilisation de l' AVS (AVS 21) (FF 2019 5979)

CN/CE *Commission des finances*

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) (FF 2019 6109)

2. Arrêté fédéral sur le financement additionnel de l'AVS par le biais d'un relèvement de la TVA (FF 2019 6127)

35/19.057 é LAVS. Modification (Utilisation systématique du numéro AVS par les autorités)

Message du 30 octobre 2019 relatif à la modification de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (utilisation systématique du numéro A VS par les autorités) (FF 2019 6955)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

1. Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) (FF 2019 6993)

10.06.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

36/19.080 é LAVS. Modification (modernisation de la surveillance)

Message du 20 novembre 2019 concernant la révision de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (Modernisation de la surveillance dans le 1^{er} pilier et optimisation dans le 2^e pilier de la prévoyance vieillesse, survivants et invalidité) (FF 2020 1)

CN/CE *Commission des finances*

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) (Modernisation de la surveillance) (FF 2020 107)

37/19.083 n Oui à l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine - Oui aux approches de recherche qui favorisent la sécurité et le progrès. Initiative populaire

Message du 13 décembre 2019 concernant l'initiative populaire «Oui à l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine - Oui aux approches de recherche qui favorisent la sécurité et le progrès» (FF 2020 521)

Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 29 novembre 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

1. Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Oui à l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine – Oui aux approches de recherche qui favorisent la sécurité et le progrès» (FF 2020 543)

38/20.030 né Encouragement de la culture pour la période de 2021 à 2024

Message du 26 février 2020 concernant l'encouragement de la culture pour la période 2021 à 2024 (Message culture 2021-2024) (FF 2020 3037)

CN/CE *Commission des finances*

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

1. Loi fédérale sur l'encouragement de la culture (Loi sur l'encouragement de la culture, LEC) (FF 2020 3185)

07.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

16.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7491; Délai référendaire 14.01.2021

2. Loi fédérale sur la culture et la production cinématographiques (Loi sur le cinéma, LCin) (FF 2020 3187)

07.09.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

3. Loi fédérale sur le transfert international des biens culturels (Loi sur le transfert des biens culturels, LTBC) (FF 2020 3193)

07.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

16.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7493; Délai référendaire 14.01.2021

4. Loi fédérale sur la Bibliothèque nationale suisse (Loi sur la Bibliothèque nationale, LBNS) (FF 2020 3195)

07.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

16.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7489; Délai référendaire 14.01.2021

5. Loi fédérale sur les langues nationales et la compréhension entre les communautés linguistiques (Loi sur les langues, LLC) (FF 2020 3197)

07.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

16.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7497; Délai référendaire 14.01.2021

6. Arrêté fédéral allouant un plafond de dépenses pour les aides financières de l'Office fédéral de la culture au titre de la loi sur l'encouragement de la culture pour la période 2021 à 2024 (FF 2020 3199)

07.09.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

16.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

23.09.2020 Conseil national. Divergences

24.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

7. Arrêté fédéral allouant un plafond de dépenses au domaine du cinéma pour la période 2021 à 2024 (FF 2020 3201)

07.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

16.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

8. Arrêté fédéral allouant un plafond de dépenses au domaine du transfert des biens culturels pour la période 2021 à 2024 (FF 2020 3203)

07.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

16.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

9. Arrêté fédéral allouant un crédit-cadre au domaine de la culture du bâti pour la période 2021 à 2024 (FF 2020 3205)

07.09.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

16.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

10. Arrêté fédéral allouant un plafond de dépenses au domaine des langues et de la compréhension pour la période 2021 à 2024 (FF 2020 3207)

07.09.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

16.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

23.09.2020 Conseil national. Divergences

24.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

11. Arrêté fédéral allouant un plafond de dépenses au domaine des écoles suisses à l'étranger pour la période 2021 à 2024 (FF 2020 3209)

07.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

16.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

12. Arrêté fédéral allouant un plafond de dépenses à la fondation Pro Helvetia pour la période 2021 à 2024 (FF 2020 3211)

07.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

16.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

13. Arrêté fédéral allouant un plafond de dépenses au Musée national suisse pour la période 2021 à 2024 (FF 2020 3213)

07.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

16.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

39/20.046 n LAMal. Rémunération du matériel de soins

Message du 27 mai 2020 concernant la modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (Rémunération du matériel de soins) (FF 2020 4695)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

1. Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (Rémunération du matériel de soins) (FF 2020 4711)

23.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

40/20.047 n Sécurité sociale. Convention avec la Bosnie et Herzégovine

Message du 5 juin 2020 concernant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre la Suisse et la Bosnie et Herzégovine (FF 2020 5619)

Convention de sécurité sociale entre la Confédération suisse et la Bosnie et Herzégovine (FF 2020 5637)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

1. Arrêté fédéral portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre la Suisse et la Bosnie et Herzégovine (FF 2020 5635)

x 41/20.056 én LPP. Placement de fonds du domaine du libre passage de l'institution supplétive auprès de la Trésorerie fédérale

Message du 1er juillet 2020 relatif à la modification de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) (Placement de fonds du domaine du libre passage de l'institution supplétive auprès de la Trésorerie fédérale) (FF 2020 6135)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

1. Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) (FF 2020 6149)

09.09.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

15.09.2020 Conseil national. Adhésion

22.09.2020 Conseil des Etats. Adoption de la clause d'urgence

23.09.2020 Conseil national. Adoption de la clause d'urgence

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7681; Délai référendaire 14.01.2021

Recueil officiel du droit fédéral 2020 3845

42/20.060 n Loi sur les stupéfiants. Modification (Médicaments à base de cannabis)

Message du 24 juin 2020 concernant la modification de la loi fédérale sur les stupéfiants (Médicaments à base de cannabis) (FF 2020 5875)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes (Loi sur les stupéfiants, LStup) (FF 2020 5915)

43/20.068 n Oui à la protection des enfants et des jeunes contre la publicité pour le tabac (enfants et jeunes sans publicité pour le tabac). Initiative populaire

Message concernant l'initiative populaire «Oui à la protection des enfants et des jeunes contre la publicité pour le tabac (enfants et jeunes sans publicité pour le tabac)» (FF 2020 6837)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Oui à la protection des enfants et des jeunes contre la publicité pour le tabac (enfants et jeunes sans publicité pour le tabac)» (FF 2020 6861)

44/20.069 n Protection des mineurs dans les secteurs du film et du jeu vidéo. Loi

Message du 11 septembre 2020 concernant la loi fédérale sur la protection des mineurs dans les secteurs du film et du jeu vidéo (FF 2020 7907)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

1. Loi fédérale sur la protection des mineurs dans les secteurs du film et du jeu vidéo (LPMFJ) (FF 2020 7999)

45/20.071 é Circulation des espèces de faune et de flore protégées. Loi. Modification

Message du 18 septembre 2020 concernant la modification de la loi sur les espèces protégées (FF 2020 7703)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

1. Loi fédérale sur la circulation des espèces de faune et de flore protégées (Loi sur les espèces protégées, LCITES) (FF 2020 7717)

Département de justice et police

x 46/17.059 n Loi sur la protection des données. Révision totale et modification d'autres lois fédérales

Message du 15 septembre 2017 concernant la loi fédérale sur la révision totale de la loi fédérale sur la protection des données et sur la modification d'autres lois fédérales. (FF 2017 6565)

Echange de notes du 1er septembre 2016 entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise de la directive (UE) 2016/680 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales (FF 2017 6887)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

3. Loi fédérale sur la protection des données (LPD) (Projet de la Commission des institutions politiques du Conseil national du 16.08.2019)

24.09.2019 Conseil national. Début des délibérations

25.09.2019 Conseil national. Décision modifiant le projet

18.12.2019 Conseil des Etats. Divergences

05.03.2020 Conseil national. Divergences

02.06.2020 Conseil des Etats. Divergences

17.09.2020 Conseil national. Divergences

23.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

24.09.2020 Conseil national. Décision conforme à la proposition de la conférence de conciliation

24.09.2020 Conseil des Etats. Décision conforme à la proposition de la conférence de conciliation

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7397; Délai référendaire 14.01.2021

47/18.043 é Harmonisation des peines et adaptation du droit pénal accessoire au nouveau droit des sanctions

Message du 25 avril 2018 concernant la loi fédérale sur l'harmonisation des peines et la loi fédérale sur l'adaptation du droit pénal accessoire au droit des sanctions modifié (FF 2018 2889)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Loi fédérale sur l'harmonisation des peines (FF 2018 3017)

09.06.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

2. Loi fédérale sur l'adaptation du droit pénal accessoire au droit des sanctions modifié (FF 2018 3133)

09.06.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

48/18.069 é CC. Modification (Droit des successions)

Message du 29 août 2018 concernant la révision du code civil suisse (Droit des successions) (FF 2018 5865)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Code civil suisse (Droit des successions) (FF 2018 5949)

12.09.2019 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

22.09.2020 Conseil national. Divergences

49/18.070 é Pour plus de transparence dans le financement de la vie politique (initiative sur la transparence). Initiative populaire

Message du 29 août 2018 concernant l'initiative populaire «Pour plus de transparence dans le financement de la vie politique (initiative sur la transparence)» (FF 2018 5675)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

Voir objet 19.400 lv. pa. CIP-CE

1. Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Pour plus de transparence dans le financement de la vie politique (initiative sur la transparence)» (FF 2018 5717)

16.12.2019 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

04.03.2020 Conseil national. Prolongation de délai

Jusqu'au 10 avril 2021.

20.03.2020 Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 21 juin 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

x 50/18.071 é Terrorisme et crime organisé. Convention du Conseil de l'Europe

Message du 14 septembre 2018 relatif à l'arrêté fédéral portant approbation et mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme et de son Protocole additionnel et concernant le renforcement des normes pénales contre le terrorisme et le crime organisé (FF 2018 6469)

Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme (FF 2018 6571)

Protocole additionnel à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme (FF 2018 6589)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

1. Arrêté fédéral portant approbation et mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme et de son Protocole additionnel et concernant le renforcement des normes pénales contre le terrorisme et le crime organisé (FF 2018 6557)

09.12.2019 Conseil des Etats. Renvoi à la commission

09.03.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

16.06.2020 Conseil national. Divergences

08.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

22.09.2020 Conseil national. Divergences

23.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7651; Délai référendaire 14.01.2021

x 51/19.032 é Mesures policières de lutte contre le terrorisme. Loi

Message du 22 mai 2019 concernant la loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme (FF 2019 4541)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

09.12.2019 Conseil des Etats. Renvoi à la commission

09.03.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

1. Loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme (MPT) (FF 2019 4639)

09.12.2019 Conseil des Etats. Renvoi à la commission

09.03.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

18.06.2020 Conseil national. Début des délibérations

19.06.2020 Conseil national. Divergences

08.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7499; Délai référendaire 14.01.2021

52/19.043 é Lutte contre l'usage abusif de la faillite. Loi

Message du 26 juin 2019 concernant la loi fédérale sur la lutte contre l'usage abusif de la faillite (modification de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, du code des obligations, du code pénal, du code pénal militaire et de la loi sur le casier judiciaire) (FF 2019 4977)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Loi fédérale sur la lutte contre l'usage abusif de la faillite (Modification de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, du code des obligations, du code pénal, du code pénal militaire et de la loi sur le casier judiciaire) (FF 2019 5005)

53/19.048 n Code de procédure pénale. Modification

Message du 28 août 2019 concernant la modification du code de procédure pénale (mise en œuvre de la motion 14.3383 de la Commission des affaires juridiques du Conseil des États «Adaptation du code de procédure pénale») (FF 2019 6351)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Code de procédure pénale suisse (Code de procédure pénale, CPP) (FF 2019 6437)

2. Code de procédure pénale suisse (Code de procédure pénale, CPP) (Détenition pour des motifs de sécurité dans le cadre d'une procédure ultérieure indépendante) (Projet de la CAJ-N du 15.05.2020)

03.06.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

08.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7649; Délai référendaire 14.01.2021

54/19.063 n Loi sur l'entraide pénale internationale. Révision de l'article 1

Message du 6 novembre 2019 concernant la révision de l'art. 1 de la loi sur l'entraide pénale internationale (FF 2019 7007)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Loi fédérale sur l'entraide internationale en matière pénale (Loi sur l'entraide pénale internationale, EIMP) (FF 2019 7023)

22.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

x 55/19.067 é Loi sur les précurseurs de substances explosibles

Message du 20 novembre 2019 concernant la loi sur les précurseurs de substances explosibles (FF 2020 153)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

1. Loi fédérale sur les précurseurs de substances explosibles (LPSE) (FF 2020 201)

18.06.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

22.09.2020 Conseil national. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7531; Délai référendaire 14.01.2021

x 56/19.069 n Droits des citoyens. Accord avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Message du 6 décembre 2019 concernant l'approbation et la mise en œuvre de l'accord entre la Confédération suisse et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux droits des citoyens à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne et de la fin de l'applicabilité de l'accord sur la libre circulation des personnes (FF 2020 989)

Accord entre la Confédération suisse et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux droits des citoyens à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne et de la fin de l'applicabilité de l'accord sur la libre circulation des personnes (FF 2020 1041)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

1. Arrêté fédéral portant approbation et mise en œuvre de l'Accord entre la Confédération suisse et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux droits des citoyens à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne et de la fin de l'applicabilité de l'accord sur la libre circulation des personnes (FF 2020 1037)

03.06.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

08.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7665; Délai référendaire 14.01.2021

57/19.081 é CC. Changement de sexe à l'état civil

Message du 6 décembre 2019 concernant la révision du code civil suisse (Changement de sexe à l'état civil) (FF 2020 779)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Code civil suisse (Changement de sexe à l'état civil) (FF 2020 833)

11.06.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

24.09.2020 Conseil national. Divergences

58/19.084 n Entraide judiciaire en matière pénale. Accord avec l'Indonésie

Message du 13 décembre 2019 relatif à l'approbation du traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la Suisse et l'Indonésie (FF 2020 835)

Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la Confédération suisse et la République d'Indonésie (FF 2020 857)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Arrêté fédéral portant approbation du traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la Suisse et l'Indonésie (FF 2020 855)

59/20.016 é Référendum obligatoire pour les traités internationaux ayant un caractère constitutionnel. Modification de l'art. 140 de la Constitution

Message du 15 janvier 2020 concernant le référendum obligatoire pour les traités internationaux ayant un caractère constitutionnel (Modification de l'art. 140 de la Constitution) (FF 2020 1195)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

1. Arrêté fédéral sur le référendum obligatoire pour les traités internationaux ayant un caractère constitutionnel (FF 2020 1221)

08.09.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

60/20.025 n Développement de l'acquis de Schengen. Système d'information Schengen (SIS)

Message du 6 mars 2020 relatif à l'approbation et à la mise en œuvre des échanges de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise des bases légales concernant l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) (développements de l'acquis de Schengen) et à la modification de la loi fédérale sur le système d'information commun aux domaines des étrangers et de l'asile (FF 2020 3361)

Echange de notes du 20 décembre 2018 entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) 2018/1862 sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du SIS dans le domaine de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale, modifiant et abrogeant la décision 2007/533/JAI, et abrogeant le règlement (CE) no 1986/2006 et la décision 2010/261/UE (Développement de l'acquis de Schengen) (FF 2020 3487)

Echange de notes du 20 décembre 2018 entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) 2018/1861 sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du SIS dans le domaine des vérifications aux frontières, modifiant la convention d'application de l'accord de Schengen et modifiant et abrogeant le règlement (CE) no 1987/2006 (Développement de l'acquis de Schengen) (FF 2020 3491)

Echange de notes du 20 décembre 2018 entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) 2018/1860 relatif à l'utilisation du système d'information Schengen aux fins du retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (Développement de l'acquis de Schengen) (FF 2020 3495)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

CN/CE *Commission des institutions politiques*

1. Loi fédérale sur le système d'information commun aux domaines des étrangers et de l'asile (LDEA) (FF 2020 3465)

17.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

2. Arrêté fédéral portant approbation et mise en œuvre des échanges de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise des bases légales concernant l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) (Développements de l'acquis de Schengen) (FF 2020 3469)

17.09.2020 Conseil national. Rejet au vote sur l'ensemble (= refus d'entrer en matière)

61/20.026 é Code de procédure civile. Modification

Message du 26 février 2020 relatif à la modification du code de procédure civile suisse (Amélioration de la praticabilité et de l'application du droit) (FF 2020 2607)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Code de procédure civile (Amélioration de la praticabilité et de l'application du droit) (FF 2020 2693)

x 62/20.027 é Développement de l'acquis de Schengen. Système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS)

Message del 6 mars 2020 relatif à l'approbation et à la mise en oeuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE sur la reprise du règlement (UE) 2018/1240 portant création d'un système européen d'information et d'autorisation et concernant les voyages (ETIAS) (développement de l'acquis de Schengen) et à la modification de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (Assujettissement du Service de renseignement de la Confédération à la loi sur la protection des données Schengen) (FF 2020 2779)

Échange de notes du 11 octobre 2018 entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) 2018/1240 portant création d'un système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS) et modifiant les règlements (UE) no 1077/2011, (UE) no 515/2014, (UE) 2016/399, (UE) 2016/1624 et (UE) 2017/2226 (Développement de l'acquis de Schengen) (FF 2020 2859)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

1. Arrêté fédéral portant approbation et mise en oeuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE sur la reprise du règlement (UE) 2018/1240 portant création d'un système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS) (Développement de l'acquis de Schengen) (FF 2020 2849)

02.06.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

17.09.2020 Conseil national. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7669; Délai référendaire 14.01.2021

2. Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI) (Assujettissement du Service de renseignement de la Confédération à la loi sur la protection des données Schengen) (FF 2020 2861)

02.06.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

17.09.2020 Conseil national. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7555; Délai référendaire 14.01.2021

63/20.034 n Loi sur le droit international privé. Modification

Message du 13 mars 2020 concernant la modification de la loi fédérale sur le droit international privé (Successions) (FF 2020 3215)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Loi fédérale sur le droit international privé (LDIP) (FF 2020 3257)

64/20.048 é Arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques. Approbation

Message du 5 juin 2020 concernant l'approbation de l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques et sa mise en œuvre (modification de la loi sur la protection des marques) (FF 2020 5655)

Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques (FF 2020 5711)

Règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international et à l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques (FF 2020 5729)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

1. Arrêté fédéral portant approbation et mise en œuvre (modification de la loi sur la protection des marques) de l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques (FF 2020 5705)

08.09.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

x 65/20.049 én Constitutions des cantons de Glaris, de Thurgovie et de Genève. Garantie

Message du 5 juin 2020 concernant la garantie des constitutions révisées des cantons de Glaris, de Thurgovie et de Genève (FF 2020 4969)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

1. Arrêté fédéral concernant la garantie des constitutions révisées des cantons de Glaris, de Thurgovie et de Genève (FF 2020 4979)

08.09.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

17.09.2020 Conseil national. Adhésion

66/20.061 n Désignation des juges fédéraux par tirage au sort (initiative sur la justice). Initiative populaire

Message du 19 août 2020 concernant l'initiative populaire « Désignation des juges fédéraux par tirage au sort (initiative sur la justice) » (FF 2020 6609)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire « Désignation des juges fédéraux par tirage au sort (initiative sur la justice) » (FF 2020 6633)

67/20.063 n Loi sur les étrangers et l'intégration. Modification

Message du 26 août 2020 concernant la modification de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (Restriction des voyages à l'étranger et modification du statut de l'admission provisoire) (FF 2020 7237)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

1. Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI) (Restriction des voyages à l'étranger et modification du statut de l'admission à titre provisoire) (FF 2020 7287)

68/20.070 n Développement de l'acquis de Schengen. Approbation et mise en oeuvre des échanges de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise des règlements (UE) 2019/817 et 2019/818 relatifs à l'établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE

Message du 2 septembre 2020 concernant l'approbation et la mise en œuvre des échanges de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise des règlements (UE) 2019/817 et (UE) 2019/818 relatifs à l'établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE (Développements de l'acquis de Schengen) (FF 2020 7721)

Échange de notes du 19 juin 2019 entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) 2019/817 portant établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE dans le domaine des frontières et des visas et modifiant les règlements (CE) no 767/2008, (UE) 2016/399, (UE) 2017/2226, (UE) 2018/1240, (UE) 2018/1726 et (UE) 2018/1861 et les décisions 2004/512/CE et 2008/633/JAI (Développement de l'acquis de Schengen) (FF 2020 7821)

Échange de notes du 19 juin 2019 entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) 2019/818 portant établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE dans le domaine de la coopération policière et judiciaire, de l'asile et de l'immigration et modifiant les règlements (UE) 2018/1726, (UE) 2018/1862 et (UE) 2019/816 (Développements de l'acquis de Schengen) (FF 2020 7823)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

1. Arrêté fédéral portant approbation et mise en œuvre des échanges de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise des règlements (UE) 2019/817 et (UE) 2019/818 relatifs à l'établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE (Développements de l'acquis de Schengen) (FF 2020 7797)

69/20.072 én Transfert de la commune bernoise de Clavaleyres

Message du 11 septembre 2020 relatif à l'approbation d'une modification du territoire des cantons de Berne et de Fribourg (Transfert de la commune bernoise de Clavaleyres) (FF 2020 7227)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

1. Arrêté fédéral relatif à l'approbation d'une modification du territoire des cantons de Berne et de Fribourg (Transfert de la commune bernoise de Clavaleyres) (FF 2020 7235)

Département de la défense, de la protection de la population et des sports

70/17.028 é Loi sur la sécurité de l'information

Message du 22 février 2017 concernant la loi fédérale sur la sécurité de l'information (FF 2017 2765)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

1. Loi fédérale sur la sécurité de l'information au sein de la Confédération (Loi sur la sécurité de l'information, LSI) (FF 2017 2907)

04.12.2017 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

13.03.2018 Conseil national. Ne pas entrer en matière

26.09.2018 Conseil des Etats. Maintenir (= Entrer en matière)

04.06.2020 Conseil national. Divergences

15.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

23.09.2020 Conseil national. Divergences

x 71/20.031 é Message sur l'armée 2020

Message sur l'armée 2020 du 19 février 2020 (FF 2020 2173)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

CN/CE *Commission des finances*

1. Arrêté fédéral sur le plafond des dépenses de l'armée pour la période 2021 à 2024 (FF 2020 2247)

16.06.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

23.09.2020 Conseil national. Adhésion

2. Arrêté fédéral relatif au programme d'armement 2020 (FF 2020 2249)

16.06.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

23.09.2020 Conseil national. Adhésion

3. Arrêté fédéral sur l'acquisition de matériel de l'armée en 2020 (FF 2020 2251)

16.06.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

23.09.2020 Conseil national. Adhésion

4. Arrêté fédéral sur la mise hors service du système de DCA Rapier (FF 2020 2253)

16.06.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

23.09.2020 Conseil national. Adhésion

5. Arrêté fédéral sur le programme immobilier du DDPS 2020 (FF 2020 2255)

16.06.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

23.09.2020 Conseil national. Adhésion

Département des finances

72/11.047 n Loi sur l'impôt anticipé. Modification (stimulation du marché suisse des capitaux)

Message du 24 août 2011 relatif à la modification de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (stimulation du marché suisse des capitaux) (FF 2011 6097)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

2. Loi fédérale sur l'impôt anticipé (LIA) (Projet de la CER-N)

27.02.2012 Conseil national. Renvoi au Conseil fédéral.

07.06.2012 Conseil des Etats. Adhésion (= Renvoi au Conseil fédéral).

73/14.054 é Assurance tremblement de terre obligatoire. Classement de la motion no 11.3511

Rapport du Conseil fédéral du 20 juin 2014 sur le classement de la motion Fournier 11.3511, Assurance tremblement de terre obligatoire (FF 2014 5351)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

12.06.2018 Conseil des Etats. Refus de classer

Voir objet 11.3511 Mo. Fournier

74/15.049 é Loi sur la réforme de l'imposition des entreprises III

Message du 5 juin 2015 concernant la loi sur la réforme de l'imposition des entreprises III (FF 2015 4613)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

2. Loi sur les droits de timbre (projet de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national)

16.03.2016 Conseil national. Discussion

17.03.2016 Conseil national. Entrer en matière.

Renvoi à la commission

3. Loi fédérale sur la taxe au tonnage (projet de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats)

30.05.2016 Conseil des Etats. Renvoi au Conseil fédéral

06.06.2016 Conseil national. Adhésion au renvoi au Conseil fédéral

75/15.073 é Loi sur les services financiers (LSFin) et loi sur les établissements financiers (LEFin)

Message du 4 novembre 2015 concernant la loi sur les services financiers (LSFin) et la loi sur les établissements financiers (LEFin) (FF 2015 8101)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Voir objet 20.059 OCF

3. Loi fédérale sur le droit de l'insolvabilité bancaire (Projet de la CER-E du 03.11.2016)

14.12.2016 Conseil des Etats. Renvoi au Conseil fédéral

13.09.2017 Conseil national. Adhésion au renvoi au Conseil fédéral

76/17.056 n Pour que les contribuables soumis partiellement à l'impôt à l'étranger puissent faire valoir les déductions générales et les déductions sociales. Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la motion 14.3299

Rapport du 6 septembre 2017 sur le classement de la motion 14.3299: Pour que les contribuables soumis partiellement à l'impôt à l'étranger puissent faire valoir les déductions générales et les déductions sociales (FF 2017 5681)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

27.09.2018 Conseil national. Décision conforme à la proposition de la commission

Le motion 14.3299 n'est pas classée.

Voir objet 14.3299 Mo. CER-CE

77/18.034 é Loi sur l'impôt fédéral direct (imposition équilibrée des couples et de la famille)

Message du 21 mars 2018 relatif à la modification de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (Imposition équilibrée des couples et de la famille) (FF 2018 2173)

Message additionnel relatif à la modification de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (Imposition équilibrée des couples et de la famille) (FF 2019 5547)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

CN/CE *Commission des finances*

16.09.2019 Conseil des Etats. Renvoi au Conseil fédéral

18.12.2019 Conseil national. Adhésion au renvoi au Conseil fédéral

1. Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) (Imposition équilibrée des couples et de la famille) (FF 2018 2249)

16.09.2019 Conseil des Etats. Renvoi au Conseil fédéral

18.12.2019 Conseil national. Adhésion au renvoi au Conseil fédéral

x 78/18.061 n Double imposition. Convention entre la Suisse et l'Arabie saoudite

Message du 15 août 2018 concernant l'approbation d'une convention contre les doubles impositions entre la Suisse et l'Arabie saoudite (FF 2018 5365)

Convention entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude fiscale (FF 2018 5379)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Arrêté fédéral portant approbation d'une convention contre les doubles impositions entre la Suisse et l'Arabie saoudite (FF 2018 5377)

02.03.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

22.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7679; Délai référendaire 14.01.2021

79/19.044 n Loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent. Modification

Message du 26 juin 2019 concernant la modification de la loi sur le blanchiment d'argent (FF 2019 5237)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Loi fédérale concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (Loi sur le blanchiment d'argent, LBA) (FF 2019 5341)

02.03.2020 Conseil national. Ne pas entrer en matière

10.09.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

80/19.045 é Loi relative à la vignette autoroutière. Modification

Message du 14 août 2019 concernant la révision de la loi sur la vignette autoroutière (FF 2019 5609)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

1. Loi fédérale concernant la redevance pour l'utilisation des routes nationales (Loi sur la vignette autoroutière, LVA) (FF 2019 5635)

17.12.2019 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

16.09.2020 Conseil national. Divergences

81/19.071 é Loi sur les finances. Modification (Simplification et optimisation de la gestion des finances)

Message du 27 novembre 2019 concernant la simplification et l'optimisation de la gestion des finances fédérales (modification de la loi sur les finances) (FF 2020 339)

CN/CE *Commission des finances*

1. Loi sur les finances de la Confédération (Loi sur les finances, LFC) (FF 2020 387)

x 82/19.074 n Adaptation du droit fédéral aux développements de la technologie des registres électroniques distribués. Loi

Message du 27 novembre 2019 relatif à la loi fédérale sur l'adaptation du droit fédéral aux développements de la technologie des registres électroniques distribués (FF 2020 223)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Loi fédérale sur l'adaptation du droit fédéral aux développements de la technologie des registres électroniques distribués (FF 2020 319)

17.06.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

10.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7559; Délai référendaire 14.01.2021

x 83/19.079 n Programmes "SUPERB" et "Systèmes ERP D/ar". Crédits d'engagement

Message du 13 décembre 2019 concernant les crédits d'engagements en faveur des programmes «SUPERB» et «Systèmes ERP D/ar» visant à moderniser les processus de soutien de l'administration fédérale et des systèmes SAP du DDPS destinés à la gestion des engagements (FF 2020 599)

CN/CE *Commission des finances*

1. Arrêté fédéral concernant les crédits d'engagement en faveur des programmes «SUPERB» et «Systèmes ERP D/ar» visant à moderniser les processus de soutien de l'administration fédérale et des systèmes SAP du DDPS destinés à la gestion des engagements (FF 2020 621)

17.06.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

22.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

84/20.003 é n Compte d'Etat 2019

Message du 20 mars 2020 concernant le compte d'Etat de la Confédération suisse pour l'année 2019 (FF 2020 2749)

CN/CE *Commission des finances*

1. Arrêté fédéral I concernant le compte d'Etat de la Confédération pour l'année 2019

2. Arrêté fédéral II concernant le compte du fonds d'infrastructure ferroviaire pour l'année 2019

3. Arrêté fédéral III concernant le compte du fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération pour l'année 2019

x 85/20.023 n FMI. Adhésion aux Nouveaux accords d'emprunt modifiés

Message du 12 février 2020 concernant l'approbation de l'adhésion de la Suisse aux Nouveaux accords d'emprunt modifiés du Fonds monétaire international (FF 2020 2257)

Nouveaux accords d'emprunt du Fonds monétaire international (FF 2020 2277)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

1. Arrêté fédéral portant approbation de l'adhésion de la Suisse aux Nouveaux accords d'emprunt modifiés du Fonds monétaire international (FF 2020 2275)

02.06.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

10.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

86/20.032 n Alléger les impôts sur les salaires, imposer équitablement le capital. Initiative populaire

Message du 6 mars 2020 concernant l'initiative populaire «Alléger les impôts sur les salaires, imposer équitablement le capital» (FF 2020 2705)

Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 13 décembre 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Alléger les impôts sur les salaires, imposer équitablement le capital» (FF 2020 2747)

24.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

2. Arrêté fédéral concernant l'imposition équitable du capital (Contre-projet à l'initiative populaire «Alléger les impôts sur les salaires, imposer équitablement le capital») (Projet de la minorité de la CER-N du 17.08.2020)

24.09.2020 Conseil national. Ne pas entrer en matière

87/20.041 né Budget 2021 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2022-2024

Message concernant le budget 2021 assorti d'un plan intégré des tâches et des finances 2022-2024 (FF 2020 6891)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

CN/CE *Commission des finances*

CN/CE *Commission des institutions politiques*

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

1. Arrêté fédéral la concernant le budget pour l'année 2021

2. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2021

3. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2022 à 2024

4. Arrêté fédéral III concernant les prélèvements sur le fonds d'infrastructure ferroviaire pour l'année 2021

5. Arrêté fédéral IV concernant les prélèvements sur le fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération pour l'année 2021

88/20.042 né Budget 2020. Supplément II

Message du 20 mai 2020 concernant le supplément IIa au budget 2020 (FF 2020 4547)

Message du 12 août 2020 concernant le supplément IIb au budget 2020 (FF 2020 6889)

Message du 25 septembre 2020 concernant le supplément II au budget 2020 (FF 2020 7825)

CN/CE *Commission des finances*

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

2. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au supplément IIa au budget 2020 (Projet de la CdF du 28.05.2020)

03.06.2020 Conseil national. Divergences

04.06.2020 Conseil des Etats. Divergences

10.06.2020 Conseil national. Divergences

11.06.2020 Conseil des Etats. Adhésion

3. Arrêté fédéral IIa concernant le supplément IIb au budget 2020

09.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

10.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

5. Arrêté fédéral IIb concernant le cadre financier inscrit au supplément IIb au budget 2020 (Projet de la CdF du 03.09.2020)

09.09.2020 Conseil national. Rejet

6. Arrêté fédéral IV concernant le supplément II au budget 2020

89/20.043 n Octroi d'une garantie à la Banque nationale suisse dans le cadre d'un prêt au Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du FMI

Message du 19 juin 2020 concernant l'octroi d'une garantie à la Banque nationale suisse dans le cadre d'un prêt au Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du Fonds monétaire international (FF 2020 5891)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

1. Arrêté fédéral concernant l'octroi d'une garantie à la Banque nationale suisse dans le cadre d'un prêt au Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du Fonds monétaire international (FF 2020 5831)

21.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

90/20.050 é Message sur les immeubles du DFF 2020

Message du 20 mai 2020 concernant les immeubles du DFF pour 2020 (Message 2020 sur les immeubles du DFF) (FF 2020 4613)

CN/CE *Commission des finances*

1. Arrêté fédéral concernant les immeubles du Département fédéral des finances pour 2020 (FF 2020 4629)

10.09.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

91/20.051 n Procédures électroniques en matière d'impôts. Loi

Message du 20 mai 2020 concernant la loi fédérale sur les procédures électroniques en matière d'impôts (FF 2020 4579)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Loi fédérale sur les procédures électroniques en matière d'impôts (FF 2020 4605)

21.09.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

92/20.059 n Loi sur les banques. Modification (Insolvabilité, garantie des dépôts, ségrégation)

Message du 19 juin 2020 concernant la modification de la loi sur les banques (LB) (Insolvabilité, garantie des dépôts, ségrégation) (FF 2020 6151)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Voir objet 15.073 OCF

1. Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne (Loi sur les banques, LB) (Insolvabilité et garantie des dépôts) (FF 2020 6225)

93/20.062 é Loi sur les placements collectifs. Limited Qualified Investor Fund (L-QIF)

Message du 19 août 2020 concernant la modification de la loi sur les placements collectifs (Limited Qualified Investor Fund, L-QIF) (FF 2020 6667)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux (Loi sur les placements collectifs, LPCC) (FF 2020 6715)

94/20.064 é Reprise et mise en oeuvre du règlement (UE) 2019/1896 du Parlement européen et du Conseil relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements (UE) no 1052/2013 et (UE) 2016/1624, avec une modification de la loi sur l'asile

Message du 26 août 2020 concernant la reprise et la mise en oeuvre du règlement (UE) 2019/1896 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements (UE) no 1052/2013 et (UE) 2016/1624 (développement de l'acquis de Schengen) et une modification de la loi sur l'asile (FF 2020 6893)

Échange de notes du 13 décembre 2019 entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) 2019/1896 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements (UE) n° 1052/2013 et (UE) 2016/1624 (Développement de l'acquis de Schengen) (FF 2020 6979)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

1. Loi sur l'asile (LAsi) (FF 2020 6973)

2. Arrêté fédéral portant approbation et mise en oeuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) 2019/1896 du Parlement européen et du Conseil relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements (UE) n° 1052/2013 et (UE) 2016/1624 (Développement de l'acquis de Schengen) (FF 2020 6975)

95/20.065 n Doubles impositions. Convention avec le Koweït

Message du 26 août 2020 concernant l'approbation d'un protocole modifiant la convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Koweït (FF 2020 6863)

Protocole entre la Confédération suisse et l'État du Koweït modifiant la Convention du 16 février 1999 entre la Confédération suisse et l'État du Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (FF 2020 6875)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Arrêté fédéral portant approbation d'un protocole modifiant la convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Koweït (FF 2020 6873)

96/20.066 n Doubles impositions. Convention avec le Bahreïn

Message du 26 août 2020 concernant l'approbation d'une convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Bahreïn (FF 2020 6729)

Convention entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement du Royaume de Bahreïn en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales (FF 2020 6743)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Arrêté fédéral portant approbation d'une convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Bahreïn (FF 2020 6741)

97/20.067 n Allégements administratifs et mesures destinées à soulager les finances fédérales. Loi

Message du 26 août 2020 concernant la loi fédérale sur des allégements administratifs et des mesures destinées à soulager les finances fédérales (FF 2020 6767)

CN/CE *Commission des finances*

1. Loi fédérale sur des allégements administratifs et des mesures destinées à soulager les finances fédérales (FF 2020 6805)

98/20.075 né Loi sur les cautionnements solidaires liés au COVID-19

Message du 18 septembre 2020 concernant la loi sur les crédits garantis par un cautionnement solidaire à la suite du coronavirus (FF 2020 8165)

CN/CE *Commission des finances*

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Loi fédérale sur les crédits garantis par un cautionnement solidaire à la suite du coronavirus (Loi sur les cautionnements solidaires liés au COVID-19, LCaS-COVID-19) (FF 2020 8225)

99/21.003 én Compte d'Etat 2020

CN/CE *Commission des finances*

100/21.007 né Budget 2021. Supplément I

CN/CE *Commission des finances*

101/21.041 né Budget 2022 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2023-2025

CN/CE *Commission des finances*

102/21.042 né Budget 2021. Supplément II

CN/CE *Commission des finances*

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

x 103/18.096 n Pour une eau potable propre et une alimentation saine - Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactiques. Initiative populaire

Message du 14 décembre 2018 relatif à l'initiative populaire «Pour une eau potable propre et une alimentation saine – Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactique» (FF 2019 1093)

Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 28 septembre 2020 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Pour une eau potable propre et une alimentation saine – Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactique» (FF 2019 1117)

20.06.2019 Conseil national. Décision conforme au projet

14.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7393

x 104/19.025 n Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse. Initiative populaire

Message du 27 février 2019 relatif à l'initiative populaire «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse» (FF 2019 2529)

Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 5 février 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Arrête fédéral relatif à l'initiative populaire «Pour une Suisse libre des pesticides de synthèse» (FF 2019 2547)

20.06.2019 Conseil national. Décision conforme au projet

14.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7395

105/19.037 n Stop à l'îlot de cherté – pour des prix équitables. Initiative populaire et contre-projet indirect

Message du 29 mai 2019 relatif à l'initiative populaire « Stop à l'îlot de cherté – pour des prix équitables (initiative pour des prix équitables) » et au contre-projet indirect (modification de la loi sur les cartels) (FF 2019 4665)

Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 23 août 2020 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «Stop à l'îlot de cherté – pour des prix équitables (initiative pour des prix équitables)» (FF 2019 4745)

09.03.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

08.06.2020 Conseil des Etats. Prolongation de délai
Jusqu'au 23 août 2021.

2. Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence (Loi sur les cartels, LCart) (FF 2019 4743)

09.03.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

106/19.065 n Loi sur les EPF. Modification

Message du 27 novembre 2019 concernant la modification de la loi sur les EPF (FF 2020 697)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

1. Loi fédérale sur les écoles polytechniques fédérales (Loi sur les EPF) (FF 2020 723)

11.06.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

22.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

x 107/19.070 é Loi sur la HEFP

Message du 27 novembre 2019 relatif à la loi fédérale sur la Haute école fédérale en formation professionnelle (loi sur la HEFP) (FF 2020 641)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

1. Loi fédérale sur la Haute école fédérale en formation professionnelle (Loi sur la HEFP) (FF 2020 683)

16.06.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

16.09.2020 Conseil national. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7585; Délai référendaire 14.01.2021

x 108/19.072 é Coopération et mobilité internationales en matière de formation. Loi. Révision totale

Message du 20 novembre 2019 relatif à la loi fédérale sur la coopération et la mobilité internationales en matière de formation (FF 2019 7875)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

1. Loi fédérale sur la coopération et la mobilité internationales en matière de formation (LCMIF) (FF 2019 7909)

08.06.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

16.09.2020 Conseil national. Divergences

22.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7601; Délai référendaire 14.01.2021

109/19.076 n Loi sur le tarif des douanes. Modification (Suppression des droits de douane sur les produits industriels)

Message du 27 novembre 2019 relatif à la modification de la loi sur le tarif des douanes (suppression des droits de douane sur les produits industriels) (FF 2019 8033)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

CN/CE *Commission des finances*

1. Loi sur le tarif des douanes (LTaD) (FF 2019 8069)

04.06.2020 Conseil national. Ne pas entrer en matière

23.09.2020 Conseil des Etats. Entrée en matière

110/19.085 é Loi sur les embargos. Modification

Message du 13 décembre 2019 concernant la modification de la loi sur les embargos (FF 2020 625)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

1. Loi fédérale sur l'application de sanctions internationales (Loi sur les embargos, LEmb) (FF 2020 639)

111/20.022 é Politique agricole à partir de 2022 (PA22+)

Message du 12 février 2020 relatif à l'évolution future de la Politique agricole à partir de 2022 (PA22+) (FF 2020 3851)

CN/CE *Commission des finances*

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Loi fédérale sur l'agriculture (Loi sur l'agriculture, LAgr) (FF 2020 4111)

2. Loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR) (FF 2020 4129)

3. Loi sur les épizooties (LFE) (FF 2020 4135)

4. Arrêté fédéral sur les moyens financiers destinés à l'agriculture pour les années 2022 à 2025 (FF 2020 4137)

112/20.024 é Groupe de la Banque mondiale et Banque africaine de développement. Augmentation de capital

Message du 19 février 2020 sur les augmentations du capital du Groupe de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement (FF 2020 2419)

Statuts du 25 mai 1955 de la Société financière internationale (FF 2020 2465)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

CN/CE *Commission des finances*

1. Arrêté fédéral sur la participation de la Suisse aux augmentations du capital du Groupe de la Banque mondiale (FF 2020 2459)

08.06.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

16.09.2020 Conseil national. Divergences

2. Arrêté fédéral sur la participation de la Suisse à l'augmentation du capital de la Banque africaine de développement (FF 2020 2461)

08.06.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

16.09.2020 Conseil national. Divergences

3. Arrêté fédéral portant approbation de la modification des statuts de la Société financière internationale (FF 2020 2463)

08.06.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

16.09.2020 Conseil national. Adhésion

113/20.028 é Encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pendant les années 2021 à 2024

Message du 26 février 2020 relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pendant les années 2021 – 2024 (message FRI 2021 – 2024) (FF 2020 3577)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

CN/CE *Commission des finances*

Voir objet 20.3458 Po. CSEC-CE

Voir objet 20.3459 Po. CSEC-CE

Voir objet 20.3462 Po. CSEC-CE

1. Arrêté fédéral relatif au financement de la formation professionnelle pendant les années 2021 à 2024 (FF 2020 3821)

17.06.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

08.09.2020 Conseil national. Divergences

22.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

2. Arrêté fédéral relatif au financement de la formation continue pendant les années 2021 à 2024 (FF 2020 3823)

17.06.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

08.09.2020 Conseil national. Divergences

22.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

3. Arrêté fédéral relatif au financement des contributions allouées aux cantons en matière d'aides à la formation pendant les années 2021 à 2024 (FF 2020 3825)

17.06.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

08.09.2020 Conseil national. Adhésion

4. Arrêté fédéral relatif au plafond de dépenses destiné au domaine des EPF pour les années 2021 à 2024 (FF 2020 3827)

17.06.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

08.09.2020 Conseil national. Divergences

22.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

5. Arrêté fédéral relatif aux crédits alloués en vertu de la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles pendant les années 2021 à 2024 (FF 2020 3829)

17.06.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

16.09.2020 Conseil national. Adhésion

6. Arrêté fédéral ouvrant des crédits pour la coopération internationale en matière d'éducation et pour les bourses allouées à des étudiants et artistes étrangers pendant les années 2021 à 2024 (FF 2020 3831)

17.06.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

16.09.2020 Conseil national. Adhésion

7. Arrêté fédéral ouvrant des crédits pour les institutions chargées d'encourager la recherche pendant les années 2021 à 2024 (FF 2020 3833)

17.06.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

16.09.2020 Conseil national. Adhésion

8. Arrêté fédéral sur le financement des activités d'Innosuisse pendant les années 2021 à 2024 (FF 2020 3835)

17.06.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

16.09.2020 Conseil national. Adhésion

9. Arrêté fédéral relatif au financement des charges de fonctionnement de la fondation "Switzerland Innovation" pendant les années 2021 à 2024 (FF 2020 3837)

17.06.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

16.09.2020 Conseil national. Adhésion

10. Arrêté fédéral ouvrant des crédits en faveur d'établissements de recherche d'importance nationale pour les années 2021 à 2024 (FF 2020 3839)

17.06.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

16.09.2020 Conseil national. Divergences

22.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

11. Arrêté fédéral ouvrant des crédits pour la coopération internationale dans le domaine de la recherche et de l'innovation pendant les années 2021 à 2024 (FF 2020 3841)

17.06.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

16.09.2020 Conseil national. Adhésion

12. Loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (Loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles, LEHE) (FF 2020 3845)

17.06.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

16.09.2020 Conseil national. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7581; Délai référendaire 14.01.2021

13. Loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI) (FF 2020 3847)

17.06.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

16.09.2020 Conseil national. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7599; Délai référendaire 14.01.2021

14. Loi fédérale portant sur l'obligation des prestataires de services de déclarer leurs qualifications professionnelles dans le cadre des professions réglementées et sur la vérification de ces qualifications (LPPS) (FF 2020 3849)

17.06.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

16.09.2020 Conseil national. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7583; Délai référendaire 14.01.2021

114/20.052 é Paquet Horizon 2021–2027

Message du 20 mai 2020 relatif au financement de la participation de la Suisse aux mesures de l'Union européenne dans le domaine de la recherche et de l'innovation pendant les années 2021 à 2027 (paquet Horizon 2021–2027) (FF 2020 4713)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

CN/CE *Commission des finances*

1. Arrêté fédéral relatif au financement de la participation de la Suisse aux mesures de l'Union européenne dans le domaine de la recherche et de l'innovation pendant les années 2021 à 2027 (Arrêté fédéral sur le paquet Horizon 2021–2027) (FF 2020 4787)

24.09.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

x **115/20.057 né LACI. Financement additionnel de l'assurance-chômage**

Message du 12 août 2020 concernant la modification de la loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (LACI) – Financement additionnel de l'assurance-chômage (FF 2020 6465)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (Loi sur l'assurance-chômage, LACI) (Financement additionnel de l'assurance-chômage) (FF 2020 6491)

07.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

14.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

21.09.2020 Conseil national. Adoption de la clause d'urgence

22.09.2020 Conseil des Etats. Adoption de la clause d'urgence

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7681; Délai référendaire 14.01.2021

Recueil officiel du droit fédéral 2020 3847

116/20.074 n Engagements conditionnels pour l'encouragement de l'offre de logements 2021-2027. Crédit-cadre

Message du 2 septembre 2020 concernant un crédit-cadre destiné à financer des engagements conditionnels en vue de l'encouragement de l'offre de logements pour les années 2021 à 2027 (FF 2020 7295)

CN/CE *Commission des finances*

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Arrêté fédéral concernant un crédit-cadre destiné à financer des engagements conditionnels en vue de l'encouragement de l'offre de logements pour les années 2021 à 2027 (FF 2020 7329)

117/20.076 né Loi COVID-19 sur les loyers commerciaux

Message du 18 septembre 2020 concernant la loi fédérale sur les loyers et fermages pendant les fermetures d'établissement et les restrictions visant à lutter contre le coronavirus (COVID-19) (Loi COVID-19 sur les loyers commerciaux) (FF 2020 8011)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Loi fédérale sur les loyers et fermages pendant les fermetures d'établissement et les restrictions visant à lutter contre le coronavirus (COVID-19) (Loi COVID-19 sur les loyers commerciaux) (FF 2020 8043)

Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

x **118/17.044 é Nuisances sonores dues au trafic aérien. Indemnités fondées sur les droits de voisinage. Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la motion 08.3240**

Rapport du 17 mai 2017 sur le classement de la motion 08.3240 de la CEATE-E «Nuisances sonores dues au trafic aérien. Indemnités fondées sur les droits de voisinage» (FF 2017 3695)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

27.11.2018 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

La motion 08.3240 est classée.

10.09.2020 Conseil national. Adhésion

La motion 08.3240 est classée.

Voir objet 08.3240 Mo. CEATE-CE

x **119/17.071 n Révision totale de la loi sur le CO2 pour la période postérieure à 2020**

Message du 1er décembre 2017 relatif à la révision totale de la loi sur le CO2 pour la période postérieure à 2020 (FF 2018 229)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

Voir objet 15.2012 Pét. 60 organisations de l'alliance climatique, représentées par WWF et Alliance Sud

Voir objet 15.2012 Pét. 60 organisations de l'alliance climatique, représentées par WWF et Alliance Sud

Voir objet 19.2010 Pét. Aeberhard Simon

Voir objet 19.2025 Pét. Umverkehr

Voir objet 19.3972 Po. CEATE-CE

1. Loi fédérale sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (Loi sur le CO2) (FF 2018 373)

03.12.2018 Conseil national. Début des délibérations

04.12.2018 Conseil national. Suite

10.12.2018 Conseil national. Suite

11.12.2018 Conseil national. Rejet au vote sur l'ensemble (= refus d'entrer en matière)

23.09.2019 Conseil des Etats. Début des délibérations

25.09.2019 Conseil des Etats. Divergences

09.06.2020 Conseil national. Début des délibérations

10.06.2020 Conseil national. Divergences

07.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

10.09.2020 Conseil national. Divergences

23.09.2020 Conseil national. Décision conforme à la proposition de la conférence de conciliation

23.09.2020 Conseil des Etats. Décision conforme à la proposition de la conférence de conciliation

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7607; Délai référendaire 14.01.2021

120/18.077 n Loi sur l'aménagement du territoire. Révision partielle. 2ème phase

Message du 31 octobre 2018 relatif à la deuxième étape de la révision partielle de la loi sur l'aménagement du territoire (FF 2018 7423)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

1. Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (Loi sur l'aménagement du territoire, LAT) (FF 2018 7479)

03.12.2019 Conseil national. Ne pas entrer en matière

x **121/19.077 é Indemnité forfaitaire octroyée pour la taxe sur la valeur ajoutée perçue sur la redevance de réception de radio et de télévision. Loi**

Message du 27 novembre 2019 concernant la loi fédérale relative à l'indemnité forfaitaire octroyée pour la taxe sur la valeur

ajoutée perçue sur la redevance de réception de radio et de télévision (FF 2019 7725)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

1. Loi fédérale relative à l'indemnité forfaitaire octroyée pour la taxe sur la valeur ajoutée perçue sur la redevance de réception de radio et de télévision (FF 2019 7743)

03.06.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

10.09.2020 Conseil national. Adhésion

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7647; Délai référendaire 14.01.2021

x 122/19.078 é Programme de la législature 2019-2023

Message du 29. Janvier 2020 sur le programme de la législature 2019 à 2023 (FF 2020 1709)

CN/CE *Commission 19.078-*

CN/CE *Commission des finances*

1. Arrêté fédéral sur le programme de la législature 2019 à 2023 (FF 2020 1839)

15.06.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

14.09.2020 Conseil national. Divergences

17.09.2020 Conseil des Etats. Décision conforme à la proposition de la conférence de conciliation

21.09.2020 Conseil national. Décision conforme à la proposition de la conférence de conciliation

x 123/20.001 né Rapport de gestion du Conseil fédéral 2019

Rapport du Conseil fédéral sur sa gestion en 2019 du 19 février 2020

CN/CE *Commission de gestion*

14.09.2020 Conseil national. Pris acte

15.09.2020 Conseil des Etats. Pris acte

1. Arrêté fédéral portant approbation du rapport de gestion 2019 du Conseil fédéral

14.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

15.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

x 124/20.029 n Stratégie énergétique 2050. Instrument de promotion de la recherche SWEET

Message du 26 février 2020 relatif à un projet d'arrêté fédéral sur un crédit d'engagement destiné au programme d'encouragement de la recherche SWEET (Swiss Energy Research for the Energy Transition) pour les années 2021 à 2032 (FF 2020 1885)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

1. Arrêté fédéral sur un crédit d'engagement destiné au programme d'encouragement de la recherche SWEET (Swiss Energy Research for the Energy Transition) pour les années 2021 à 2032 (FF 2020 1901)

10.06.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

15.09.2020 Conseil des Etats. Adhésion

125/20.038 é Train de mesures en faveur des médias

Message du 29 avril 2020 sur le train de mesures en faveur des médias (FF 2020 4385)

CN/CE *Commission des finances*

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

CN/CE *Commission des institutions politiques*

Voir objet 20.2003 Pét. Session des jeunes 2019

1. Loi fédérale sur un train de mesures en faveur des médias (FF 2020 4441)

18.06.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

10.09.2020 Conseil national. Renvoi à la commission

126/20.044 n Infrastructure ferroviaire, tâches systématiques de ce domaine et contributions d'investissement en faveur des installations privées de triage et de transbordement pour les années 2021 à 2024. Financement

Message du 13 mai 2020 sur le financement de l'exploitation et la maintenance de l'infrastructure ferroviaire, des tâches systématiques de ce domaine et sur les contributions d'investissement en faveur des installations privées de transport de marchandises pour les années 2021 à 2024 (FF 2020 4789)

CN/CE *Commission des finances*

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

1. Arrêté fédéral portant allocation d'un plafond de dépenses destiné au financement de l'exploitation et de la maintenance de l'infrastructure ferroviaire ainsi que des tâches systématiques dans ce domaine pour les années 2021 à 2024 (FF 2020 4917)

21.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

2. Arrêté fédéral portant allocation d'un crédit-cadre relatif aux contributions d'investissement en faveur des installations privées de transport de marchandises pour les années 2021 à 2024 (FF 2020 4919)

21.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

127/20.053 é Transport régional de voyageurs. Prorogation du crédit-cadre de cautionnement

Message du 5 juin 2020 relatif à l'arrêté fédéral concernant la prorogation du crédit-cadre de cautionnement destiné à l'acquisition de moyens d'exploitation dans le transport régional de voyageurs (FF 2020 5321)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

CN/CE *Commission des finances*

1. Arrêté fédéral concernant la prorogation du crédit-cadre de cautionnement destiné à l'acquisition de moyens d'exploitation dans le transport régional de voyageurs (FF 2020 5341)

15.09.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

128/20.054 n Loi sur l'aviation. Modification

Message du 27 mai 2020 concernant l'approbation et la mise en œuvre (modification de la loi sur l'aviation) du protocole portant amendement de la convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs (FF 2020 4981)

Protocole portant amendement de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs (FF 2020 4995)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

1. Arrêté fédéral portant approbation et mise en œuvre (modification de la loi sur l'aviation) du protocole portant amendement de la convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs (convention de Tokyo) (FF 2020 4993)

21.09.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

x 129/20.055 *én* Loi urgente sur le soutien des transports publics durant la crise du Covid-19

Message du 12 août 2020 concernant la loi urgente sur le soutien des transports publics durant la crise du COVID-19 (FF 2020 6493)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

CN/CE *Commission des finances*

1. Loi fédérale sur le soutien des transports publics durant la crise du COVID-19 (FF 2020 6525)

07.09.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

10.09.2020 Conseil national. Adhésion

15.09.2020 Conseil des Etats. Adoption de la clause d'urgence

21.09.2020 Conseil national. Adoption de la clause d'urgence

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7681; Délai référendaire 14.01.2021

Recueil officiel du droit fédéral 2020 3825

Chancellerie fédérale

130/20.006 *né* Motions et postulats des conseils législatifs 2019. Rapport

Rapport du 6 mars 2020 du Conseil fédéral. Motions et postulats des Chambres fédérales 2019 (FF 2020 3263)

Rapport du Conseil fédéral. Motions et postulats des Chambres fédérales 2019. Extrait: Chapitre I (FF 2020 3263)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

CN/CE *Commission des finances*

CN/CE *Commission de gestion*

CN/CE *Commission de politique extérieure*

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

CN/CE *Commission des institutions politiques*

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

14.09.2020 Conseil national. Pris acte

14.09.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

17.09.2020 Conseil des Etats. Pris acte

17.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

x 131/20.058 *né* Loi fédérale sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de coronavirus (COVID-19) (Loi COVID-19)

Message du 12 août 2020 concernant la loi fédérale sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (loi COVID-19) (FF 2020 6363)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

CN/CE *Commission des institutions politiques*

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

CN/CE *Commission des finances*

1. Loi fédérale sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (Loi COVID-19) (FF 2020 6421)

09.09.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

10.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

15.09.2020 Conseil national. Divergences

16.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

17.09.2020 Conseil national. Divergences

21.09.2020 Conseil des Etats. Divergences

23.09.2020 Conseil national. Décision conforme à la proposition de la conférence de conciliation

23.09.2020 Conseil des Etats. Décision conforme à la proposition de la conférence de conciliation

24.09.2020 Conseil national. Adoption de la clause d'urgence

24.09.2020 Conseil des Etats. Adoption de la clause d'urgence

25.09.2020 Conseil des Etats. Adoption (vote final)

25.09.2020 Conseil national. Adoption (vote final)

Feuille fédérale 2020 7681; Délai référendaire 14.01.2021

Recueil officiel du droit fédéral 2020 3835

Initiatives des cantons

x 132/16.318 é Argovie. Abolition de la pénalisation du mariage (29.11.2016)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.), le canton d'Argovie soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le canton d'Argovie demande à la Confédération d'éliminer la discrimination frappant les couples mariés et ceux vivant sous le régime du partenariat enregistré par rapport aux personnes vivant en concubinage, que ce soit en matière de droit fiscal ou de droit des assurances sociales.

Il propose de modifier la Constitution comme suit:

Art. 14 al. 2

Sur le plan fiscal, les couples mariés et les couples vivant sous le régime du partenariat enregistré forment une communauté économique de deux personnes. Ils ne peuvent pas être pénalisés par rapport à d'autres modes de vie, notamment en matière d'impôts et d'assurances sociales.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

26.02.2018 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

25.02.2019 CER-CN. Donné suite

09.05.2019 Conseil national. Donné suite

24.09.2020 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

133/15.301 é Bâle-Campagne. Nouvelle augmentation des effectifs du Corps des gardes-frontière et répartition adéquate des ressources entre les régions (15.01.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Bâle-Campagne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Les autorités fédérales sont instamment priées de doter le Corps des gardes-frontière de suffisamment d'effectifs sur tous ses sites pour qu'il puisse accomplir ses tâches de façon satisfaisante en fonction de la situation locale et des besoins de la population en matière de sécurité.

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

16.12.2015 Conseil des Etats. Donné suite

26.01.2016 CPS-CN. Adhésion

27.09.2018 Conseil national. Prolongation de délai

22.03.2019 Conseil national. Prolongation de délai

Jusqu'à la session d'automne 2020.

25.09.2020 Conseil national. Classement

x 134/18.324 é Bâle-Campagne. Pour une structure tarifaire adéquate et un financement couvrant l'intégralité des coûts supportés par les hôpitaux pédiatriques (04.12.2018)

Le Conseil d'Etat du canton de Bâle-Campagne estime qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le domaine du financement des soins ambulatoires et stationnaires fournis dans les hôpitaux pédiatriques.

Mesures nécessaires s'agissant du financement des soins ambulatoires dans les hôpitaux pédiatriques:

- supprimer les limitations du temps de consultation dans le cadre du Tarmed;
- prévoir une appréciation de la valeur du point tarifaire spécifique;

- faire en sorte que les valeurs des points tarifaires couvrent les coûts nécessaires à des prestations efficaces;

- exclure les cliniques pédiatriques de la "Liste des interventions électives à effectuer en ambulatoire" selon l'annexe 1a de l'ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins (OPAS).

Mesures nécessaires s'agissant du financement des soins stationnaires dans les hôpitaux pédiatriques:

- adapter le plus rapidement possible la structure tarifaire établie par Swiss DRG de sorte que le taux de couverture des coûts des hôpitaux pédiatriques se monte à 100 pour cent;

- faire en sorte que la structure tarifaire tienne suffisamment compte des cas AI.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

04.12.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

16.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

Voir objet 19.3957 Mo. CSSS-CE

135/19.307 é Bâle-Campagne. Assurance suisse contre les tremblements de terre (06.06.2019)

L'Assemblée fédérale est invitée à créer des bases constitutionnelles qui donnent à la Confédération la compétence de mettre en place une assurance obligatoire contre les tremblements de terre à l'échelle de la Suisse. A cet égard, le système éprouvé de mutualisation des risques appliqué par le Pool suisse pour la couverture des dommages sismiques, constitué par des établissements cantonaux d'assurance des bâtiments, doit servir de modèle.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

136/20.313 é Bâle-Campagne. Participation aux séances parlementaires pendant le congé de maternité (04.06.2020)

Il y a lieu de modifier la législation fédérale de sorte que les femmes puissent exercer leurs mandats parlementaires accessoires après la naissance d'un enfant sans pour autant perdre leur droit à l'allocation de maternité ni la protection de la maternité découlant de leur activité professionnelle.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

137/20.319 é Bâle-Campagne. Frapper les billets d'avion d'une taxe sur le kérosène (04.06.2020)

L'Assemblée fédérale est invitée à créer des bases constitutionnelles permettant une taxation du kérosène coordonnée au niveau international. La Confédération doit s'engager pour que la Convention de Chicago de 1944 soit adaptée en ce sens. Les recettes de cette taxe doivent être affectées à des mesures de protection du climat.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

x 138/18.301 é Bâle-Ville. Supprimer l'imposition de la valeur locative (art. 7 LHID et art. 21 al. 1 let. b LIFD) (10.01.2018)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999, le Grand Conseil du canton de Bâle-Ville

dépense une initiative visant à supprimer l'imposition de la valeur locative (art. 7 LHID et art. 21 al. 1 let. b LIFD).

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

20.03.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

16.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

Voir objet 16.2014 Pét. HEV Schweiz

x 139/18.314 é Bâle-Ville. Maintien du service public. Contre la fermeture d'offices de poste de quartier (06.06.2018)

1. En sa qualité de propriétaire de la Poste, le Conseil fédéral est chargé d'instaurer un moratoire sur la fermeture des offices de poste jusqu'à l'élaboration d'un schéma de planification du réseau postal. Ce dernier devra fournir des informations sur la planification stratégique du futur réseau d'offices postaux et renseigner avec transparence la population concernée sur l'organisation future du réseau postal. Il conviendra également de déterminer l'opportunité d'une révision de la loi sur la poste pour ce qui est des dispositions relatives à l'accessibilité des offices de poste et des agences.

2. La législation fédérale doit redéfinir la procédure applicable aux modifications du réseau territorial des offices de poste de sorte que la Commission fédérale de la poste (Postcom) traite les réclamations qui lui sont soumises en prenant une décision formelle sujette à recours et non en émettant une simple recommandation.

3. Les citoyens doivent pouvoir s'opposer à la fermeture d'un office de poste en déposant auprès de la Postcom une demande munie d'un nombre de signatures égal à celui qui est nécessaire pour une initiative au niveau communal.

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

16.09.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

24.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

x 140/18.322 é Bâle-Ville. Pour un financement couvrant l'intégralité des coûts supportés par les hôpitaux pédiatriques (28.11.2018)

L'Hôpital universitaire pédiatrique des deux Bâle (UKBB) est l'un des trois hôpitaux pédiatriques indépendants de Suisse. Il assure une couverture pédiatrique de qualité, tant à l'échelle cantonale qu'à l'échelle régionale et suprarégionale, dans le cadre de mandats de prestations.

Cela fait des années que l'UKBB ainsi que les deux autres hôpitaux pédiatriques indépendants (Hôpital universitaire pédiatrique de Zurich et Hôpital pédiatrique de Suisse orientale) se battent pour obtenir une structure tarifaire appropriée et des tarifs permettant de couvrir leurs coûts, pour les prestations ambulatoires comme pour les soins hospitaliers. A ce jour, la rémunération allouée par les caisses-maladie et l'assurance-invalidité pour les prestations fournies par les hôpitaux pédiatriques n'est pas adéquate et ne couvre pas les coûts. La mise en place d'une tarification appropriée et la pression financière croissante sont les principaux enjeux auxquels seront confrontés les hôpitaux pédiatriques dans les années à venir.

Depuis l'introduction en 2012 du nouveau système de financement hospitalier, une grande partie des traitements stationnaires en hôpital pédiatrique ne sont pas pris en compte de manière adéquate dans le catalogue Swiss DRG des forfaits par cas. Une étude commandée en 2017 par Swiss DRG pour déterminer si la structure tarifaire de Swiss DRG prend correctement en compte les prestations de la médecine pédiatrique confirme que les hôpitaux pédiatriques fonctionnent certes de

manière efficace, mais que leur financement est insuffisant à cause d'une "structure de patients défavorable". C'est ainsi qu'en dépit de leur efficacité avérée, les hôpitaux pédiatriques enregistrent des pertes dans le secteur stationnaire en raison de la baisse constante des tarifs.

Dans le secteur ambulatoire, le découvert substantiel inhérent au système, qui doit être financé bon gré mal gré par les cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne, atteint déjà une dizaine de millions de francs par an! Cela fait en effet des années que la structure tarifaire Tarmed appliquée à la médecine pédiatrique ne couvre pas les coûts des traitements ambulatoires. La médecine pédiatrique ambulatoire prend beaucoup de temps et requiert une préparation ainsi qu'un suivi minutieux. La décision du Conseil fédéral d'adapter la structure tarifaire Tarmed à compter du 1er janvier 2018 fragilise encore les hôpitaux pédiatriques, dont l'UKBB. Ce dernier s'attend à une diminution de ses recettes d'au moins 4,5 millions de francs. La révision de la grille tarifaire telle que décidée par le Conseil fédéral réduit de 78 à 68 pour cent le taux de couverture des coûts de l'hôpital dans le secteur ambulatoire. La prise en charge spécifique que nécessitent les enfants et adolescents n'est donc pas non plus prise en compte de manière adéquate dans le système Tarmed.

Jusqu'ici, les découverts dus à des tarifs ne couvrant pas l'intégralité des frais dans le domaine ambulatoire étaient résorbés par les cantons responsables, conformément aux mandats de prestations définis. Il incombe à la Confédération (structure tarifaire Tarmed et AI) de veiller à une rémunération équitable et adéquate des diverses prestations médicales fournies en Suisse. Par conséquent, le Conseil exécutif du canton de Bâle-Ville soumet aux Chambres fédérales une initiative demandant que les structures tarifaires appliquées aux hôpitaux pédiatriques prennent dûment en compte les prestations fournies, qu'elles soient ambulatoires ou stationnaires, et prévoient une rémunération qui couvre entièrement les coûts.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

04.12.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

16.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

Voir objet 19.3957 Mo. CSSS-CE

141/20.307 é Bâle-Ville. Taxe sur les billets d'avion et engagement en faveur d'un impôt international sur le kérosène (18.12.2019)

1. L'Assemblée fédérale est priée d'introduire, à l'instar des pays voisins de la Suisse, une taxe sur tous les billets d'avion. Le montant de la taxe doit dépendre de la distance parcourue en vol.

2. L'Assemblée fédérale est priée de s'engager en faveur d'un impôt sur le kérosène au niveau international. Cet engagement est communiqué de manière active en Suisse et à l'étranger.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

142/08.316 é Berne. Interdiction des jeux vidéo violents (18.06.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à mettre en place les bases légales propres à permettre d'interdire de fabriquer, de promouvoir

voir, d'importer, de vendre ou de remettre des jeux vidéo qui consistent à exercer virtuellement des actes de cruauté envers des êtres humains ou des personnages à l'apparence humaine.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

10.03.2011 Conseil des Etats. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

17.06.2011 Conseil national. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

143/16.317 é Berne. Modification de l'article 285 du Code pénal suisse. Peine privative de liberté en cas de violence contre les fonctionnaires (19.10.2016)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.), le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est chargée de modifier comme suit l'article 285 du Code pénal suisse:

"Art. 285 Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires

1. Celui qui, en usant de violence ... sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus et d'une peine pécuniaire.

...

2. Si l'infraction a été commise par une foule ameutée ... seront punis d'une peine privative de liberté de trois ans au plus et d'une peine pécuniaire.

Ceux d'entre eux qui auront commis ... seront punis d'une peine privative de liberté de trois ans au plus et d'une peine pécuniaire de 30 jours-amende au moins."

En d'autres termes, il y a lieu de remplacer partout "ou d'une peine pécuniaire" par "et d'une peine pécuniaire".

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

23.01.2017 CAJ-CE. Donné suite

23.02.2018 CAJ-CN. Donné suite

10.03.2020 Conseil des Etats. Prolongation de délai
Jusqu'à la session de printemps 2022.

x 144/18.317 é Berne. Pas de libre-échange pour l'huile de palme en provenance de Malaisie (22.08.2018)

Il faut exclure systématiquement les produits issus du palmier à huile (huile de palme et de palmiste) d'un éventuel accord de libre-échange avec la Malaisie (ou d'autres pays). En ce qui concerne ces produits, il ne faut procéder à aucune modification au niveau de la protection des frontières.

CN/CE *Commission de politique extérieure*

19.12.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

24.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

145/19.316 é Berne. Echange de données financières à l'intérieur du pays (06.11.2019)

L'Assemblée fédérale est invitée à mettre en place un échange de données financières à l'intérieur du pays, comme cela se fait déjà avec l'étranger, moyennant les modifications des dispositions fédérales relatives au droit fiscal (loi fédérale sur l'impôt fédéral direct [LIFD; RS 642.11], loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes [LHID; RS 642.14]) et des éventuels autres actes. Les renseignements fournis par les banques aux autorités fiscales des cantons ne seraient alors plus punissables (art. 47 al. 5 de la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne [RS 952.0]).

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

146/19.319 é Berne. Contribution à la réalisation des objectifs climatiques. Eliminer les mauvaises incitations au choix du mode de transport et taxer les billets d'avion (13.11.2019)

L'Assemblée fédérale est invitée à introduire, dans la loi fédérale sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (loi sur le CO₂), le texte suivant:

Par. 3a: Taxe sur les billets d'avion

Art. 30a Principe

Al. 1

La Confédération prélève à compter du 1er janvier 2022 une taxe sur les billets d'avion dans le trafic de lignes au départ de tous les aéroports nationaux si la part des carburants fossiles utilisés dans le trafic aérien dépasse de 20 pour cent la quantité totale de carburants fossiles écoulee en Suisse en 2020.

Al. 1bis

Un tiers du produit de la taxe est affecté, dans le cadre des compétences de la Confédération, aux contributions aux mesures visant à prévenir et à maîtriser les dommages aux personnes ou aux biens d'une valeur considérable qui pourraient résulter de l'augmentation de la concentration du gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Al. 2

Deux tiers du produit de la taxe sont redistribués à la population conformément à l'article 41 alinéa 2.

Art. 30b Calcul de la taxe sur le trafic aérien

Al. 1

La taxe est calculée en fonction de la distance parcourue et du nombre de passagers transportés.

Al. 2

Le Conseil fédéral fixe le montant de la taxe sur les billets d'avion selon le cadre suivant:

a. entre 12 et 20 francs pour les vols vers un Etat membre du Conseil de l'Europe;

b. entre 30 et 50 francs pour les vols vers un autre Etat.

Al. 3

A cet égard, il tient compte des réglementations internationales comparables.

Art. 30c

Personnes assujetties à la taxe et exemption de la taxe sur le trafic aérien

Al. 1

Sont soumis à contribution les exploitants d'aéronefs qui effectuent des vols dans le trafic de lignes au départ d'un aéroport national.

Al. 2

Le Conseil fédéral règle les exceptions. Il prend en compte notamment des exceptions pour le transport de jeunes enfants ainsi que pour les vols destinés à accomplir des missions régaliennes, à prodiguer des soins médicaux ou à remplir un but militaire.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

147/09.332 é Fribourg. Interdiction des jeux vidéo violents
(16.11.2009)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Fribourg soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à interdire la fabrication, la promotion, l'importation, la vente et la remise de jeux vidéo violents qui consistent à exercer virtuellement des actes de cruauté envers des êtres humains ou des personnages à l'apparence humaine.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

10.03.2011 Conseil des Etats. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

17.06.2011 Conseil national. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

x 148/18.320 é Fribourg. Exclusion de l'huile de palme et de ses dérivés des discussions de libre-échange entre la Suisse et la Malaisie (30.10.2018)

Les autorités fédérales sont invitées à arrêter les dispositions législatives nécessaires pour que:

1. tous les produits à l'huile de palme produits de façon non durable soient exclus d'éventuels accords de libre-échange;
2. les mesures de protection aux frontières pour les huiles et graisses végétales, à l'exception de l'huile de palme produite de manière durable, dans le cadre d'un quota, soient maintenues au moins à leur niveau actuel;
3. la production suisse des cultures oléagineuses soit maintenue au moins au niveau actuel et fasse l'objet de mesures de promotion.

CN/CE *Commission de politique extérieure*

19.12.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

24.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

149/19.315 é Fribourg. Introduction d'une taxe incitative sur le trafic aérien (05.11.2019)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999, le Grand Conseil du canton de Fribourg soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative cantonale suivante:

Les autorités fédérales sont invitées à arrêter les dispositions législatives nécessaires pour:

1. édicter une taxe sur les billets d'avion pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre et consacrer la totalité de celle-ci exclusivement à des projets environnementaux de mobilité;
2. inciter au transfert vers des modes de déplacement moins polluants; et
3. participer à la compensation des effets négatifs engendrés par le changement climatique.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

150/12.306 n Genève. Durcissement des sanctions pour les infractions commises contre les autorités et les fonctionnaires (13.03.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée:

- à élaborer un acte normatif allant dans le sens de la pétition du 30 octobre 2009 de la Fédération suisse des fonctionnaires de police (FSFP);

- de réintroduire dans le Code pénal les courtes peines privatives de liberté;

- à prévoir que les cas de violence ou de menace contre les autorités et les fonctionnaires (art. 285 ch. 1 CP) sont punis d'une peine privative de liberté de 60 jours au moins ou d'une peine pécuniaire;

- à prévoir qu'en cas de récidive, seule une peine privative de liberté est possible pour une infraction à l'article 285 chiffre 1 CP, son minimum passant à 120 jours;

- à adapter en conséquence la peine minimale prévue pour les cas qualifiés de l'article 285 chiffre 2 CP;

- à prévoir qu'à l'instar de ce qui est prévu pour le personnel des entreprises de transports publics, toute infraction commise à l'encontre de fonctionnaires de police se poursuit d'office (y compris des dommages à la propriété, des injures et des voies de fait non violentes).

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

11.03.2014 Conseil national. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

10.06.2014 Conseil des Etats. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

151/14.311 é Genève. Résolution pour une modification des articles 189 et 190 du Code pénal et une redéfinition de la notion juridique de viol (21.05.2014)

Le Grand Conseil de la République et Canton de Genève, vu l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999; vu l'article 115 de la loi fédérale sur l'Assemblée fédérale du 13 décembre 2002; vu l'article 156 de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et Canton de Genève du 13 septembre 1985;

considérant:

- l'article 8 alinéa 3 de la Constitution fédérale qui proclame l'égalité en droit des hommes et des femmes;

- la recommandation 1777 (2007) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, point 6.2.6;

- l'article 2 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ratifiée par la Suisse en 1997, invitant les gouvernements signataires à assurer par voie de législation l'application effective du principe d'égalité entre femmes et hommes;

- l'article 4 de la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, résolution 48/104 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 20 décembre 1993 demandant de prévoir dans la législation nationale des réparations justes et efficaces du dommage subi;

demande à l'Assemblée fédérale:

de modifier les articles 189 et 190 du Code pénal afin d'élargir la définition de la notion juridique du viol aux victimes de sexe masculin et à d'autres formes de pénétrations sexuelles forcées que l'acte sexuel proprement dit.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

10.02.2015 CAJ-CE. Donné suite

26.06.2015 CAJ-CN. Donné suite

12.06.2017 Conseil des Etats. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session 2019.

04.06.2019 Conseil des Etats. Prolongation de délai Jusqu'à la session d'été 2021.

x **152/18.302 é Genève. L'abolition de l'imposition de la valeur locative en Suisse** (30.01.2018)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève

vu l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999;

vu l'article 115 de la loi fédérale sur l'Assemblée fédérale, du 13 décembre 2002;

vu l'article 156 de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et Canton de Genève, du 13 septembre 1985, et

vu les articles 8 et 108 de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999;

vu l'article 7 alinéa 1 de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, du 14 décembre 1990;

vu l'article 21 alinéa 1 lettre b de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct, du 14 décembre 1990;

vu l'article 24 alinéa 1 lettre b et alinéa 2 de la loi genevoise sur l'imposition des personnes physiques, du 27 septembre 2009, considérant:

- comme injuste d'imposer à tous les propriétaires de villa et d'appartement du pays un loyer purement fictif;

- comme suranné de maintenir cette pratique fiscale héritée de 1940;

- comme confiscatoire de grever aussi fortement le budget de milliers de propriétaires, déjà soumis dans notre canton à la ponction fiscale la plus forte de Suisse;

- comme démesuré de faire supporter une telle mesure aux petits propriétaires de la classe moyenne, notamment ceux à la retraite, dont les revenus restent stables face à une indexation à la hausse de la valeur locative pour Genève;

- comme urgent de remettre en cause cette pratique fiscale, à l'image des nombreux groupes parlementaires représentés aux Chambres fédérales, de gauche comme de droite, qui souhaitent la supprimer, la simplifier ou la moderniser;

- comme essentiel de favoriser l'accès à la propriété dans notre canton, où le taux de propriétaires reste relativement faible en comparaison nationale (18 pour cent à Genève contre 37 pour cent en Suisse),

demande à l'Assemblée fédérale

d'abolir l'imposition de la valeur locative, telle qu'actuellement régie par le droit fiscal suisse.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

20.03.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

16.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

Voir objet 16.2014 Pét. HEV Schweiz

x **153/18.311 é Genève. Pour un moratoire fédéral sur l'importation, l'exploration et l'exploitation de gaz de schiste en Suisse** (29.05.2018)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève demande à l'Assemblée fédérale d'instituer un moratoire de 25 ans sur l'exploration, l'exploitation et l'importation de gaz de schiste en Suisse.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

03.12.2018 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

24.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

x **154/18.312 é Genève. Pour le maintien de l'emploi et d'un vrai service universel à la Poste** (29.05.2018)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève demande à l'Assemblée fédérale:

- de demander au Conseil fédéral qu'il fasse le nécessaire auprès de la Poste afin que celle-ci maintienne l'emploi et le service universel, notamment en revenant sur les décisions citées dans le développement, ainsi que le dialogue avec les organisations représentatives du personnel;

- de préciser si nécessaire la législation fédérale en ce sens.

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

16.09.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

24.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

155/18.319 é Genève. En finir avec l'utilisation du glyphosate en Suisse (15.10.2018)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève

vu l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999;

vu l'article 115 de la loi fédérale sur l'Assemblée fédérale, du 13 décembre 2002;

vu l'article 156 de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 septembre 1985,

demande à l'Assemblée fédérale:

- d'organiser la sortie programmée du glyphosate;

- de renforcer les recherches agronomiques, notamment dans les études d'alternatives au glyphosate.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

10.03.2020 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

Voir objet 16.2004 Pét. Greenpeace, AefU, SKS, FRC

Voir objet 17.2020 Pét. Fischer Eugen Theodor

x **156/18.321 é Genève. La détention administrative d'enfants doit cesser!** (06.11.2018)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève demande à l'Assemblée fédérale de modifier les dispositions de la loi fédérale sur les étrangers (LEtr; RS 142.20) de sorte que la détention administrative de mineurs soit proscrite en Suisse.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

09.09.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

25.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

157/19.304 é Genève. Urgence climatique. Prélèvements une taxe incitative sur le trafic aérien (05.03.2019)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève demande à l'Assemblée fédérale:

- d'édicter une taxe incitative sur les billets d'avion pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, inciter au transfert vers des modes de déplacement moins polluants et participer à la compensation des effets négatifs engendrés par le changement climatique;
- de s'engager sur le plan international en faveur d'une taxe sur le kérosène.

CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie

07.09.2020 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

158/19.306 é Genève. Pour le maintien à Genève de l'actualité télévisuelle (16.05.2019)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève demande à l'Assemblée fédérale:

- d'intervenir en faveur d'un meilleur équilibre des activités audiovisuelles de la RTS en Suisse romande;
- d'intervenir pour le maintien à Genève de l'actualité télévisuelle;
- d'intervenir pour le maintien à Berne de l'activité radiophonique.

CN/CE Commission des transports et des télécommunications

10.09.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

159/19.308 é Genève. Pour une prise en charge des frais médicaux lors de grossesses interrompues avant la treizième semaine (11.06.2019)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève

- vu l'article 160 alinéa I de la Constitution fédérale du 18 avril 1999;
- vu l'article 115 de la loi fédérale sur l'Assemblée fédérale du 13 décembre 2002;
- vu l'article 156 de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève du 13 décembre 1985,

demande à l'Assemblée fédérale de modifier l'article 64 alinéa 7 lettre b de la loi fédérale sur l'assurance-maladie, afin que le régime prévu par cet article soit étendu aux grossesses s'arrêtant avant la treizième semaine.

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

160/19.309 é Genève. Stop à l'augmentation des primes d'assurance-maladie en 2020 (11.06.2019)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève

- vu l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999;
- vu l'article 115 de la loi fédérale sur l'Assemblée fédérale du 13 décembre 2002;
- vu l'article 156 de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève du 13 septembre 1985,

demande à l'Assemblée fédérale d'intervenir auprès du Conseil fédéral par voie de motion pour demander un gel de l'augmentation des primes pour 2020.

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

161/19.312 é Genève. Pour le développement d'un système de vote électronique en mains publiques au niveau national ou intercantonal (17.09.2019)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève demande à l'Assemblée fédérale

de légiférer en vue de créer une structure regroupant la Confédération et les cantons, chargée du développement et de l'exploitation d'un système de vote électronique, en open source, entièrement contrôlé par les collectivités publiques, et permettant une vérification individuelle et universelle du processus de vote, sur la base du système développé à Genève.

CN/CE Commission des institutions politiques

24.09.2020 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

162/19.313 é Genève. Traité de libre-échange avec le Mercosur. Genève doit s'engager pour un référendum (17.09.2019)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève demande à l'Assemblée fédérale

de permettre l'organisation d'un référendum facultatif sur le traité de libre-échange avec le Mercosur.

CN/CE Commission de politique extérieure

10.03.2020 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

163/19.317 n Genève. Pour faciliter la lutte contre le harcèlement sexuel (06.11.2019)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève demande à l'Assemblée fédérale

de modifier, dans la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg), son article 6, dans le sens d'inscrire le harcèlement sexuel dans la liste des discriminations auxquelles s'applique l'allègement du fardeau de la preuve.

CN/CE Commission de la science, de l'éducation et de la culture

164/19.318 é Genève. Intégrer aux prestations de l'assurance obligatoire des soins la prise en charge des soins dentaires consécutifs à des traitements médicaux (06.11.2019)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève demande à l'Assemblée fédérale

d'intégrer à la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) une prise en charge des soins bucco-dentaires occasionnés par un médicament, même s'il n'est pas destiné à traiter une maladie grave.

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

165/20.303 é Genève. Pour une diminution de 50 pour cent du quota d'importation des vins étrangers (24.01.2020)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève

- vu l'article 160, alinéa 1, de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999;

- vu l'article 115 de la loi fédérale sur l'Assemblée fédérale, du 13 décembre 2002;

- vu l'article 156 de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 septembre 1985,

demande à l'Assemblée fédérale de soutenir la motion 19.4410 chargeant le Conseil fédéral de renégocier le quota d'importation des vins étrangers, par un abaissement de 50 pour cent du volume contingenté.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

166/20.304 é Genève. Plus de force aux cantons. Informations complètes aux cantons pour une prise de position pertinente dans la procédure d'approbation des primes d'assurance-maladie (24.01.2020)

En se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Genève présente l'initiative suivante:

Modification de la loi fédérale du 26 septembre 2014 concernant la surveillance de l'assurance-maladie sociale (Loi sur la surveillance de l'assurance-maladie; LSAMal; RS 832.12)

L'article 16 Approbation des tarifs de primes est complété ainsi à l'alinéa 6:

6 Avant l'approbation des tarifs, les cantons peuvent donner leur avis aux assureurs et à l'autorité de surveillance sur l'évaluation des coûts et sur les tarifs de primes prévues pour leur territoire, pour autant que ces échanges ne prolongent pas la procédure d'approbation. Les cantons peuvent obtenir les informations nécessaires auprès des assureurs et de l'autorité de surveillance. Ces informations ne peuvent être rendues publiques ni transmises à des tiers.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

167/20.305 é Genève. Pour des réserves justes et adéquates (24.01.2020)

En se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Genève présente l'initiative suivante:

Modification de la loi fédérale du 26 septembre 2014 concernant la surveillance de l'assurance-maladie sociale (Loi sur la surveillance de l'assurance-maladie; LSAMal; RS 832.12)

L'article 14 Réserves est complété par l'ajout de l'alinéa 3:

3 Les réserves d'un assureur sont considérés comme excessives lorsqu'elles dépassent le 150 pour cent de la limite légale. En présence de réserves excessives, l'assureur est tenu d'opérer une réduction des réserves jusqu'à atteindre ce seuil.

Le Conseil fédéral est tenu de modifier en conséquence les articles 25 alinéa 5 et 26 Réduction volontaire des réserves excessives de l'Ordonnance sur la surveillance de l'assurance-maladie (OSAMal). Parallèlement et pour des raisons de cohérence avec la nouvelle définition des réserves excessives, l'article 31 Evaluation de la situation économique de l'assureur de l'OSAMal doit également être modifié en abaissant le seuil de réserve, qui permet de juger une situation comme bonne et qui permet donc un remboursement des primes excessives, de 150 pour cent à 125 pour cent.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

168/20.306 é Genève. Pour des primes conformes aux coûts (24.01.2020)

En se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Genève présente l'initiative suivante:

Modification de la loi fédérale du 26 septembre 2014 concernant la surveillance de l'assurance-maladie sociale (Loi sur la surveillance de l'assurance-maladie; LSAMal; RS 832.12)

L'article 17 Compensation des primes encaissées en trop est ainsi modifié à l'alinéa 1:

1 Si, dans un canton, les primes encaissées par un assureur pour une année donnée étaient plus élevées que les coûts cumulés dans ce canton-là, l'assureur est tenu, dans le canton concerné, de procéder à une compensation des primes l'année suivante. Le montant de la compensation doit être clairement indiqué et motivé par l'assureur dans la demande d'approbation. Celle-ci doit être déposée auprès de l'autorité de surveillance au plus tard à la fin du mois de juin de l'année suivante.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

169/20.308 é Genève. Pour une véritable politique fédérale de l'accueil extrafamilial pour enfants (03.03.2020)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève, vu l'article 160, alinéa 1 de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999 ;

vu l'article 115 de la loi fédérale sur l'Assemblée fédérale, du 13 décembre 2002 ;

vu l'article 156 de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 décembre 1985,

et

vu les articles 14, 41, al. 1, let. c, 42, 43a, al. 1, 44, al. 1 et 46, al. 2 de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999 ;

vu la loi fédérale sur les aides financières à l'accueil extra-familial pour enfants, du 4 octobre 2002 ;

vu l'ordonnance sur les aides financières à l'accueil extra-familial pour enfants, du 9 décembre 2002 ;

vu l'ordonnance du DFI sur l'ordre de priorité dans le domaine des aides financières à l'accueil extra-familial pour enfants, du 22 décembre 2016 ;

vus les articles 22, 200 à 204 et 205, al. 1 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012,

considérant

- les réelles difficultés, voire l'impossibilité, chaque année pour des milliers de familles en Suisse de parvenir à trouver une place d'accueil extrafamilial pour leur-s enfant-s ;

- le cruel manque de places d'accueil comme principale raison de ces difficultés rencontrées par nos familles ;

- la décision du Conseil fédéral de ne pas prolonger son programme d'impulsion du 1er février 2003 pour la création de places d'accueil extrafamilial pour enfants ;

- le financement actuel des places d'accueil abandonné, sous prétexte de subsidiarité, à la presque seule charge des communes et des cantons ;

- la nécessité d'une politique familiale forte financièrement portée tant par les communes et les cantons que par la Confédération,

invite l'Assemblée fédérale

- à inscrire dans la Constitution fédérale la promotion de l'accueil préscolaire auprès des communes et cantons suisses ainsi que la participation financière pérenne de la Confédération au financement des places d'accueil extrafamilial pour enfants ;
- à prolonger le programme d'impulsion, tel que proposé par la commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national, jusqu'à l'inscription de ce principe dans la Constitution fédérale.

CN/CE Commission de la science, de l'éducation et de la culture

170/20.309 é Genève. Un moratoire sur la 5G (et la 4G plus) en Suisse (03.03.2020)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève

vu l'article 160, alinéa 1, de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999 ;

vu l'article 115 de la loi fédérale sur l'Assemblée fédérale, du 13 décembre 2002 ;

vu l'article 156 de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 décembre 1985, considérant

- les mises en garde et appels à la prudence répétés de la communauté scientifique vis-à-vis des rayonnements non ionisants, par exemple dans le cadre des conclusions du PNR57, mandaté entre 2007 et 2011 par le Conseil fédéral ;

- les conclusions du rapport du groupe de travail Téléphone mobile et rayonnement sur mandat du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication publié en novembre 2019, qui ne démontrent pas l'innocuité des rayonnements non ionisants sur le vivant, et a fortiori sur la santé humaine ;

- la situation déjà problématique générée par l'utilisation croissante des réseaux 2G, 3G et 4G, mais aussi wifi, dont les impacts sur la santé humaine restent aujourd'hui mal connus ;

- les implications de l'implantation des réseaux 5G, à très courte portée, qui exigeront le déploiement d'un réseau très dense de petites antennes, en plus des dizaines de milliers déjà installées,

demande à l'Assemblée fédérale

- d'établir un moratoire sur le déploiement de la 5G millimétrique en Suisse ;

- de réaliser un cadastre national des ondes en collaboration avec les cantons ;

- de prendre en compte de l'avis des cantons et communes lors de la planification de la couverture des différents réseaux sur leur territoire.

CN/CE Commission des transports et des télécommunications

171/20.311 é Genève. Pour une action efficace en faveur de la santé publique. Limiter la teneur en sucre des boissons industrielles et des aliments transformés (03.03.2020)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève

vu l'article 160, alinéa 1, de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999 ;

vu l'article 115 de la loi fédérale sur l'Assemblée fédérale, du 13 décembre 2002 ;

vu l'article 156 de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 décembre 1985 ;

vu les articles 20 et 22 de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LDAI), du 20 juin 2014 ;

vu l'article 25, alinéa 2, de son ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAIU), du 16 décembre 2016 ;

invite l'Assemblée fédérale

à réglementer de manière restrictive la teneur en sucres ajoutés des denrées alimentaires afin de réduire les effets nocifs de sa consommation sur la santé des consommateurs.

CN/CE Commission de la science, de l'éducation et de la culture

172/20.318 é Genève. Des assureurs-maladie responsables et solidaires, afin que les assureurs actifs dans l'assurance obligatoire des soins fassent preuve de solidarité envers la population suisse concernant les tests de dépistage du Covid-19 (09.06.2020)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève demande à l'Assemblée fédérale:

d'édicter une loi urgente afin de mettre intégralement à la charge de la LAMal les coûts liés aux tests de dépistage au coronavirus de la maladie Covid-19, sans franchise ni participation de l'assuré.

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

173/20.321 é Genève. Déduction des contributions d'entretien versées aux enfants adultes (01.07.2020)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève demande à l'Assemblée fédérale

de modifier les articles 7, alinéa 4, lettre g et 9, alinéa 2, lettre c LHID de telle manière qu'une contribution d'entretien versée à un enfant adulte reste imposable, respectivement déductible, lorsque celui-ci est aux études ou en apprentissage jusqu'à l'âge de 25 ans (comme dans d'autres dispositions).

CN/CE Commission de l'économie et des redevances

174/17.314 é Jura. Offices de poste. Améliorer la qualité du réseau et renforcer le rôle des autorités communales dans la distribution territoriale (04.07.2017)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.), l'article 84 lettre o de la Constitution cantonale et l'article 58 alinéa 3 de son règlement, le Parlement de la République et Canton du Jura soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative cantonale suivante:

1. La législation fédérale doit redéfinir la procédure applicable aux modifications du réseau territorial des offices de poste de sorte que la Commission fédérale de la poste (Postcom) traite les réclamations qui lui sont soumises en prenant une décision formelle sujette à recours et non en émettant une simple recommandation.

2. Les citoyens doivent pouvoir s'opposer à la fermeture d'un office de poste en déposant auprès de la Postcom une demande munie d'un nombre de signatures égal à celui qui est nécessaire pour une initiative au niveau communal.

3. Une réflexion de fond doit être menée concernant l'adéquation des critères d'accessibilité visés à l'article 33 de l'ordonnance sur la poste (notamment la règle des 90 pour cent et la pertinence du concept de région de planification).

4. La loi doit augmenter la quantité et améliorer la qualité des services fournis par les agences postales; elle doit aussi améliorer la formation et les conditions de travail du personnel des agences.

5. La Poste doit prendre des mesures compensatoires afin que les régions touchées par des fermetures d'offices de poste connaissent également les effets positifs de sa stratégie de diversification.

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

28.05.2018 Conseil des Etats. Donné suite

15.10.2018 CTT-CN. Donné suite

x 175/17.320 é Jura. Primes LAMal impayées. Pour une obligation d'affiliation à l'assureur-maladie désigné par le canton lors du paiement des actes de défaut de biens par ce dernier (14.11.2017)

Les bases légales fédérales doivent être modifiées afin de permettre aux cantons d'obliger l'assuré pour lequel le canton a dû payer à son assureur-maladie le 85 pour cent de l'acte de défaut de biens (ADB) qui lui a été délivré, de s'affilier à la caisse-maladie choisie par le canton, par exemple l'assureur ayant la prime la meilleur marché.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

20.03.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

07.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

176/18.308 é Jura. Glyphosate et principe de précaution (10.04.2018)

Le Parlement de la République et Canton du Jura demande aux Chambres fédérales d'interdire au plus vite la commercialisation et l'utilisation du Roundup ainsi que des produits semblables contenant du glyphosate sur tout le territoire suisse.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

10.03.2020 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

Voir objet 17.2020 Pét. Fischer Eugen Theodor

x 177/18.325 é Jura. Exclure l'huile de palme des accords de libre-échange avec l'Indonésie et la Malaisie (04.12.2018)

Le Parlement jurassien souhaite exercer son droit d'initiative cantonale - prévu à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, et à l'article 84 lettre o de la Constitution jurassienne - et demande aux Chambres fédérales d'exclure l'huile de palme des accords de libre-échange avec l'Indonésie et la Malaisie.

CN/CE *Commission de politique extérieure*

19.12.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

24.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

178/19.302 é Jura. Sortir les produits agricoles de l'accord avec le Mercosur dans l'intérêt de l'agriculture jurassienne (29.01.2019)

Le Parlement jurassien exerce son droit d'initiative cantonale en matière fédérale et demande aux autorités fédérales d'exclure les produits agricoles de l'accord de libre-échange avec le Mercosur.

CN/CE *Commission de politique extérieure*

10.03.2020 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

179/19.320 é Jura. Stopper une évolution scandaleuse des prix des médicaments (11.12.2019)

Conformément aux articles 160, alinéa 1, de la Constitution fédérale, et 84, lettre o, de la Constitution cantonale, le Parlement demande aux Chambres fédérales d'édicter de nouvelles bases légales donnant les moyens à l'OFSP de stopper la hausse des prix des médicaments concernés et, à terme, de les faire baisser dans une mesure conforme à la raison.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

180/20.310 é Jura. Guichets de vente des entreprises de transport ferroviaire. Transparence et délai d'annonce de fermeture des points de vente (30.01.2020)

La législation fédérale doit obliger les entreprises des transports publics (ET) à rendre publique, notamment vis-à-vis des autorités cantonales, communales et de leur population, plus d'un an à l'avance, la liste des points de vente qu'elles ont l'intention de fermer.

La législation fédérale doit donner compétence et mandat au Conseil fédéral de définir, à l'intention des conseils d'administration de ces entreprises, des règles de transparence dans leur communication, en particulier lorsqu'il y a fermeture de points de vente touchant le tissu économique local.

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

181/20.320 é Jura. Les cantons doivent avoir la possibilité de légiférer sur le droit et la durée d'un congé parental ou d'un congé paternité (26.06.2020)

Conformément aux articles 160, alinéa 1, de la Constitution fédérale, et de l'article 84, lettre o, de la Constitution cantonale, le Parlement demande aux Chambres fédérales d'édicter de nouvelles bases légales afin de permettre aux cantons la possibilité de légiférer sur un congé parental ou paternité et donc d'avoir la compétence d'introduire ces types de congés ainsi que d'en fixer la durée et les modalités.

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

182/20.325 é Jura. Création d'un fonds fédéral d'aide aux sociétés sportives, culturelles et de loisirs lourdement impactées par les mesures prises pour lutter contre la propagation du coronavirus (Covid-19) (12.08.2020)

Conformément aux articles 160, alinéa 1, de la Constitution fédérale, et 84, lettre o, de la Constitution cantonale, le Parlement est invité à faire usage du droit d'initiative cantonale en matière fédérale et demande aux Chambres fédérales:

a. de créer un fonds d'aide financière destiné aux sociétés sportives, culturelles et de loisirs particulièrement impactées par les mesures sanitaires prises pour lutter contre la propagation du Coronavirus;

b. de charger le Conseil fédéral d'établir des règles et des critères objectifs d'octroi d'une aide financière au moyen de ce fonds, en concertation avec les fédérations et sociétés sportives, culturelles et de loisirs.

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

183/20.326 é Jura. Pour que les bénéfices des investissements directs de la BNS retournent à la population suisse (20.08.2020)

Conformément aux articles 160, alinéa 1, de la Constitution fédérale, et à l'article 84, lettre o, de la Constitution cantonale et à l'article 58, alinéa 3, de son règlement, le Parlement fait usage, par l'adoption de la présente motion interne, du droit d'initiative du Canton en matière fédérale et soumet aux Chambres fédérales l'initiative cantonale suivante:

Le Parlement fédéral crée une base légale afin de rendre possible la création d'un fonds mettant en oeuvre la politique énergétique 2050 acceptée par le peuple suisse. Ce fonds est indépendant du versement actuel de la Banque nationale suisse dévolu à la Confédération et aux cantons. Il est financé par tout ou partie du rendement des dividendes des actions investies, tout ou partie du rendement des obligations et autres produits d'intérêts de même que tout ou partie de l'éventuel produit des taux d'intérêts négatifs de la Banque nationale suisse (BNS).

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

184/20.327 é Jura. Pour un encadrement du prix des masques chirurgicaux et du gel hydroalcoolique en période de situation extraordinaire (07.09.2020)

Au vu de ce qui précède, conformément aux articles 160, alinéa 1, de la Constitution fédérale et 84, lettre o, de la Constitution de la République et Canton du Jura, le Parlement est invité à faire usage du droit d'initiative cantonale en matière fédérale et demande à la Confédération de plafonner le prix des masques de protection et du gel hydroalcoolique vendus sur le territoire suisse en période de situation extraordinaire au sens de l'article 7 de la loi fédérale sur les épidémies.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

185/20.328 é Jura. Pour des primes correspondant aux coûts (07.09.2020)

En conséquence de ce qui précède, le Parlement jurassien invite l'Assemblée fédérale à modifier l'article 17, alinéa 1, LSA-Mal afin de rendre la correction a posteriori des primes encaissées en trop systématique, en adoptant la nouvelle teneur suivante :

Si, dans un canton, les primes encaissées par un assureur pour une année donnée étaient plus élevées que les coûts cumulés dans ce canton-là, l'assureur doit, dans le canton concerné, procéder à une compensation des primes l'année suivante. Le montant de la compensation doit être clairement indiqué et motivé par l'assureur dans la demande d'approbation. Celle-ci doit être déposée auprès de l'autorité de surveillance au plus tard à la fin du mois de juin de l'année suivante.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

186/20.329 é Jura. Pour des réserves équitables et adéquates (07.09.2020)

En conséquence de ce qui précède, le Parlement jurassien invite l'Assemblée fédérale à compléter l'article 14 LSAMal par l'ajout d'un alinéa 3 prévoyant le remboursement des réserves excessives de l'assurance-maladie et ayant la teneur suivante :

Les réserves d'un assureur sont considérées comme excessives si elles sont supérieures à 150 % de la limite légale. En présence de réserves excessives, l'assureur est tenu d'opérer une réduction des réserves jusqu'à atteindre ce seuil.

187/20.330 é Jura. Pour plus de force aux cantons (07.09.2020)

En conséquence de ce qui précède, le Parlement jurassien invite l'Assemblée fédérale à modifier l'article 16, alinéa 6, LSA-Mal afin que les cantons obtiennent de la part des caisses-maladie des informations complètes qui leur sont nécessaires pour prendre position de manière appropriée lors de la procédure d'approbation des tarifs des primes de l'assurance-partmaladie. Il propose d'adopter la nouvelle teneur suivante :

Avant l'approbation des tarifs, les cantons peuvent donner leur avis aux assureurs et à l'autorité de surveillance sur l'évaluation des coûts et sur les tarifs de primes prévues pour leur territoire, pour autant que ces échanges ne prolongent pas la procédure d'approbation. Les cantons peuvent obtenir les informations nécessaires auprès des assureurs et de l'autorité de surveillance. Ces informations ne peuvent être rendues publiques ni transmises à des tiers.

188/19.310 é Lucerne. Pour une taxe CO2 sur les billets d'avion (04.09.2019)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Lucerne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante, conçue en termes généraux:

Le canton de Lucerne demande à l'Assemblée fédérale de frapper les billets d'avion d'une taxe sur le CO2. Les recettes ainsi obtenues seront, d'une part, restituées directement à la population dans le cadre du régime actuel de redistribution de la taxe sur le CO2 et, d'autre part, affectées au financement de mesures visant à réduire les émissions de CO2.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

189/20.323 é Lucerne. Femmes politiques en congé maternité (08.07.2020)

La législation fédérale est modifiée de telle sorte que les femmes puissent assumer leurs mandats parlementaires (aux trois niveaux institutionnels) pendant leur congé maternité sans perdre leur droit à l'allocation de maternité ni la protection de la maternité.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

190/20.314 é Neuchâtel. Pour un moratoire sur l'installation des réseaux mobiles 5G millimétrique (01.04.2020)

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel, exerçant son droit d'initiative en matière fédérale, dresse à l'Assemblée fédérale, en termes généraux, l'initiative suivante :

Considérant :

1. les mises en garde et appels à la prudence répétés de la communauté scientifique vis-à-vis des rayonnements non ionisants, par exemple dans le cadre des conclusions du PNR57, mandaté entre 2007 et 2011 par le Conseil fédéral ;
2. l'étude commandée par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) ;

3. la situation déjà problématique générée par l'utilisation croissante des réseaux 2G, 3G et 4G, mais aussi Wi-Fi, dont les impacts sur la santé humaine restent aujourd'hui mal connus ;

4. les implications de l'implantation des réseaux 5G, à très courte portée, qui exigeront le déploiement d'un réseau très dense de petites antennes, en plus des 12'300 déjà installées ;

5. la modification de l'Ordonnance sur la protection contre le rayonnement non ionisant (ORNI), du 17 avril 2019 (art. 19b sur la surveillance nationale du RNI).

L'Assemblée fédérale est priée d'établir un moratoire sur l'implantation des réseaux 5G millimétriques, dans l'attente de la première publication d'une vue d'ensemble nationale de l'exposition de la population au rayonnement par l'OFEV, conformément à l'article 19b de l'ORNI et des études sur les effets de cette nouvelle technologie sur la santé. Elle modifie en sus la législation afin :

1. que la Confédération réalise un cadastre national des ondes en collaboration avec les cantons ;

2. d'associer les cantons et les communes à la planification de la couverture des différents réseaux sur leur territoire (zones fibre optique, zones blanches, téléphonie mobile, etc.) ;

3. de s'engager, avec les cantons, à fournir aux citoyennes et citoyens de l'information et des moyens de prévention (extinction routeurs, mode avion, etc.).

CN/CE Commission des transports et des télécommunications

191/20.315 é Neuchâtel. Pour introduire la possibilité pour les cantons de créer ou non une institution cantonale, régionale ou intercantonale d'assurance-maladie (01.04.2020)

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel, exerçant son droit d'initiative en matière fédérale, adresse à l'Assemblée fédérale, en termes généraux, la proposition de loi suivante :

L'Assemblée fédérale modifie la loi sur l'assurance-maladie (LAMal) de manière à ce que les cantons qui le souhaitent puissent créer, par voie législative, une institution cantonale, régionale ou intercantonale, chargée d'accomplir les tâches suivantes dans le cadre de l'assurance obligatoire des soins (AOS) :

1. Fixer et percevoir les primes ;

2. Financer les coûts à charge de l'AOS ;

3. Acheter et contrôler l'exécution de tâches administratives déléguées aux assureurs autorisés à pratiquer l'AOS ;

4. Contribuer au financement de programmes de prévention et de promotion de la santé.

L'institution est indépendante et dotée d'un organe de direction dans lequel sont notamment représentés les fournisseurs de soins et les assurés.

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

192/20.316 é Neuchâtel. Pour un référendum sur l'accord de libre-échange avec le Mercosur (01.04.2020)

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel, exerçant son droit d'initiative en matière fédérale, adresse à l'Assemblée fédérale, en termes généraux, la proposition de décret suivante :

Considérant :

1. Qu'en date du 24 août 2019, la Confédération a annoncé que les Etats de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et ceux du Mercosur ont conclu en substance les négociations d'un accord de libre-échange à Buenos Aires ;

2. Que cet accord prévoit la suppression de barrières douanières dans toute une série de domaines, à commencer par le secteur agricole : avec cet accord, la Suisse garantirait aux pays du Mercosur des contingents agricoles d'exportation supplémentaires par rapport aux engagements suisses pris dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ;

3. Que ce projet de traité de libre-échange avec le Mercosur contient de très faibles mécanismes de contrôle et de sanctions en cas de violations des engagements pris par ces Etats en matière sociale et environnementale ;

4. Que pour un accord d'une telle importance, il est fondamental que la population suisse ait la possibilité de s'exprimer dans les urnes. Or, il n'est pas encore acquis que la ratification par l'Assemblée fédérale de cet accord ouvre la voie du référendum facultatif ;

Partant, l'Assemblée fédérale est priée, en cas de ratification dudit accord, d'étudier l'opportunité de le soumettre au référendum facultatif.

CN/CE Commission de politique extérieure

193/20.317 é Neuchâtel. Pour introduire une taxe sur les billets d'avion (01.04.2020)

Le Grand Conseil de la République et canton de Neuchâtel, exerçant son droit d'initiative en matière fédérale, adresse à l'Assemblée fédérale la proposition d'initiative suivante, formulée en termes généraux :

L'Assemblée fédérale édicte une taxe forfaitaire sur les billets d'avion afin d'inciter les voyageurs à utiliser des moyens de transports moins polluants. La taxe est redistribuée pour deux tiers à la population et pour un tiers au transport ferroviaire et au transport régional voyageurs (TRV).

CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie

194/20.331 é Schaffhouse. Manque à gagner des hôpitaux. La Confédération doit participer aux coûts (15.09.2020)

La Confédération est priée de participer aux coûts du manque à gagner subi par les hôpitaux en raison de l'interdiction de toutes les interventions et thérapies médicales non urgentes prononcée par le Conseil fédéral le 16 mars 2020.

x 195/18.315 é Soleure. Desserte postale (09.07.2018)

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier la loi sur la poste (LPO; RS 783.0) et l'ordonnance afférente (OPO; RS 783.01) de façon à réduire la pression induite par l'optimisation économique dans le domaine du réseau d'offices de poste et, au moins, à maintenir l'offre de prestations (service public) visée à l'article 1 LPO. Il s'agit de stabiliser l'offre de prestations et d'adapter le rythme des changements aux besoins de la population.

CN/CE Commission des transports et des télécommunications

16.09.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite
24.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

196/20.312 é Soleure. État civil. Les émoluments doivent couvrir les coûts (29.05.2020)

Le canton de Soleure invite les Chambres fédérales à édicter des dispositions légales afin que les émoluments perçus en matière d'état civil couvrent les coûts des prestations.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

197/08.334 é St-Gall. Révision du Code pénal (23.12.2008)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution, le canton de Saint-Gall dépose l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à renforcer l'arsenal répressif contre la pornographie infantile et la représentation de la violence.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

10.03.2011 Conseil des Etats. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

17.06.2011 Conseil national. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

198/09.313 é St-Gall. Mieux protéger les enfants et les jeunes contre la violence dans les jeux vidéo et les médias (26.05.2009)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Saint-Gall soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est priée:

a. de voter une loi qui interdise la fabrication, la promotion, l'importation, la vente et la diffusion des jeux vidéo qui incitent le joueur à commettre virtuellement des actes de cruauté sur des êtres humains;

b. de prendre les mesures propres à assurer de manière cohérente et sur l'ensemble du territoire national une vraie protection de l'enfant et de l'adolescent contre la violence dans les médias (par ex. en décidant la mise en place d'une autorité d'agrément).

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

10.03.2011 Conseil des Etats. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

17.06.2011 Conseil national. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

x 199/16.307 n St-Gall. Modification de la loi sur les étrangers. Renforcement des contraintes et de l'application de la législation en vigueur concernant l'intégration, l'aide sociale, la scolarité obligatoire et les sanctions pénales (18.04.2016)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Saint-Gall soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La loi fédérale sur les étrangers (LEtr) est modifiée sur la base des points suivants:

1. L'octroi ou le renouvellement d'une autorisation de séjour ou d'établissement aux non-ressortissants d'Etats membres de l'UE ou de l'AELE dépendra du respect d'une convention d'intégration contraignante accompagnée de critères clairement mesurables. En particulier, l'acceptation de l'ordre juridique suisse et des valeurs locales, ainsi que la justification de connaissances linguistiques suffisantes, sont essentielles.

2. Le refus récurrent de fournir des efforts d'intégration, en particulier la violation par les parents ou tuteurs des obligations scolaires prévues dans la législation scolaire cantonale, doit être inscrit dans la législation comme motif de révocation des autorisations de séjour ou d'établissement.

3. Les motifs pénaux de révocation desdites autorisations doivent être déterminés et les peines exécutoires cumulées.

4. Conformément à la loi sur les étrangers, une telle révocation est admissible lorsque l'étranger, ou la personne dont il a la charge, dépend de l'aide sociale de manière considérable et durable. Il s'agit de définir une valeur limite ou des critères juridiquement applicables relatifs au montant de l'aide sociale, qui permettent une révocation.

5. La possibilité de révoquer une autorisation d'établissement ou de la remplacer par une autorisation de séjour doit être prévue concernant les étrangers qui refusent résolument tout effort d'intégration.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

12.01.2017 CIP-CE. Refusé de donner suite

14.03.2017 Conseil des Etats. Donné suite

27.04.2017 CIP-CN. Donné suite

21.06.2019 Conseil national. Prolongation de délai Jusqu'à la session d'été 2021.

19.06.2020 Conseil national. Classement

08.09.2020 Conseil des Etats. Classement

200/18.300 é St-Gall. Ne pas subventionner le tourisme d'achat (22.12.2017)

Le Grand Conseil saint-gallois invite l'Assemblée fédérale à modifier les bases légales de sorte que l'ensemble des importations de marchandises privées soient soumises à la TVA si celle-ci fait l'objet d'un remboursement à l'étranger. Cette mesure permettrait de lever la franchise-valeur.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

06.03.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

201/18.305 é St-Gall. Les primes ne doivent pas servir à financer les commissions versées aux intermédiaires (19.03.2018)

L'Assemblée fédérale est invitée à adapter la loi sur la surveillance de l'assurance-maladie (RS 832.12; LSAMal) de sorte que le versement de commissions incitant au changement de caisse-maladie pour l'assurance de base soit interdit.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

12.12.2018 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

16.09.2020 Conseil national. Donné suite

x 202/18.309 é St-Gall. Pour un financement couvrant l'intégralité des coûts supportés par les hôpitaux et cliniques pédiatriques (04.06.2018)

L'Assemblée fédérale est invitée à faire en sorte que la structure tarifaire appliquée aux hôpitaux pédiatriques indépendants et aux cliniques pédiatriques intégrées aux hôpitaux pour adultes prévoie une rémunération des prestations, qu'elles soient ambulatoires ou stationnaires, qui couvre entièrement les coûts.

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

04.12.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

16.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

Voir objet 19.3957 Mo. CSSS-CE

203/19.300 é St-Gall. Pas de prescription pour les crimes les plus graves (07.01.2019)

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier le Code pénal suisse de sorte que les actes criminels punis de l'emprisonnement à vie, dont le délai de prescription est actuellement de 30 ans, deviennent imprescriptibles.

CN/CE Commission des affaires juridiques

10.03.2020 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

204/19.305 é St-Gall. Taxe sur les billets d'avion d'un montant égal à celui d'une taxe sur le CO2 prélevée sur le kérosène (21.03.2019)

Le Grand Conseil saint-gallois invite l'Assemblée fédérale à introduire une taxe sur les billets d'avion dont le montant correspondrait à une éventuelle taxe sur le CO2 prélevée sur le kérosène. C'est le moment idéal pour prévoir une telle mesure, car le Parlement examine cette année la loi sur le CO2.

CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie

07.09.2020 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

205/09.314 é Tessin. Révision de l'article 135 CP (27.05.2009)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier l'article 135 du Code pénal afin d'interdire la fabrication, la promotion, l'importation, la vente et l'utilisation de jeux vidéo qui incitent le joueur à commettre virtuellement des actes de cruauté et de violence sur des êtres humains ou sur des créatures d'apparence humaine.

CN/CE Commission des affaires juridiques

10.03.2011 Conseil des Etats. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

17.06.2011 Conseil national. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

206/14.301 é Tessin. Réexaminer les peines prévues aux articles 285 et 286 du Code pénal suisse (14.01.2014)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à réexaminer les sanctions prévues par le Code pénal suisse (CP) pour les infractions visées aux articles 285 (Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires) et 286 (Empêchement d'accomplir un acte officiel).

CN/CE Commission des affaires juridiques

15.01.2015 CAJ-CE. Donné suite

26.06.2015 CAJ-CN. Donné suite

12.06.2017 Conseil des Etats. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'été 2019.

04.06.2019 Conseil des Etats. Prolongation de délai
Jusqu'à la session d'été 2021.

207/15.320 é Tessin. Possibilité de demander systématiquement un extrait du casier judiciaire d'un citoyen de l'Union européenne déposant une demande de permis de séjour (1) (30.09.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le canton du Tessin demande à l'Assemblée fédérale de faire en sorte que des informations sur les condamnations antérieures de citoyens de l'Union européenne désirant s'installer en Suisse puissent systématiquement être exigées d'office du pays d'origine ou d'un pays tiers sans qu'il soit nécessaire d'en fournir la raison.

CN/CE Commission des institutions politiques

08.11.2016 CIP-CE. Donné suite

20.01.2017 CIP-CN. Donné suite

208/15.321 é Tessin. Possibilité de demander systématiquement un extrait du casier judiciaire d'un citoyen de l'Union européenne déposant une demande de permis de séjour (2) (30.09.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le canton du Tessin demande à l'Assemblée fédérale de faire en sorte que des informations sur les condamnations antérieures de citoyens de l'Union européenne désirant s'installer en Suisse, brièvement ou durablement (y compris les travailleurs détachés), puissent systématiquement être exigées d'office du pays d'origine ou d'un pays tiers sans qu'il soit nécessaire d'en fournir la raison.

CN/CE Commission des institutions politiques

08.11.2016 CIP-CE. Donné suite

20.01.2017 CIP-CN. Donné suite

209/16.306 n Tessin. Garantir une offre étendue de services à bande ultralarge sur tout le territoire national (06.04.2016)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.), le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le canton du Tessin demande à la Confédération, dans les limites de ses compétences définies:

- a. dans la loi sur les télécommunications (LTC), pour ce qui concerne le secteur des télécommunications,
- b. dans la loi fédérale sur la politique régionale, pour ce qui est des aides et incitations financières octroyées aux cantons et aux régions pour affronter les changements structurels,
- c. dans la nouvelle péréquation financière (NPF), la compensation des charges et la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons,

d'intervenir activement dans les régions de Suisse où les fournisseurs, pour des questions liées au marché, ne mettent pas en place un réseau câblé de télécommunication à bande ultralarge. Elle peut prévoir des financements directs (via la loi fédérale sur la politique régionale ou la NPF) ou redéfinir le service universel (via la LTC). L'objectif est de garantir une offre étendue de services à bande ultralarge sur tout le territoire national, en utilisant une technologie appropriée qui soit facile à mettre en place (fibre optique, technologie hybride - réseau hybride fibre coaxial -, radiofréquence), en fonction de l'évolution technologique de ces prochaines années.

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

15.03.2017 Conseil des Etats. Donné suite

11.04.2017 CTT-CN. Donné suite

22.03.2019 Conseil national. Prolongation de délai
Jusqu'à la session de printemps 2021.

210/17.304 é Tessin. Pour des routes plus sûres, des mesures maintenant! (22.03.2017)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Il y a lieu d'interdire le plus rapidement possible, en tous les cas avant l'entrée en fonction du nouveau centre de contrôle des poids lourds et de l'aire multiservices de Giornico, l'accès aux tunnels routiers alpins suisses et aux cols alpins par les poids lourds qui ne sont pas dotés des systèmes de sécurité définis dans l'ordonnance concernant les exigences techniques requises pour les véhicules routiers (OETV), en vigueur depuis 2015 (à l'exception des transports exceptionnels). Il faudra examiner des solutions administratives et techniques qui ne pénalisent pas les chauffeurs de poids lourds des cantons alpins (ou, plus généralement, suisses).

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

08.01.2018 CTT-CE. Donné suite

06.11.2018 CTT-CN. Donné suite

211/18.306 é Tessin. Lutte contre le dumping salarial. Créer les conditions pour empêcher les licenciements de substitution (21.03.2018)

Le canton du Tessin invite l'Assemblée fédérale à légiférer sur les licenciements abusifs liés au dumping salarial. Il demande notamment de compléter l'article 336 CO de sorte qu'un congé soit considéré comme abusif lorsqu'il est donné par l'employeur:

- a. pour remplacer le travailleur licencié par un autre travailleur lequel, à qualifications égales, perçoit un salaire inférieur, ou
- b. parce que le travailleur refuse d'accepter une réduction importante de son salaire causée par l'afflux de main-d'œuvre sur le marché du travail (dumping salarial).

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

28.10.2019 CAJ-CE. Donné suite

212/18.326 é Tessin. Obligation d'informer les employés victimes d'abus salariaux (04.12.2018)

Le canton du Tessin prie les Chambres fédérales:

- 1. de modifier la loi sur les travailleurs détachés (LDét) en y insérant une disposition qui oblige toutes les entreprises à informer les employés des abus relevés lors des contrôles opérés dans les secteurs soumis à des contrats-types de travail. Le

législateur pourrait s'inspirer de l'article 71 alinéa 2 de l'ordonnance 1 relative à la loi sur le travail (OLT 1), qui prévoit que l'employeur communique aux employés ou à leurs représentants dans l'entreprise les instructions données par l'autorité d'exécution;

- 2. d'introduire la possibilité de sanctionner quiconque ne respecte pas cette obligation.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

21.01.2020 CER-CE. Donné suite

22.06.2020 CER-CN. Donné suite

213/19.301 é Tessin. Durcissement des peines prévues au Livre 2, Titre 5, du Code pénal (29.01.2019)

Le canton du Tessin demande aux Chambres fédérales de modifier le Livre 2, Titre 5, du Code pénal.

I. Elles examineront la possibilité d'introduire une peine privative de liberté minimale, laquelle ne devrait pas être inférieure à un an, considérant que la majeure partie des infractions contre l'intégrité sexuelle ne sont actuellement passibles que d'une peine pécuniaire minime. Les cas impliquant de jeunes adultes consentants ne sont pas concernés.

II. Elles envisageront de durcir les peines maximales en les portant à dix ans au moins. Actuellement, les infractions contre l'intégrité sexuelle sont passibles de peines maximales différenciées allant de trois à cinq ans - voire à dix ans, mais uniquement dans les cas de contrainte sexuelle et de viol.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

08.09.2020 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

214/20.300 é Tessin. Renforcer la participation des cantons en leur fournissant des informations complètes afin qu'ils puissent prendre position de manière éclairée lors de la procédure d'approbation des primes d'assurance-maladie (23.01.2020)

Se fondant sur l'article 160, alinéa 1, de la Constitution fédérale (Cst.), le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'article 16, alinéa 6, de la loi du 26 septembre 2014 sur la surveillance de l'assurance-maladie (LSAMal; RS 832.12) est modifié comme suit:

Art. 16 Approbation des tarifs de primes

...

6 Avant l'approbation des tarifs, les cantons peuvent donner leur avis aux assureurs et à l'autorité de surveillance sur l'évaluation des coûts et sur les tarifs prévus pour leur territoire, pour autant que ces échanges ne prolongent pas la procédure d'approbation. Les cantons peuvent obtenir les informations nécessaires auprès des assureurs et de l'autorité de surveillance. Ces informations ne peuvent être rendues publiques ni transmises à des tiers.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

215/20.301 é Tessin. Pour des réserves équitables et adéquates. Restitution des réserves excessives dans l'assurance-maladie (23.01.2020)

Se fondant sur l'article 160, alinéa 1, de la Constitution fédérale (Cst.), le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'article 14 de la loi du 26 septembre 2014 sur la surveillance de l'assurance-maladie (LSAMal; RS 832.12) est modifié comme suit:

Art. 14 Réserves

3 (nouveau) Les réserves d'un assureur sont excessives si elles sont supérieures à 150 pour cent de la limite prévue par la loi. L'assureur dont les réserves sont excessives réduit celles-ci jusqu'à concurrence de ladite limite.

Le Conseil fédéral est chargé de modifier en conséquence les article 25, alinéa 5, et 26 (Réduction volontaire des réserves excessives) de l'ordonnance sur la surveillance de l'assurance-maladie (OSAMal). Parallèlement, et eu égard à la nouvelle définition de la notion de réserves excessives, l'article 31 OSAMal (Evaluation de la situation économique de l'assureur) est modifié de manière à réduire de 150 pour cent à 125 pour cent le niveau minimal des réserves auquel la situation économique de l'assureur permet une compensation des primes encaissées en trop.

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

216/20.302 é Tessin. Pour des primes conformes aux coûts et une réelle compensation des primes encaissées en trop (23.01.2020)

Se fondant sur l'article 160, alinéa 1, de la Constitution fédérale (Cst.), le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'article 17 de la loi du 26 septembre 2014 sur la surveillance de l'assurance-maladie (LSAMal; RS 832.12) est modifié comme suit:

Art. 17 Compensation des primes encaissées en trop

1 Si, dans un canton, les primes encaissées par un assureur pour une année donnée étaient plus élevées que les coûts cumulés dans ce canton-là, l'assureur procède, dans le canton concerné, à une compensation des primes l'année suivante. Le montant de la compensation doit être clairement indiqué et motivé par l'assureur dans la demande d'approbation. Celle-ci doit être déposée auprès de l'autorité de surveillance au plus tard à la fin du mois de juin de l'année suivante.

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

217/20.322 é Tessin. Pour une extension de la protection contre le licenciement à la fin du congé de maternité (03.07.2020)

Le canton du Tessin prie l'Assemblée fédérale de procéder à un état des lieux de la situation dans les autres cantons et de donner l'impulsion pour une modification de l'art. 336c, al. 1, let. c, CO de telle sorte que la mère soit protégée contre le licenciement pendant une période de douze mois suivant l'accouchement.

Cette protection devra être étendue et inclure également la possibilité pour la mère de demander et d'obtenir, pendant ces douze mois, un congé sans solde équivalant à une réduction maximale de 30 % du taux d'occupation prévu dans le contrat de travail en vigueur.

CN/CE Commission des affaires juridiques

218/16.312 é Thurgovie. Exécution de l'obligation de payer les primes. Modification de l'article 64a de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (30.05.2016)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.), le canton de Thurgovie soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est chargée de compléter l'article 64a alinéa 4 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal; RS 832.10) de sorte qu'il ait la teneur suivante:

Art. 64a

...

Al. 4

Le canton prend en charge 85 pour cent des créances ayant fait l'objet de l'annonce prévue à l'alinéa 3. Si le canton prend en charge 90 pour cent de ces créances, l'assureur lui transmet la gestion de l'acte de défaut de biens ou du titre équivalent. Cette transmission équivaut à un changement de créancier. Le canton indique à l'assuré le changement de créancier. L'alinéa 5 ne s'applique pas dans ce cas.

...

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

28.03.2017 CSSS-CE. Donné suite

25.01.2018 CSSS-CN. Adhésion

03.06.2020 Conseil des Etats. Prolongation de délai
Jusqu'à la session d'été 2022.

219/18.316 é Thurgovie. Suppression de la franchise-valeur dans le tourisme d'achat (16.08.2018)

Il y a lieu de modifier la législation fédérale de manière à ce que l'ensemble des importations de marchandises privées soient soumises à la TVA suisse si la TVA étrangère fait l'objet d'un remboursement.

CN/CE Commission de l'économie et des redevances

18.09.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

x 220/18.318 é Thurgovie. Pour un financement couvrant l'intégralité des coûts supportés par les hôpitaux et cliniques pédiatriques (02.10.2018)

La Confédération est chargée de faire en sorte que la structure tarifaire appliquée aux hôpitaux pédiatriques indépendants et aux cliniques pédiatriques intégrées dans des hôpitaux pour adultes prévoie une rémunération des prestations, qu'elles soient ambulatoires ou stationnaires, qui couvre entièrement les coûts.

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

04.12.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

16.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

Voir objet 19.3957 Mo. CSSS-CE

221/19.303 é Thurgovie. Coûts d'intégration (04.02.2019)

La Constitution fédérale de la Confédération suisse est modifiée de manière à relativiser la gratuité de l'enseignement obligatoire de sorte que les coûts engendrés par les personnes de langue étrangère témoignant de la mauvaise volonté à s'intégrer (frais de traduction pour les entretiens parents/enseignants, cours d'appui) soient supportés par ces dernières.

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

24.09.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

222/11.312 é Vaud. Pétition de la Fédération suisse des fonctionnaires de police (12.10.2011)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Vaud soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à élaborer un acte législatif dans le sens proposé par la pétition de la Fédération suisse des fonctionnaires de police (FSFP), visant notamment à sanctionner plus sévèrement la violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires, en particulier lors de récidive.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

20.03.2014 Conseil des Etats. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

20.06.2014 Conseil national. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

223/13.308 é Vaud. Ouvrir le service civil aux femmes sur une base volontaire (12.06.2013)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Vaud soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier l'article 59 alinéas 1 et 2 de la Constitution fédérale et plusieurs articles de la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur le service civil afin d'ouvrir le service civil aux femmes sur une base volontaire.

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

10.12.2013 Conseil des Etats. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

21.03.2014 Conseil national. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

12.03.2018 Conseil des Etats. Suspension

12.06.2018 Conseil national. Adhésion à la suspension

224/18.323 n Vaud. Modifier les dispositions légales permettant d'instaurer un contrôle institutionnel des entreprises et entités privées (03.12.2018)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Vaud exerce le droit d'initiative du canton au niveau fédéral en demandant à l'Assemblée fédérale de réviser la législation fédérale, notamment la loi fédérale complétant le Code civil suisse (CO; RS 220) et la loi du 24 mars 1995 sur l'égalité (LEg; RS 151.1), afin de permettre aux cantons:

- de contrôler le respect par les employeurs du principe d'égalité de traitement entre femmes et hommes, notamment sur le plan salarial;
- de sanctionner les employeurs qui contreviennent au principe d'égalité de traitement entre femmes et hommes.

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

25.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

225/18.310 é Valais. Energie hydraulique. Pour un assouplissement de la loi fédérale sur la protection des eaux (29.05.2018)

Le Grand Conseil du canton du Valais demande à l'Assemblée fédérale d'assouplir les dispositions fédérales concernant l'énergie hydraulique, notamment la loi fédérale sur la protection des eaux.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

05.12.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

226/19.314 é Valais. Pour une taxe environnementale sur les billets d'avion (18.09.2019)

Le Grand Conseil du canton du Valais demande à l'Assemblée fédérale d'introduire dans la loi sur le CO2 une taxe environnementale sur les billets d'avion. Cette taxe a pour objectifs de supprimer la concurrence déloyale entre les différents moyens de transport en appliquant le principe du pollueur-payeur d'une part, et d'encourager le développement de moyens de transport alternatifs, moins émetteurs de gaz à effet de serre d'autre part.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

227/10.302 é Zoug. Interdiction des jeux vidéo violents (05.01.2010)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Zoug soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à amender les bases constitutionnelles et légales pertinentes afin que les enfants et les jeunes soient protégés efficacement contre la violence dans les médias ou, au moins, qu'un système uniforme soit introduit pour ce qui concerne les limites d'âge applicables aux médias numériques et audiovisuels, et que soit interdite la vente aux enfants et aux adolescents de jeux vidéo et de logiciels de loisirs inadaptés.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

10.03.2011 Conseil des Etats. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

17.06.2011 Conseil national. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

228/19.311 é Zoug. Exercer un mandat politique en cas de maternité. Modification de la législation fédérale (04.09.2019)

Conformément à la décision du Grand Conseil du canton de Zoug du 29 août 2019, l'Assemblée fédérale est invitée à modifier la législation fédérale, en particulier la loi fédérale du 25 septembre 1952 sur les allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité (loi sur les allocations pour perte de gain, LAPG [RS 834.1]), de sorte que les femmes puissent exercer leurs mandats politiques à tous les niveaux législatifs pendant leur congé de maternité sans pour autant perdre leur droit à l'allocation de maternité ni la protection de la maternité découlant de leur activité professionnelle.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

229/20.324 é Zurich. Moratoire sur la fermeture des offices de poste jusqu'à la présentation et l'approbation d'une planification des offices à l'échelle suisse (08.07.2020)

Moratoire sur la fermeture des offices de poste jusqu'à la présentation d'une planification des offices à l'échelle suisse et son approbation par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC).

1. Le Conseil fédéral enjoint à la direction de la Poste suisse de ne fermer aucun office de poste jusqu'à la présentation d'une planification des offices à l'échelle suisse et son approbation par le DETEC.

2. Tous les quatre ans, la direction de la Poste suisse présente au DETEC, pour approbation, une planification des offices de poste à l'échelle suisse pour les quatre années qui suivent.

3. La loi sur l'organisation de la poste (LOP ; RS 783.1) est modifiée en conséquence.

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

Initiatives parlementaires

Conseil national

Initiatives des groupes

230/13.419 n Groupe BD. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation (22.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'Assemblée fédérale créera les bases légales nécessaires à la mise en oeuvre de l'égalité des personnes liées par un partenariat enregistré et des couples mariés devant la procédure de naturalisation.

Porte-parole: Landolt

CN/CE *Commission des institutions politiques*

30.08.2013 CIP-CN. Donné suite

27.01.2014 CIP-CE. Adhésion

12.01.2016 Avis du Conseil fédéral (FF 2016 43)

12.01.2016 Rapport CIP-CN (FF 2016 27)

1. Arrêté fédéral concernant la naturalisation facilitée des personnes liées par un partenariat enregistré (FF 2016 39)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet

26.09.2016 Conseil des Etats. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

16.12.2016 Conseil national. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

2. Loi sur la nationalité suisse (LN) (Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation) (FF 2016 41)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet

26.09.2016 Conseil des Etats. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

16.12.2016 Conseil national. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

231/13.473 n Groupe BD. Etablir un lien automatique entre l'âge de la retraite et l'espérance de vie (12.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'âge légal de la retraite pour les femmes et les hommes est fixé de manière à correspondre à 80 pour cent de l'espérance de vie moyenne des femmes et des hommes, et il est adapté périodiquement. La loi fixe les modalités d'exécution.

Porte-parole: Landolt

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

232/13.420 n Groupe des Verts. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation (22.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'Assemblée fédérale créera les bases légales nécessaires à la mise en oeuvre de l'égalité des personnes liées par un partenariat enregistré et des couples mariés devant la procédure de naturalisation.

Porte-parole: Glättli

CN/CE *Commission des institutions politiques*

30.08.2013 CIP-CN. Donné suite

27.01.2014 CIP-CE. Adhésion

12.01.2016 Avis du Conseil fédéral (FF 2016 43)

12.01.2016 Rapport CIP-CN (FF 2016 27)

1. Arrêté fédéral concernant la naturalisation facilitée des personnes liées par un partenariat enregistré (FF 2016 39)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet

26.09.2016 Conseil des Etats. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

16.12.2016 Conseil national. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

2. Loi sur la nationalité suisse (LN) (Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation) (FF 2016 41)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet

26.09.2016 Conseil des Etats. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

16.12.2016 Conseil national. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

x 233/19.404 n Groupe des Verts. Frein au CO2 (04.03.2019)

La Constitution fédérale est modifiée comme suit:

Art. 159

...

Al. 3

Doivent cependant être adoptés à la majorité des membres de chaque conseil:

...

d. les lois fédérales qui présentent un bilan négatif des émissions de gaz à effet de serre.

...

Porte-parole: Kälin

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

10.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

234/20.403 n Groupe des Verts. État de droit, souveraineté et neutralité de la Suisse. Faire toute la lumière sur l'affaire

Cryptoleaks en instituant une commission d'enquête parlementaire (02.03.2020)

Le Parlement institue une commission d'enquête parlementaire pour investiguer sur l'affaire d'espionnage touchant l'entreprise Crypto SA.

Porte-parole: Glättli

CN/CE *Bureau*

235/20.429 n Groupe des Verts. Ordonnance Covid-19 de l'Assemblée fédérale. Mise en oeuvre de l'article 102 de la Constitution sur la sécurité de l'approvisionnement (06.05.2020)

En application d'une ordonnance COVID-19 de l'Assemblée fédérale, un al. 3 est ajouté à l'art. 102 de la Constitution pour le concrétiser : " La Confédération garantit en particulier l'approvisionnement de la population en médicaments, principes actifs et matériel de protection essentiels et prend les mesures nécessaires pour protéger la population en cas de pandémie. "

Porte-parole: Weichelt-Picard

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

236/20.430 n Groupe des Verts. Ordonnances de nécessité. Contrôle abstrait des normes (06.05.2020)

Les bases juridiques permettant aux tribunaux de procéder à un contrôle abstrait rapide des normes s'agissant des ordonnances de nécessité du Conseil fédéral (art. 185, al. 3, Cst. en relation avec l'art. 7d LOGA) et de l'Assemblée fédérale (art. 173, al. 1, let. c, Cst. en relation avec l'art. 7d, al. 3, LOGA) doivent être créées.

Porte-parole: Glättli

CN/CE *Commission des institutions politiques*

237/20.467 n Groupe des Verts. Conseil du climat. Création dans notre démocratie, en réponse à la crise climatique, d'une nouvelle institution dont les membres seront tirés au sort (24.09.2020)

Le Parlement édictera les bases légales permettant d'instituer un Conseil du climat. Cette nouvelle institution aura pour tâche d'élaborer des mesures visant à protéger le climat et à instaurer une plus grande justice climatique ; ces mesures devront être susceptibles de réunir une majorité. Les travaux de ce conseil devront contribuer à ce que la Suisse devienne le plus rapidement possible un pays ayant un bilan climatique positif. Il restera en fonction tant que la Suisse n'aura pas justifié d'un bilan climatique positif pendant au moins quatre années consécutives.

Le Conseil du climat comprendra 200 personnes choisies au hasard. Pourront en faire partie toutes les personnes âgées de 16 ans et plus qui sont de nationalité suisse ou qui, si elles sont étrangères, ont un domicile fixe en Suisse. On veillera, au moyen d'une procédure de sélection aléatoire appropriée, à une représentation équilibrée des sexes, des catégories d'âge, des niveaux de formation, des différentes localités (grandes et petites), des personnes issues de la migration et des régions linguistiques. La durée maximale de fonction sera de six ans. Si un membre du conseil démissionne avant le terme de son mandat, son remplaçant sera lui aussi désigné par tirage au sort.

Le Conseil du climat sera assisté par des scientifiques dans ses travaux, et ses délibérations seront dirigées par des personnes

indépendantes disposant de l'expérience nécessaire en la matière. Il tiendra des sessions régulières, à l'instar des Chambres fédérales, et ses membres seront indemnisés en conséquence.

Le Conseil du climat sera doté de compétences décisionnelles propres. Il pourra en particulier voter des résolutions et adopter lui-même, à l'intention du Parlement, des motions et des initiatives parlementaires qui seront traitées de manière accélérée par le Conseil fédéral et le Parlement de la même manière que les interventions déposées par les commissions parlementaires. Il pourra en outre, si deux tiers au moins de ses membres le souhaitent, soumettre au peuple et aux cantons des modifications de la Constitution. De telles modifications constitutionnelles (initiatives du Conseil du climat) seront soit traitées par le Conseil fédéral et le Parlement comme des initiatives populaires ayant abouti et assorties, le cas échéant, d'un contre-projet direct ou indirect, soit, si le Conseil du climat en décide ainsi, directement soumises au vote du peuple et des cantons sans recommandation de vote du Parlement. Dans les deux cas, les droits et devoirs du Conseil du climat seront les mêmes que ceux des comités d'initiative pour les initiatives populaires.

Le Conseil du climat fournira par ailleurs, sur demande, des avis au Conseil fédéral et aux commissions parlementaires sur des questions relevant de son domaine de compétence.

Porte-parole: Glättli

238/13.418 n Groupe vert'libéral. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation (21.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution et la loi seront modifiées de manière à garantir l'égalité entre le partenariat enregistré et le mariage devant la procédure de naturalisation.

Porte-parole: Bäumle

CN/CE *Commission des institutions politiques*

30.08.2013 CIP-CN. Donné suite

27.01.2014 CIP-CE. Adhésion

12.01.2016 Avis du Conseil fédéral (FF 2016 43)

12.01.2016 Rapport CIP-CN (FF 2016 27)

1. Arrêté fédéral concernant la naturalisation facilitée des personnes liées par un partenariat enregistré (FF 2016 39)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet

26.09.2016 Conseil des Etats. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

16.12.2016 Conseil national. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

2. Loi sur la nationalité suisse (LN) (Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation) (FF 2016 41)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet

26.09.2016 Conseil des Etats. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

16.12.2016 Conseil national. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

239/13.468 n Groupe vert'libéral. Mariage civil pour tous (05.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution fédérale sera modifiée comme suit:

Art. 14 Droit au mariage, à l'union (nouveau) et à la famille

Al. 1

Le droit au mariage, à l'union (nouveau) et à la famille est garanti.

Al. 2

Les formes d'union régies par la loi sont ouvertes à tous les couples quels que soient leur sexe ou leur orientation sexuelle.

Art. 38 al. 1 première phrase

La Confédération règle l'acquisition et la perte de la nationalité et des droits de cité par filiation, par union (supprimer "par mariage") ou par adoption. (...)

Porte-parole: Bertschy

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

20.02.2015 CAJ-CN. Donné suite

01.09.2015 CAJ-CE. Adhésion

16.06.2017 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'été 2019.

30.08.2019 Rapport CAJ-CN (FF 2019 8127)

29.01.2020 Avis du Conseil fédéral (FF 2020 1223)

Voir objet 18.2003 Pét. Session des jeunes 2017

1. Code civil suisse (Mariage pour tous) (FF 2019 8169)

21.06.2019 Conseil national. Prolongation de délai Jusqu'à la session d'été 2021.

03.06.2020 Conseil national. Début des délibérations

11.06.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

240/20.453 n Groupe vert'libéral. Chaque voix doit avoir le même poids. Pour des élections équitables du Conseil national (18.06.2020)

La législation relative à l'élection du Conseil national sera modifiée de telle sorte que les sièges soient attribués selon la méthode du diviseur doublement proportionnel et de l'arrondi standard (méthode dite du scrutin biproportionnel ou "double Pukelsheim").

Porte-parole: Fischer Roland

CN/CE *Commission des institutions politiques*

241/09.503 n Groupe libéral-radical. Supprimer les droits de timbre par étapes et créer des emplois (10.12.2009)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 27 juin 1973 sur les droits de timbre (LT) sera modifiée comme suit:

Dispositions transitoires:

1. Les dispositions relatives au droit de timbre d'émission selon les articles 5 et 5a ss. sont abrogées le 1er janvier 2011.

2. Les dispositions relatives au droit de timbre sur les primes d'assurance selon les articles 21ss. sont abrogées le 1er janvier 2011.

3. Les dispositions relatives au droit de timbre de négociation selon les articles 13ss. sont abrogées le 1er janvier 2016. Toute la loi fédérale sur les droits de timbre sera abrogée à cette date. Le Conseil fédéral est chargé de supprimer par étapes les droits de timbre.

Porte-parole: Pelli

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

23.11.2010 CER-CN. Donné suite

04.04.2011 CER-CE. Adhésion

11.11.2012 Rapport CER-CN (FF 2013 1055)

23.01.2013 Avis du Conseil fédéral (FF 2013 1023)

1. Loi fédérale sur les droits de timbre (FF 2013 1021)

19.03.2013 Conseil national. Décision conforme au projet de la commission.

04.12.2013 Conseil des Etats. Suspendre.

19.03.2014 Conseil national. Ne pas suspendre.

17.06.2014 Conseil des Etats. Maintenir (= suspendre).

03.03.2020 Conseil des Etats. Suspension

2. Loi fédérale sur les droits de timbre II

242/13.421 n Groupe socialiste. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation (22.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'Assemblée fédérale créera les bases légales nécessaires à la mise en oeuvre de l'égalité des personnes liées par un partenariat enregistré et des couples mariés devant la procédure de naturalisation.

Porte-parole: Schenker Silvia

CN/CE *Commission des institutions politiques*

30.08.2013 CIP-CN. Donné suite

27.01.2014 CIP-CE. Adhésion

12.01.2016 Avis du Conseil fédéral (FF 2016 43)

12.01.2016 Rapport CIP-CN (FF 2016 27)

1. Arrêté fédéral concernant la naturalisation facilitée des personnes liées par un partenariat enregistré (FF 2016 39)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet

26.09.2016 Conseil des Etats. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

16.12.2016 Conseil national. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

2. Loi sur la nationalité suisse (LN) (Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation) (FF 2016 41)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet

26.09.2016 Conseil des Etats. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

16.12.2016 Conseil national. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

243/20.404 n Groupe socialiste. Affaire Cryptoleaks. Instituer une commission d'enquête parlementaire pour déterminer la complicité du Service de renseignement et d'autres autorités et la responsabilité politique du Conseil fédéral (02.03.2020)

Le Parlement institue une commission d'enquête parlementaire pour investiguer sur les événements autour de l'entreprise zougnoise Crypto SA.

Porte-parole: Nordmann

CN/CE *Bureau*

244/20.417 n Groupe socialiste. Indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail. L'augmenter pour les bas et les moyens revenus en cas de crise de longue durée (04.05.2020)

On modifiera la législation de telle sorte que l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail visée aux art. 31 ss de la loi sur l'assurance-chômage (LACI) soit portée à 100 % de la perte de gain prise en considération si la durée de la perception de l'indemnité est supérieure à 60 jours au cours d'une année, pour autant que cette perte de gain ne dépasse pas le salaire médian en Suisse.

Porte-parole: Wermuth

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

245/18.466 n Groupe de l'Union démocratique du Centre. Approbation du droit non contraignant par l'Assemblée fédérale (29.11.2018)

Les bases légales pertinentes seront adaptées dans la perspective suivante: Les instruments constitutifs d'obligations internationales non contraignantes, comme les pactes, recommandations, déclarations, plans d'action, etc., devront être soumis à l'approbation de l'Assemblée fédérale lorsque le respect des obligations qui y figurent fait l'objet d'un contrôle ou d'un compte rendu ou que leur non-respect peut constituer une atteinte au principe de la bonne foi, et lorsque la mise en oeuvre de ces obligations dans le droit interne sera susceptible d'imposer l'édiction ou la modification de lois fédérales.

Porte-parole: Vogt

CN/CE *Commission de politique extérieure*

20.01.2020 CPE-CN. Donné suite

246/19.479 n Groupe de l'Union démocratique du Centre. Nécessité de réformer la surveillance du Ministère public de la Confédération (18.09.2019)

Les dispositions concernant la surveillance du Ministère public de la Confédération (MPC) doivent être modifiées de manière à garantir une surveillance efficace en confiant les aspects administratifs au DFJP et les aspects matériels au Tribunal fédéral. Les compétences en matière d'élection devront être explicitement exclues de la réforme.

Porte-parole: Schwander

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

247/19.500 n Groupe de l'Union démocratique du Centre. Cautionnement de navires de haute mer. Commission d'enquête parlementaire (09.12.2019)

Institution d'une commission d'enquête parlementaire (CEP) chargée de traiter le dossier des (cautionnements de) navires de haute mer.

La CEP devra en particulier examiner les questions suivantes:

1. contrôle et gestion des (cautionnements de) navires de haute mer par le Conseil fédéral depuis le renouvellement du crédit-cadre (arrêté fédéral du 5 juin 2002);
2. contrôle et gestion par l'administration, en particulier par l'OFAE et l'OSNM, depuis le renouvellement du crédit-cadre (arrêté fédéral du 5 juin 2002);
3. rôle des instituts financiers, en particulier des titulaires de créances garanties, et des entreprises de révision.

Porte-parole: Schwander

CN/CE Bureau

07.09.2020 Conseil national. Donné suite

248/20.440 n Groupe de l'Union démocratique du Centre. Supprimer la cotisation AC obligatoire pour les indépendants (10.06.2020)

Les bases légales, notamment celles fixées dans la loi sur l'assurance-chômage, seront modifiées afin que les indépendants soient libérés de l'obligation de cotiser à l'assurance-chômage.

Porte-parole: Aeschi Thomas

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

249/20.418 n Le groupe du centre. PDC-PEV-PBD.. Création d'une Délégation des affaires juridiques (DéIAJ) (05.05.2020)

La loi sur le Parlement (LParl ; RS 171.10) est modifiée afin de créer une Délégation des affaires juridiques (DéIAJ) qui examinera et traitera les actes du Conseil fédéral, notamment ses ordonnances de nécessité, dans les situations extraordinaires.

Porte-parole: Bregy

CN/CE Commission de gestion

CN/CE Commission des institutions politiques

Initiatives des commissions

250/18.469 n Commission des finances CN. Renforcer les compétences de contrôle et de surveillance dans la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (07.11.2018)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, la Commission des finances du Conseil national dépose l'initiative suivante:

La Commission des finances du Conseil national décide d'adapter les dispositions de la LIFD afin de renforcer les compétences en matière de contrôle et de surveillance.

CN/CE Commission des finances

07.11.2018 CdF-CN. Décision d'élaborer un projet d'acte

26.03.2019 CdF-CE. Ne pas donner suite

07.09.2020 Conseil national. Donné suite

251/20.400 n Commission de la science, de l'éducation et de la culture CN. Egalité salariale. Transmission des résultats de l'analyse à la Confédération (23.01.2020)

La loi sur l'égalité est modifiée comme suit:

Art. 13g Information aux travailleurs et transmission des résultats à la Confédération

1...

2 Les employeurs transmettent à la Confédération le résultat de l'analyse de l'égalité des salaires au plus tard un an après qu'elle a été vérifiée ; les résultats de l'analyse seront utilisés afin de vérifier l'efficacité des mesures fondées sur les art. 13a à 13i.

CN/CE Commission de la science, de l'éducation et de la culture

23.01.2020 CSEC-CN. Décision d'élaborer un projet d'acte

26.06.2020 CSEC-CE. Ne pas donner suite

15.10.2020 CSEC-CN. Donné suite

x 252/17.442 n Commission de la sécurité sociale et de la santé publique CN. Pour une gestion cantonale de l'admission et un renforcement de l'autonomie contractuelle (12.05.2017)

La Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national décide d'élaborer une réglementation destinée à remplacer l'article 55a LAMal. La structure de cette nouvelle réglementation se fondera sur le modèle proposé dans le projet du 26 mai 2004 relatif à l'objet 04.032, "Loi sur l'assurance-maladie. Révision partielle. Liberté de contracter". Les principes suivants devront notamment être pris en compte:

- Les cantons définissent les nombres minimaux et maximaux (fourchettes) de fournisseurs de prestations nécessaires pour garantir la couverture des besoins en soins dans le domaine ambulatoire. Les fournisseurs de prestations en question doivent remplir les exigences requises de qualité et d'économicité des prestations.

- Les fournisseurs de prestations actifs dans le domaine ambulatoire doivent soit conclure un contrat d'admission avec un ou plusieurs assureurs, soit fournir toutes leurs prestations dans le cadre d'un réseau de soins coordonnés.

- Les assureurs-maladie doivent conclure des contrats d'admission avec le nombre minimal de fournisseurs de prestations qui aura été défini par le canton.

- Si un assureur ou un fournisseur de prestations se voit refuser la conclusion d'un contrat d'admission, il peut soumettre ce refus à une commission cantonale d'arbitrage.

- La durée minimale des contrats d'admission doit être fixée dans la loi.

- Les dispositions du droit des cartels demeurent réservées.

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

12.05.2017 CSSS-CN. Décision d'élaborer un projet d'acte

15.01.2018 CSSS-CE. Adhésion

26.06.2020 Retrait

253/18.402 n Commission de la sécurité sociale et de la santé publique CN. Etudes sur la remise contrôlée de can-

nabis. Créer un article relatif aux projets pilotes

(26.01.2018)

La Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national décide d'élaborer une initiative de commission visant à compléter la loi sur les stupéfiants (LStup) de telle sorte qu'il soit aussi possible de mener des projets/essais scientifiques dans le but d'évaluer des approches de régulation innovantes concernant la consommation récréative de cannabis.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

26.01.2018 CSSS-CN. Décision d'élaborer un projet d'acte

22.03.2018 CSSS-CE. Adhésion

09.10.2020 Retrait

254/19.401 n Commission de la sécurité sociale et de la santé publique CN. Pour un renforcement des soins infirmiers, une sécurité des patients accrue et une meilleure qualité des soins (24.01.2019)

La Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national décide d'élaborer une initiative de commission, à titre de contre-projet indirect à l'initiative populaire "pour des soins infirmiers forts (initiative sur les soins infirmiers)", dont les grandes lignes sont les suivantes:

Les bases légales doivent être adaptées de sorte que:

- suffisamment de personnel (en particulier des infirmiers) puisse être formé, mobilisé et maintenu dans la profession, ce afin de garantir la qualité des soins et la sécurité des patients;
- des domaines d'action relevant de la responsabilité du personnel infirmier y soient définis;
- les prestations qui sont fournies avec la qualité, l'efficacité et l'économicité nécessaires soient rémunérées de manière appropriée;
- la formation et la formation continue soient financées de manière appropriée.

CN *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

24.01.2019 CSSS-CN. Décision d'élaborer un projet d'acte

12.03.2019 CSSS-CE. Adhésion

17.10.2019 Rapport CSSS-CN (FF 2019 7585)

27.11.2019 Avis du Conseil fédéral (FF 2019 7925)

Voir objet 18.079 OCF

1. Loi fédérale relative à l'encouragement de la formation dans le domaine des soins infirmiers (FF 2019 7633)

16.12.2019 Conseil national. Début des délibérations

17.12.2019 Conseil national. Décision modifiant le projet

10.06.2020 Conseil des Etats. Divergences

15.09.2020 Conseil national. Divergences

2. Arrêté fédéral sur les aides financières visant à encourager la formation dans le domaine des soins infirmiers (FF 2019 7645)

16.12.2019 Conseil national. Début des délibérations

17.12.2019 Conseil national. Décision modifiant le projet

10.06.2020 Conseil des Etats. Divergences

15.09.2020 Conseil national. Divergences

3. Arrêté fédéral visant à augmenter le nombre de diplômes en soins infirmiers décernés dans les hautes écoles spécialisées cantonales (FF 2019 7647)

16.12.2019 Conseil national. Début des délibérations

17.12.2019 Conseil national. Décision modifiant le projet

10.06.2020 Conseil des Etats. Adhésion

4. Arrêté fédéral sur les aides financières visant à promouvoir l'efficacité dans le domaine des soins médicaux de base, en particulier l'interprofessionnalité (FF 2019 7649)

16.12.2019 Conseil national. Début des délibérations

17.12.2019 Conseil national. Décision modifiant le projet

10.06.2020 Conseil des Etats. Adhésion

255/19.497 n Commission de la sécurité sociale et de la santé publique CN. Améliorer l'efficacité de la fondation Promotion Santé Suisse (15.11.2019)

La Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national décide d'élaborer une initiative de commission visant à modifier l'article 20 alinéas 2 jusqu'à 3 LAMal comme suit:

Art. 20 Financement, surveillance

...

Al. 2

Le département fixe la contribution sur proposition de l'institution. La contribution est fixée de manière à ce que les recettes totales de l'institution ne dépassent pas 20 millions de francs. Le département rend compte aux commissions compétentes des Chambres fédérales de l'utilisation de ces moyens.

Al. 2bis

Les charges administratives de l'institution ne doivent pas représenter plus de 7,5 pour cent des dépenses totales.

Al. 3

Le département surveille l'activité de l'institution. Les budgets, les comptes et le rapport d'activité sont présentés pour approbation à l'office.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

14.11.2019 CSSS-CN. Décision d'élaborer un projet d'acte

17.01.2020 CSSS-CE. Ne pas donner suite

256/20.459 n Commission de la sécurité sociale et de la santé publique CN. Prolongation de la réglementation transitoire des produits du tabac dans la loi sur les denrées alimentaires (28.08.2020)

La Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national décide d'élaborer une initiative de commission visant à prolonger la réglementation transitoire des produits du tabac dans la loi sur les denrées alimentaires (LDAI) de quatre à huit ans. Cette réglementation prévoit que, tant qu'aucune loi particulière régissant les produits du tabac n'est édictée, les anciennes dispositions de la LDAI leur sont applicables. La prolongation de la réglementation transitoire permet d'éviter un vide juridique, car il n'est pas réaliste de s'attendre à ce que la loi sur les produits du tabac (projet 15.075), en suspens à la commission, entre en vigueur avant l'échéance du délai actuel, qui court jusqu'au 1er mai 2021.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

28.08.2020 CSSS-CN. Décision d'élaborer un projet d'acte

02.09.2020 CSSS-CE. Adhésion

257/13.467 n Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie CN. Energie d'ajustement. Obligation de prendre en charge les coûts pour un approvisionnement sûr en électricité (14.10.2013)

La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national décide de modifier la loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI; RS 734.7) comme suit:

Art 14

...

Al. 3

...

Let. d

Abrogée

...

Al. 3bis

La rémunération pour l'utilisation du réseau ne peut pas inclure les coûts facturés individuellement par les gestionnaires de réseau.

...

Art. 14bis Coûts facturés individuellement pour l'énergie d'ajustement

Al. 1

La société nationale du réseau de transport facture individuellement aux groupes-bilan les coûts de l'énergie d'ajustement à partir du 1er janvier 2009.

Al. 2

Elle fixe le prix de l'énergie d'ajustement de manière à promouvoir un engagement efficace de l'énergie de réglage et la mise en réserve de puissance de réglage dans tout le pays et à empêcher les abus. Les prix de l'énergie d'ajustement sont définis en fonction des coûts de l'énergie de réglage et des coûts de gestion du programme prévisionnel. Si la vente d'énergie d'ajustement se solde par un bénéfice, le montant en question est pris en compte dans le calcul des coûts des services-système.

Al. 3

Le Conseil fédéral règle les modalités.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

14.10.2013 CEATE-CN. Décision d'élaborer un projet d'acte

25.10.2013 CEATE-CE. Adhésion

31.03.2014 Rapport CEATE-CN (FF 2014 3833)

21.05.2014 Avis du Conseil fédéral (FF 2014 3843)

2. Loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI)

258/20.401 n Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie CN. Aide aux installations photovoltaïques sans consommation propre (10.02.2020)

La loi sur l'énergie doit être modifiée de sorte que les installations photovoltaïques sans consommation propre bénéficient

d'une rétribution unique plus élevée que celles prévues actuellement, lesquelles sont calculées en tenant compte de l'effet de la consommation propre sur la rentabilité.

Dans ce contexte, il y a lieu de privilégier des installations de grande taille, faciles à réaliser, présentant de bas coûts de production et injectant l'entier de leur production dans le réseau (par exemple sur des grands toits d'étables ou sur des infrastructures). Pour faire baisser les coûts, la loi prévoit pour les installations de grande taille la possibilité d'un système d'appel d'offres dans lequel le taux de rétribution en francs par kilowatt de puissance constitue le principal critère d'adjudication.

Le financement aura lieu sans augmentation du supplément sur le réseau.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

10.02.2020 CEATE-CN. Décision d'élaborer un projet d'acte

22.06.2020 CEATE-CE. Ne pas donner suite

07.09.2020 Conseil national. Donné suite

259/20.433 n Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie CN. Développer l'économie circulaire en Suisse (19.05.2020)

Conformément à l'art. 160, al. 1, de la Constitution fédérale et à l'art. 107 de la loi sur le Parlement, la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national dépose l'initiative parlementaire suivante :

La loi sur la protection de l'environnement est modifiée comme suit :

Art. 10h

1 La Confédération et, dans la mesure de leurs compétences, les cantons veillent à ce que les ressources naturelles soient préservées. Ils s'engagent en faveur d'une amélioration durable de l'efficacité dans l'utilisation des ressources, afin de réduire significativement les atteintes à l'environnement, en particulier. Ce faisant, la Confédération examine de quelle manière les atteintes à l'environnement causées à l'étranger peuvent être prises en considération.

2 La Confédération gère une plateforme consacrée à la promotion de l'économie circulaire en Suisse. Ce faisant, elle collabore avec les cantons, les organisations économiques et scientifiques et celles de la société civile actives au plan national ou international.

3 Le Conseil fédéral fait régulièrement part à l'Assemblée fédérale des nouvelles mesures qui s'imposent en ce qui concerne l'utilisation des ressources naturelles et lui soumet des propositions relatives aux objectifs quantitatifs en matière de ressources.

Art. 30a, let. d et e

Le Conseil fédéral peut :

...

d. obliger les fabricants et les commerçants à utiliser des emballages issus de matériaux circulaires ;

e. créer des incitations à éviter les emballages inutiles.

Art. 30d

1 Les déchets doivent faire l'objet d'une valorisation matière lorsque la technique le permet, que cela est économiquement supportable et que la valorisation pollue moins l'environnement qu'une autre filière d'élimination et la production de nouveaux produits.

2 Doivent en particulier faire l'objet d'une valorisation matière :

- a. les métaux valorisables contenus dans les résidus du traitement des déchets, des eaux usées et de l'air vicié ;
- b. les fractions valorisables contenues dans les matériaux d'excavation et les déblais de percement non pollués destinés à être mis en décharge définitivement ;
- c. le phosphore contenu dans les boues d'épuration ainsi que les farines animales, la poudre d'os et les restes d'aliments.

3 Lorsque la valorisation matière n'est pas obligatoire, les fractions combustibles des déchets doivent faire l'objet d'une valorisation énergétique pour autant que la technique le permette, que ce processus soit économiquement supportable et qu'il pollue moins l'environnement qu'une autre filière d'élimination.

4 Le Conseil fédéral peut instaurer une obligation de collecter les emballages devant être valorisés en vertu de l'art. 30d, al. 4, lorsque cette mesure est nécessaire pour assurer leur valorisation.

Art. 41a, al. 2

2 Ils peuvent, en coordination avec les secteurs, les entreprises ou les organisations concernés, convenir de simplifications en indiquant des objectifs et des délais.

CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie

18.05.2020 CEATE-CN. Décision d'élaborer un projet d'acte

22.06.2020 CEATE-CE. Adhésion

Voir objet 19.445 lv. pa. Müller-Altermatt

Voir objet 19.446 lv. pa. Bäumlé

Voir objet 19.447 lv. pa. Thorens Goumaz

Voir objet 19.448 lv. pa. Jans

Voir objet 19.449 lv. pa. Grunder

Voir objet 19.451 lv. pa. Gmür Alois

Voir objet 19.509 lv. pa. Clivaz Christophe

260/20.434 n Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie CN. Valorisation écologique lors du renouvellement des concessions hydrauliques (19.05.2020)

Se fondant sur les art. 160, al. 1, de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national dépose l'initiative parlementaire suivante :

La loi fédérale sur l'utilisation des forces hydrauliques est modifiée comme suit :

Art. 58a, al. 6

6 Dans la mesure du possible et pour autant que cela soit proportionné, les autorités compétentes peuvent ordonner des mesures visant à la valorisation écologique des biotopes affectés par l'existence et l'exploitation de l'installation hydraulique.

CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie

18.05.2020 CEATE-CN. Décision d'élaborer un projet d'acte

17.08.2020 CEATE-CE. Ne pas donner suite

261/17.494 n Commission de l'économie et des redevances CN. Suppression de l'impôt anticipé sur les obligations et les papiers monétaires suisses (23.10.2017)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, la Commission

de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-CN) dépose l'initiative parlementaire suivante:

La CER-CN décide d'élaborer une réglementation exonérant de l'actuel impôt anticipé sur les intérêts toutes les obligations et les papiers monétaires émis par des débiteurs suisses (Confédération, cantons, communes et entreprises). Pour remplacer l'impôt anticipé, il y a lieu de créer un impôt de garantie simple et peu coûteux sur le plan administratif, qui préserve intégralement le secret bancaire en Suisse (pas de système de déclaration). Le nouvel impôt de garantie fondé sur le principe de l'agent payeur doit porter sur tous les intérêts d'obligations et de papiers monétaires versés à des personnes physiques astreintes à l'impôt en Suisse et pour lesquels il n'y a aucune annonce dans le cadre de l'EAR avec un Etat étranger. Il convient de verser une indemnité couvrant les coûts aux personnes chargées de prélever l'impôt (principalement des banques) et de prendre des mesures appropriées pour réduire les risques du prélèvement d'impôt en matière de responsabilité civile.

Le nouvel impôt de garantie sur les intérêts d'obligations doit remplir les conditions suivantes:

- Compatibilité avec le secret bancaire fiscal - pas de système de déclaration "volontaire" ou contraignant

Comme dans le système actuel, il faut prévoir uniquement une retenue fiscale. Celle-ci peut être maintenue à 35 pour cent ou, éventuellement, fixée à un taux plus bas. Tout système de déclaration volontaire est exclu. Cela permet d'éliminer le risque que des contribuables se prononçant contre un système de déclaration soient soupçonnés de soustraction à l'impôt.

- Soumission de tous les intérêts d'obligations et de papiers monétaires

Alors que l'actuel impôt anticipé ne porte que sur les intérêts d'obligations d'émetteurs suisses, le nouvel impôt de garantie doit porter sur tous les intérêts d'obligations versés à des personnes physiques astreintes à l'impôt en Suisse. Cela permet d'améliorer sensiblement la garantie de l'impôt et, parallèlement, de préserver la sphère privée financière.

- Exonération des versements à des personnes morales et à des contribuables étrangers

Les versements à des personnes morales en Suisse ne doivent pas être soumis à l'impôt de garantie. En effet, contrairement aux personnes physiques, les personnes morales ne profitent pas du secret bancaire fiscal en raison de différences procédurales. Il est beaucoup plus simple, pour les autorités, de se procurer les documents bancaires de personnes morales. Par conséquent, il n'y a aucune raison de prélever un impôt de garantie auprès des personnes morales. Les versements d'intérêts à des contribuables étrangers doivent également être exonérés du nouvel impôt de garantie, car les intérêts qui sont versés à des personnes physiques et morales étrangères ont déjà été portés à la connaissance des autorités fiscales étrangères, dans le cadre de l'EAR. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de les soumettre à un impôt de garantie supplémentaire. L'exonération du versement d'intérêts à des contribuables étrangers est nécessaire pour que les marchés financiers internationaux ne prélèvent pas de supplément pour les obligations suisses; partant, le fait de ne pas prélever de supplément est nécessaire pour que la Confédération, les cantons, les communes et les entreprises profitent de taux d'intérêt plus bas.

- Impôt de garantie simple et peu coûteux sur le plan administratif limitant les risques en matière de responsabilité civile

Lors de la mise en place du nouvel impôt de garantie, il faut systématiquement veiller à ce que les personnes chargées

d'exécuter la retenue fiscale (principalement les banques) ne soient pas soumises à des prescriptions inutiles et coûteuses. Les banques doivent déterminer elles-mêmes comment elles souhaitent procéder à la retenue fiscale. Il y a lieu de prendre des mesures appropriées pour réduire les incertitudes liées au prélèvement de l'impôt (par ex. l'administration qualifie sans tarder les instruments de placement complexes). Si, lors d'un contrôle, les autorités décèlent une erreur de prélèvement, il y a lieu de recouvrer les arriérés d'impôt auprès des personnes physiques astreintes à l'impôt. Ce n'est que lorsque cela n'est pas possible que la personne chargée du prélèvement doit répondre des impôts non retenus. Il convient de ne pas prévoir d'intérêts moratoires.

- Versement d'une indemnité appropriée pour la retenue d'impôt

Le nouvel impôt de garantie engendrera des charges supplémentaires pour les personnes devant effectuer la retenue d'impôt. Comme pour l'impôt à la source auquel sont soumis les travailleurs étrangers, il est justifié de verser une indemnité appropriée aux personnes chargées de la retenue d'impôt. Cette indemnité doit prendre en considération le degré de difficulté du prélèvement d'impôt et doit être plus élevée pour les instruments de placement complexes que pour les obligations habituelles d'entreprises ou d'Etats. L'indemnité versée à la personne chargée de la retenue d'impôt se justifie aussi considérant que le nouveau système améliorera sensiblement la garantie d'impôt et devrait conduire à une augmentation des recettes fiscales.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

23.10.2017 CER-CN. Décision d'élaborer un projet d'acte

20.08.2018 CER-CE. Adhésion

262/20.432 n Commission de l'économie et des redevances
CN. Affecter à l'AVS les bénéfices que la BNS tire des intérêts de pénalité (taux négatifs) (11.05.2020)

Le produit des intérêts négatifs de la Banque nationale suisse (BNS) doit être comptabilisé autrement : au lieu d'être porté au bénéfice net, il est affecté exclusivement et en totalité à l'AVS. Le transfert à l'AVS aura lieu après la publication des résultats annuels de la BNS.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

11.05.2020 CER-CN. Décision d'élaborer un projet d'acte

263/19.431 n Commission des institutions politiques
CN. Versement du défraiement pour nuitées uniquement aux députés ayant effectivement passé une nuit hors du domicile (11.04.2019)

L'ordonnance de l'Assemblée fédérale relative à la loi sur les moyens alloués aux parlementaires est modifiée de sorte que le défraiement pour nuitées ne soit plus versé automatiquement, mais uniquement si un député fait valoir, au moyen d'une déclaration personnelle, qu'il a effectivement passé une nuit hors du domicile.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

11.04.2019 CIP-CN. Décision d'élaborer un projet d'acte

04.07.2019 CIP-CE. Adhésion

264/20.437 n Commission des institutions politiques
CN. Améliorer la capacité d'action du Parlement en situation de crise (29.05.2020)

Il y a lieu d'adapter les bases légales de sorte que la capacité d'action de l'Assemblée fédérale soit garantie dans des situations extraordinaires ou lors de crises. Il convient notamment de vérifier si des mesures législatives sont nécessaires s'agissant de :

a) la convocation de l'Assemblée fédérale en session ordinaire ou extraordinaire (notamment en lien avec les art. 28 et 34 de la loi sur les finances), ainsi que l'interruption d'une telle session ;

b) l'organisation de séances des conseils hors du Palais du Parlement ou ailleurs qu'à Berne (y c. la procédure applicables à ces séances) ou, éventuellement, de séances virtuelles ;

c) l'utilisation d'instruments parlementaires en temps de crise (notamment en ce qui concerne les délais pour les réponses du Conseil fédéral aux interventions) ;

d) la définition des compétences de la Délégation administrative, des bureaux des conseils et des présidents des commissions s'agissant de la convocation de séances de commission (quelles sont les limites du droit de disposer des locaux ?) ;

e) l'organisation de séances de commission virtuelles ;

l'absence prolongée d'un nombre limité de députés (par ex. d'une certaine région) en raison d'un cas de force majeure.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

29.05.2020 CIP-CN. Décision d'élaborer un projet d'acte

25.06.2020 CIP-CE. Adhésion

1. Loi ...

265/20.438 n Commission des institutions politiques
CN. Utilisation des compétences en matière de droit de nécessité et contrôle du droit de nécessité édicté par le Conseil fédéral en temps de crise (29.05.2020)

Il y a lieu de vérifier s'il est nécessaire d'adapter les bases légales concernées de sorte que, en situation de crise, l'Assemblée fédérale puisse utiliser de façon adéquate ses compétences en matière de droit de nécessité et contrôler efficacement le droit de nécessité édicté par le Conseil fédéral. Il convient par exemple de vérifier s'il est nécessaire de préciser les art. 173, al. 1, let. c et 185, al. 3, de la Constitution, de modifier les art. 7d et 7e de la loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration et de créer de nouveaux organes parlementaires.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

29.05.2020 CIP-CN. Décision d'élaborer un projet d'acte

25.06.2020 CIP-CE. Adhésion

1. Loi ...

266/13.466 n Commission des affaires juridiques
CN. Compensation des frais de justice avec les indemnités pour tort moral allouées en raison de mesures de contrainte illicites (03.10.2013)

Il convient de modifier l'article 442 alinéa 4 du Code de procédure pénale du 5 octobre 2007 dans le sens suivant:

Art. 442

...

Al. 4

Les autorités pénales peuvent compenser les créances portant sur des frais de procédure avec les indemnités accordées à la partie débitrice dans la même procédure pénale, y compris celles allouées pour tort moral en vertu des articles 429 et 431 du présent code, et avec des valeurs séquestrées.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

03.10.2013 CAJ-CN. Décision d'élaborer un projet d'acte

17.11.2014 CAJ-CE. Ne pas donner suite

07.09.2015 Conseil national. Donné suite

03.04.2018 CAJ-CE. Donné suite

267/19.433 n Commission des affaires juridiques

CN. Etendre au harcèlement obsessionnel ("stalking") le champ d'application des dispositions du CP relatives aux délits (03.05.2019)

La Commission des affaires juridiques du Conseil national décide d'élaborer une initiative de commission en vertu de l'article 107 alinéa 3 de la loi sur le Parlement, afin de rendre explicitement punissable, dans le cadre des infractions existantes (menaces et contrainte du Code pénal), le harcèlement obsessionnel.

Art. 180 CP Menaces

Celui qui, par une menace grave ou un harcèlement continu, aura alarmé ou effrayé une personne sera, sur plainte, puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Art. 181 CP Contrainte

Celui qui, en usant de violence envers une personne, en la menaçant d'un dommage sérieux, en la persécutant à plusieurs reprises, en la harcelant, en l'épiant ou en l'entravant de quelque autre manière dans sa liberté d'action, l'aura obligée à faire, à ne pas faire ou à laisser faire un acte sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

03.05.2018 CAJ-CN. Décision d'élaborer un projet d'acte

29.10.2019 CAJ-CE. Adhésion

268/19.496 n Commission des affaires juridiques

CN. Abrogation des dispositions du code civil relatives aux fiançailles (18.10.2019)

Le code civil (RS 210) est modifié comme suit:

Art. 90-93

Abrogés

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

18.10.2019 CAJ-CN. Décision d'élaborer un projet d'acte

Initiatives des députés

269/03.424 n Abate. Actes d'ordre sexuel avec des enfants. Allongement de la peine prévue par l'article 187 CP (17.06.2003)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1er de la Constitution et sur l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose l'initiative parlementaire suivante demandant la modification de l'article 187 chiffre 1 du Code pénal, afin que celui qui commet un acte d'ordre sexuel sur un enfant de moins de 16 ans, entraîne un enfant de cet âge à commettre un acte d'ordre

sexuel ou mêle un enfant de cet âge à un acte d'ordre sexuel, soit puni de la réclusion pour dix ans au plus.

Cosignataires: Cavalli, Pedrina, Pelli, Simoneschi-Cortesi (4)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

22.09.2004 Conseil national. Donné suite

20.12.2006 Conseil national. Le délai imparti pour traiter l'initiative est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2008.

20.03.2008 Conseil national. L'initiative n'est pas classée.

17.12.2010 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2012.

14.12.2012 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2014.

12.12.2014 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2016.

16.12.2016 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2018.

270/19.429 n Addor. Exonération de la taxe militaire pour les gardes suisses (22.03.2019)

Je dépose la présente initiative parlementaire tendant à modifier la loi fédérale sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir (LTEO) de telle sorte que les membres de la Garde suisse pontificale soient exonérés de l'obligation de payer la taxe militaire pour la durée de leur service à Rome.

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

25.06.2019 CPS-CN. Donné suite

28.01.2020 CPS-CE. Adhésion

271/19.454 n Addor. Pour des élèves tête nue dans les écoles publiques (19.06.2019)

Je dépose une initiative parlementaire qui vise la création d'une base constitutionnelle permettant d'imposer que les élèves soient tête nue dans les écoles publiques de notre pays.

Cosignataire: Ruppen (1)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

272/17.412 n Aebischer Matthias. Egalité des chances dès la naissance (13.03.2017)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Afin que l'éducation et l'accueil des jeunes enfants soient mieux intégrés dans la politique suisse en matière de formation, je propose de modifier l'article 4 lettre a de la loi sur l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse (LEEJ; RS 446.1) comme suit:

Art. 4 Groupes cibles

Les groupes cibles de la présente loi sont:

Let. a

tous les enfants et les jeunes domiciliés en Suisse, de la naissance à l'âge de 25 ans;

...

Cosignataires: Candinas, Chevalley, Fricker, Quadranti, Reynard, Wehrli (6)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

12.01.2018 CSEC-CN. Donné suite

14.05.2018 CSEC-CE. Adhésion

13.02.2020 Rapport CSEC-CN (FF 2020 3497)

13.05.2020 Avis du Conseil fédéral (FF 2020 4549)

1. Loi fédérale sur l'encouragement des activités extrascolaires des enfants et des jeunes (Loi sur l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse, LEEJ) (FF 2020 3515)

18.06.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

09.09.2020 Conseil des Etats. Ne pas entrer en matière

2. Arrêté fédéral concernant les aides financières pour des programmes cantonaux visant à développer la politique de la petite enfance (FF 2020 3517)

18.06.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

09.09.2020 Conseil des Etats. Ne pas entrer en matière

273/18.434 n (Amherd) Bregy. Punir enfin le pédopiéage en ligne (14.06.2018)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le pédopiéage en ligne doit être réprimé en tant qu'infraction poursuivie d'office.

Cosignataires: Ammann, Béglé, Bulliard, Candinas, Egger Thomas, Fässler Daniel, Geissbühler, Glanzmann, Gmür-Schönenberger, Gschwind, Gugger, Humbel, Kutter, Marchand-Balet, Masshardt, Müller-Altermatt, Paganini, Regazzi, Reynard, Rickli Natalie, Riklin Kathy, Ritter, Roduit, Romano, Semadeni, Streiff, Vogler, Wasserfallen Flavia (28)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

23.01.2019 L'objet est repris

29.08.2019 CAJ-CN. Donné suite

29.10.2019 CAJ-CE. Adhésion

274/19.415 n Arslan. Donner la parole aux jeunes. Le droit de vote dès 16 ans est un premier pas dans la vie politique active (21.03.2019)

La Constitution fédérale est complétée comme suit:

Art. 136

...

Al. 3

Tous les Suisses et toutes les Suissesses ayant 16 ans révolus qui ne sont pas interdits ont le droit de vote.

Cosignataires: Barazzzone, Chevalley, Gugger, Kälin, Landolt, Markwalder, Marti Samira, Masshardt, Mazzone, Moser, Quadranti, Reynard, Streiff (13)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

10.09.2020 Conseil national. Donné suite

275/16.498 n Badran Jacqueline. Soumettre les infrastructures stratégiques du secteur énergétique à la lex Koller (16.12.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les infrastructures stratégiques du secteur énergétique, notamment les centrales hydrauliques, les réseaux électriques et les réseaux de gaz, doivent être soumises à la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (LFAIE).

Cosignataire: Brunner Toni (1)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

22.01.2018 CEATE-CN. Donné suite

19.03.2018 CEATE-CE. Adhésion

19.06.2020 Conseil national. Prolongation de délai Jusqu'à la session de printemps 2022.

276/19.464 n Barrile. Regroupement familial. Supprimer toute discrimination subie en raison du droit interne (21.06.2019)

La loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI) sera adaptée à la pratique actuelle, fondée sur l'arrêt du Tribunal fédéral du 29 septembre 2009, concernant le séjour des membres de la famille d'un ressortissant suisse. La discrimination subie par les ressortissants suisses par rapport à d'autres nationalités sera ainsi écartée.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Birrer-Heimo, Crottaz, Feri Yvonne, Friedl Claudia, Gysi Barbara, Hadorn, Hardegger, Jans, Maire Jacques-André, Marti Min Li, Marti Samira, Masshardt, Meyer Mattea, Molina, Naef, Nordmann, Schenker Silvia, Schneider Schüttel, Seiler Graf, Semadeni, Tornare, Wasserfallen Flavia, Wermuth (24)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

13.08.2020 CIP-CN. Donné suite

Voir objet 19.2023 Pét. Raymond Durussel

x 277/19.424 n Bendahan. Introduire une taxation du chiffre d'affaires effectué en Suisse par les géants d'Internet lorsque les bénéfices réalisés en Suisse n'y sont manifestement pas imposés (21.03.2019)

Les dispositions légales et éventuellement la Constitution fédérale, si nécessaire, sont modifiées de façon à instaurer en Suisse une forme de taxation du chiffre d'affaires réalisé en Suisse par des entreprises, lorsque les bénéfices de ces entreprises n'y sont pas imposés (taxe d'égalisation - "equalization levy"). Ces dispositions doivent cibler en particulier les grandes entreprises actives dans les technologies, qui évitent de payer des impôts de par leurs structures multinationales et des arrangements fiscaux, tout en réalisant de grands bénéfices dans des Etats sans y payer d'impôt.

Cosignataires: Barrile, Crottaz, de la Reussille, Fehlmann Rielle, Heim, Kiener Nellen, Maire Jacques-André, Marti Samira, Meyer Mattea, Molina, Munz, Nordmann, Pardini, Reynard, Schenker Silvia, Schneider Schüttel, Seiler Graf, Thorens Goumaz, Töngi, Tornare, Wermuth, Wüthrich (22)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

16.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

x 278/19.426 n Bendahan. Imposer à 70 pour cent la part du revenu qui dépasse 10 millions de francs suisses (22.03.2019)

La loi fédérale sur l'impôt fédéral direct ainsi que la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des com-

munes sont modifiées de façon à ce que le taux d'impôt marginal cumulé entre commune, canton et Confédération atteigne 70 pour cent, pour la part du revenu imposable qui dépasse 10 millions de francs suisses. Cette modification porte sur l'imposition des personnes physiques.

Cosignataires: Barrile, Crottaz, de la Reussille, Fehlmann Rielle, Heim, Kiener Nellen, Maire Jacques-André, Marti Samira, Meyer Mattea, Molina, Munz, Naef, Nordmann, Pardini, Piller Carrard, Reynard, Schenker Silvia, Schneider Schüttel, Seiler Graf, Thorens Goumaz, Tornare, Wermuth, Wüthrich (23)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

16.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

279/20.427 n Bendahan. Introduire en Suisse une assurance générale de revenu sans effet de seuil par le biais d'un impôt négatif (06.05.2020)

La loi sur l'impôt fédéral direct (LIFD) est modifiée de façon à introduire dans le barème des personnes physiques un impôt négatif. Au dessous d'un certain niveau de revenu, la Confédération verse un impôt au contribuable, ce qui lui garantit un revenu minimum tout en évitant des effets de seuil, ou alors la Confédération adapte le barème de l'IFD de façon à ce que jusqu'à un certain niveau de revenu, le taux marginal d'impôt est négatif. La modification du barème est faite de façon à garantir la neutralité financière de l'opération. D'autres dispositions légales peuvent étre prises pour garantir la neutralité financière, et pour éviter des perceptions injustifiées de l'impôt négatif.

Cosignataires: Bendahan, Crottaz, Dandrès, Fehlmann Rielle, Friedl Claudia, Funiciello, Gysi Barbara, Locher Benguerel, Marra, Marti Samira, Meyer Mattea, Molina, Munz, Nussbaumer, Piller Carrard, Pult, Reynard, Roth Franziska, Schneider Schüttel, Seiler Graf, Wermuth (21)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

280/20.472 n Bertschy. Congé parental de deux fois quatorze semaines – mêmes chances sur le marché du travail pour les deux parents (25.09.2020)

La loi sur les allocations pour perte de gain doit être modifiée de manière à remplacer l'allocation de maternité par un congé parental. Celui-ci sera composé de l'allocation de maternité actuelle de quatorze semaines et d'une allocation de paternité de quatorze semaines au maximum. L'allocation de paternité ne devra être accordée que si les deux parents ont une activité lucrative après la naissance de l'enfant.

Cosignataires: Chevalley, Christ, Fischer Roland, Flach, Gredig, Grossen Jürg, Mäder, Matter Michel, Mettler, Moser, Pointet, Schaffner (12)

281/15.479 n Bourgeois. Stop au bradage ruineux du sucre! Pour la sauvegarde de l'économie sucrière indigène (08.09.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Dans le but de garantir la rentabilité de la production indigène de sucre et de betteraves, il convient d'adapter le mécanisme de fixation des droits de douane pour le sucre importé de sorte qu'un prix minimum du sucre soit respecté.

Cosignataires: Binder, Büchler Jakob, Bugnon, Bulliard, Grin, Gschwind, Hausammann, Parmelin, Pezzatti, Ritter, Schibli, Schläfli, Siegenthaler, Walter, Winkler (15)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

14.11.2016 CER-CN. Donné suite

16.10.2017 CER-CE. Ne pas donner suite

28.02.2018 Conseil national. Donné suite

03.05.2018 CER-CE. Adhésion

19.06.2020 Conseil national. Prolongation de délai Jusqu'à la session d'été 2022.

282/17.438 n Brand. Halte aux doublets procéduraux pour les touristes de la criminalité (04.05.2017)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La législation (CP/CPP et LEtr) sera modifiée de telle sorte que les délinquants étrangers sans autorisation de séjour en Suisse ne tomberont plus sous le coup des articles 66a CP et 130 lettre b CPP lorsqu'ils pourront être renvoyés de Suisse conformément à la LEtr dans les 10 jours suivant leur arrestation et frappés d'une interdiction d'entrée.

Cosignataires: Addor, Aeschi Thomas, Amstutz, Bühler, Burgherr, Dettling, Geissbühler, Glarner, Hausammann, Keller Peter, Martullo, Nidegger, Rutz Gregor, Salzmann, Stamm, Steinemann, Tuena, Umbricht Pieren, Wobmann, Zanetti Claudio, Zuberbühler (21)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

06.07.2018 CAJ-CN. Donné suite

03.09.2019 CAJ-CE. Adhésion

283/19.409 n Bregy. Droit de recours des organisations. David contre Goliath (14.03.2019)

La loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN; RS 451) est modifiée de manière à restreindre le droit de recours des organisations prévu aux articles 12 ss LPN lorsqu'il s'agit de projets de moindre importance en zone à bâtir, à l'image des restrictions imposées par la loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE; RS 814.01).

Cosignataires: Bulliard, Egger Thomas, Gschwind, Marchand-Balet, Regazzi, Roduit, Ruppen (7)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

10.08.2020 CEATE-CN. Donné suite

16.10.2020 CEATE-CE. Donné suite

284/20.471 n Bregy. Politique en matière de technologie et d'innovation. Accompagner, promouvoir et soutenir les changements structurels (24.09.2020)

On complétera la loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI) pour que l'on puisse accompagner, promouvoir et soutenir résolument les changements structurels en mettant en place une politique en matière de technologie et d'innovation qui réponde aux besoins des branches.

Cosignataires: Binder, Gmür Alois, Kamerzin, Rechsteiner Thomas, Roduit, Ruppen (6)

285/20.423 n Brunner. Fonctionnement du Parlement en situation extraordinaire. Introduire des possibilités de flexibilisation adaptées à la situation (05.05.2020)

Les bases légales régissant l'activité du Parlement sont modifiées de manière à assurer, au moins en situation extraordinaire, une flexibilité accrue dans le temps et/ou l'espace et à permettre un fonctionnement adapté aux circonstances et aux risques. On veillera en particulier à prendre les mesures nécessaires pour que le Parlement puisse fonctionner de manière sûre et fiable même lorsque les conditions sont critiques.

Cosignataires: Andrey, Grüter, Pult (3)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

286/16.484 n Burkart. Assouplir les conditions encadrant le télétravail (01.12.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les employeurs sont de plus en plus nombreux à autoriser leurs employés à effectuer une partie de leur travail depuis chez eux, sous forme de télétravail, ce qui leur permet d'échapper dans une certaine mesure au stress du lieu de travail et de mieux concilier vies professionnelle et familiale. Or, la loi sur le travail (LTr), qui est taillée pour le secteur industriel, tient compte insuffisamment des besoins des télétravailleurs. C'est pourquoi il est proposé au Parlement de la moderniser en la précisant comme suit:

Art. 10 al. 3 deuxième phrase (nouvelle)

Pour les travailleurs qui peuvent en grande partie fixer eux-mêmes leurs horaires de travail, cet espace s'étend à dix-sept heures.

Art. 15a al. 1 deuxième phrase (nouvelle)

Une prestation professionnelle de courte durée et fournie occasionnellement ne constitue pas une interruption de la durée du repos.

Art. 19 al. 1 deuxième phrase (nouvelle)

Elles (les dérogations à l'interdiction de travailler le dimanche) ne sont pas soumises à autorisation lorsqu'elles concernent le travail dominical qui est effectué chez eux par des travailleurs qui peuvent en grande partie fixer eux-mêmes leurs horaires de travail.

Cosignataires: Addor, Aebi Andreas, Aeschi Thomas, Amherd, Ammann, Amstutz, Arnold, Barazzzone, Bauer, Bäumlé, Bigler, Borloz, Brand, Brunner Toni, Büchel Roland, Büchler Jakob, Buffat, Bühler, Bulliard, Burgherr, Candinas, Cassis, Chiesa, Clottu, Dobler, Egloff, Eichenberger, Estermann, Eymann, Fässler Daniel, Feller, Flückiger Sylvia, Fluri, Genecand, Giezendanner, Glanzmann, Glarner, Glauser, Gmür Alois, Gmür-Schönenberger, Gössi, Grossen Jürg, Grunder, Grüter, Guhl, Hausammann, Heer, Hess Hermann, Hiltpold, Humbel, Imark, Jauslin, Keller Peter, Keller-Inhelder, Knecht, Lohr, Marchand-Balet, Markwalder, Martullo, Matter Thomas, Moret Isabelle, Müller Leo, Müller Thomas, Müller Walter, Muri, Nantermod, Nicolet, Page, Pezzatti, Pfister Gerhard, Portmann, Quadranti, Regazzi, Rickli Natalie, Riklin Kathy, Rime, Romano, Rösti, Ruppen, Rutz Gregor, Salzmann, Sauter, Schilliger, Schmid-Federer, Schmidt Roberto, Schneeberger, Schneider-Schneiter, Schwander, Sollberger, Steinemann, Tuena, Umbricht Pieren, Vitali, Vogler, Vogt, von Siebenthal, Walti Beat, Wasserfallen Christian, Wehrli, Weibel, Wobmann, Zanetti Claudio, Zuberbühler (103)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

29.01.2018 CER-CN. Donné suite

18.02.2019 CER-CE. Adhésion

287/20.456 n Candinas. Loi fédérale sur les résidences secondaires. Supprimer les restrictions inutiles et fâcheuses en matière de démolition et de reconstruction de logements créés selon l'ancien droit (19.06.2020)

La loi fédérale sur les résidences secondaires (LRS) limite les agrandissements de logements créés selon l'ancien droit à 30 % des surfaces utiles principales. L'initiative demande de modifier la loi pour que des logements supplémentaires puissent être créés lors de ces agrandissements. Elle demande aussi qu'il soit possible, en cas de démolition et de reconstruction d'anciens logements, d'agrandir les surfaces utiles principales de 30 %, de créer des nouveaux logements et de reconstruire les logements ailleurs sur le bien-fonds. Ces changements ne nécessitent qu'une petite modification de l'art. 11, al. 2 et 3, LRS.

Cosignataires: Bourgeois, Bregy, Bulliard, Egger Mike, Feller, Giacometti, Glanzmann, Heimgartner, Imark, Jauslin, Kamerzin, Kutter, Lohr, Martullo, Müller-Altermatt, Paganini, Page, Rechs-teiner Thomas, Regazzi, Riniker, Ritter, Roduit, Romano, Rösti, Rüegger, Ruppen, Stadler, Vincenz, Wasserfallen Christian, Wismer Priska, Wobmann (31)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

x 288/19.428 n Cattaneo. Impôt anticipé. Mettre un terme au "stationnement" de l'argent des épargnants, des PME et du marché des capitaux dans les caisses fédérales (22.03.2019)

Il faut étendre le champ d'application de la procédure de déclaration remplaçant le paiement de l'impôt anticipé et généraliser le système de déclaration volontaire à tous les revenus de capitaux mobiliers. La procédure de déclaration doit en outre être simplifiée.

En plus d'autres mesures, il faut en particulier modifier la loi fédérale sur l'impôt anticipé (LIA; RS 642.21) comme suit:

Art. 20

Al. 1

Le contribuable est autorisé à exécuter son obligation fiscale par une déclaration de la prestation imposable.

Al. 2

Le Conseil fédéral prévoit la procédure de déclaration de la prestation imposable en remplacement du paiement de l'impôt pour tous les revenus de capitaux mobiliers.

Al. 3

...

Cosignataires: Chiesa, Eichenberger, Gutjahr, Kiener Nellen, Maire Jacques-André, Marti Samira, Merlini, Meyer Mattea, Molina, Munz, Nantermod, Nordmann, Pardini, Regazzi, Reynard, Romano, Schenker Silvia, Schneider Schüttel, Seiler Graf, Thorens Goumaz, Töngi, Tornare, Wermuth, Wüthrich (24)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

16.09.2020 Retrait

289/17.520 n (Chiesa) Marchesi. Impôt fédéral direct. Adapter la déduction des primes de l'assurance-maladie à la réalité (15.12.2017)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La déduction maximale des primes de l'assurance-maladie sera adaptée à la réalité s'agissant de l'impôt fédéral direct.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

14.02.2019 CSSS-CN. Donné suite

05.12.2019 L'objet est repris

17.01.2020 CESS-CE. Ne pas donner suite

290/18.406 n Chiesa. Nationalités des parlementaires. Transparence (27.02.2018)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les bases légales pertinentes, en particulier la loi du 13 décembre 2002 sur le Parlement (LPar; état le 1er mars 2016), doivent être modifiées de sorte à garantir la transparence quant aux nationalités des membres du Parlement fédéral.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

18.10.2018 CIP-CN. Donné suite

21.01.2019 CIP-CE. Adhésion

291/20.425 n Christ. Créer les conditions d'une participation numérique aux séances du Parlement (06.05.2020)

Je propose de créer les conditions d'une participation numérique aux séances du Parlement, que celles-ci soient virtuelles ou physiques.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Arslan, Bäumle, Brenzikofer, Flach, Graf-Litscher, Grossen Jürg, Gysin Greta, Kutter, Mäder, Marti Samira, Mettler, Molina, Pointet, Schaffner, Wermuth (16)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

292/20.470 n Cottier. Un titre neutre pour les initiatives populaires afin d'assurer la libre formation de l'opinion (24.09.2020)

La loi fédérale sur les droits politiques (LDP, RS 161.1) est modifiée de telle sorte qu'au moment de l'annonce d'une initiative populaire auprès de la chancellerie fédérale, un titre neutre lui soit attribué, du type d'un numéro, d'une date ou d'un système analogue assurant la neutralité de la désignation officielle de l'initiative.

Cosignataires: Binder, Feller, Flach, Lüscher, Maitre, Matter Michel, Nantermod, Pointet, Roth Pasquier, Walti Beat, Wehrli (11)

293/19.508 n Crottaz. Modification des bases légales pour permettre à Swissmedic de pouvoir enregistrer des dosages et conditionnements de médicaments, même si la demande ne provient pas du fabricant (19.12.2019)

Les bases légales sont modifiés de sorte que Swissmedic soit autorisé à faire figurer sur la liste des spécialités des dosages particuliers, plus économiques, de médicaments qui ont déjà

été autorisés à des dosages différents, sans que l'industrie pharmaceutique n'en ait fait expressément la demande.

Ces inscriptions sur la liste des spécialités pour des raisons d'économicité pourraient être décidées par Swissmedic ou sollicitées par des associations de patients, des groupes de spécialistes ou des assureurs.

Cosignataires: Barrile, Bendahan, Friedl Claudia, Gysi Barbara, Hurni, Locher Benguerel, Maillard, Marra, Munz, Nordmann, Roth Franziska, Wermuth (12)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

294/20.419 n Dandrès. Délai d'épreuve en cas de défaut de paiement (05.05.2020)

Je dépose une initiative parlementaire qui prévoit de compléter les articles 253 et suivants du Code des obligations (CO) par l'ajout d'un nouvel alinéa 3 à l'article 257d dont le teneur serait la suivante :

3 Si, dans les deux mois suivant la résiliation du contrat, le locataire s'est acquitté du paiement du loyer et des indemnités pour occupation des locaux qui étaient en suspens, le bailleur est tenu de tolérer la présence du locataire durant six mois depuis la fin du bail pour autant qu'il s'acquitte régulièrement et en temps utiles de ses indemnités pour l'occupation des locaux. La résiliation est caduque et le bail remis en vigueur à l'échéance de ce délai si le locataire n'a pas connu de nouveau retard.

Cosignataires: Bendahan, Crottaz, Fehlmann Rielle, Friedl Claudia, Funiciello, Gysi Barbara, Locher Benguerel, Marra, Munz, Nussbaumer, Piller Carrard, Pult, Reynard, Roth Franziska, Schneider Schüttel, Seiler Graf, Wermuth (17)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

295/20.449 n Dandrès. Adhésion au bail du conjoint du locataire (18.06.2020)

Je dépose une initiative parlementaire qui prévoit de compléter les articles 253 et suivants du Code des obligations (CO) par l'ajout d'un nouvel article 263a dont le teneur serait la suivante :
Art. 263a (nouveau) Adhésion du conjoint ou du partenaire enregistré

1 Si les deux conjoints ou les partenaires enregistrés adressent au bailleur une déclaration d'adhésion signée, dans les six mois dès la conclusion du bail, ils deviennent colocataires du logement familial, avec les droits et obligations que cela comporte.

2 En cas de mariage ou de partenariat enregistré du locataire postérieur à la conclusion du bail, son conjoint ou son partenaire enregistré peut adhérer au bail par une déclaration unilatérale signée par les deux époux, et adressée au bailleur dans un délai de six mois dès le mariage.

3 En cas de divorce ou de dissolution du partenariat enregistré, l'article 121 al. 2 CC, respectivement 32 al. 2 LPart., est applicable.

Cosignataires: Badran Jacqueline, Bendahan, Crottaz, Glättli, Hurni, Klopfenstein Broggin, Locher Benguerel, Maillard, Marra, Munz, Nordmann, Piller Carrard, Pult, Reynard, Roth Franziska, Schneider Schüttel, Töngi (17)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

296/20.450 n Dandrès. Attribution du logement de la famille en cas de décès du locataire (18.06.2020)

Je dépose une initiative parlementaire qui prévoit de compléter les articles 253 et suivants du Code des obligations (CO) par l'ajout d'un nouvel article 263b dont le teneur serait la suivante :

Art. 263b (nouveau) Attribution du logement de la famille en cas de décès du locataire

En cas de décès d'un locataire marié ou lié par un partenariat enregistré, le juge peut, à la requête du conjoint ou du partenaire enregistré survivant, qu'il soit cotitulaire du contrat ou non, et qu'il ait accepté la succession ou non, lui attribuer les droits et les obligations qui résultent du contrat de bail portant sur le logement de la famille, pour autant que cette décision puisse raisonnablement être imposée aux autres héritiers et qu'elle ne pose pas un inconvénient majeur au bailleur.

Cosignataires: Badran Jacqueline, Bendahan, Crottaz, Glättli, Hurni, Klopfenstein Broggin, Locher Benguerel, Maillard, Marra, Munz, Nordmann, Piller Carrard, Pult, Reynard, Roth Franziska, Schneider Schüttel, Töngi (17)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

297/17.522 n (Derder) Feller. Adapter l'impôt sur la fortune et supprimer l'imposition de l'outil de travail (15.12.2017)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les dispositions de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) seront adaptées de telle sorte que l'outil de travail des entrepreneurs ne soit plus soumis à l'impôt sur la fortune.

Proposition de modification de la LHID:

Art. 14 Règles d'évaluation

...

Art. 14a Evaluation des participations de collaborateur

Les participations de collaborateur au sens de l'article 7d alinéa 1 sont évaluées à leur valeur vénale. Les délais de blocage sont pris en compte de manière appropriée. Les participations de collaborateurs sont soumises à l'imposition selon l'article 14b si les conditions en sont remplies.

Art. 14b Imposition de l'outil de travail

Al. 1

Les cantons peuvent prévoir de soumettre à un barème spécifique (par ex. un taux fixe) ou exonérer les participations dans les sociétés représentant l'outil de travail du contribuable. En cas de barème spécifique, la fortune représentée par l'outil de travail est imposée séparément des autres éléments de fortune et n'est pas prise en compte pour la détermination du taux applicable aux autres éléments de fortune.

Al. 2

Est considéré comme contribuable dont la société représente l'outil de travail au sens de l'alinéa précédent le contribuable qui cumulativement occupe une fonction dirigeante en tant qu'employé de la société ou membre du conseil d'administration; détient, seul ou conjointement avec d'autres sociétaires liés par une convention d'actionnaires ou similaire, au moins 10 pour cent du capital-actions ou du capital social libéré dans la société.

Al. 3

A la place d'un barème spécifique ou d'une exonération selon l'alinéa 1, les cantons peuvent prévoir des méthodes d'évaluation différentes (par ex. évaluation à la valeur nominale) pour les participations dans les sociétés représentant l'outil de travail du contribuable.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

28.01.2019 CER-CN. Donné suite

07.11.2019 L'objet est repris

20.01.2020 CER-CE. Ne pas donner suite

298/19.436 n (Derder) Wasserfallen Christian. Autoriser Innosuisse à soutenir des projets d'innovation dans les entreprises (sans passer par un établissement de recherche) (09.05.2019)

La loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation sera modifiée comme suit:

Art. 19

...

Al. 4

Innosuisse peut en outre prévoir des instruments permettant de participer aux coûts de projets d'innovation d'entreprises, ainsi qu'aux coûts d'études destinées à évaluer si les projets des entreprises peuvent être mis en oeuvre de manière efficace.

...

Cosignataires: Béglé, Bigler, Bourgeois, Gmür-Schönenberger, Grin, Hiltbold, Maire Jacques-André, Nantermod, Nordmann, Reynard, Rime, Wasserfallen Christian (12)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

10.10.2019 CSEC-CN. Donné suite

05.12.2019 L'objet est repris

299/16.442 n Dobler. Les employés de start-up détenant des participations dans l'entreprise doivent être libérés de l'obligation de saisir leur temps de travail (09.06.2016)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On modifiera les articles concernés de la loi sur le travail (LTr), en particulier l'article 46, de telle sorte que les employés de start-up (entreprises durant leur cinq premières années d'activité) qui bénéficient d'un plan d'options d'achat d'actions à l'intention des employés (Employee Stock Option Plan, ESOP), à savoir des modèles d'intéressement des collaborateurs tels que les régimes d'actions, les régimes d'options, les actions fictives et les options fictives, puissent convenir d'un horaire de travail fondé sur la confiance et ne soient pas obligés de saisir leur temps de travail.

Cosignataires: Bigler, Egloff, Fässler Daniel, Feller, Gössi, Grüter, Hess Hermann, Jauslin, Keller-Inhelder, Landolt, Martullo, Matter Thomas, Müller Leo, Pfister Gerhard, Sauter, Schneeberger, Tuena, Walter, Walti Beat (19)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

20.02.2017 CER-CN. Donné suite

22.01.2018 CER-CE. Ne pas donner suite

07.05.2019 Conseil national. Donné suite

21.08.2020 CER-CE. Adhésion

300/17.410 n Dobler. Les données étant le bien le plus précieux des entreprises privées, il convient de régler leur restitution en cas de faillite (07.03.2017)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Je demande au Parlement de tenir compte des besoins des entreprises à l'ère informatique. Les données étant le bien le plus précieux des entreprises, il convient de les protéger également en cas de faillite. A cet effet, on modifiera la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite de la manière suivante:

Ajout à l'article 242:

"L'administration rend une décision sur la restitution des biens immatériels qui sont revendiqués par un tiers. Des biens immatériels ne peuvent être restitués que s'ils peuvent être séparés des autres avoirs et si le requérant rend vraisemblable qu'ils n'étaient placés que sous la surveillance du failli. Les coûts générés sont à la charge du requérant."

Cosignataires: Bauer, Bigler, Burkart, Flach, Fluri, Girod, Glanzmann, Glättli, Grüter, Guhl, Jauslin, Landolt, Markwalder, Marti Min Li, Nantermod, Reimann Lukas, Romano, Sauter, Schwaab, Walti Beat, Wasserfallen Christian, Wermuth, Zanetti Claudio, Zuberbühler (24)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

03.05.2018 CAJ-CN. Donné suite

15.04.2019 CAJ-CE. Adhésion

1. Loi ...

301/15.455 n Egloff. Empêcher les sous-locations abusives (18.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 262 CO sera modifié et complété comme suit:

Art. 262

Al. 1

Le locataire ne peut sous-louer tout ou partie de la chose qu'avec le consentement écrit du bailleur.

Al. 2

Le locataire doit soumettre une demande écrite de sous-location au bailleur; la demande contient:

Let. a

le nom du sous-locataire;

Let. b

les conditions du contrat, notamment la désignation de l'objet sous-loué, son usage, le loyer de la sous-location et la durée du contrat.

Le locataire doit informer le bailleur de tout changement concernant ces données survenu pendant la durée de la sous-location.

Al. 3

Le bailleur peut notamment refuser son consentement dans les cas suivants:

Let. a

le locataire refuse de lui communiquer les conditions visées à l'alinéa 2;

Let. b

les conditions de la sous-location, comparées à celles du contrat de bail principal, sont abusives;

Let. c

la sous-location présente pour le bailleur des inconvénients majeurs;

Let. d

la durée prévue pour la sous-location dépasse deux ans.

Al. 4

Reprend sans changement l'alinéa 3 en vigueur

Al. 5

Lorsque le locataire sous-loue tout ou partie de l'objet sans le consentement écrit du bailleur, qu'il donne de fausses indications ou qu'il omet d'informer le bailleur d'un changement (al. 2), le bailleur peut, après protestation écrite restée sans effet, résilier le bail moyennant un délai de congé minimum de 30 jours.

Cosignataires: Aeschi Thomas, Chevalley, Fehr Hans, Gasser, Gmür Alois, Gössi, Herzog Verena, Hess Lorenz, Hurter Thomas, Knecht, Schibli, Stahl, Umbricht Pieren, Vitali (14)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

12.05.2016 CAJ-CN. Donné suite

30.08.2016 CAJ-CE. Ne pas donner suite

13.03.2017 Conseil national. Donné suite

25.04.2017 CAJ-CE. Adhésion

302/16.451 n Egloff. Bonne foi dans le droit du bail. Contestation du loyer initial limitée aux cas dans lesquels le locataire a conclu le bail par nécessité (16.06.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 270 alinéa 1 CO sera modifié comme suit:

Art. 270

Al. 1

Lorsque le locataire estime que le montant du loyer initial est abusif au sens des articles 269 et 269a, il peut le contester devant l'autorité de conciliation dans les 30 jours qui suivent la réception de la chose et en demander la diminution:

Let. a

en cas de pénurie sur le marché local du logement et des locaux commerciaux, ou

Let. b

si le bailleur a sensiblement augmenté le loyer initial pour la même chose par rapport au précédent loyer, et

que le locataire a été contraint de conclure le bail par nécessité personnelle ou familiale.

...

Cosignataires: Aeschi Thomas, Amherd, Ammann, Bigler, Büchler Jakob, Burkart, Chiesa, Eymann, Fässler Daniel, Feller, Glanzmann, Gmür Alois, Grüter, Humbel, Jauslin, Keller Peter, Keller-Inhelder, Knecht, Lüscher, Matter Thomas, Müller Leo, Müller Thomas, Pezzatti, Pfister Gerhard, Romano, Ruppen, Rutz Gregor, Schilliger, Schmidt Roberto, Schwander, Sollberger, Steinemann, Tuena, Vogler, Vogt, Walti Beat, Zanetti Claudio, Zuberbühler (38)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

23.06.2017 CAJ-CN. Donné suite

06.11.2018 CAJ-CE. Donné suite

303/17.493 n Egloff. Loyers usuels dans la localité ou dans le quartier. Instaurer des critères à valeur probante (29.09.2017)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 269a du Code des obligations (CO) est complété comme suit:

1. (teneur actuelle de l'art. 269a, qui devient le nouvel al. 1)
2. Sont déterminants pour le calcul des loyers usuels dans la localité ou dans le quartier au sens de l'alinéa 1 lettre a, les loyers des habitations et des locaux commerciaux comparables à la chose louée quant à l'emplacement, la dimension, l'équipement, l'état et l'année de construction:
 - a. en ce qui concerne l'année de construction des objets loués, ceux qui se trouvent dans des bâtiments construits avant 1930 sont considérés comme comparables; ceux qui se trouvent dans des bâtiments construits après 1930 sont considérés comme comparables à des bâtiments construits vingt ans auparavant ou plus tard;
 - b. l'état et l'équipement sont évalués à l'aide de trois catégories (simple, bon, très bon); s'agissant de certaines caractéristiques, le juge compense selon son appréciation les propriétés manquantes en tenant compte de propriétés différentes, supplémentaires ou de valeur supérieure;
 - c. des statistiques officielles ou établies par la branche, et suffisamment différenciées, sont admises comme preuve.
3. La preuve du caractère usuel des loyers dans la localité ou dans le quartier peut être apportée à l'aide de trois objets comparables.

Cosignataires: Fässler Daniel, Feller (2)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

06.07.2018 CAJ-CN. Donné suite

06.11.2018 CAJ-CE. Donné suite

304/17.526 n (Egloff) Walliser. Rendre possible la densification de l'urbanisation en fixant des priorités dans l'inventaire ISOS (15.12.2017)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On complétera l'article 6 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT; RS 700) par un alinéa 5 disposant que les inventaires fédéraux visés à l'article 5 de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN; RS 451) ne doivent pas être pris en compte ou que des exceptions doivent pouvoir être prévues, lors de l'établissement des plans directeurs par les cantons, si des intérêts publics s'y opposent. Par intérêt public il faut entendre en particulier la densification de l'urbanisation vers l'intérieur du milieu bâti (voir art. 1 LAT). On adaptera également en conséquence l'article 4a de l'ordonnance concernant l'Inventaire fédéral des sites construits à protéger en Suisse (OISOS; RS 451.12).

Cosignataires: Egloff, Feller, Regazzi, Rutz Gregor (4)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

18.02.2019 CEATE-CN. Donné suite

10.10.2019 CEATE-CE. Adhésion

05.12.2019 L'objet est repris

305/19.506 n Eymann. Rabais sur les cartes journalières en faveur des écoles (19.12.2019)

L'article 15 de la loi du 20 mars 2009 sur le transport de voyageurs (LTV) est modifié comme suit:

6bis Elles doivent fixer un tarif comportant un rabais, notamment sur le prix des cartes journalières, à l'intention des enfants et adolescents, accompagnés d'enseignants, qui se déplacent dans le cadre d'activités organisées durant la scolarité obligatoire.

6ter Pour le transport des groupes visés à l'al. 6bis, elles peuvent prévoir des dispositions particulières comme la réservation obligatoire ou limiter, voire exclure ce type de transport sur certaines lignes très fréquentées.

6quater Le Conseil fédéral peut fixer un montant maximum pour les cartes journalières visées à l'al. 6bis. La Confédération prend en charge le manque à gagner qui en résulte pour les entreprises.

7 (texte en vigueur)

Cosignataires: Giacometti, Jauslin, Vincenz, Wehrli (4)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

19.10.2020 CTT-CN. Donné suite

Voir objet 19.504 lv. pa. Munz

Voir objet 19.505 lv. pa. Roduit

Voir objet 19.507 lv. pa. Trede

306/16.459 n Feller. Droit du bail. Autoriser la signature reproduite par un moyen mécanique (15.09.2016)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 269d du Code des obligations (CO) sera complété par un quatrième alinéa ayant la teneur suivante:

Art. 269d

...

Al. 4

Pour la notification d'une augmentation de loyer ou de toute autre modification unilatérale du contrat, une signature reproduite sur la formule officielle par un moyen mécanique est admise.

Cosignataires: Bauer, Egloff, Fässler Daniel, Genecand, Gössi, Lüscher, Müller Thomas, Nidegger, Schmidt Roberto, Vogler (10)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

19.10.2017 CAJ-CN. Donné suite

21.08.2018 CAJ-CE. Adhésion

25.09.2020 Conseil national. Prolongation de délai

Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'automne 2022.

307/17.406 n Feller. Pour un partenariat social moderne (06.03.2017)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail sera adaptée aux réalités de l'économie d'aujourd'hui par la modification suivante de l'article 2:

Art. 2

L'extension ne peut être prononcée qu'aux conditions suivantes:

...

3. les employeurs et les travailleurs liés par la convention doivent respectivement former la majorité des employeurs et des travailleurs auxquels le champ d'application de la convention doit être étendu, et les employeurs liés par la convention doivent en outre occuper la majorité de tous les travailleurs. Lorsque des circonstances particulières le justifient, il peut être exceptionnellement dérogé à la règle exigeant la majorité des travailleurs liés par la convention;

3.bis lorsque les employeurs liés par la convention ne forment pas une majorité, mais représentent au moins 35 pour cent des employeurs, ils doivent occuper au moins 65 pour cent de tous les travailleurs. Si la proportion d'employeurs liés se situe entre 35 et 50 pour cent, la majorité de travailleurs requise est diminuée dans la même mesure, entre 65 et 50 pour cent. Dans ce cas, la décision d'extension ne peut porter que sur des éléments directement en rapport avec les conditions de travail, à savoir la rémunération minimale et la durée du travail correspondante, les contributions aux frais d'exécution, les contrôles paritaires et les sanctions à l'encontre des employeurs et des travailleurs fautifs, en particulier les peines conventionnelles et les frais de contrôle;

3.ter en cas de requête au sens de l'article 1a, les employeurs liés par la convention doivent occuper au moins 50 pour cent de tous les travailleurs;

...

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

23.04.2018 CER-CN. Donné suite

08.04.2019 CER-CE. Ne pas donner suite

09.12.2019 Conseil national. Donné suite

308/17.448 n Feller. Elévation du seuil du chiffre d'affaires permettant aux associations sportives et culturelles de ne pas être assujetties à la TVA (13.06.2017)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur la TVA (LTVA) sera modifiée de manière à élever le seuil du chiffre d'affaires permettant aux associations sportives et culturelles sans but lucratif et gérées de façon bénévole ainsi qu'aux institutions d'utilité publique d'être libérées de l'assujettissement à la TVA.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

04.09.2018 CER-CN. Donné suite

29.08.2019 CER-CE. Adhésion

x 309/17.461 n Feller. Mentionner dans la loi les tâches du Haras national suisse (15.06.2017)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 147 de la loi fédérale sur l'agriculture (LAgr) est complété comme suit:

Art. 147

...

Al. 2

Le Haras national suisse constitue le centre de compétences de la Confédération en matière d'équidés.

Al. 3

Le Haras national suisse soutient et améliore les conditions d'élevage, de garde et d'utilisation des équidés, en particulier en milieu rural, en veillant aux principes de compétitivité et de développement durable. Il est notamment chargé:

a. de la recherche appliquée dans le domaine équin, en particulier celle visant à améliorer la production et le bien-être des équidés ainsi que les processus de création de valeur ajoutée dans la filière équine;

b. du conseil et de la transmission de connaissances relatives aux équidés;

c. du soutien aux éleveurs dans leur travail de sélection;

d. de la préservation de la biodiversité dans le secteur équin, en particulier de la race des Franches-Montagnes.

Al. 4

Le Haras national suisse dépend de l'OFAG.

(ancien alinéa 2; sans changement, sous réserve du remplacement de l'adjectif "fédéral" par les mots "national suisse")

Cosignataires: Aebi Andreas, Amaudruz, Bourgeois, Bulliard, de Buman, Fridez, Glauser, Graf Maya, Grin, Page, Piller Carrard, Rime, Ritter, Salzmänn, Thorens Goumaz, Umbricht Pierren, Walter (17)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

23.04.2018 CER-CN. Donné suite

08.04.2019 CER-CE. Ne pas donner suite

22.06.2020 CER-CN. Refusé de donner suite

22.06.2020 Retrait

310/17.491 n Feller. Modernisation des modalités de calcul du rendement admissible en droit du bail (29.09.2017)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 269 du Code des obligations (CO) sera complété comme suit:

Art. 269

Al. 1

Inchangé

Al. 2

Le rendement des fonds propres, indexés sur la base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, est excessif lorsqu'il dépasse le taux hypothécaire de référence majoré de 2 pour cent.

Al. 3

Le revenu locatif net admissible peut comporter, en plus du rendement des fonds propres indiqué ci-dessus:

- les frais d'entretien et d'exploitation du bailleur, en lien avec l'immeuble, basés sur la moyenne des trois à cinq dernières années;

- les frais financiers effectifs (intérêts débiteurs) du bailleur.

Al. 4

Si l'acquisition ou la construction de l'immeuble remonte à plus de vingt ans ou si les frais d'investissement ne peuvent plus être déterminés pour d'autres raisons - par exemple si l'immeuble a été acquis par donation ou par succession -, ce n'est pas le rendement, mais exclusivement le critère défini à

l'article 269a lettre a qui permettra de déterminer si un loyer est abusif ou non.

Cosignataires: Egloff, Fässler Daniel (2)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

06.07.2018 CAJ-CN. Donné suite

06.11.2018 CAJ-CE. Ne pas donner suite

20.06.2019 Conseil national. Donné suite

311/13.422 n Fiala. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation (22.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution et la loi seront modifiées de manière à garantir l'égalité entre le partenariat enregistré et le mariage devant la procédure de naturalisation.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

30.08.2013 CIP-CN. Donné suite

27.01.2014 CIP-CE. Adhésion

12.01.2016 Avis du Conseil fédéral (FF 2016 43)

12.01.2016 Rapport CIP-CN (FF 2016 27)

1. Arrêté fédéral concernant la naturalisation facilitée des personnes liées par un partenariat enregistré (FF 2016 39)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet

26.09.2016 Conseil des Etats. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

16.12.2016 Conseil national. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

2. Loi sur la nationalité suisse (LN) (Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation) (FF 2016 41)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet

26.09.2016 Conseil des Etats. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

16.12.2016 Conseil national. Le traitement de l'objet est suspendu pour une durée vraisemblablement supérieure à une année.

312/19.492 n Fiala. Système de milice sous pression. Trouver des solutions viables (27.09.2019)

Le Conseil national met en place un système de suppléance et élabore les bases constitutionnelles et légales nécessaires. Il s'inspirera du système de suppléance du Grand Conseil valaisan.

Cosignataires: Arslan, Bertschy, Glättli, Kälin, Markwalder, Marti Min Li, Moser (7)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

313/20.448 n Fischer Roland. Pour une prévoyance vieilllesse respectueuse du climat (17.06.2020)

Afin de mieux garantir la compatibilité des placements des institutions de prévoyance professionnelle avec le climat, la loi sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité est modifiée comme suit :

1. les institutions de prévoyance professionnelle devront vérifier périodiquement la compatibilité de leurs placements avec le climat ;

2. elles devront informer chaque année et de manière appropriée leurs assurés sur la compatibilité de leurs placements avec le climat ;

3. elles devront prendre les mesures propres à accroître la compatibilité de leurs placements avec le climat.

Cosignataires: Andrey, Bertschy, Birrer-Heimo, Brunner, Chevalley, Christ, Flach, Gredig, Jans, Mäder, Mettler, Moser, Schaffner (13)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

314/18.437 n (Flückiger Sylvia) Herzog Verena. Renforcer les soins palliatifs. Alléger la charge pesant sur les structures hospitalières en mettant les maisons de soins palliatifs sur un pied d'égalité avec les maisons de naissance (14.06.2018)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les maisons de soins palliatifs sont mises sur un pied d'égalité avec les maisons de naissance dans la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal).

Cosignataires: Burgherr, de Courten, Glarner, Grüter, Herzog Verena, Müri, Rime, Sollberger, Stamm, Wobmann, Zanetti Claudio (11)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

03.05.2019 CSSS-CN. Donné suite

05.12.2019 L'objet est repris

11.08.2020 CSSS-CE. Ne pas donner suite

315/15.485 n Frehner. Transparence sur les coûts des hôpitaux (23.09.2015)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) est modifiée de manière à ce que les hôpitaux qui ne communiquent pas leurs données aux partenaires tarifaires de manière transparente et dans les délais soient sanctionnés par une réduction de 10 pour cent au maximum du tarif de référence.

Cosignataires: Borer, Brand, Cassis, Gmür Alois, Humbel, Maier Thomas, Moret Isabelle, Stahl, Stolz (9)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

03.11.2016 CSSS-CN. Donné suite

26.10.2017 CSSS-CE. Adhésion

20.12.2019 Conseil national. Prolongation de délai Jusqu'à la session d'hiver 2021.

316/19.457 n (Frehner) Walliser. Adapter l'entretien après le divorce au contexte actuel (20.06.2019)

L'article 125 du Code civil est modifié comme suit:

Art. 125

Al. 1

Les époux peuvent régler librement l'entretien en cas de divorce par contrat de mariage. La convention est reçue en la forme authentique.

Al. 2

En l'absence de convention au sens de l'alinéa 1, une contribution d'entretien peut être fixée pour deux ans au plus en vue d'une réinsertion professionnelle.

Al. 3

En l'absence de convention au sens de l'alinéa 1, une contribution d'entretien est due si le mariage a duré au moins 20 ans, que l'époux soit âgé de 55 ans révolus et que sa réinsertion professionnelle pendant la séparation ait échoué. L'entretien prend fin dès qu'un époux prend sa retraite.

Al. 4

Le montant des contributions visées aux alinéas 2 et 3 est fixé selon la méthode utilisée au lieu de domicile de l'ayant droit pour calculer le minimum vital d'une personne seule dans le contexte de la poursuite pour dettes.

Cosignataires: Grunder, Hess Lorenz, Pezzatti, Sollberger, Walliser (5)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

05.12.2019 L'objet est repris

317/19.487 n (Frehner) Glarner. Simplifier la procédure d'asile. Dépôt de requêtes à la frontière dans le respect de l'interdiction du refoulement (25.09.2019)

La loi sur l'asile est modifiée comme suit:

Art. 19

La demande d'asile ne peut être déposée qu'à un poste-frontière ouvert ou au poste de contrôle d'un aéroport suisse.

Art. 21

Abrogation de l'alinéa 1. L'alinéa 2 devient l'alinéa 1. L'alinéa 3 devient l'alinéa 2.

Art. 5

Titre: Interdiction du refoulement et renvoi

...

Al. 3

Les étrangers qui entrent illégalement en Suisse depuis un Etat voisin sont exclus de la procédure d'asile. Les autorités fédérales sont compétentes pour ordonner l'exécution des renvois. Pendant la procédure d'exécution du renvoi, seule l'aide d'urgence est garantie.

Al. 4

La procédure d'exécution du renvoi s'articule en une procédure de première instance et une procédure de recours. Toute procédure de réexamen est exclue. Les demandes de révision sont soumises aux conditions des articles 122 et 123 alinéa 1 de la loi sur le Tribunal fédéral.

Al. 5

Le requérant d'asile qui n'a pas déposé sa demande à un poste-frontière est renvoyé sans décision formelle au sens de l'article 64c de la loi sur les étrangers et l'intégration, si l'Etat voisin par lequel il est arrivé respecte la démocratie et l'Etat de droit.

Cosignataires: de Courten, Egger Mike, Geissbühler, Giezendanner, Glarner, Grüter, Herzog Verena, Müller Thomas, Reimann Lukas, Rutz Gregor, Schläpfer, Schwander, Walliser, Zuberbühler (14)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

05.12.2019 L'objet est repris

318/19.472 n Friedl Claudia. Equilibre des sexes dans les représentations parlementaires (21.06.2019)

Les délégations et les représentations du Parlement intervenant en Suisse et à l'étranger, doivent toutes compter et des hommes et des femmes. On s'efforcera d'atteindre une part minimum de 30 pour cent du sexe le moins représenté.

Cosignataires: Arslan, Barrile, Birrer-Heimo, Crottaz, Fehlmann Rielle, Feri Yvonne, Flach, Graf Maya, Graf-Litscher, Gysi Barbara, Hardegger, Heim, Kiener Nellen, Maire Jacques-André, Marra, Marti Samira, Masshardt, Meyer Mattea, Munz, Naef, Piller Carrard, Reynard, Schenker Silvia, Schneider Schüttel, Seiler Graf, Semadeni, Sommaruga Carlo, Wasserfallen Flavia (28)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

319/16.504 n Giezendanner. Garantie de l'approvisionnement en sang et gratuité du don de sang (16.12.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 15 décembre 2000 sur les médicaments et les dispositifs médicaux (loi sur les produits thérapeutiques, LPT; RS 812.21) sera complétée comme suit:

I Garantie de l'approvisionnement en sang

Nouveau: avant l'article 34 LPT

Titre marginal: Approvisionnement en sang

La Confédération garantit un approvisionnement suffisant de la population en sang et en produits sanguins labiles.

Article 82 alinéa 1 troisième et quatrième phrases LPT (complément)

Il peut notamment déléguer l'approvisionnement de la population en sang et en produits sanguins labiles à des organisations ou à des personnes relevant du droit public ou du droit privé; il veille à la rémunération des tâches déléguées.

II Gratuité du don de sang

Nouveau: avant l'article 34 LPT

Titre marginal: Gratuité du don de sang

1 Il est interdit d'octroyer ou de percevoir un quelconque avantage pécuniaire ou un autre avantage pour le don de sang. Le sang et les produits sanguins labiles qui sont importés de l'étranger pour les transfusions doivent provenir de dons gratuits.

2 Ne sont pas considérés comme un avantage pécuniaire ou un autre avantage:

a. l'indemnisation du donneur pour la perte de gain et les coûts directs qui lui sont occasionnés;

b. l'indemnisation du donneur pour les dommages subis du fait du don de sang;

c. un geste symbolique de remerciement postérieur au don de sang.

Article 86 alinéa 1 lettre d LPT (complément)

contrevient, lorsqu'il effectue une opération en rapport avec le sang ou des produits sanguins, aux dispositions sur la gratuité du don de sang, sur l'aptitude à donner du sang, sur l'obligation de faire un test ou sur l'obligation d'enregistrer et d'archiver;

Cosignataires: Addor, Aebi Andreas, Aebischer Matthias, Amaudruz, Amherd, Ammann, Amstutz, Arnold, Badran Jacqueline, Barrile, Brand, Brunner Toni, Büchel Roland, Buffat, Bühler, Burgherr, Burkart, Candinas, Carobbio Guscetti, Cassis, Chiesa, Clottu, de Courten, Dettling, Eichenberger, Estermann, Flückiger Sylvia, Frehner, Galladé, Geissbühler, Girod, Glanzmann, Glarner, Glauser, Gmür-Schönenberger, Golay, Gössi, Graf Maya, Graf-Litscher, Grin, Grossen Jürg, Grunder, Grüter, Guhl, Guldimann, Gysi Barbara, Hadorn, Hardegger, Häsler, Hausammann, Heer, Heim, Herzog Verena, Hess Erich, Hess Hermann, Hess Lorenz, Humbel, Hurter Thomas, Imark, Jans, Keller-Inhelder, Knecht, Köppel, Landolt, Lohr, Markwalder, Matter Thomas, Moret Isabelle, Müller Thomas, Munz, Muri, Naef, Nicolet, Nordmann, Nussbaumer, Pantani, Pardini, Pezzatti, Portmann, Quadri, Regazzi, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Rickli Natalie, Rime, Rösti, Ruppen, Salzmann, Sauter, Schenker Silvia, Schmidt Roberto, Schneeberger, Schwander, Semadeni, Sollberger, Stamm, Steiert, Steinemann, Streiff, Tuena, Umbricht Pieren, Vitali, Vogler, Vogt, von Siebenthal, Walliser, Walter, Walti Beat, Wasserfallen Christian, Wobmann, Zanetti Claudio, Zuberbühler (112)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

25.01.2018 CSSS-CN. Donné suite

15.10.2018 CSSS-CE. Adhésion

1. Loi fédérale ...

320/19.443 n Girod. Promouvoir les énergies renouvelables de manière uniforme. Accorder une rétribution unique également pour le biogaz, la petite hydraulique, l'éolien et la géothermie (18.06.2019)

L'article 38 alinéa 1 lettre a de la nouvelle loi sur l'énergie doit être modifié de manière à ce que les nouvelles installations éoliennes, les nouvelles petites centrales hydrauliques, les nouvelles installations de biogaz, les nouvelles installations de géothermie et les nouvelles installations photovoltaïques d'une puissance supérieure à 100 kilowatts bénéficient également, à des conditions clairement définies, d'une rétribution unique, comme c'est le cas des petites installations hydroélectriques d'une puissance supérieure à 300 kilowatts qui ont été notablement agrandies ou rénovées, des nouvelles usines d'incinération des ordures ménagères, des nouvelles installations d'incinération des boues d'épuration ainsi que des nouvelles centrales thermiques à bois d'importance régionale.

Cosignataires: Chevalley, de Buman, Jauslin, Nussbaumer, Vogler (5)

CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie

26.10.2020 CEATE-CN. Donné suite

x 321/19.437 n Glarner. Sessions spéciales. Pas de rémunération pour les sessions ayant pour but de traiter les objets qui n'ont pas pu être examinés lors des sessions ordinaires (03.06.2019)

Le droit parlementaire doit être modifié de manière à ce que les parlementaires ne soient plus rémunérés pour les sessions spéciales du Conseil national qui ont pour but de traiter les objets qui n'ont pas pu être examinés lors des sessions ordinaires. Ce travail doit être fourni à titre gratuit.

CN/CE Commission des institutions politiques

02.07.2020 Retrait

x 322/19.470 n Gmür Alois. Instauration d'une consigne sur les boissons en canettes et en bouteilles (21.06.2019)

L'Assemblée fédérale créera les bases légales permettant de prélever une consigne sur les boissons en canettes et en bouteilles.

Cosignataires: Aebi Andreas, Ammann, Birrer-Heimo, Bourgeois, Bregy, Brélaz, Dettling, Eymann, Girod, Gmür-Schönenberger, Gössi, Graf Maya, Grossen Jürg, Gschwind, Gugger, Hausammann, Humbel, Jans, Kutter, Landolt, Müller-Altermatt, Pfister Gerhard, Quadranti, Riklin Kathy, Ritter, Rytz Regula, Schneider-Schneiter, Semadeni, Streiff, Trede, Vogler (31)

CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie

01.09.2020 Retrait

x 323/19.427 n (Golay) Amaudruz. Aux cantons de recouvrer les primes d'assurance-maladie impayées (22.03.2019)

L'article 64a alinéa 5 LAMal est modifié comme suit:

Art. 64a

...

Al. 5

L'assureur transfère au canton la créance matérialisée par les actes de défaut de biens et les titres équivalents. Dès que l'assuré a payé tout ou partie de sa dette au canton, celui-ci rétrocède à l'assureur, prioritairement, le solde de 15 pour cent de sa créance initiale.

...

Cosignataires: Addor, Barazzone, Brand, Brélaz, Buffat, Geissbühler, Glauser, Grin, Nicolet, Nidegger, Pantani, Quadri, Rime (13)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

05.12.2019 L'objet est repris

16.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

324/14.453 n Gössi. Achat de nouveaux logements. Pour des règles contraignantes en matière de responsabilité (25.09.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code des obligations est modifié comme suit:

Art. 219

...

Al. 4

En cas de vente d'une part de copropriété d'un immeuble qui comporte une construction dont la partie prépondérante a moins d'un an, l'acheteur a le droit inaliénable d'obliger le vendeur à remédier à ses frais aux défauts de la construction s'il est possible de le faire sans dépenses excessives. Il doit signaler les défauts au vendeur dans les 60 jours qui suivent leur découverte.

Cosignataires: Binder, Brand, Egloff, Estermann, Fässler Daniel, Fehr Hans, Feller, Flückiger Sylvia, Freysinger, Gmür

Alois, Hausammann, Heer, Herzog Verena, Hiltbold, Keller Peter, Merlini, Müller Thomas, Noser, Perrinjaquet, Pezzatti, Portmann, Rickli Natalie, Rutz Gregor, Schibli, Schneeberger, Schwander, Stolz, Vitali, Walter, Walti Beat, Wasserfallen Christian (31)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

12.11.2015 CAJ-CN. Donné suite

02.02.2016 CAJ-CE. Adhésion

15.12.2017 Conseil national. Délai prolongé jusqu'à la session d'hiver 2019.

325/16.432 n Graf-Litscher. Principe de la transparence dans l'administration. Faire prévaloir la gratuité de l'accès aux documents officiels (27.04.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le droit pertinent est modifié de façon à rendre l'accès aux documents officiels libre d'émoluments, sauf exceptions dûment motivées, lorsque le coût qui en résulte pour l'administration est sans commune mesure avec l'intérêt public qu'il représente.

Cosignataires: Barrile, Flach, Friedl Claudia, Glättli, Grüter, Gysi Barbara, Hadorn, Hardegger, Heim, Jans, Marti Min Li, Meyer Mattea, Munz, Naef, Pardini, Piller Carrard, Reynard, Riklin Kathy, Schwaab, Seiler Graf, Semadeni, Steiert, Tornare, Wasserfallen Christian, Weibel, Wermuth (26)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

20.10.2016 CIP-CN. Donné suite

13.01.2017 CIP-CE. Adhésion

326/18.455 n Grossen Jürg. Accorder la qualité de personne exerçant une activité lucrative indépendante en tenant compte de la volonté des parties (27.09.2018)

L'article 12 de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales sera complété par le nouvel alinéa 3 suivant:

Art. 12

...

Al. 3

La distinction entre personnes exerçant une activité lucrative indépendante et salariés est établie en tenant compte du degré de subordination d'un point de vue organisationnel, du risque entrepreneurial et des éventuels accords passés entre les parties.

Cosignataires: Bäumlé, Chevalley, Dobler, Flach, Frehner, Grüter, Landolt, Moser, Müller-Altermatt, Nantermod, Rutz Gregor, Weibel (12)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

15.11.2019 CSSS-CN. Donné suite

327/19.412 n Grossen Jürg. LRTV. Pas de double imposition des communautés de travail (20.03.2019)

On complètera la loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV) de telle sorte que les entreprises dont le chiffre d'affaires est comptabilisé deux fois, notamment les communautés de travail, les holdings et les entreprises ayant un lien durable entre elles, soient exemptées de la redevance de radio-télévision. On complètera dès lors l'article 70 LRTV par l'alinéa 2bis ci-après:

Art. 70

...

Al. 2bis

Les entreprises qui sont fondées par d'autres entreprises pour une durée limitée dans le but de former une communauté de travail, ou qui ont un lien durable entre elles, sont exemptées de la redevance.

...

Cosignataires: Bäumlé, Chevalley, Flach, Moser, Weibel (5)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

12.08.2019 CTT-CN. Donné suite

04.11.2019 CTT-CE. Ne pas donner suite

11.06.2020 Conseil national. Donné suite

Voir objet 19.411 Iv. pa. Wasserfallen Christian

Voir objet 19.413 Iv. pa. Wicki

x 328/19.460 n Grossen Jürg. Enfin une incitation à assurer une représentation équilibrée des sexes sur les listes électorales (20.06.2019)

La loi sur les moyens alloués aux parlementaires doit être modifiée de manière à ce que les contributions allouées aux groupes ne soient versées en totalité qu'à ceux dont les partis établissent des listes électorales pour le Conseil national assurant une représentation équilibrée des sexes.

Cosignataires: Bertschy, Birrer-Heimo, Chevalley, Flach, Frei, Graf Maya, Kälin, Masshardt, Moser, Quadranti, Seiler Graf, Weibel (12)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

16.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

329/19.488 n Grossen Jürg. Tarification de la mobilité. Récompenser les comportements responsables (25.09.2019)

Une tarification de la mobilité, comportant au moins les éléments suivants, est mise en oeuvre:

1. universelle, elle s'applique à la route et au rail, au transport privé et aux transports publics;
2. les prix reflètent l'utilisation effective de l'infrastructure de transport et des services liés;
3. la tarification horaire incite à éviter les heures de pointe et contribue à éviter les embouteillages et la surcharge des transports publics;
4. des facteurs spéciaux peuvent être pris en compte, tels que l'état d'aménagement du rail et de la route, l'offre de transports publics dans la région de domicile, le bilan écologique du mode de transport et l'incidence sur les revenus modestes.

Cosignataires: Bäumlé, Bertschy, Chevalley, Flach, Frei, Girod, Moser, Nussbaumer, Weibel (9)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

330/20.462 n Grossen Jürg. Le titre des lois doit correspondre à leur contenu (16.09.2020)

La législation sera adaptée afin qu'il soit possible de vérifier, lors de la présentation de la version définitive d'un projet de loi, si le titre donné à cette loi dans sa version finale est encore adapté à son contenu. Si ce n'est pas le cas, ou si le titre ne correspond

qu'en partie au contenu, il sera adapté en conséquence avant le vote final au Parlement.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Arslan, Bäumle, Bellaïche, Bertschy, Bregy, Brunner, Chevalley, Christ, Cottier, Fischer Roland, Flach, Glättli, Gössi, Gredig, Grüter, Mäder, Matter Michel, Mettler, Moser, Pointet, Pult, Rösti, Rutz Gregor, Trede, Walti Beat (26)

331/19.405 n Grüter. Halte à la perception abusive de la TVA sur les impôts et autres taxes qui grèvent les carburants (06.03.2019)

Afin de mettre un terme à la perception de la TVA sur les impôts et autres taxes qui grèvent les carburants, l'article 24 alinéa 6 LTVA est complété comme suit:

Art. 24

...

Al. 6

N'entrent pas dans la base de calcul de l'impôt:

...

e. l'impôt sur les huiles minérales, la surtaxe sur les huiles minérales et les taxes à l'importation des carburants.

Cosignataires: Addor, Aebi Andreas, Aeschi Thomas, Amaudruz, Ammann, Amstutz, Arnold, Bauer, Bigler, Brunner Hansjörg, Buffat, Bühler, de Courten, Dettling, Dobler, Egger Mike, Egger Thomas, Egloff, Eichenberger, Estermann, Flückiger Sylvia, Giezendanner, Glarner, Glauser, Grin, Gschwind, Gutjahr, Hausammann, Herzog Verena, Hess Lorenz, Jauslin, Keller Peter, Keller-Inhelder, Knecht, Marchand-Balet, Matter Thomas, Müller Thomas, Muri, Nicolet, Page, Pantani, Pezzatti, Quadri, Regazzi, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Rime, Rösti, Ruppen, Rutz Gregor, Schilliger, Schneeberger, Schwander, Siegenthaler, Sollberger, Tuena, Umbricht Pieren, Wehrli, Zanetti Claudio, Zuberbühler (60)

CN/CE Commission de l'économie et des redevances

17.08.2020 CER-CN. Donné suite

332/17.407 n Gschwind. Pour un partenariat social moderne (06.03.2017)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail sera adaptée aux réalités de l'économie d'aujourd'hui par la modification suivante de l'article 2:

Art. 2

L'extension ne peut être prononcée qu'aux conditions suivantes:

...

3. les employeurs et les travailleurs liés par la convention doivent respectivement former la majorité des employeurs et des travailleurs auxquels le champ d'application de la convention doit être étendu, et les employeurs liés par la convention doivent en outre occuper la majorité de tous les travailleurs. Lorsque des circonstances particulières le justifient, il peut être exceptionnellement dérogé à la règle exigeant la majorité des travailleurs liés par la convention;

3.bis lorsque les employeurs liés par la convention ne forment pas une majorité, mais représentent au moins 35 pour cent des

employeurs, ils doivent occuper au moins 65 pour cent de tous les travailleurs. Si la proportion d'employeurs liés se situe entre 35 et 50 pour cent, la majorité de travailleurs requise est diminuée dans la même mesure, entre 65 et 50 pour cent. Dans ce cas, la décision d'extension ne peut porter que sur des éléments directement en rapport avec les conditions de travail, à savoir la rémunération minimale et la durée du travail correspondante, les contributions aux frais d'exécution, les contrôles paritaires et les sanctions à l'encontre des employeurs et des travailleurs fautifs, en particulier les peines conventionnelles et les frais de contrôle;

3.ter en cas de requête au sens de l'article 1a, les employeurs liés par la convention doivent occuper au moins 50 pour cent de tous les travailleurs;

...

CN/CE Commission de l'économie et des redevances

23.04.2018 CER-CN. Donné suite

08.04.2019 CER-CE. Ne pas donner suite

09.12.2019 Conseil national. Donné suite

333/16.496 n (Guhl) Siegenthaler. Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires. Adaptation des peines prévues à l'article 285 CP (16.12.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal sera modifié comme suit:

Art. 285 CP

Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires

1. Celui qui, en usant de menace, aura empêché une autorité, un membre d'une autorité ou un fonctionnaire de faire un acte entrant dans ses fonctions, les aura contraints à faire un tel acte ou se sera livré à des voies de fait sur eux pendant qu'ils y procédaient, sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire. Si l'auteur a usé de violence, il sera puni d'une peine privative de liberté de trois jours au moins. Les employés des entreprises définies par la loi du 20 décembre 1957 sur les chemins de fer, la loi du 20 mars 2009 sur le transport de voyageurs et la loi du 19 décembre 2008 sur le transport ferroviaire de marchandises ainsi que les employés des organisations mandatées conformément à la loi fédérale du 18 juin 2010 sur les organes de sécurité des entreprises de transports publics et pourvues d'une autorisation de l'Office fédéral des transports sont également considérés comme des fonctionnaires.

2. Si l'infraction a été commise par une foule ameutée, tous ceux qui auront pris part à l'attroupement seront punis d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Ceux d'entre eux qui auront commis des violences contre les propriétés seront punis d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire de 90 jours-amende au moins. Ceux d'entre eux qui auront commis des violences contre des personnes seront punis d'une peine privative de liberté de trois jours au moins.

3. En cas de récidive qualifiée et spécifique, le juge peut imposer une peine pouvant aller jusqu'au double de la peine maximale prévue.

Cosignataires: Büchler Jakob, Burkart, Campell, Flückiger Sylvia, Galladé, Gasche, Geissbühler, Giezendanner, Gmür Alois, Grunder, Hess Lorenz, Jauslin, Landolt, Müller Walter, Müller-

Altermatt, Rickli Natalie, Romano, Rutz Gregor, Seiler Graf, Vogler, Zuberbühler (21)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

23.02.2018 CAJ-CN. Donné suite

18.01.2019 CAJ-CE. Ne pas donner suite

05.12.2019 L'objet est repris

02.03.2020 Conseil national. Donné suite

x **334/17.482 n (Guhl) Hess Lorenz. Système de santé. Transmission systématique d'une copie de la facture au patient** (29.09.2017)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) est modifiée de manière à ce que l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) ait la compétence de sanctionner les fournisseurs de prestations qui ne respectent pas l'obligation de transmettre une copie de la facture à l'assuré dans le système du tiers payant.

Cosignataires: Brand, de Courten, Frehner, Fricker, Hadorn, Häsler, Humbel, Jauslin, Lohr, Pezzatti, Semadeni, Weibel (12)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

16.11.2018 CSSS-CN. Donné suite

21.11.2019 CSSS-CE. Ne pas donner suite

05.12.2019 L'objet est repris

26.06.2020 CSSS-CN. Refusé de donner suite

26.06.2020 Retrait

x **335/19.410 n Gutjahr. Abolir le monopole partiel de la CNA** (14.03.2019)

La loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA) sera modifiée afin que tous les employeurs puissent dorénavant choisir leur institution d'assurance-accidents. L'obligation d'assurance auprès de la CNA, qui est fixée à l'article 66 LAA, sera supprimée.

Cosignataires: Aeschi Thomas, Ammann, Amstutz, Arnold, Brand, Brunner Hansjörg, Büchel Roland, Burgherr, Campell, Cattaneo, Clottu, de Courten, Dettling, Egger Mike, Egger Thomas, Egloff, Feller, Flückiger Sylvia, Frehner, Geissbühler, Giezendanner, Glarner, Gmür Alois, Grunder, Grüter, Hausamann, Heer, Herzog Verena, Hess Lorenz, Hurter Thomas, Imark, Jauslin, Keller Peter, Keller-Inhelder, Knecht, Kutter, Matter Thomas, Müller Thomas, Müri, Page, Pezzatti, Regazzi, Rime, Romano, Rösti, Ruppen, Rutz Gregor, Sauter, Sollberger, Steinemann, Tuena, Umbricht Pieren, Walliser, Walti Beat, Waserfallen Christian, Wobmann, Zanetti Claudio, Zuberbühler (58)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

10.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

336/20.452 n Heer. Droit de nécessité. Pas sans le Parlement (18.06.2020)

Les bases juridiques pertinentes doivent être modifiées de sorte que, si le Conseil fédéral prend des mesures fondées sur l'art. 185 Cst., celles-ci soient approuvées par les deux tiers des deux conseils dans les jours qui suivent. La durée de validité de six mois ne sera pas modifiée. Pendant ce délai, les mesures

pourront être abrogées à tout moment, à la majorité simple des deux conseils.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

337/19.465 n (Heim) Barrile. Assurer l'approvisionnement de la population en médicaments et en vaccins en créant une pharmacie populaire (21.06.2019)

Le mandat de la Pharmacie de l'armée est élargi de manière à pouvoir servir, comme une pharmacie populaire, à la sécurité de l'approvisionnement de l'ensemble de la population en vaccins et en médicaments.

Cosignataires: Barrile, Bendahan, Crottaz, Fehlmann Rielle, Feri Yvonne, Hadorn, Hardegger, Humbel, Maire Jacques-André, Munz, Piller Carrard, Seiler Graf, Sommaruga Carlo (13)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

28.11.2019 L'objet est repris

338/17.483 n Herzog Verena. Allocations familiales ajustées au pouvoir d'achat (29.09.2017)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les allocations familiales (LAFam) est modifiée de sorte que, comme pour l'assurance-chômage, les allocations pour enfant et les allocations de formation professionnelle soient calculées en fonction du pouvoir d'achat pour les enfants vivant dans l'UE. Le minimum prévu à l'article 5 LAFam doit être réduit de 100 francs. Parallèlement on introduira un supplément de 100 francs pour compenser le désavantage en termes de pouvoir d'achat subi par les familles ayant des enfants domiciliés en Suisse. Pour les allocations pour enfant, c'est le domicile de l'enfant au moment du versement qui sera déterminant. Pour les allocations de formation professionnelle, un supplément sera dû si l'enfant concerné a été domicilié en Suisse pendant au moins cinq ans au cours des dix dernières années.

Cosignataires: Aebi Andreas, Aeschi Thomas, Amaudruz, Amstutz, Brand, Brunner Toni, de Courten, Dettling, Egloff, Estermann, Flückiger Sylvia, Frehner, Geissbühler, Giezendanner, Glarner, Grin, Grüter, Hausamann, Hess Lorenz, Keller Peter, Keller-Inhelder, Knecht, Köppel, Martullo, Matter Thomas, Müller Thomas, Müri, Nidegger, Pezzatti, Reimann Lukas, Rösti, Rutz Gregor, Salzmann, Schwander, Sollberger, Stamm, Steinemann, Vogt, von Siebenthal, Walter, Weibel, Wobmann, Zanetti Claudio, Zuberbühler (44)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

16.11.2018 CSSS-CN. Donné suite

21.11.2019 CSSS-CN. Adhésion

339/20.412 n Hess Erich. Renoncer au versement de rentes pour enfants à l'étranger (04.05.2020)

Les bases légales nécessaires seront modifiées de manière à ce que les rentes pour enfants soient désormais versées uniquement en faveur d'enfants domiciliés en Suisse.

Cosignataires: Aeschi Thomas, Bircher, Buffat, Burgherr, de Courten, Dettling, Egger Mike, Gafner, Geissbühler, Giezendanner, Glarner, Grin, Grüter, Guggisberg, Gutjahr, Haab, Heer, Heimgartner, Herzog Verena, Huber, Imark, Keller Peter, Köppel, Marchesi, Matter Thomas, Page, Reimann Lukas, Rösti,

Rüegger, Ruppen, Rutz Gregor, Schläpfer, Schwander, Sollberger, Strupler, Tuena, Umbricht Pieren, von Siebenthal, Walliser, Wobmann, Zuberbühler (41)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

340/09.528 n Humbel. Financement moniste des prestations de soins (11.12.2009)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Un système de financement moniste sera introduit, par le biais d'une modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal). Afin que les cantons puissent garder le contrôle des moyens publics, le système en question respectera notamment les points suivants:

1. Les moyens publics seront consacrés à la formation et au perfectionnement du personnel médical, à la compensation des risques, aux prestations de santé publique et d'intérêt général, de même qu'à la réduction des primes d'assurance-maladie.
2. La part du financement public des prestations couvertes par l'assurance de base sera fixée et adaptée au renchérissement des prestations de santé.
3. Toutes les prestations hospitalières ou ambulatoires inscrites dans la LAMal seront financées par les assureurs-maladie.

Cosignataires: Borer, Bortoluzzi, Cassis, Egger, Favre Charles, Fiala, Gilli, Glanzmann, Gysin, Häberli-Koller, Kleiner, Loepfe, Müller Philipp, Parmelin, Scherer, Schmid-Federer, Stahl, Triponez, Wehrli (19)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

18.02.2011 CSSS-CN. Donné suite

15.11.2011 CSSS-CE. Adhésion

13.12.2013 Conseil national. Délai prolongé jusqu'à la session d'hiver 2015.

18.12.2015 Conseil national. Délai prolongé jusqu'à la session d'hiver 2017.

15.12.2017 Conseil national. Délai prolongé jusqu'à la session d'hiver 2019.

05.04.2019 Rapport (FF 2019 3411)

14.08.2019 Avis du Conseil fédéral (FF 2019 5497)

Voir objet 19.3970 Mo. CSSS-CN

1. Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (Financement uniforme des prestations ambulatoires et des prestations avec hospitalisation) (FF 2019 3449)

26.09.2019 Conseil national. Divergences

341/16.419 n Humbel. Dispositifs médicaux figurant sur la liste des moyens et appareils. Instaurer la concurrence sur les prix (17.03.2016)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) est modifiée de manière à ce que les prix des dispositifs médicaux figurant sur la liste des moyens et appareils (LiMA) puissent être négociés entre les fournisseurs de prestations, les fabricants ou fournisseurs d'une part et les assureurs (ou leurs fédérations) ou les centrales d'achat d'autre part.

Cosignataires: Amherd, Candinas, Cassis, de Courten, Fässler Daniel, Frehner, Gmür Alois, Heim, Hess Lorenz, Lohr, Muri, Pezzatti, Pfister Gerhard, Riklin Kathy, Schmid-Federer, Steiert (16)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

12.05.2017 CSSS-CN. Donné suite

26.10.2017 CSSS-CE. Adhésion

20.12.2019 Conseil national. Prolongation de délai

Jusqu'à la session d'hiver 2021.

342/12.502 n Hutter Markus. Droit du contrat d'entreprise. Pour des délais de réclamation équitables (14.12.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le Code civil suisse (Livre cinquième: Droit des obligations) sera modifiée comme suit:

Art. 370 Acceptation de l'ouvrage

...

Al. 3

Si les défauts ne se manifestent que plus tard, le maître est tenu de les signaler à l'entrepreneur dans les 60 jours qui suivent le moment où il en a connaissance; sinon, l'ouvrage est tenu pour accepté avec ces défauts.

Cosignataires: Baader Caspar, Bäumle, Binder, Blocher, Brand, Candinas, Caroni, Egloff, Fässler Hildegard, Fehr Hans, Feller, Fischer Roland, Flach, Fluri, Gasser, Germanier, Gmür Alois, Gössi, Knecht, Landolt, Leutenegger Filippo, Müller Philipp, Müller Thomas, Noser, Pelli, Pezzatti, Pfister Gerhard, Regazzi, Ribaux, Riklin Kathy, Rutz Gregor, Schilliger, Schneeberger, Stahl, Vitali, Walter, Wandfluh, Wasserfallen Christian, Weibel, Zörjen (40)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

25.10.2013 CAJ-CN. Donné suite

03.07.2014 CAJ-CE. Adhésion

30.09.2016 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session d'automne 2018.

28.09.2018 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session d'automne 2020.

343/18.421 n Jans. Inscrire dans la loi la recherche agronomique adaptée au site (16.03.2018)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 114 (Stations de recherches) alinéa 1 de la loi sur l'agriculture (LAgr) doit être modifié:

"La Confédération peut gérer des stations de recherches agromiques" sera remplacé par "La Confédération gère des stations de recherches agronomiques".

Cosignataires: Aebischer Matthias, Amherd, Bertschy, Birrer-Heimo, Bourgeois, Campell, Crottaz, Friedl Claudia, Graf Maya, Guhl, Gysi Barbara, Hadorn, Hardegger, Hausammann, Leutenegger Oberholzer, Munz, Nicolet, Ritter, Schenker Silvia (19)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

12.11.2018 CER-CN. Donné suite

17.10.2019 CER-CE. Adhésion

344/19.430 n Jans. Pesticides aux effets nuisibles avérés. Protection systématique de l'eau souterraine, potable, de rivière et de lac (21.03.2019)

La loi fédérale sur la protection des eaux sera complétée par un article garantissant que l'utilisation de substances actives contenues dans des pesticides de synthèse sera interdite si celles-ci nuisent de manière répétée à la reproduction, au développement et à la santé de plantes, d'animaux et de microorganismes sensibles dans plusieurs eaux superficielles, ou si des concentrations trop élevées de résidus de pesticides (substances actives et produits de dégradation) sont mesurées dans l'eau souterraine ou dans l'eau potable.

Cosignataires: Glättli, Moser, Nordmann, Streiff, Walti Beat (5)
CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

12.12.2019 Conseil national. Donné suite

x 345/19.483 n Jans. Contre la réduction des prestations complémentaires des victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance et de placements extrafamiliaux (19.09.2019)

La loi fédérale sur les mesures de coercition à des fins d'assistance et les placements extrafamiliaux antérieurs à 1981 (LMCFA) est modifiée comme suit:

Article 4 alinéa 6 lettre c: la dernière partie de la phrase, à savoir "l'article 11 alinéa 1 lettres b et c LPC est réservé", est abrogée.

Les dispositions transitoires suivantes sont ajoutées:

1. Les personnes dont les prestations complémentaires, sur la base du droit antérieur, ont été réduites ou supprimées suite à la prise en compte de la contribution de solidarité peuvent demander que leurs prestations complémentaires soient recalculées sur la base des nouvelles dispositions.

2. L'autorité chargée de l'exécution de la présente loi indique à l'Office fédéral des assurances sociales les personnes qui ont reçu une contribution de solidarité.

3. Le Conseil fédéral règle les modalités, en particulier les cas où les prestations complémentaires doivent être d'office recalculées.

Cosignataires: Barrile, Crottaz, Feri Yvonne, Fluri, Friedl Claudia, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Landolt, Lohr, Marti Min Li, Marti Samira, Molina, Munz, Quadranti, Schenker Silvia, Schneider Schüttel, Seiler Graf, Semadeni, Sollberger, Tornare, Vogler, Wüthrich (23)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

08.09.2020 Retrait

346/20.461 n Jauslin. Faire enfin en sorte que tous les membres de l'Assemblée fédérale aient accès à tous les documents des commissions (14.09.2020)

L'ordonnance sur l'administration du Parlement (OLPA), qui régit notamment l'accès aux procès-verbaux des commissions, aux convocations aux séances et aux listes de documents, sera modifiée de sorte que tous les membres de l'Assemblée fédérale aient accès aux procès-verbaux relatifs aux affaires internes de toutes les commissions visées aux art. 10, ch. 3 à 11, du règlement du Conseil national et 7, ch. 3 à 11, du règlement du Conseil des Etats. Il sera examiné dans ce contexte s'il

y a lieu de prévoir des exceptions, par ex. dans le domaine de compétence des CPE.

Cosignataires: Addor, Aeschi Thomas, Barrile, Binder, Bircher, Bregy, Cottier, Flach, Fluri, Glarner, Glättli, Gredig, Grossen Jürg, Gysin Greta, Huber, Kälin, Marchesi, Marti Samira, Masshardt, Moser, Nussbaumer, Pfister Gerhard, Romano, Rutz Gregor, Silberschmidt, Steinemann, Streiff, Trede, Wermuth (29)

347/15.451 n Joder. Renforcer les Commissions de gestion (18.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les bases légales doivent être adaptées de sorte que les Commissions de gestion puissent exercer la haute surveillance sur la gestion au sens de l'article 26 de la loi sur le Parlement de manière plus efficace, plus rapide, plus efficiente et dans la meilleure coordination possible avec les autres organes de surveillance de la Confédération.

Cosignataires: Bernasconi, Borer, Clottu, Giezendanner, Graber Jean-Pierre, Grin, Heim, Kessler, Knecht, Lustenberger, Schibli, Schneeberger, Veillon, Wasserfallen Christian (14)

CN/CE *Commission de gestion*

19.11.2015 CdG-CN. Donné suite

26.02.2016 CdG-CE. Adhésion

16.03.2018 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2020.

02.07.2019 Rapport CdG-CN (FF 2019 5919)

27.09.2019 Avis du Conseil fédéral (FF 2019 6493)

1. Loi sur l'Assemblée fédérale (Loi sur le Parlement, LParl) (Renforcer la haute surveillance) (FF 2019 5947)

20.12.2019 Conseil national. Décision conforme au projet

22.09.2020 Conseil des Etats. Ne pas entrer en matière

348/12.495 n Jositsch. Détention provisoire en cas de risque de récidive qualifié (12.12.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 221 du Code de procédure pénale (CPP) est modifié de manière à ce que la détention provisoire puisse également être ordonnée en cas de risque de récidive qualifié, c'est-à-dire lorsqu'il y a sérieusement lieu de craindre que le prévenu commette une grave infraction et que la procédure en cours porte sur un crime ou un délit du même genre.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Fehr Hans-Jürg, Schneider Schüttel, Sommaruga Carlo (4)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

24.10.2013 CAJ-CN. Donné suite

10.02.2014 CAJ-CE. Adhésion

18.03.2016 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2018.

349/12.497 n Jositsch. Décisions de mise en détention. Personnes habilitées à recourir (12.12.2012)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code de procédure pénale est modifié comme suit:

Art. 222

Le détenu et le ministère public peuvent attaquer devant l'autorité de recours les décisions ordonnant une mise en détention provisoire ou une mise en détention pour des motifs de sûreté ou encore la prolongation ou le terme de cette détention. L'article 233 est réservé.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Fehr Hans-Jürg, Hadorn, Schneider Schüttel, Sommaruga Carlo (5)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

24.10.2013 CAJ-CN. Donné suite

15.05.2014 CAJ-CE. Adhésion

18.03.2016 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2018.

x **350/19.403 n Kälin. Prévoir que les futurs projets de loi devront être assortis d'un bilan carbone** (04.03.2019)

L'article 141 alinéa 2 de la loi sur le Parlement sera complété par une nouvelle lettre qui disposera que les projets de loi devront désormais être évalués sous l'angle des émissions de gaz à effet de serre attendues, et accompagnés si possible d'une présentation de la compatibilité des émissions quantifiées avec les objectifs mondiaux en matière de climat.

Cosignataires: Arslan, Brélaz, de la Reussille, Girod, Glättli, Graf Maya, Mazzone, Rytz Regula, Thorens Goumaz, Töngi, Trede (11)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

10.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

x **351/19.440 n Kälin. Listes électorales paritaires** (14.06.2019)

La loi fédérale sur les droits politiques sera modifiée de telle sorte que les deux sexes soient représentés de manière paritaire sur les listes de candidats pour l'élection au Conseil national.

Cosignataires: Arslan, Girod, Glättli, Graf Maya, Thorens Goumaz, Töngi, Trede (7)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

16.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

352/20.441 n Kamerzin. Soutenir la transition énergétique en facilitant et en accélérant la construction d'infrastructures de production d'énergie renouvelable (10.06.2020)

Afin de soutenir concrètement la transition énergétique et de réaliser les objectifs de la stratégie énergétique 2050 de la Confédération, les dispositions actuelles sur l'intérêt national à l'utilisation des énergies renouvelables (art. 12 LEn) seront modifiées, en considérant l'intérêt à la réalisation de projets relatifs à l'énergie renouvelable comme prépondérant par rapport aux autres intérêts en présence.

Cosignataires: Addor, Bourgeois, Bregy, Bulliard, Candinas, Chevalley, Gschwind, Nantermod, Regazzi, Roduit, Rösti, Ruppen (12)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

353/20.442 n Kamerzin. Parlement sans papier (11.06.2020)

Les dispositions pertinentes du règlement du conseil national seront modifiées, en se fondant sur les modifications transitoires adoptées en séance du 04 mai 2020, afin que le Conseil national fonctionne de manière durable selon le principe du "Parlement sans papier".

Cosignataires: Andrey, Nantermod, Reynard (3)

CN/CE *Bureau*

x **354/13.411 n Kessler. Remboursement des médicaments onéreux. Empêcher une sélection des risques** (14.03.2013)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie est modifiée comme suit:

Art. 42 Principe

Al. 1

Sauf convention contraire entre les assureurs et les fournisseurs de prestations, l'assuré est le débiteur de la rémunération envers le fournisseur de prestations. L'assuré a, dans ce cas, le droit d'être remboursé par son assureur (système du tiers garant). En dérogation à l'article 22 alinéa 1 LPGA, ce droit peut être cédé au fournisseur de prestations.

Al. 2

Assureurs et fournisseurs de prestations peuvent convenir que l'assureur est le débiteur de la rémunération (système du tiers payant). En dérogation à l'alinéa 1, l'assureur est le débiteur de sa part de rémunération en cas de traitement hospitalier et pour les médicaments.

...

Cosignataires: Bäumle, Bertschy, Böhni, Bortoluzzi, Cassis, Chevalley, Fehr Jacqueline, Fischer Roland, Flach, Gasser, Gilli, Grossen Jürg, Heim, Hess Lorenz, Lohr, Maier Thomas, Moret Isabelle, Moser, Schenker Silvia, Weibel (20)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

22.01.2014 CSSS-CN. Donné suite

04.04.2014 CSSS-CE. Adhésion

17.06.2016 Conseil national. Délai prolongé jusqu'à la session d'été 2018.

15.06.2018 Conseil national. Délai prolongé jusqu'à la session d'été 2020.

25.09.2020 Conseil national. Classement

355/15.434 n (Kessler) Weibel. Octroyer le congé de maternité au père en cas de décès de la mère (08.06.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les allocations pour perte de gain et le Code des obligations seront modifiés afin que le congé de maternité de 14 semaines soit octroyé intégralement au père, en cas de décès de la mère, dans les 14 semaines qui suivent la naissance de l'enfant.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Bäumle, Bernasconi, Bertschy, Binder, Böhni, Brand, Büchel Roland, Büchler Jakob, Candinas, Carobbio Guscetti, Caroni, Cassis, Chevalley, Chopard-Acklin, Darbellay, Fehr Hans, Fiala, Fischer Roland, Flach,

Fluri, Fridez, Friedl Claudia, Gasche, Gasser, Geissbühler, Gilli, Glättli, Graber Jean-Pierre, Graf Maya, Grossen Jürg, Gschwind, Guhl, Gysi Barbara, Hardegger, Hassler, Heim, Hess Lorenz, Humbel, Ingold, Jans, Joder, Jositsch, Landolt, Leuenberger-Genève, Lohr, Lustenberger, Mahrer, Maier Thomas, Masshardt, Moret Isabelle, Moser, Müller Thomas, Müller Walter, Munz, Neiryck, Pfister Gerhard, Quadranti, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Rytz Regula, Schelbert, Schmid-Federer, Schneider Schüttel, Schwaab, Steiert, Stolz, Streiff, Thorens Goumaz, Trede, Tschümperlin, van Singer, Vischer Daniel, Vogler, Weibel (75)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

03.12.2015 L'objet est repris

22.06.2016 CSSS-CN. Donné suite

30.08.2016 CSSS-CE. Adhésion

28.09.2018 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session d'automne 2020.

356/20.447 n Klopfenstein Broggin. Pour l'interdiction de la distribution gratuite de sacs à usage unique (16.06.2020)

Modifier l'article 30a, lettre a, de la Loi sur la Protection de l'Environnement, de manière à interdire la distribution gratuite de sacs à usage unique dans tous les commerces du pays.

Cosignataires: Bulliard, Clivaz Christophe, Dandrès, Egger Kurt, Girod, Maitre, Matter Michel, Mettler, Munz, Schneider Schüttel, Suter (11)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

357/20.466 n Klopfenstein Broggin. Les finances de la Confédération sous le prisme du climat (23.09.2020)

L'article 39, alinéa 2, de la loi sur les finances de la Confédération sur le contrôle interne, sera modifiée ainsi : il (le Conseil fédéral) tient compte des risques encourus, y compris sur l'environnement et du rapport coût-utilité.

Cosignataires: Andrey, Clivaz Christophe, Dandrès, Fischer Roland, Girod, Glättli, Jans, Masshardt, Nordmann, Python, Trede (11)

358/16.500 n Knecht. Analyse obligatoire de la qualité de la réglementation dans le rapport explicatif destiné à la consultation (16.12.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur la consultation sera complétée par une disposition prévoyant que les rapports explicatifs envoyés en consultation devront comprendre une analyse de la qualité de la réglementation prévue, analyse qui traitera les questions suivantes:

1. La défaillance du marché qu'il y a lieu de corriger a-t-elle été clairement identifiée et décrite avec précision?
2. Les buts visés par la réglementation ont-ils été définis de manière suffisante?
3. Y a-t-il un lien clair entre la réglementation proposée et le but visé?
4. A-t-on, lors du recours à des expertises, pris en considération tout le savoir-faire scientifique existant?

5. La réglementation proposée est-elle compréhensible, transparente, vérifiable et bon marché?

6. D'autres solutions conformes aux règles du marché ont-elles été examinées?

7. La réglementation proposée entraîne-t-elle un transfert de la gestion du risque et du capital de l'entreprise vers le régulateur?

8. La réglementation existante ou proposée crée-t-elle une incitation à l'autoréglementation?

9. La réglementation existante ou proposée laisse-t-elle une marge de manoeuvre suffisante pour une concurrence entre régulateurs?

Cosignataires: Addor, Aebi Andreas, Arnold, Bigler, Brand, Büchel Roland, Buffat, Bühler, Burgherr, Burkart, Clottu, de Courten, Egloff, Estermann, Flückiger Sylvia, Frehner, Giezen-danner, Glarner, Glauser, Gmür Alois, Golay, Grin, Grunder, Grüter, Guhl, Hausammann, Heer, Herzog Verena, Hess Lorenz, Imark, Jauslin, Keller Peter, Keller-Inhelder, Martullo, Müller Thomas, Muri, Nicolet, Nidegger, Page, Pantani, Pezzatti, Quadri, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Rime, Ritter, Rösti, Ruppen, Schneeberger, Sollberger, Stamm, Steinemann, Tuena, Walliser, Wobmann, Zanetti Claudio, Zuberbühler (57)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

11.01.2018 CIP-CN. Donné suite

11.10.2018 CIP-CE. Adhésion

1. Loi fédérale ...

359/12.419 n Leutenegger Filippo. Whistleblowing. Admettre la licéité d'un acte délictueux commis au nom de la sauvegarde d'intérêts supérieurs (15.03.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal est modifié de façon à reconnaître la licéité d'un acte délictueux s'il est commis pour sauvegarder des intérêts supérieurs et s'il reste circonscrit aux limites de la proportionnalité, en l'occurrence du signalement par un lanceur d'alerte de faits répréhensibles (ou "whistleblowing").

Cosignataires: Caroni, Flach, Hardegger, Jositsch, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Lüscher, Rickli Natalie, Schwaab, Sommaruga Carlo, Stamm, Vogler (12)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

23.05.2013 CAJ-CN. Donné suite

09.01.2014 CAJ-CE. Adhésion

18.03.2016 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2018.

16.03.2018 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2020.

19.06.2020 Conseil national. Prolongation de délai Jusqu'à la session de printemps 2022.

360/16.438 n (Leutenegger Oberholzer) Piller Carrard. Entreprises fédérales et entreprises liées à la Confédération. Pour des rétributions appropriées et pour la fin des salaires excessifs (02.06.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On inscrira dans la législation la règle en vertu de laquelle toutes les rémunérations que les entreprises fédérales ou les entreprises liées à la Confédération versent aux membres de leur conseil d'administration et à toutes les personnes chargées de la gestion (direction) doivent être appropriées. Les rémunérations des personnes chargées de la gestion et des membres du conseil d'administration doivent avoir un rapport approprié avec la tâche à accomplir, avec la situation de la société et avec les traitements versés au personnel. Le salaire le plus élevé des membres de la direction d'une entreprise fédérale ou d'une entreprise liée à la Confédération ne doit pas dépasser le traitement brut d'un conseiller fédéral.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Feri Yvonne, Friedl Claudia, Jans, Munz, Nordmann, Nussbaumer, Pardini, Reynard, Schenker Silvia, Semadeni, Wermuth (12)

CN/CE Commission des institutions politiques

20.01.2017 CIP-CN. Donné suite

15.05.2017 CIP-CE. Ne pas donner suite

11.09.2017 Conseil national. Donné suite

18.01.2018 CIP-CE. Adhésion

19.06.2020 Conseil national. Prolongation de délai
Jusqu'à la session de printemps 2022.

14.08.2020 Rapport CIP-CN (FF 2020 8047)

1. Loi sur le personnel de la Confédération (LPers) (FF 2020 8073)

361/12.409 n Lohr. Contribution d'assistance. Rémunération des prestations d'aide fournies par des proches (14.03.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La LAI sera modifiée de telle sorte que les prestations d'aide fournies par des proches soient rémunérées à hauteur de 80 pour cent au maximum, dans le cadre de la contribution d'assistance.

Cosignataires: Amherd, Aubert, Barthassat, Bernasconi, Birrer-Heimo, Böhni, Bulliard, Candinas, Carobbio Guscetti, Darbellay, de Buman, Fässler Hildegard, Fehr Jacqueline, Feri Yvonne, Girod, Glättli, Gmür Alois, Graf Maya, Graf-Litscher, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Humbel, Ingold, John-Calame, Kessler, Lehmann, Leuenberger-Genève, Levrat, Marra, Meier-Schatz, Müller Geri, Nussbaumer, Romano, Rossini, Schelbert, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Semadeni, Streiff, Teuscher, Tschümperlin, van Singer, Vischer Daniel, Vogler, von Graffenried (46)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

24.05.2013 CSSS-CN. Donné suite

16.03.2015 Conseil des Etats. Suspension

19.06.2015 Conseil national. Adhésion

362/17.453 n Lohr. Décisions de l'OFSP concernant la liste des spécialités. Droit de recours des assureurs-maladie (15.06.2017)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 52 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), portant sur les analyses et les médicaments, est complété par

un alinéa 4 qui crée une base légale spéciale donnant aux assureurs-maladie le droit de recourir contre les décisions de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) concernant la liste des spécialités au sens des articles 64 à 75 de l'ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal).

Cosignataires: Brand, Candinas, Cassis, Chiesa, Clottu, Giezendanner, Herzog Verena, Hess Erich, Hess Lorenz, Keller Peter, Nicolet, Pezzatti, Romano, Salzmann, Schneeberger, Umbricht Pieren, Walliser, Walter, Weibel (19)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

18.05.2018 CSSS-CN. Donné suite

16.05.2019 CSSS-CE. Adhésion

363/19.416 n Lüscher. Pour une meilleure appréciation des circonstances prises en compte par les conducteurs de véhicules du service du feu, du service de santé, de la police ou de la douane lors de courses d'urgence (21.03.2019)

La loi fédérale sur la circulation routière est modifiée comme suit:

Article 100 chiffre 4 LCR (modifié et divisé en trois chiffres: 4, 5 et 6)

4. Le conducteur d'un véhicule du service du feu, du service de santé, de la police ou de la douane n'est pas punissable s'il enfreint les règles de la circulation ou des mesures spéciales relatives à la circulation:

a. lors d'une course officielle urgente avec les signaux d'avertissement nécessaires enclenchés;

b. lors d'une course-poursuite de la police effectuée avec les signaux d'avertissement enclenchés;

c. lors d'une course officielle de la police destinée à appréhender des auteurs présumés de crimes ou délits, effectuée sans les signaux d'avertissement enclenchés, si ceux-ci compromettent l'accomplissement de la tâche légale, notamment l'approche silencieuse ou non visible;

d. lors d'une course officielle de la police destinée à appréhender des auteurs présumés de crimes ou délits, effectuée sans les signaux d'avertissement enclenchés, pour des raisons tactiques, notamment de filature.

5. Le conducteur d'un véhicule du service du feu, du service de santé, de la police ou de la douane reste punissable si, lors d'une course officielle urgente (ch. 4 let. a):

a. il n'a pas fait preuve de la prudence imposée par les circonstances en adoptant une vitesse excessive; pour qualifier l'infraction, seule la différence existant entre la vitesse qui aurait été admissible et la vitesse constatée est prise en considération;

b. il n'a pas enclenché les signaux d'avertissement nécessaires et cause de ce fait un accident avec un autre usager ou un piéton.

Pour juger de la prudence imposée par les circonstances, il est pris en compte les faits tels qu'ils étaient portés à la connaissance du conducteur et selon la représentation qu'il pouvait en avoir au moment d'agir.

6. Le juge atténue librement la peine infligée au conducteur punissable selon le chiffre 5, en tenant compte des circonstances de la mission accomplie, et afin que le conducteur ne soit pas sanctionné à l'égal d'un conducteur n'accomplissant pas une mission officielle. Le juge exempte le conducteur de toute peine lorsqu'il apparaît que l'accomplissement de la mis-

sion était d'intérêt public, notamment en cas d'interpellation d'auteurs d'infraction contre la vie et le patrimoine.

Article 16 alinéa 3 LCR

3 Les circonstances doivent être prises en considération pour fixer la durée du retrait du permis d'élève conducteur ou du permis de conduire, notamment l'atteinte à la sécurité routière, la gravité de la faute, les antécédents en tant que conducteur ainsi que la nécessité professionnelle de conduire un véhicule automobile.

4 Le permis de conduire des conducteurs d'un véhicule du service du feu, du service de santé, de la police ou de la douane qui commet une infraction dans l'accomplissement d'une course officielle au sens de l'article 100 chiffre 4 n'est pas retiré, même lorsque le conducteur fait l'objet d'une condamnation fondée sur l'article 100 chiffre 5.

Cosignataires: Buffat, Maire Jacques-André, Regazzi (3)

CN/CE Commission des transports et des télécommunications

20.01.2020 CTT-CN. Donné suite

364/19.485 n Lüscher. Dépolitisation de l'élection du procureur général de la Confédération (23.09.2019)

Je demande que la loi sur l'organisation des autorités pénales soit modifiée comme suit:

Art. 20

Al. 1

L'Assemblée fédérale (Chambres réunies) élit le procureur général et les procureurs généraux suppléants. (Nouveau:) Dans la règle, cette élection intervient 24 mois après les élections du Parlement.

...

CN/CE Commission des affaires juridiques

365/20.460 n Mäder. Planification des sessions lors de situations extraordinaires au sens de la loi sur les épidémies (10.09.2020)

La loi sur le Parlement sera modifiée de telle manière que, lors de situations extraordinaires au sens de la loi sur les épidémies, les deux conseils ne soient plus tenus de siéger à raison de quatre sessions de trois semaines, mais puissent se réunir chaque mois pour une session d'une semaine.

Cosignataires: Andrey, Brunner, Christ, Flach, Matter Michel, Mettler, Moser, Pointet, Rechsteiner Thomas, Schaffner, Widmer Céline (11)

366/11.482 n Markwalder. Personnes travaillant à temps partiel. Des prestations LPP plutôt que l'aide sociale (30.09.2011)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité est complétée comme suit:

Art. 7a Assurance des personnes travaillant à temps partiel

Al. 1

Les personnes travaillant à temps partiel sont soumises à l'obligation de s'assurer. La déduction de coordination est fixée à proportion du taux d'occupation. Le seuil d'entrée appliqué est

le même que celui qui s'applique aux salariés travaillant à plein temps.

Al. 2

Les employeurs se mettent d'accord pour désigner celui qui gèrera l'assurance. Les autres employeurs versent à l'institution de prévoyance correspondante les cotisations dues par l'employeur et celles dues par le salarié. Si les employeurs ne parviennent pas à s'entendre, celui chez qui le salarié a le taux d'occupation le plus élevé devient l'employeur responsable.

Al. 3

L'article 46 s'applique à titre subsidiaire.

Cosignataires: Brunschwig Graf, Eichenberger, Fiala, Flück Peter, Fluri, Huber, Kleiner, Moret Isabelle, Perrinjaquet, Ruey (10)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

12.10.2012 CSSS-CN. Donné suite

11.02.2013 CSSS-CE. Ne pas donner suite

28.05.2018 Conseil national. Donné suite

Voir objet 12.3974 Mo. CSSS-CN

367/15.409 n Markwalder. Protection du secret professionnel des juristes d'entreprise (11.03.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code de procédure civile du 19 décembre 2008 (CPC) sera modifié comme suit:

Art. 160a Exception en faveur des services juridiques d'entreprise

Al. 1

Les parties et les tiers ne sont pas soumis à l'obligation de collaborer en ce qui concerne l'activité du service juridique interne d'une entreprise, lorsque les conditions suivantes sont réunies:

Let. a

l'activité en cause serait considérée comme spécifique à la profession si elle était exécutée par un avocat;

Let. b

le service juridique est dirigé par une personne titulaire d'un brevet cantonal d'avocat ou remplissant les conditions professionnelles requises dans son Etat d'origine pour pratiquer le métier d'avocat.

Al. 2

L'exception prévue à l'article 160 alinéa 1 lettre b s'applique par analogie aux documents concernant les contacts avec un service juridique au sens de l'alinéa 1.

Cosignataires: Amherd, Barazzone, Bernasconi, Brand, Caroni, Egloff, Eichenberger, Flach, Golay, Guhl, Huber, Jositsch, Lehmann, Lüscher, Matter Thomas, Merlini, Miesch, Naef, Noser, Reimann Lukas, Reynard, Rickli Natalie, Rossini, Ruiz Rebecca, Rutz Gregor, Schneider-Schneiter, Schwaab, Schwander, Stahl, Stolz, Vischer Daniel, Vogler, Wasserfallen Christian (33)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

23.10.2015 CAJ-CN. Donné suite

21.03.2016 CAJ-CE. Ne pas donner suite

21.09.2016 Conseil national. Donné suite

25.10.2016 CAJ-CE. Adhésion

28.09.2018 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session d'automne 2020.

368/20.455 n Markwalder. Frais pour l'accueil extrafamilial. Déduction fiscale de 25 000 francs au maximum par enfant et par an (19.06.2020)

La loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct est modifiée comme suit:

Art. 33, al. 3

Un montant de 25 000 francs au plus par enfant dont la garde est assurée par un tiers est déduit du revenu si l'enfant a moins de 14 ans et vit dans le même ménage que le contribuable assurant son entretien et si les frais de garde documentés ont un lien de causalité direct avec l'activité lucrative, la formation ou l'incapacité de gain du contribuable.

Cosignataires: Bellaïche, Bertschy, Bourgeois, Chevalley, Christ, Cottier, Dobler, Flach, Fluri, Gredig, Grossen Jürg, Jauslin, Landolt, Lüscher, Mäder, Markwalder, Matter Michel, Mettler, Moser, Nantermod, Pointet, Portmann, Riniker, Sauter, Schaffner, Siegenthaler, Vincenz, Wasserfallen Christian, Wehrli (29)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

x 369/19.444 n Marti Min Li. Sanctions en cas d'inégalités salariales (19.06.2019)

La loi sur l'égalité est modifiée comme suit:

Art. 13k Dispositions pénales (nouveau)

L'employeur auprès duquel, lors d'une nouvelle analyse au sens de l'article 13a, une discrimination salariale à raison du sexe est constatée un an après la constatation d'une première discrimination de ce type, est puni d'une amende de 40 000 francs au plus.

Cosignataires: Barrile, Bendahan, Crottaz, Fehlmann Rielle, Feri Yvonne, Friedl Claudia, Gysi Barbara, Hadorn, Hardegger, Heim, Marti Samira, Masshardt, Meyer Mattea, Munz, Nordmann, Piller Carrard, Reynard, Schenker Silvia, Seiler Graf, Sommaruga Carlo, Wasserfallen Flavia, Wüthrich (22)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

25.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

370/20.451 n Marti Samira. La pauvreté n'est pas un crime (18.06.2020)

Les art. 62 et 63 de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI) ont toujours prévu une révocation de l'autorisation de séjour ou de l'autorisation d'établissement en cas de recours à l'aide sociale. Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle LEI, toutefois, la pratique s'est durcie, avec pour conséquence que des étrangers qui vivent depuis des dizaines d'années en Suisse, y travaillent et y paient des impôts, voire qui y sont nés ou qui sont venus en Suisse lorsqu'ils étaient de jeunes enfants, sont renvoyés parce qu'ils dépendent de l'aide sociale, quelle qu'en soit la raison (perte d'emploi, accident, maladie, séparation d'avec son conjoint, manque de chance).

Après plus de 10 ans en Suisse, les étrangers devraient avoir la possibilité de percevoir l'aide sociale sans se voir directement menacés de renvoi, à moins qu'ils soient délibérément tombés dans la pauvreté ou qu'ils n'aient rien fait pour en sortir.

Il faut donc modifier la LEI comme suit :

Art. 62, al. 3

Après un séjour légal ininterrompu de plus de 10 ans en Suisse, un étranger ne peut plus être renvoyé en vertu de l'al. 1, let. e, à moins qu'il ait délibérément provoqué la situation qui l'a fait tomber dans la pauvreté ou qu'il n'ait délibérément rien fait pour la modifier.

Art. 63, al. 4

Après un séjour légal ininterrompu de plus de 10 ans en Suisse, un étranger ne peut plus être renvoyé en vertu de l'al. 1, let. c, à moins qu'il ait délibérément provoqué la situation qui l'a fait tomber dans la pauvreté ou qu'il n'ait délibérément rien fait pour la modifier.

Cosignataires: Atici, Barrile, Bulliard, Cottier, Dandrès, Eymann, Fehlmann Rielle, Feri Yvonne, Friedl Claudia, Funicello, Graf-Litscher, Gredig, Gysi Barbara, Gysin Greta, Jans, Locher Benguerel, Lohr, Maître, Marra, Marti Min Li, Mettler, Meyer Mattea, Molina, Munz, Nussbaumer, Piller Carrard, Prelicz-Huber, Pult, Reynard, Roth Franziska, Schneider Schüttel, Storni, Streiff, Vincenz, Wehrli, Wermuth, Widmer Céline (37)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

x 371/18.490 n Masshardt. Règles applicables aux voyages organisés par des lobbies. Pour plus de transparence (14.12.2018)

La loi sur le Parlement est complétée comme suit:

Les députés peuvent participer à des voyages sur invitation de groupes d'intérêts suisses ou internationaux, à condition de prendre eux-mêmes en charge leurs frais de voyage. La règle ne s'applique pas aux prestations en espèces inférieures à un montant qui devra être défini. Les modalités seront réglées dans une ordonnance de l'Assemblée fédérale.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Barrile, Büchel Roland, Campell, Crottaz, Feri Yvonne, Friedl Claudia, Glättli, Gugger, Jans, Marti Samira, Meyer Mattea, Munz, Nussbaumer, Reimann Lukas, Sommaruga Carlo, Streiff (17)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

06.07.2020 Retrait

x 372/18.492 n Masshardt. Voyages organisés par des lobbies. Pour plus de transparence (14.12.2018)

L'ordonnance de l'Assemblée fédérale sur les relations internationales du Parlement est modifiée comme suit:

Art. 9a

Les Services du Parlement tiennent un registre public des voyages effectués par les députés à l'étranger:

a. qui sont imputables aux comptes de l'Assemblée fédérale en vertu de la présente ordonnance;

b. sur invitation d'autorités ou de groupes d'intérêts suisses, étrangers ou internationaux.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Barrile, Büchel Roland, Campell, Crottaz, Feri Yvonne, Friedl Claudia, Glättli, Graf-Litscher, Gugger, Heim, Jans, Marti Samira, Meyer Mattea, Munz, Nordmann, Nussbaumer, Reimann Lukas, Reynard, Sommaruga Carlo, Streiff (21)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

10.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

Voir objet 18.4349 Mo. Masshardt

x 373/19.461 n Masshardt. Mieux concilier vies professionnelle et familiale. Droit à une réduction, pour les pères et les mères, du taux d'occupation après la naissance ou l'adoption (20.06.2019)

Le CO est modifié comme suit:

Art. 329g Réduction du taux d'occupation après la naissance ou l'adoption

Al. 1

Les parents, après la naissance ou l'adoption d'un ou de plusieurs enfants, et les partenaires enregistrés, après la naissance d'un ou de plusieurs enfants, ont droit, dans leur fonction, à une réduction de 20 pour cent au plus de leur taux d'occupation. Le taux d'occupation ne peut pas être abaissé à moins de 60 pour cent.

Al. 2

Le droit à la réduction du taux d'occupation doit être exercé dans les douze mois qui suivent la naissance ou l'adoption.

Al. 3

Le travail à taux réduit commence au plus tard le premier jour qui suit l'expiration du délai de douze mois visé à l'alinéa 2.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Ammann, Badran Jacqueline, Barrile, Bendahan, Birrer-Heimo, Crottaz, Derder, Fehrmann Rielle, Feri Yvonne, Friedl Claudia, Gmür-Schönenberger, Grossen Jürg, Gysi Barbara, Hadorn, Hardegger, Heim, Marra, Marti Min Li, Marti Samira, Meyer Mattea, Müller-Altermatt, Munz, Nordmann, Quadranti, Riklin Kathy, Romano, Schenker Silvia, Seiler Graf, Sommaruga Carlo, Streiff, Thorens Goumaz, Wasserfallen Flavia, Wüthrich (34)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

16.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

374/19.503 n Masshardt. Améliorer la concordance avec neuf conseillers fédéraux (19.12.2019)

La Constitution est modifiée comme suit :

Art. 175 Composition et élection

Al. 1

1 Le Conseil fédéral est composé de neuf membres.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Barrile, Feller, Fischer Roland, Friedl Claudia, Glättli, Gysi Barbara, Gysin Greta, Hess Lorenz, Locher Benguerel, Molina, Müller-Altermatt, Munz, Nordmann, Pfister Gerhard, Pult, Regazzi, Romano, Roth Franziska, Ryser, Siegenthaler, Storni, Suter, Wermuth, Widmer Céline (25)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

375/19.434 n Matter Thomas. Exclure les réfugiés dits écologiques ou climatiques de la notion de réfugié figurant dans la loi sur l'asile (07.05.2019)

La loi du 26 juin 1998 sur l'asile (LASi) sera complétée comme suit:

Art. 3 Définition du terme de réfugié

...

Al. 4 (nouveau)

Ne sont pas des réfugiés les personnes qui sont exposées à de sérieux préjudices ou craignent à juste titre de l'être en raison de changements affectant leurs ressources naturelles ou le climat. Les dispositions de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés sont réservées.

Al. 5 (ex-al. 4)

...

La loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers et l'intégration (LEI) sera modifiée comme suit:

Art. 83 Décision d'admission provisoire

...

Al. 4

L'exécution de la décision peut ne pas être raisonnablement exigée si le renvoi ou l'expulsion de l'étranger dans son pays d'origine ou de provenance le met concrètement en danger, par exemple en cas de guerre, de guerre civile, de violence généralisée ou de nécessité médicale. Elle peut être raisonnablement exigée notamment lorsque les préjudices ne résultent que de changements affectant les ressources naturelles ou le climat.

...

CN/CE *Commission des institutions politiques*

376/11.411 n Meier-Schatz. Créer une allocation d'assistance pour les personnes qui prennent soin d'un proche (15.03.2011)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le législateur prend les mesures nécessaires pour créer une allocation d'assistance qui sera versée aux personnes qui prennent soin d'un proche.

Cosignataires: Amherd, Bader Elvira, Bänziger, Barthassat, Bernasconi, Bischof, Büchler Jakob, Cathomas, Darbellay, de Buman, Egger, Glanzmann, Graf-Litscher, Häberli-Koller, Hany, Heim, Hochreutener, Ingold, John-Calame, Lang, Lustenberger, Maire Jacques-André, Marra, Meyer Thérèse, Pfister Gerhard, Prelicz-Huber, Riklin Kathy, Robbiani, Roux, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Schmidt Roberto, Schneider-Schneiter, Steiert, Streiff, Stump, Thorens Goumaz, Weber-Gobet, Weibel (39)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

08.03.2012 Conseil national. Donné suite

19.06.2012 CSSS-CE. Adhésion

26.09.2014 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'automne 2016.

30.09.2016 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session d'automne 2018.

28.09.2018 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session d'automne 2020.

Voir objet 13.3366 Po. CSSS-CN

377/11.412 n Meier-Schatz. Permettre aux personnes qui s'occupent d'un proche de prendre un congé de repos (15.03.2011)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le législateur prend les mesures nécessaires pour permettre aux personnes qui s'occupent d'un proche de prendre un congé de repos.

Cosignataires: Amherd, Bader Elvira, Bänziger, Barthassat, Bernasconi, Bischof, Büchler Jakob, Cathomas, Darbellay, de Buman, Glanzmann, Graf-Litscher, Häberli-Koller, Hany, Heim, Ingold, John-Calame, Lang, Maire Jacques-André, Meyer Thérèse, Pfister Gerhard, Prelicz-Huber, Riklin Kathy, Robbiani, Roux, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Schmidt Roberto, Schneider-Schneiter, Segmüller, Steiert, Streiff, Thorens Goumaz, Weber-Gobet (34)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

11.11.2011 CSSS-CN. Donné suite

19.06.2012 CSSS-CE. Adhésion

26.09.2014 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'automne 2016.

30.09.2016 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session d'automne 2018.

28.09.2018 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session d'automne 2020.

Voir objet 13.3366 Po. CSSS-CN

378/18.475 n (Merlini) Markwalder. Résiliation du bail en cas de besoin du bailleur ou de ses proches. Simplifier la procédure (12.12.2018)

Je propose l'élaboration d'un projet d'acte de l'Assemblée fédérale visant à modifier le Code des obligations (CO) et le Code de procédure civile (CPC) afin que la durée des procédures civiles en matière de résiliation du bail en cas de besoin du bailleur ou de ses proches, en vertu des articles 261 alinéa 2 lettre a, 271a alinéa 3 lettre a et 272 alinéa 2 lettre b CO, soit sensiblement réduite. Ce projet devrait d'une part assouplir les conditions trop rigoureuses établies par la pratique judiciaire, afin que l'urgence du besoin au sens des dispositions du CO susmentionnées soit reconnue et d'autre part prévoir l'applicabilité de la procédure sommaire, avec des délais garantissant que les procédures civiles soient achevées dans un laps de temps raisonnable (quelques mois au plus), éventuellement en limitant les voies de droit.

Cosignataires: Bauer, Brand, Brunner Hansjörg, Cattaneo, Chiesa, Egloff, Eichenberger, Fässler Daniel, Feller, Hiltbold, Jauslin, Lüscher, Markwalder, Moret Isabelle, Müller Walter, Pantani, Pezzatti, Quadri, Regazzi, Romano, Schilliger, Schneeberger, Vitali, Wasserfallen Christian, Wehrli (25)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

14.11.2019 CAJ-CN. Donné suite

05.12.2019 L'objet est repris

10.08.2020 CAJ-CE. Adhésion

379/19.462 n Meyer Mattea. Protéger les parlementaires contre la corruption. Pas de mandats exagérément rétribués (20.06.2019)

Le droit parlementaire doit être modifié de manière à ce que la rétribution des mandats exercés par les membres de l'Assemblée fédérale en dehors de leur activité parlementaire ne dépasse pas le montant qui leur est alloué à ce titre. Les jetons de présence ne doivent pas dépasser le montant d'une indemnité journalière de parlementaire. Il en va de même des divers forfaits, indemnités pour la préparation et le suivi de dossiers ou du défraiement pour les déplacements, les nuitées et les repas.

Des dérogations seront prévues pour les activités professionnelles ordinaires et les mandats ponctuels.

Cosignataires: Arslan, Barrile, Kälin, Marti Samira, Molina, Schenker Silvia, Seiler Graf, Töngi, Wasserfallen Flavia, Wermuth (10)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

380/19.501 n Molina. Graves violations des droits de l'homme et corruption de politiciens de haut rang. Création d'une base légale permettant des sanctions ciblées (18.12.2019)

Les bases légales donnant au Conseil fédéral la compétence d'ordonner le blocage des comptes de politiciens de haut rang qui ont commis des crimes contre l'humanité ou qui sont impliqués dans de graves affaires de corruption et de prononcer une interdiction de voyager à leur rencontre sont proposées. Les conditions constitutives de l'infraction y seront définies. Les mesures précitées seront limitées à deux ans, avec possibilité de prolongation unique. Les plaintes devront être adressées à un organe de médiation indépendant.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Arslan, Atici, Badertscher, Barrile, Bendahan, Crottaz, de la Reussille, Fehlmann Rielle, Feri Yvonne, Fischer Roland, Fridez, Funicello, Gugger, Gysi Barbara, Hurni, Jans, Locher Benguerel, Maillard, Marti Min Li, Meyer Mattea, Moser, Munz, Piller Carrard, Pult, Roth Franziska, Schneider Schüttel, Seiler Graf, Suter, Töngi, Walder, Wasserfallen Flavia, Widmer Céline (33)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

381/20.464 n Molina. Liberté économique pour tous (23.09.2020)

La Constitution sera modifiée comme suit :

Art. 27, al. 3 (nouveau)

3 Elle comprend un droit de codécision, une coresponsabilité et un droit de participation des collaborateurs des entreprises.

Cosignataires: Bendahan, Dandrès, Glättli, Gysi Barbara, Locher Benguerel, Marti Samira, Munz, Nussbaumer, Trede (9)

382/19.504 n Munz. Rabais sur les cartes journalières en faveur des écoles (19.12.2019)

L'article 15 de la loi du 20 mars 2009 sur le transport de voyageurs (LTV) est modifié comme suit:

6bis Elles doivent fixer un tarif comportant un rabais, notamment sur le prix des cartes journalières, à l'intention des enfants et adolescents, accompagnés d'enseignants, qui se déplacent dans le cadre d'activités organisées durant la scolarité obligatoire.

6ter Pour le transport des groupes visés à l'al. 6bis, elles peuvent prévoir des dispositions particulières comme la réservation obligatoire ou limiter, voire exclure ce type de transport sur certaines lignes très fréquentées.

6quater Le Conseil fédéral peut fixer un montant maximum pour les cartes journalières visées à l'al. 6bis. La Confédération prend en charge le manque à gagner qui en résulte pour les entreprises.

7 (texte en vigueur)

Cosignataires: Aebischer Matthias, Atici, Bendahan, Chevalley, Crottaz, Fehlmann Rielle, Feri Yvonne, Fridez, Friedl Claudia, Funicello, Gysi Barbara, Jans, Locher Benguerel, Marra, Marti

Min Li, Marti Samira, Molina, Piller Carrard, Pult, Schneider Schüttel, Storni (21)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

19.10.2020 CTT-CN. Donné suite

Voir objet 19.505 lv. pa. Roduit

Voir objet 19.506 lv. pa. Eymann

Voir objet 19.507 lv. pa. Trede

383/16.493 n Nantermod. Droit d'auteur. Pas de redevance pour les espaces privés des hôtels, des logements de vacances, des hôpitaux et des prisons (14.12.2016)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits voisins (LDA) est modifiée comme suit:

Art. 19

Al. 1

...

Let. d

toute utilisation individuelle ou en petit nombre dans l'espace privatif des hôtels, des logements de vacances, des hôpitaux ou des prisons.

...

Cosignataire: Bauer (1)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

25.10.2018 CAJ-CN. Donné suite

29.10.2019 CAJ-CE. Ne pas donner suite

384/17.514 n Nantermod. Rendement abusif. Limiter l'article 269 CO aux cas de pénurie (13.12.2017)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code des obligations (CO; RS 220) est modifié comme suit:

Art. 269 CO

Sur un marché en pénurie, les loyers sont abusifs lorsqu'ils permettent au bailleur d'obtenir un rendement excessif de la chose louée ou lorsqu'ils résultent d'un prix d'achat manifestement exagéré.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

06.07.2018 CAJ-CN. Donné suite

06.11.2018 CAJ-CE. Ne pas donner suite

20.06.2019 Conseil national. Donné suite

385/17.515 n Nantermod. Rendement abusif. Limiter l'article 270 CO aux cas de pénurie (13.12.2017)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code des obligations (CO; RS 220) est modifié comme suit:

Art. 270 CO

Sur un marché de pénurie, lorsque le locataire estime que le montant du loyer initial est abusif au sens des articles 269 et 269a CO, il peut le contester devant l'autorité de conciliation

dans les 30 jours qui suivent la réception de la chose et en demander la diminution:

a. s'il a été contraint de conclure le bail par nécessité personnelle ou familiale; ou

b. si le bailleur a sensiblement augmenté le loyer initial pour la même chose par rapport au précédent loyer.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

06.07.2018 CAJ-CN. Donné suite

06.11.2018 CAJ-CE. Ne pas donner suite

20.06.2019 Conseil national. Donné suite

386/18.429 n Nantermod. Participation aux coûts. Permettre un compte d'épargne-santé (12.06.2018)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) et les autres bases légales pertinentes sont modifiées afin de permettre aux assurés qui le souhaitent de provisionner sur un compte de cautionnement un montant destiné à financer leur participation aux coûts de santé.

La commission étudiera aussi l'opportunité de prévoir une exonération fiscale plafonnée du montant épargné.

Cosignataires: Brand, Moret Isabelle, Pezzatti, Sauter, Weibel (5)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

04.07.2019 CSSS-CN. Donné suite

11.08.2020 CSSS-CE. Ne pas donner suite

387/18.443 n Nantermod. Renforcer le don d'organes grâce à la carte d'assuré (18.09.2018)

La loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) est modifiée comme suit:

Art. 42b Don d'organes

Al. 1

L'assuré indique à l'assureur s'il consent à être donneur d'organes ou non, ainsi que ses éventuelles directives anticipées. L'information est communiquée à l'assureur lors de l'affiliation ou du renouvellement du contrat d'assurance.

Al. 2

Le choix de l'assuré est indiqué sur la carte d'assuré; le Conseil fédéral en précise les modalités.

Al. 3

L'assuré peut modifier son consentement en tout temps; l'assureur lui transmet alors une carte d'assuré modifiée.

Al. 4

En cas de contradiction entre les déclarations de l'assuré concernant son consentement ou les directives anticipées, les déclarations les plus récentes font foi; en cas d'impossibilité de déterminer la déclaration la plus récente, la décision relative au don d'organes appartient aux proches.

Al. 5

Les données relatives au don d'organes sont confidentielles et ne peuvent être communiquées à aucun tiers par l'assureur, à l'exception du nouvel assureur en cas de changement de caisse-maladie.

Cosignataires: Moret Isabelle, Pezzatti, Sauter (3)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

17.10.2019 CSSS-CN. Donné suite

388/18.486 n Nantermod. Rendons les franchises élevées accessibles à tous (12.12.2018)

La loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) est modifiée comme suit:

Art. 64 al. 8

Abrogé

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

14.11.2019 CSSS-CN. Donné suite

389/18.487 n Nantermod. LAMal. Plus de transparence des prix, pour une meilleure concurrence (12.12.2018)

La loi fédérale sur l'assurance-maladie est modifiée comme suit:

Art. 43 al. 1bis

Les fournisseurs de prestations informent à l'avance les patients des coûts des prestations. Les organisations de fournisseurs de prestations se mettent d'accord sur le montant à partir duquel cette annonce est obligatoire. Le Conseil fédéral peut déterminer ce montant de manière subsidiaire.

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

15.11.2019 CSSS-CN. Donné suite

390/20.463 n Nantermod. LSAMal. Participation aux excédents (23.09.2020)

La loi fédérale sur la surveillance de l'assurance-maladie sociale (LSAMal) est modifiée comme suit.

Art. 14bis (nouveau): Participation aux excédents

Lorsque les réserves d'un assureur dépassent 150 % du niveau minimum, l'excédent est redistribué aux assurés l'année suivante, sous la forme d'un acompte sur les primes à payer. Le montant est réparti par canton et par catégorie d'assurés au prorata du montant des primes payées.

Cosignataires: Dobler, Sauter (2)

391/12.491 n Neiryndck. Prolongation du délai d'ajournement de la rente AVS (11.12.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 39 alinéa 1 de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) est modifié comme suit:

Les personnes qui ont droit à une rente ordinaire de vieillesse peuvent ajourner sans limite dans le temps le début du versement de la rente; elles ont la faculté de révoquer l'ajournement avec un préavis d'un mois.

Cosignataires: Barthassat, Bugnon, Buttet, Darbellay, Feller, Freysinger, Gross Andreas, Gschwind, Ingold, Leuenberger-Genève, Moser, Nidegger, Pezzatti, Regazzi, Romano, van Singer, Vogler, Voruz, Weibel (19)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

22.01.2014 CSSS-CN. Donné suite

01.09.2015 CSSS-CE. Ne pas donner suite

28.05.2018 Conseil national. Donné suite

392/19.477 n Nicolet. Accords commerciaux. Renforcer le rôle démocratique du Parlement (10.09.2019)

Le droit en vigueur sera modifié de manière à renforcer le rôle du Parlement dans la définition de la politique commerciale internationale, notamment par la fixation d'objectifs et de lignes rouges à ne pas franchir pour les denrées alimentaires importées, dans la négociation d'accords commerciaux.

Cosignataires: Addor, Arnold, Béglé, Brélaz, Buffat, Bühler, Buliard, Campell, Chiesa, Dettling, Feller, Glauser, Grin, Gschwind, Haab, Hausammann, Page, Reynard, Ritter, Rochat Fernandez, Roduit, Salzmann, Siegenthaler, Thorens Goumaz (24)

CN/CE Commission de politique extérieure

393/16.461 n Nidegger. CEDH et casier judiciaire, réparation "in integrum". Adapter la loi sur le Tribunal fédéral (27.09.2016)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 122 lettre a de la loi sur le Tribunal fédéral sera complété ainsi:

Art. 122

La révision d'un arrêt du Tribunal fédéral pour violation de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 (CEDH) peut être demandée aux conditions suivantes:

Let. a

la Cour européenne des droits de l'homme a constaté, dans un arrêt définitif, une violation de la CEDH ou de ses protocoles, ou la violation a été reconnue devant la cour par le gouvernement suisse;

...

Cosignataires: Addor, Amaudruz, Brand, Bühler, Egloff, Keller Peter, Lüscher, Reimann Lukas, Ruppen, Schwaab, Schwaneder, Zanetti Claudio (12)

CN/CE Commission des affaires juridiques

02.11.2017 CAJ-CN. Donné suite

26.04.2018 CAJ-CE. Adhésion

05.03.2020 Conseil national. Prolongation de délai Jusqu'à la session de printemps 2022.

394/19.502 n Nussbaumer. Modification de la loi sur l'énergie nucléaire. Protection contre les stratégies de "ring-fencing" des exploitants de centrales nucléaires (19.12.2019)

La loi sur l'énergie nucléaire (LENu) doit être corrigée de manière à ce que les stratégies de ring fencing des exploitants de centrales nucléaires intégrées dans un groupe ou dans un partenariat qui concernent les versements complémentaires prévus à l'art. 80 LENu puissent être restreintes ou empêchées.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Atici, Barrile, Bäumlé, Bendahan, Crotta, Egger Kurt, Flach, Girod, Glättli, Grossen Jürg, Gugger, Gysin Greta, Hurni, Jans, Locher Benguerel, Marti Min

Li, Marti Samira, Masshardt, Molina, Müller-Altermatt, Nordmann, Pult, Reynard, Roth Franziska, Seiler Graf, Storni, Streiff, Walder, Wasserfallen Flavia, Wermuth, Wettstein (32)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

x 395/17.454 n (Pantani) Quadri. Modification de la loi sur la surveillance des marchés financiers (15.06.2017)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur la surveillance des marchés financiers est modifiée comme suit:

Art. 5 Buts de la surveillance des marchés financiers

...

Al. 2

Dans l'exécution de ses tâches, la FINMA prend toujours la décision la plus favorable à la compétitivité de la place financière suisse.

Art. 5bis Délai de réponse

La FINMA répond aux demandes qui lui sont adressées dans un délai de 60 jours.

Cosignataires: Cassis, Chiesa, Matter Thomas, Merlini, Quadri, Regazzi, Romano, Schneeberger (8)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

03.09.2018 CER-CN. Donné suite

29.08.2019 CER-CE. Ne pas donner suite

05.12.2019 L'objet est repris

07.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

396/19.438 n (Pantani) Quadri. Nullité du transfert d'un manteau d'actions (04.06.2019)

Le Code des obligations est modifié comme suit:

Nullité du transfert d'actions

Art. ...

Al. 1

Tout acte juridique ayant pour objet le transfert à des tiers des actions d'une société économiquement liquidée et abandonnée est nul.

Al. 2

Il n'est pas nul si, dans les deux mois suivant sa conclusion, le capital-actions est entièrement reversé et que la recapitalisation soit inscrite au registre du commerce.

Nullité du transfert de parts sociales

Art. ...

Tout acte juridique ayant pour objet le transfert à des tiers des parts sociales d'une société économiquement liquidée et abandonnée est nul. La disposition du droit de la société anonyme établissant la nullité du transfert d'actions s'applique par analogie.

Cosignataires: Cattaneo, Chiesa, Merlini, Quadri, Regazzi, Romano (6)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

05.12.2019 L'objet est repris

397/19.459 n Piller Carrard. Améliorer le système d'avance des pensions alimentaires (20.06.2019)

La législation fédérale sera modifiée comme suit:

Constitution fédérale

Art. 116

...

Al. 5

La Confédération fixe les principes de l'harmonisation de l'avance des pensions alimentaires par les cantons.

Code civil suisse

Article 131a (entretien de la conjointe/du conjoint)

Al. 1

Les cantons règlent le versement de l'avance des pensions alimentaires de la/du bénéficiaire si le débiteur ne s'acquitte pas de son obligation d'entretien. Le montant de l'avance doit être de nature à couvrir le minimum vital de la/du bénéficiaire.

...

Art. 293 (entretien de l'enfant et/ou entretien de la partenaire/du partenaire)

...

Al. 2

Les cantons règlent le versement de l'avance des pensions alimentaires de l'enfant lorsque les parents ne s'acquittent pas de leur obligation d'entretien. Le montant de l'avance doit être de nature à couvrir le minimum vital de l'enfant. La durée du versement de l'avance est fondée sur le titre d'entretien valide et exécutoire correspondant.

Cosignataires: Bendahan, Crottaz, Fehlmann Rielle, Friedl Claudia, Maire Jacques-André, Munz, Rochat Fernandez, Sommaruga Carlo (8)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

27.08.2020 CAJ-CN. Donné suite

398/20.454 n Piller Carrard. Lutte contre la pauvreté des enfants (19.06.2020)

Il convient de créer les bases légales introduisant des mesures pour lutter contre la pauvreté des enfants par des versements aux familles en s'inspirant des modèles cantonaux existants.

Cosignataires: Atici, Fehlmann Rielle, Funicello, Hurni, Mailard, Marra, Reynard (7)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

399/12.463 n (Poggia) Golay. Partie plaignante dans la procédure pénale. Compléter une lacune de la loi (11.09.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 118 du Code de procédure pénale (RS 312.0; CPP) est complété afin de permettre aux proches de la victime décédée de se constituer partie plaignante lorsque le décès est la conséquence de l'infraction dénoncée, même lorsqu'ils ne peuvent prendre de conclusions civiles contre l'auteur de l'infraction.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

06.09.2013 CAJ-CN. Donné suite

26.12.2013 L'objet est repris

15.05.2014 CAJ-CE. Adhésion

18.03.2016 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2018.

400/12.492 n (Poggia) Golay. Accès au Tribunal fédéral. Abolir une inégalité de traitement injustifiée entre les victimes (11.12.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 81 alinéa 1 lettre b de la loi sur le Tribunal fédéral (RS 173.110) sur la qualité pour recourir est modifié par l'adjonction d'un nouveau chiffre 4:

Art. 81

Al. 1

...

Let. b

...

4. la partie plaignante, si la décision attaquée peut avoir des effets sur le jugement de ses prétentions à l'encontre d'une collectivité ou d'une entité de droit public, lorsque celle-ci est seule habilitée à réparer le dommage causé par le prévenu,

...

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

06.09.2013 CAJ-CN. Donné suite

26.12.2013 L'objet est repris

15.05.2014 CAJ-CE. Adhésion

18.03.2016 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2018.

x 401/13.426 n (Poggia) Golay. Renouvellement tacite des contrats de services. Améliorer l'information et la protection des consommateurs et des consommatrices (17.04.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La législation est complétée en ce sens qu'une obligation est imposée au prestataire de services, lorsqu'une reconduction tacite du contrat a été convenue, d'informer le client de la possibilité dont il dispose de le dénoncer, et cela au moins un mois avant le terme de la période durant laquelle il peut le faire. A défaut, le contrat doit pouvoir être dénoncé en tout temps par le client, sans pénalité, et le prestataire de services doit rembourser toute somme perçue pour la période contractuelle non écoulée.

Cosignataires: Amaudruz, Barthassat, Bernasconi, Bugnon, Buttet, Feller, Fridez, Friedl Claudia, Grin, Hodgers, Leuenberger-Genève, Parmelin, Perrin, Ribaux, Rossini, Schenker Silvia, Schwaab, Tornare, van Singer, Veillon (20)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

26.12.2013 L'objet est repris

11.04.2014 CAJ-CN. Donné suite

10.02.2015 CAJ-CE. Adhésion

17.03.2017 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2019.

04.07.2019 Rapport CAJ-CN (FF 2019 6471)

16.10.2019 Avis du Conseil fédéral (FF 2019 6615)

1. Code des obligations (Prolongation tacite des contrats) (FF 2019 6491)

22.03.2019 Conseil national. Prolongation de délai Jusqu'à la session de printemps 2021.

05.03.2020 Conseil national. Décision conforme au projet

11.06.2020 Conseil des Etats. Ne pas entrer en matière

24.09.2020 Conseil national. Adhésion

402/13.441 n (Poggia) Golay. Procédure civile. Mettre sur un pied d'égalité les actions relevant des assurances complémentaires à la LAA et à la LAMal (21.06.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les articles 7 et 243 alinéa 2 lettre f du Code de procédure civile (RS 272) sont modifiés comme suit:

Art. 7

... et à l'assurance-accidents obligatoire selon la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents.

Art. 243

...

Al. 2

...

Let. f

... et à l'assurance-accidents obligatoire au sens de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents.

...

Cosignataires: Chevalley, Grin, Parmelin, Ribaux, Rossini, Schenker Silvia, van Singer, Vogler (8)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

26.12.2013 L'objet est repris

26.06.2014 CAJ-CN. Donné suite

17.11.2014 CAJ-CE. Adhésion

16.12.2016 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2018.

403/20.413 n Prelicz-Huber. L'accueil extrafamilial et parascolaire, prestation de service public (04.05.2020)

Art. 62a

Accueil extrafamilial et parascolaire

1. L'accueil extrafamilial et parascolaire est du ressort des cantons.

2. Ils pourvoient à un accueil de qualité, adapté aux besoins et à l'âge des enfants, à même d'assurer leur bien-être, et qui est ouvert à tous les enfants. L'accueil est proposé à partir de la fin du congé maternité prévu par la loi et jusqu'à la fin de l'école obligatoire. Il est placé sous la direction ou la surveillance des autorités publiques. Il est gratuit.

Art. 66, al. 3

La Confédération accorde des contributions aux cantons pour les frais occasionnés par l'accueil extrafamilial et parascolaire. Ces aides sont destinées à des établissements publics ou à des organisations d'utilité publique justifiant d'un personnel qualifié, de conditions de travail modernes et d'un ratio enfants/adultes à même d'assurer le bien-être des enfants.

Cosignataires: Brenzikofe, Clivaz Christophe, Funicello, Glättli, Gysi Barbara, Kälin, Maillard, Marti Samira, Meyer Mattea, Michaud Gigon, Porchet, Prezioso, Python, Ryser, Rytz Regula, Walder, Weichelt-Picard, Wettstein (18)

CN/CE Commission de la science, de l'éducation et de la culture

404/20.439 n Prelicz-Huber. Pour une généralisation du débat libre au Conseil national (03.06.2020)

Cosignataires: Glättli, Kälin, Prezioso, Weichelt-Picard, Wermuth (5)

CN/CE Commission des institutions politiques

405/16.470 n Regazzi. Aligner l'intérêt moratoire appliqué par la Confédération sur les taux du marché (29.09.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 104 CO doit être modifié de sorte que l'intérêt moratoire de 5 pour cent en vigueur soit remplacé par une disposition qui le lie à la tendance générale des taux d'intérêt du marché. Il faut également adapter l'ordonnance sur l'intérêt moratoire en matière d'impôt anticipé, le règlement sur l'assurance-vieillesse et survivants (RAVS) et toutes les autres lois, ordonnances, circulaires et dispositions fédérales concernant les intérêts moratoires.

Cosignataires: Barazzone, Bigler, Brand, Büchler Jakob, Buttet, Chiesa, Gmür Alois, Grunder, Grüter, Gschwind, Guhl, Hiltbold, Müller Thomas, Pantani, Pezzatti, Quadri, Rime, Romano, Rutz Gregor, Schilliger (20)

CN/CE Commission des affaires juridiques

19.10.2017 CAJ-CN. Donné suite

26.04.2018 CAJ-CE. Adhésion

19.06.2020 Conseil national. Prolongation de délai Jusqu'à la session de printemps 2022.

406/16.488 n Regazzi. Codifier le trust dans la législation suisse (13.12.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante, rédigée en termes généraux, afin que le trust soit introduit dans le Code des obligations (CO) ou dans le Code civil (CC).

Cosignataires: Aeschi Thomas, Amaudruz, Amherd, Ammann, Barazzone, Béglé, Bigler, Brand, Bulliard, Burkart, Buttet, Casis, Chiesa, Dobler, Egloff, Feller, Gmür-Schönenberger, Grunder, Gschwind, Hess Hermann, Hurter Thomas, Landolt, Lüscher, Matter Thomas, Merlini, Müller Thomas, Pantani, Pezzatti, Pfister Gerhard, Portmann, Quadri, Rickli Natalie, Rime, Romano, Rutz Gregor, Schilliger, Schneider-Schneiter, Vitali, Vogler, Wasserfallen Christian (40)

CN/CE Commission des affaires juridiques

20.10.2017 CAJ-CN. Donné suite

26.04.2018 CAJ-CE. Adhésion

19.06.2020 Conseil national. Prolongation de délai Jusqu'à la session de printemps 2022.

407/19.482 n Regazzi. Exempter les PME du paiement de l'impôt sur les médias (19.09.2019)

On modifiera l'article 68 de la loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV; RS 784.40) et, si nécessaire, les actes en rapport avec cette disposition de telle sorte qu'il n'y ait plus que les entreprises de 250 travailleurs ou plus (emplois à plein temps) qui doivent payer la redevance de radio-télévision. Les entreprises comptant moins de 250 travailleurs doivent être exemptées du paiement de la redevance. Les apprentis ne sont pas comptabilisés comme travailleurs.

Cosignataires: Bigler, Bregy, Brunner Hansjörg, Bühler, Cattaneo, Chiesa, de Courten, Dettling, Dobler, Flückiger Sylvia, Frehner, Giezendanner, Glanzmann, Glarner, Gmür Alois, Grossen Jürg, Grüter, Gschwind, Guhl, Gutjahr, Herzog Verena, Hurter Thomas, Imark, Jauslin, Keller Peter, Keller-Inhelder, Knecht, Lohr, Merlini, Müller Leo, Müller Thomas, Pantani, Pfister Gerhard, Quadri, Rime, Roduit, Romano, Rösti, Ruppen, Schilliger, Schneeberger, Schneider-Schneiter, Sollberger, Umbricht Pieren, Walliser, Wasserfallen Christian, Wobmann, Zanetti Claudio, Zuberbühler (49)

CN/CE Commission des transports et des télécommunications

17.02.2020 CTT-CN. Donné suite

408/19.486 n Regazzi. Lutter enfin efficacement contre la pédocriminalité sur Internet (24.09.2019)

Le code de procédure pénale doit être modifié de manière qu'il soit possible, au niveau fédéral, de mener des investigations secrètes sur des infractions relevant de la pédophilie même en l'absence de soupçons.

Cosignataires: Feri Yvonne, Geissbühler, Gschwind, Herzog Verena, Kutter, Landolt, Markwalder, Quadranti, Roduit, Streiff (10)

CN/CE Commission des affaires juridiques

409/20.426 n Regazzi. Soutien au secteur touristique touché par la crise du coronavirus. Inciter fiscalement les contribuables à passer leurs vacances en Suisse (06.05.2020)

La loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) et la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) seront modifiées de sorte que les contribuables domiciliés en Suisse qui passent leurs vacances sur le territoire national puissent déduire de leur déclaration fiscale les frais d'hébergement (hôtellerie et parahôtellerie).

Sous réserves d'autres modifications, les lois précitées seront modifiées comme suit :

1. LHID

Art. 9, al. 2, let. p (nouvelle)

2 Les déductions générales sont :

p. les frais d'hébergement (repas exclus) supportés par contribuable dans des structures hôtelières et parahôtelières situées sur le territoire national, telles que les hôtels, les motels, les résidences touristiques, les appartements de vacances, les

auberges de jeunesse et les campings, jusqu'à concurrence d'un montant déterminé par le droit cantonal.

Art. 72a Adaptation de la législation cantonale

1 Les cantons adaptent leur législation à la modification de l'art. 9, al. 2, let. p, à l'entrée en vigueur de la loi fédérale ... du ... 2020.

2 Dès cette date, l'art. 9, al. 2, let. p, est directement applicable si le droit fiscal cantonal s'en écarte.

2. LFID

Art. 33, al. 1, let. k (nouvelle)

1 Sont déduits du revenu :

k. les frais d'hébergement (repas exclus) supportés par contribuable dans des structures hôtelières et parahôtelières situées sur le territoire national, telles que les hôtels, les motels, les bed and breakfast, les résidences touristiques, les appartements de vacances, les auberges de jeunesse et les campings, jusqu'à concurrence d'un montant global de ... francs ; pour les époux et les partenaires enregistrés qui vivent en ménage commun, le montant global déductible est de ... francs.

Art. 205g Disposition transitoire relative à la modification du ...

L'art. 33, al. 1, a effet pendant ... ans à partir de la date de l'entrée en vigueur de la loi fédérale ... du ... 2020.

Cosignataires: Binder, Cattaneo, Gugger, Gysin Greta, Kameronzin, Marchesi, Quadri, Rechsteiner Thomas, Romano, Storni (10)

CN/CE Commission de l'économie et des redevances

12.10.2020 Retrait

410/13.438 n Reimann Lukas. Créer un cadre légal pour la vente de snus (15.06.2013)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les bases légales seront modifiées de manière à ce que le snus soit traité de la même façon que les autres produits du tabac, tels que le tabac à priser et le tabac à mâcher.

Cosignataires: Aebi Andreas, Aebischer Matthias, Aeschi Thomas, Allemann, Amarelle, Amaudruz, Baader Caspar, Badran Jacqueline, Barthassat, Bäumlé, Bernasconi, Bertschy, Binder, Blocher, Böhni, Borer, Bortoluzzi, Brunner Toni, Büchel Roland, Büchler Jakob, Bugnon, Buttet, Caroni, Cassis, Chevalley, Deder, Egloff, Eichenberger, Estermann, Fehr Hans, Fehr Hans-Jürg, Feller, Fischer Roland, Flach, Flückiger Sylvia, Français, Frehner, Freysinger, Galladé, Gasche, Gasser, Germanier, Giezendanner, Gilli, Girod, Glättli, Gmür Alois, Gössi, Graf-Litscher, Grin, Gross Andreas, Gschwind, Hausammann, Heer, Heim, Hiltbold, Hodgers, Humbel, Hurter Thomas, Ingold, Jans, Joder, Kaufmann, Killer Hans, Knecht, Landolt, Lehmann, Leutenegger Filippo, Lüscher, Maier Thomas, Markwalder, Mörgele, Müller Geri, Müller Thomas, Müller Walter, Muri, Naef, Nidegger, Pantani, Pardini, Parmelin, Pelli, Perrin, Pezzatti, Pfister Gerhard, Poggia, Quadri, Regazzi, Reimann Maximilian, Ribaux, Rickli Natalie, Rime, Rusconi, Rutz Gregor, Schelbert, Schilliger, Schneeberger, Schneider-Schneiter, Schwander, Stahl, Stamm, Steiert, Stolz, Trede, Umbricht Pieren, van Singer, Veillon, Vischer Daniel, Vitali, Vogler, Voruz, Weibel, Wermuth, Wobmann, Ziörjen (115)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

13.08.2014 CSSS-CN. Donné suite

10.02.2015 CSSS-CE. Ne pas donner suite

x 411/18.476 n Reynard. Liens d'intérêts des parlementaires. Pour une déclaration transparente (13.12.2018)

A l'instar de la déclaration d'intérêts du Conseil de l'Europe, l'article 11 alinéa 1 de la loi sur le Parlement doit être modifié de manière à ce que soient déclarés dans le registre des intérêts des parlementaires leurs activités professionnelles et politiques, leurs fonctions ou mandats au sein d'organes de direction, d'administration, de surveillance, de conseil ou en tant qu'actionnaire, dans des sociétés privées ou publiques, commerciales et non commerciales (ONG, associations ou autres), et tous les montants perçus par les députés et les députées dans ce cadre.

Doivent aussi être déclarées leurs fonctions et activités au sein de groupes d'amitié ou groupes de relations interparlementaires, au sein de commissions ou d'autres organes de la Confédération, en tant qu'expert, consultant, lobbyiste ou conférencier ainsi que les revenus perçus dans ce cadre.

Les soutiens financiers et les cadeaux (à partir d'un montant à définir) en personnel, en matériel ou en donations, ainsi que les voyages à l'étranger et visites parrainées et les dépenses y afférentes devront aussi être déclarés.

Finalement, tout autre intérêt pertinent ne relevant pas des catégories mentionnées qui pourrait influencer l'exercice de leurs fonctions au Parlement devra être déclaré ainsi que les revenus perçus dans ce cadre.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Crottaz, de la Reussille, Fehlmann Rielle, Feri Yvonne, Friedl Claudia, Jans, Maire Jacques-André, Mazzone, Molina, Munz, Nussbaumer, Sommaruga Carlo, Tornare, Wasserfallen Flavia (15)

CN/CE Commission des institutions politiques

07.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

x 412/19.406 n Reynard. Prolonger la durée de protection contre le licenciement des femmes au retour de leur congé maternité (07.03.2019)

Le Code des obligations est modifié comme suit:

Art. 336c

Al. 1

Après le temps d'essai, l'employeur ne peut pas résilier le contrat:

...

c. pendant la grossesse et au cours des trente-deux semaines qui suivent l'accouchement;

...

Cosignataires: Barrile, Bendahan, Crottaz, de la Reussille, Fehlmann Rielle, Feri Yvonne, Friedl Claudia, Glauser, Gysi Barbara, Hadorn, Hardegger, Jans, Maire Jacques-André, Marra, Marti Min Li, Marti Samira, Mazzone, Meyer Mattea, Molina, Moret Isabelle, Munz, Nussbaumer, Piller Carrard, Quadranti, Ruiz Rebecca, Schneider Schüttel, Semadeni, Wasserfallen Flavia, Wermuth, Wüthrich (30)

CN/CE Commission des affaires juridiques

10.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

x 413/19.452 n Reynard. Etablir une liste noire des entreprises qui ne respectent pas l'égalité salariale entre femmes et hommes (19.06.2019)

La loi sur l'égalité est modifiée comme suit:

Art. 13d Vérification de l'analyse

...

Al. 5

L'organe indépendant annonce à la Confédération les employeurs pour lesquels l'analyse de l'égalité salariale a révélé une discrimination salariale fondée sur le genre. Le Conseil fédéral désigne l'autorité compétente par voie d'ordonnance.

Art. 13j Annonce et publication en cas de non-respect des obligations

Al. 1

Lorsqu'un employeur n'a pas effectué d'analyse des salaires dans le délai prévu ou qu'il ne l'a pas fait contrôler, l'organe de contrôle l'annonce à l'autorité compétente, ou si, un an après qu'une discrimination salariale fondée sur le sexe a été constatée, une nouvelle analyse, effectuée en vertu de l'article 13a, fait apparaître une discrimination salariale fondée sur le sexe, l'organe de contrôle doit l'annoncer à l'autorité compétente.

Al. 2

L'autorité compétente inscrit sur une liste accessible au public les employeurs ayant fait l'objet d'une annonce.

Cosignataires: Barrile, Bendahan, Crottaz, Fehlmann Rielle, Feri Yvonne, Friedl Claudia, Hadorn, Hardegger, Maire Jacques-André, Marti Min Li, Munz, Piller Carrard, Rochat Fernandez, Seiler Graf, Sommaruga Carlo (15)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

25.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

x 414/19.453 n Reynard. Egalité salariale entre femmes et hommes. Pour que la loi soit efficace pour la majorité des salariées et des salariés (19.06.2019)

L'article 13a de la loi sur l'égalité est modifié comme suit:

Art. 13a Obligation d'effectuer une analyse

Al. 1

Les employeurs qui occupent un effectif d'au moins 50 travailleurs au début d'une année effectuent à l'interne une analyse de l'égalité des salaires pour cette même année.

(Biffer la dernière phrase)

...

Cosignataires: Barrile, Bendahan, Crottaz, Fehlmann Rielle, Feri Yvonne, Friedl Claudia, Hadorn, Hardegger, Maire Jacques-André, Marti Min Li, Munz, Piller Carrard, Rochat Fernandez, Seiler Graf, Sommaruga Carlo (15)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

25.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

415/13.430 n Rickli Natalie. Responsabilité en cas de mise en liberté conditionnelle et de décision d'allègement de l'exécution d'une peine (04.06.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il faut créer une disposition légale, analogue à l'article 380a CP, qui prévoit que lorsqu'une autorité décide de mettre en liberté conditionnelle une personne condamnée pour atteinte grave à l'intégrité physique ou sexuelle ou décide d'alléger l'exécution de sa peine et que cette personne commet à nouveau un de ces crimes, la collectivité publique dont relève l'autorité répondra du dommage qui en résulte.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

14.08.2014 CAJ-CN. Donné suite

17.11.2014 CAJ-CE. Adhésion

17.03.2017 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2019.

16.06.2017 Conseil national. Refus de classer

416/13.463 n Rickli Natalie. Interner les criminels récidivistes (27.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 64 alinéa 1 du Code pénal est complété comme suit:

Le juge ordonne l'internement si l'auteur a commis ... et si:

L'auteur a déjà été condamné par un jugement entré en force pour assassinat, meurtre, lésion corporelle grave ou viol.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

16.10.2014 CAJ-CN. Donné suite

01.09.2015 CAJ-CE. Adhésion

16.06.2017 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'été 2019.

x 417/16.460 n Rickli Natalie. Suppression de l'aide transitoire prévue pour les membres des Chambres fédérales (21.09.2016)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 8a de la loi sur les moyens alloués aux parlementaires (LMAP) est abrogé.

Cosignataires: Addor, Aeschi Thomas, Amaudruz, Amstutz, Bauer, Brand, Brunner Toni, Büchel Roland, Buffat, Bühler, Burgherr, Burkart, Clottu, de Courten, Dobler, Egloff, Estermann, Fässler Daniel, Feller, Flückiger Sylvia, Frehner, Gasche, Geissbühler, Giezendanner, Glarner, Gmür Alois, Golay, Grunder, Grüter, Hausammann, Heer, Herzog Verena, Hess Hermann, Hess Lorenz, Hiltbold, Hurter Thomas, Imark, Jauslin, Keller Peter, Keller-Inhelder, Knecht, Köppel, Lüscher, Martullo, Matter Thomas, Muri, Nantermod, Nidegger, Page, Pantani, Pezzatti, Pfister Gerhard, Portmann, Quadri, Regazzi, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Rime, Ritter, Röstli, Ruppen, Rutz Gregor, Schilliger, Schneeberger, Schwander, Sollberger, Stamm, Steinemann, Tuena, Umbricht Pieren, Vitali, Vogt, Walliser, Walti Beat, Wobmann, Zanetti Claudio, Zuberbühler (77)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

20.01.2017 CIP-CN. Donné suite

19.06.2017 CIP-CE. Ne pas donner suite

01.03.2018 Conseil national. Donné suite

20.04.2018 CIP-CE. Adhésion

10.10.2019 Rapport CIP-CN (FF 2019 6879)

20.11.2019 Avis du Conseil fédéral (FF 2019 7757)

1. Loi fédérale sur les moyens alloués aux membres de l'Assemblée fédérale et sur les contributions allouées aux groupes (Loi sur les moyens alloués aux parlementaires, LMAP) (FF 2019 6885)

09.12.2019 Conseil national. Décision modifiant le projet

03.06.2020 Conseil des Etats. Ne pas entrer en matière

25.09.2020 Conseil national. Ne pas entrer en matière

2. Ordonnance de l'Assemblée fédérale relative à la loi sur les moyens alloués aux parlementaires (OMAP) (FF 2019 6887)

09.12.2019 Conseil national. Décision modifiant le projet

03.06.2020 Conseil des Etats. Ne pas entrer en matière

25.09.2020 Conseil national. Ne pas entrer en matière

418/16.483 n (Rickli Natalie) Geissbühler. Viol. Durcir les peines (28.11.2016)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal (CP) sera modifié comme suit:

Art. 190 al. 1

... sera puni d'une peine privative de liberté de trois à dix ans.

Art. 190 al. 3

... la peine sera la peine privative de liberté de cinq ans au moins.

Cosignataires: Amaudruz, Amherd, Bigler, Gasche, Geissbühler, Glanzmann, Grunder, Guhl, Pezzatti, Rutz Gregor, Vitali (11)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

23.02.2018 CAJ-CN. Donné suite

18.01.2019 CAJ-CE. Ne pas donner suite

20.05.2019 L'objet est repris

11.06.2020 Conseil national. Donné suite

419/18.467 n (Rickli Natalie) Rutz Gregor. Les mariages d'enfants ou de mineurs ne doivent pas être reconnus en Suisse (03.12.2018)

L'article 105 chiffre 6 (annulation du mariage pour cause de minorité) du Code civil (CC) sera modifié comme suit:

Art. 105

Le mariage doit être annulé:

...

6. lorsque l'un des époux est mineur.

(Biffer la subordonnée "... à moins que son intérêt supérieur ne commande de maintenir le mariage").

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

20.05.2019 L'objet est repris

20.02.2020 CAJ-CN. Donné suite

420/20.469 n Riniker. Taxe d'exemption de l'obligation de servir. Exonérer les personnes qui ont accompli toutes leurs obligations dans la protection civile (24.09.2020)

L'art. 4, al. 2bis, de la loi fédérale du 12 juin 1959 sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir sera complété comme suit :

" Est également exonéré de la taxe celui qui s'est acquitté de la totalité de son obligation de servir, conformément à la législation sur le service militaire, sur la protection civile ou sur le service civil. [...] "

421/19.505 n Roduit. Rabais sur les cartes journalières en faveur des écoles (19.12.2019)

L'article 15 de la loi du 20 mars 2009 sur le transport de voyageurs (LTV) est modifié comme suit:

6bis Elles doivent fixer un tarif comportant un rabais, notamment sur le prix des cartes journalières, à l'intention des enfants et adolescents, accompagnés d'enseignants, qui se déplacent dans le cadre d'activités organisées durant la scolarité obligatoire.

6ter Pour le transport des groupes visés à l'al. 6bis, elles peuvent prévoir des dispositions particulières comme la réservation obligatoire ou limiter, voire exclure ce type de transport sur certaines lignes très fréquentées.

6quater Le Conseil fédéral peut fixer un montant maximum pour les cartes journalières visées à l'al. 6bis. La Confédération prend en charge le manque à gagner qui en résulte pour les entreprises.

7 (texte en vigueur)

Cosignataires: Bregy, Bulliard, Candinas, Gschwind, Gugger, Hess Lorenz, Kamerzin, Lohr, Maitre, Rechsteiner Thomas, Ritter, Romano, Roth Pasquier, Stadler, Streiff, Studer, Wismer Priska (17)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

19.10.2020 CTT-CN. Donné suite

Voir objet 19.504 lv. pa. Munz

Voir objet 19.506 lv. pa. Eymann

Voir objet 19.507 lv. pa. Trede

422/19.510 n Roduit. Pour éviter un déni de démocratie (20.12.2019)

La loi fédérale sur les droits politiques doit être modifiée à son article 54. Il convient, lorsqu'une personne est élue au Conseil national, d'y ajouter un principe d'obligation de fonctionner, pour une durée minimale déterminée, à moins de présenter à la Chancellerie fédérale des motifs majeurs.

Cosignataires: Bregy, Kamerzin, Maitre, Roth Pasquier (4)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

423/13.478 n Romano. Introduire des allocations en cas d'adoption d'un enfant (12.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur les allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité du 25 septembre 1952 (LAPG) est modifiée avec l'ajout d'un chiffre IIIb, sur le modèle du chiffre IIIa, pour introduire des allocations en cas d'adoption d'un enfant:

IIIb. L'allocation en cas d'adoption

Art. 16b Ayants droit

Al. 1

Des allocations pour perte de gain en cas d'adoption sont octroyées aux parents adoptants qui interrompent ou réduisent une activité lucrative salariée ou indépendante lors de l'accueil en vue d'adoption d'un enfant de moins de 4 ans révolus.

Al. 2

En cas d'adoption conjointe ou d'adoption simultanée de plusieurs enfants, les futurs parents adoptifs ne peuvent prétendre qu'une seule fois aux prestations. Celles-ci doivent être versées

à une seule personne à la fois. Les parents se répartissent entre eux la durée du droit aux prestations. Ils choisissent lequel d'entre eux bénéficie des prestations et sur quelle durée. Le congé peut être pris de manière flexible par bloc, par journée ou par demi-journée durant la première année suivant l'accueil de l'enfant.

Al. 3

Ont droit à l'allocation les femmes ou les hommes qui:

Let. a

ont été assurés obligatoirement au sens de la LAVS durant les neuf mois précédant le placement de l'enfant en vue de son adoption;

Let. b

ont, au cours de cette période, exercé une activité lucrative durant cinq mois; et

Let. c

à la date du placement de l'enfant en vue de son adoption:

1. sont salariés au sens de l'article 10 LPGA,
2. exercent une activité indépendante au sens de l'article 12 LPGA, ou
3. travaillent dans l'entreprise de leur conjoint ou de leur partenaire enregistré contre un salaire en espèces.

Al. 4

Le Conseil fédéral règle le droit à l'allocation des femmes et des hommes qui, pour cause d'incapacité de travail ou de chômage:

Let. a

ne remplissent pas les conditions prévues à l'alinéa 3 lettre a;

Let. b

ne sont pas considérés comme salariés ou indépendants au moment du placement de l'enfant.

Al. 5

L'adoption de l'enfant du conjoint, au sens de l'article 264a alinéa 3 CC, n'ouvre pas le droit à la prestation.

Art. 16c Début du droit

Al. 1

Le droit à l'allocation prend effet au jour du placement de l'enfant en vue de son adoption, après autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Al. 2

La date du jour de l'accueil est confirmée par l'autorité centrale du canton de domicile du ou des parents adoptants qui a délivré l'autorisation d'adoption.

Art. 16d Extinction du droit

Le droit s'éteint le 84e jour à partir du jour où il a été octroyé. Il prend fin avant ce terme si la mère et le père reprennent les deux leur activité lucrative au taux d'occupation antérieur au congé.

Art. 16h Rapport avec les réglementations cantonales

Al. 1

En complément au chiffre IIIb, les cantons peuvent prévoir l'octroi d'une allocation d'adoption plus élevée ou de plus longue durée et prélever, pour le financement de ces prestations, des cotisations particulières.

Al. 2

Sont réservées les prestations plus étendues prévues par les conventions collectives de travail ou le contrat individuel de travail.

Cosignataires: Candinas, Carobbio Guscetti, Darbellay, de Buman, Fehr Jacqueline, Ingold, Leuenberger-Genève, Lohr, Meier-Schatz, Schenker Silvia, Streiff, van Singer, Vogler (13)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

21.01.2015 CSSS-CN. Donné suite

27.03.2015 CSSS-CE. Adhésion

16.06.2017 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'été 2019.

22.03.2019 Conseil national. Refus de classer

05.07.2019 Rapport CSSS-CN (FF 2019 6723)

30.10.2019 Avis du Conseil fédéral (FF 2019 6909)

1. Loi fédérale sur les allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité (Loi sur les allocations pour perte de gain, LAPG) (FF 2019 6741)

23.09.2020 Conseil national. Décision modifiant le projet

424/16.501 n Romano. Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires. Adaptation des peines prévues à l'article 285 CP (16.12.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal sera modifié comme suit:

Art. 285 CP

Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires

1. Celui qui, en usant de menace, aura empêché une autorité, un membre d'une autorité ou un fonctionnaire de faire un acte entrant dans ses fonctions, les aura contraints à faire un tel acte ou se sera livré à des voies de fait sur eux pendant qu'ils y procédaient, sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire. Si l'auteur a usé de violence, il sera puni d'une peine privative de liberté de trois jours au moins. Les employés des entreprises définies par la loi du 20 décembre 1957 sur les chemins de fer, la loi du 20 mars 2009 sur le transport de voyageurs et la loi du 19 décembre 2008 sur le transport ferroviaire de marchandises ainsi que les employés des organisations mandatées conformément à la loi fédérale du 18 juin 2010 sur les organes de sécurité des entreprises de transports publics et pourvues d'une autorisation de l'Office fédéral des transports sont également considérés comme des fonctionnaires.

2. Si l'infraction a été commise par une foule ameutée, tous ceux qui auront pris part à l'attroupement seront punis d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Ceux d'entre eux qui auront commis des violences contre les propriétés seront punis d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire de 90 jours-amende au moins. Ceux d'entre eux qui auront commis des violences contre des personnes seront punis d'une peine privative de liberté de trois jours au moins.

3. En cas de récidive qualifiée et spécifique, le juge peut imposer une peine pouvant aller jusqu'au double de la peine maximale prévue.

Cosignataires: Amherd, Bächler Jakob, Buttet, Candinas, Geissbühler, Glanzmann, Guhl, Herzog Verena, Lohr, Pantani, Regazzi, Ritter, Seiler Graf (13)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

23.02.2018 CAJ-CN. Donné suite

18.01.2019 CAJ-CE. Ne pas donner suite

02.03.2020 Conseil national. Donné suite

425/20.428 n Romano. Covid-19. Favoriser l'émergence de capitaux et de revenus pour relancer l'économie

(06.05.2020)

Les lois suivantes doivent être modifiées de sorte à réduire le délai de péremption en cas de dénonciation spontanée exempte de peine :

1. la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD),
2. la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID),
3. la loi fédérale sur l'impôt anticipé (LIA).

La péremption aura globalement effet un an après la fin de la période fiscale pour laquelle la taxation n'a pas été effectuée, alors qu'elle aurait dû l'être, ou pour laquelle la taxation entrée en force était incomplète. Cet assouplissement aura effet pendant deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la disposition transitoire. En cas de dénonciation spontanée, le contribuable a droit au remboursement de l'impôt anticipé.

Cosignataires: Cattaneo, Marchesi, Regazzi (3)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

426/16.448 n Rösti. Garantir l'auto-alimentation en électricité d'origine hydraulique pour faire face à l'actuelle baisse des prix de l'électricité (16.06.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Conseil fédéral créera les conditions nécessaires afin que les centrales hydrauliques, qui fournissent plus de 55 pour cent de l'électricité suisse, puissent maintenir leur capacité de production malgré la baisse considérable des prix actuels de l'électricité. Il proposera à cet effet un train de mesures de durée limitée qui comprendra notamment des prêts sans intérêt ou des prêts à taux réduit. Il examinera également, et au besoin mettra en place, un nouveau modèle de marché tel que le modèle de quotas.

Cosignataires: Aebi Andreas, Amstutz, Arnold, Brand, Brunner Toni, Büchel Roland, Buttet, Giezendanner, Glarner, Grunder, Hausammann, Hurter Thomas, Imark, Knecht, Martullo, Muri, Page, Ruppen, Rutz Gregor, Salzmann, Schilliger, Umbricht Pieren, von Siebenthal, Wasserfallen Christian, Wobmann (25)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

28.08.2017 CEATE-CN. Donné suite

13.08.2018 CEATE-CE. Adhésion

427/20.457 n Roth Pasquier. Utiliser sans délai tout le potentiel des prestations économiques des pharmaciens (18.06.2020)

La loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal) est modifiée comme suit* :

Art. 25 al. 2

h. les prestations des pharmaciens en relation avec des médicaments prescrits conformément à la let. b, dans le cadre de campagnes de dépistage et de prévention de la Confédération

et des cantons prises en charge par l'AOS, ainsi que les prestations qui ont un effet modérateur sur les coûts et pour lesquelles il existe une convention avec des assureurs.

Cosignataires: Andrey, Bourgeois, Bregy, Bulliard, Gschwind, Humbel, Kamerzin, Maillard, Page, Piller Carrard, Roduit, Schneider Schüttel, Stadler (13)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

428/17.423 n Rutz Gregor. Obligation de collaborer à la procédure d'asile. Possibilité de contrôler les téléphones mobiles (17.03.2017)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les articles 8ss. de la loi sur l'asile (LAsi; RS 142.31) seront modifiés de telle sorte que l'obligation de collaborer faite aux requérants d'asile comprendra aussi l'obligation de remettre les téléphones portables et les ordinateurs et que, symétriquement, les compétences des autorités en matière de fouille et de confiscation comprendront aussi le droit de contrôler ces appareils, lorsque l'identité du requérant ne pourra pas être établie par d'autres moyens.

Cosignataires: Amstutz, Bigler, Brunner Toni, Burkart, Glarner, Gössi, Grunder, Grüter, Herzog Verena, Pfister Gerhard, Regazzi, Rickli Natalie, Romano, Rösti, Wasserfallen Christian (15)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

01.02.2018 CIP-CN. Donné suite

21.06.2018 CIP-CE. Adhésion

19.06.2020 Conseil national. Prolongation de délai Jusqu'à la session d'été 2022.

429/17.525 n Rutz Gregor. Rendre possible la densification de l'urbanisation en excluant les contradictions et les conflits entre objectifs dus à l'inventaire ISOS (15.12.2017)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On complètera l'article 6 de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN; RS 451) par un alinéa 3 prévoyant qu'on puisse déroger à la conservation intacte d'un objet d'importance nationale inscrit dans un inventaire fédéral si des intérêts publics, en particulier la densification de l'urbanisation vers l'intérieur du milieu bâti, s'opposent à cette conservation. Une dérogation sera toutefois exclue si les objets inscrits dans les inventaires ou si les surfaces urbanisées se caractérisent par leur importance historique exceptionnelle ou par leur caractère unique.

Cosignataires: Egloff, Feller, Regazzi (3)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

21.01.2019 CEATE-CN. Donné suite

10.10.2019 CEATE-CE. Adhésion

430/19.478 n Rutz Gregor. Instaurer la culture de l'aveu pour améliorer la sécurité collective (16.09.2019)

Les dispositions suivantes sont modifiées afin que la culture de l'aveu (just culture), notion souvent utilisée en droit suisse, soit inscrite dans la loi:

1. Article 237 CP (RS 311.0); complété d'un alinéa 3 dont la teneur sera: "Si l'Etat n'a eu connaissance d'un événement que par le biais d'une procédure de compte rendu visant l'amélioration de la sécurité prévue par la loi, le juge renonce à prononcer une peine lorsque personne n'a été tué ou blessé ou qu'aucun dommage matériel n'en a résulté et lorsque l'auteur n'a agi ni par négligence grave ni intentionnellement."

2. Article 91 LA (RS 748.0); complété d'un alinéa 5 dont la teneur sera: "Si l'OFAC n'a eu connaissance d'un événement que par le biais d'une procédure de compte rendu visant l'amélioration de la sécurité, il renonce à poursuivre la contravention lorsque l'auteur n'a agi ni par négligence grave ni intentionnellement."

3. Article 77e OSAV (RS 748.01); modifié de la manière suivante: "Le DETEC est l'organisme visé aux articles 16, par. 12, du règlement (UE) no 376/2014 et 14, par. 3, du règlement (UE) no 996/2010. Ses décisions sont sujettes à recours; le recours a effet suspensif."

4. Article 23 alinéa 1 OEIT (RS 742.161); modifié de la manière suivante: "L'enquête est menée de manière indépendante et séparée des procédures pénales ou administratives."

5. Article 23 alinéa 3 OEIT; modifié de la manière suivante: "Elles mettent réciproquement et gratuitement à disposition les documents d'enquête tels que les analyses et les enregistrements; si de tels documents et informations sont échangés pour enquêter sur la sécurité, ils ne peuvent être remis aux autorités de poursuite pénale qu'avec l'accord écrit de la personne ou de l'organisation dont ils proviennent ou que sur la base d'une décision entrée en vigueur de l'organisme visé à l'article 77 e OSAV."

6. Article 24 OEIT; modifié de la manière suivante: "Les renseignements, les enregistrements et les moyens de preuves fournis par une personne dans le cadre d'une enquête de sécurité ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale qu'avec son accord."

7. Article 51 OEIT; abrogation de l'alinéa 3 et nouvel alinéa 2: "Le dossier ne peut être consulté qu'après la clôture de l'enquête et la publication du rapport final et qu'avec l'accord écrit de la personne concernée ou de l'organisation dont proviennent les dossiers et les informations sur lesquelles ils se fondent ou sur la base d'une décision entrée en vigueur de l'organisme visé à l'article 77e OSAV."

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

20.02.2020 CAJ-CN. Donné suite

25.05.2020 CAJ-CE. Ne pas donner suite

431/20.431 n Rutz Gregor. Montant des indemnités allouées en cas de vidéoconférences (05.05.2020)

La loi sur les moyens alloués aux parlementaires (RS 171.21) est complétée par la disposition suivante:

Art. 3, al. 1bis (nouveau)

Lorsqu'une séance de commission a lieu par vidéoconférence, une indemnité journalière de 220 francs est versée au député.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

432/19.473 n Rytz Regula. Déclarer les revenus provenant des mandats et activités non soumis à l'obligation de signaler les intérêts, sur le modèle de ce qui se fait à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (21.06.2019)

Les revenus provenant des mandats et activités non soumis à l'obligation de signaler les intérêts seront déclarés. L'article 11 de la loi sur le Parlement sera modifié en conséquence.

Cosignataires: Arslan, Brélaz, Girod, Glättli, Kälin, Thorens Goumaz, Töngi, Trede (8)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

433/19.491 n Rytz Regula. Renforcer la confiance dans l'administration et le Parlement en documentant l'"empreinte législative" (27.09.2019)

L'"empreinte législative" sera documentée à chaque étape importante du processus de législation; la transparence devra notamment être faite sur les informations fournies par des experts externes et des organisations lors de l'élaboration par l'administration des travaux préparatoires des lois, tout comme sur le recours à de tels experts et organisations durant ce processus.

Les points suivants devront être réglementés:

1. Dans les explications accompagnant les projets envoyés en consultation, on indiquera quels experts externes à l'administration et quels représentants d'intérêts ont été impliqués dans quelles questions lors de l'élaboration d'avant-projets (par ex. en qualité de membres de groupes de travail). Les rapports des groupes de travail et les informations fournies par des lobbyistes seront documentés et publiés.

2. Les messages du Conseil fédéral et les rapports établis par des organes du Parlement (lorsque ce dernier élabore lui-même des projets) devront satisfaire aux mêmes conditions.

3. Les commissions parlementaires devront systématiquement rendre compte des contacts qu'elles établissent avec des experts externes à l'administration et avec des lobbyistes (par ex. lors d'auditions) et rendre aussi publiques les informations fournies par ceux-ci.

Cosignataires: Arslan, Brélaz, Flach, Girod, Glättli, Graf Maya, Kälin, Kiener Nellen, Mazzone, Pardini, Reimann Lukas, Thorens Goumaz, Töngi, Vogler, Wermuth (15)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

434/19.489 n (Schenker Silvia) Feri Yvonne. Garantie des buts sociaux (26.09.2019)

L'article 141 alinéa 2 de la loi sur le Parlement (LParl) doit être complété de sorte que, dans les messages accompagnant les projets d'acte, le Conseil fédéral se prononce sur la garantie des buts sociaux.

Cosignataires: Badran Jacqueline, Barrile, Eymann, Fehlmann Rielle, Feri Yvonne, Frei, Friedl Claudia, Graf Maya, Gysi Barbara, Hadorn, Hardegger, Heim, Jans, Kiener Nellen, Lohr, Maire Jacques-André, Marra, Marti Min Li, Marti Samira, Masshardt, Meyer Mattea, Molina, Moser, Munz, Nussbaumer, Quadranti, Seiler Graf, Sommaruga Carlo, Streiff, Wermuth, Wüthrich (31)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

28.11.2019 L'objet est repris

435/17.518 n (Schilliger) Schneeberger. Pour une concurrence à armes égales (14.12.2017)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Seront créées les dispositions légales qui permettront d'éviter que les entreprises dans lesquelles la Confédération, les cantons ou les communes détiennent une participation financière ou qui assument une tâche régalienne ne profitent de leur situation pour obtenir des avantages compétitifs qui soient de nature à fausser la concurrence sur le marché libre. Les entreprises en situation de monopole, notamment, par exemple dans le secteur de l'électricité, ne doivent pas pouvoir utiliser les informations dont elles disposent sur leurs clients ou les relations qu'elles entretiennent avec eux, ou encore le bénéfice qu'elles ont obtenu du secteur couvert par leur monopole, pour en retirer abusivement un avantage concurrentiel dans un autre secteur.

Il serait ainsi possible de modifier la loi sur le marché intérieur (LMI) comme suit:

Art. 2

...

Al. 8

Les cantons et les communes veillent à ce que les entreprises publiques au sein desquelles ils détiennent une participation, de même que les entreprises privées auxquelles ils octroient des concessions publiques pour des domaines d'activité déterminés, soient, dans le cadre de leurs activités commerciales, soumises aux mêmes conditions de concurrence que les entreprises privées. Constituent notamment une entrave à la concurrence et sont dès lors interdits les subventionnements croisés ainsi que toute autre forme d'utilisation de données ou de ressources qui serait susceptible de fausser la libre concurrence.

Art. 8bbis Mise en oeuvre par la Commission de la concurrence

Al. 1

Les cantons et les communes exposent chaque année dans leur stratégie du propriétaire les raisons pour lesquelles il incombe à l'Etat d'exercer des activités commerciales et les mesures qu'ils ont prises en vertu de l'article 2 alinéa 8. Cette stratégie est soumise à la Commission de la concurrence et rendue publique.

Al. 2

Si les mesures prises par les cantons et les communes ne permettent pas de lutter efficacement contre les risques de distorsion de la concurrence, la Commission de la concurrence peut ordonner des mesures supplémentaires relatives au fonctionnement, à la comptabilité, au financement ou à l'organisation de l'entreprise, ou interdire certaines activités.

Art. 9a Droit de recours des organisations

Al. 1

Les organisations professionnelles ou économiques que leurs statuts habilite à défendre les intérêts économiques de leurs membres peuvent recourir contre les décisions que la Commission de la concurrence a prises en vertu de l'article 8bbis.

Al. 2

La Commission de la concurrence communique par écrit aux organisations les décisions qu'elle a prises en vertu de l'article 8bbis.

Cosignataires: Aebi Andreas, Amstutz, Bauer, Bigler, Borloz, Bourgeois, Brunner Toni, Burkart, Clottu, Dobler, Eichenberger,

Eymann, Flach, Genecand, Glarner, Grossen Jürg, Grüter, Hiltbold, Imark, Jauslin, Lüscher, Merlini, Müller Walter, Müri, Nordmann, Portmann, Regazzi, Rickli Natalie, Rime, Sauter, Schneeberger, Schwander, Sollberger, Tuena, Vitali, Walti Beat, Wasserfallen Christian, Wehrli, Wobmann (39)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

25.02.2019 CER-CN. Donné suite

05.12.2019 L'objet est repris

20.01.2020 CER-CE. Ne pas donner suite

17.08.2020 CER-CN. Donné suite

07.09.2020 Conseil national. Donné suite

436/19.456 n Schneeberger. Les prestations versées à des fins de prévention sont une tâche importante des fondations patronales de bienfaisance (20.06.2019)

Le Conseil national et le Conseil des Etats compléteront l'article 89a alinéa 8 du Code civil (CC) en portant une attention particulière au but et au rôle que jouent les fondations patronales de bienfaisance dans la société et pour la prévoyance professionnelle. Ils garantiront que ces fondations puissent verser, dans le cadre du but qui leur est assigné, des prestations destinées à prévenir les risques financiers de la maladie, des accidents et du chômage (et non uniquement des prestations destinées à aider quelques personnes à faire face à une situation précaire), voire des prestations de vieillesse, de décès ou d'invalidité.

Cosignataires: Brand, de Courten, Eichenberger, Frehner, Giezendanner, Hess Lorenz, Humbel, Landolt, Lohr, Pezzatti, Sauter, Schilliger, Vitali, Weibel (14)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

437/20.415 n Schneeberger. Travail dominical. Établir la clarté (04.05.2020)

Le Parlement modifiera l'art. 19, al. 6, de la loi sur le travail (LTr ; RS 822.11) de façon à établir la clarté et à permettre également aux entreprises de services d'ouvrir durant les quatre dimanches que les cantons peuvent fixer chaque année et pendant lesquels le personnel peut travailler sans qu'une autorisation soit nécessaire. Il le fera en complétant la LTr comme suit :

Art. 19, al. 6

6 Les cantons peuvent fixer au plus quatre dimanches par an pendant lesquels le personnel peut être employé dans les commerces et les entreprises de services sans qu'une autorisation soit nécessaire.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

438/20.424 n Schneider Meret. Simplifier la réglementation pour lutter contre le gaspillage alimentaire (06.05.2020)

Les actes législatifs ci-après sont complétés par les dispositions suivantes:

Art. 2, al. 4, let. e, de la loi sur les denrées alimentaires, LDAI

La présente loi et les réglementations de niveau normatif inférieur qui s'y réfèrent ne s'appliquent pas: e. à toute forme de mise sur le marché (art. 6) de denrées alimentaires à titre gratuit ou pour un montant représentant moins de 10 % du prix du marché, à l'exception de la viande et du poisson dont la date de durabilité minimale est dépassée ; le prix du marché est calculé sur la base du prix de vente initial.

Art. 10, al. 5, LDAI Hygiène

Le Conseil fédéral édicte des règles facilitant la remise de denrées alimentaires dans le cadre d'une donation (art. 239, 1bis, CO).

Art. 239, al.1bis, CO

La donation est la remise de denrées alimentaires ou la cession de l'usage d'objets usuels à titre gratuit ou pour un montant représentant moins de 10 % du prix du marché.

Art. 248, al. 1bis, CO

La donation de denrées alimentaires ou d'objets usuels dont la date de durabilité minimale prévue dans la loi est dépassée ne constitue pas en soi une négligence grave.

Cosignataires: Badertscher, Egger Kurt, Michaud Gigon, Python, Töngi (5)

CN/CE Commission de la science, de l'éducation et de la culture

439/18.445 n (Semadeni) Munz. Référendum facultatif pour le soutien des Jeux olympiques par la Confédération (26.09.2018)

L'article 17 de la loi sur l'encouragement du sport (LESp) sur les manifestations sportives internationales est complété comme suit:

Art. 17

...

Al. 3

Le soutien des Jeux olympiques par la Confédération est sujet au référendum.

Cosignataires: Barrile, Bendahan, Carobbio Guscetti, Crottaz, Friedl Claudia, Gysi Barbara, Hadorn, Hardegger, Mazzone, Meyer Mattea, Molina, Munz, Piller Carrard, Reimann Maximilian, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Töngi, Tuena, Zanetti Claudio, Zuberbühler (20)

CN/CE Commission de la science, de l'éducation et de la culture

27.06.2019 CSEC-CN. Donné suite

28.11.2019 L'objet est repris

31.01.2020 CSEC-CE. Ne pas donner suite

440/20.473 n Siegenthaler. Réguler le marché du cannabis pour mieux protéger la jeunesse et les consommateurs (25.09.2020)

Conformément aux recommandations de la Commission fédérale pour les questions liées à l'addiction, la législation sera modifiée de telle sorte que la culture, la production, le commerce et la consommation de cannabis contenant du THC poursuivent les objectifs suivants:

- tenir compte de la politique des 4 piliers définie par la Suisse en matière de drogue
- charger les autorités de contrôler la production et le commerce, en particulier à des fins de protection de la jeunesse et des consommateurs ainsi que d'information
- séparer le marché médical et le marché non médical
- assécher le marché noir en supprimant la prohibition
- introduire une taxe et réglementer la publicité
- encadrer la production destinée à un usage personnel.

Cosignataires: Andrey, Badertscher, Barrile, Bertschy, Chevalley, Fehlmann Rielle, Feri Yvonne, Fischer Roland, Flach, Fluri, Gmür Alois, Gredig, Grossen Jürg, Gysi Barbara, Gysin Greta,

Hess Lorenz, Jauslin, Landolt, Mäder, Maillard, Markwalder, Marti Samira, Mettler, Meyer Mattea, Michaud Gigon, Molina, Nantermod, Paganini, Porchet, Prelicz-Huber, Python, Reimann Lukas, Roth Franziska, Schneider-Schneiter, Silberschmidt, Stadler, Trede, Wasserfallen Flavia, Weichelt-Picard, Widmer Céline (40)

441/20.406 n Silberschmidt. Les entrepreneurs qui versent des cotisations à l'assurance-chômage doivent être assurés eux aussi contre le chômage (12.03.2020)

La loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (loi sur l'assurance-chômage, LACI) doit être modifiée de manière à ce que les entrepreneurs (personnes ayant une position analogue à celle d'un employeur), qui sont tenus de verser des cotisations à l'assurance-chômage (AC), puissent avoir droit aux mêmes indemnités (immédiates) que tous les autres employés de l'entreprise dans les cas de situation de chômage. Le même droit doit valoir en cas de réduction de l'horaire du travail. Une autre solution consisterait à offrir la possibilité aux personnes ayant une position analogue à celle de l'employeur - comme c'est le cas pour les indépendants en raison individuelle - de ne pas verser de cotisations à l'AC et de renoncer aux prestations d'assurance correspondantes.

Cosignataires: Andrey, Badran Jacqueline, Egger Kurt, Friedli Esther, Giezendanner, Gmür Alois, Grossen Jürg, Marti Min Li, Pointet, Regazzi, Schneeberger (11)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

x 442/19.422 n (Sommaruga Carlo) Piller Carrard. Pour la promotion de par la législation suisse du système d'étiquetage du type Nutri-Score pour les denrées alimentaires transformées (22.03.2019)

Le dispositif légal est modifié de manière à introduire sur le territoire suisse un système d'étiquetage de la valeur nutritionnelle d'un aliment transformé reprenant le Nutri-Score français ou s'en inspirant.

Cosignataires: Barrile, Bendahan, Crottaz, Fehlmann Rielle, Gysi Barbara, Hadorn, Maire Jacques-André, Reynard, Semadeni, Tornare, Wermuth (11)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

28.11.2019 L'objet est repris

29.06.2020 Retrait

x 443/19.423 n (Sommaruga Carlo) Jans. Travailleurs détachés. Étendre le champ d'application de la responsabilité solidaire au secteur tertiaire (22.03.2019)

La loi sur les travailleurs détachés (LDét) est modifiée de manière à étendre le champ d'application de la responsabilité solidaire (art. 5) également au secteur tertiaire. Toute entreprise contractante du secteur tertiaire répondra civilement du non-respect par les sous-traitants des salaires minimaux nets et des conditions de travail, de la même manière que la LDét le prévoit déjà pour les secteurs de la construction, du génie civil et du second oeuvre.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Barrile, Bendahan, Crottaz, Fehlmann Rielle, Friedl Claudia, Gysi Barbara, Hadorn, Maire

Jacques-André, Meyer Mattea, Molina, Naef, Nussbaumer, Reynard, Semadeni, Wermuth, Wüthrich (17)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

28.11.2019 L'objet est repris

10.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

444/19.474 n (Sommaruga Carlo) Friedl Claudia. Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Approbation par l'Assemblée fédérale (21.06.2019)

Arrêté fédéral portant ratification du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu les articles 54 alinéa 1 et 166 alinéas 1 et 2 de la Constitution (Cst.),

vu la motion 17.4241, "Signer et ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires", approuvée par le Conseil national le 5 juin 2018 et le Conseil des Etats le 12 décembre 2018,

arrête:

Art. 1

Al. 1

Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires du 7 juillet 2017 est approuvé.

Al. 2

Le Conseil fédéral est autorisé à le ratifier.

Art. 2

Le présent arrêté est sujet au référendum (art. 141 al. 1 let. d ch.3 Cst.).

Art. 3

Le présent arrêté entre en vigueur:

- en cas de référendum, le jour suivant la validation des résultats de votation;

- en l'absence de référendum, le jour suivant l'échéance du délai référendaire.

Cosignataires: Barrile, Bendahan, Chevalley, Crottaz, Fehlmann Rielle, Feri Yvonne, Friedl Claudia, Glättli, Gugger, Gysi Barbara, Hadorn, Hardegger, Heim, Marti Samira, Munz, Piller Carrard, Riklin Kathy, RoCHAT Fernandez, Schenker Silvia, Seiler Graf, Sommaruga Carlo, Tornare, Wehrli (23)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

24.10.2019 CPE-CN. Donné suite

28.11.2019 L'objet est repris

10.02.2020 CPE-CE. Ne pas donner suite

445/17.523 n (Stamm) Walliser. Autoriser le double nom en cas de mariage (15.12.2017)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi doit être modifiée pour permettre aux personnes qui se marient de porter un double nom.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

14.01.2019 CAJ-CN. Donné suite

05.12.2019 L'objet est repris

11.02.2020 CAJ-CE. Adhésion

446/12.453 n (Steiert) Schneider Schüttel. Exonération fiscale de l'indemnité forfaitaire en matière d'aide et de soins à domicile (14.06.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur l'impôt fédéral direct et la loi sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes doivent être modifiées comme suit:

Art. 24 LIFD

Sont exonérés de l'impôt:

...

Let. j

l'indemnité forfaitaire en matière d'aide et de soins à domicile.

Art. 7 al. 4 LHID

Sont seuls exonérés de l'impôt:

...

Let. m

l'indemnité forfaitaire en matière d'aide et de soins à domicile.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Allemann, Aubert, Bernasconi, Bourgeois, Bulliard, Carobbio Guscetti, Chevalley, Chopard-Acklin, Darbellay, de Buman, Egloff, Fehr Hans-Jürg, Fehr Jacqueline, Flückiger Sylvia, Freysinger, Galladé, Gasser, Geissbühler, Grin, Gysi Barbara, Heim, Humbel, Jans, John-Calame, Kaufmann, Killer Hans, Markwalder, Marra, Meier-Schatz, Nussbaumer, Perrin, Piller Carrard, Reynard, Riklin Kathy, Rime, Rossini, Schneider Schüttel, Semadeni, Umbricht Pieren, van Singer, Veillon, Voruz, Wermuth, Wobmann (45)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

13.08.2013 CER-CN. Donné suite

13.02.2014 CER-CE. Ne pas donner suite

08.09.2014 Conseil national. Donné suite

02.03.2017 L'objet est repris

447/20.443 n Suter. Radars acoustiques pour lutter contre le bruit inutile des véhicules (11.06.2020)

Les bases légales seront créées pour permettre l'utilisation de radars acoustiques, de façon analogue aux radars de vitesse. Les véhicules bruyants pourront être détectés et leurs conducteurs amendés.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Barrile, Bendahan, Clivaz Christophe, Egger Kurt, Fehlmann Rielle, Flach, Friedl Claudia, Graf-Litscher, Jans, Klopstein Brogini, Locher Benguerel, Meyer Mattea, Munz, Nussbaumer, Piller Carrard, Pult, Rytz Regula, Schneider Schüttel, Seiler Graf, Storni, Töngi, Wettstein, Widmer Céline (24)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

448/20.444 n Suter. Prendre enfin des mesures efficaces contre les motocycles bruyants (11.06.2020)

Les bases légales seront adaptées de sorte à interdire la circulation aux motocycles dont le niveau sonore à l'arrêt dépasse les 95 décibels.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Bendahan, Clivaz Christophe, Egger Kurt, Friedl Claudia, Graf-Litscher, Jans, Klopstein Brogini, Locher Benguerel, Masshardt, Munz, Nussbaumer, Piller Carrard, Pult, Rytz Regula, Schneider

Schüttel, Seiler Graf, Storni, Töngi, Wettstein, Widmer Céline (21)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

449/20.445 n Suter. Inscrire le cyberharcèlement dans le code pénal (11.06.2020)

Le cyberharcèlement doit être inscrit comme infraction dans le code pénal.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Barrile, Bendahan, Brenzikof, Clivaz Christophe, Dandrès, Egger Kurt, Fehlmann Rielle, Feri Yvonne, Funicello, Graf-Litscher, Hurni, Jans, Klopfenstein Brogini, Locher Benguerel, Marti Min Li, Meyer Mattea, Munz, Pult, Roth Franziska, Rytz Regula, Schneider Schüttel, Storni, Studer, Wasserfallen Flavia, Widmer Céline (26)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

450/19.407 n Töngi. Membres de l'Assemblée fédérale. Renoncer aux voyages en avion au profit des voyages en train (07.03.2019)

On adaptera les bases légales pertinentes de telle sorte que les voyages des membres de l'Assemblée fédérale et des membres des commissions parlementaires qui sont payés par la Confédération se fassent en train si leur durée ne dépasse pas huit heures.

Cosignataires: Arslan, Brélaz, Girod, Glättli, Graf Maya, Kälin, Mazzone, Rytz Regula, Thorens Goumaz, Trede (10)

CN/CE *Bureau*

15.11.2019 Bu-CN. Donné suite

14.02.2020 Bu-CE. Adhésion

x 451/19.408 n Töngi. Employés de la Confédération. Renoncer aux voyages en avion au profit des voyages en train (07.03.2019)

On adaptera les bases légales pertinentes de telle sorte que les voyages des employés de la Confédération se fassent en train si leur durée ne dépasse pas huit heures.

Cosignataires: Arslan, Brélaz, Girod, Glättli, Graf Maya, Kälin, Mazzone, Rytz Regula, Thorens Goumaz, Trede (10)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

10.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

452/19.507 n Trede. Rabais sur les cartes journalières en faveur des écoles (19.12.2019)

L'article 15 de la loi du 20 mars 2009 sur le transport de voyageurs (LTV) est modifié comme suit:

6bis Elles doivent fixer un tarif comportant un rabais, notamment sur le prix des cartes journalières, à l'intention des enfants et adolescents, accompagnés d'enseignants, qui se déplacent dans le cadre d'activités organisées durant la scolarité obligatoire.

6ter Pour le transport des groupes visés à l'al. 6bis, elles peuvent prévoir des dispositions particulières comme la réservation obligatoire ou limiter, voire exclure ce type de transport sur certaines lignes très fréquentées.

6quater Le Conseil fédéral peut fixer un montant maximum pour les cartes journalières visées à l'al. 6bis. La Confédération

prend en charge le manque à gagner qui en résulte pour les entreprises.

7 (texte en vigueur)

Cosignataires: Arslan, Brenzikof, Clivaz Christophe, Porchet, Schneider Meret, Walder (6)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

Voir objet 19.504 lv. pa. Munz

Voir objet 19.505 lv. pa. Roduit

Voir objet 19.506 lv. pa. Eymann

453/20.465 n Tuena. Placement sécurisé pour les personnes présentant un danger pour l'État (23.09.2020)

L'Assemblée fédérale arrête les bases légales qui permettront de mettre en placement sécurisé les personnes qui, dans l'espace public ou privé, appellent, incitent ou encouragent autrui à se livrer à des activités terroristes ou à d'autres actes de violence, que ce soit en Suisse ou à l'étranger, ou annoncent, financent, favorisent ou appellent à soutenir de tels actes ou activités. La même mesure sera appliquée à quiconque prend le parti ou est membre d'une organisation visant à promouvoir ou à exécuter des activités terroristes ou d'autres actes de violence. Les décisions devront être prises par le tribunal des mesures de contrainte.

Cosignataires: Addor, Aebi Andreas, Aeschi Thomas, Amaudruz, Bircher, Büchel Roland, Buffat, Burgherr, Candinas, Cattaneo, de Courten, de Quattro, Dettling, Dobler, Egger Mike, Estermann, Feller, Fiala, Friedli Esther, Gafner, Geissbühler, Giezendanner, Glanzmann, Glarner, Gmür Alois, Grin, Grüter, Guggisberg, Gutjahr, Haab, Heer, Heimgartner, Herzog Verena, Hess Erich, Huber, Humbel, Hurter Thomas, Imark, Keller Peter, Köppel, Kutter, Marchesi, Martullo, Matter Thomas, Nicolet, Nidegger, Page, Rechsteiner Thomas, Reimann Lukas, Riniker, Rösti, Rüegger, Ruppen, Rutz Gregor, Schilliger, Schläpfer, Schneeberger, Schwander, Sollberger, Steinemann, Strupler, Umbricht Pieren, Vogt, von Siebenthal, Walliser, Wasserfallen Christian, Wobmann, Zuberbühler (68)

454/16.428 n Vogler. Article 420 du Code civil. Changer de paradigme (27.04.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 420 du Code civil (CC) sera modifié afin que les personnes auxquelles la curatelle est confiée, notamment les parents et les conjoints, ne soient soumis qu'exceptionnellement aux obligations d'établir des rapports et des comptes périodiques et, le cas échéant, aux autres obligations fixées à l'article 420 CC. En tout état de cause, l'article 420 CC sera modifié de façon à réduire fortement la charge administrative liée à ces obligations.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

23.06.2017 CAJ-CN. Donné suite

22.03.2018 CAJ-CE. Adhésion

455/16.429 n Vogler. Adapter l'article 420 du Code civil (27.04.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 420 du Code civil (CC) sera modifié de telle façon que la liste des personnes que l'autorité de protection de l'adulte peut dispenser de l'obligation de remettre un inventaire, etc., ne soit plus une liste exhaustive. On pourrait imaginer par exemple de libeller la disposition comme suit: "Lorsque la curatelle est confiée à un proche de la personne concernée, notamment au conjoint, au partenaire enregistré, aux père et mère, à un descendant, etc. ..."

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

23.06.2017 CAJ-CN. Donné suite

22.03.2018 CAJ-CE. Adhésion

456/16.458 n Vogler. Majoration échelonnée du loyer. Non aux formulaires inutiles (14.09.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 269d CO sera modifié comme suit par l'adjonction d'un nouvel alinéa:

Art. 269d

...

Al. 4

Pour la notification des majorations de loyer fixées dans une convention au sens de l'article 269c, la forme écrite suffit.

Cosignataires: Amherd, Fässler Daniel, Gmür-Schönenberger, Gschwind, Lohr, Müller-Altermatt, Ritter, Schmidt Roberto (8)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

19.10.2017 CAJ-CN. Donné suite

21.08.2018 CAJ-CE. Adhésion

25.09.2020 Conseil national. Prolongation de délai

Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'automne 2022.

457/18.489 n Vogt. Loi sur l'infrastructure des marchés financiers. Sanctions en cas d'indications fausses ou incomplètes dans les offres publiques d'achat (14.12.2018)

Les dispositions pénales de la loi sur l'infrastructure des marchés financiers (art. 147ss. LIMF) seront complétées de telle sorte que les indications fausses ou incomplètes figurant dans un prospectus d'offre (art. 127 al. 1 LIMF) ou dans l'annonce d'une offre avant sa publication (cf. art. 131 let. a LIMF) seront punies d'une amende (par analogie avec l'art. 153 LIMF).

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

10.12.2019 Conseil national. Donné suite

458/20.468 n Walti Beat. Juges fédéraux. Renforcer l'indépendance judiciaire en interdisant les contributions d'élus et les dons aux partis (24.09.2020)

La loi sur le Tribunal fédéral (RS 173.110), la loi sur le Tribunal administratif fédéral (RS 173.32), la loi sur l'organisation des autorités pénales (RS 173.71) et les autres dispositions légales concernées seront modifiées de telle sorte que les juges fédéraux n'aient plus le droit de verser des contributions d'élus ni des dons aux partis.

Cosignataires: Borloz, Cottier, de Montmollin, de Quattro, Dobler, Eymann, Farinelli, Feller, Fiala, Fluri, Giacometti, Gössi, Jauslin, Lüscher, Markwalder, Nantermod, Portmann, Riniker, Sauter, Schilliger, Schneeberger, Silberschmidt, Vincenz, Wasserfallen Christian, Wehrli (25)

459/19.411 n Wasserfallen Christian. LRTV. Pas de double imposition des communautés de travail (20.03.2019)

On complètera la loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV) de telle sorte que les entreprises dont le chiffre d'affaires est comptabilisé deux fois, notamment les communautés de travail, les holdings et les entreprises ayant un lien durable entre elles, soient exemptées de la redevance de radio-télévision. On complètera dès lors l'article 70 LRTV par l'alinéa 2bis ci-après:

Art. 70

...

Al. 2bis

Les entreprises qui sont fondées par d'autres entreprises pour une durée limitée dans le but de former une communauté de travail, ou qui ont un lien durable entre elles, sont exemptées de la redevance.

...

Cosignataires: Amstutz, Bauer, Bigler, Bourgeois, Brunner Hansjörg, Burkart, Cattaneo, Dobler, Eichenberger, Eymann, Feller, Giezendanner, Gössi, Gutjahr, Hiltbold, Hurter Thomas, Jauslin, Lüscher, Markwalder, Müller Walter, Nantermod, Pezzatti, Pfister Gerhard, Portmann, Regazzi, Rickli Natalie, Rime, Romano, Rutz Gregor, Sauter, Schilliger, Schneeberger, Umbricht Pieren, Walti Beat (34)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

12.08.2019 CTT-CN. Donné suite

04.11.2019 CTT-CE. Ne pas donner suite

11.06.2020 Conseil national. Donné suite

Voir objet 19.412 lv. pa. Grossen Jürg

Voir objet 19.413 lv. pa. Wicki

460/19.441 n Wasserfallen Flavia. Harcèlement sexuel au travail. Consultation externe (17.06.2019)

La loi sur l'égalité doit être modifiée de manière à ce que les entreprises employant plus de 50 personnes en début d'année doivent désigner une personne externe à laquelle les victimes de harcèlement sexuel peuvent s'adresser.

Cosignataires: Barrile, Bertschy, Crottaz, Fehlmann Rielle, Friedl Claudia, Graf Maya, Guhl, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Jans, Kälin, Marti Min Li, Marti Samira, Meyer Mattea, Molina, Munz, Nussbaumer, Quadranti, Reynard, Rochat Fernandez, Schenker Silvia, Schneider Schüttel, Seiler Graf, Sommaruga Carlo, Streiff, Vogler, Wüthrich (28)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

14.08.2020 CSEC-CN. Donné suite

x 461/19.442 n Wasserfallen Flavia. Augmenter l'indemnité maximale due à la victime en cas de harcèlement sexuel au travail (17.06.2019)

La loi sur l'égalité est modifiée comme suit:

Art. 5

...

Al. 4

... Lorsque la discrimination porte sur la résiliation de rapports de travail régis par le Code des obligations ou sur un cas de harcèlement sexuel, l'indemnité prévue aux alinéas 2 et 3 n'excédera pas le montant correspondant à douze mois de salaire.

...

Cosignataires: Barrile, Bertschy, Crottaz, Fehlmann Rielle, Friedl Claudia, Graf Maya, Guhl, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Jans, Kälin, Marti Min Li, Marti Samira, Meyer Mattea, Molina, Munz, Nussbaumer, Quadranti, Reynard, Rochat Fernandez, Schenker Silvia, Schneider Schüttel, Seiler Graf, Sommaruga Carlo, Vogler, Wüthrich (27)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

16.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

462/19.463 n Wehrli. Réaliser un programme Jeunesse et Alimentation (21.06.2019)

Définir et mettre en place un programme Jeunesse et Alimentation sur le modèle de Jeunesse et Culture (art. 67a Cst.) et de Jeunesse et Sport (art. 68 Cst.).

Cosignataires: Aebi Andreas, Aebischer Matthias, Ammann, Béglé, Bigler, Borloz, Bourgeois, Brélaz, Campell, Candinas, Cattaneo, Chevalley, Clottu, Crottaz, de Buman, de la Reussille, Eymann, Fehlmann Rielle, Flach, Fluri, Fridez, Glättli, Glauser, Golay, Graf Maya, Grin, Grunder, Gschwind, Gugger, Haab, Hadorn, Heim, Hess Lorenz, Hiltzold, Maire Jacques-André, Marra, Merlini, Moret Isabelle, Moser, Müller Walter, Müller-Altermatt, Nicolet, Paganini, Page, Pezzatti, Piller Carrard, Quadranti, Ritter, Rochat Fernandez, Romano, Salzmann, Thorens Goumaz, Tornare, Vogler, von Siebenthal (55)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

07.11.2019 CSEC-CN. Donné suite

31.01.2020 CSEC-CE. Ne pas donner suite

463/17.480 n (Weibel) Bäumle. Urgences hospitalières. Taxe pour les cas bénins (27.09.2017)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les lois sont adaptées de manière à ce que les patients qui se rendent aux urgences d'un hôpital doivent payer sur place une taxe, par exemple de 50 francs. Cette taxe ne serait pas imputée sur la franchise ou la participation aux coûts. Les enfants de moins de 16 ans, les patients qui sont envoyés aux urgences par un médecin et les personnes dont le traitement requiert une hospitalisation pourraient être exemptés de la taxe.

Cosignataires: Bäumle, Bertschy, Brand, Brunner Toni, Chevalley, de Courten, Flach, Frehner, Fricker, Grossen Jürg, Guhl, Herzog Verena, Hess Lorenz, Humbel, Jauslin, Moser, Pezzatti, Schmid-Federer (18)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

06.07.2018 CSSS-CN. Donné suite

15.04.2019 CSSS-CE. Ne pas donner suite

28.11.2019 L'objet est repris

03.12.2019 Conseil national. Donné suite

x 464/20.416 n Weichelt-Picard. Ordonnance Covid-19 de l'Assemblée fédérale. Dispositions de la loi du 13 mars 1964 sur le travail relatives au temps de travail et de repos dans les hôpitaux (04.05.2020)

En application d'une ordonnance de l'Assemblée fédérale sur le COVID-19, les dispositions de la loi du 13 mars 1964 sur le tra-

vail relatives au temps de travail et de repos sont applicables telles quelles dans la version du 19 mars 2020.

Cosignataires: Barrile, Brenzikofer, Clivaz Christophe, Gysi Barbara, Locher Benguerel, Lohr, Maillard, Marti Samira, Meyer Mattea, Michaud Gigon, Munz, Porchet, Prelicz-Huber, Prezioso, Rytz Regula, Töngi, Walder, Wettstein (18)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

10.09.2020 Retrait

465/18.446 n Wermuth. Plus de démocratie. Référendum constructif (26.09.2018)

La Constitution fédérale est modifiée de manière que 50 000 citoyens ou huit cantons puissent, en même temps qu'une demande de référendum contre une loi ou un arrêté fédéral, présenter un contre-projet.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Barrile, Bendahan, Fehlmann Rielle, Gysi Barbara, Hardegger, Jans, Meyer Mattea, Molina, Munz, Piller Carrard, Reynard, Schenker Silvia, Semadeni, Sommaruga Carlo, Wüthrich (16)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

11.10.2019 CIP-CN. Donné suite

25.06.2020 CIP-CE. Ne pas donner suite

466/18.478 n Wermuth. Vérifiabilité des procédures de naturalisation. Procès-verbal obligatoire (13.12.2018)

La loi sur la nationalité suisse (LN; RS 141.0), dont notamment l'article 13, sera adaptée de telle sorte que les entretiens menés avec les autorités fédérales, cantonales et communales (commissions de naturalisation) dans le cadre des procédures de naturalisation feront systématiquement l'objet d'un procès-verbal. Ce procès-verbal sera automatiquement communiqué au candidat à la naturalisation; il ne pourra être rendu public qu'avec l'assentiment de ce dernier.

Cosignataires: Campell, Flach, Friedl Claudia, Glättli, Guhl, Gysi Barbara, Heim, Jans, Jauslin, Meyer Mattea, Moser, Munz, Nussbaumer, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Streiff (16)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

24.01.2020 CIP-CN. Donné suite

25.06.2020 CIP-CE. Ne pas donner suite

x 467/19.466 n Wermuth. Agir maintenant en faveur de l'accueil extrafamilial pour enfants (21.06.2019)

La Constitution est modifiée comme suit:

Art. 116

...

Al. 5

La Confédération et les cantons encouragent la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et veillent ensemble à ce qu'il existe une offre adéquate d'accueil extrafamilial pour enfants. Si les efforts des cantons et de tiers ne suffisent pas, la Confédération peut fixer des exigences minimales par voie légale à condition de participer elle-même financièrement à ces prestations. Ce faisant, elle tient compte en particulier de la participation financière adéquate de l'employeur, de la qualité de l'accueil et des conditions de travail appropriées.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Barrile, Bendahan, Fehlmann Rielle, Feri Yvonne, Friedl Claudia, Gysi Barbara, Hadorn, Hardegger, Heim, Marti Samira, Meyer Mattea, Munz,

Piller Carrard, Schenker Silvia, Seiler Graf, Sommaruga Carlo, Wüthrich (18)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

21.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

x **468/19.495 n Wobmann. Pas de charges supplémentaires pour les usagers de la route tant que les heures d'embouteillage ne diminuent pas** (27.09.2019)

Tant que les heures d'embouteillage dépassent les 12 000 heures par an en Suisse, le Conseil fédéral renonce à introduire d'autres redevances sur les carburants ou de nouvelles stratégies incitatives telles que la tarification de la mobilité. Il faut procéder immédiatement aux adaptations de lois et d'ordonnances nécessaires.

Cosignataires: Aeschi Thomas, Amstutz, Bühler, Dettling, Giezendanner, Glarner, Grüter, Herzog Verena, Hurter Thomas, Imark, Keller Peter, Müri, Reimann Lukas, Rösti, Rutz Gregor, Salzmann, Schläpfer, Sollberger, Umbricht Pieren, von Siebenthal, Zuberbühler (21)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

21.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

x **469/18.468 n (Zanetti Claudio) Grüter. Vote électronique. Suspendre les travaux** (04.12.2018)

Tous les essais et projets qui concernent le vote électronique en matière d'élections et de votations sont suspendus jusqu'à ce que le Conseil fédéral ait rendu un rapport dans lequel il démontre, d'une part, que les problèmes de sécurité actuels sont résolus et, d'autre part, que le vote électronique répond à un besoin et que les citoyens sont disposés en conséquence à supporter les surcoûts qu'il entraîne.

L'Assemblée fédérale statuera par voie d'arrêté fédéral sujet au référendum sur la reprise des travaux relatifs au vote électronique.

Cosignataires: Addor, Aebi Andreas, Aeschi Thomas, Amstutz, Bigler, Brand, Brélaz, Brunner Toni, Buffat, Chiesa, Clottu, de Courten, Dettling, Egloff, Estermann, Flückiger Sylvia, Frehner, Glättli, Glauser, Gmür Alois, Grin, Grunder, Grüter, Gugger, Heer, Herzog Verena, Hurter Thomas, Imark, Kälin, Keller Peter, Keller-Inhelder, Köppel, Kutter, Marti Min Li, Müller Thomas, Müri, Nicolet, Nidegger, Page, Pantani, Quadri, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Rickli Natalie, Ritter, Ruppen, Rutz Gregor, Salzmann, Sollberger, Stahl, Stamm, Steinemann, Trede, Tuena, Umbricht Pieren, von Siebenthal, Walliser, Wobmann, Zuberbühler (59)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

05.12.2019 L'objet est repris

09.12.2019 Conseil national. Donné suite

24.09.2020 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

Conseil des Etats

Initiatives des commissions

470/14.401 é Commission de gestion CE. Prévoir des dispositions pénales efficaces pour poursuivre le crime organisé (révision de l'art. 260ter CP) (31.01.2014)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et sur l'article 107 de la loi sur le Parlement (LParl), la Commission de gestion du Conseil des Etats (CdG-CE) dépose l'initiative parlementaire suivante:

La disposition pénale relative à la criminalité organisée (art. 260ter CP) est modifiée de façon à mieux tenir compte des organisations et groupements criminels actuels. Dans les grandes lignes, la révision pourrait prendre la forme suivante:

1. L'article 260ter CP devrait mieux définir les éléments constitutifs d'une organisation criminelle (par ex. la mafia, le cartel de Medellín, les yakuzas japonais ou les organisations criminelles de l'Europe de l'Est, qui sont de plus en plus importantes) et prévoir des peines plus lourdes en cas de participation ou de soutien à une telle organisation.

2. Il y a lieu d'opérer une distinction entre l'organisation criminelle et le groupement criminel (par ex. bandes organisées de cambrioleurs, groupements organisés dans le trafic de stupéfiants, clans familiaux criminels, etc.). Le groupement criminel doit faire l'objet d'une nouvelle qualification pénale.

3. Afin de distinguer clairement l'organisation criminelle et le groupement criminel, d'une part, de la bande (groupe fluctuant formé de deux personnes au moins), d'autre part, la notion de bande pourrait faire l'objet d'une définition à l'article 110 CP.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

10.02.2015 CAJ-CE. Donné suite

13.11.2015 CAJ-CN. Adhésion

27.09.2017 Conseil des Etats. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'automne 2019.

471/17.400 é Commission de l'économie et des redevances CE. Imposition du logement. Changement de système (02.02.2017)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le régime de l'imposition du logement principal destiné à l'usage personnel (les résidences secondaires ne sont pas concernées) doit faire l'objet d'un changement de système qui supprime l'imposition de la valeur locative. A cet effet, il convient d'adapter les bases légales (LIFD, LHID) de telle sorte que le nouveau régime soit le plus possible, dans l'hypothèse d'un taux d'intérêt moyen calculé sur le long terme, sans effet sur les recettes fiscales, qu'il n'engendre pas de disparités entre locataires et propriétaires contraires aux prescriptions de droit constitutionnel et qu'il encourage la propriété du logement conformément aux dispositions constitutionnelles en vigueur.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

02.02.2017 CER-CE. Décision d'élaborer un projet d'acte

14.08.2017 CER-CN. Adhésion

17.12.2019 Conseil des Etats. Prolongation de délai Jusqu'à la session d'automne 2021.

**472/19.402 é Commission de l'économie et des redevances
CE. Analyse d'impact de la réglementation indépendante**
(14.02.2019)

Comme le demandent les motions 15.3445 et 15.3400, lesquelles ont été adoptées, la loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration doit prévoir un organe indépendant chargé de contrôler, pour les projets de réglementation de grande portée, l'exactitude et la qualité des analyses d'impact de la réglementation (AIR) menées par l'administration.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

14.02.2019 CER-CE. Décision d'élaborer un projet d'acte

**473/19.475 é Commission de l'économie et des redevances
CE. Réduire le risque de l'utilisation de pesticides**
(29.08.2019)

Se fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et 107 de la loi sur le Parlement, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats dépose l'initiative parlementaire suivante:

Une trajectoire de réduction est inscrite dans la législation avec des valeurs cibles pour les risques découlant de l'utilisation de pesticides. L'initiative de commission sera si possible examinée en même temps que la Politique agricole 2022 plus.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

30.08.2019 CER-CE. Décision d'élaborer un projet d'acte

07.10.2019 CER-CN. Adhésion

03.07.2020 Rapport CER-CE (FF 2020 6323)

19.08.2020 Avis du Conseil fédéral (FF 2020 6569)

1. Loi fédérale sur la réduction des risques liés à l'utilisation de pesticides (Modification de la loi sur les produits chimiques, de la loi sur l'agriculture et de la loi sur la protection des eaux) (FF 2020 6357)

14.09.2020 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

**474/20.436 é Commission de l'économie et des redevances
CE. Instauration d'une délégation parlementaire permanente auprès de l'OCDE** (19.05.2020)

L'Assemblée fédérale met sur pied une délégation permanente qui la représente au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). L'ordonnance de l'Assemblée fédérale sur les relations internationales du Parlement (RS 171.117) est adaptée à cet effet.

Une délégation de huit députés au maximum sera constituée. Elle sera composée de quatre membres du Conseil national et de quatre membres du Conseil des Etats, qui seront désignés en fonction de la force numérique des groupes parlementaires et d'une manière à garantir une large représentation des différentes commissions thématiques.

Ladite délégation participera, sur mandat de l'Assemblée fédérale, aux différentes manifestations organisées par l'OCDE qui s'adressent aux parlements nationaux. Cette participation doit permettre à la délégation de se familiariser avec les thématiques spécifiques à l'OCDE et, partant, d'être à même, en cas d'évolution rapide des événements sur la scène internationale, d'apporter son expertise aux différentes commissions thématiques.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

CN *Commission de politique extérieure*

19.05.2020 CER-CE. Décision d'élaborer un projet d'acte

**475/17.443 é Commission des institutions politiques
CE. Entreprises et établissements fédéraux ou liés à la
Confédération. Pour des rétributions appropriées**
(15.05.2017)

La Commission des institutions politiques du Conseil des Etats décide d'élaborer un dispositif légal prévoyant que le Conseil fédéral définit et applique, dans le cadre de la stratégie du propriétaire, une fourchette pour toutes les rémunérations (parts de salaire fixes, parts de salaire variables et prestations accessoires) des entreprises et établissements fédéraux ou liés à la Confédération. Il veillera à ce que les rémunérations des membres d'organes aient un rapport approprié avec la tâche à accomplir, la taille de l'entreprise, les défis qu'elle doit relever, les performances, le marché du travail et le système salarial applicable au personnel.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

15.05.2017 CIP-CE. Décision d'élaborer un projet d'acte

03.05.2018 CIP-CN. Adhésion

**476/19.400 é Commission des institutions politiques
CE. Plus de transparence dans le financement de la vie
politique** (21.01.2019)

La Commission des institutions politiques du Conseil des Etats décide d'élaborer des bases légales pour renforcer la transparence dans le financement de la vie politique.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

21.01.2019 CIP-CE. Décision d'élaborer un projet d'acte

22.02.2019 CIP-CN. Adhésion

24.10.2019 Rapport CIP-CE (FF 2019 7467)

27.11.2019 Avis du Conseil fédéral (FF 2019 7765)

Voir objet 18.070 OCF

1. Loi fédérale sur les droits politiques (LDP) (Transparence du financement de la vie politique) (FF 2019 7493)

16.12.2019 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet

17.09.2020 Conseil national. Ne pas entrer en matière

**477/20.402 é Commission des institutions politiques
CE. Motions de commission visant à modifier des ordon-
nances ou des projets d'ordonnances. Accélération de la
mise en oeuvre** (18.02.2020)

Le droit parlementaire doit être adapté de telle sorte que le Conseil fédéral soit tenu d'accélérer la mise en oeuvre des motions de commissions adoptées par les conseils qui visent à modifier des projets d'ordonnance ou des ordonnances en vigueur depuis une année au plus. Si une telle motion n'est toujours pas mise en oeuvre six mois après son adoption, le Conseil fédéral devra présenter un rapport à l'Assemblée fédérale.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

18.02.2020 CIP-CE. Décision d'élaborer un projet d'acte

**478/20.458 é Commission des institutions politiques
CE. Exigences de domicile pour les réfugiés dans les
domaines de l'AVS et de l'AI** (26.06.2020)

La Commission des institutions politiques du Conseil des Etats décide d'élaborer un projet d'acte visant à confirmer aux autorités chargées d'appliquer le droit que l'arrêté fédéral du 4 octobre 1962 concernant le statut des réfugiés et des apatrides dans l'assurance-vieillesse et survivants et dans l'assurance-

invalidité prime l'égalité de traitement entre ces personnes et les nationaux garantie par la Convention relative au statut des réfugiés.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

26.06.2020 CIP-CE. Décision d'élaborer un projet d'acte

26.06.2020 CIP-CE. Donné suite

479/17.498 é Commission des affaires juridiques

CE. Contre-projet indirect à l'initiative populaire "Entreprises responsables - pour protéger l'être humain et l'environnement" (13.11.2017)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il convient d'élaborer les dispositions et les révisions légales nécessaires afin de permettre un contre-projet indirect à l'initiative populaire "Entreprises responsables - pour protéger l'être humain et l'environnement".

Les points suivants devront être réglementés:

1. Les sociétés qui, conformément à l'article 727 alinéa 1 CO, sont soumises au contrôle ordinaire d'un organe de révision, ainsi que les entreprises dont l'activité concerne des activités à risque, sont tenues de faire preuve d'une diligence raisonnable en matière de droits de l'homme et de l'environnement, conformément aux Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations Unies et aux Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.
2. Les activités à risque doivent être définies par le législateur.
3. Le respect de l'obligation de diligence raisonnable doit être contrôlé par des mécanismes appropriés et sanctionné en cas d'infraction. La conception des mécanismes peut être réglementée au niveau sectoriel, le cas échéant.
4. En outre, les violations graves des droits de l'homme (décès et lésions corporelles graves) causées par une filiale d'une société domiciliée en Suisse sont passibles d'une responsabilité civile de la société mère au sens de l'article 55 CO. Alternative-ment, la responsabilité pénale des sociétés, définie à l'article 102 alinéa 2 CP, pourrait être élargie aux infractions susmentionnées.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

13.11.2017 CAJ-CE. Décision d'élaborer un projet d'acte

11.12.2017 CAJ-CN. Refusé de donner suite

Initiatives des députés

480/12.450 é Abate. Modification de l'article 555 alinéa 1 CC. Héritiers inconnus et sommation publique (14.06.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 555 alinéa 1 du Code civil (CC) doit être modifié de sorte que les ayants droit disposent de six mois au lieu d'un an pour faire leur déclaration d'héritiers, une fois la sommation publiée.

Cosignataires: Comte, Eder, Egerszegi-Obrist (3)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

23.10.2012 CAJ-CE. Donné suite

07.11.2013 CAJ-CN. Adhésion

15.12.2015 Conseil des Etats. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2017.

14.12.2017 Conseil des Etats. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2019.

10.03.2020 Conseil des Etats. Prolongation de délai Jusqu'à la session de printemps 2022.

481/15.438 é Berberat. Pour une réglementation destinée à instaurer de la transparence en matière de lobbyisme au Parlement fédéral (10.06.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le droit parlementaire doit être modifié afin que:

1. les lobbyistes qui souhaitent avoir accès au Palais du Parlement soient accrédités à des conditions qui restent à fixer, et en limitant, le cas échéant, leur nombre;
2. un registre public de ces accréditations soit établi et tenu à jour par les Services du Parlement;
3. ce registre oblige les lobbyistes à signaler chaque mandat et, le cas échéant, leurs employeurs;
4. en cas de violation ou de détournement de ces règles, des mesures soient prises.

Cosignataires: Bruderer Wyss, Comte, Fetz, Janiak, Levrat, Maury Pasquier, Rechsteiner Paul, Recordon, Savary, Seydoux, Stöckli, Zanetti Roberto (12)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

14.03.2016 Conseil des Etats. Donné suite

14.04.2016 CIP-CN. Adhésion

16.03.2017 Conseil des Etats. Renvoi à la commission

11.10.2018 Rapport CIP-CE (FF 2018 7069)

14.11.2018 Avis du Conseil fédéral (FF 2018 7659)

Voir objet 16.2013 Pét. Meylan François

Voir objet 18.2016 Pét. Lobbywatch.ch

1. Loi sur l'Assemblée fédérale (Loi sur le Parlement) (Réglementation destinée à instaurer de la transparence en matière de lobbyisme au Parlement fédéral) (FF 2018 7089)

11.12.2018 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

18.06.2019 Conseil national. Ne pas entrer en matière

09.09.2019 Conseil des Etats. Entrée en matière

02.12.2019 Conseil national. Entrée en matière

2. Ordonnance de l'Assemblée fédérale portant application de la loi sur le Parlement et relative à l'administration du Parlement (Ordonnance sur l'administration du Parlement, OLPA) (Réglementation destinée à instaurer de la transparence en matière de lobbyisme au Parlement fédéral) (FF 2018 7093)

11.12.2018 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

18.06.2019 Conseil national. Ne pas entrer en matière

09.09.2019 Conseil des Etats. Entrée en matière

02.12.2019 Conseil national. Entrée en matière

3. Règlement du Conseil national (RCN) (Réglementation destinée à instaurer de la transparence en matière de lobbyisme au Parlement fédéral) (Projet de la CIP-N du 03.07.2020)

482/20.405 é Chiesa. Impôt à la source et déductions sociales (04.03.2020)

La révision de l'imposition à la source du produit de l'activité lucrative a créé dans la législation fiscale suisse le statut de "quasi-résident". La déduction sociale pour les non-résidents, imposés à la source, ne se justifie plus. Il convient par conséquent de modifier le droit fédéral, en particulier les art. 33, al. 3, LHID et 86, al. 1, LIFD.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

483/20.420 é Chiesa. Produits de base protégeant la santé de la population. Exonération de la TVA (04.05.2020)

L'urgence sanitaire que nous connaissons justifie que certains produits devenus d'usage courant, tels que les masques hygiéniques, les désinfectants et les gants soient exonérés de la TVA.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

484/20.421 é Chiesa. Permettre aux personnes imposées d'après la dépense d'exercer une activité lucrative (05.05.2020)

L'interdiction d'exercer une activité lucrative en suisse doit être levée pour les personnes imposées d'après la dépense. A cet effet, on modifiera l'art. 14 de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) et l'art. 6 de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID).

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

485/20.422 é Chiesa. Ne pas priver de l'imposition d'après la dépense les étrangers mariés à des Suisses (05.05.2020)

Les étrangers mariés à des Suisses ne doivent pas être privés de l'imposition d'après la dépense. A cet effet, il faut donc modifier l'art. 14 de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) et l'art. 6 de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID).

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

486/17.409 é Dittli. Préciser la notion d'abus dans la surveillance des assurances (06.03.2017)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La notion d'abus visée à l'article 38 de la loi sur la surveillance des assurances (LSA) sera précisée afin que la protection des consommateurs contre les abus reste garantie mais que l'autorité de surveillance n'interprète pas cette protection au détriment de la libre concurrence et de la capacité d'innovation du secteur des assurances. A cet effet, la LSA sera complétée par un nouvel article 38a qui disposera ce qui suit:

Art. 38a

Al. 1

Constitue un abus au sens de l'article 38 tout préjudice systématique porté aux assurés ou aux ayants droit qui concerne un grand nombre de personnes et crée un déséquilibre manifeste entre les primes prévues et la contreprestation de l'entreprise d'assurance.

Al. 2

La FINMA n'examine pas si les primes considérées sont adaptées au risque et aux frais.

Cosignataires: Eberle, Ettlin Erich, Graber Konrad, Kuprecht, Luginbühl, Müller Damian (6)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

12.04.2018 CER-CE. Donné suite

15.04.2019 CER-CN. Adhésion

1. Loi ...

487/16.411 é Eder. Surveillance de l'assurance-maladie. Garantir la protection de la personnalité (15.03.2016)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur la surveillance de l'assurance-maladie (LSAMal) est modifiée de manière à garantir la protection des données personnelles. Les modifications suivantes constituent un des moyens possibles pour atteindre ce but:

Art. 35

...

Al. 2bis

Les indications sur les données sont livrées en bloc, de manière à ce qu'aucune conclusion sur des données individuelles ne puisse en être tirée.

Al. 2ter

Les assureurs fournissent à l'institution commune au sens de l'article 18 LAMal les données individuelles nécessaires à la compensation des risques.

...

Cosignataires: Baumann, Bischof, Bischofberger, Caroni, Dittli, Eberle, Engler, Ettlin Erich, Français, Germann, Graber Konrad, Häberli-Koller, Hefti, Hegglin Peter, Keller-Sutter, Kuprecht, Lombardi, Luginbühl, Müller Damian, Müller Philipp, Rieder, Schmid Martin, Vonlanthen, Wicki (24)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

04.07.2016 CSSS-CE. Donné suite

13.10.2016 CSSS-CN. Adhésion

13.12.2018 Conseil des Etats. Prolongation de délai

Jusqu'à la Session d'hiver 2020.

16.05.2019 Rapport CSSS-CE (FF 2019 5177)

21.08.2019 Avis du Conseil fédéral (FF 2019 5645)

1. Loi fédérale sur la transmission de données des assureurs dans l'assurance obligatoire des soins (FF 2019 5209)

17.09.2019 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

23.09.2020 Conseil national. Divergences

488/18.479 é Engler. Soutenir la transformation numérique de la presse (13.12.2018)

La présente initiative vise une modification de la loi qui permette d'élargir temporairement l'aide indirecte à la presse en tenant compte des aspects suivants:

1. La Confédération soutient la transformation numérique des quotidiens, des hebdomadaires régionaux et des journaux dominicaux proposés sous forme d'abonnements. Les contributions doivent en premier lieu aider à la livraison et à la diffusion des journaux.

2. Outre la diffusion, le Conseil fédéral peut prévoir d'autres critères pour le calcul des contributions, comme la part rédactionnelle, l'interdiction de la publicité excessive en faveur de produits et de services ou les langues nationales. Il définit les critères en s'inspirant de la législation relative à la poste et règle l'exécution dans une ordonnance.

3. Les montants alloués proviennent en premier lieu de ressources générales comme le prévoit la loi sur la poste.

4. Cette aide est limitée à dix ans. Un autre instrument de soutien pertinent peut ensuite prendre la relève.

Cosignataires: Abate, Bischofberger, Hegglin Peter, Lombardi, Savary, Schmid Martin, Stöckli, Vonlanthen (8)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

02.07.2019 CTT-CE. Donné suite

03.09.2019 CTT-CN. Adhésion

1. Loi ...

489/16.414 é Graber Konrad. Introduire un régime de flexibilité partielle dans la loi sur le travail et maintenir des modèles de temps de travail éprouvés (17.03.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Parlement est prié d'introduire un régime de flexibilité partielle dans la loi sur le travail afin qu'elle réponde mieux aux besoins du site scientifique et économique suisse, sans que le temps de travail ne soit augmenté ou que les besoins de protection dans la production industrielle et artisanale ne soient remis en cause. Il complètera à cet effet la loi sur le travail (LTr) comme suit:

Art. 27 al. 3 (nouveau)

Les travailleurs qui exercent une fonction dirigeante et les spécialistes disposant d'une autonomie comparable ne sont pas soumis aux dispositions des articles 9 à 17a, 17b alinéa 1, 18 à 20, 21 et 36 s'ils travaillent dans une entreprise du secteur des services et qu'ils consentent à être libérés du régime fixé dans ces dispositions.

Art. 9 al. 3bis (nouveau)

Certaines branches économiques ou certaines catégories d'entreprises ou de travailleurs peuvent être libérées par voie d'ordonnance de l'obligation de ne pas dépasser une durée maximum de travail hebdomadaire, pour autant que les travailleurs concernés soient soumis à un régime d'annualisation du temps de travail qui respecte, en moyenne annuelle, la durée maximum de la semaine de travail fixée à l'article 9 alinéa 1 lettre a (45 heures par semaine).

Art. 15a al. 2 deuxième phrase (nouvelle)

Pour le travailleur adulte, la durée du repos peut être réduite à huit heures une fois par semaine, pour autant qu'elle atteigne onze heures en moyenne sur deux semaines. Le Conseil fédéral peut fixer d'autres exceptions par voie d'ordonnance.

Art. 15a al. 3 (nouveau)

Pour le travailleur adulte soumis à un régime d'annualisation du temps de travail au sens de l'article 9 alinéa 3bis, la durée du repos peut être réduite à huit heures plus d'une fois par semaine pour autant qu'elle atteigne onze heures en moyenne sur quatre semaines.

Le Conseil fédéral est prié d'apporter aux ordonnances 1 et 2 relatives à la loi sur le travail les modifications allant dans le

sens du régime de flexibilité partielle demandé par la présente initiative (voir développement).

Cosignataires: Baumann, Bischof, Eder, Engler, Ettlin Erich, Föhn, Germann, Häberli-Koller, Hefti, Keller-Sutter, Schmid Martin, Seydoux (12)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

18.08.2016 CER-CE. Donné suite

20.02.2017 CER-CN. Adhésion

14.02.2019 Rapport CER-CE (FF 2019 3809)

06.03.2019 Conseil des Etats. Prolongation de délai Jusqu'à la Session de printemps 2021.

17.04.2019 Avis du Conseil fédéral (FF 2019 3839)

02.05.2019 Rapport CER-CE (FF 2019 5441)

20.09.2019 Avis du Conseil fédéral (FF 2019 6213)

1. Loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (Loi sur le travail, LT) (FF 2019 3835)

2. Loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (Loi sur le travail, LTr) (FF 2019 5447)

490/18.430 é (Hêche) Levrat. Pour une meilleure coordination et une amélioration des procédures de désendettement des particuliers (11.06.2018)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 336 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite est modifié comme suit:

Art. 336 Homologation judiciaire de la proposition de plan de désendettement

Al. 1

Lorsque la proposition de plan de désendettement n'emporte pas l'unanimité des créanciers, le commissaire doit rendre son rapport avant l'expiration du sursis conformément à l'article 304 alinéa 1.

Al. 2

A la demande du commissaire, le juge du concordat homologue la proposition de plan de désendettement lorsque les conditions des articles 305 et 306 alinéa 1 sont remplies.

Al. 3

Le juge du concordat peut compléter une réglementation insuffisante d'office ou sur demande d'un participant.

Al. 4

Les dispositions générales sur le concordat (chapitre II) et sur le concordat ordinaire (chapitre III) sont applicables par analogie, à l'exception des articles 308 alinéa 1 lettre b et 309.

Al. 5

Lorsque la proposition de plan de désendettement ne peut être homologuée, le juge du concordat prononce l'ouverture de la faillite si le débiteur le requiert.

Cosignataires: Berberat, Comte, Cramer, Fournier, Janiak, Maury Pasquier, Rechsteiner Paul, Seydoux, Zanetti Roberto (9)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

17.05.2019 CAJ-CE. Donné suite

14.11.2019 CAJ-CN. Adhésion

28.11.2019 L'objet est repris

1. Loi ...

491/16.408 é Jositsch. Actes d'ordre sexuel avec des enfants de moins de 16 ans. Instaurer des peines planchers (14.03.2016)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal (CP) est complété comme suit:

Art. 187

...

Al. 1bis

La peine est une peine privative de liberté d'un an au moins si la victime a moins de 12 ans.

...

Art. 189

...

Al. 1bis

La peine est une peine privative de liberté d'un an au moins si la victime a moins de 16 ans.

Al. 1ter

La peine est une peine privative de liberté de deux ans au moins si la victime a moins de 12 ans.

...

Art. 190

...

Al. 1bis

La peine est une peine privative de liberté de deux ans au moins si la victime a moins de 16 ans.

Al. 1ter

La peine est une peine privative de liberté de trois ans au moins si la victime a moins de 12 ans.

...

Art. 191

...

Al. 2

La peine est une peine privative de liberté d'un an au moins si la victime a moins de 16 ans.

Al. 3

La peine est une peine privative de liberté de deux ans au moins si la victime a moins de 12 ans.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

30.08.2016 CAJ-CE. Donné suite

06.04.2017 CAJ-CN. Adhésion

Voir objet 16.407 Iv. pa. Rickli Natalie

1.

04.06.2019 Conseil des Etats. Prolongation de délai
Jusqu'à la session d'été 2021.

492/18.473 é (Lombardi) Rieder. Inscription dans la Constitution d'un article sur les médias (12.12.2018)

L'article 93 de la Constitution fédérale (Cst.) est modifié comme suit:

Art. 93 Médias

Al. 1

La législation sur les médias relève de la compétence de la Confédération.

Al. 2

Les médias contribuent à la formation et au développement culturel, à la libre formation de l'opinion et au divertissement. Ils prennent en considération les particularités du pays et les besoins des cantons. Ils présentent les événements de manière fidèle et reflètent équitablement la diversité des opinions.

Al. 3

L'indépendance des médias ainsi que l'autonomie dans la conception des programmes sont garanties.

Al. 4

Les plaintes relatives aux programmes peuvent être soumises à une autorité indépendante.

Cosignataires: Abate, Engler, Stöckli, Vonlanthen (4)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

02.07.2019 CTT-CE. Donné suite

03.09.2019 CTT-CN. Ne pas donner suite

03.12.2019 L'objet est repris

493/14.470 é Luginbühl. Renforcer l'attractivité de la Suisse pour les fondations (09.12.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Parlement est chargé de procéder aux modifications législatives qui s'imposent pour améliorer les conditions-cadres applicables en Suisse au secteur des institutions d'utilité publique et des fondations et assurer ainsi un fonctionnement libéral et efficace de ce secteur, notamment par les mesures suivantes:

1. publication régulière par l'Office fédéral de la statistique (OFS) de données concernant les organisations exonérées d'impôts en raison de leur utilité publique;
2. réglementation plus claire de la légitimation pour déposer une plainte auprès de l'autorité de surveillance des fondations, prévoyant de donner qualité à agir aux personnes ayant un intérêt légitime à contrôler l'activité des organes d'une fondation;
3. optimisation des droits du fondateur par l'extension du droit de modification aux modifications portant sur l'organisation, lorsque l'acte de fondation prévoit cette possibilité;
4. simplification des modifications de l'acte de fondation par des procédures non bureaucratiques, sans acte notarial et par une réglementation ouverte applicable aux modifications mineures de l'acte de fondation;
5. limitation de la responsabilité des membres bénévoles d'organes de fondation par l'exclusion de la responsabilité en cas de négligence légère (sous réserve d'une réglementation statutaire contraire);
6. institution d'un régime de faveur pour les libéralités consenties par des héritiers au débit de la succession, en accordant à ceux-ci une augmentation unique de la déduction fiscale pour les dons l'année du décès ou l'année suivante, ou encore l'année du partage successoral;
7. possibilité de reporter un don sur des périodes fiscales ultérieures si la limite maximale de la déduction pour les dons est dépassée;
8. ni refus ni retrait de l'exonération fiscale pour les organisations d'utilité publique qui versent des honoraires appropriés aux membres de leurs organes de direction stratégique; cette pratique est conforme au Code civil et doit donc également être possible au regard du droit fiscal.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

03.11.2015 CAJ-CE. Donné suite

03.11.2016 CAJ-CN. Ne pas donner suite

12.09.2017 Conseil des Etats. Donné suite

19.10.2017 CAJ-CN. Donné suite

494/18.428 é Minder. Interdire le versement d'indemnité de départ aux cadres dirigeants des entreprises de la Confédération et des entreprises liées à la Confédération (14.06.2018)

La loi sur le personnel de la Confédération (LPers) sera modifiée afin que les membres de la direction (organe chargé de la direction opérationnelle) et du conseil d'administration (organe stratégique, auquel la direction est subordonnée) de l'administration centrale et de l'administration décentralisée de la Confédération ainsi que des établissements et entreprises contrôlés par la Confédération ne perçoivent pas d'indemnité de départ.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

11.10.2018 CIP-CE. Donné suite

31.01.2019 CIP-CN. Adhésion

495/19.498 é Minder. Pour des votes publics et transparents au Conseil des Etats (02.12.2019)

Le règlement du Conseil des Etats (RCE) est modifié comme suit:

Art. 44a, al. 4 et 7

4 Le résultat du vote est publié sous la forme d'une liste nominative.

7 Abrogé

CN/CE *Bureau*

CN/CE *Commission des institutions politiques*

496/19.499 é Minder. Indemniser équitablement les rapporteurs des commissions (02.12.2019)

L'art. 9, al. 2, de la loi du 18 mars 1988 sur les moyens alloués aux parlementaires (LMA) prévoira désormais que les membres des commissions qui font rapport au conseil reçoivent une indemnité qui tient compte de la complexité de l'affaire concernée.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

x 497/18.427 é Müller Damian. Oui au vote électronique, mais la sécurité doit primer la vitesse (11.06.2018)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On modifiera la loi fédérale sur les droits politiques (LDP) de la manière suivante:

1. On limitera la participation aux essais de vote électronique à 30 pour cent des électeurs d'un canton.

2. Les cantons qui ont recours au vote électronique devront effectuer des contrôles de plausibilité statistiques.

3. Au moins deux systèmes de vote électronique devront être en service.

4. On limitera le droit d'effectuer des essais de vote électronique à deux tiers des cantons et des demi-cantons.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

11.10.2018 CIP-CE. Donné suite

10.10.2019 CIP-CN. Ne pas donner suite

24.09.2020 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

498/20.446 é Müller Damian. Dégraisser le Parlement en simplifiant l'examen du programme de la législature (16.06.2020)

La loi du 13 décembre 2002 sur le Parlement est modifiée comme suit :

Art. 74

Al. 3

L'entrée en matière est acquise de plein droit pour les initiatives populaires, les budgets, les rapports de gestion, les comptes, le plan financier, la garantie des constitutions cantonales et les réclamations contre les conventions passées par des cantons entre eux ou avec l'étranger.

Art. 75

Al. 4 (nouveau)

Le projet d'arrêté fédéral sur le plan financier ne peut être renvoyé.

Art. 94a Divergences sur le plan financier

Al. 1

Abrogé

Al. 2

Si l'arrêté fédéral sur le plan financier fait l'objet de divergences, la Conférence de conciliation présente une proposition distincte pour chacune des divergences. Chacune des propositions fait l'objet d'un vote séparé.

Art. 146

Al. 1

Au début de chaque législature, le Conseil fédéral soumet à l'Assemblée fédérale un rapport sur le programme de la législature afin qu'elle en prenne acte.

Al. 2

Le rapport définit les lignes directrices de la politique et les objectifs du programme de la législature du Conseil fédéral ; il indique en outre, pour chaque objectif, les projets d'actes de l'Assemblée fédérale prévus par le Conseil fédéral ainsi que les autres mesures qui sont nécessaires pour atteindre ces objectifs.

Al. 2bis

Le rapport indiquera les projets d'acte qui sont déjà pendants devant l'Assemblée fédérale et qui contribuent à la réalisation des objectifs du programme de la législature.

Al. 3 (première et deuxième phrases)

Dans le rapport sur le programme de la législature, les objectifs sont accompagnés d'indicateurs permettant d'évaluer le degré de réalisation des objectifs. Le rapport contient également une analyse de la situation reposant sur les indicateurs. ...

Al. 4 (première phrase)

Le rapport présente le plan financier de la législature. ...

Art. 147

Abrogé

Cosignataires: Bauer, Burkart, Caroni, Chiesa, Dittli, Français, Gapany, Germann, Häberli-Koller, Hegglin Peter, Knecht,

Kuprecht, Michel, Minder, Noser, Reichmuth, Rieder, Schmid Martin, Stark, Wicki (20)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

499/16.403 é Müller Philipp. Regroupement familial. Même régime pour les personnes à protéger et les personnes admises à titre provisoire (02.03.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les bases légales sont à modifier de telle sorte que le regroupement familial des personnes à protéger au sens de l'article 4 de la loi sur l'asile (LAsi) soit réglé de la même manière que celui des personnes admises à titre provisoire.

Cosignataires: Abate, Baumann, Bischof, Bischofberger, Caroni, Dittli, Eberle, Eder, Engler, Ettlin Erich, Föhn, Fournier, Français, Germann, Graber Konrad, Häberli-Koller, Hefti, Hegglin Peter, Hösli, Keller-Sutter, Kuprecht, Lombardi, Luginbühl, Minder, Müller Damian, Noser, Rieder, Schmid Martin, Vonlanthen, Wicki (30)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

25.08.2016 CIP-CE. Donné suite

21.10.2016 CIP-CN. Adhésion

04.12.2018 Conseil des Etats. Prolongation de délai

Jusqu'à la session d'hiver 2020

25.10.2019 Rapport CIP-CE (FF 2019 7745)

29.01.2020 Avis du Conseil fédéral (FF 2020 1321)

1. Loi sur l'asile (LAsi) (Égalité des personnes à protéger et des personnes admises à titre provisoire en matière de regroupement familial) (FF 2019 7755)

11.06.2020 Conseil des Etats. Décision conforme au projet

24.09.2020 Conseil national. Ne pas entrer en matière

500/17.456 é Noser. Réduire sensiblement la charge fiscale grevant les participations de collaborateur remises par les start-up et les entreprises familiales (15.06.2017)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les dispositions de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) et de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) seront adaptées de telle sorte que la charge fiscale grevant les participations de collaborateur remises par une entreprise non cotée en bourse, start-up ou entreprise familiale, sera nettement réduite.

Proposition de modification de la LIFD:

Art. 16

...

Al. 3

Les gains en capital réalisés lors de l'aliénation d'éléments de la fortune privée ne sont pas imposables. Constitue notamment une aliénation d'éléments de la fortune privée l'aliénation, après un délai de cinq ans au moins, de participations de collaborateur remises par une entreprise non cotée en bourse.

Art. 17b Revenus provenant de participations de collaborateur effectives

...

Al. 2bis

Pendant les sept premières années à compter de la fondation d'une entreprise non cotée en bourse, la valeur vénale d'une action de collaborateur se détermine sur demande unique d'après le capital propre de l'entreprise, mais au minimum d'après le capital-actions.

Al. 3

Les avantages appréciables en argent dérivant d'options de collaborateur non négociables ou non cotées en bourse sont imposés au moment de l'exercice des options. La prestation imposable est égale à la valeur vénale de l'action moins le prix d'exercice. Dans le cas des options de collaborateur non cotées en bourse remises par une entreprise, la valeur vénale se détermine conformément à l'alinéa 2bis et la prestation imposable est réduite de 50 pour cent.

Les articles 7 alinéa 4 lettre b et 7d alinéas 2 et 3 LHID seront complétés par analogie.

L'article 14a LHID sur l'évaluation des participations de collaborateur sera adapté sur le modèle de l'article 17b alinéa 2bis LIFD.

Cosignataires: Baumann, Bischof, Bruderer Wyss, Caroni, Cramer, Dittli, Eberle, Eder, Engler, Ettlin Erich, Fetz, Föhn, Fournier, Français, Germann, Graber Konrad, Häberli-Koller, Hefti, Hegglin Peter, Hösli, Jositsch, Keller-Sutter, Kuprecht, Luginbühl, Minder, Müller Damian, Müller Philipp, Rieder, Schmid Martin, Wicki (30)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

18.05.2018 CER-CE. Donné suite

16.05.2019 CER-CN. Adhésion

501/18.458 é Rieder. Motions. Procédure d'élimination des divergences (28.09.2018)

La procédure d'élimination des divergences applicable lors de l'examen des motions (cf. art. 121 al. 4 de la loi sur le Parlement) sera modifiée comme suit:

Si le second conseil modifie une motion, le conseil prioritaire pourra, comme jusqu'ici, approuver cette modification en seconde lecture ou rejeter définitivement la motion. Mais il aura désormais aussi la possibilité, en seconde lecture, de confirmer sa décision d'adopter la motion dans sa version initiale.

Si, en seconde lecture, le conseil prioritaire confirme sa décision d'adopter la motion dans sa version initiale, le second conseil pourra, en seconde lecture, soit se rallier à cette décision, soit rejeter définitivement la motion.

Cosignataires: Baumann, Bischof, Bischofberger, Eder, Engler, Ettlin Erich, Germann, Hegglin Peter, Luginbühl, Schmid Martin (10)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

12.02.2019 CIP-CE. Donné suite

08.11.2019 CIP-CN. Adhésion

502/19.414 é Rieder. Interdiction faite aux membres de commissions parlementaires d'accepter des mandats rémunérés (21.03.2019)

Des dispositions légales doivent être édictées selon lesquelles les membres de l'Assemblée fédérale ne sont pas autorisés à accepter de mandats rémunérés de la part d'entreprises ou d'organisations qui pourraient être concernées par les actes législatifs élaborés dans les commissions parlementaires dont ils font partie.

Si le Bureau constate un conflit entre le mandat d'un membre de l'Assemblée fédérale et le domaine de compétence d'une commission dans laquelle il siège, le parlementaire doit renoncer soit au mandat, soit à son siège dans la commission concernée.

Ne sont concernés par cette réglementation ni les mandats exercés par le parlementaire dans le cadre de son activité professionnelle principale, ni les mandats qu'il exerçait déjà au moins une année avant de siéger dans la commission concernée, ni les mandats qui, directement ou indirectement, lui rapportent moins de 5000 francs par année.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

20.08.2019 CIP-CE. Donné suite

14.02.2020 CIP-CN. Adhésion

503/20.414 é Rieder. Création d'une Délégation des affaires juridiques (DéIAJ) (04.05.2020)

La loi sur le Parlement (LParl ; RS 171.10) est modifiée afin de créer une Délégation des affaires juridiques (DéIAJ) qui examinera et traitera les actes du Conseil fédéral, notamment ses ordonnances de nécessité, dans les situations extraordinaires.

CN/CE *Commission de gestion*

CN/CE *Commission des institutions politiques*

504/20.474 é Sommaruga Carlo. Réforme pour des autorités de poursuite pénale fédérales renforcées et plus efficientes (24.09.2020)

Les dispositions légales seront modifiées de manière à ce qu'une réforme de la poursuite pénale fédérale renforce son efficacité et sa crédibilité.

La réforme portera sur les points suivants:

Compétence matérielle:

- La compétence fédérale générale fixée à l'art. 23 du Code de procédure pénale sera soumise à un examen critique et le cas échéant la liste de l'article 23 modifiée

- Pour les infractions dans les domaines du crime organisé, du financement du terrorisme et de la criminalité économique, définie à art. 24 CPP, si les affaires ayant une part prépondérante à l'étranger resteront compétence des autorités fédérales de poursuite pénale, il sera examiné pour les affaires ayant uniquement une portée nationale, qu'elles soient cantonales ou inter-cantonales, s'il n'est pas plus efficace de les attribuer aux autorités pénales cantonales avec, si besoin, la collaboration et le savoir faire de la police judiciaire fédérale (fedpol)

Ministère public de la Confédération:

Tous les procureurs fédéraux de la Confédération, comme tous les juges fédéraux, seront désormais élus par l'Assemblée fédérale ;

Les modalités de direction actuelle du Ministère public de la Suisse sera évaluée et sa composition plurielle, avec par exemple trois procureurs généraux de la Confédération, sera examinée avec attention

Tribunal pénal fédéral

Pour assurer l'indépendance des diverses instances du Tribunal pénal fédéral, il sera établi une séparation spatiale, financière et du personnel entre la Cour des affaires pénales et la Cour d'Appel.

Surveillance du Ministère public de la Confédération et des tribunaux fédéraux

La surveillance du Ministère public de la Confédération comme celui du Tribunal pénal fédéral et des autres tribunaux fédéraux doit être réexaminée. Il sera étudié de la possibilité du passage à un contrôle direct par la Commission de Gestion de l'Assemblée fédérale et l'une de ses sous-commissions spécialisée. Dans ce contexte, il sera examiné l'opportunité et la faisabilité de l'instauration d'une Inspection des autorités judiciaires indépendante analogue au Contrôle fédéral des finances.

Cosignataires: Baume-Schneider, Carobbio Guscetti, Herzog Eva, Jositsch, Levrat, Rechsteiner Paul, Zanetti Roberto (7)

505/19.413 é Wicki. LRTV. Pas de double imposition des communautés de travail (20.03.2019)

On complètera la loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV) de telle sorte que les entreprises dont le chiffre d'affaires est comptabilisé deux fois, notamment les communautés de travail, les holdings et les entreprises ayant un lien durable entre elles, soient exemptées de la redevance de radio-télévision. On complètera dès lors l'article 70 LRTV par l'alinéa 2bis ci-après:

Art. 70

...

Al. 2bis

Les entreprises qui sont fondées par d'autres entreprises pour une durée limitée dans le but de former une communauté de travail, ou qui ont un lien durable entre elles, sont exemptées de la redevance.

...

Cosignataires: Bischofberger, Dittli, Eder, Ettlin Erich, Föhn, Germann, Graber Konrad, Müller Damian, Müller Philipp, Noser, Schmid Martin (11)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

02.07.2019 CTT-CE. Donné suite

12.08.2019 CTT-CN. Adhésion

Voir objet 19.411 Iv. pa. Wasserfallen Christian

Voir objet 19.412 Iv. pa. Grossen Jürg

1. Loi ...

Pétitions

506/14.2023 é ACAT-Suisse. Signature et ratification de la Charte sociale européenne (10.02.2010)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

17.03.2016 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

507/19.2027 Andreas Dummermuth. Instauration d'une consigne sur les bouteilles en PET (02.10.2019)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

25.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

508/17.2016 Anja Gonseth, Corinne Lüscher, Liv Morgenthaler. Interdire la vente de produits à base d'huile de palme issue d'une production non durable (07.07.2017)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

10.09.2019 Conseil des Etats. Pris acte
Dans le cadre de l'examen de l'objet 18.095.

Voir objet 18.095 OCF

Voir objet 18.095 OCF

509/20.2014 Appel du 4 mai. Pour un redémarrage humaniste, local et durable (02.06.2020)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

510/20.2015 Artur Terekhov. Soumettre les juges fédéraux à l'obligation stricte de signaler leurs intérêts (17.07.2020)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

511/20.2016 Association culturelle des Azerbaïdjanais en Suisse. Association culturelle des Azerbaïdjanais en Suisse. Arrêtez l'agression arménienne (04.08.2020)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

512/20.2007 Bassola Sandro. Modification de la loi sur les épidémies (01.04.2020)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

513/19.2017 Campax. Bloody unfair - baissez la taxe sur les tampons! (14.06.2019)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

514/19.2032 Catalunya peuple d'Espagne (CPDE). Fermeture de la fausse ambassade catalane à Genève (16.11.2019)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

515/18.2013 Union Démocratique Fédérale (UDF). Transfert de l'ambassade suisse de Tel-Aviv à Jérusalem (14.05.2018)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

21.03.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

516/19.2008 fair fish. Halte à la pollution plastique! (07.02.2019)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

Voir objet 18.3712 Mo. CEATE-CN

517/13.2034 é Fischer Eugen Theodor. Protection du patrimoine suisse. Dissolution (18.05.2013)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

Voir objet 12.402 Iv. pa. Eder

518/19.2029 Flüeler Meinrad. Mesures d'encouragement pour les voitures solaires et les voitures électriques (11.10.2019)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

519/19.2022 Frei Daniel. Réglementer la formation des chauffeurs de taxi au moyen d'une loi fédérale (20.05.2019)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

25.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

520/18.2020 Société pour les peuples menacés (SPM). Protéger les droits fondamentaux des Tibétains et des Tibétaines, en Suisse aussi! (10.09.2018)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

21.03.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

521/19.2018 Gesellschaft Schweiz-Palästina GSP. Gaza – les crimes de guerre doivent être jugés (18.06.2019)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

18.06.2020 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

522/20.2009 Greenpeace Suisse. Covid-19 : le soutien apporté à l'économie doit tenir compte du climat ! (26.05.2020)

CN/CE *Commission des finances*

523/20.2021 Greenpeace Suisse. Protéger le climat – réguler la place financière ! (23.09.2020)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

524/19.2024 Groupe de Saint-François. Art. 116 LEI. Non punissabilité pour celles et ceux qui ont agi pour des raisons humanitaires (16.08.2019)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

525/15.2035 é Groupe SAM. Amélioration de la situation des producteurs de lait (22.10.2015)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

06.06.2018 Conseil des Etats. Refusé de donner suite
Traitée avec la discussion des objets 17.301, 17.310 et 16.3329 (voir art. 126, al. 2 LParl).

25.09.2018 Conseil national. Refusé de donner suite
(dans le cadre de l'examen des objets 16.309, 17.301 et 17.310).

Voir objet 16.3329 Mo. Nicolet

526/19.2016 é Güner Gültekin. Suppression de l'enseignement obligatoire d'une troisième langue à l'école (24.05.2019)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

18.06.2020 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

527/20.2006 Heinzelmänn Regula. Lever les fermetures des frontières décidées dans le cadre de l'ordonnance 2 COVID-19 (04.05.2020)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

14.05.2020 CPE-CE. Il est pris acte de la pétition dans le cadre de l'examen de la motion 20.3130 Ouverture par étapes des frontières et rétablissement de la libre circulation des personnes (conformément à l'art. 126, al. 2).

528/20.2012 Herren Mireille (Prodemocratie). Non à l'application SwissCovid! (25.06.2020)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

529/16.2014 é HEV Schweiz. Abolir la valeur locative (10.11.2016)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Voir objet 18.301 Iv. ct. Bâle-Ville

Voir objet 18.302 Iv. ct. Genève

530/20.2020 Jonathan Levy. Libération et restitution de fonds provenant d'Indonésie (17.08.2020)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

531/12.2070 é Session des jeunes 2012. Vieillesse de la population et AVS (18.11.2012)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

20.03.2014 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

532/14.2034 é Session des jeunes 2014. Complément d'article 261bis CP à propos de la discrimination raciale (16.11.2014)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

17.03.2016 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

Voir objet 13.407 Iv. pa. Reynard

533/15.2029 Session des jeunes 2015. Transparence des dispositions de protection des données dans les conditions générales de vente (11.09.2015)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

534/16.2016 Session des jeunes 2016. Dépénalisation régulée de la consommation de cannabis (13.11.2016)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

11.09.2018 Conseil des Etats. Il est pris acte de la pétition selon les discussions de l'objet 17.440 Iv.pa. Groupe G. Elaboration d'une loi fédérale sur le chanvre (voir art. 126 al. 2 LParl).

Voir objet 17.440 Iv. pa. Groupe G

535/18.2003 Session des jeunes 2017. Abolir l'Inégalité face à l'adoption! (19.02.2018)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Voir objet 13.468 Iv. pa. Groupe GL

536/18.2005 Session des jeunes 2017. Numérisation et santé (19.02.2018)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

Voir objet 19.3955 Mo. CSSS-CN

537/18.2006 Session des jeunes 2017. Remaniement de la taxe sur la valeur ajoutée en faveur de l'AVS (19.02.2018)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

538/18.2007 Session des jeunes 2017. Stop aux cadeaux des labos (19.02.2018)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

539/19.2000 Session des jeunes 2018. Waste less - réduction des emballages dans le commerce de détail (01.02.2019)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

540/19.2001 Session des jeunes 2018. Vers des entreprises responsables grâce à une transparence accrue (01.02.2019)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

19.06.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

541/19.2002 Session des jeunes 2018. Prévention Jeunes queer (01.02.2019)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

542/19.2003 Session des jeunes 2018. Revendication MERSI (01.02.2019)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

19.06.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

543/19.2004 é Session des jeunes 2018. Chèque éducation (01.02.2019)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

20.06.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

x **544/19.2005 Session des jeunes 2018. Financement initial pour les transports publics automatisés** (01.02.2019)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

27.09.2019 Conseil national. Refusé de donner suite

24.09.2020 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

545/19.2006 Session des jeunes 2018. Quelle obligation de servir pour l'avenir ? (01.02.2019)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

20.06.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

546/20.2001 Session des jeunes 2019. Transparence salariale pour plus d'égalité salariale (20.02.2020)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

547/20.2002 Session des jeunes 2019. Pour l'égalité salariale maintenant! (20.02.2020)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

548/20.2003 Session des jeunes 2019. Nous avons besoin des journaux, sauvons leur peu (20.02.2020)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

Voir objet 20.038 OCF

549/20.2004 Session des jeunes 2019. Obligation de déclaration sur les appareils électroniques (20.02.2020)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

550/20.2005 Session des jeunes 2019. Protection des données dans le milieu de la santé (20.02.2020)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

551/18.2018 Association des petits paysans. Les nouvelles techniques de génie génétique doivent être soumises à la loi sur le génie génétique (31.08.2018)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

x **552/19.2014 Klett Notburga. Stop à la 5G en Suisse!** (09.05.2019)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

19.06.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

24.09.2020 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

553/16.2003 é Komitee der Arbeitslosen und Armutsbetroffenen. Pour un cadre législatif national dans le domaine de l'aide sociale (28.01.2016)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

15.12.2016 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

554/17.2022 n Ligue Suisse contre la vivisection – Benjamin Frei. Interdire les expériences sur des primates (21.11.2017)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

11.09.2019 Conseil national. Il est pris acte de la pétition selon les discussions de l'objet 18.491 n Iv.pa. Graf Maya. Compléter la loi fédérale sur la protection des animaux en vue d'interdire l'expérimentation animale entraînant des contraintes sévères. Modification (voir art. 126 al. 2 LParl).

Voir objet 18.491 Iv. pa. Graf Maya

555/17.2021 Liniger Hansrudolf. Pour un assainissement de l'AVS (07.11.2017)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

556/19.2034 mediCuba-Suisse. Unblock Cuba (10.12.2019)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

557/20.2011 Meier Daniel. Modification de la loi sur les documents d'identité (28.06.2020)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

558/15.2021 Müller Edgar. Faire de la loi sur les forêts une loi sur le paysage naturel (10.05.2015)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

19.06.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

559/17.2005 Müller Edgar. Prévenir la consommation d'alcool précoce chez les jeunes (10.12.2016)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

20.12.2019 Conseil national. Refusé de donner suite

560/19.2007 é Müller Edgar. Protection de la jeunesse au travail : de la cohérence, svp ! (04.01.2019)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

18.06.2020 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

561/18.2031 Amis de la Nature Suisse. Elucider la disparition des insectes (13.12.2018)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

Voir objet 19.3207 Mo. Guhl

562/19.2028 Conseil Rhénan. Aménagement de liaisons de transport dans la zone frontalière franco-germano-suisse du Rhin supérieur (07.06.2019)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

19.06.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

563/20.2019 Patrick Jetzer. Pas de transformation des ordonnances d'urgence en droit fédéral urgent

(02.09.2020)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

10.09.2020 Conseil des Etats. Il est pris acte de la pétition selon la discussion de l'objet 20.058 (voir art. 126 al. 2 LParl).

x **564/18.2022 ippoterapia. Équithérapie en zone agricole** (10.09.2018)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

19.12.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

31.08.2020 CEATE-CN. Donné suite

Voir objet 20.3938 Po. CEATE-CN

565/17.2018 Pietro und Renate Spaltro. Assurance-maladie. Fixer les primes en fonction du revenu (30.06.2017)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

566/19.2023 Raymond Durussel. Regroupement familial par "voie ascendante" (24.07.2019)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

Voir objet 19.464 Iv. pa. Barrile

567/20.2010 Rüst-Hehli Klausfranz. Droits et devoirs prévus par la convention relative aux droits de l'enfant. Préciser le droit suisse en conséquence (03.06.2020)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

568/17.2007 é Rutz Hans Rudolf. Augmentation automatique de l'âge de la retraite à 67(/70) ans. Modification de loi (30.03.2017)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

15.12.2017 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

569/17.2008 é Rutz Hans Rudolf. Bonification AVS pour l'accueil extrafamilial des enfants de parents divorcés.

Modification de loi (31.03.2017)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

15.12.2017 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

570/17.2003 é Rutz Rudolf. Prévoyance professionnelle: pour une meilleure protection en cas de perte d'emploi après 60 ans (09.02.2017)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

571/20.2008 Schmid Jacqueline. Protection des enfants et des jeunes en fuite (29.05.2020)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

Voir objet 20.3143 Mo. CIP-CN

x **572/18.2021 Fédération Suisse de Pêche FSP. Protection des poissons à la place de turbines mortelles** (20.09.2018)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

19.12.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

25.09.2020 Conseil national. Refusé de donner suite

573/18.2009 Association Suisse des Locataires ASLOCA. Non aux loyers abusifs (15.03.2018)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Voir objet 17.459 Iv. pa. Sommaruga Carlo

Voir objet 17.511 Iv. pa. Berberat

574/18.2030 Schweizerzeit. Non au Pacte mondial des Nations Unies sur les migrations (30.11.2018)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

575/20.2000 Solidaritätsnetz. Pour en finir avec les morts en Méditerranée! (07.01.2020)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

576/19.2031 Solidarité sans frontières. La solidarité n'est pas un crime (04.12.2019)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

577/18.2029 Solifonds. Engagement de la Suisse en faveur du respect des droits de l'homme au Brésil (12.12.2018)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

26.09.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

578/19.2021 Swissveg und Verein gegen Tierfabriken Schweiz. Halte au subventionnement de la publicité pour la viande (03.07.2019)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

579/20.2018 Tier im Fokus. Droits fondamentaux pour les porcs (28.08.2020)

580/19.2025 UmverkehrR. Oui à la taxe sur les billets d'avion (17.09.2019)

CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie

10.06.2020 Conseil national. Il est pris acte de la pétition selon les discussions de l'objet 17.071 Message du 1er décembre 2017 relatif à la révision totale de la loi sur le CO2 pour la période postérieure à 2020 (voir art. 126 al. 2 LParl).

Voir objet 17.071 OCF

581/20.2013 Vasella Lorenzo. Protéger les êtres humains, pas les moteurs (25.06.2020)

CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie

582/18.2011 n Vegane Gesellschaft Schweiz. Les poussins ne sont pas des déchets (23.04.2018)

CN/CE Commission de la science, de l'éducation et de la culture

22.03.2019 Conseil national. Refusé de donner suite

19.09.2019 Conseil des Etats. Il est pris acte de la pétition selon les discussions de l'objet n Mo. Conseil national (CSEC-CN). Arrêtons le broyage des poussins vivants. Modification (voir art. 126 al. 2 LParl).

Voir objet 19.3003 Mo. CSEC-CN

583/19.2030 Ventouri Anastasia-Natalia. Protection pour les enfants victimes d'aliénation (28.10.2019)

CN/CE Commission des affaires juridiques

584/15.2038 n Verein 50plus outIn work Schweiz. Pour en finir avec la discrimination liée à l'âge sur le marché du travail (30.11.2015)

CN/CE Commission de l'économie et des redevances

29.01.2018 CER-CN. Il est pris acte de la pétition selon les discussions des objets 16.502 Iv.pa. Marti. Extension des prestations de l'assurance-chômage pour les demandeurs d'emploi âgés et 16.503 Iv.pa. Marti. Amélioration de la situation des demandeurs d'emploi âgés dans le cadre de l'assurance-chômage (voir art. 126 al. 2 LParl).

Voir objet 16.502 Iv. pa. Marti Min Li

585/15.2039 é Verein 50plus outIn work Schweiz. Pour que la LPP ne désavantage plus les personnes plus âgées (30.11.2015)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

15.12.2017 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

586/18.2027 Association Nakba-2018. Pour une véritable politique suisse pour la paix au Moyen-Orient (29.11.2018)

CN/CE Commission de politique extérieure

26.09.2019 Conseil des Etats. Refusé de donner suite

587/19.2033 Association Un apprentissage - Un avenir. Un apprentissage – Un avenir (26.11.2019)

CN/CE Commission des institutions politiques

588/19.2015 WIAP AG Ltd SA. Réaliser des économies d'énergie grâce à la méthode des vibrations résonnantes (26.04.2019)

CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie

589/20.2017 Winterhalder Christoph. Réduire le bruit émis par les voitures et les motos (02.08.2020)

CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie

Initiatives populaires pendantes

Objet	Déposée le	Rapport du Conseil fédéral sur le fond	Décision des conseils législatifs	Expiration du délai
Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement (FF 2016 7885) (17.060)	10.10.2016	15.09.2017		10.04.2019 ¹
Pour plus de transparence dans le financement de la vie politique (initiative sur la transparence) (FF 2017 6519) (18.070)	10.10.2017	29.08.2018		10.04.2020 ²
Pour des soins infirmiers forts (initiative sur les soins infirmiers) (FF 2017 7314) (18.079)	07.11.2017	07.11.2018		07.05.2019 ³
Stop à l'îlot de cherté – pour des prix équitables (initiative pour des prix équitables) (FF 2018 213) (19.037)	12.12.2017	29.05.2019		12.06.2020 ⁴
Pour une eau potable propre et une alimentation saine - Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactiques (FF 2018 1065) (18.096)	18.01.2018	14.12.2018	25.09.2020	18.07.2020 ⁵
Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse (FF 2018 3956) (19.025)	25.05.2018	27.02.2019	25.09.2020	25.11.2020 ⁶
Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre (FF 2018 4653) (19.038)	21.06.2018	14.06.2019		21.12.2020 ⁷
Oui à l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine – Oui aux approches de recherche qui favorisent la sécurité et le progrès (FF 2019 2977) (19.083)	18.03.2019	13.12.2019		18.09.2021 ⁸
«Pour sauver des vies en favorisant le don d'organes» (FF 2019 3079)	22.03.2019			22.09.2021 ⁹
Alléger les impôts sur les salaires, imposer équitablement le capital (FF 2019 3339) (20.032)	02.04.2019			02.10.2021 ¹⁰
Contre les exportations d'armes dans des pays en proie à la guerre civile (initiative correctrice) (FF 2019 4929)	24.06.2019			24.12.2021 ¹¹
Oui à la protection des enfants et des jeunes contre la publicité pour le tabac (enfants et jeunes sans publicité pour le tabac) (FF 2019 6529) (20.068)	12.09.2019	26.08.2020		12.03.2022 ¹²
Non à l'élevage intensif en Suisse (initiative sur l'élevage intensif) (FF 2019 6577)	17.09.2019			17.03.2022 ¹³
Désignation des juges fédéraux par tirage au sort (initiative sur la justice) (FF 2019 5963) (20.061)	24.09.2019	19.08.2020		24.03.2022 ¹⁴
Pour un climat sain (initiative pour les glaciers) (FF 2019 8104)	17.12.2019			17.06.2022 ¹⁵
Maximum 10 % du revenu pour les primes d'assurance maladie (initiative d'allègement des primes) (FF 2020 1676)	23.01.2020			23.07.2022 ¹⁶
Pour des primes plus basses. Frein aux coûts dans le système de santé (initiative pour un frein aux coûts) (FF 2020 4644)	09.06.2020			09.12.2022 ¹⁷
Contre le bétonnage de notre paysage (Initiative paysage) (FF 2020 8130)	08.09.2020			08.03.2023
Pour l'avenir de notre nature et de notre paysage (Initiative biodiversité) (FF 2020 8276)	08.09.2020			08.03.2023

¹ Prolongation du délai jusqu'au 10 avril 2020 (CE 12.03.2019; CN 22.03.2019); Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 21 juin 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

² Prolongation du délai jusqu'au 10 avril 2021 (CN 17.12.2019); Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 21 juin 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

³ Prolongation du délai jusqu'au 7 mai 2021 (CN 17.12.2019; CE 19.12.2019); Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 18 juillet 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

⁴ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 23 août 2020 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16); Prolongation du délai jusqu'au 21 août 2021 (CE 05.06.2020)

⁵ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 28 septembre 2020 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

⁶ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 5 février 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

⁷ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 3 mars 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

⁸ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 29 novembre 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

⁹ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 3 décembre 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

¹⁰ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 13 décembre 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

¹¹ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 6 mars 2022 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

¹² Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 23 mai 2022 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

¹³ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 28 mai 2022 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

¹⁴ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 9 mai 2022 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

¹⁵ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 7 août 2022 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

¹⁶ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 3 octobre 2022 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

¹⁷ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 21 novembre 2022 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.16)

Initiatives populaires annoncées

No	Objet	Forme	Publiée le	Expiration du délai	Initiants
1	Intégrer le signe distinctif de nationalité dans la plaque de contrôle (initiative sur les plaques de contrôle)	R	05.03.2019 (FF 2019 1895)	05.09.2020 ¹	Verein Kontrollschildinitiative, case postale, 9212 Arnegg
2	Pour une démocratie sûre et fiable (moratoire sur le vote électronique)	R	12.03.2019 (FF 2019 2081)	12.09.2020 ²	Verein «Für eine sichere und vertrauenswürdige Demokratie (E-Voting-Moratorium)», Ronstrasse 1, 6030 Ebikon
3	Pour une prévoyance vieillesse respectueuse de l'équité intergénérationnelle (prévoyance oui – mais équitable)	R	02.04.2019 (FF 2020 2645)	02.10.2021 ³	Comité prévoyance oui – mais équitable, Josef Bachmann, Postfach, 8305 Dietlikon
4	Oui à l'abolition du changement d'heure	R	09.04.2019 (FF 2019 2841)	09.10.2020 ⁴	RUI, case postale 108, 3806 Bönigen
5	Oui à plus de codécision de la population dans l'assurance-maladie et l'assurance-accidents	R	02.07.2019 (FF 2019 4426)	02.01.2021 ⁵	Comité d'initiative, Theres Schöni, Erlenmoosstrasse 10, 5636 Benzenschwil
6	Nouveau financement des soins. Baisser les primes d'assurance-maladie! (initiative sur le financement des soins)	R	27.08.2019 (FF 2019 5515)	27.02.2021 ⁶	Initiative sur le financement des soins», secrétariat UDF, case postale 43, 3602 Thoune
7	Oui à des rentes AVS et AI exonérées d'impôt	R	24.09.2019 (FF 2019 5960)	24.03.2021 ⁷	Komitee «Steuerfreie Renten», Sekretariat RUI, case postale 108, 3806 Bönigen
8	Aide sur place dans le domaine de l'asile	R	08.10.2019 (FF 2019 6282)	08.04.2021 ⁸	Comité d'initiative, Asyl-Initiative, c/o Luzi Stamm, case postale, 5400 Baden
9	Pour une téléphonie mobile respectueuse de la santé et économe en énergie	R	15.10.2019 (FF 2019 6525)	15.09.2021 ⁹	Komitee Mobilfunk-Initiative, Ursula Niggli, Sommerwiessstrasse 6, 8200 Schaffhouse
10	Responsabilité en matière de téléphonie mobile	R	22.10.2019 (FF 2019 6574)	22.04.2021 ¹⁰	Association Mobilfunkhaftungs-Initiative, case postale, 8240 Thayngen
11	Pour une prévoyance vieillesse sûre et pérenne (initiative sur les rentes)	R	05.11.2019 (FF 2019 6833)	05.05.2021 ¹¹	Jeunes Libé-raux-Radicaux Suisses, Neuengasse 20, case postale, 3001 Berne
12	Micro-impôt sur le trafic des paiements sans espèces	R	25.02.2020 (FF 2020 1447)	25.08.2021 ¹²	Association micro-impôt, Oswald Sigg Wasserwerkstrasse 33, case postale 95, 3000 Berne 13
13	Mieux vivre à la retraite (initiative pour une 13e rente AVS)	R	03.03.2020 (FF 2020 1673)	03.09.2021 ¹³	Initiative pour une 13e rente AVS, Gabriela Medici, Union syndicale suisse, Monbijoustrasse 61, 3007 Berne
14	Initiative populaire fédérale «Versement de 7500 francs à toute personne de nationalité suisse (initiative pour l'hélicoptère monétaire)»	R	20.10.2020 (FF 2020 8126)	20.04.2022	Comité Helikoptergeld-Initiative, c/o Luca Volar, Schützenstrasse 2, 9443 Widnau

¹ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 11 novembre 2020 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.1)

² Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 23 novembre 2020 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.1)

³ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 13 décembre 2020 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.1)

⁴ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 20 décembre 2020 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.1)

⁵ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 15 mars 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.1)

⁶ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 10 mai 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.1)

⁷ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 4 juin 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.1)

⁸ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 19 juin 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.1)

⁹ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 26 juin 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.1)

¹⁰ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 3 juillet 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.1)

¹¹ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 16 juillet 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.1)

¹² Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 5 novembre 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.1)

¹³ Nouveau délai de l'initiative jusqu'au 14 novembre 2021 compte tenu de la suspension des délais arrêtée (voir RS 161.1)

R = Projet rédigé de toutes pièces

TG = Proposition conçue en termes généraux

Commissions parlementaires

CONSEIL NATIONAL

1. Bureau-CN (Bu)

Moret Isabelle (Présidente), Aebi Andreas (1er vice-président), Kälin (2e vice-présidente)

Scrutateurs: Brélaz, Büchel Roland, Graf-Litscher, Roduit

Suppléants: Andrey, Estermann, Fridez, Kutter

Présidents et présidentes de groupe: Aeschi Thomas, Moser, Nordmann, Romano, Trede, Walti Beat

2. Commission des finances (CdF)

Feller, Fischer Roland, Andrey, Badertscher, Bourgeois, Brélaz, Dandrès, Farinelli, Friedl Claudia, Gmür Alois, Grin, Gschwind, Guggisberg, Gysi Barbara, Keller Peter, Matter Michel, Nicolet, Schilliger, Schneider Schüttel, Schwander, Siegenthaler, Sollberger, Strupler, Wettstein, Widmer Céline (25)

3. Commission de gestion (CdG)

von Siebenthal, Birrer-Heimo, Barrile, Binder, Christ, de Courten, Estermann, Feri Yvonne, Gredig, Heer, Hess Erich, Huber, Imark, Jauslin, Molina, Müller-Altermatt, Nantermod, Paganini, Pasquier, Prelicz-Huber, Seiler Graf, Silberschmidt, Streiff, Töngi, Weichelt-Picard (25)

4. Commission de politique extérieure (CPE)

Moser, Grüter, Aebi Andreas, Arslan, Badertscher, Badran Jacqueline, Büchel Roland, Bulliard, Crottaz, de la Reussille, Estermann, Fischer Roland, Friedl Claudia, Giacometti, Gugger, Köppel, Markwalder, Molina, Nidegger, Nussbaumer, Pfister Gerhard, Portmann, Schneider-Schneiter, Walder, Wehrli (25)

5. Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC)

Reynard, Fivaz Fabien, Aebischer Matthias, Atici, Brunner, Chevalley, de Montmollin, Eymann, Gafner, Gutjahr, Haab, Herzog Verena, Huber, Keller Peter, Kutter, Locher Benguerel, Piller Carrard, Prezioso, Python, Roth Pasquier, Schneider Meret, Stadler, Studer, Umbricht Pieren, Wasserfallen Christian (25)

6. Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS)

Humbel, Rösti, Aeschi Thomas, Amaudruz, de Courten, Dobler, Feri Yvonne, Glarner, Gysi Barbara, Herzog Verena, Hess Lorenz, Lohr, Mäder, Maillard, Mettler, Meyer Mattea, Moret Isabelle, Nantermod, Porchet, Prelicz-Huber, Roduit, Sauter, Schläpfer, Wasserfallen Flavia, Weichelt-Picard (25)

7. Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE)

Girod, Bourgeois, Bäumle, Bulliard, Chevalley, Clivaz Christophe, Egger Kurt, Egger Mike, Imark, Jans, Jauslin, Klopfsenstein Broggin, Masshardt, Müller-Altermatt, Munz, Nordmann, Paganini, Page, Rösti, Rüegger, Ruppen, Suter, Vincenz, Wismer Priska, Wobmann (25)

8. Commission de la politique de sécurité (CPS)

Glanzmann, Tuena, Addor, Candinas, Cattaneo, de Quattro, Fiala, Fivaz Fabien, Flach, Fridez, Gmür Alois, Graf-Litscher, Heimgartner, Hess Erich, Hurter Thomas, Marti Min Li, Pointet,

Porchet, Rechsteiner Thomas, Riniker, Roth Franziska, Schlatter, Seiler Graf, Walliser, Zuberbühler (25)

9. Commission des transports et des télécommunications (CTT)

Töngi, Pult, Aebischer Matthias, Borloz, Bregy, Candinas, Christ, Fluri, Giezendanner, Graf-Litscher, Hurter Thomas, Kutter, Pasquier, Piller Carrard, Quadri, Romano, Rutz Gregor, Schaffner, Schlatter, Sollberger, Storni, Trede, Umbricht Pieren, Wasserfallen Christian, Wobmann (25)

10. Commission de l'économie et des redevances (CER)

Lüscher, Müller Leo, Aeschi Thomas, Amaudruz, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Gössi, Grossen Jürg, Landolt, Martullo, Matter Thomas, Michaud Gigon, Regazzi, Ritter, Ryser, Rytz Regula, Schneeberger, Walti Beat, Wermuth (25)

11. Commission des institutions politiques (CIP)

Glärner, Romano, Addor, Barrile, Binder, Bircher, Buffat, Cottier, Fluri, Glättli, Gredig, Gysin Greta, Kälin, Marchesi, Marra, Marti Samira, Masshardt, Moret Isabelle, Moser, Pfister Gerhard, Rutz Gregor, Silberschmidt, Steinemann, Streiff, Wermuth (25)

12. Commission des affaires juridiques (CAJ)

Fehlmann Rielle, Markwalder, Arslan, Bellaïche, Bregy, Brélaz, Brenzikofer, Eymann, Flach, Funicello, Geissbühler, Humi, Kameron, Lüscher, Maître, Marti Min Li, Nidegger, Reimann Lukas, Schneeberger, Schneider Schüttel, Schwander, Steinemann, Tuena, Vogt, Walder (25)

13. Commission de l'immunité (Cdl)

Nicolet, Trede, Bäumle, Bregy, de Courten, de Quattro, Fehlmann Rielle, Fischer Roland, Meyer Mattea, Page, Pfister Gerhard, Piller Carrard, Pult, Rösti, Schwander, Tuena, Vincenz, Weichelt-Picard (18)

CONSEIL DES ETATS

14. Bureau-CE (Bu)

Stöckli (Président), Kuprecht (1er vice-président), Hefti (2e vice-président)

Scrutateur: Häberli-Koller

Suppléant: Baume-Schneider

15. Commission des finances (CdF)

Hegglin Peter, Gapany, Carobbio Guscetti, Ettlin Erich, Français, Hefti, Herzog Eva, Knecht, Rieder, Stark, Thorens Goumaz, Würth, Zanetti Roberto (13)

16. Commission de gestion (CdG)

Graf Maya, Burkart, Bauer, Baume-Schneider, Chiesa, Fässler Daniel, Juillard, Michel, Reichmuth, Salzmann, Sommaruga Carlo, Stöckli, Z'graggen (13)

17. Commission de politique extérieure (CPE)

Müller Damian, Bischof, Caroni, Chiesa, Gmür-Schönenberger, Jositsch, Levrat, Michel, Minder, Rieder, Sommaruga Carlo, Vara, Würth (13)

18. Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC)

Germann, Würth, Baume-Schneider, Carobbio Guscetti, Gapany, Gmür-Schönenberger, Graf Maya, Häberli-Koller, Herzog Eva, Maret Marianne, Michel, Noser, Stark (13)

19. Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS)

Rechsteiner Paul, Ettlin Erich, Bischof, Carobbio Guscetti, Dittli, Gapany, Germann, Graf Maya, Häberli-Koller, Hegglin Peter, Kuprecht, Müller Damian, Stöckli (13)

20. Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE)

Schmid Martin, Baume-Schneider, Bischof, Fässler Daniel, Knecht, Mazzone, Müller Damian, Noser, Reichmuth, Rieder, Stark, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto (13)

21. Commission de la politique de sécurité (CPS)

Minder, Salzmann, Burkart, Dittli, Français, Gmür-Schönenberger, Häberli-Koller, Jositsch, Juillard, Kuprecht, Vara, Wicki, Zopfi (13)

22. Commission des transports et des télécommunications (CTT)

Engler, Wicki, Burkart, Dittli, Français, Häberli-Koller, Herzog Eva, Knecht, Maret Marianne, Mazzone, Rechsteiner Paul, Salzmann, Zopfi (13)

23. Commission de l'économie et des redevances (CER)

Levrat, Kuprecht, Bischof, Engler, Ettlin Erich, Germann, Hegglin Peter, Noser, Rechsteiner Paul, Schmid Martin, Thorens Goumaz, Wicki, Zanetti Roberto (13)

24. Commission des institutions politiques (CIP)

Caroni, Zopfi, Bauer, Chiesa, Engler, Fässler Daniel, Hefti, Jositsch, Mazzone, Minder, Müller Damian, Stöckli, Z'graggen (13)

25. Commission des affaires juridiques (CAJ)

Rieder, Jositsch, Bauer, Caroni, Engler, Hefti, Levrat, Mazzone, Minder, Schmid Martin, Sommaruga Carlo, Vara, Z'graggen (13)

DÉLÉGATIONS ET COMMISSIONS COMMUNES

26. Délégation administrative (DA)

N Aebi Andreas, Kälin, Moret Isabelle
E Hefti, Kuprecht, Stöckli

Présidente: Moret Isabelle
Vice-président: Stöckli

27. Délégation des finances (DéFin)

N Gschwind, Schneider Schüttel, Schwander
E Hefti, Hegglin Peter, Herzog Eva

Président: Hegglin Peter
Vice-président: Schwander

28. Délégation des commissions de gestion (DélCdG)

N Feri Yvonne, Heer, Müller-Altermatt
E Bauer, Graf Maya, Salzmann

Président: Heer
Vice-présidente: Graf Maya

29. Commission des grâces (CGra)

N Egger Kurt, Flach, Gysin Greta, Hess Erich, Humbel, Lüscher, Müller-Altermatt, Nicolet, Page, Piller Carrard, Roth Franziska, Vincenz
E Fässler Daniel, Mazzone, Schmid Martin, Sommaruga Carlo, Stark

Président: Fässler Daniel
Vice-président: Page

30. Commission de rédaction (CdR)

Membres

alle-mand **N** Munz, Stadler
E Minder, Zanetti Roberto

français **N** Dandrès, Roduit
E Bauer, Levrat

italien **N** Quadri, Romano
E Carobbio Guscetti, Chiesa

Suppléants

alle-mand **N** Riniker, Wettstein
E Burkart, Ettlin Erich

français **N** Buffat, Cottier
E Maret Marianne, Mazzone

italien **N** Giacometti, Gysin Greta, Marchesi, Storni

Président: Romano

31. Délégation auprès de l'Union interparlementaire (UIP)

N Badertscher, Fehlmann Rielle, Hurter Thomas, Lohr, Wehrli
E Caroni, Gapany, Jositsch

Président: Lohr
Vice-président: Jositsch

32. Délégation auprès du Conseil de l'Europe (DCE)

N Arslan, Büchel Roland, Cottier, Fridez, Grin, Gugger, Heer, Marra
E Français, Germann, Levrat, Maret Marianne

Président: Fridez
Vice-président: Français

33. Délégation AELE / Parlement européen (AELE/UE)

N Membres: Aeschi Thomas, Nussbaumer, Portmann
Suppléants: Matter Thomas, Schneider-Schneiter, Walder

E Membres: Germann, Würth
Suppléants: Müller Damian, Sommaruga Carlo

Président: Nussbaumer
 Vice-président: Würth

34. Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

N Membres: Grin, Reynard, Wehrli
Suppléants: Bulliard, Nicolet, Walder

E Membres: Juillard, Levrat
Suppléants: Bauer, Sommaruga Carlo

Président: Wehrli
 Vice-président: Juillard

35. Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (OSCE)

N Membres: Aebi Andreas, Friedl Claudia, Glanzmann
Suppléant: Badertscher

E Membres: Chiesa, Dittli, Fässler Daniel
Suppléant: Salzmann

Président: Dittli
 Vice-président: Aebi Andreas

36. Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (OTAN)

N Fridez, Glanzmann, Tuena
E Dittli, Minder, Salzmann

Présidente: Glanzmann
 Vice-président: Salzmann

37. Commission judiciaire (CJ)

N Aebischer Matthias, Aeschi Thomas, Arslan, Bertschy, Hess Lorenz, Lüscher, Nidegger, Paganini, Porchet, Schneider Schüttel, Schwander, Vincenz

E Caroni, Germann, Rieder, Stöckli, Zopfi

Président: Caroni
 Vice-président: Aebischer Matthias

38. Délégation pour les relations avec le Bundestag (Del D)

N Fiala, Köppel, Pfister Gerhard, Rösti, Trede, Widmer Céline

E Bischof, Herzog Eva, Knecht, Noser

Présidente: Widmer Céline
 Vice-président: Knecht

39. Délégation pour les relations avec le Parlement français (Del F)

N Buffat, Crottaz, de Montmollin, Klopfenstein Broggini, Page, Roduit

E Français, Juillard, Mazzone, Sommaruga Carlo

Président: Page

40. Délégation pour les relations avec le Landtag du Liechtenstein (Del FL)

N Büchel Roland, Friedl Claudia, Michaud Gigon, Rechsteiner Thomas, Vincenz, Zuberbühler

E Häberli-Koller, Kuprecht, Michel, Rechsteiner Paul

Président: Kuprecht
 Vice-président: Rechsteiner Thomas

41. Délégation pour les relations avec le Parlement italien (Del I)

N Membres: Gysin Greta, Marchesi, Romano
Suppléants: Barrile, Quadri, Sauter

E Membres: Carobbio Guscetti, Chiesa
Suppléants: Caroni, Fässler Daniel

Président: Chiesa
 Vice-présidente: Gysin Greta

42. Délégation pour les relations avec le Parlement autrichien (Del A)

N Friedl Claudia, Haab, Paganini, Reimann Lukas, Rytz Regula, Schneeberger

E Häberli-Koller, Kuprecht, Rechsteiner Paul, Schmid Martin

Président: Kuprecht
 Vice-président: Paganini

Dates des sessions 2020**Etat: 25.09.2020**

Sessions ordinaires (durée 3 semaines)
Hiver

30 novembre - 18 décembre

Elections:

Président du Conseil des Etats

30 novembre

Président du Conseil national

30 novembre

Président de la Confédération et vice-président du Conseil fédéral

09 décembre

Séances ordinaires Bureaux des Conseils

13 novembre

Réceptions dans les cantons:

Président du Conseil national

02 décembre

Autres

17 décembre

Président de la Confédération

17 décembre

Votations fédérales:

27 septembre

29 novembre

Sessions du Conseil de l'Europe:

12 - 16 octobre

Dates des sessions 2021**Etat: 25.09.2020***Sessions ordinaires (durée 3 semaines)*

Printemps

01-19 mars

Eté

31 mai - 18 juin

Automne

13 septembre - 01 octobre

Hiver

29 novembre - 17 décembre

Elections:

Président du Conseil des Etats

29 novembre

Président du Conseil national

29 novembre

Président de la Confédération et vice-président du Conseil fédéral

08 décembre

Session spéciale (durée 1 semaine)

03 - 07 mai

Séances ordinaires Bureaux des Conseils

CN et CE

05 février

CN et CE

07 mai

CN et CE

12 novembre

Excursion des groupes:

9 juin

Réceptions dans les cantons:

Président du Conseil des Etats

01 décembre

Président du Conseil national

01 décembre

Autres

16 décembre

Président de la Confédération

16 décembre

Séances ordinaires des Bureaux des Conseils:

CN et CE

26 - 27 août

Votations fédérales:

07 mars

13 juin

26 septembre

28 novembre

Sessions du Conseil de l'Europe:

25 - 29 janvier

19 - 23 avril

21 - 25 juin

27 septembre - 01 octobre